Morphogenèse d'un système migratoire. Émergence(s), Développement(s), Transformation(s) du système migratoire Colombie-Espagne (1988-2014)

Célio Sierra-Paycha

▶ **To cite this version:**

Célio Sierra-Paycha. Morphogenèse d'un système migratoire. Émergence(s), Développement(s), Transformation(s) du système migratoire Colombie-Espagne (1988-2014). Géographie. Université de Poitiers, 2017. Français. NNT : 2017POIT5038 . tel-03823511

HAL Id: tel-03823511

https://theses.hal.science/tel-03823511

Submitted on 21 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE POITIERS

ÉCOLE DOCTORALE SOCIETES ET ORGANISATIONS

MIGRINTER

Doctorat en géographie

MORPHOGENESE D'UN SYSTEME MIGRATOIRE

ÉMERGENCE(S), DEVELOPPEMENT(S) ET TRANSFORMATION(S) DU SYSTEME MIGRATOIRE COLOMBIE-ESPAGNE (1988-2014)

CELIO SIERRA-PAYCHA

Thèse codirigée par William Berthomière, Directeur de Recherche au CNRS et Christophe Imbert, Maître de Conférences à l'Université de Poitiers

Soutenue le 20 juin 2017

Jury :

Aron Cohen Amselem, Professeur à l'Université de Grenade

Clarisse Didelon, Professeure à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Françoise Dureau, Directrice de Recherche honoraire à l'IRD

François Héran, Directeur de Recherche à l'INED (Rapporteur)

Eva Lelièvre, Directrice de Recherche à l'INED

Joaquín Recaño Valverde, Professeur à l'Université Autonome de Barcelone (Rapporteur)

Sommaire

Sommaire 5
Remerciements 7
Introduction générale 9
Partie 1 : Analyser et observer l'évolution d'un système migratoire contemporain 19
Introduction de la première partie 19
Chapitre 1 : Articuler l'échelle individuelle et l'échelle macroscopique dans l'étude des migrations 21
Chapitre 2 : Observer l'évolution du système migratoire à partir de sources quantitatives espagnoles et colombiennes 51
Conclusion de la première partie 80
Partie 2 : Émergence(s) du système migratoire colombien en Espagne 83
Introduction de la deuxième partie 83
Chapitre 3 : La polarisation des flux migratoires colombiens par l'Espagne autour de l'an 2000 85
Chapitre 4 : L'Espagne dans les projets migratoires des Colombiens 139
Conclusion de la deuxième partie 181
Partie 3 : Développement(s) du système migratoire 183
Introduction de la troisième partie 183
Chapitre 5 : La structuration résidentielle et professionnelle du champ migratoire en Espagne 185
Chapitre 6 : Les dynamiques familiales au cœur du développement du système migratoire 229
Conclusion de la troisième partie 260
Partie 4 : Transformation(s) du système migratoire 263
Introduction de la quatrième partie 263
Chapitre 7 : Les recompositions socio-spatiales depuis la crise 265
Chapitre 8 : Une lecture de la « directionnalité » des flux migratoires à l'aune des ressources spatiales 303
Conclusion de la quatrième partie 327
Conclusion générale 329
Annexes 340
Bibliographie et références 346
Liste des figures 366
Liste des cartes 369
Liste des encadrés 371
Liste des tableaux 373

Liste des annexes 376
Liste des sigles 377
Liens internet pour accéder aux bases de données 378
English abstract 379
Resumen en español 381
Table des matières 383

Remerciements

Mes premiers remerciements sont adressés à William Berthomière et Christophe Imbert qui ont accepté d'encadrer cette recherche doctorale. Leur générosité et leur confiance ont été sans faille durant ces quatre années. J'ai beaucoup appris de leur curiosité intellectuelle et scientifique et j'espère que le travail en commun ne s'arrêtera pas après ce premier projet. Je tiens également à remercier Françoise Dureau et Eva Lelièvre pour leur aide et leur soutien également sans faille depuis mes débuts à l'INED et à Migrinter jusqu'aux collaborations plus récentes.

Je leur renouvelle mes remerciements pour avoir accepté de faire partie de mon jury auxquels j'associe Aron Cohen Amselem, Clarisse Didelon, François Héran et Joaquín Recaño Valverde. Merci encore à François Héran et Joaquín Recaño d'avoir accepté d'être les rapporteurs de ce travail.

Cette thèse n'aurait pu voir le jour sans l'aide de Marianne Blidon, Vincent Gouëset, Luc Legoux, David Lessault, Thierry Lulle et Naïk Miret. Je les remercie vivement. Merci à mes collègues et amis de Migrinter et de l'INED, en particulier à Elisa Abassi, Milan Bouchet-Valat, Pierre-Antoine Chauvin, Julie Chapon, Thomas Venet, Anne Gosselin, Julie Fromentin, Guillaume Le Roux, Sarah Przybyl, Antoine Delmas, Colette Le Petitcorps, Martine Brouillette, Marine Bertrand, Zhipeng Li, Jordan Pinel, Amandine Desille, Julie Lemoux et Lucie Bacon. Merci également aux directeurs et administrateurs du laboratoire Migrinter pour avoir facilité la réalisation de cette recherche.

C'est avec beaucoup d'émotion que je remercie ma famille et mes amis.

Gracias a mi familia y mis amigos colombianos cuyas historias de vida y leyendas fueron la mayor fuente de inspiración para escribir esta tésis doctoral : Jorge Espitia, Nery Londoño, Sebastián y Jorge-Ivan Espitia, Nelcy Sierra, María-Eugenia Sierra, Valentina y Glodver, Jairo, Camila y Paula Sierra, Andrés Arévalo e Ingrid, María Paula Arévelo y Diego, Carolina Sierra, Omar y Nicolas Espinel, Fernando Sierra, Alfonso y Luis Henri Castro, Veronica Sierra, Maximiliano, Violeta y Malva, el abuelo Hernando y la abuela Lurdes, Claudia Sierra y la familia de Canadá. Olga y la familia del Meta. Marylín y la familia de Cartagena y Venezuela. Nelson y la familia de España, Eunice y la familia de Alemania.

Un chaleureux remerciement à ma famille francilienne. Merci infiniment à Rita, Pierre, Sylvie et Sian Paycha, Alina et Dieyna Soumaré pour leur soutien. Merci beaucoup à Danielle Barthélémy pour son aide.

Merci à mes amis Guillaume, Pierre Bondiou, Pierre D'aiutolo, Julien, Victor, Hortense, Dounia, Carlos, Philippe, Loïs, Simon, Elise, Pierre Vincendeau, Fanny, Luc, Jacques, Armand et l'équipe de Reyssou. Merci aussi à Christophe Amestoy.

Mon infinie reconnaissance à Jessica pour m'avoir soutenu dans cette aventure.

A Gabriel, Valéria Solesin, Camilo Sierra que je n'oublie pas.

Cette thèse est dédiée à Oriel et Pipe. Que leurs ailes de géant ne les empêchent plus jamais de marcher.

Introduction générale

Choisir pour objet de recherche la migration des Colombiens vers l'Espagne près de dix ans après le début de la crise espagnole peut paraître quelque peu anachronique. En effet, ce thème a été abondamment traité : contrairement aux Colombiens vivant aux États-Unis ou au Venezuela, ceux qui habitent en Espagne ont fait l'objet d'un grand nombre de travaux. Entre la thèse d'O. Restrepo soutenue en 1996 (Restrepo Vélez 2006) et celle d'H. Cordoba soutenue en 2014 (Cordoba 2014), on compte au moins six études sur le sujet (Cruz Zuñiga 2007; Garay Salamanca et Medina Villegas 2007; Garay Salamanca 2008; Fernando Gonzalez et Echeverri 2009; Actis 2009; Villarraga Orjuela 2009). Malgré l'abondance de ces travaux, ce choix se justifie en raison de l'ampleur des questions que ce cas d'étude permet d'aborder. Pour comprendre la démarche qui m'a conduit à interroger à nouveaux frais la migration colombienne en Espagne, et la pertinence d'une nouvelle étude sur ce sujet, cette introduction propose de retracer le cheminement de cette recherche depuis le projet initial.

Genèse d'un projet de recherche et itinérances du terrain exploratoire : du métro Père Lachaise à Bogota

Un intérêt personnel pour la Colombie et un intérêt scientifique pour la migration m'ont permis de préparer un projet de thèse en 2013 dont le point de départ était de s'interroger sur « la place de la France dans les parcours migratoires des Colombiens ». Après avoir exploré les caractéristiques sociodémographiques des migrants colombiens[1] installés en France en 2013 dans le cadre du mémoire de Master, je souhaitais étudier l'hypothèse selon laquelle la présence de 21 000 Colombiens en France en 2009[2] serait due à deux parcours différents, une migration provenant directement de Colombie, ancrée depuis les années 1990, et une migration plus récente, provenant d'Espagne depuis la crise.

Les premiers mois de cette recherche ont été consacrés à l'exploration des parcours colombiens passant par la France. Quinze entretiens exploratoires ont ainsi été menés dans différents pays : principalement en France et en Colombie, avec des étudiants, des travailleurs du bâtiment, des femmes de ménage, des ingénieurs, des femmes politiques (annexe 1). J'ai pu rencontrer ces personnes en utilisant mon réseau personnel et ses « liens faibles » (Granovetter 1973) mais aussi en arpentant les lieux à Paris dans lesquels j'avais identifié une présence récurrente de Colombiens, notamment dans les commerces de la rue de la Folie-Regnault près de la station de métro Père Lachaise et lors des manifestations de Colombiens sur la place publique[3]. Ma méthode consistait alors à interroger des migrants mais aussi des membres de leur famille (dans le cas des enquêtes effectuées en Colombie) sur leurs parcours individuel et familial. Un premier volet de l'entretien semi-directif permettait de reconstituer l'évolution de la géographie familiale (parents, enfants, conjoint, fratrie) depuis la naissance de l'enquêté. Lorsque les personnes interrogées avaient elles-mêmes vécu à l'étranger, un second volet permettait de cerner avec précision le parcours individuel et les projets migratoires à venir. Ces entretiens ont fait évoluer ma problématique. En effet, en constatant que les géographies familiales et dans certains cas les parcours migratoires individuels mettaient en relation un grand nombre de pays d'immigration

[1] À partir des données de l'enquête Famille et Logements 2011.
[2] Selon les données du recensement de la population de 2009.
[3] Pour manifester leur soutien au maire de Bogota Gustavo Petro alors en voie de destitution, ainsi qu'aux candidats se présentant aux élections présidentielle et législative du printemps 2014.

colombienne, alors que la littérature traitait souvent ces questions séparément (les Colombiens en France, les Colombiens en Espagne, etc.), j'ai souhaité réorienter mon sujet vers une approche plus globale de l'émigration colombienne, une approche soucieuse de rendre compte de la « porosité » entre ces différents champs migratoires.

C'est dans cette nouvelle optique qui consistait à aborder la question de la migration colombienne vers la France de manière oblique, décalée, que j'ai souhaité en connaître davantage sur l'Espagne. Grâce à une excellente mise à disposition sur internet, j'ai ainsi pu découvrir la richesse du système de données statistiques espagnoles. J'ai d'abord cherché à observer dans quelle mesure la population colombienne vivant en Espagne était reliée à la population colombienne vivant dans d'autres pays. Les familles de ces migrants vivent-elles uniquement en Espagne et en Colombie ou bien également dans d'autres pays ? Les migrants qui vivent en Espagne sont-ils arrivés directement de Colombie ou bien ont-ils déjà connu une expérience migratoire à l'étranger ? Par ailleurs, ceux qui quittent l'Espagne depuis la crise, se dirigent-ils vers leur pays de naissance ou alors décident-ils de s'installer dans un autre pays ?

Réinterroger un objet connu à l'échelle du système migratoire

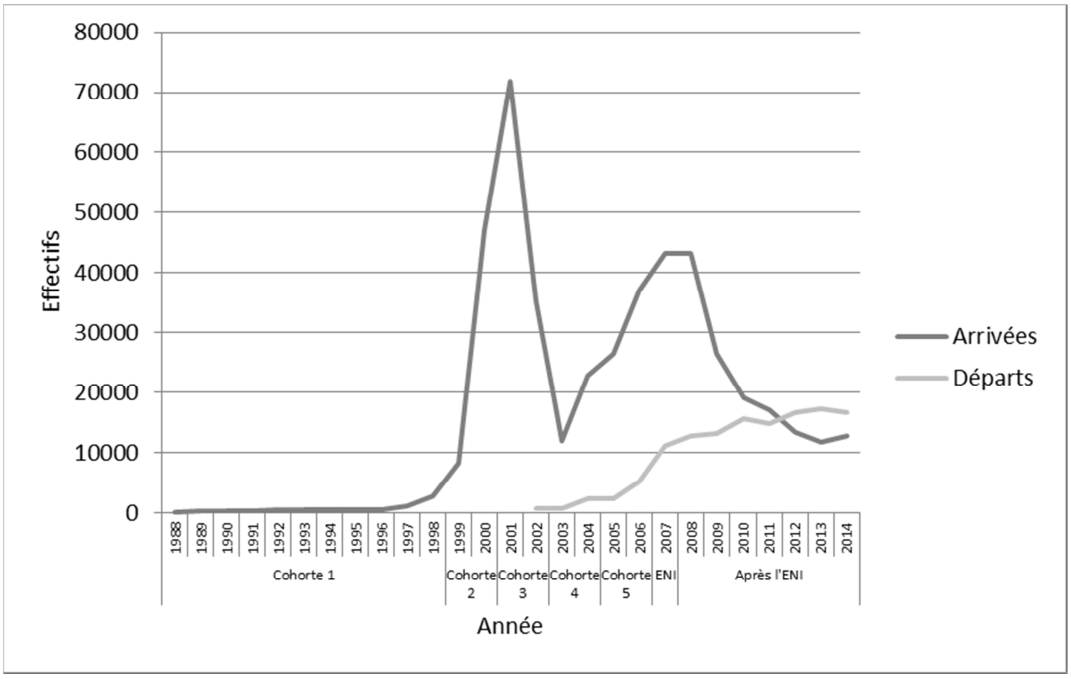
L'examen des données espagnoles et de la littérature sur le sujet m'a montré l'ampleur et la brièveté de l'apparition des Colombiens en Espagne. Pour appréhender cette intensité, considérons l'évolution du stock de Colombiens en Espagne. En 1991, 9 343 personnes nées en Colombie vivaient en Espagne. En 2001, ce nombre s'élevait à 118 148 et atteignait 379 400 en 2011[4]. L'examen des flux migratoires interpelle tout autant. De 1998 à 2014, la statistique publique espagnole a enregistré l'arrivée de 457 000 Colombiens[5] tandis que de 2002 à 2014, 130 000 départs depuis ce pays ont été comptabilisés[6]. Le déplacement de près d'un demi-million de personnes s'est donc produit dans un laps de temps très court, principalement entre 1998 et 2008 (figure 1). Ce phénomène devient d'autant plus intéressant à observer lorsqu'on sait que nulle institution internationale ni gouvernement n'a tenté d'en canaliser le mouvement, contrairement à d'autres exemples de déplacements de population passés ou présents. Par le passé, on peut penser au programme *Bracero* qui, suite à un accord bilatéral entre les États-Unis et le Mexique, a organisé l'arrivée d'un million de travailleurs temporaires mexicains en Californie entre 1942 et 1964 (Durand 2007). Plus récemment, on peut penser à la tentative des États européens de réguler le flux de migrants syriens dans le « corridor » des Balkans et ensuite d'en redistribuer la population demandeuse d'asile dans divers États selon leur « capacité d'accueil ». Dans l'exemple colombien, on verra que le rôle des États et des institutions a été minime, contrairement aux initiatives des personnes elles-mêmes et de leurs réseaux personnels et familiaux.

La brièveté de ce déplacement de population est également intéressante à analyser dans la mesure où elle permet qu'à l'échelle d'un individu, l'intensité d'un tel phénomène soit perceptible sur une tranche de vie de dix ans. On observe ainsi la congruence entre une évolution macroscopique bouleversant la distribution spatiale des Colombiens dans le monde en l'espace d'une dizaine d'années, et les biographies individuelles des migrants vivant en Espagne dans les années 2000. Or, le système de données statistiques espagnoles permet justement d'observer les protagonistes

[4] D'après les données des recensements espagnols de 1991, 2001 et 2011.
[5] Sauf mention contraire, un Colombien est entendu ici comme une personne née en Colombie. Par le droit du sol en vigueur en Colombie, toute personne y étant née, bénéficie de la nationalité colombienne.
[6] Flux mesurés par la statistique des changements résidentiels (EVR).

de ce changement. L'*Encuesta Nacional de Inmigrantes* (ENI) collecte des informations sur 1031 Colombiens[7] résidant en Espagne en 2007. En divisant la population en cinq cohortes[8] d'arrivée, on peut donc connaître les parcours des premiers migrants comme des plus récemment installés en Espagne tout en ayant au moins une centaine d'enquêtés par cohorte[9] (figure 1).

Figure 1 Flux annuels d'arrivées et de départs de Colombiens vers/depuis l'Espagne de 1988 à 2014 et définition des cohortes de Colombiens enquêtés dans l'ENI (Source : INE, EVR 1988-2014) [10]



Les deux études portant sur les Colombiens réalisés avec les données de l'ENI ont pour objectif de décrire les caractéristiques sociodémographiques de cette population (Actis 2009; Fernando Gonzalez et Echeverri 2009), pas celui de comprendre le changement du système migratoire colombien. Lorsque j'ai mis en résonnance les diverses données, j'y ai vu au contraire une opportunité exceptionnelle d'étudier un processus de structuration rapide, perceptible et observable à l'échelle de parcours individuels[11]. Par ailleurs il était possible de mettre en relation la richesse du questionnaire de l'ENI avec les autres données espagnoles mais aussi colombiennes (recensements et registres de population) et de se lancer ainsi dans une expérimentation méthodologique de « quantitatif multi-situé » (chapitre 2).

Le centre de gravité de mon terrain de thèse s'est alors progressivement déplacé de la France vers l'Espagne pour aborder la problématique de la stabilité et du changement de la distribution d'une population dans l'espace géographique, à partir d'un exemple concret où le flux migratoire n'est

[7] Le champ de l'enquête comporte l'ensemble des immigrés en Espagne. 15 465 individus ont été enquêtés.
[8] Une cohorte est un ensemble d'individus qui ont connu un événement au même moment. Ici ce sont des Colombiens ayant migré en Espagne à la même période.
[9] La cohorte la plus peuplée est celle arrivée en 2001-2002 avec 367 personnes et la moins peuplée est celle des personnes arrivées en 2003-2004 avec 80 personnes.
[10] Ces sources seront présentées dans le chapitre 2.
[11] Cette congruence entre changement macroscopique et biographies individuelles peut être observée dans d'autres contextes et pour d'autres objets d'études : ainsi le changement urbain peut se lire dans les trajectoires des individus peuplant les villes latino-américaines (Dureau, Lulle, et al. 2015; Le Roux 2015).

pas régulé ni canalisé par un « grand architecte » du système migratoire. Comment rendre compte de l'arrivée d'un demi-million de Colombiens en Espagne en l'espace d'une dizaine d'années ? Comment attester du redéploiement d'une centaine de milliers de Colombiens, depuis l'Espagne vers d'autres horizons, en l'espace d'une dizaine d'années ?

Comprendre la stabilité et le changement de la distribution d'une population dans l'espace géographique dans un contexte de non-régulation institutionnelle des flux migratoires.

Parallèlement à cette rencontre avec les données statistiques espagnoles, ces quatre années de doctorat ont été l'occasion d'une formation théorique pluridisciplinaire. Celle-ci s'est faite à travers l'exploration de la littérature sur les migrations internationales, des approches individuelles portées par la géographie sociale (Béteille 1974; Simon 2002c; Berthomière et Hily 2006; Cortes et Faret 2009; Berthomière 2012) et la sociologie des migrations (Tilly et Brown 1967; Wilson et Portes 1980; Boyd 1989; Massey 1990) aux approches plus macro-analytiques, davantage portées par la démographie (Ravenstein 1885; Zipf 1946; Lee 1966) et l'économie (Sjaastad 1962). Au-delà du seul cadre de l'analyse de la mobilité, ma réflexion embryonnaire sur l'articulation des échelles d'analyse, de l'individu migrant au « champ migratoire »[12], m'a poussé à explorer une littérature en sciences sociales ayant pensé de différentes manières l'articulation des échelles socio-spatiales. Une première orientation bibliographique s'est tournée vers la réception de la micro-histoire italienne dans le contexte français (Gribaudi 1996; Lepetit 1996; Rosental 1996). Ces lectures m'ont incité à « expérimenter » et à cibler la focale sur l'individu et son « champ des possibles ». Une seconde orientation bibliographique m'a permis de découvrir divers courants de l'individualisme méthodologique en sociologie et en sociohistoire (Simmel 1911; Boudon et Bourricaud 1982a; Abbott 2009). À partir de la consultation de ces écrits, conjointement aux observations tirées du terrain exploratoire et de l'analyse des données quantitatives, j'ai orienté mon analyse vers les processus de changement et de reproduction des structures du point de vue des acteurs. Une troisième orientation de lecture m'a conduit à découvrir la géographie et la géohistoire des systèmes complexes (celle des villes et des systèmes urbains) et en particulier l'hypothèse de l'auto-organisation qui les sous-tend (Lepetit 1988; Pumain, Sanders et Saint-Julien 1989; Sanders 1992). Ces lectures m'ont paru utiles pour comprendre sur le temps long les évolutions macroscopiques des systèmes géographiques. Pour appréhender ces évolutions, l'entrée par les trajectoires individuelles que propose la littérature scientifique sur l'analyse biographique de la mobilité (Courgeau et Lelièvre 1990; Dureau et Imbert 2014) m'a semblé nécessaire.

Portée par cet héritage scientifique pluridisciplinaire, cette thèse propose d'interroger l'arrivée des Colombiens en Espagne et leurs départs, en se détournant de cadres analytiques simplificateurs comme les raisonnements en termes de facteurs d'attraction et de répulsion (Ravenstein 1885; Lee 1966) ou encore d'attractions gravitaires (Zipf 1946). Ces modèles macro-analytiques, s'attachant davantage aux déterminismes structurels qu'à la prise en compte de la mobilité des individus dans

[12] Par champ migratoire, nous entendons la distribution dans l'espace géographique d'une population provenant de la même unité spatiale d'origine (Hägerstrand 1957). Nous ferons également référence dans cette thèse au « système migratoire » (Mabogunje 1970; Fawcett 1989; Kritz, Lim et Zlotnik 1992). Ce dernier terme renvoie à l'ensemble des interactions qui relient les différents éléments du champ. Nous utiliserons la notion de champ migratoire principalement pour décrire la morphologie et celle de système pour décrire les dynamiques du champ.

toute sa complexité (Dureau et Hily 2009), semblent réduire ces derniers à l'état de particules se mouvant d'un pays à l'autre tels des corps attirés par des masses (Rosental 1999). Au contraire, mon travail ambitionne de montrer le déploiement des migrants, de la Colombie vers l'Espagne et de l'Espagne vers d'autres horizons, en décrivant ces processus à l'échelle des individus (Courgeau et Lelièvre 1990), c'est-à-dire en replaçant ces étapes migratoires dans le contexte de la trajectoire et de l'univers relationnel des personnes. Les dynamiques ayant conduit à l'émergence du système migratoire colombien en Espagne à la fin des années 1990, à ses développements de 2000 à 2007, ainsi qu'aux transformations observées depuis la crise de 2008, y seront ainsi étudiées grâce à la reconstitution de l'évolution de cette forme macro à partir des dynamiques micro qui l'ont produite et reconfigurée. Loin de faire de chaque parcours migratoire un isolat sans relation avec les autres, cette thèse entend plutôt les relier les uns aux autres par des processus intelligibles car observables à l'échelle méso-sociale. Tout en présentant de quelle manière les migrants pionniers ont façonné le système migratoire, je montrerai aussi comment, une fois développé, le pôle espagnol[13] du champ migratoire a structuré les parcours des futurs migrants par effet de *feed-back*. En filigrane, cette thèse interroge donc les contributions différenciées des migrants à la structuration du système migratoire et réciproquement le rôle du système dans la structuration des parcours migratoires des individus.

Le recours à un système d'observation multiscalaire - articulant données d'ordre macroscopique (données censitaires, registres de population) et micro données individuelles (*Encuesta Nacional de Inmigrantes* 2007) - et multi-sites (sources colombiennes et espagnoles), nourrit une réflexion sur la « morphogénèse » d'un système migratoire particulier et permet de confronter cet apport empirique aux hypothèses des grands travaux fondateurs des études migratoires qui sont continument mobilisées et discutées au long des quatre parties de ce manuscrit, comme ceux d'Ernst Georg Ravenstein, d'Akin Mabogunje ou encore de Torsten Hägerstrand.

Provenant de la biologie, la morphogenèse se définit habituellement comme l'ensemble des lois qui déterminent la forme, la structure des tissus des organismes (Stevens 1978). Elle concerne ainsi les formes vivantes et a fait l'objet de différentes formalisations mathématiques (Turing 1952; Thom 1972). Depuis l'introduction de la notion en géomorphologie (Ritchot 1975) puis en en géographie humaine (Desmarais 1995) elle s'utilise également dans l'étude des formes humaines et en particulier des formes urbaines (Ritchot 2014; Franceschelli, Gribaudi et Le Bras 2015). Des études ont ainsi porté sur la morphogenèse de Paris ou de Rome (Desmarais 1995; Desmarais 2005; Ritchot 2011) en interrogeant la focalisation d'une population vers une ville, l'investissement d'un lieu vide désigné par le terme de *vacuum*. On peut ainsi définir la morphogenèse comme l'ensemble des processus dynamiques qui cherchent à révéler la naissance, le développement, la transformation et l'évolution des formes urbaines en expliquant les relations et l'organisation spatiales de ces formes. La morphogenèse est un processus long, fait de multiples temporalités : bifurcation, ruptures, désinvestissements, arrêts (Dauphiné 2003a; Dauphiné 2003b).

Le choix d'étudier les migrations colombiennes vers l'Espagne sous l'angle de la morphogénèse se justifie ici par le fait que c'est bien l'évolution de la forme de la distribution spatiale dans la mappemonde des personnes nées en Colombie qui fait l'objet de cette thèse. Une forme est ce qui

[13] Par pôle du champ migratoire, nous entendons la concentration dans un pays de plus de cent mille personnes nées en Colombie.

apparaît à l'observateur. En tant que démographe et géographe, j'appréhende cette forme par la concentration de populations dans des unités spatiales, en l'occurrence des États. Appréhender l'évolution de la forme du champ migratoire colombien comme un système permet de considérer les individus qui composent cette forme comme des « éléments en interaction » pour reprendre la formule du premier auteur à avoir proposé la notion de système migratoire en 1970 (Mabogunje 1970).

Présentation du plan de thèse

Pour aborder ces questions, je propose un plan en quatre parties (figure 2) et huit chapitres. L'objectif de la **première partie** est de présenter au lecteur un dispositif conceptuel et méthodologique permettant d'analyser et d'observer l'évolution d'un système migratoire contemporain. Après avoir montré l'incapacité des modèles macro-analytiques à comprendre le déroulement d'une trajectoire spécifique et la nécessité d'articuler les trajectoires entre elles, je consoliderai dans le **chapitre 1** la notion de « système migratoire » (Mabogunje 1970; Fawcett 1989; Kritz, Lim et Zlotnik 1992) en reprenant de la théorie des systèmes l'hypothèse d' « auto-organisation » (Pumain, Sanders et Saint-Julien 1989; Thiétart 2000; Dauphiné 2003). La présentation du dispositif méthodologique dévoilera alors dans le **chapitre 2** comment la mobilisation conjointe d'un ensemble de sources quantitatives permet d'observer l'évolution du système migratoire colombien s'implantant en Espagne de 1988 à 2014, en ne négligeant ni les effets de structure ni la complexité des trajectoires individuelles.

Les parties II, III et IV correspondent à trois parties de résultats qui suivent à la fois :

- une progression thématique consacrée aux différents processus de la morphogénèse (émergence(s), développement(s), transformation(s) du système migratoire) ;
- un plan chronologique permettant de décrire trois contextes successifs (1988-2000 ; 2001-2007 ; 2008-2014) ;
- les étapes d'un parcours migratoire individuel (le parcours précédant l'arrivée en Espagne ; l'installation en Espagne ; le départ de l'Espagne pour d'autres horizons).

La **deuxième partie** sera consacrée à l'émergence du système migratoire colombien en Espagne. Elle montrera quel était l'état du système avant l'apparition du pôle espagnol et s'interrogera sur les contextes démographique, économique, politique et urbain ayant favorisé la recherche de meilleures opportunités de vie ailleurs (**chapitre 3**). Au-delà d'une interprétation de l'arrivée de Colombiens à l'aune des structures et des conjonctures des deux pays concernés, l'analyse des ressources spatiales dont disposaient les différentes cohortes de migrants au moment de partir ainsi que de leurs parcours antérieurs dévoilera la part d' « aventure »[14] (Simmel 1911; Bredeloup 2014) qui caractérisait les projets migratoires des pionniers au moment de tenter leur chance en Espagne (**chapitre 4**).

La **troisième partie** interrogera les processus de développement du système en présentant l'implantation géographique, la position des Colombiens dans les différents secteurs d'activité

[14] Pour G. Simmel, l'aventure se définit par la discontinuité entre un événement et le *continuum* de la vie parcourue jusque-là. On peut par exemple différencier les migrants qui partent dans la continuité des membres de leur famille et plus généralement de leur réseau personnel, des individus qui migrent vers un lieu sans y avoir aucune attache préalable.

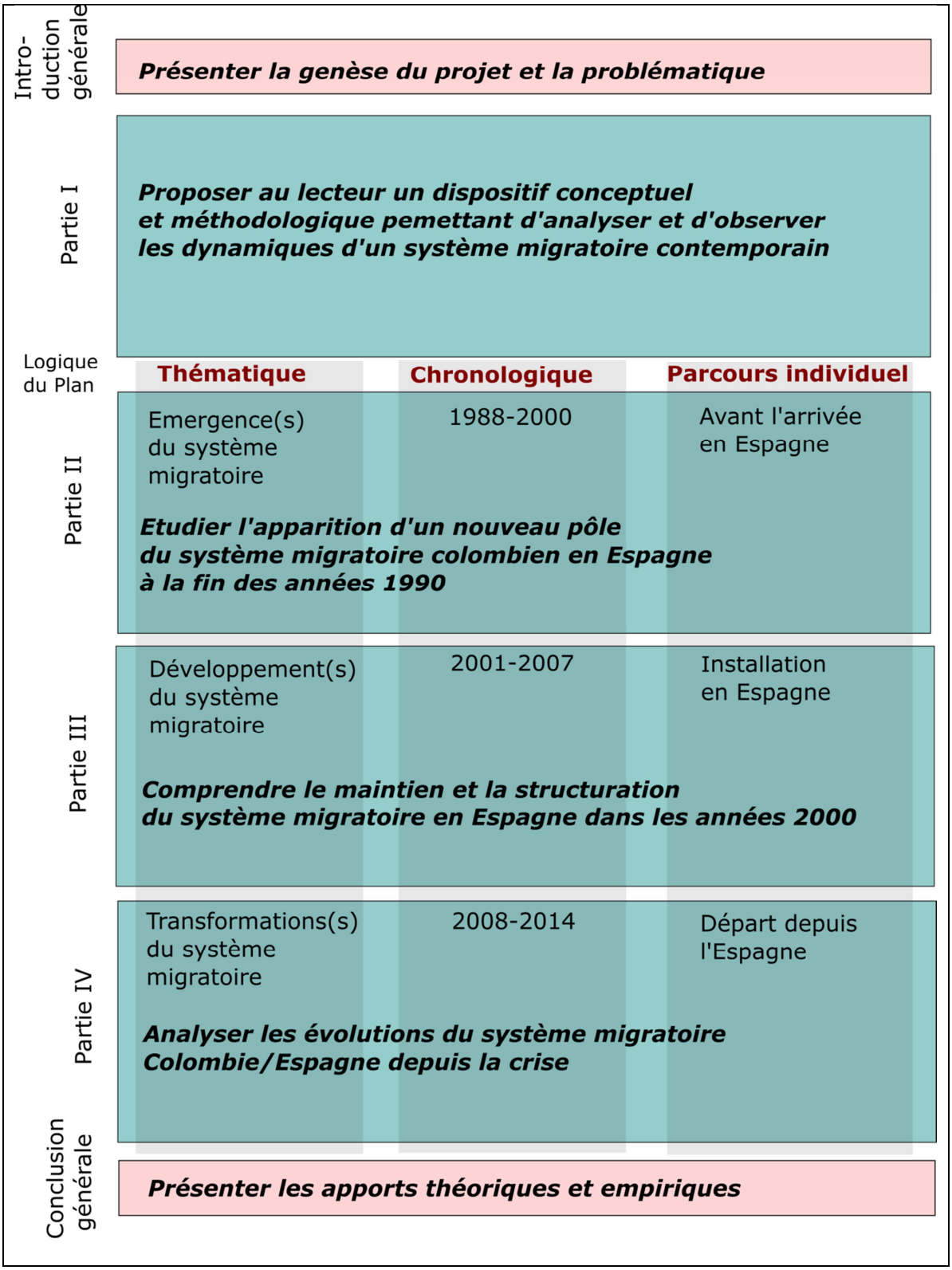
professionnelle, ainsi que l'ensemble des flux de personnes, de biens, d'argent, d'idées et de représentations transitant de l'Espagne vers la Colombie, générés par la présence de Colombiens en Espagne. La structuration des arrivées de Colombiens au sein de certaines provinces d'insertion résidentielle et de certains secteurs d'activité spécifiques sera analysée au prisme des interactions entre les nouveaux arrivants et les migrants déjà installés (**chapitre 5**) tandis que la production des différents flux par les migrants sera étudiée au regard des solidarités et des géographies résidentielles familiales (**chapitre 6**).

La **quatrième partie** proposera un éclairage sur les transformations du système migratoire colombien depuis 2008. La crise immobilière et financière y sera d'abord analysée comme un point de « bifurcation » (Prigogine 1997; Abbott 2009) grâce à l'examen des différentes courbes de tendances décrivant la mobilité des Colombiens vers/en/depuis l'Espagne. L'attention sera portée particulièrement au processus de « ramification » du système migratoire, par le départ de Colombiens résidant en Espagne vers d'autres pays tiers (**chapitre 7**). L'analyse des ressources spatiales dont disposaient les migrants en 2007 permettra de s'interroger sur leur capacité à se projeter en dehors de l'Espagne. Une lecture des destinations des départs à l'aune de la localisation de ces ressources spatiales révèlera l' « anisotropie »[15] des facteurs d'expulsion de la crise espagnole sur les différents systèmes migratoires (**chapitre 8**).

Parti initialement d'un projet de recherche sur la migration colombienne en France, au gré du cheminement scientifique et de l'exploration de données particulièrement adaptées à la recherche sur les migrations internationales, j'ai donc recentré mon questionnement principal sur l'évolution du système migratoire colombien en Espagne de 1988 à 2014. La morphogenèse d'un système migratoire particulier est ici étudiée pour questionner la stabilité et le changement de la distribution spatiale d'une population dans l'espace géographique. En privilégiant une entrée par les acteurs, cette étude permettra de réconcilier diverses approches du champ fragmenté des études migratoires, de l'analyse déterministe des mouvements aux approches les plus micro individuelles centrées sur l'autonomie des migrants.

[15] Ce terme désigne le fait qu'un phénomène pourra se traduire de façon différente selon l'orientation géographique.

Figure 2 Structure de la thèse et objectifs des différentes parties



Partie 1 : Analyser et observer l'évolution d’un système migratoire contemporain

Introduction de la première partie

Lorsqu'on évoque les migrations colombiennes vers l'Espagne, à un public connaissant mieux le contexte français que son homologue ibérique, l'imaginaire postcolonial surgit d'office comme un écran à la pensée. En effet, on suppose qu'à l'instar de ce que l'on croit savoir sur le contexte français, la migration colombienne vers l'Espagne s'explique par le fait qu'il s'agit d'une ancienne colonie. On assimile ainsi les flux migratoires à des migrations à rebours, selon l'expression consacrée de Gildas Simon, « ce grand mouvement qui draine vers les anciennes métropoles les ressortissants des anciens territoires colonisés, du Maghreb et de l’Afrique francophone vers la France, du Commonwealth vers le Royaume-Uni, des espaces lusophones vers le Portugal, des Philippines vers les États-Unis » (Simon 2002a, p. 2). Cette idée reçue, à la fois sur les migrations en France et sur les migrations en Espagne, mérite d'être brièvement déconstruite.

Dans un premier temps, rappelons qu'en 2011, parmi les six nationalités étrangères les plus représentées chez les personnes résidant de façon permanente en France, quatre n'étaient pas d'anciennes colonies (Portugal, Italie, Royaume-Uni, Turquie)[16]. La migration à rebours a certes constitué un cadre d'analyse pertinent pour penser les migrations pendant les trente glorieuses mais n'est plus du tout d'actualité. Dans un second temps, après avoir reconnu la prépondérance d'anciennes colonies espagnoles parmi les nationalités les plus représentées en Espagne– Équateur, Bolivie, Colombie –, relevons, à titre de contre-exemple, le cas d'une autre ancienne colonie espagnole : le Mexique. Alors que plus de 10 millions de Mexicains vivaient aux États-Unis en 2011, en Espagne, ils n'étaient guère plus de 20 000 la même année. Les Mexicains ne se sont donc pas autant installés en Espagne, que les Boliviens, Équatoriens et Colombiens alors que ces quatre populations ont l'héritage colonial et linguistique en commun.

C'est ce genre d'idées reçues livrant des cadres explicatifs des migrations sans fondement empirique, que l'on souhaite déconstruire dans cette thèse. Plutôt que de calquer sur les trajectoires de migrants, de fausses évidences tirées d'une grille de lecture postcoloniale, tentons au contraire, dans la mesure du possible, de partir des individus pour reconstruire l'arrivée des Colombiens en Espagne. Loin de suivre à rebours des sillons préalablement tracés par les colons espagnols depuis la fin du XV^{e} siècle, nous entendons montrer ici que les Colombiens ayant émigré en Espagne au tournant du XXI^{e} siècle ont produit leur trajectoire eux-mêmes, au gré d'errements et d'adaptations (Imbert 2016), sur le modèle proposé par le poète andalou Antonio Machado :

[16] D'après les fichiers détail du recensement de 2011 (Insee).

Caminante no hay camino [Toi qui marches, il n'existe pas de chemin]

[…]

Caminante, son tus huellas [Toi qui marches, ce sont tes traces]
el camino y nada más; [qui font le chemin, rien d'autre ;]
caminante, no hay camino, [toi qui marches, il n'existe pas de chemin,]
se hace camino al andar. [Le chemin se fait en marchant.]

Al andar se hace camino [En marchant on fait le chemin]
y al volver la vista atrás [et lorsqu'on se retourne]
se ve la senda que nunca [on voit le sentier que jamais]
se ha de volver a pisar. [On n'empruntera à nouveau.]

Caminante no hay camino [Toi qui marches, il n'existe pas de chemin]
sino estelas en la mar... [Si ce n'est le sillage dans la mer...]

[…]
Caminante no hay camino, [Toi qui marches, il n'existe pas de chemin,]
se hace camino al andar... [Le chemin se fait en marchant...]

L'objectif de la première partie de la thèse est de présenter un cadre théorique et méthodologique permettant d'envisager l'arrivée simultanée de centaines de milliers de Colombiens en Espagne en partant des individus eux-mêmes, de refonder le macroscopique à partir du foisonnement perceptible au niveau micro-individuel. Cette démonstration s'appuiera d'abord sur une présentation d'outils théoriques permettant ce passage d'une échelle à l'autre (Chapitre 1), puis sur la description d'un système d'investigation permettant d'observer à la fois des évolutions macroscopiques et les parcours individuels qui les fondent (Chapitre 2).

Chapitre 1 : Articuler l'échelle individuelle et l'échelle macroscopique dans l'étude des migrations

Introduction

« *Choisir une échelle consiste […] à sélectionner un niveau d'information qui soit pertinent avec le niveau d'organisation à étudier* » (Lepetit 1996, p. 83).

«[Le niveau macro correspond au] 1 :250 000 des cartographies régionales, voire le 1 :500 000 de la carte nationale ou même le 1 :2 000 000 de la carte du continent » (Gribaudi 1996, p. 113).

En 1991, 9 343 personnes nées en Colombie vivaient en Espagne…

En 2001, ce nombre s'élevait à 118 148…

En 2011, ce dernier atteignait 379 400…[17]

Comment rendre compte de la concentration soudaine de Colombiens[18] en Espagne, en l'espace d'une vingtaine d'années seulement ? Comment interpréter l'émergence d'une telle forme ? Comment attester du changement de répartition spatiale d'une population donnée ?

Il existe plusieurs façons de répondre à cette problématique. Une première façon abrupte consisterait à invoquer un certain nombre de déterminations spatiales, socio-économiques, culturelles, etc., à la manière du facteur « postcolonial » évoqué plus haut. À une certaine échelle, l'échelle nationale du 1 : 500 000 selon M. Gribaudi, ces données contextuelles fourniraient d'ailleurs un cadre explicatif très convaincant, un cadre dont l'échelle individuelle serait incapable de rendre compte (Gribaudi 1996).

A l'inverse, il existe une façon plus fine de décrire ces changements macroscopiques, à travers l'exploration de trajectoires individuelles qui ont composé ces changements, en mettant en avant la part d'indétermination ayant conduit un individu, parmi d'autres, à en faire partie. Il faudra alors trouver un moyen d'articuler ces différentes échelles : une indétermination à l'échelle individuelle d'une part, et un déterminisme à l'échelle macro de l'autre. Cette articulation prendra forme, dans ce premier chapitre, à travers la présentation successive de deux types de trajectoires, l'une individuelle – celle d'un migrant colombien, Pablo –, l'autre collective – celle du stock de Colombiens en Espagne et des flux migratoires qui ont produit ce stock.

Un premier temps de l'analyse sera ainsi consacré à la description d'une trajectoire individuelle, sélectionnée parmi l'ensemble des Colombiens partis vivre en Espagne (1.1). Suivre le parcours d'un migrant, en identifiant les différents moments de bifurcation de sa trajectoire, permettra de confronter ce processus à différents cadres théoriques d'analyse des migrations, certains privilégiant le déterminisme, d'autre privilégiant la contingence à l'œuvre dans le parcours. Pour

[17] D'après les données des recensements espagnols de 1991, 2001 et 2011

[18] Sauf mention contraire, un Colombien est entendu ici comme une personne née en Colombie. Par le droit du sol en vigueur en Colombie, toute personne y étant née, bénéficie de la nationalité colombienne.

faciliter cette confrontation, des encadrés exposant ces cadres théoriques jalonnent le déroulement de cette trajectoire.

Une fois déployé l'ensemble de la trajectoire individuelle, le chemin inverse sera effectué (1.2). La singularité de la trajectoire sera en effet articulée avec l'ensemble des autres trajectoires. Cette intrication des cadres explicatifs aboutira à une proposition d'analyse du phénomène à travers l'application du principe de l'auto-organisation à l'étude des migrations. En s'emparant de cette notion, il s'agit *in fine* de proposer une nouvelle approche des systèmes migratoires, à la suite de travaux pionniers réalisés depuis les années 1970.

1.1 De la trajectoire individuelle d'un migrant…

1.1.1 ¿ Caminante, hay un solo camino ?[19]

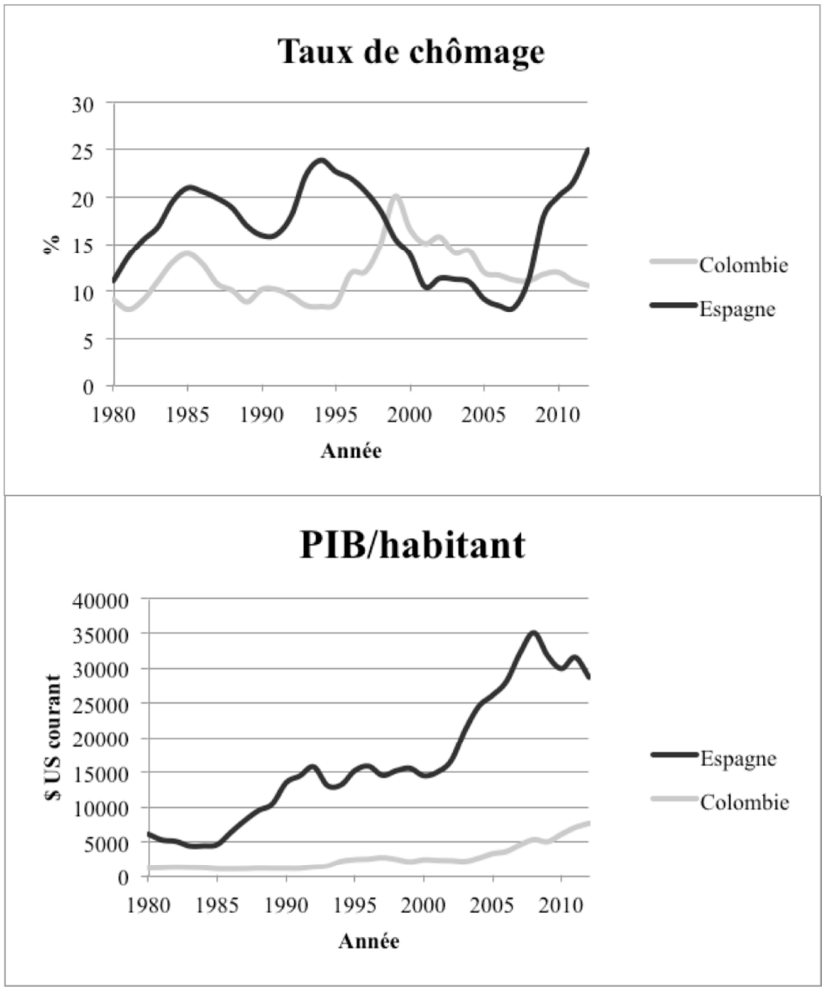
Pour rendre compte de la concentration soudaine de Colombiens en Espagne, il existe un premier niveau de lecture, privilégié dans de nombreux travaux sur la question (Guarnizo 2003a; Fernando Gonzalez et Echeverri 2009; Actis 2009; Baby-Collin, Cortes et Miret 2009)[20]. Cette lecture consiste à affirmer que de meilleures conditions de vie existaient alors en Espagne relativement à celles qui prévalaient en Colombie. Si les Colombiens ont quitté massivement la Colombie à la fin des années 1990 pour le pays de Cervantès, c'est sans doute que des « raisons objectives » ont « entrainé » ce mouvement. Des données empiriques viennent d'ailleurs renforcer cette thèse, si l'on prête attention à deux critères : le taux de chômage et le produit intérieur brut annuel par habitant. En effet, après lecture de ces données, il existe bel et bien un hiatus entre les opportunités de vie en Colombie et en Espagne. La période 1995-2005 correspond à une inversion notable des conjonctures économiques entre les deux pays. Du milieu des années 1990 au milieu des années 2000, la situation économique espagnole semble en effet s'améliorer - diminution du taux de chômage de 24 % à 10 % de 1994 à 2001 et gain de 10 000 dollars US de revenu intérieur brut annuel par habitant de 1997 à 2004 - tandis que la situation économique colombienne tend quant à elle à se dégrader - doublement du taux de chômage de 1995 à 1999, baisse du produit intérieur brut à la fin des années 1990 (figure 1.1). Les Colombiens se seraient donc rendus en Espagne au tournant du XXI^{e} siècle, pour fuir le chômage et la récession économique qui frappaient leur pays et rejoindre l'économie florissante que connaissait alors la péninsule ibérique.

Les postulats sur lesquels repose cette théorie, attribuant l'augmentation du nombre de Colombiens en Espagne à des déterminations socioéconomiques, sont discutables. En particulier, une certaine représentation de la migration des individus. Ces deux lieux que sont la Colombie et l'Espagne y sont en effet conçus comme s'il s'agissait là de corps exerçant une force d'attraction sur les individus, assimilés quant à eux, à des particules. À l'instar des corps physiques mus par la force gravitationnelle, la migration serait alors la stricte résultante d'un tel jeu de forces. Ainsi, peut-on lire, dans diverses études sur l'émigration colombienne en général et *a fortiori*, dans celles portant sur la migration colombienne vers l'Espagne, que des taux de chômage élevés ont une incidence sur les flux d'émigration colombienne (Saenz et Lewer 2015), de même que de fortes inégalités sociales, un niveau élevé de pauvreté, une augmentation du taux d'homicides entraînent une plus forte émigration (Khoudour-Castéras 2007). Les Colombiens provenant des régions les plus affectées par ces « forces d'expulsion » que sont le chômage, la pauvreté, la violence seraient nécessairement contraints à l'émigration. Cette période de la fin des années 1990[21], où de tels maux étaient à leur paroxysme en Colombie (en raison de l'intensification du conflit armé, de la crise du café et des ajustements structurels), coïncidait avec le développement économique de l'Espagne, qui entrait, quant à elle, dans un nouveau contexte économique, notamment grâce au développement de son secteur immobilier, créant alors de nombreuses opportunités de vie pour d'éventuels candidats à l'immigration (Reher et Requena (eds.) 2009). La simultanéité entre ces « forces d'attraction » et ces « forces d'expulsion » conduirait nécessairement à l'augmentation du nombre de Colombiens en Espagne. Ces derniers, semblables

[19] Toi qui marches, existe-t-il un seul chemin ?
[20] Pour une revue de la littérature récente, voir (Villarraga Orjuela 2009).
[21] Ces contextes espagnols et colombiens sont expliqués en détail dans le chapitre 3.

à des particules en mouvement, migreraient alors les uns après les autres de A vers B, de la Colombie vers l'Espagne, en effectuant un mouvement unilatéral et irréversible, et ce serait là le fin mot de l'histoire (encadré 1.1). Ce cadre d'appréhension des migrations apparaît d'autant plus convaincant, qu'il s'appuie sur des données empiriques, notamment des indicateurs agrégés définis à l'échelle des économies nationales (Banque mondiale) ou plus finement à l'échelle des départements colombiens (Khoudour-Castéras 2007; Saenz et Lewer 2015) et repose sur des analyses économétriques complexes, mettant en évidence des « déterminants » de la migration.

Figure 1.1 Evolution du taux de chômage et du revenu intérieur brut par habitant en Colombie et en Espagne de 1980 à 2012 (Source : banque mondiale)



Encadré 1.1 La migration comme mouvement de particules mues par des forces

En 1885, à partir d'une analyse empirique des migrations en Angleterre, Ernst Georg Ravenstein établit, le premier cadre théorique d'analyse du phénomène migratoire (Zlotnik 2003) : les fameuses « lois » de Ravenstein. Deux de ces lois connaîtront une postérité importante et constitueront alors la matrice théorique pour les générations suivantes de chercheurs (Piché 2013; Simmons 2013), la loi sur les distances mobilisée par des Géographes et Statisticiens - « La plupart des migrants se meuvent d'une courte distance. Plus la distance est grande entre deux points, moins le nombre de migrants est important » et la loi sur les motifs de la mobilité, – « La plupart des raisons de migrer sont économiques » (Ravenstein 1885), incorporée dans les théories économiques des migrations.

Dans les années 1940, George Kingsley Zipf, s'emploiera à formaliser mathématiquement la loi de Ravenstein, l'appliquant par la suite à un corpus de données empiriques américaines. Selon cette formule, le volume des migrations est inversement proportionnel à la distance parcourue par les migrants et directement proportionnel à la taille des populations des zones de départ et d'arrivée, comme en témoigne les premières phrases de son article : « *In the present paper we shall show with supporting data that the number of persons that move between any two communities in the United States whose respective populations are P1 and P2 and which are separated by the shortest transportation distance, D, will be proportionate to the ratio, P1.P2/D, subject to the effect of modifying factors* » (Zipf 1946, p. 677).

Quelles sont les implications théoriques de ce modèle ? Il s'agit d'une formalisation newtonienne des phénomènes sociaux, calquée sur le modèle de la force d'interaction gravitationnelle entre deux masses. La proposition de Zipf est simple mais repose sur une vision réductrice de l'espace. Selon Paul-André Rosental, cette proposition « met d'abord en œuvre une vision ponctiforme et instantanée de l'appartenance spatiale : les individus y sont réduits à leur localisation du moment. Ils sont ensuite soumis à un espace transcendant, qui constitue une réalité objective s'imposant à tous. Le modèle de Zipf se situe en effet à une échelle macroscopique : l'unité d'observation n'en est pas l'individu, mais une entité spatiale collective (commune, pays, etc.). Les individus n'ont pas d'existence analytique : leurs spécificités n'affectent en rien la nature ni même le volume des migrations (l'état d'un système – c'est-à-dire la masse des échanges qui doivent s'y produire entre deux points donnés - est en effet prédit par la répartition de sa population). Ils n'existent qu'en tant qu'éléments d'un ensemble : seul leur nombre compte. Chaque unité géographique est caractérisée par deux paramètres. Le premier, qui est sa localisation physique, amène une vision continuiste de l'espace : la distance agit de manière parfaitement linéaire sur les flux. Le second paramètre, démographique (il s'agit du niveau de population), est relativement instable : que la population d'un lieu double du jour au lendemain se répercutera immédiatement et intégralement sur ses échanges, qui doubleront eux aussi. Ceci donne au modèle une dimension de réversibilité. L'écoulement du temps n'amène aucune cumulativité ; les mouvements qui s'y produisent sont indépendants des phénomènes passés. L'espace zipfien est anhistorique et isotopique : hormis sa localisation géographique, aucun point n'y détient de spécificité durable » (Rosental 1999, p.86-87).

Encadré 1.1 La migration comme mouvement de particules mues par des forces (suite)

Si ce géographe statisticien s'empare du problème de la distance, les économistes s'attachent à étayer la loi de Ravenstein, relative aux motifs économiques des migrations (Zlotnik 2003). La première prise en compte de la migration dans des travaux économistes remonte à Adam Smith. Pour ce dernier, la migration est causée par l'écart entre l'offre et la demande de travail en différents lieux et le migrant n'est perçu que comme un travailleur. La migration, est alors envisagée comme un simple transfert de main d'œuvre. Les théories néo-classiques des années 1960 et 1970 font dépendre les migrations des différentiels de salaires. Au niveau micro-individuel, les individus évaluent quant à eux, les coûts et les bénéfices de la mobilité et de l'immobilité. Ainsi, selon Larry Sjaastad (1962), les phénomènes migratoires sont fonction de coûts et de bénéfices monétaires (augmentation des dépenses quotidiennes, coûts de transports, gains et pertes de salaire) et non monétaires (coûts d'opportunité liés à la perte d'emploi, coût psychique du déracinement).

Le modèle théorique de Larry Sjaastad est proche de celui du démographe Everett Lee, ce dernier entend en effet expliquer les migrations par une série de facteurs, facteurs liés aux lieux de départ et d'installation. En partant de l'assertion de Ravenstein « *bad or oppressive laws, heavy taxation, an unattractive climate, uncongenial social surroundings, and even compulsion (slave trade, transportation), all have produced and are still producing currents of migration, but none of these currents can compare in volume with that which arises from the desire inherent in most men to 'better' themselves in material respects* » (Ravenstein 1885 cité par Lee, p.48), Lee formalise la théorie des *Push* et des *Pull factors*. La migration serait en effet causée par des facteurs positifs caractérisant les lieux possibles de destination (*pull factors*) et par des facteurs négatifs caractérisant les lieux d'origine (*push factors*).

Que ce soit dans l'équation de Zipf ou dans les modèles *push* et *pull*, le passage du niveau macroscopique (différentiel de salaires, distances entre les lieux d'origine et de destination) au niveau micro-individuel se fait sans transition. En effet, les facteurs macro, c'est-à-dire les caractéristiques inhérentes aux lieux de résidence des individus, s'appliquent à chacun des individus de la même façon.

Or, si l'on prête attention à la trajectoire singulière d'un individu réel cette fois, quand certains éléments viennent perturber la conception gravitationnelle de la migration, les cartes se brouillent. Il en est ainsi de la trajectoire de Pablo, né en Colombie et résidant en Espagne de 2006 à 2010.

1.1.2 Caminante, no hay camino, hay varios caminos…[22]

Pablo[23] est né en 1960 à Viterbo (Caldas), un petit bourg rural de la région caféière colombienne[24]. Ses parents ainsi que ses huit frères et sœurs y sont nés. N'ayant effectué qu'une partie de ses études primaires, il commence à travailler à l'âge de sept ans dans un « *grill-dancing* »[25] de Viterbo, où son emploi consiste à « ouvrir des bouteilles et laver des assiettes » *(destapar botellas y lavar platos*). Au début des années 1980, il y devient disc-jockey. À 20 ans, il fait la connaissance de sa future compagne, née quant à elle, à Apía (Risaralda) municipe voisin de Viterbo. Celle-ci le rejoint dans la ville natale de Pablo, où ils auront deux enfants, un garçon en 1981 et une fille en 1984. Tout en fondant sa famille, il devient le gérant d'un bar et travaille ainsi à son propre compte, employant quelques salariés. En 1988, sa sœur part s'installer à Paris, où elle travaille comme employée de restaurant et comme femme de ménage. Un de ses frères part la rejoindre en 1989. C'est cette année précisément que la vie de Pablo bascule. Deux de ses employés sont assassinés. L'une des personnes suspectées de meurtre est alors incarcérée. L'autre, encore en liberté, présume, à tort, que Pablo les a dénoncés à la police. Ce dernier se retrouve ainsi menacé de mort.

« *Ils ont tué deux de mes gars ; en raison de ce problème, j'ai dû sortir de Colombie, par erreur… Je ne suis pas venu avec pour objectif, de venir ici et de rester là toute la vie. C'était une situation d'urgence, sortir du pays. J'étais menacé de mort* ».

Son frère et sa sœur, résidant en France, à Paris, s'inquiètent lorsqu'ils prennent connaissance de la menace qui pèse sur Pablo.

« *Bon et alors lorsque ma sœur s'est rendu compte du problème qui m'arrivait en Colombie, elle s'est beaucoup inquiétée pour moi et mon frère aussi, alors ils m'ont dit 'Pablo, viens par-là, car tu vas finir par te faire tuer, tu devrais t'inquiéter pour tes enfants', et moi, je ne voulais pas venir, j'étais en colère contre ce qui m'arrivait alors que j'y étais pour rien* ».

Suite aux sollicitations de ses frères et sœurs, Pablo finit par accepter de se rendre provisoirement à Paris, où il est hébergé par sa sœur.

« *J'ai fini par accepter de venir en France, mais je voulais repartir, parce que c'était dur pour moi de laisser ma famille en Colombie, mes enfants, mes parents et tous les autres, mes frères et sœurs. Même si ici, j'avais une sœur et un frère à mon arrivée, je me sentais pas chez moi, je voulais repartir 'si je meurs, c'est dans mon pays, je ne veux pas rester par ici'. Et c'est là que ma sœur a pris la décision de déchirer mon billet d'avion de retour en Colombie, pour me protéger, pour que je ne rentre pas* »

L'acte irréversible de sa sœur le « condamne » à rester en France. Dans le récit de Pablo il s'agit là d'un point de non-retour : le projet de retour se transformant contre toute attente en un projet

[22] Toi qui marches, il n'existe pas de chemin, il existe différents chemins.
[23] Il s'agit d'un entretien effectué dans le cadre d'une série d'entretiens semi-directifs exploratoires réalisés en Colombie et en France (Annexe 1).
[24] Environ 10 000 habitants dans la zone urbaine du municipe en 2005.
[25] *Grill-bailador*, restaurant la journée, discothèque le soir.

d'installation en France. Se faisant enfin à l'idée de rester en France, sa femme et ses enfants le rejoignent. La famille nucléaire qu'il a formée, séparée un temps de lui, finit par se regrouper plus de cinq ans après la séparation initiale.

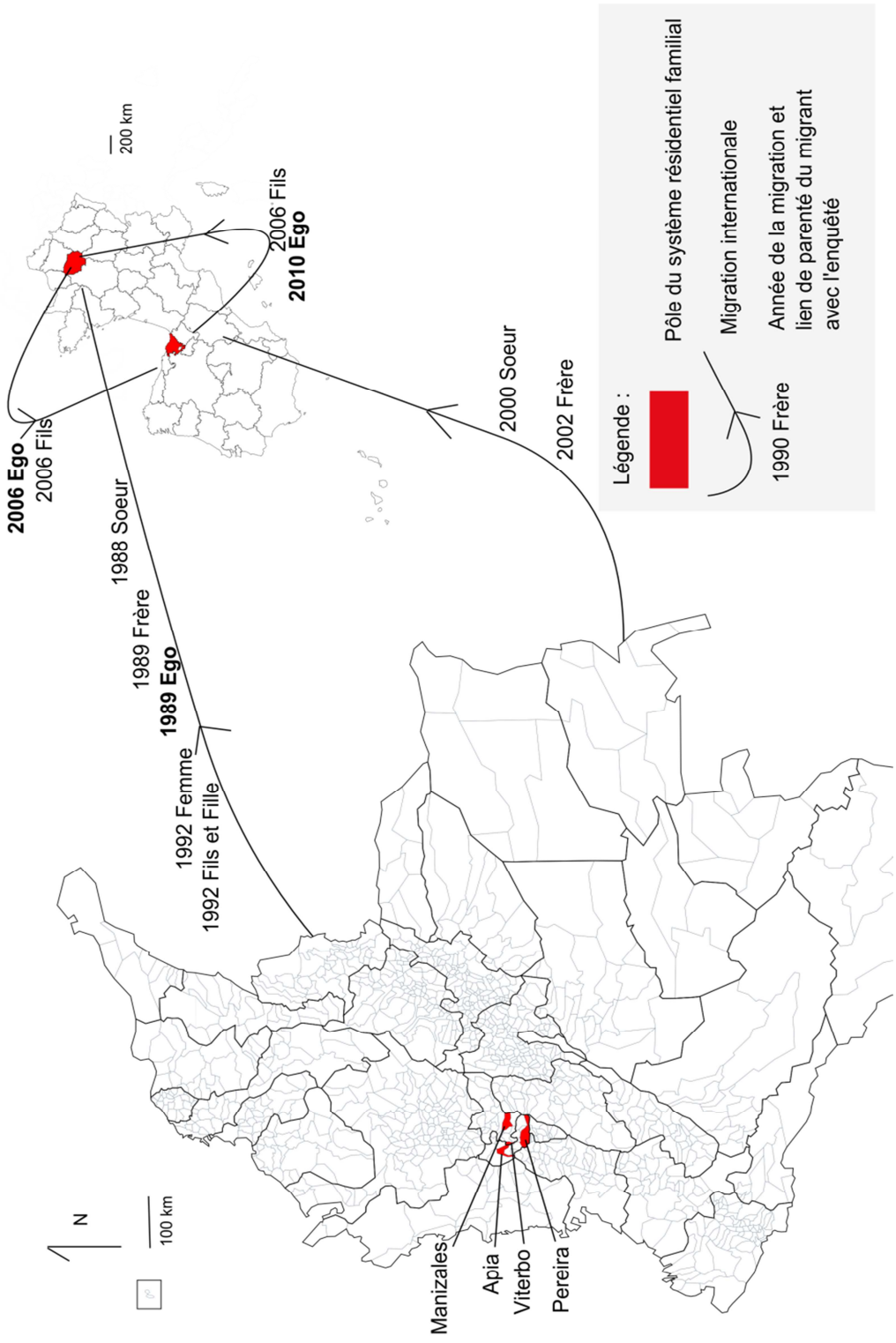
« *Bon et moi, deux ans et demi plus tard, j'ai ramené ma femme ici, et cinq ans plus tard, j'ai ramené mes enfants. Et depuis ce moment-là, on s'est installés ici* »

À Paris, Pablo continue à travailler dans le secteur de la restauration. Il devient gérant d'un bar/restaurant vendant des spécialités colombiennes à proximité du métro Père Lachaise, puis d'un autre bar/restaurant, tous deux appartenant au même propriétaire. Après ces deux expériences à titre de gérant, il décide d'ouvrir son propre restaurant, qu'il tient pendant quatre ans. En 2005, il sombre dans une profonde dépression, qu'il estime due au mal du pays. C'est alors qu'une opportunité s'offre à lui en 2006. Le propriétaire d'un restaurant dont il avait été le gérant à Paris, possède une affaire en Espagne, à Bilbao dans le Pays Basque, affaire qu'il lui propose de reprendre. Après avoir négocié le prix de vente du restaurant et effectué un court séjour à Bilbao, il y envoie son fils, vivant alors à Paris, pour s'occuper de la gestion. Cependant, son fils ne s'y plaît guère, et celui-ci s'en revient à Paris ; Pablo s'installe alors au Pays Basque. Cet échange convient aux deux parties, Pablo ayant envie de quitter la France et son fils ne se sentant pas à sa place à Bilbao. De 2006 à 2010, Pablo vit donc avec sa femme à Bilbao, où il travaille comme patron dans son restaurant. Cependant, sa situation juridique - titre de séjour français temporaire - ne lui permet pas de devenir le propriétaire de l'affaire, aussi le propriétaire du fonds de commerce est-il contraint d'inscrire un autre Colombien, le partenaire commercial de Pablo sur les documents officiels. Lorsque son titre de séjour expire en 2010, Pablo subit une escroquerie de la part de son partenaire et du propriétaire du local, suite à quoi il perd tout ce qu'il avait construit en Espagne.

« *Je suis alors revenu en France pour recommencer à zéro, comme on* dit »

Depuis sa banqueroute en Espagne, il vit en France. Il arrête la restauration et se reconvertit dans le bâtiment. En 2014, il travaille comme peintre en bâtiment dans une entreprise tenue par un Colombien. Il a trouvé cet emploi par l'intermédiaire de son fils qui lui aussi travaille dans ce milieu. Sa femme qui l'avait suivi de Paris à Bilbao, et de Bilbao à Paris, exerce comme femme de ménage. Sa fille est femme au foyer, elle est mariée à un Colombien né à Cartago dans le Valle del Cauca ; ensemble ils ont trois enfants, son mari travaille aussi dans le bâtiment, il est spécialisé dans la vitrification et dans la réparation des sols. Pablo et sa femme vivent dans un immeuble de Saint-Ouen au troisième étage ; dans ce même immeuble, vivent sa fille, son mari et leurs trois enfants. Non loin de là, à Asnières réside son fils. Un frère et une sœur vivent encore en Espagne, un autre frère et une autre sœur vivent également en Ile-de-France. Ses parents sont décédés et le reste de la fratrie vit entre Manizales et Pereira, soit dans un périmètre réduit autour de Viterbo, le lieu d'origine de la famille de Pablo.

Carte 1.1 Trajectoire de Pablo (Source : terrain exploratoire 2014)



Si le modèle macroscopique d'analyse des migrations prescrit la migration sur le mode de la nécessité – un taux de chômage élevé entraine nécessairement une forte émigration –, on s'aperçoit ici que la réalité est plus contingente. Revenons un instant sur les trois moments de bifurcation dans le parcours migratoire de Pablo (carte 1.1) :

De Viterbo à Paris :

L'élément perturbateur relève ici d'une situation de violence, face à quoi, différentes options se présentent à Pablo. En faisant de la micro-histoire contrefactuelle, on pourrait se demander s'il n'aurait pas pu se réfugier à Apía auprès de sa belle-famille, à Manizales ou Pereira auprès de ses frères, ou encore dans l'une des deux métropoles les plus proches Cali, Medellín voire Bogota, où de nombreux Colombiens ont fui la violence « rurale ». Par ailleurs, il n'était pas certain que l'individu qui lui reprochait d'avoir dénoncé son camarade à la police aille effectivement s'en prendre à lui. Autant de scénarios possibles qui n'auraient pas fait de Pablo un migrant international. C'est la réactivité de sa sœur qui a permis à son parcours de bifurquer vers un horizon international, mais là encore, cette réactivité aurait pu ne pas être.

De Paris à Bilbao :

Plus tard dans son parcours, peu avant 2006, son choix de migrer en Espagne est tout aussi contingent. Premièrement, la dépression qui l'affecte aurait pu ne pas se produire, deuxièmement l'opportunité à Bilbao aurait pu ne pas se présenter, troisièmement son fils aurait pu se plaire au Pays Basque de telle sorte que Pablo n'aurait jamais fait partie de ce mouvement migratoire de grande ampleur de la Colombie vers l'Espagne.

De Bilbao à Paris :

Quant à son retour précipité en France, il est provoqué par une action à l'initiative d'une personne qui aurait pu agir autrement qu'en l'escroquant, mais aussi par l'application d'une politique migratoire de non-renouvellement des titres de séjour qui aurait pu être toute autre. De même, un retour en France aurait pu être envisagé au même titre qu'un retour en Colombie.

Autant de raisons qui portent à croire qu'un Colombien parmi d'autres aurait pu ne jamais se rendre en Espagne, bien qu'il provienne de la zone colombienne la plus marquée par l'ensemble des caractéristiques considérées par Saenz et Lewer (2015) et Khoudour Castéras (2007) comme des *push factors*. En dépit de cela, un segment de la trajectoire de Pablo le fait bel et bien entrer dans notre objet d'étude, à savoir l'augmentation de la présence de Colombiens en Espagne depuis les années 1990. La réalité n'est donc pas celle des déterminismes. Appliquer à l'échelle individuelle des déterminants qui ne sont valables qu'à l'échelle agrégée du département ou de l'État-nation, constitue ici une aporie. La réalité fait bien davantage preuve de causalité non-déterministe (encadré 1.2).

Encadré 1.2 Le principe de causalité non-déterministe

Dans l'article du *Dictionnaire critique de la sociologie* consacré au déterminisme, R. Boudon et F. Bourricaud montrent qu'une situation d'interaction entre deux individus 1 et 2 ayant le choix entre produire une action A ou une action B peut se résoudre en plusieurs scénarios différents : AA, AB, BA, BB. Selon le système de normes en vigueur (quelles préférences ont les individus ?), le déterminisme est plus ou moins fort, mais dans le cas où « le premier préfère AB à BA, BA à AA et AA à BB ; le second préfère BA à AB, AB à AA et AA à BB […] les deux considèrent donc AA et surtout BB comme indésirables, mais ne s'accordent pas quant à la préférabilité relative de AB et de BA. Le premier souhaite choisir A à condition que l'autre choisisse B ; le second voudrait choisir A à condition que l'autre choisisse B. Que va-t-il se passer ? Chacun voit bien que, pour obtenir la combinaison qu'il préfère, il doit jouer A, mais chacun voit aussi que si l'autre joue A, la combinaison réalisée sera la combinaison AA considérée par l'un et par l'autre comme indésirable […] Dans un système comme celui-là, il est très difficile de savoir ce qui va se passer. L'avenir du système n'est pas contenu dans son présent » (Boudon et Bourricaud 1982a, p. 162).

Il serait cependant erroné, de considérer que toutes les options possibles relèvent du même degré de contingence. Lors de la première bifurcation de la trajectoire Pablo, certaines options sont écartées - par exemple émigrer en Chine, en Patagonie ou au Groenland. L'exclusion de certaines destinations dans l'éventail des possibles lieux de chute, est liée au fait qu'à l'échelle de Pablo, l'ensemble de la mappemonde n'est pas investi au même degré, certains lieux excédant l'horizon de projection de Pablo. Loin d'être aussi isotopique que le modèle zipfien le laisse entendre, l'espace serait ici anisotrope. La propension à partir n'est pas la même selon la direction vers laquelle on se tourne. C'est un tel champ des possibles que nous avons cherché à restituer en exposant les trois moments de bifurcation que sont Viterbo-Paris 1989, Paris-Bilbao 2006, Bilbao-Paris 2010.

Quelles sont donc les contraintes qui limitent ce champ des possibles lors des différentes bifurcations du parcours ?

Dans un premier temps, on peut faire l'hypothèse que le monde regorge d'opportunités déterminées par les caractéristiques socioprofessionnelles du migrant (Stouffer 1940), comme ce fut le cas pour Pablo, en tant que petit entrepreneur de restauration du Risaralda. En effet, bien qu'il bénéficiait *a priori* d'un large éventail de possibilités, ce choix était lui-même circonscrit par des caractéristiques sociales intrinsèques. Hormis développer son entreprise dans un autre village colombien, où aurait-il pu envisager de développer son affaire, si ce n'est dans une grande ville occidentale, comme le sont Bilbao et Paris ? Monter un restaurant de cuisine colombienne n'aurait sans doute pas semblé viable dans un lieu qui ne concentrerait pas une demande suffisamment nombreuse et diversifiée susceptible d'apprécier un *sancocho* ou un *ajiaco*. Une telle entreprise aurait été peu viable dans un village égyptien par exemple. En revanche, si Pablo avait été explorateur, *trader* ou encore agriculteur, l'espace des opportunités aurait été bien différent (encadré 1.3).

Encadré 1.3 Un espace anisotrope fait d'opportunités

Avec le modèle des opportunités de Samuel Stouffer, l'échelle socio-spatiale d'appréhension des migrations s'affine. Le volume des migrations entre deux lieux, est moins lié aux tailles des populations et à la distance entre ceux-ci, qu'aux opportunités qui y sont perçues par les migrants. Contrairement à ces prédécesseurs, Stouffer affirme que « *there is no necessary relationship between mobility and distance* » (Stouffer 1940, p. 846). Il introduit alors le concept d'opportunités. Selon cet auteur, « *the numbers of persons going a given distance is directly proportional to the number of opportunities at that distance and inversely proportional to the number of intervening opportunities.*» (p. 846). Paul André Rosental résume sa théorie ainsi « soient un point A (par exemple une commune), et un ensemble de points situés à une distance donnée de A, et formant donc un cercle C. Le nombre de personnes migrant de A vers l'ensemble des points du cercle sera positivement proportionnel au nombre d' « occasions » (*opportunities*) qu'elles pourront y trouver. En revanche, il sera inversement proportionnel au nombre d'occasions qu'elles sont susceptibles de rencontrer sur le chemin (*intervening opportunities*), c'est-à-dire localisées entre le point A et le cercle C. » (1999, p.88-89). Loin de nier la distance dont Ravenstein et Zipf avaient fait une variable fondamentale, Stouffer lui donne plutôt un statut secondaire. Reléguer la distance à un second plan conduit Stouffer à concevoir l'espace comme une entité structurée socialement et non pas comme un espace isotopique : « *the distribution of opportunities in farming would radiate from an Indiana township quite differently from the way in which it would from a Texas township. The distribution of opportunities for stenographers or nurses would be different from the distribution of opportunities for unskilled laborers or Negro sharecroppers* » (p. 847).

Une opportunité désigne ici un emploi, un logement, un conjoint, la garantie d'un accès aisé à un loisir. Ainsi, l'opportunité associée à un lieu varie en fonction des caractéristiques des individus et de leurs désirs : les opportunités de la sténographe « blanche » n'ont rien à voir avec les opportunités d'un travailleur agricole. Pour P.-A. Rosental, l'approche de Stouffer déplace le regard sur l'espace : « l'espace stoufférien ne constitue plus, comme chez Zipf, une réalité objective s'imposant indifféremment à tous les individus. À chacun d'eux correspond au contraire un espace, qui dépend de la distribution géographique des occasions qu'il recherche » (p. 89). Par conséquent « l'espace est structuré par une infinité de configurations spatiales - le tissu des opéras dans un secteur donné, celui des conjoints potentiels, ou des villes qui comptent un opéra » (p.89). Cette approche des migrations par Stouffer a cependant été nuancée, par Stouffer lui-même, en premier lieu. Ce dernier reconnaît en effet dans son article que *« the principal discrepancies arise… because the opportunities, as defined, take no account of direction of movement* » (p. 865). En effet, si deux opportunités se situent à égale distance d'un même individu, ce dernier a autant de chances de migrer vers l'un des points que vers l'autre. On exclut ainsi la possibilité que l'individu soit attiré préférentiellement par l'une des deux localisations plutôt que par l'autre. Relativement au modèle de Zipf, Stouffer propose donc d'ajouter à l'échelle macroscopique, une échelle intermédiaire, celle du groupe social d'appartenance (sténographe, employé « noir », amateur d'opéra, etc.).

Il serait toutefois réducteur de considérer que le champ des possibles varie uniquement en fonction des caractéristiques socio-professionnelles des individus. Un des problèmes éludés par Stouffer est celui de l'interchangeabilité des individus ayant les mêmes **«** propriétés **»** sociales. On peut d'ailleurs se demander si le champ des possibles aurait été le même si l'on avait eu affaire à

un autre restaurateur ou tenancier de bar du Risaralda. L'échelle du groupe social retenue par Stouffer ne rend pas compte de la dimension personnelle du champ des possibles qu'une analyse plus fine révèle. Ainsi, nous pouvons faire l'hypothèse que le monde des possibles était à chaque bifurcation limité aux lieux que Pablo connaissait par l'intermédiaire de ses connaissances. Lors de la première bifurcation, Paris semblait bien plus familier que New York, en raison de la présence dans cette ville de deux membres de sa fratrie. Lors de la seconde bifurcation, le choix de Bilbao n'est pas « tombé du ciel » mais a été déterminé par l'intermédiaire de son ancien employeur. Une installation à Barcelone lui aurait donc semblé moins évidente, étant donné qu'aucun de ses proches n'était familier de cette ville. Le réseau d'interconnaissances de l'individu apparaît donc déterminant pour expliquer la « directionnalité » de la migration, c'est-à-dire le choix d'un lieu plutôt qu'un autre, indépendamment d'une égalité d'opportunités dans les deux lieux (encadré 1.4).

Encadré 1.4 *A* « *moving pattern of his own* » : à chaque individu son espace des possibles

Les travaux de géographie quantitative de l'université de Lund en Suède font figure de pionniers dans l'introduction de la notion de réseaux migratoires pour comprendre la directionnalité des migrations (Kero 1977; Rice et Ostergren 1978; Hvidt 1980). La figure de proue de cette école est Torsten Hägerstrand, géographe et statisticien, initiateur une décennie plus tard de la *time-geography*. Il introduit la notion d'interconnaissance dans « *Migration and area. Survey of a sample of swedish migration fields and hypothetical considerations on their genesis* » (Hägerstrand 1957). On remarque ici l'emploi du terme *migration field*, traduit en français par champ migratoire. Cet emploi traduit l'importance accordée par l'auteur à la dimension spatiale du phénomène migratoire. Comme il l'affirme, *« in order to emphasize the importance of the spatial aspect of migration, the term 'migration field' will be used for the geographical distribution of migrants as seen from the parish or commune under investigation* » (p. 28). Le terme de champ migratoire apparaît donc comme un outil pour décrire la distribution géographique des migrants à partir d'un lieu d'origine. Notons aussi qu'Hägerstrand y souligne le problème de la multi-appartenance spatiale des individus. Selon lui, chaque individu « *has a moving pattern of his own* », un espace de mobilité quotidienne qui lui est propre, dont les points nodaux sont le lieu de résidence, le lieu de travail, les lieux d'achat et de loisir. Par conséquent, on ne peut pas assimiler l'individu à un point mais à un ensemble d'isolignes reliant les différents lieux de fréquentation quotidienne des individus. Une migration est alors définie comme un déplacement du centre de gravité de cet ensemble de points que constitue le réseau des lieux de mobilité quotidienne. Cette idée sera reprise par des démographes français dans les années 1970 (Courgeau 1975 ; Beltramone 1975).

Encadré 1.4 *A « moving pattern of his own* » : à chaque individu son espace des possibles (suite)

À partir de données issues des registres paroissiaux de population suédois, enregistrant les départs et les arrivées de chaque habitant ainsi que la provenance et la destination de ces mouvements sur la période 1840-1945, Torsten Hägerstrand entreprend une critique de la théorie de Stouffer en montrant ses limites par un contre-exemple, celui du champ migratoire de la ville d'Asby (Hägerstrand 1957, p. 145). Dans un rayon de 60 km autour de cette paroisse marquée par une forte émigration, on trouve deux grandes villes : Jönköping et Linköping. Au-delà de cette équidistance relativement à Asby, les deux villes ont une population équivalente au début et à la fin de la période d'observation (1840-1945) et connaissent une croissance démographique similaire. Elles occupent toutes deux des positions centrales de capitale de province et de centre industriel, les coûts et les temps de transport vers les deux villes depuis Asby sont égaux, ce qui correspond à peu près à des opportunités identiques de migrer pour ses habitants. Le cas d'Asby, Linköping et Jönköping offre donc la possibilité de tester empiriquement le modèle de Stouffer. D'après ce modèle, une même distance et une même taille de population (les deux hypothèses de Zipf) ainsi que d'égales opportunités entraîneraient des flux migratoires depuis Asby en proportion équivalente. Or les registres paroissiaux montrent que Linköping reçoit globalement cinq fois plus de migrants que Jönköping.

Pour Hägerstrand, la directionnalité des flux migratoires peut s'expliquer par l'analyse des migrations du passé. Dans le cas d'Asby, les migrations vers Linköping datent de plus d'un siècle. C'est donc un champ migratoire ancien et installé que l'on observe. Les migrations les plus anciennes servent d'appui aux migrations récentes. Individuellement, on migre plus volontiers vers un endroit connu. Au niveau macro, cela se traduit par le fait que les flux migratoires actuels et les flux migratoires anciens sont liés par un processus de « *feedback* ». T. Hägerstrand distingue ainsi les migrants actifs, *ie* des migrants n'ayant aucun lien avec leur lieu d'émigration, des migrants passifs, c'est-à-dire, ceux pour qui la destination migratoire est un lieu déjà connu des proches. Les migrations sont donc favorisées par l'interconnaissance. Hägerstrand critique les modèles antérieurs (Zipf, Stouffer) sur le fait que les facteurs externes (opportunités, distance, taille des lieux) sont perçus comme agissant sur tous les individus de la même manière ; la façon dont ces informations et facteurs sont médiatisés jusqu'aux potentiels migrants n'est jamais interrogée. On appréhende les individus comme des « Robinsons plutôt que comme des êtres sociaux » (Hägerstrand, cité par Rosental, 1999 p.94) dans les théories classiques. Avec Hägerstrand, l'espace cesse donc d'être perçu comme isotopique, chaque point possède un caractère d'unicité, défini par les réseaux invisibles de liens tissés par les migrants récents et anciens.

1.1.3 …se hace camino al andar[26]

Le choix est enfin déterminé par la trajectoire personnelle de l'individu, indépendamment de ses caractéristiques socioprofessionnelles et de son réseau d'interconnaissance, comme en témoigne la troisième bifurcation du parcours de Pablo en 2010. Le choix de revenir en France plutôt que de retourner en Colombie, de ré-émigrer ailleurs, que ce soit dans une autre ville espagnole, ou dans un autre pays, ne s'interprète qu'à la lumière de son expérience migratoire antérieure à Paris. Un observateur qui n'aurait pas cette information en main pourrait mésinterpréter ce segment de trajectoire. L'examen attentif de la dernière bifurcation révèle donc que c'est la trajectoire précédente qui structure la trajectoire à venir. On peut ainsi faire l'hypothèse, qu'un « individu parcourt, tout au long de sa vie, une trajectoire complexe, qui dépend, à un instant donné, de sa trajectoire antérieure et des informations qu'il a pu acquérir dans son passé » (Courgeau et Lelièvre 1996, p. 648).

C'est donc, entre nécessité et contingence, que s'élabore le parcours migratoire. Même dans des situations où la mobilité est contrainte, comme dans le cas de la première bifurcation de Pablo suscitée par une menace de mort, une certaine liberté d'action, irréductible, apparaît au sein d'un champ des possibles. Il faut alors considérer ces contraintes, non pas comme déterminant le champ du réel, mais un champ des possibles, la notion de contrainte n'ayant de sens qu'en relation avec les notions d'individu et d'action (Boudon et Bourricaud 1982a, p. 307). L'horizon de l'action de Pablo a bien été structuré par un ensemble de contraintes, mais parmi les différentes alternatives possibles, celle choisie par l'intéressé, relève bien d'une décision autonome. Dans cet horizon contraint, le projet migratoire peut se déployer. Le terme de projet migratoire, apparaît quant à lui dans les années 1990, dans différents champs disciplinaires (Rosental 1999; Ma Mung 1999a; Boyer 2005). Pour Florence Boyer, la notion de projet renvoie à une procédure stratégique, pragmatique et contextuelle dont la fabrication est intentionnelle. Ce projet s'élabore à partir d'éléments contextuels, tout en ayant un caractère actif sur la réalité. Il permet une projection dans l'avenir, se caractérise par une dimension temporelle fondamentale, *continuum* temporel qui participe de sa redéfinition constante : « Le présent n'étant qu'une actualité de l'avenir et l'avenir n'étant qu'un futur prochain, le projet est sans cesse amené à être redéfini au fil de ce *continuum* en fonction du contexte et des stratégies sociales et /ou individuelles » (*Ibid.*, p. 52). Le projet se construit au départ mais aussi tout au long de l'histoire migratoire, lors des séjours à l'étranger, lors des retours. En d'autres termes, la notion de projet évoque le déploiement temporel du parcours migratoire, conçu comme évolutif, changeant au gré des contextes, des opportunités et des contraintes, des informations dont disposent les individus à un moment bien situé de leur trajectoire, des aspirations qui sont les leurs. La décision de migrer n'est dès lors plus à chercher au sein du périmètre de la famille, ni de celui du groupe restreint, elle est *in fine* du ressort de l'individu. Cette autonomie relative, c'est-à-dire la capacité de l'individu à être l'auteur de sa propre action, peut être pensée à l'aide de la distinction entre les différents registres de la causalité proposés par Alfred Schutz, dans le sillage des distinctions aristotéliciennes sur la causalité (encadré 1.5).

[26] En marchant on fait le chemin

Encadré 1.5 In-order-to motive et because-motive

Le phénoménologue Alfred Schütz propose une distinction éclairante concernant la causalité des actions individuelles. Il propose en effet de concevoir d'une part les motifs *en vue desquels (in-order-to motive*) l'action est produite, et de concevoir d'autre part les motifs *en raison desquels* (*because motive*) l'action est effectuée. Le premier type de motif est prospectif. Ainsi, Pablo a quitté Viterbo en 1989 en vue de fuir une menace de mort. Le second type de motif fait appel aux éléments passés ayant permis qu'un tel projet d'action se mette en place : Pablo a quitté Viterbo dans un contexte socio-politique où la violence homicide et les menaces de mort demeuraient largement impunies (Schütz 1960).

1.1.4 ¿Y los otros caminos ?[27]

Un lecteur exigeant ne manquera pas de s'indigner du choix d'une trajectoire aussi singulière que celle de Pablo, pour illustrer l'arrivée des Colombiens en Espagne au tournant du XXI[e] siècle. En effet, d'une part, les « raisons » pour les Colombiens d'émigrer en Espagne étant largement économiques, si l'on en croit les données agrégées sur leurs secteurs principaux d'emploi (Cruz Zuñiga 2007), il semble peu pertinent de s'intéresser à une trajectoire dont le premier nœud de bifurcation est lié à une menace de mort. D'autre part, il paraît incohérent de se concentrer sur une trajectoire si « exceptionnelle » du point de vue de son déploiement spatial, s'apparentant davantage à un parcours A →B→C→B qu'à un parcours A→B.

Il s'agit ici justement de décentrer le regard de la « normalité », de proposer un décalage relativement à l'idée d'un type normal, considéré à la fois comme le cas le plus fréquemment observé, mais aussi comme une catégorie abstraite et théorique, à partir de laquelle l'observateur décline les différentes variations. Dans notre cas d'étude, la norme statistique, c'est le déplacement unilatéral et irréversible de A vers B, de la Colombie vers l'Espagne, pour des raisons économiques. Au contraire (encadré 1.6), il nous faut ici considérer la trajectoire de Pablo, non pas comme une exception mais comme de « l'exceptionnel normal » (Grendi 1977, p. 512).

Encadré 1.6 L'exceptionnel normal

Pour les micro-historiens, la notion d'exceptionnel normal désigne « le document rare, révélateur de l'état ordinaire, et plus largement le cas singulier (l'œuvre isolée d'un inconnu) ou la situation hors norme, quoique banale (une fête, un meurtre), qui dévoilent ce qui reste généralement caché ou implicite, le niveau le plus profond, invisible, qui est celui des règles du jeu » (Bartholeyns 2010).

Le caractère exceptionnel de la trajectoire de Pablo permet de mettre en lumière des moments de bifurcations, où les paramètres *taken for granted* dans l'étude des cas les plus « normaux », se révèlent être des processus complexes soumis à la contingence causée par une variété de choix. Cette trajectoire atypique permet alors de faire émerger une partie des règles du jeu : contraintes liées au statut socio-professionnel, contraintes liées au réseau social de Pablo et contraintes liées à sa trajectoire personnelle et à ses aspirations.

[27] Et les autres chemins ?

Le problème qui survient, est alors celui de l'articulation de l' « exceptionnel normal » avec le reste des comportements « normaux ». L'anthropologie de Fredrik Barth permet ici de s'émanciper du cadre normatif comtien et de considérer l'ensemble, perceptible au niveau macroscopique[28], comme la somme d'une multitude de trajectoires singulières (Barth 1981a; Barth 1981b). L'ensemble s'apparente alors à un arc continu dressant par proximité toutes les formes sociales observées (Rosental 1996). Dès lors, la forme macroscopique dessinée par l'ensemble des trajectoires peut être analysée à la lumière d'effets de composition, dont les manifestations peuvent être parfois contre-intuitives. Dans le cas de l'étude de la mobilité, on peut considérer que l'accumulation/superposition d'un ensemble de parcours individuels produit une certaine forme, par exemple, une concentration spatiale de Colombiens en Espagne. Une fois la forme existant en tant que telle, celle-ci peut être amenée à être reproduite /se reproduire à l'identique indéfiniment, ou alors à être transformée/se transformer (encadré 1.7).

Encadré 1.7 Les différents effets de composition sur la structure selon Raymond Boudon (Boudon et Bourricaud 1982, p. 19).

Effets de composition	Définition
Effet de reproduction	« les acteurs ne désirent en aucune façon, ni consciemment, ni inconsciemment, la reproduction de telle ou telle structure. Mais en obéissant à des préférences simples et en tout cas aisément compréhensibles au sens weberien ils peuvent engendrer un effet de reproduction »
Effet de transformation	« des effets de transformation résultent non d'une volonté de transformation, mais de l'agrégation de 'petites décisions' obéissant à des motifs beaucoup plus humbles et qui sont d'ailleurs situés à l'échelle de l'acteur »

[28] Barth utilise ce modèle d'articulation macro/micro en proposant une interprétation de la distribution spatiale des pêcheurs norvégiens en mer à partir de leurs rationalités individuelles et de leurs interactions.

1.2 …à la morphogenèse d'une population colombienne en Espagne

Intéressons-nous, à présent, non pas aux trajectoires individuelles qui composent l'arrivée sans précédent de centaines de milliers de Colombiens en Espagne, mais à la trajectoire morphologique[29] de cet ensemble de Colombiens en mouvement.

1.2.1 La trajectoire morphologique du champ migratoire colombien

Au début des années 1990, la Colombie comptait 34 millions d'habitants, en 2001, sa population avoisinait les 41 millions, puis en 2011 les 47 millions, d'après les projections de l'institut national de statistiques (DANE). Parmi les personnes nées en Colombie vivant à l'étranger, on observe que deux pays polarisaient la majeure partie de cet ensemble au début des années 1990 : le Venezuela et les États-Unis. Chacun de ces pays concentraient en effet déjà plusieurs centaines de milliers de personnes nées en Colombie (529 000 au Venezuela en 1990, 378 000 aux États-Unis en 1994). À côté de ces deux pôles importants, l'Espagne faisait pâle figure avec ces 9 000 Colombiens recensés en 1991. Ces 25 dernières années ont pourtant été le cadre temporel de l'émergence d'une importante population colombienne en Espagne (119 000 en 2001, 379 000 en 2011). Alors que l'ordre de grandeur du nombre de Colombiens vivant dans les deux autres pays se maintient au cours des décennies - les migrations vers le Venezuela datent des années 1930 avec une intensification dans les années 1960 (Reborrati 1986; Dureau, Contreras, Flórez, et al. 2015), et celles vers les États-Unis remontent aux années 1970 (Guarnizo 2003a; Magnan Penuela 2009) -, témoignant ainsi d'une relative stabilité sur le long terme, la population née en Colombie résidant en Espagne est multipliée par 40 en l'espace de 20 ans. Ce phénomène est d'autant plus frappant qu'en 2011, les Colombiens représentaient respectivement 2 résidents pour 1000 aux États-Unis contre 8 pour 1000 en Espagne. On observe donc l'irruption/l'émergence d'une nouvelle forme au sein d'un champ migratoire relativement stable par ailleurs. Faute d'un autre vocabulaire adéquat, reprenons la définition de champ migratoire d'Hägerstrand, à savoir, la distribution spatiale d'une population à partir d'un même lieu d'origine (Hägerstrand 1957) et appliquons-là au cas de la Colombie : le champ migratoire colombien principalement bipolaire au début des années 1990, se voit affecté au tournant du XXI[e] siècle, par l'émergence d'un nouveau « pôle[30] » en Espagne (carte 1.2).

Si l'on raisonne maintenant en termes de flux, la trajectoire de ce champ est bien moins linéaire (figure 1.3) que ne le laisse entendre une lecture en termes de stocks (figure 1.2). En effet, les flux d'arrivée de Colombiens en Espagne semblent connaître trois périodes très distinctes. De 1996 à 2001, on constate une augmentation exponentielle du nombre d'arrivées annuelles de Colombiens en Espagne (d'environ 500 arrivées en 1996 à près de 70 000 en 2001). Après un moment critique en 2002, année suite à laquelle le nombre d'arrivées chute à 12 000 en 2003, on observe une nouvelle phase de croissance des flux d'arrivée jusqu'en 2008 à un rythme plus modéré qu'à la fin des années 1990, le nombre annuel de Colombiens arrivant en Espagne, s'élevant au maximum à 43 000 en 2008. La dernière période est marquée par une baisse du nombre d'arrivées annuelles,

[29] La forme que l'on va observer dans le temps c'est la distribution d'une population au sein d'unités spatiales, en l'occurrence le nombre de personnes nées en Colombie résidant à l'étranger et notamment en Espagne.

[30] Par pôle du champ migratoire colombien, nous entendons la concentration de plus d'une centaine de milliers de personnes née en Colombie dans un autre pays.

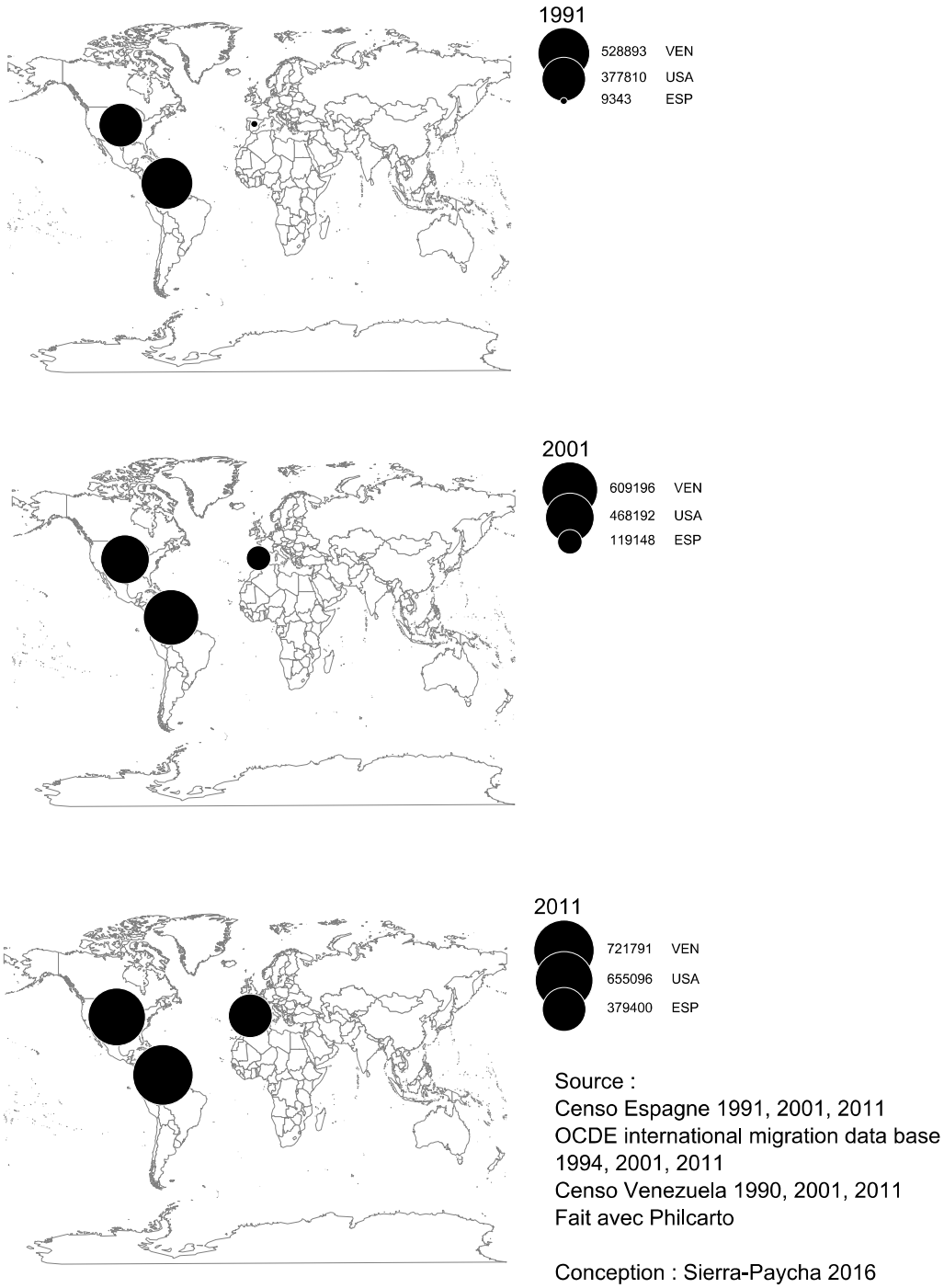
coïncidant avec une augmentation des flux de départ de Colombiens d'Espagne, qui parviennent à devenir supérieurs aux arrivées (17 000 départs *versus* 13 000 arrivées).

Le pôle espagnol du champ migratoire colombien connaît donc trois moments de bifurcations, un premier entre 1996 et 1998, un deuxième en 2002, et un dernier en 2008. Ces trois moments critiques, observables au plan macroscopique, coïncident respectivement avec le début de la reprise économique en Espagne (figure 1.1), la modification de la politique migratoire espagnole vis-à-vis des Colombiens en 2002, exigeant désormais la détention d'un visa pour pénétrer sur le territoire espagnol, et la traduction de la crise américaine des *subprimes* en crise financière et économique mondiale.

Si les flux d'émigration colombienne continuaient d'augmenter et ceux d'immigration colombienne n'infléchissaient pas leur diminution après 2014, logiquement, la population colombienne commencerait à diminuer en Espagne. La dynamique du champ migratoire colombien n'est donc pas encore figée, elle demeure et s'oriente petit-à-petit vers une diminution quantitative du pôle espagnol.

La morphologie du champ migratoire colombien suit donc une trajectoire en trois périodes, une « émergence » à la fin des années 1990, un « développement » au début des années 2000 et une « transformation » au tournant des années 2010.

Carte 1.2 Stock de personnes nées en Colombie résidant au Venezuela, aux États-Unis et en Espagne au début des années 1990, 2000 et 2010



Source :
Censo Espagne 1991, 2001, 2011
OCDE international migration data base
1994, 2001, 2011
Censo Venezuela 1990, 2001, 2011
Fait avec Philcarto

Conception : Sierra-Paycha 2016

Figure 1.2 Nombre de personnes nées en Colombie résidant en Espagne (Source : INE, recensements 1991, 2001, 2011 ; *padrón* 1998-2014)

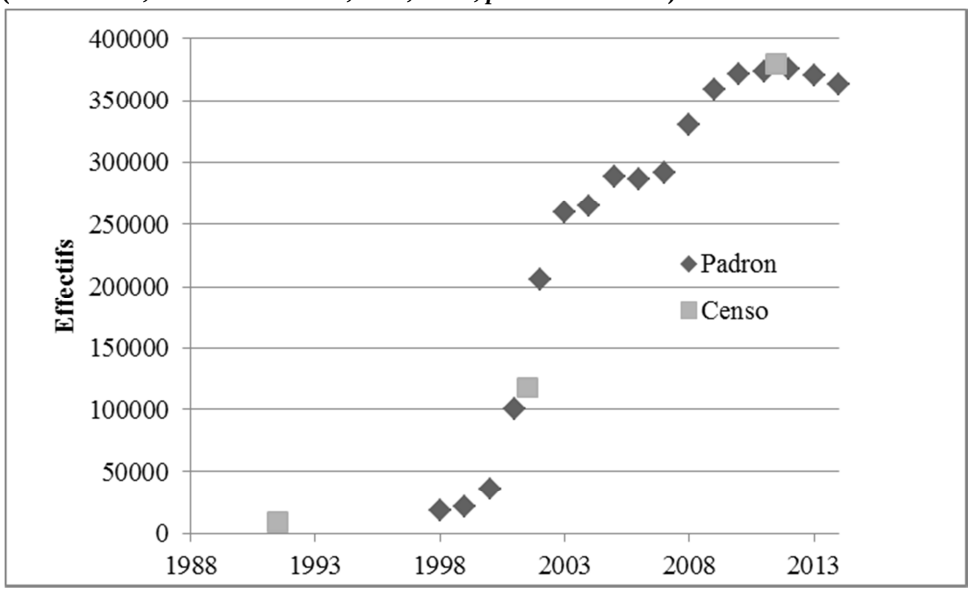
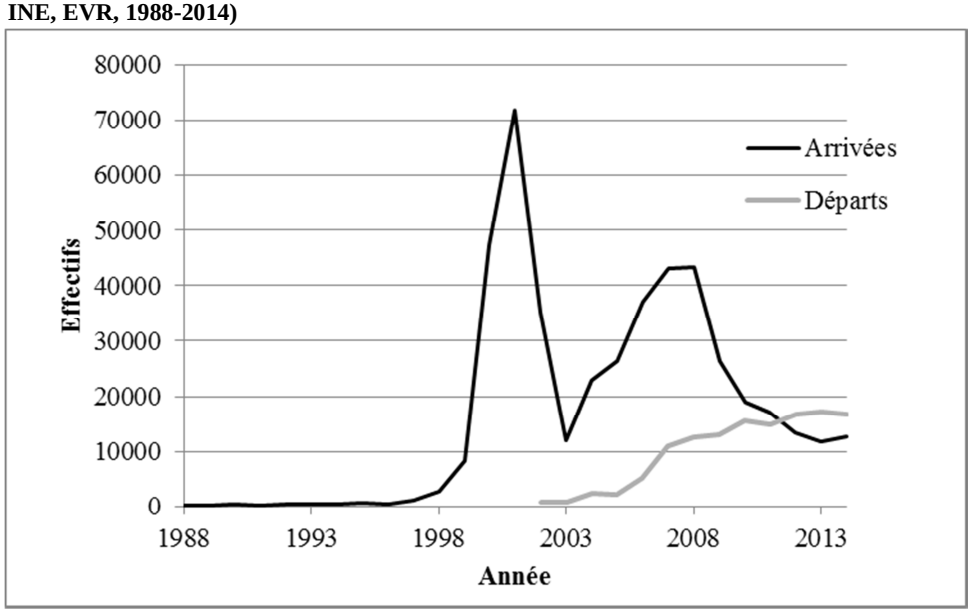


Figure 1.3 Flux d'arrivées et de départs vers/depuis l'Espagne de personnes nées en Colombie (Source : INE, EVR, 1988-2014)



On observe d'une part la trajectoire d'un champ migratoire rythmée par des moments de bifurcations bien caractérisés sur plus de 20 ans. On ne peut d'autre part, considérer ce champ migratoire que comme la somme de trajectoires individuelles, obéissant à la contingence et l'indétermination relative. Conceptuellement, on est forcé, à moins d'entrer dans un système de pensée gravitaire (encadré 1.1) de reconnaître que l'état du champ en 2011 n'était pas contenu dans l'état du champ en 1991. Cette indétermination de l'état futur du champ confère à cette forme humaine des propriétés émergentes (encadré 1.8).

Encadré 1.8 Le concept d'émergence

« Emerger, émergence :
Termes employés depuis quelques années en français, à l'exemple des biologistes et des philosophes anglais et américaines, pour caractériser le fait qu'une chose sort d'une autre, sans que celle-ci la produise à la manière dont une cause produit nécessairement un effet, et suffise à en faire comprendre l'apparition. » (Lalande 2010, p. 276)

Le paradoxe est alors le suivant : des personnes qui ne se concertent pas, finissent par faire émerger une nouvelle forme. Toujours sans se concerter, ces mêmes personnes transforment cette forme. Un tel paradoxe fait entrer cet objet d'étude qu'est le champ migratoire dans celui plus large de l'auto-organisation (Prigogine et Stengers 1979).

Encadré 1.9 L'auto-organisation

« L'auto-organisation est un processus émergent d'organisation. C'est un processus naturel dans lequel des agents, ou des entités en interaction, n'ont pas été 'programmés' pour construire une forme particulière d'organisation. Toutefois, suite aux actions qui vont être mises en œuvre par les uns et les autres une forme d'organisation va apparaître. Cette organisation peut être la résultante des apprentissages des acteurs qui vont chercher des solutions locales aux problèmes qu'ils rencontrent, solutions dont les meilleures seront sélectionnées et conservées. L'organisation est ainsi le fruit des interactions et des complémentarités entre les initiatives individuelles prises par ajustements successifs. Une forme d'organisation émerge suite aux multiples ajustements. Organisation dont l'équilibre est instable et qui se maintient jusqu'à ce qu'une prochain perturbation entraîne éventuellement une autres séquence d'adaptations vers un nouvel équilibre transitoire » (Thiétart 2000).

Appliquée à la géographie humaine, cette notion a particulièrement trouvé grâce aux yeux des études urbaines : « une ville peut être considérée comme un ensemble d'acteurs élémentaires (par exemple, les ménages, les entrepreneurs, les responsables municipaux) qui, en interagissant, produisent à un niveau supérieur d'observation des formes urbaines (par exemple des quartiers aux fonctions et aux compositions différenciées). Ces formes urbaines, construites 'involontairement' par le jeu d'acteurs qui ajustent continuellement leur comportement en fonction des interactions qu'ils ont entre eux et des changements de conditions intervenant dans l'environnement de la ville, constituent ce que l'on appelle un 'phénomène d'auto-organisation' » (Pumain, Sanders et Saint-Julien 1989, p. 4)

Il est étonnant de constater que l'auto-organisation, bien qu'ayant permis d'éclairer de nombreux phénomènes géographiques, notamment de concevoir la ville comme un système et le réseau urbain comme un système de villes (encadré 1.9), n'ait jamais été mobilisée dans la géographie des migrations internationales. Pourtant, l'expérience de Mabogunje puis de ses successeurs aurait pu conduire à une théorie de l'auto-organisation avec l'apparition de l'approche systémique dans les études migratoires dès 1970.

1.2.2 Du champ migratoire au système migratoire : le rendez-vous manqué entre l'analyse des migrations internationales et l'auto-organisation

Face au foisonnement du modèle de l'auto-organisation dans les études des formes urbaines depuis les années 1970, la rencontre entre ce modèle et les chercheurs s'intéressant aux migrations internationales *per se* ressemble fortement à un rendez-vous manqué.

Au cours des années 1970, émerge pourtant le terme de « système migratoire ». En dépit de la polysémie de ce mot, on entrevoit, chez les auteurs qui l'emploient (Mabogunje 1970; Thomas et Hunter 1980; Fawcett 1989; Kritz, Lim et Zlotnik 1992), une tentative commune de compréhension des flux migratoires au sein d'un système, c'est-à-dire un ensemble complexe composé d'éléments en interaction, selon la définition d'A. Mabogunje qui le premier formule le concept appliqué à l'étude des migrations internes (Mabogunje 1970). Partant du constat que les théories migratoires antérieures ne pouvaient s'appliquer au cas des pays en développement, ce géographe nigérian étudie au prisme du cas africain, la migration rurale-urbaine, définie comme le déplacement d'individus d'une communauté majoritairement agricole de petite taille, pour une communauté plus large et à dominante non agricole.

Son analyse décrit la migration rurale-urbaine comme un système fonctionnant ainsi : un environnement socio-économique et technologique rapprochant socialement, économiquement, symboliquement, physiquement les campagnes des villes agit par des *stimuli* sur les potentiels migrants, le système global étant lui-même régi par des sous-systèmes comme la famille (le départ des cadets est privilégié à celui des aînés, les couples s'arrangent pour décohabiter sans se séparer) la communauté villageoise (les aînés peuvent être favorables à la migration des plus jeunes ou au contraire la redouter car celle-ci entraînerait alors le déclin du village), le sous-système urbain (les législations, les opportunités d'emploi). Ces sous-systèmes régulent les départs et arrivées de migrants tout en assurant leur survie et leur production par des mécanismes d'ajustement. *Stimuli*, information et rétroaction organisent le système. Si le premier migrant rural-urbain ne donne plus d'information à son village, les suivants ignorent la destination du premier migrant et le choix de la destination devient aléatoire.

Le degré d'informations circulant se mesure par la différence entre un état actuel de concentration migratoire et un état idéel où les individus seraient répartis de façon aléatoire : « imaginons que les migrants, une fois le village quitté, n'ont plus aucun contact avec leur communauté d'origine et ne lui transmettent aucune information sur le parcours ou l'expérience qu'ils vivent en ville. *A priori*, les migrants, ignorant la destination des premiers migrants, choisiront pour destination n'importe quelle ville du système d'une manière quasi aléatoire. Sur la durée, la distribution des migrants en fonction de leur village d'origine avoisinera probablement une situation dans laquelle le nombre de migrants d'un village donné vers une ville donnée serait proportionnel à la taille de cette ville. Cela correspondrait à l'état le plus probable dans lequel le système ne présente aucun degré d'ordre ou d'organisation. Cet état peut être conçu comme un état où le désordre est maximal ou en d'autres termes, un état d'entropie maximale. » (Traduction Mabogunje 2013, p.162). L'originalité de l'approche systémique de Mabogunje est de dépasser le cadre causal des modèles d'attraction et de répulsion pour un cadre circulaire, c'est-à-dire « un système de plus en plus complexe aux composantes interdépendantes, qui se métamorphose et dans lequel la modification d'une composante se répercute sur le système tout entier » (p.166).

Ce n'est que deux décennies plus tard que l'emploi de système migratoire s'applique à l'étude des migrations internationales (Fawcett 1989; Kritz, Lim et Zlotnik 1992).

Si pour Mabogunje, la définition du système migratoire atteint un degré de formalisation assez élevé, ce terme n'étant plus considéré comme une métaphore mais comme une réalité opérante (dans laquelle le système dispose d'une autonomie et recherche toujours l'équilibre, compensant chaque modification dans une aire du système par une autre), pour James Fawcett, le système migratoire doit être employé comme un simple cadre analytique. À partir du cas des mouvements de population dans la région pacifique asiatique (Fawcett et Arnold 1987), il propose une série d'éléments à prendre en compte pour entrer dans un tel cadre analytique : 1) Prêter attention aux deux extrémités du flux migratoire, en considérant la mobilité autant que l'immobilité. 2) Replacer un flux migratoire dans le contexte des autres flux migratoires, rapporter une destination à l'ensemble des destinations alternatives 3) Étudier les divers liens entre les lieux, incluant les flux d'informations, de biens, de services et d'idées aussi bien que de personnes. 4) Comparer les aires de départ et d'arrivée sous l'angle des inégalités et déséquilibres, ces deux éléments étant la « source de l'énergie » du système (p.673). 5) Penser l'interconnexion opérante au sein du système, une modification dans un lieu impliquant un ajustement ailleurs. 6) Penser la migration comme un processus dynamique, une séquence se déployant dans le temps.

Loin de prétendre inventer un nouveau modèle d'analyse des migrations, James Fawcett propose un cadre analytique en vue de futurs travaux sur les migrations, soulignant que la plupart du temps, les travaux s'attachent à décrire partiellement des « facteurs » explicatifs des migrations. Ce programme de recherche sera actualisé par Hania Zlotnik, qui s'est employée, elle aussi, à l'étude des systèmes migratoires internationaux depuis les années 1990 (Kritz et al, 1992). Selon cette démographe, l'approche systémique est fondée sur « la conceptualisation d'un système de migration comme un ensemble de pays liés par des échanges migratoires dont la dynamique est largement façonnée par le fonctionnement de différents réseaux unissant les acteurs de la migration à différents niveaux d'agrégation » (Kritz, Lim et Zlotnik 1992, p. 15 cité par Zlotnik 2003, p. 71). La mise en œuvre d'une telle approche repose sur un certain nombre d'hypothèses (Zlotnik 2003) : 1) La migration crée un espace unifié, unissant l'aire d'origine et de destination obligeant les chercheurs à prendre en compte les deux aires. 2) La migration n'est qu'un flux parmi d'autres liens mettant en rapport ces deux aires ; ces liens de nature culturelle, historique, politique et économique préexistent souvent la mise en place du flux migratoire. 3) Les liens entre aires de départ et d'origine sont amenés à changer, le système migratoire présente alors un caractère dynamique. 4) Le rôle de l'État est crucial, en termes de politique migratoire, de politique de développement ou de relations diplomatiques. 5) L'attention du chercheur doit se porter sur la façon dont les forces macro se répercutent au niveau micro sur les décideurs individuels, en particulier par l'intermédiaire des réseaux de migrations mis en place par les migrants ou leur parents, amis et connaissances, par les activités des recruteurs de main-d'œuvre, des entreprises multinationales, des établissements d'enseignement, ou encore de l'armée.

Cependant, tant pour H. Zlotnik que pour J. Fawcett, le programme de recherche sur les systèmes migratoires internationaux est contraint par les sources de données nécessaires à une telle étude. Comment se procurer des données agrégées et des données micro-individuelles sur les migrations internationales ? Comment effectuer des enquêtes simultanées dans au moins deux lieux

interconnectés par un système migratoire ?[31] Ces questions de données sont liées au problème de la production statistique dont l'échelle est résolument nationale, rendant une démarche de recherche sur les migrations internationales parfois ardue en raison d'une forte disparité de l'information statistique. Cette question de l'échelle de la production statistique renvoie par ailleurs à la question de l'échelle spatiale du système migratoire : s'agit-il d'une dimension continentale, binationale, ou infranationale ? Zlotnik et al. insistent (Kritz, Lim et Zlotnik 1992), à l'instar de Gildas Simon (Simon 2015), sur une approche supranationale du système migratoire, on parle ainsi du système migratoire européen, africain, sud-asiatique. D'autres auteurs évoquent des systèmes migratoires (Cordoba 2014; Fusco et al. 2015) limités à un couple migratoire : Colombie/Venezuela, Colombie/France, Colombie/Espagne. Enfin, certains chercheurs comme Mabogunje évoquent l'existence de systèmes migratoires infranationaux (Mabogunje 1970).

Cette revue de la littérature sur le système migratoire montre que, depuis Mabogunje, la notion de système migratoire, contrairement à celle de système urbain, peine à être conceptualisée et travaillée à partir de matériaux empiriques. Faute de données adéquates, les auteurs n'ont pu véritablement[32] rendre compte de la dynamique des systèmes migratoires et cette notion est restée jusque-là à l'état programmatique. Nous proposons, dans la dernière section, de nous réapproprier le terme de système migratoire, terme apparu dans les années 1970 et délaissé depuis, en le pensant comme une construction macroscopique auto-organisée par l'agrégation de comportements individuels.

1.2.3 Pour une analyse morphogénétique des systèmes migratoires

En employant le terme de « source d'énergie » à propos des déséquilibres économiques et démographiques pour comprendre la dynamique du système migratoire, J. Fawcett ne se débarrasse pas des explications gravitationnelles que nous avons tenté de déconstruire en déroulant la trajectoire de Pablo en ce début de chapitre. Il les entoure même d'une dimension métaphysique quelque peu surprenante. En énumérant les différents « acteurs » du système migratoire - individus, familles, réseaux migratoires, associations, États, organisations supranationales- A. Mabogunje, H. Zlotnik et J. Fawcett semblent réifier certains de ces acteurs en êtres sociaux, ayant un pouvoir d'action sur la dynamique du système migratoire. Ils confondent ainsi des contextes et des actions qui se déroulent dans ces contextes. En effet, *in fine*, l'individu est la véritable « source d'énergie » tandis que la famille, les États et les politiques migratoires qu'ils mettent en place, les réseaux migratoires ne sont pas des acteurs agissant sur le système, ce ne sont que des contextes dans lesquels se déploient les trajectoires des individus. Bien sûr, ces contextes surdéterminent dans certains cas, les trajectoires, ce qui peut donner lieu à une confusion sur le statut à donner à ces « acteurs ».

Écartons-nous un moment du champ des études des migrations internationales, pour revenir sur celui des études urbaines, champ pionnier en matière d'introduction de l'auto-organisation en

[31] H. Zlotnik soulève des problèmes méthodologiques à l'étude des systèmes migratoires, qui s'est limitée jusque-là à une portée descriptive, faute de données adéquates. Elle appelle notamment à la démonstration quantitative de l'existence de liens unissant les différentes aires des systèmes migratoire.

[32] Les enquêtes quantitatives d'A. Portes portant sur les Dominicains et les Cubains et celles de D. Massey et du *Mexican Migration Project* en sont deux notables exceptions même si elles s'appuient sur un échantillonnage ciblé sur quelques « communautés » d'origine ou d'arrivée et ne permettent pas en cela d'accéder à une échelle macro couvrant l'ensemble du territoire national.

sciences humaines et sociales, - avec la sociologie des organisations (Paradeise 1990; Gaudin 2001). Depuis les années 1970, le débat acteur/agent agite ce champ de recherche notamment pour tenter de comprendre l'évolution de formes macroscopiques telles que les systèmes de villes (encadré 1.10).

Encadré 1.10 Le système de villes comme auto-organisation

Selon le modèle de Gibrat, première expérience de modélisation du développement des villes, dit de la croissance stochastique des villes (Gibrat 1931), dans un système de villes, le taux de variation est commun, ce qui permet d'expliquer la reproduction de la hiérarchie. Cependant, ce modèle a été critiqué, notamment en raison du constat d'écarts entre les évolutions des villes attendues selon ce modèle, et les évolutions réelles. D. Pumain propose une alternative à Gibrat avec le modèle multi-agent, inspiré de travaux informatiques sur l'intelligence artificielle. Dans un modèle informatique, un agent est « une entité réelle ou abstraite qui est capable d'agir sur elle-même et son environnement » (Ferber 1995). Ce modèle tient compte des villes comme agents en concurrence ou encore en complémentarité entre villes proches et permet assez bien d'expliquer les différents scénarios d'évolution, du système urbain macrocéphale ou système urbain polycentré. Ces modèles multi-agents ne font pas intervenir d'acteurs institutionnels et individuels, et relativisent ainsi le pouvoir d'intervention de ces acteurs sur l'évolution du système urbain, se risquant ainsi à réifier un objet spatial en « être géographique ». D. Pumain évoque les problèmes de réception du modèle multi-agent dans le monde scientifique, en dépit du caractère très réaliste des simulations. En effet, le fait que les villes semblent évoluer uniquement en raison de leurs interactions spatiales avec d'autres agents, indépendamment des choix des acteurs individuels et institutionnels, de volontés politiques, est perçu comme dangereux ou triste aux yeux d'un public fasciné par l'acteur et le démiurge. Pourtant, le fait que le modèle multi-agent ne prenne pas en compte l'individu et l'institution, n'entraîne pas une négation du rôle de l'acteur individuel. Au contraire, les interactions spatiales entre les villes sont médiatisées par les rapports entre individus les peuplant, et une innovation dans une certaine ville sera probablement imitée dans une autre ville. Selon la géographe, un principe d'auto-organisation fonctionnant selon un « ordre par fluctuation » n'est pas forcément si irréaliste, dans la mesure où les décisions individuelles ou collectives qui font évoluer un système de ville (migrer, installer une entreprise, construire des logements, faire des enfants) se font en dehors de toute planification autoritaire ni de volonté concertée. D. Pumain reformule ainsi la définition d'un système de villes, « un ensemble évolutif, ouvert, de villes interdépendantes dans un territoire qu'il est pertinent d'observer à trois niveaux (les acteurs urbains, les villes, le système des villes). Caractérisée par une structure hiérarchique et une diversité fonctionnelle produites par une histoire, sa trajectoire dynamique est constituée par les interactions entre ces villes, qui déterminent des ajustements permanents de leur état » (Pumain 2001). Une telle approche du système de villes, est un cas typique où le choix d'une échelle résolument macroscopique, le 1 : 500 000 de l'échelle nationale selon M. Gribaudi, permet de comprendre des phénomènes dont l'échelle individuelle est incapable de rendre compte (Gribaudi 1996).

La présentation du modèle multi-agent par D. Pumain est ici intéressante car ce modèle réhabilite le poids des entités non-individuelles dans l'évolution morphologique des systèmes urbains et atténue le rôle de certains acteurs individuels (maire des communes, institutions) tout en se fondant sur une hypothèse d'auto-organisation. En d'autres termes, le modèle multi-agent nuance le rôle des individus réels dans le système tout en réaffirmant que les individus sont la « source d'énergie » de ce système. L'introduction de l'auto-organisation confère donc à la théorie des systèmes urbains un caractère plus abouti relativement à la théorie des systèmes migratoires qui

s'était jusque-là contentée de constater la multiplicité des échelles du système d'une manière assez descriptive, sans s'interroger sur le caractère auto-organisé de ce système.

La mise en perspective de la théorie des systèmes migratoires et des systèmes urbains est également révélatrice de l'importance de disposer de données pour construire une théorie. Alors que les études urbaines se sont développées dans les pays européens grâce à une solide statistique nationale en place depuis le XIX^{e} siècle (Desrosières 2008), la théorie des systèmes migratoires internationaux peine à trouver des sources pour l'étayer. Ainsi, à partir de données agrégées sur les villes, les théoriciens des systèmes urbains ont-ils pu se livrer à de l'observation, à de la simulation, à de l'histoire contrefactuelle. Cette propension à utiliser des modèles mathématiques dans l'analyse des systèmes urbains peut d'ailleurs prêter à confusion quant au caractère universel de ces modèles. En effet dans d'autres contextes, la modélisation s'appuyant sur des données agrégées a montré ses limites[33]. Il n'est d'ailleurs pas fortuit qu'un certain nombre de travaux sur les dynamiques des villes se soient appuyés depuis plusieurs décennies dans le champ francophone (Courgeau 1994; Bonvalet 1987; Lelièvre et Bonvalet 1989; Lelièvre et Bonvalet 1991) et latino-américain (Dureau 1997; Dureau, Lulle, et al. 2015) sur des données biographiques appariées à des données censitaires, plutôt qu'uniquement sur ce dernier type de données. En exploitant exclusivement des recensements nationaux les héritiers de Pred et de Berry (Berry 1964; Pred 1973; Pred 1977) ne se confrontent pas à l'individu réel (Pumain, Sanders et Saint-Julien 1989; Sanders 1992; Pumain 2001), mais à des individus simulés.

Nous faisons donc l'hypothèse ici que le champ migratoire et les dynamiques qui l'affectent, fonctionnent selon un principe d'auto-organisation. En effet, ce principe permet d'articuler la diversité de comportements individuels, qui, sans concertation, produisent une forme macroscopique inédite lorsqu'au même moment, ils convergent vers un même lieu. Pour évoquer les différentes étapes de cette dynamique spatiale, c'est-à-dire de l'évolution morphologique d'un champ migratoire dans le temps, nous nous appuyons sur le terme de morphogénèse (encadré 1.11).

[33] C'est l'expérience de ses limites que fait F. Dureau dans son étude de Divo en Côte d'Ivoire, « Si l'on peut mettre en évidence des règles générales de la dynamique du réseau urbain ivoirien (envisagé en tant que système), relatives à la croissance démographique des villes existantes (notamment : augmentation du taux minimal et diminution de la variance des taux avec la classe de taille des villes) et à l'augmentation du nombre de villes (processus de concentration générale de la population rurale et croissance sélective de quelques gros bourgs), il n'en demeure pas moins que la croissance des villes ne peut se comprendre sans faire référence à des systèmes régionaux de peuplement qui pondèrent les effets des règles globales d'évolution démographique de l'armature urbaine » (Dureau 1987, p. 559).

Encadré 1.11 Morphogenèse

Provenant de la biologie, la morphogenèse est l'ensemble des lois qui déterminent la forme, la structure des tissus des organismes (Stevens 1978). Elle concerne ainsi les formes vivantes et a fait l'objet de différentes formalisations mathématiques (Turing 1952; Thom 1972). Depuis l'introduction de la notion en géomorphologie (Ritchot 1975) puis en en géographie humaine (Desmarais 1995) elle s'utilise également dans l'étude des formes humaines et en particulier des formes urbaines (Ritchot 2014; Franceschelli, Gribaudi et Le Bras 2015). Des études ont ainsi porté sur la morphogenèse de Paris ou de Rome (Desmarais 1995; Desmarais 2005; Ritchot 2011) en interrogeant la focalisation d'une population vers une ville, l'investissement d'un lieu vide désigné par le terme de *vacuum*. On peut ainsi définir la morphogenèse comme l'ensemble des processus dynamiques qui cherchent à révéler la naissance, le développement, la transformation et l'évolution des formes urbaines en expliquant les relations et l'organisation spatiales de ces formes. La morphogenèse est un processus long, fait de multiples temporalités : bifurcation, ruptures, désinvestissements, arrêts (Dauphiné 2003a; Dauphiné 2003b).

Bien que ce terme ne soit utilisé que par quelques chercheurs, il nous faut rappeler ici que de nombreux travaux sur les migrations (Ravenstein 1885; Stouffer 1940; Zipf 1946; Mabogunje 1970; Béteille 1974; Simon 1979) et sur les villes (Pred 1973; Pred 1977; Lepetit et Pumain 1993; Bretagnolle et al. 1999; Dureau 1987; Dureau 1997; Dureau, Lulle, et al. 2015; Le Roux 2015) ont contribué à rendre compte de ces processus morphogénétiques sans les nommer explicitement. L'idée de rendre compte d'une dynamique spatiale macroscopique à partir de trajectoires individuelles est de surcroît au cœur de la problématique des études mobilisant l'approche biographique des mobilités (Courgeau et Lelièvre 1989; Courgeau et Lelièvre 2003; Lessault et Imbert 2013; Dureau et Imbert 2014).

Précisons ici qu'il ne s'agit en aucun cas d'emprunter *in extenso*, une notion provenant des sciences de la nature, mais de se nourrir de l'attirail terminologique livré avec cette notion, pour penser différemment des phénomènes socio-spatiaux tels que les migrations internationales[34]. Nous interrogeons en effet dans cette thèse le processus de focalisation d'une population (la population colombienne) vers un pays, l'Espagne, puis le départ de cette de populations vers d'autres pays. Il est donc ici question d'analyser les arrêts, désinvestissements, ruptures et bifurcations qui ont rythmé ce processus.

[34] Un chercheur en sciences sociales peut-il s'approprier des concepts issus des sciences exactes ? Si l'on en croit les critiques développées par Alan Sokal et Jean Bricmont à l'égard de l'utilisation de concepts issus de la physique et des mathématiques par la « philosophie post-moderne », ce genre de transfert relève de la malhonnêteté intellectuelle. S'interdire un transfert notionnel *in extenso* ne signifie pas pour autant que tout emprunt soit à bannir. C'est du moins ce que laisse entendre l'argument suivant d'Ilya Prigogine, prix Nobel de Chimie et épistémologue. Celui-ci montre dans un passage de sa conférence *Les lois du chaos* que des évolutions fondamentales de la science sont issues des échanges entre ce qu'il nomme les deux cultures scientifiques : culture des sciences humaines et culture des sciences de la nature. Il en est ainsi de la conception du temps, c'est-à-dire du passé et du futur dans les différentes sciences : « Dans les sciences naturelles, l'idéal traditionnel était d'atteindre la certitude associée à une description déterministe. Même la mécanique quantique correspond à cet idéal. En revanche, les notions d'incertitude, de choix, de risque dominent les sciences humaines, que ce soit l'économie ou la sociologie. » (Prigogine 1997, p. 14).

Conclusion

Comment rendre compte de la concentration soudaine de Colombiens en Espagne, en l'espace d'une vingtaine d'années seulement ? Comment interpréter l'émergence d'une telle forme ? Comment attester du changement de répartition spatiale d'une population donnée ?

La première section de ce chapitre a permis d'éclairer la contingence à l'œuvre dans le déroulement d'un parcours choisi parmi ceux qui ont alimenté ce flux migratoire vers l'Espagne. L'analyse du parcours de Pablo montre son caractère irréductible à une explication en termes de *push* et *pull factors*. Les individus ne sont pas attirés mécaniquement par des économies florissantes et repoussées par des crises économiques et conflits armés. Ce récit montre en effet que sa trajectoire se déploie dans un horizon qui relève d'un espace anisotrope. Tous les lieux ne sont pas chargés de la même intensité dans le projet migratoire. Son champ des possibles est à la fois limité et étendu par les caractéristiques qui sont les siennes : position sociale, lieux de vie de son entourage, expérience migratoire antérieure, etc. Autant de particularités qui font de chaque migrant un cas singulier. Ces caractéristiques ne font pas pour autant de chaque trajectoire un isolat, déconnecté des autres trajectoires. Sans concertation, sans « grand architecte » du champ migratoire, ni « main invisible », l'accumulation d'un ensemble de trajectoires individuelles, produit, par effet de composition, une certaine forme, observable au niveau macroscopique. Cette forme, c'est-à-dire ce qui est observable, visible – dans notre cas à travers l'étude diachronique des stocks de Colombiens en Espagne et des flux qui les ont produits – a de surcroît la propriété d'être ici très dynamique. On peut d'ailleurs retracer la trajectoire de cette forme, la trajectoire morphologique du champ migratoire colombien en Espagne. Plusieurs moments de rupture ont été repérés. Le pôle espagnol du champ migratoire colombien connaît trois moments de bifurcations, un premier entre 1996 et 1998, un deuxième en 2002, et un dernier en 2008. Ces trois moments critiques, observables au plan macroscopique, coïncident respectivement avec le début de la reprise économique en Espagne, la modification de la politique migratoire espagnole vis-à-vis des Colombiens en 2002, exigeant désormais la détention d'un visa pour pénétrer sur le territoire espagnol, et la traduction de la crise américaine des *subprimes* en crise financière et économique mondiale.

La seconde section de ce chapitre a dépassé ce cadre explicatif, limité à l'observation formelle du déploiement de la trajectoire individuelle de Pablo et de la trajectoire du champ migratoire colombien depuis les années 1990. Elle a permis de conceptualiser cette dynamique et d'articuler les deux échelles, l'une individuelle, l'autre collective. Le champ migratoire se développe ainsi selon un principe d'auto-organisation défini comme « un processus naturel dans lequel des agents, ou des entités en interaction, n'ont pas été « programmés » pour construire une forme particulière d'organisation » (Thiétart 2000). Ce principe d'auto-organisation confère donc au champ migratoire des propriétés émergentes rendant très dynamique son évolution dans le temps. Cette dimension auto-organisée n'avait pas été saisie par les travaux pionniers du système migratoire (Mabogunje, Zlotnik, Fawcett) faute de données adéquates pour en attester le principe. Nous souhaitons ici réinvestir ce terme en relatant la morphogenèse du système migratoire colombien en Espagne. Pour faire ce récit, nous adopterons un plan chronologique, conforme à notre représentation de l'évolution de cette forme. La morphogenèse du pôle espagnol du système migratoire colombien sera ainsi exposée en trois parties de résultats. Après avoir rendu compte de l'émergence du système migratoire colombien en Espagne (Partie II), nous dévoilerons les processus ayant permis le développement de ce système (Partie III). La dernière partie contribuera

à mettre en lumière les processus de transformation du système migratoire depuis la crise économique de 2008 (Partie IV).

Chapitre 2 : Observer l'évolution du système migratoire à partir de sources quantitatives espagnoles et colombiennes

Introduction

« *Au commencement était la liste. Symbole de l'activité de l'État, on la retrouve dans les plus anciennes traces écrites, chinoise, sumérienne ou égyptienne. L'état (avec un petit e) est l'outil de base de l'État (avec un grand E)* » (Desrosières 2008, p. 103).

Le premier chapitre a montré la nécessité de fonder le macro par le micro, de concevoir le champ migratoire comme l'effet de composition de trajectoires individuelles. Ce chapitre propose une réponse méthodologique au défi théorique lancé par le chapitre précédent, à travers une exposition des différentes bases de données quantitatives utiles à cette recherche, retraçant le processus qui mène de l'information individuelle à l'information agrégée.

Mener une enquête sur un groupe d'individus, dispersés par-delà des frontières nationales, qui plus est, sur la durée, pose quelques difficultés méthodologiques. Si cette thèse entend bien mener une enquête quantitative multi-située sur un groupe de migrants, elle ne s'appuie pas pour autant sur un système d'enquêtes pensé en amont pour être cohérent, contrairement à d'autres tentatives de mise en œuvre d'enquêtes quantitatives multi situées telles l'enquête sur les migrations entre l'Afrique et l'Europe (Beauchemin et al. 2013) ou encore les enquêtes sur les migrations effectuées depuis le Mexique dans le cadre du *Mexican Migration Project* (Massey et al. (eds.) 1990). Le corpus de données quantitatives exploitées ici est exclusivement composé d'enquêtes statistiques publiques à caractère national, qu'il s'agisse des statistiques de changement résidentiel issues des registres de population espagnols (EVR), des recensements espagnol ou colombien, ou encore de l'enquête nationale sur les immigrants (ENI). L'objectif de ce chapitre est d'exposer les différentes sources mobilisées afin de rendre compte au mieux de la richesse mais aussi des limites de telles données. L'attention sera notamment portée aux contextes de production et à la genèse de ces différentes sources, afin de situer au mieux dans le temps et dans l'espace des données trop souvent considérées comme « objectives » et confondues avec l'objet observé. L'étymologie même du mot statistique rappelle que la genèse de cette dernière est liée à une période historique déterminée. Issu du latin « *status* » qui signifie état, l'histoire de la statistique est inévitablement liée à la naissance des États modernes, comme le rappelle la citation d'Alain Desrosières en exergue. S'assurer de la contextualisation des données permettra de savoir « d'où l'on parle ». Comment dès lors étudier des migrations internationales au moyen d'une statistique essentiellement nationale ? Quelles sont les conditions de réalisation de « quantitatif multi-situé » ? Comment articuler les échelles à partir de la statistique publique ?

Ce chapitre a précisément pour objet de montrer comment un cas d'étude précis, le système migratoire colombo-espagnol, pourrait être observé dans le cadre d'une perspective multi-scalaire et multi-située. Pour décrire ces données, nous avons fait le choix d'une progression historique en commençant par la source la plus ancienne, le *padrón municipal de habitantes*. Après avoir montré (2.1) en quoi les registres de population et les statistiques des changements résidentiels qui leurs sont associées permettent d'étudier les flux d'immigration, d'émigration et de migration interne en Espagne, nous montrerons en quoi le recensement colombien de 2005 aide à mieux connaître les municipes d'origine des émigrés colombiens (2.2). La présentation du recensement

espagnol de 2011 montrera l’utilité de cette source pour analyser certaines mobilités spatiales (2.3). Nous présenterons alors comment les parcours migratoires peuvent être saisis dans toute leur complexité grâce à l’Enquête Nationale sur les Immigrants de 2007 (2.4). Enfin, la trajectoire d’un migrant colombien sera confrontée à ce que ces données peuvent en dire, ce qui permettra d’exposer pleinement les portées et limites de notre système d’investigation (2.5). Une synthèse de l’ensemble des sources de données sera effectuée à la fin du chapitre (2.6).

2.1 Étudier les flux d'immigration, d'émigration, de migration interne à partir des statistiques espagnoles des changements résidentiels

Le registre de population se définit comme « un système de collecte des données par les services publics selon lequel les caractères démographiques et socioéconomiques de l'ensemble d'une population ou d'une partie de la population font l'objet d'un enregistrement continu » (INED 2016). Bien que les ancêtres des registres de population remontent à des millénaires[35] (Poulain et Herm 2013, p. 218), les premiers registres municipaux de population ont été inventés au XVIII^e^ siècle en Europe (en 1749 en Suède). En Europe, le registre de population est partiellement ou exclusivement utilisé pour compter la population dans une majorité de pays européens[36] dont l'Espagne (Valente 2010, p. 2). « Ces registres contiennent des informations sur chaque individu résident de la commune : le plus souvent, ses nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, adresse, situation matrimoniale, nationalité, éventuellement profession, lieu de résidence antérieure, lien avec le chef de ménage, etc. » (*Ibid.*, p. 1). Contrairement au recensement de la population, effectué de façon discrète à intervalle de temps plus au moins régulier, le registre de population est mis à jour en continu, tout changement de situation concernant un individu étant censé y être consigné par une déclaration obligatoire ou une procédure de couplage avec d'autres fichiers : naissance, décès, changement de résidence, mariage, divorce ou changement de profession (Valente 2010, p. 1). Au-delà de son caractère continu, l'intérêt du registre est son exhaustivité (Poulain et Herm 2013) car « tout nouvel habitant emménageant dans un lieu doit notamment se déclarer à sa nouvelle commune qui le rajoute alors au registre, de même qu'il doit déclarer son départ lorsqu'il la quitte » (Valente 2010, p. 1). Il s'agit donc d'outils de comptage de la population très anciens, fonctionnant traditionnellement au niveau local, mais qui ont acquis dans les dernières décennies, en lien avec les changements permis par l'informatisation, une dimension nationale, par le regroupement de tous les fichiers communaux dans un fichier centralisé. En Espagne, la décision de centralisation des données du registre est relativement tardive, puisqu'elle a eu lieu en 1996, soit plus d'un siècle après son institution au niveau local (Poulain et Herm 2013).

Le registre de population espagnol se nomme « *padrón municipal de habitantes* ». Ses origines remontent aux « *cartas de vecindades* » du XVI^e^ siècle, livres dans lesquels on rassemblait les noms des personnes désirant devenir des « *vecinos* » de plein droit d'une ville (« *población* ») et desquels, on retirait le nom lorsqu'un habitant quittait la ville (« *desvencidades* »). Au XIX^e^ siècle, le *padrón* s'institutionnalise juridiquement de façon progressive. En 1823, un premier décret royal ordonne aux mairies la constitution d'un registre chaque année au mois de janvier. En 1857, un nouveau décret royal, répondant aux préoccupations du pouvoir liées à la difficulté de comptabiliser la population espagnole, promulgue la création d'un enregistrement nominal et simultané de tous les habitants et étrangers qui commencera et se terminera le même jour dans toute la péninsule. En 1870, une loi décrète que l'enregistrement doit être quinquennal. En 1924, un nouveau règlement instaure le *padrón* comme instrument d'information publique relatif aux habitants et à leurs qualités (« *cualidades* »), il aura désormais lieu tous les ans. Le règlement

[35] Un registre de ménages et d'individus a été retrouvé à l'époque de la dynastie Han, au second siècle avant J.-C. (Poulain et Herm 2013, p. 218)

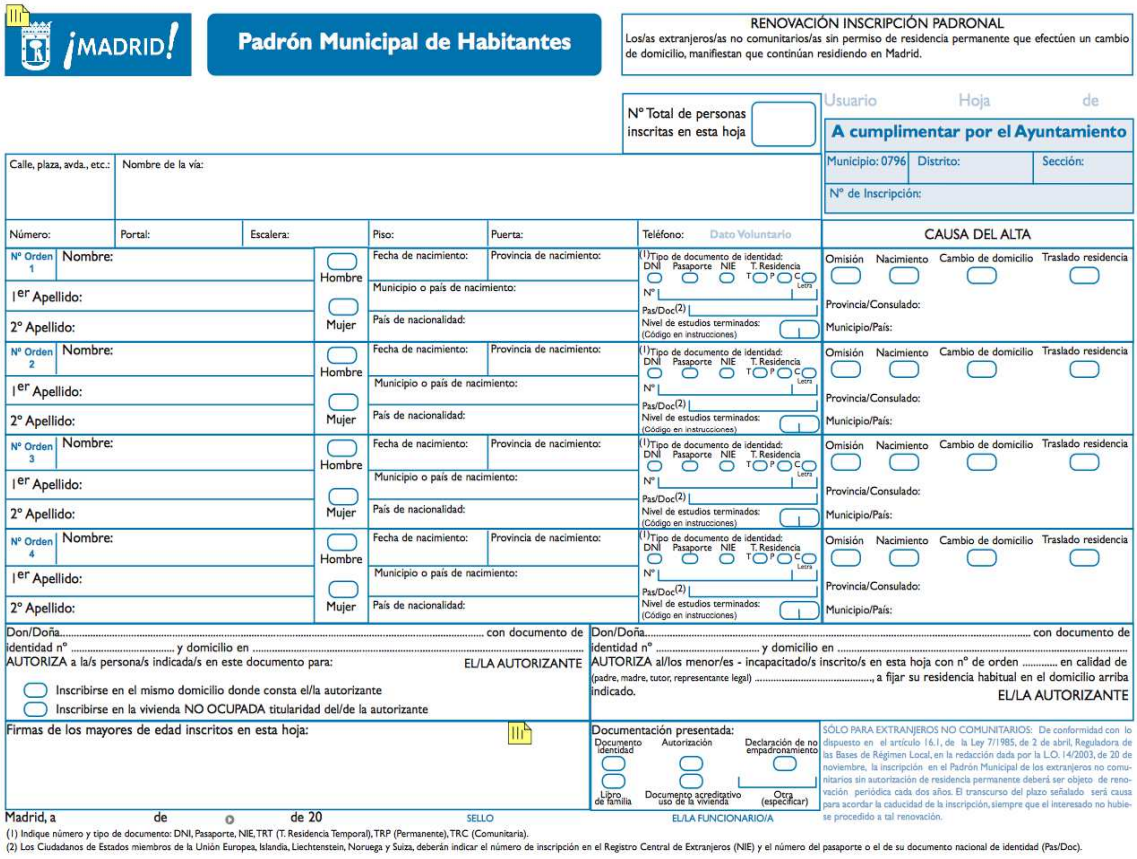
[36] En Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, au Danemark, en Suisse, en Italie, en Slovénie, en Autriche, en République Tchèque, en Pologne, en Lituanie, en Lettonie, en Estonie, en Finlande, en Suède et en Norvège.

stipule aussi qu’un habitant ne puisse être enregistré que dans une seule municipalité (García Perez 2007).

En dépit d’une obligation d’inscription au registre municipal, en pratique la population est d’abord réticente à cette formalité administrative. Ce sont des contraintes qui poussent les Espagnols à remplir les formulaires municipaux : pour obtenir les passeports (« *pasaportes* ») et passeports locaux (« *pases* »), c’est-à-dire la possibilité de se déplacer dans la péninsule, il faut être enregistré au *padrón*. À partir de 1874, la carte d’identité locale (« *cédula de vecindad* ») devient une carte d’identité nationale (*Documento Nacional de Identificación* ou « *cédula personal* »), réquisit indispensable pour travailler, se déplacer, déménager, pour accéder à toute démarche administrative. Or, une fois encore ce document n’est fourni qu’en cas d’inscription au registre municipal.

Le *padrón* est redéfini en 1996. Selon l’article 15 de la loi numéro 4 du 10 janvier 1996, toute personne résidant en Espagne doit obligatoirement s’inscrire dans le registre où il vit habituellement. Si elle a plusieurs résidences, elle doit s’enregistrer là où elle réside la majeure partie du temps. Elle doit par ailleurs se retirer du registre lorsqu’elle déménage dans une autre commune. En cas de refus, d’information fausse, d’omission ou de non enregistrement, la personne est passible de sanctions. Les données recueillies sont les suivantes : prénom, nom, nationalité, lieu et date de naissance, numéro national d’identité, niveau d’études (figure 2.1). L’inscription au *padrón* recouvre alors deux fonctions. Pour l’État, il s’agit de connaître le nombre exact d’habitants vivant dans un municipe. Pour le citoyen, il constitue un document officiel permettant d’accéder à de nombreuses démarches administratives et aides sociales, au droit de vote.

Figure 2.1 Formulaire d'inscription au registre de population madrilène (Source : sede.madrid.es)



¡MADRID!

Padrón Municipal de Habitantes

RENOVACIÓN INSCRIPCIÓN PADRONAL
Los/as extranjeros/as no comunitarios/as sin permiso de residencia permanente que efectúen un cambio de domicilio, manifiestan que continúan residiendo en Madrid.

Nº Total de personas inscritas en esta hoja

Usuario Hoja de

A cumplimentar por el Ayuntamiento

Municipio: 0796 | Distrito: | Sección:

Nº de Inscripción:

Calle, plaza, avda., etc.: | Nombre de la vía:

Número: | Portal: | Escalera: | Piso: | Puerta: | Teléfono: Dato Voluntario

CAUSA DEL ALTA

Nº Orden 1 Nombre: | 1er Apellido: | 2º Apellido: | Hombre | Mujer
Fecha de nacimiento: | Provincia de nacimiento: | Municipio o país de nacimiento: | País de nacionalidad:
(1)Tipo de documento de identidad: DNI Pasaporte NIE T. Residencia T P C Letra | Nº | Pas/Doc(2) | Nivel de estudios terminados: (Código en instrucciones)
Omisión Nacimiento Cambio de domicilio Traslado residencia | Provincia/Consulado: | Municipio/País:

Nº Orden 2 Nombre: | 1er Apellido: | 2º Apellido: | Hombre | Mujer
Fecha de nacimiento: | Provincia de nacimiento: | Municipio o país de nacimiento: | País de nacionalidad:
(1)Tipo de documento de identidad: DNI Pasaporte NIE T. Residencia T P C Letra | Nº | Pas/Doc(2) | Nivel de estudios terminados: (Código en instrucciones)
Omisión Nacimiento Cambio de domicilio Traslado residencia | Provincia/Consulado: | Municipio/País:

Nº Orden 3 Nombre: | 1er Apellido: | 2º Apellido: | Hombre | Mujer
Fecha de nacimiento: | Provincia de nacimiento: | Municipio o país de nacimiento: | País de nacionalidad:
(1)Tipo de documento de identidad: DNI Pasaporte NIE T. Residencia T P C Letra | Nº | Pas/Doc(2) | Nivel de estudios terminados: (Código en instrucciones)
Omisión Nacimiento Cambio de domicilio Traslado residencia | Provincia/Consulado: | Municipio/País:

Nº Orden 4 Nombre: | 1er Apellido: | 2º Apellido: | Hombre | Mujer
Fecha de nacimiento: | Provincia de nacimiento: | Municipio o país de nacimiento: | País de nacionalidad:
(1)Tipo de documento de identidad: DNI Pasaporte NIE T. Residencia T P C Letra | Nº | Pas/Doc(2) | Nivel de estudios terminados: (Código en instrucciones)
Omisión Nacimiento Cambio de domicilio Traslado residencia | Provincia/Consulado: | Municipio/País:

Don/Doña..... con documento de identidad nº ..... y domicilio en .....
AUTORIZA a la/s persona/s indicada/s en este documento para: EL/LA AUTORIZANTE
Inscribirse en el mismo domicilio donde consta el/la autorizante
Inscribirse en la vivienda NO OCUPADA titularidad del/de la autorizante

Don/Doña..... con documento de identidad nº ..... y domicilio en .....
AUTORIZA al/los menor/es - incapacitado/s inscrito/s en esta hoja con nº de orden ..... en calidad de (padre, madre, tutor, representante legal) ....., a fijar su residencia habitual en el domicilio arriba indicado. EL/LA AUTORIZANTE

Firmas de los mayores de edad inscritos en esta hoja:

Documentación presentada:
Documento identidad | Autorización | Declaración de no empadronamiento | Libro de familia | Documento acreditativo uso de la vivienda | Otra (especificar)

SÓLO PARA EXTRANJEROS NO COMUNITARIOS: De conformidad con lo dispuesto en el artículo 16.1, de la Ley 7/1985, de 2 de abril, Reguladora de las Bases de Régimen Local, en la redacción dada por la L.O. 14/2003, de 20 de noviembre, la inscripción en el Padrón Municipal de los extranjeros no comunitarios sin autorización de residencia permanente deberá ser objeto de renovación periódica cada dos años. El transcurso del plazo señalado será causa para acordar la caducidad de la inscripción, siempre que el interesado no hubiese procedido a tal renovación.

Madrid, a de o de 20 SELLO EL/LA FUNCIONARIO/A

(1) Indique número y tipo de documento: DNI, Pasaporte, NIE, TRT (T. Residencia Temporal), TRP (Permanente), TRC (Comunitaria).
(2) Los Ciudadanos de Estados miembros de la Unión Europea, Islandia, Liechtenstein, Noruega y Suiza, deberán indicar el número de inscripción en el Registro Central de Extranjeros (NIE) y el número del pasaporte o el de su documento nacional de identidad (Pas/Doc).

La construction des statistiques de changements résidentiels (EVR), qui nous permettent ici de mesurer les flux migratoires vers/depuis l'Espagne, s'élabore précisément à partir des données du registre de population. Elles contiennent en effet les soldes de mobilité résidentielle annuels tant internes, entre les différents municipes espagnols, qu'internationaux, entre les municipes espagnols et l'étranger. Le « défaut » principal de ces données est que certaines personnes qui résident ailleurs pour une courte période ne déclarent pas les changements de résidence. D'autres ne veulent pas déclarer leur changement de résidence en dehors du territoire espagnol, car des droits d'accès aux services publics sont associés au registre municipal. L'Institut National de Statistiques (INE) a essayé de corriger cette sous-déclaration des changements de résidence internationaux de la part de la population migrante en instaurant des mesures de radiation des registres lorsque les personnes immigrées ne confirment pas leur résidence au bout de deux ans depuis le dernier enregistrement. C'est ainsi, que depuis le premier janvier 2006, les autorités locales appliquent une mesure de « radiation par caducité » (*bajas por caducidad*) lorsque les personnes nées à l'étranger, sans résidence dans l'Union Européenne et sans titre de séjour permanent, n'ont pas renouvelé leur inscription. Une radiation par caducité est ici considérée comme une sortie du territoire espagnol sans indication du pays de destination de la mobilité résidentielle. En théorie, non seulement les migrants réguliers s'inscrivent dans le registre municipal, mais également les migrants en situation irrégulière, puisque depuis les années 2000, le registre municipal octroie des droits d'accès aux systèmes publics, de santé et d'éducation. Cependant, les immigrés continuent à sous-déclarer leurs changements de résidence (Larramona 2013). Hormis ces mesures de radiation pour caducité, pour une partie des registres on connaît la destination de l'émigration depuis l'Espagne, ce qui nous permet donc de distinguer les retours

dans les pays de naissance, des ré-émigrations vers des pays tiers situés en dehors du couple migratoire. Parmi les sorties de personnes nées à l'étranger des registres sur la période 2006-2014, 42% sont des radiations administratives, 40% sont des destinations inconnues mais pour lesquelles la sortie du territoire espagnol est confirmée, et 18% sont des sorties aux destinations connues. Chaque année, l'INE met à disposition les EVR sous forme de micro-données en accès libre[37]. On dispose donc ici des EVR pour la période 1988-2014[38], période jalonnée par des ruptures statistiques, notamment au milieu des années 2000 lorsque la couverture de la population immigrée par ces registres s'est améliorée. Il s'agit donc de données exhaustives des changements résidentiels en Espagne. Chaque ligne du fichier correspond à une mobilité résidentielle, une personne qui a déclaré plusieurs changements de résidence dans le registre municipal peut apparaître de nombreuses fois dans le fichier de micro-données[39].

Résumons, dans le cas des Colombiens, les EVR nous permettront dans cette thèse de mesurer depuis la fin des années 1980, leurs migrations vers l'Espagne, les migrations intermunicipales qu'ils ont effectuées au sein de la péninsule, et leurs émigrations depuis l'Espagne. Pour chaque type de mobilité, nous connaîtrons le lieu d'origine et lieu de destination. Selon que le lieu se trouve en Espagne ou à l'étranger, la précision ne sera cependant pas identique. En effet, on connaît précisément le pays s'il s'agit d'un lieu étranger et le municipe s'il s'agit d'un lieu en Espagne (lorsque la taille du municipe excède 10 000 habitants, dans le cas contraire, seule la province est connue). À ces informations géographiques, s'ajoutent trois informations sur les individus qui effectuent la mobilité : sexe, âge, nationalité.

Alors que le *padrón* est une source actualisée en continu mais contenant peu d'information sur les personnes, les recensements collectent en général plus d'informations mais de manière discontinue.

2.2 Connaître les municipes d'origine des émigrés colombiens d'après le recensement colombien de 2005

La Colombie, ancienne colonie espagnole, n'a pas hérité du *padrón* de l'Espagne. Cela est sans doute lié au fait que l'indépendance colombienne a eu lieu en 1811, soit bien avant l'émergence du registre de population dans sa forme moderne dans la péninsule ibérique. En revanche, comme la majorité des pays du monde, la Colombie s'est dotée de l'autre appareil statistique permettant de dénombrer la population : le recensement de population. Celui-ci a pour objectif de compter la population d'un pays à un moment donné en répondant aux quatre principes suivants : l'exhaustivité, le dénombrement individuel, la simultanéité et la périodicité. Le premier recensement colombien remonte avant l'indépendance, à l'année 1770, s'agissant à l'époque d'un comptage simple de la population avec principalement des informations sur le sexe et la « race ». Au fur et à mesure des 22 recensements effectués depuis, l'information du questionnaire a sensiblement évolué. Hormis le socle d'objectifs communs aux différents recensements - dénombrer la population du pays, saisir ses principales caractéristiques démographiques et socio-

[37] http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=/t20/p307/&file=inebase

[38] Les données sont mises à jour environ deux ans après leur collecte. Par exemple en mai 2017, nous n'avons accès qu'aux données de l'année 2015 et des années précédentes.

[39] L'INE a un identifiant unique pour chaque individu mais nous n'avons pas eu accès à celui-ci. Il est donc impossible de reconstituer la trajectoire pour un utilisateur des micro-données disponibles en ligne.

économiques, dénombrer les logements et les ménages, actualiser les cartographies urbaine et rurale, déterminer la répartition spatiale de la population, produire de l’information spécialisée pour la prise de décision administrative (DANE 1981; DANE 1986; DANE 1996; Le Roux 2015, p. 87) - le dernier recensement disponible, datant de 2005, contient des informations susceptibles d'intéresser fortement un chercheur entreprenant des travaux sur la migration internationale colombienne.

En effet, c’est un des premiers recensements latino-américains à intégrer une question sur les membres du ménage recensé résidant à l’étranger. Par ménage, il est ici question de l’*hogar* colombien défini comme une personne ou un groupe de personnes, parents ou non, qui occupent la totalité ou une partie du logement. Ils subviennent à leurs besoins quotidiens sans nécessairement participer à un budget commun, en revanche ils partagent la plupart du temps leurs repas. C’est donc une entrée par les pratiques (corésidence, commensalité) et non par le lignage, le patronyme ou encore la « consanguinité » qui est privilégiée. Une famille peut donc correspondre à la définition d’*hogar* à condition de répondre à ces conditions. Le bulletin du recensement colombien propose alors au choix de cocher l’une des cases correspondant à Venezuela, Espagne, États-Unis, Mexique, Costa Rica, Équateur, Panama, Australie, Canada, Pérou, Bolivie ou « Autre Pays » et d’indiquer le nombre de personnes résidant dans chacun de ces pays. De plus, on connaît pour chaque membre du ménage, la date d‘émigration regroupée en trois périodes : avant 1996, de 1996 à 2000, de 2001 à 2005 (figure 2.2).

Figure 2.2 Extrait 1 du questionnaire du recensement colombien 2005 (Source : DANE)

22. ¿Alguna o algunas personas, siendo miembros de este HOGAR, se han ido a VIVIR de MANERA PERMANENTE al EXTERIOR?

1 Sí

1.1 ¿CUÁNTAS en total?

1.2 ¿En qué PAÍSES RESIDEN ACTUALMENTE y en cuál de los siguientes periodos se produjo su salida?

País de residencia actual	2001 - 2005	1996 - 2000	Antes de 1996
	¿CUÁNTOS?		
Venezuela			
Estados Unidos			
España			
México			
Costa Rica			
Canadá			
Australia			
Ecuador			
Panamá			
Perú			
Bolivia			
Otro país			

2 No → Pase a CTL3

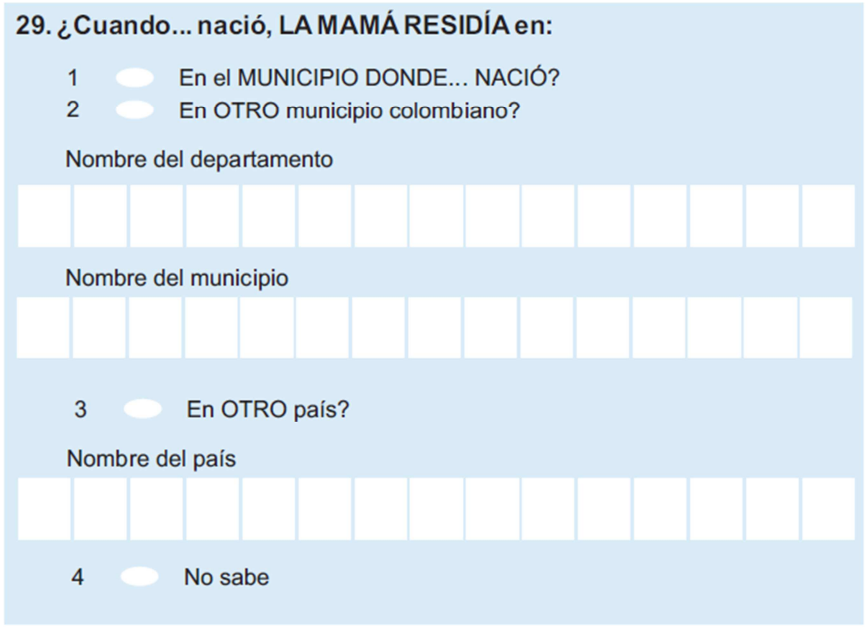
Cette méthode de comptage des émigrants internationaux conduit à une sous-estimation des émigrants. Ne sont pas comptés les émigrants appartenant à des ménages dont tous les membres ont émigré ou sont décédés, ou ceux dont le ménage a éclaté. On observe également une sous-déclaration des émigrés pour masquer leur migration irrégulière ou la réception de remises par le ménage enquêté. En outre, il est difficile d'identifier précisément qui faisait ou non partie du ménage, si le départ est ancien (Khoudour-Castéras 2007; Dureau 2008). En dépit de ces critiques, la question sur les membres du ménage à l'étranger permet d'entrevoir des liens entre les municipes d'origine des émigrants internationaux et les lieux d'émigration internationale. Des tableaux croisant lieu et période d'émigration selon le municipe[40] d'origine sont disponibles sur internet. Malheureusement, en dépit de l'excellente mise à disposition des données agrégées sur

[40] On en compte environ un millier en Colombie.

internet, l'accès aux micro-données du recensement est pratiquement impossible[41] (Le Roux 2015, p. 116). Précisons ici que le *municipio* est la seconde unité administrative colombienne correspondant à un échelon entre la commune et le département français.

Comme la plupart des recensements, le *censo* colombien pose une question sur le lieu de naissance de tous les membres du ménage. Cette information a déjà fait l'objet d'exploitation à partir des recensements de 1973 et 1993 afin d'analyser les bassins migratoires internes[42] des métropoles colombiennes (Jaramillo 1999; Gouëset et Mesclier 2003). Cependant, concernant le recensement de 2005, le lieu de naissance des habitants des différents municipes colombiens n'est pas très détaillé. En effet, on connaît le département de naissance tout en ignorant le municipe exact de naissance des personnes nées en dehors du département où elles résident en 2005. Toutefois, une autre question du recensement porte sur le lieu de résidence de la mère de l'enquêté au moment de la naissance de ce dernier (figure 2.3). Cette variable, en plus d'être très détaillée géographiquement, présente l'intérêt d'appréhender les lieux « d'origine » des personnes indépendamment du parc des maternités.

Figure 2.3 Extrait 2 du questionnaire du recensement colombien de 2005 (Source : DANE)



Les données du recensement colombien sont ici utilisées pour analyser les lieux d'origine des migrants qui vivent en Espagne et dans les autres pays d'immigration mais aussi les lieux d'origine des quatre principales villes. Notre analyse portera donc sur une population d'environ un millier d'unités spatiales correspondant aux municipes colombiens, pour lesquels, nous connaîtrons le nombre de ressortissants résidant dans chacun des trois principaux pays

[41] Le Centre Latino-américain et caribéen de Démographie (CELADE) a développé une importante mise à disposition des données agrégées, issues des différents recensements nationaux, notamment grâce au logiciel REDATAM, permettant d'effectuer des requêtes assez précises, à l'échelle du municipe par exemple. Cependant, les bases de données individuelles demeurent, à ce jour, inaccessibles.

[42] Le bassin migratoire d'une ville désigne les lieux dont sont originaires les migrants internes qui habitent cette ville. En général, on observe une distribution concentrique de ces aires d'origine autour de la ville, prenant la forme d'un « bassin ».

d'émigration colombienne et dans chacune des quatre principales villes du pays. Par « être ressortissant » d'un lieu, nous entendons dans le cas des migrations internes le fait que la mère réside dans tel lieu au moment de la naissance d'ego et dans le cas de la migration internationale, le fait que le ménage d'origine du migrant international se trouve dans cet endroit. Prenons l'exemple d'un municipe quelconque en 2005. Nous connaîtrons le nombre d'habitants des quatre principales villes originaires du municipe en question. Nous connaîtrons pour chaque pays de résidence à l'étranger, le nombre de migrants colombiens appartenant aux *hogares* du municipe étudié. Le travail d'appariement de la base de données renseignant sur les émigrants internes résidant dans les quatre principales métropoles colombiennes, avec celle renseignant sur les émigrants internationaux, a nécessité un investissement temporel conséquent, puisqu'il nous aura fallu environ un mois pour disposer manuellement (la programmation REDATAM ne permettant pas d'effectuer des jointures de bases pour ces données-là, telles qu'elles étaient structurées) côte à côte dans le fichier, les informations issues des deux bases[43].

Lorsque les personnes quittent la Colombie pour s'installer en Espagne, hormis dans le *padrón*, elles apparaissent dans les recensements de la population qui sont au nombre de trois sur la période étudiée : 1991, 2001 et 2011. C'est cette dernière version du recensement que nous avons particulièrement exploitée.

2.3 Le recensement espagnol de 2011, outil de mesure partielle des mobilités spatiales

Si le recensement colombien obéit encore au principe d'exhaustivité[44], tel n'est pas le cas de la dernière version du recensement en Espagne. Alors que celui-ci est en vigueur depuis le XIX^{e} siècle (INE 2011a), avec une vague environ tous les dix ans, le recensement de 2011 détonne par l'originalité de sa mise en œuvre. Ses objectifs sont pourtant classiques (INE 2011b) : connaître les caractéristiques des immeubles (nombre d'étages, état de vétusté, période de construction), disposer d'information sur les logements (statut d'occupation, surface habitable, nombre de pièces), disposer d'informations sur les personnes (caractéristiques démographiques basiques – sexe, âge, nationalité –, composition du ménage, niveaux d'études, situation professionnelle, informations sur les migrations et les mobilités). La particularité de cette dernière vague de recensement est le caractère partiel de sa couverture. En effet, 12 % de la population seulement a été enquêtée, ce qui correspond à 5,7 millions de personnes et 3 millions de logements, répartis sur l'ensemble du territoire national. D'après l'INE, cette couverture partielle se justifie par l'abondance d'autres informations permettant de dénombrer la population, notamment celles issues du registre de population municipal.

Un point particulièrement intéressant des données du recensement est la richesse des données concernant les mobilités spatiales des habitants. Pour ce qui est du parcours migratoire, le questionnaire collecte des informations sur le dernier lieu de résidence, le lieu de résidence en

[43] Plus précisément, les données sur les origines des migrants internes et celles des migrants internationaux étaient organisées de manière différente. Pour joindre ces deux informations un long travail de « copie » et de « collage » de cellules EXCEL aura été nécessaire. En effet, cette opération aura été répétée autant de fois qu'il y a de municipes en Colombie.

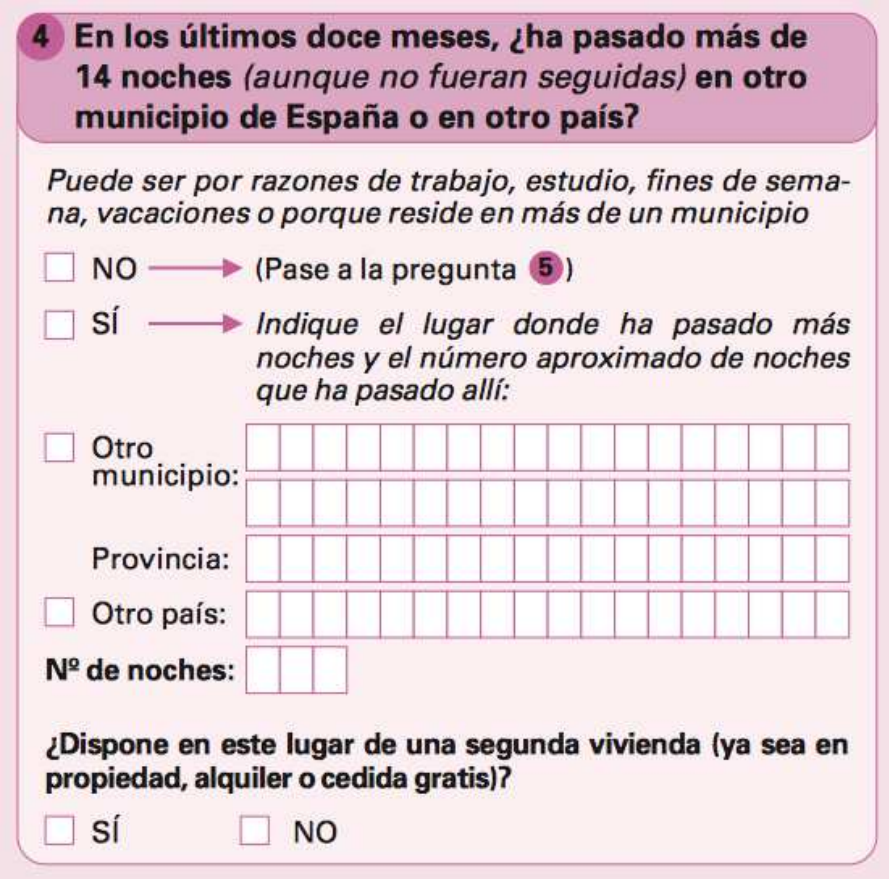
[44] La tendance actuelle est à une conversion des recensements en recensements partiels. Ainsi, en France, depuis 2003, le recensement ne couvre que 40% des populations des villes de plus de 10 000 habitants.

2010, le lieu de résidence en 2001– s’il s’agit d’un pays étranger, l’information est disponible au pays près.

À cette information sur le parcours migratoire des individus, s’ajoute une information capitale sur les mobilités non résidentielles réalisées dans l’année. Le questionnaire interroge les personnes sur l’existence d’un lieu en Espagne ou dans un autre pays, où elles auraient passé plus de quatorze nuits (éventuellement non consécutives) au cours des douze derniers mois, que cette mobilité ait été suscitée pour des raisons professionnelles, d’études, de vacances, ou de multi-résidence. La question suivante demande aux personnes si elles disposent d’un logement dans ce lieu, quel que soit le statut d’occupation (propriétaire, locataire, hébergé).

Cette grande innovation du recensement de 2011 permet potentiellement de repérer les personnes effectuant des mobilités circulaires entre l’Espagne et un autre pays, et de comparer ce pays aux autres pays dans lesquels elles auraient résidé durant le parcours migratoire antérieur. La principale faiblesse de cette question est qu’elle limite le nombre de lieux que l’on puisse déclarer et contraint les enquêtés ayant passé plus de quatorze nuits dans deux lieux différents à en choisir un seul en définitive. Ainsi, une personne vivant et travaillant à Grenade, mais se rendant régulièrement au siège de son entreprise à Séville, tout en rendant visite tous les ans à sa famille en Italie, devra faire le choix de déclarer ou bien, Séville ou bien l’Italie (figure 2.4).

Figure 2.4 Extrait du questionnaire du recensement espagnol de 2011 (Source : INE)



Les trois recensements espagnols (1991, 2001 et 2011) permettront donc de suivre l'évolution du stock de Colombiens dans le temps en complément des données du *padrón*. La dernière mouture permettra également de situer différents pays dans les mobilités spatiales des Colombiens, grâce aux questions sur le pays de résidence en 2001, en 2010 et grâce aux informations sur les pays où les individus ont effectué un séjour de plus de quatorze nuits au cours des douze mois avant l'enquête.

Au-delà des recensements et registres, les chercheurs travaillant sur les migrations en Espagne dans les années 2000 peuvent s'appuyer sur une enquête permettant d'analyser les trajectoires des individus dans toute leur complexité.

2.4 Saisir les parcours migratoires dans toute leur complexité à l'aide de L'Enquête Nationale sur les Immigrants de 2007

Contrairement aux recensements et aux registres, *L'Encuesta Nacional de Inmigrantes* (ENI) a été réalisée sur un échantillon de ménages migrants en 2007. Cette enquête a été créée dans le but de compléter les sources statistiques déjà disponibles pour étudier les migrations en Espagne (recensements et registres de population municipale) et pour combler l'absence de données permettant d'explorer ce contingent de migrants arrivés essentiellement depuis le début des années 2000 (Reher et Requena (eds.) 2009). Diverses institutions ont été rattachées à l'élaboration de cette enquête. Portée par les intérêts scientifiques d'un groupe de chercheurs de *l'Universidad Complutense de Madrid* dirigés par David-Sven Reher et Miquel Requena, l'ENI s'est vu financée par le Ministère du Travail et de l'Immigration et la tâche de sa réalisation a été confiée à l'INE. S'inspirant des travaux espagnols (Pascual de Sans, Solana Solana et De Miguel Luken 2007) et anglo-saxons sur les réseaux migratoires (Tilly et Brown 1967; Wilson et Portes 1980; Massey et al. (eds.) 1990)[45], les concepteurs du questionnaire de l'Enquête, ont permis d'envisager l'individu dans une inscription spatiale plus large que la simple dyade lieu de naissance/lieu de résidence. Contrairement aux recensements et registres de population, sources statistiques classiques rattachant traditionnellement les enquêtés à deux lieux d'appartenance spatiale, à savoir le lieu de résidence actuel et le lieu de naissance, l'ENI permet de situer l'individu dans un réseau de lieux plus vaste (encadré 2.1).

[45] Il s'agit des principaux travaux sur les migrations cités dans le rapport de l'enquête (Reher D.-S. *et al*, 2008)

Encadré 2.1 Comment se représenter l'appartenance spatiale des individus ?

Une lecture de la migration uniquement à partir de la grille de lecture offerte par le recensement ou le registre (un lieu de naissance différent du lieu de résidence implique l'existence d'une migration) ne tire pas profit des apports de la littérature critique à l'égard de la vision ponctiforme et simpliste de l'inscription spatiale des individus.

« Sortir de cette aporie requiert d'en revenir à la racine théorique des modèles classiques, et de concevoir différemment l'ancrage spatial des personnes. Plutôt que de le saisir dans un lieu (la résidence) et à un moment (celui de l'observation), on peut y intégrer les principales références spatiales pertinentes pour l'individu, notamment celles qu'il a héritées de ses trajectoires passées et de la localisation de ses proches. Cette double extension, spatiale et temporelle permet alors de distinguer des déplacements laissant intact l'essentiel de l'environnement du migrant, et d'autres qui au contraire marquent une rupture. » (Rosental 1999, p. 50‑51).

Ce mot d'ordre suggéré par Paul-André Rosental en 1999 s'inscrit dans un courant de renouveau dans l'analyse démographique des objets classiques tels que les migrations, « situant l'analyse à un niveau intermédiaire entre individu et structure sociale, et qui ne serait plus ni micro ni macro mais méso » (Robette 2012b, p. 239). Ce renouveau puise ses racines dans le contexte scientifique des années 1970, où des échanges féconds ont eu lieu entre démographes et géographes autour de la notion d'espace de vie[46]. D'Armand Frémont qui propose de définir l'espace de vie comme « l'ensemble des lieux fréquentés », l'espace social comme « l'ensemble des interrelations sociales spatialisées » et l' « espace vécu » comme la synthèse des deux premiers types d'espace (Frémont 1974; Robette 2012a, p. 21), à Daniel Courgeau qui a introduit la question de l'espace en démographie (Courgeau 1970; Courgeau 1975) on observe dans cette petite révolution épistémologique, une même influence démo-géographique, venue du nord de l'Europe, celle de Torsten Hägerstrand[47]. À notre connaissance, c'est le premier auteur à avoir thématisé le problème de la multiple inscription spatiale des individus [48] (Hägerstrand 1957, p. 27).

En Espagne, la prise en compte des multiples inscriptions spatiales a fait l'objet de nombreux travaux dont les premiers datent des années 1980 (Pascual de Sans 1983; Pascual de Sans, Solana Solana et De Miguel Luken 2007; Recaño Valverde 2010; De Miguel Luken, Solana Solana et Pascual de Sans 2011). Pour ces géographes et démographes espagnols, l'analyse de la mobilité et notamment du « retour » doit se faire dans un référentiel plus large que la dyade lieu de naissance/lieu de résidence actuel de l'individu, par exemple en prenant en compte l'ensemble des lieux fréquentés par la personne enquêtée ou alors les lieux de vie de son réseau et de sa famille en particulier.

Les populations cibles de l'ENI sont les personnes nées à l'étranger ayant 16 ans et plus au moment de l'enquête et résidant en Espagne depuis au moins un an avant, excluant de cet

[46] Selon un entretien que nous avons réalisé en février 2016 avec Daniel Courgeau à propos de son parcours scientifique, deux colloques sont fondateurs dans ces échanges, le colloque de Rouen de 1976 sur « l'espace vécu » et le IVème colloque de Démographie Africaine ayant eu lieu en 1975 à Ouagadougou.

[47] Dans le cas de Daniel Courgeau, cette influence se concrétise par une mission réalisée à Malmö, en Suède, où il échange avec T. Hägerstrand, lors de l'écriture de sa thèse à la fin des années 1960.

[48] On voit dans cette définition que l'espace de référence a une définition proprement individuelle.

échantillon les personnes nées en dehors de l'Espagne mais de nationalité espagnole à la naissance. Cette enquête est représentative de l'ensemble du territoire espagnol. Réalisée avec trois niveaux de sondage (sélection des secteurs de recensement, des logements, et d'une personne dans le logement), l'enquête a permis de collecter des informations sur 15 465 ménages avec au moins un migrant résidant dans ce logement à titre de résidence principale.

Les informations collectées s'organisent autour de huit modules :

- tableau de composition du ménage
- caractéristiques sociodémographiques
- expérience migratoire
- conditions dans le pays de départ
- arrivée en Espagne
- parcours professionnel en Espagne
- parcours résidentiel en Espagne
- relations avec le pays de naissance
- participation sociale et situation légale en Espagne

Dans cette thèse, nous exploiterons les données relatives :

- **aux lieux actuels et passés, de résidence de la famille nucléaire et de la fratrie**, à savoir les lieux de résidence du conjoint, des parents, des enfants et des frères et sœurs (même logement, même municipe, Espagne, pays de naissance ou un autre pays au libellé détaillé). La notion de conjoint (*conyúgue*) mérite ici d'être détaillée. Dans le cas où le conjoint ne vit pas au domicile de l'enquêté, soit dans les situations de conjugalité à distance, seuls les logements des époux/ses (*esposo/sa*) sont retenus. Pour les concepteurs du questionnaire, la seule forme de conjugalité légitime à distance est ainsi le mariage, ignorant alors, le phénomène de *living apart together* (LATs) (Mortelmans et al. 2015) et de *living apart together across borders* (LATAB) (Beauchemin et al. 2015), c'est-à-dire des personnes en couple, sans officialisation de leur relation par un mariage ou une union civile, mais vivant dans deux ou plusieurs logements différents voire dans différents pays.

  Nous connaissons ainsi les lieux de résidence de ces différents liens familiaux au moment de la migration vers l'Espagne - si l'enquêté a migré plusieurs fois dans sa vie en Espagne il s'agit de la dernière migration - et au moment de l'enquête en 2007.

- **à la connaissance de l'Espagne au moment de la migration**.
  Le questionnaire comporte un certain nombre de questions sur le rôle de la famille dans le projet migratoire. Une question interroge la personne sur l'éventuelle influence d'un ancien migrant en Espagne de retour dans son pays de naissance, sur la décision d'y migrer de l'enquêté. Si une personne a bel et bien exercé une telle influence, le questionnaire propose de définir le type de lien qui unit la personne enquêtée à la personne influente en trois modalités : membre de la famille/ ami ou voisin/ autre personne. Une autre question interroge sur l'existence d'une personne/contact en Espagne au moment d'arriver (*alguien a quién dirigirse*). En cas de réponse positive de l'enquêté, celui-ci peut alors détailler le type de lien qui l'unissait au contact en Espagne (membre de la famille, employeur ou agence d'emploi, passeur, amis, connaissances, autre type de lien).

- **aux relations entre l'enquêté et ses corésidents.**
  Le tableau de composition du ménage permet de connaître la relation de l'enquêté avec ses corésidents. La nature de ces liens est particulièrement bien détaillée en 13 modalités : conjoint, enfants, beaux-enfants (les enfants du conjoint), petits enfants, parents, beaux-parents (les parents du conjoint), frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, grands-parents, autres parents, amis, employeurs de services domestiques, employés de services domestiques, autres personnes sans liens de parenté. Une telle diversité possible des compositions des « groupes de corésidents » permettra alors de se faire une idée de la variété des situations de corésidences, des cohabitations avec des liens « forts » (Granovetter 1973; Lin 1995) (famille nucléaire, fratrie), aux cohabitations avec des liens censés être plus « faibles » (amis, employeurs, employés, famille élargie, autres liens sans parenté).

- **aux parcours migratoires des enquêtés**.
  Contrairement aux enquêtes biographiques dont la collecte s'appuie sur des matrices biographiques avec un premier vecteur colonne consacré au temps continu et les autres colonnes aux différentes trajectoires (résidentielle, familiale, professionnelle) (GRAB 2009), il s'agit ici d'une collecte « horizontale » reprenant les étapes successives du parcours migratoire international (et non des mobilités résidentielles) des enquêtés depuis la naissance. Le manuel d'enquêteur indique ainsi : « je vais vous poser quelques questions sur votre expérience et votre situation dans les différents pays où vous avez vécu au cours de votre vie. Donnez-moi d'abord le nom de chaque pays en commençant par le premier pays où vous avez migré et en terminant par l'Espagne. N'y incluez pas les pays où vous vous êtes rendus pour motifs de vacances ni ceux où vous êtes restés moins de trois mois. Si vous avez vécu plus d'une fois dans votre pays de naissance ou dans un autre pays, indiquez-le s'il vous plaît. » (INE 2007, p. 35). Nous disposons donc d'une succession d'étapes migratoires, dont nous pouvons calculer la durée en années vécues dans chaque étape, grâce à l'année calendaire de début de l'étape, qui est déclarée. Cependant, la précision au mois n'étant pas renseignée, le cas de figure de durées nulles pour des étapes migratoires entre trois mois et un an est probable. Dans ce cas de figure, nous avons ramené la durée de l'étape à 0,5 an. Avant d'aller plus loin, nous définirons notre vocabulaire d'analyse. Une étape migratoire est une période de séjour continu supérieure à trois mois pour un autre motif que des « vacances » dans une même aire géographique délimitée par des frontières nationales. Le pays de départ est le pays de naissance. Le pays d'installation est le pays d'enquête en 2007, l'Espagne. À ces précisions sur le lieu exact des pays antérieurs de résidence et de la durée de chaque étape, s'ajoutent d'une part une série de questions sur le(s) motif(s) associés à chacun des moments du parcours, que l'enquêté peut qualifier de motif pour retraite, pour mutation professionnelle, pour cause de chômage, pour recherche d'un meilleur emploi, pour des motifs religieux, pour des motifs politiques, pour raisons académiques, pour améliorer la qualité de vie, pour des raisons familiales (regroupement familial), en raison du coût de la vie, à cause du climat, pour motif de séjour temporaire en vue d'un transit vers un autre pays, pour d'autres raisons. D'autre part, l'enquêteur s'enquiert des personnes ayant accompagné la personne lors de sa mobilité : seul ou avec des connaissances, avec l'ensemble de la famille corésidente, avec une partie de la famille corésidente, avec de la famille non-corésidente (figure 2.5).

Figure 2.5 Extrait du questionnaire de l'ENI (Source : INE)

PAÍSES	País 1 NOP01	País 2 NOP02	País 3 NOP03	País 4 NOP04
1 País	PTRS01 ___	PTRS02 ___	PTRS03 ___	PTRS04 ___
2 ¿En qué año empezó a vivir en ..... *(nombre)?* *(Si no sabe rellene el peine con ceros)*	ANOP01 ____	ANOP02 ____	ANOP03 ____	ANOP04 ____
3 ¿Con quién se trasladó a este país? *(Varias opciones de respuesta son posibles)*				
Solo o con conocidos	SOLO01 ☐1 Sí ☐6 No	SOLO02 ☐1 Sí ☐6 No	SOLO03 ☐1 Sí ☐6 No	SOLO04 ☐1 Sí ☐6 No
Con la familia con la que convivía	FAM01 ☐1 Sí ☐6 No	FAM02 ☐1 Sí ☐6 No	FAM03 ☐1 Sí ☐6 No	FAM04 ☐1 Sí ☐6 No
Con parte de la familia con la que convivía	PFAM01 ☐1 Sí ☐6 No	PFAM02 ☐1 Sí ☐6 No	PFAM03 ☐1 Sí ☐6 No	PFAM04 ☐1 Sí ☐6 No
Con familiares con los que no convivía	FNC01 ☐1 Sí ☐6 No	FNC02 ☐1 Sí ☐6 No	FNC03 ☐1 Sí ☐6 No	FNC04 ☐1 Sí ☐6 No
4 ¿Por qué motivo se trasladó a este país? *(Varias opciones de respuesta son posibles)*				
Por jubilación	JUB01 ☐1 Sí ☐6 No	JUB02 ☐1 Sí ☐6 No	JUB03 ☐1 Sí ☐6 No	JUB04 ☐1 Sí ☐6 No
Por cambio de destino laboral	DSLA01 ☐1 Sí ☐6 No	DSLA02 ☐1 Sí ☐6 No	DSLA03 ☐1 Sí ☐6 No	DSLA04 ☐1 Sí ☐6 No
Por falta de empleo	FEMP01 ☐1 Sí ☐6 No	FEMP02 ☐1 Sí ☐6 No	FEMP03 ☐1 Sí ☐6 No	FEMP04 ☐1 Sí ☐6 No
Para buscar un empleo mejor	BEMP01 ☐1 Sí ☐6 No	BEMP02 ☐1 Sí ☐6 No	BEMP03 ☐1 Sí ☐6 No	BEMP04 ☐1 Sí ☐6 No
Por motivos políticos	POLI01 ☐1 Sí ☐6 No	POLI02 ☐1 Sí ☐6 No	POLI03 ☐1 Sí ☐6 No	POLI04 ☐1 Sí ☐6 No
Por motivos religiosos	RELI01 ☐1 Sí ☐6 No	RELI02 ☐1 Sí ☐6 No	RELI03 ☐1 Sí ☐6 No	RELI04 ☐1 Sí ☐6 No
Por razones formativas o educativas	EDUC01 ☐1 Sí ☐6 No	EDUC02 ☐1 Sí ☐6 No	EDUC03 ☐1 Sí ☐6 No	EDUC04 ☐1 Sí ☐6 No
Por la calidad de vida	CALV01 ☐1 Sí ☐6 No	CALV02 ☐1 Sí ☐6 No	CALV03 ☐1 Sí ☐6 No	CALV04 ☐1 Sí ☐6 No
Por razones familiares *(reagrupación familiar...)*	REAG01 ☐1 Sí ☐6 No	REAG02 ☐1 Sí ☐6 No	REAG03 ☐1 Sí ☐6 No	REAG04 ☐1 Sí ☐6 No
Por el coste de vida	COST01 ☐1 Sí ☐6 No	COST02 ☐1 Sí ☐6 No	COST03 ☐1 Sí ☐6 No	COST04 ☐1 Sí ☐6 No
Por el clima	CLIM01 ☐1 Sí ☐6 No	CLIM02 ☐1 Sí ☐6 No	CLIM03 ☐1 Sí ☐6 No	CLIM04 ☐1 Sí ☐6 No
Por estancia temporal en país de tránsito	TRNS01 ☐1 Sí ☐6 No	TRNS02 ☐1 Sí ☐6 No	TRNS03 ☐1 Sí ☐6 No	TRNS04 ☐1 Sí ☐6 No
Por otras razones	OTRS01 ☐1 Sí ☐6 No	OTRS02 ☐1 Sí ☐6 No	OTRS03 ☐1 Sí ☐6 No	OTRS04 ☐1 Sí ☐6 No

- **Circulations entre les différents lieux d’attache de l’enquêté**
  Fort de l’héritage des travaux anglo-saxons sur le transnationalisme (Glick-Schiller, Basch et Blanc Zanton 1992) et francophones (Doraï et al. 1998) sur la circulation migratoire, le questionnaire de l’ENI permet d’interroger les relations entretenues par le migrant avec son pays de naissance et avec d’autres pays où il pourrait avoir des connaissances. L’approche défendue par l’analyse des circulations migratoires sous-entend que le changement de lieu de vie induit par la migration, pourrait produire en retour un certain nombre d’autres formes de mobilité (Cortes et Faret 2009) : mobilité des capitaux à travers les transferts d’argent, mobilité des représentations et des images à travers les moyens de télécommunications (courrier postal, courriel, téléphone, etc.). Par ailleurs, les individus migrants ou leurs proches sont parfois amenés à se déplacer temporairement, pour des raisons liées aux vacances, à l’emploi, à l’entretien des relations familiales à travers des obligations, voire pour des motifs liés à des critères juridiques (renouvellement de visa). Ainsi, un certain nombre de personnes, de biens matériels et immatériels et de services circulent d’un lieu à l’autre. Au niveau individuel, le cadre familial peut être envisagé comme le périmètre principal de ces mobilités (encadré 2.2).

Encadré 2.2 Les différents lieux du système résidentiel familial reliés par des circulations

La migration peut être conçue comme une stratégie de reproduction de la famille. Depuis Aristote, la famille a été envisagée comme unité de reproduction économique et sociale. Selon Engels qui reprend les théories aristotéliciennes, deux fonctions coexistent au sein de la cellule familiale, le travail d'une part, permettant « la production des moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement et des outils qu'ils nécessitent », « la production des hommes eux-mêmes » d'autre part (Engels 1884). C'est dans cette tradition marxienne que certains travaux ont envisagé la migration comme une stratégie de reproduction. Dans le cas de la migration internationale, M. Burawoy souligne la dissociation entre le travailleur reproductif, c'est-à-dire la famille, et le travailleur productif, c'est-à-dire le migrant (Burawoy 1976) ; dans des contextes latino-américains, des auteurs envisagent également la migration rurale-urbaine comme une stratégie de reproduction familiale (Balán et Dandler 1987; Dureau et Dupont 1994; Quesnel et Del Rey 2004). La migration a ainsi pu être envisagée comme une stratégie de diversification des activités économiques. Cette diversification permettrait en retour de faire face aux aléas économiques dans les lieux d'origine. La multi-implantation de la famille correspondrait à une évolution des logiques de reproduction familiale, marquant un passage de la « communauté territoriale » à « l'économie d'archipel » (Quesnel 2009).

L'image de l'archipel renvoie à une famille, dont les membres seraient dispersés en îlots organisés autour d'une fonction commune de reproduction de la famille. Les études sur les dispersions familiales se sont par conséquent progressivement construites sans s'appuyer sur une vision statistique de la famille assignée au ménage et se sont donc efforcées de montrer le caractère pertinent de la prise en compte de la famille à cheval sur plusieurs lieux de résidence. La notion de système résidentiel apparaît ici comme un concept fécond pour penser l'articulation d'un ensemble de lieux de résidence familiaux. S'inspirant des contextes africains (Le Bris et al. 1987), ce concept a aussi été mobilisé dans l'analyse de contextes sud-américains (Dureau 2004) et européens (Pfirsch 2009; Dureau et Giroud 2014). Le système résidentiel se définit par un ensemble de lieux de résidence en interaction. Tant que l'accès entre les différents pôles de l'espace résidentiel est maintenu, la dispersion de la famille n'est pas forcément un obstacle à la reproduction et constitue au contraire une ressource. Les lieux de résidence de la famille font donc système par les interactions qui se déploient entre ces lieux. A. Osmont, à l'origine de ce concept avec E. Le Bris et D. Pinson, relève la circulation des enfants, les cérémonies familiales, la transmission du patronyme, l'endogamie familiale, la solidarité matérielle et les échanges économiques entres les membres, comme ciment du système résidentiel dakarois (Osmont 1987).

Cependant, si dispersion ne signifie pas forcément segmentation, on ne saurait affirmer que dispersion implique nécessairement mutualisation des ressources à des fins de reproduction. Comme le rappelle E. Ma Mung, la dispersion n'est pas toujours synonyme d'interaction prolongée à distance (Ma Mung 1999b). Dans un contexte de migration internationale, la question de la segmentation des familles mérite d'autant plus d'être posée que la distance, physique et juridique[49], est grande entre les lieux de résidence des familles des migrants. Les formes d'interaction à distance mises en évidence dans l'étude du transnationalisme familial sont ainsi construites autour de trois grands champs de recherche, celui des remises d'argent transférées d'un lieu de résidence familial à l'autre, celui de la circulation des membres de la famille entre les lieux de résidence et enfin celui de la communication régulière à distance entre ces mêmes membres (Le Gall 2005; Guarnizo 2006; Razy et Baby-Collin 2011; Carling, Menjívar et Schmalzbauer 2012).

[49] En raison des politiques migratoires restrictives.

Mesurer avec rigueur ces flux de personnes, de biens et de services, induits par la migration, n'est pas chose aisée. Ces problèmes de mesure peuvent par ailleurs entraîner une confusion sur le terme de circulation (Imbert 2014). Une collecte rigoureuse de ces mouvements a par exemple été proposée dans l'enquête sur les circulations à partir de Lisbonne (Dubucs et Imbert 2014) ou encore dans l'enquête sur les circulations migratoires en Bolivie et au Mexique (Baby-Collin et al. 2009). Hélas, l'ENI ne permet pas de mesurer avec autant de précision les caractéristiques spatio-temporelles de ces flux. Cependant, elle offre tout de même un aperçu de ces pratiques.

Ainsi, dans le module du questionnaire consacré aux relations avec le pays de naissance, figure une question portant sur le **maintien d'un contact** avec de la famille ou des amis vivant dans le pays d'origine. En cas de réponse positive à la question précédente, l'enquêté peut déclarer au choix l'un des moyens de communication suivants : téléphone, lettre écrite, courrier électronique/chat (précisons qu'au moment de la réalisation du questionnaire, des moyens de téléphonie via internet semi-gratuit tels Skype ou Whatsapp, aujourd'hui très utilisés, étaient encore peu connus), à travers d'autres personnes interposées, ou par d'autres moyens. L'enquêteur interroge dans cette même question, la fréquence de ces communications avec une gradation allant des échanges quotidiens, hebdomadaires, bihebdomadaires, mensuels, annuels et moins d'une fois à l'année.

La question suivante, porte, quant à elle, sur le nombre de **visites rendues au pays de naissance** depuis la migration en Espagne (depuis la dernière migration s'il y a eu plusieurs étapes migratoires en Espagne). L'année de la dernière visite est ensuite demandée, et si le voyage a eu lieu après 2004, c'est le mois qui est renseigné. Le questionnaire permet alors de connaître la ou les raisons ayant motivé ce dernier séjour dans le pays de naissance : vacances, visite à de la famille ou à des amis, raisons liées à des affaires économiques, pour obtenir des papiers en vue de la régularisation, séjour périodique et répété dans le pays de naissance, raisons professionnelles, autres motifs. Enfin, la durée en mois et en jours du dernier voyage dans le pays de naissance est indiquée.

L'enquêteur interroge alors le migrant sur d'éventuels **envois d'argent en dehors d'Espagne**. En cas de réponse positive de l'enquêté, la fréquence est alors renseignée : une fois par semaine, une fois par mois, une fois tous les trois mois, une fois tous les six mois, au moins une fois par an, moins d'une fois par an, de manière occasionnelle. Une fois cette fréquence d'envoi collectée, le montant en euros du dernier envoi est recueilli. Puis vient une question sur les destinataires de l'envoi d'argent. Plusieurs liens familiaux « forts » peuvent alors être déclarés : époux/épouse, parents, enfants, frères et sœurs, autres parents, autres personnes en dehors de la famille ou organisations. Enfin, une question interroge les enquêtés sur le mode d'envoi d'argent (par la poste, par des transferts bancaires, par des agences intermédiaires, par personne interposée, ou encore par d'autres moyens).

En matière de flux produits par la migration, l'ENI permet donc de mesurer la fréquence des communications transnationales et des envois de remises financières. Elle permet également de connaître précisément le dernier séjour effectué dans le pays de naissance (diversité des motifs, durée) mais pèche par un manque d'information sur la fréquence de ces allers-retours entre le pays de résidence et le pays de naissance, fréquence que l'on

pourra tout de même estimer à travers l’indicateur du nombre de séjours réalisés depuis la dernière migration en Espagne. Un autre défaut concernant ces données est l’absence d’informations sur les flux produits par les migrants à destination de pays différents du pays de naissance. En effet, exceptés pour les transferts d’argent, le questionnaire présuppose que le pays de naissance polarise toute l’attention du migrant alors que d’autres lieux où le migrant a pu vivre par le passé, où ses proches vivent, pourraient être concernés eux aussi.

- à **l’insertion professionnelle en Espagne**. Si les individus déclarent avoir exercé au moins une fois un emploi en Espagne, une série de questions sont consacrées au mode d’obtention ainsi qu’aux caractéristiques de ce premier emploi. Il est tout d’abord possible d’identifier le secteur d’activité en 16 modalités. Nous avons ensuite regroupé (tableau 2.1) ces catégories détaillées en cinq secteurs d’activité agrégés : agriculture, industrie et construction, commerce et hôtellerie, services relevant du *care*, services spécialisés. Afin de comparer le premier emploi en Espagne avec les secteurs d’activité en 2011, nous avons effectué le même regroupement à partir des modalités d’une variable du recensement (voir annexe 4). Dans l’ENI, une question relative à la façon dont a été obtenu le premier emploi permet de comprendre les ressorts de l’insertion professionnelle en Espagne. En effet, l’enquêté est interrogé sur les différentes modalités lui ayant permis de se procurer un premier emploi. Ce dernier peut alors déclarer qu’il l’a obtenu *via* une agence publique d’emploi, *via* une agence privée d’emploi, par une candidature adressée directement à l’employeur, par le biais d’amis ou de parents, par un syndicat, par la publicité d’offres d’emploi, par la constitution de sa propre entreprise, par l’obtention de concours ou d’examens, à travers une Organisation Non Gouvernementale (ONG), ou bien encore, par d’autres moyens. Pour cette question, l’enquêté peut déclarer un ou plusieurs mode d’accès.

Tableau 2.1 Typologie des secteurs d'activité agrégés à partir des secteurs d'activités détaillées (Source : INE, ENI 2007)

Secteur d'activité détaillé	**Secteur d'activité agrégé**
Agriculture, élevage, chasse sylviculture	Agriculture
Pêche	
Industrie extractive	Industrie et construction
Industrie manufacturière	
Production et distribution d'énergie électrique	
Construction	
Commerce, réparation de véhicules motorisés et deux-roues, biens personnels à usage domestique	Commerce et hôtellerie
Hôtellerie	
Transport, manutention, communication	Services spécialisés
Intermédiation financière	
Activités immobilières et de location, services aux entreprises	
Administration publique, défense	
Education	
Organismes extraterritoriaux	
Activités sanitaires, services sociaux	Services relevant du *care*
Autres activités sociales et services rendus à la communauté, services à la personne	
Activités des ménages	

- aux **projets migratoires à cinq ans**. La question portant sur les projets des migrants enquêtés est la suivante : « Quels sont vos projets pour les cinq prochaines années ?
    - Retourner dans mon pays de naissance
    - Rester en Espagne
    - Déménager dans un autre pays
    - Je ne sais pas »

Cette question permet donc de distinguer les projets de « retour » des projets de « ré-émigration », deux termes qui prédominent dans l'analyse des mouvements migratoires qui affectent l'Espagne depuis la crise économique mondiale de 2008. Les ré-émigrations désignent les départs de migrants résidant alors en Espagne vers des pays différents de leur pays de naissance, se distinguant ainsi des retours (Ródenas et Martí 2006; Domingo et Sabater 2013a; Larramona 2013a; Baby-Collin et Cortes 2014).

Les micro données de l'enquête sont en libre-accès[50]. Elles permettent de connaître avec précision le parcours des 15 465 migrants vivant en Espagne en 2007. Parmi ces migrants, 1031 sont nés en Colombie[51]. Grâce à cette échantillon important, il est possible de connaître leur situation avant de migrer en Espagne (département de naissance en Colombie, lieux de résidence de la famille au moment de migrer, degré de connaissance sur l'Espagne, pays parcourus antérieurement), les différentes étapes de leur installation (insertion professionnelle, situation de corésidence en Espagne, lieux de résidence de la famille en 2007, envois d'argent, communication et séjours ponctuels en Colombie) et leurs projets pour l'avenir. Ces données seront donc utilisées au cours des trois parties de résultats (Partie II, III et IV).

2.5 Un système d'investigation permettant d'analyser la morphogenèse du système migratoire colombien en Espagne à plusieurs échelles

Reprenons la trajectoire de Pablo, et demandons-nous quelle en serait la place au sein de notre système d'investigation, si celui-ci avait figuré dans l'ensemble de nos sources de données, ce qui est assez probable pour l'ensemble des sources exhaustives et très peu probable pour l'enquête de l'ENI.

Il naît en 1960, et rappelons-le, quitte la **Colombie** en 1989. Il est donc naturellement **recensé en 1973** puis **en 1985**. Il ne figure en revanche plus dans le recensement de 1993 ni dans celui de 2005. Si Pablo avait maintenu des liens fréquents avec les cousins qui vivent dans sa maison familiale et qu'il participait à la vie domestique de cette dernière[52], en **2005**, les habitants du ménage[53] dont il est originaire à Viterbo auraient pu déclarer que des membres de ce ménage vivaient dans un pays étranger (dans le cas de Pablo, en cochant la case « autre pays » et la case « départ avant 1996 »), de telle sorte qu'il existerait encore une trace de Pablo dans ce recensement. Voici les informations qui auraient été collectées dans le questionnaire si le ménage de cousins à Viterbo avait déclaré les pays de résidence de l'ensemble de la fratrie de Pablo (tableau 2.2).

Tableau 2.2 Exemple de réponse au questionnaire du recensement colombien à partir du cas de Pablo

Pays	Avant 1996	De 1996 à 2000	De 2001 à 2005
Espagne	0	1	1
États-Unis	0	0	0
Autre pays (France)	3	0	0

En **1999**, Pablo est recensé en **France**, en région parisienne. Il y indique évidemment son lieu de naissance, mais aussi son pays de résidence dix ans auparavant, à savoir la Colombie.

[50] http://www.ine.es/en/prodyser/micro_inmigra_en.htm

[51] Dans ce texte, on travaillera parfois sur une population de 1029 Colombiens. Cet écart de deux personnes est dû au fait que l'on utilise parfois le champ des personnes nées dans le pays Colombie (N=1031) et d'autres fois celui des personnes ayant déclaré un département de naissance en Colombie (N=1029).

[52] En pratique, il est peu probable qu'après un aussi long départ, les personnes interrogées aient encore des liens avec Pablo. En 2005, il n'est en réalité membre d'aucun *hogar* colombien. Nous n'avons pas abordé ce thème au cours de l'entretien.

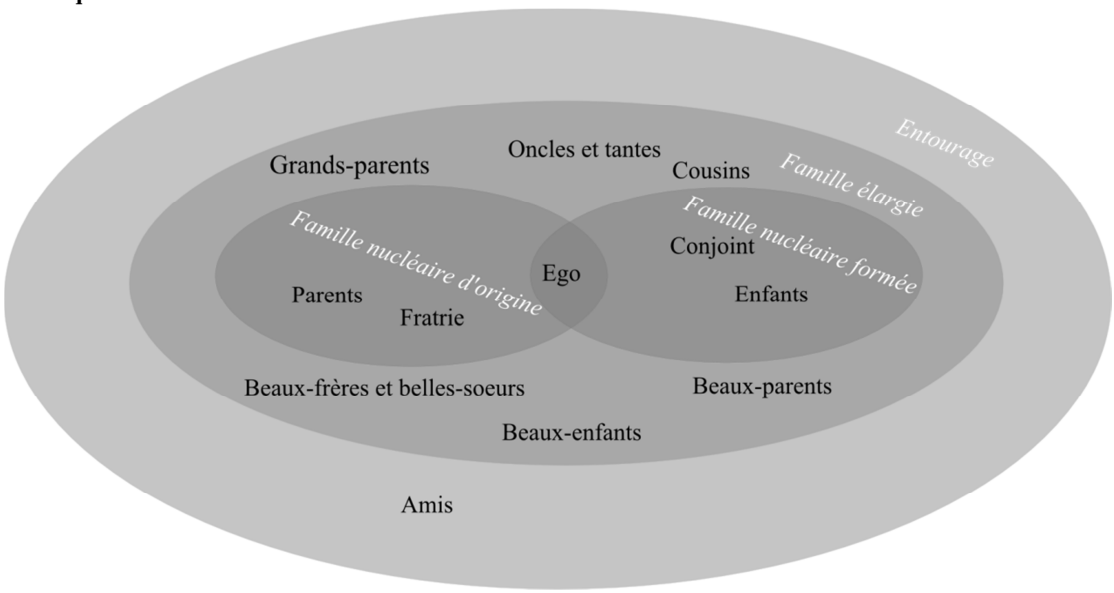
Lorsqu'en 2006, ils s'installent « définitivement » en Espagne, Pablo et sa femme s'enregistrent au *padrón* à la mairie de Bilbao, où on leur demande de remplir notamment leurs lieux de naissance et de résidence. À la fin de l'année civile, par son inscription au registre, Pablo figure alors dans le flux des statistiques de changement résidentiel de l'INE. Concrètement, il apparaît sous la forme d'une ligne du fichier comprenant les informations suivantes :

- Sexe : Homme
- Pays de naissance : Colombie
- Nationalité : Colombienne
- Année du changement de résidence : 2006
- Pays de résidence antérieure : France
- Ville de résidence actuelle : Bilbao

Cette inscription au registre fait entrer un « segment » de la trajectoire de Pablo dans la grande banque de données mesurant les flux en Espagne. On n'en sait pas davantage sur les motivations de Pablo, sur son parcours antérieur, ni sur son « horizon », mais c'est ainsi qu'une trajectoire individuelle peut faire partie d'un mouvement plus grand, observable à l'échelle macroscopique par la mise en évidence – grâce aux EVR – de milliers d'arrivées annuelles de Colombiens en Espagne.

Lorsqu'il réside à Bilbao, supposons que par chance, son secteur de recensement, puis son logement aient été tirés au hasard dans l'échantillon de l'ENI. Si cela avait été le cas, entre novembre 2006 et février **2007**, un enquêteur muni d'un ordinateur se serait rendu au domicile de Pablo et de sa femme. Après avoir sondé si au moins une personne du logement était née à l'étranger, l'enquêteur aurait ensuite tiré au sort l'un des deux occupants du logement répondant à cette condition. Grâce à son questionnaire portant sur les parcours migratoires des enquêtés, les lieux de résidence de leur entourage, la connaissance de l'Espagne au moment de migrer, les relations entre l'enquêté et ses corésidents, les circulations entre les différents lieux d'attache des enquêtés, L'ENI permettrait de situer Pablo (1031 personnes nées en Colombie figurent dans l'enquête) dans un univers de lieux et de liens (figure 2.6), en restituant une partie de la richesse de son parcours migratoire. Il est en effet possible de suivre, grâce à cette enquête, les trajectoires des individus, depuis le contexte familial et social d'origine (département d'origine, professions des parents, expérience migratoire d'autres membres de la famille, lieux de résidence de la famille au moment de la migration, parcours migratoire antérieur), lors du projet migratoire vers l'Espagne (motif du séjour, présence de co-migrants dans le voyage, contact et lieu d'arrivée, conditions du voyage, accès au premier emploi et au premier logement), une fois installé en Espagne (situation de corésidence, situation socio-professionnelle, entretiens des relations avec le pays d'origine et les membres de la famille vivant dans un pays tiers), et lors des projets migratoires envisagés par ces migrants pour le futur.

Figure 2.6 Diversité des liens pour lesquels sont collectées des informations dans l'ENI selon la proximité du lien avec l'enquêté



Lorsqu'en **2010**, Pablo et sa femme quittent l'**Espagne**, deux possibilités s'offrent à eux. Soit le couple fait part de son départ au *Padrón* à la mairie de Bilbao et déclarer le pays d'arrivée (cas n°1). Soit il décide de quitter l'Espagne sans en avertir les autorités (cas n°2). À la fin de l'année civile, par son inscription au registre, Pablo est enregistré dans le flux des statistiques de changement résidentiel par l'INE. Concrètement, selon le cas de figure, il apparaît sous la forme d'une ligne du fichier comprenant les informations suivantes :

- Sexe : Homme
- Pays de naissance : Colombie
- Nationalité : Colombienne
- Année du changement de résidence : 2010
- Ville de résidence antérieure : Bilbao
- Pays de résidence actuel : « radiation par caducité » ou « destination inconnue » (cas n°2), « France » (cas n°1)

Un autre segment de la trajectoire de Pablo est ainsi saisi dans les bases de données de flux migratoires espagnols. On ne sait pas si l'individu concerné a migré seul, s'il connaissait le pays d'arrivée avant de s'installer en Espagne, auquel cas il s'agirait d'un « retour » dans un pays connu, ou bien si c'était la première migration vers ce pays, auquel cas il s'agirait bien d'une « ré-émigration ».

S'il avait vécu une année supplémentaire en Espagne, Pablo aurait pu être recensé en **2011** en Espagne mais c'est en France qu'il le sera peut-être à la même période.

Recensements, registres et enquêtes s'articulent donc ainsi, chacune de ces sources de données révélant une partie de la vie de Pablo. L'enquête ENI permet de restituer l'horizon d'un échantillon représentatif de Colombiens sélectionnés en 2007 en Espagne. Les recensements et registres permettent de reconstituer l'évolution morphologique du champ migratoire. Cet aperçu

de ce que serait la trajectoire de Pablo observée par le prisme de la statistique colombienne, espagnole voire française, révèle ainsi ce que signifie une observation au niveau macroscopique. Il s'agit ainsi d'une accumulation de segments de trajectoires, organisés selon les modalités de collecte et de catégorisation en vigueur dans les différents pays parcourus. En cumulant des milliers de segments de trajectoires, on obtient donc une information au niveau agrégé que l'on analyse ensuite selon les unités spatiales, jugées pertinentes par l'utilisateur de ces données, unités spatiales que l'individu parcourt au gré de sa trajectoire. La densité particulièrement élevée de segments de trajectoires dans une unité spatiale est considérée comme une « forme » dont l'évolution convient d'être décrite. La densification de trajectoires de Colombiens en Espagne est l'objet de cette étude.

2.6 Synthèse des sources de données quantitatives mobilisées

Les sources qui viennent d'être présentées sont celles dont l'exploitation des données a été la plus approfondie dans la thèse. Hormis ces sources principales, d'autres bases de données ont été explorées pour répondre à des problématiques ponctuelles tout au long de cette thèse comme le recensement de la population française de 2010, les indicateurs macroéconomiques de la banque mondiale ou encore les recensements de population de pays européens centralisés dans la base de données *Census Hub* mise à disposition par EUROSTAT. L'ensemble des traitements ont été effectués à partir de requêtes faites sous le logiciel SAS complétés par des analyses secondaires et graphiques avec le logiciel EXCEL. Les analyses développées dans les chapitres reposent principalement sur la lecture de tableaux croisés ou sur le calcul d'indicateurs statistiques systématiquement explicités. Le recours à des méthodes d'analyse multivariée a permis de compléter certaines analyses. Leur usage a été fait dans une optique exploratoire et non de modélisation des comportements. Les traitements cartographiques ont été effectués avec les logiciels Philcarto et Inkscape. L'unité spatiale la plus fine est le *municipio* espagnol ou colombien et la plus grande est le pays.

L'ensemble des sources mobilisées répond bien à la problématique générale de cette thèse qui vise à éclairer la morphogenèse d'un système migratoire, en suivant les processus d'émergence, de développement et de transformation à plusieurs échelles (tableaux 2.3 et 2.4).

L'analyse de l'évolution des stocks de la population colombienne vivant en Espagne sera assurée par les données du *padrón* (1996-2014) et celle des trois recensements espagnols (1991, 2001 et 2011). L'étude des flux migratoires colombiens entrant et sortant d'Espagne sera possible grâce aux statistiques de changement de résidence entre 1988 et 2014. La lecture conjointe de ces trois sources permettra donc de suivre l'évolution quantitative de la présence colombienne en Espagne sur toute la période étudiée. Le recensement colombien permettra de situer ces départs vers l'Espagne dans la géographie générale du système migratoire colombien. L'analyse de la présence de Colombiens dans d'autres pays européens à partir du recensement français et du *Census Hub* contribuera également à situer l'Espagne dans le système. Les indicateurs macroéconomiques de la banque mondiale éclaireront l'évolution des contextes économiques des deux pays.

Les parcours des migrants seront observés depuis les prémices du projet migratoire jusqu'à l'installation en Espagne grâce à l'ENI. Pour compléter l'analyse de l'insertion résidentielle et de l'insertion professionnelle, l'étude de l'ENI sera couplée à l'exploitation des micro-données des EVR et du recensement espagnol 2011.

Tableau 2.3 Synthèse des bases de données quantitatives mobilisées

Producteur	Source	Années utilisées	Procédures d'accès libre en ligne[54]	Niveau d'agrégation des données	Utilisation dans la thèse	Traitements effectués
DANE *Departamento Administrativo Nacional de Estadística* (Colombie)	Recensement de la population	**2005**	*Sistema de consulta de informacion censal*	Agrégé au *municipio*	Chap. 3	Tableaux croisés Cartographie Analyse multivariée
INE *Instituto Nacional de Estadística* (Espagne)	Recensement de la population	**1991**	INEbase	Agrégé au niveau national	Chap. 1	Tableaux croisés
		2001	INEbase			
		2011	INEbase	Individuel	Chap. 1, 5 et 6	Tableaux croisés Cartographie
	Estadística del Padrón continuo (Registre)	**1996-2014**	INEbase	Agrégé au niveau national	Chap. 1, 3 et 7	Tableaux croisés Cartographie
	Estadística de Variaciones Residenciales (Changements de résidence)	**1988-2014**	INEbase	Individuel	Introduction, Chap. 1, 5,7 et 8	Tableaux croisés Cartographie Analyse multivariée
	Encuesta Nacional de Inmigrantes	**2007**	INEbase	Individuel	Chap. 4, 5, 6 et 8	Tableaux croisés Cartographie Analyse multivariée
INSEE Institut national de la statistique et des études économiques (France)	Recensement de la population	**2010**	Fichiers détails recensement	Individuel	Chap. 7	Tableaux croisés
EUROSTAT *European Statistical System*	Recensements de la population	**2011**	Census hub	Agrégé au niveau national	Conclusion	Tableaux croisés
BANQUE MONDIALE	Indicateurs économiques	**1980-2012**	Databank	Agrégé au niveau national	Chap. 1 et 3	Tableaux croisés

[54] Liens testés le 20 avril 2017. Les adresses complètes figurent p.378.

Tableau 2.4 Distribution des bases de données selon le chapitre de leur emploi et les traitements effectués

Chapitre	1	3	4	5	6	7	8	Conclusion
Recensement Colombie 2005	_	Typologie du territoire colombien selon l'attraction migratoire des quatre villes principales et des trois pays d'immigration principaux	_	_	_	_	_	_
Indicateurs banque mondiale	Conjonctures économiques Colombie et Espagne		_	_	_	Conjonctures économiques Colombie et Espagne		_
Recensements Espagne 1991 et 2001	Stocks Colombiens résidents	_	_	_	_	_	_	_
Statistiques des Changements de Résidence Espagne	Flux migratoires colombiens vers/depuis l'Espagne	_	Origines des flux migratoires colombiens vers l'Espagne	Lieux d'insertion résidentielle des Colombiens en Espagne	_	Taux bruts de mobilité résidentielle. Origines et destinations des flux migratoires colombiens	Destinations des flux migratoires au départ d'Espagne	_
Registres Espagne	Stocks migrants résidents		_		_		_	_
Enquête Nationale sur les Immigrants	_	_	Parcours, ressources spatiales, et motifs des migrants colombiens	Insertion résidentielle et professionnelle	Géographies familiales. Circulations migratoires	_	Intentions de mobilité et ressources spatiales	_
Recensement Espagne 2011	Stocks Colombiens résidents	_	_	Niches d'emploi	Séjours à l'étranger des Colombiens	_	_	_
Recensement France 2010						Stocks Colombiens		
Recensements européens 2011	_	_	_	_	_		_	Stocks Colombiens

Conclusion

Il s'agissait dans ce chapitre d'interroger la possibilité de réaliser du « quantitatif multi-situé » et « multi-scalaire » à partir d'un corpus de données quantitatives issues de la statistique publique de deux pays différents, dont l'articulation n'était pas prévue en amont de la production des sources. Au terme de cet examen, la combinaison des recensements, registres de population et de l'enquête par sondage s'opère dans trois registres différents. L'objet d'étude qu'est la morphogenèse du système migratoire colombien en Espagne étant considérée comme la somme de trajectoires individuelles se déployant dans le temps et dans l'espace, trois formes de combinaison de ce jeu de données sont possibles.

Dans un premier temps, on peut concevoir une combinaison chronologique de ces données. Les EVR assurent ainsi une observation continue des flux de Colombiens en Espagne de 1988 à 2014, les questions rétrospectives posées dans les différents recensements (Colombie 2005, Espagne 2011) assurent une connaissance partielle de la trajectoire passée des individus tandis que celles de l'ENI innovent en détaillant avec grande précision les différentes étapes de cette trajectoire. Dans un second temps, une combinaison de ces données dans l'espace peut être envisagée pour permettre de saisir des instantanés de la trajectoire sur plusieurs sites : en Colombie grâce au recensement de 2005, en Espagne grâce à l'ENI et aux différents recensements, et enfin dans la mobilité, aux frontières de l'Espagne, grâce aux EVR. Enfin, une articulation de multiples échelles d'observation peut être mise en œuvre grâce aux différents niveaux d'information (questionnaire court auto-rempli/questionnaire long administré par un enquêteur) et aux différents plans de sondage (enquête à vocation exhaustive avec des échantillons de grande taille/enquêtes par sondage sur une population spécifique) intrinsèques aux sources de données.

La confrontation du cas de Pablo à la connaissance qu'en donne le jeu de données, a mis en lumière à la fois la portée heuristique de ce jeu de données mais aussi sa fragilité concernant quelques zones d'ombre, demeurées à l'insu du regard de l'observateur. En ponctionnant à divers moments, dans divers sites et à différents niveaux de précision des éléments de la trajectoire d'un migrant lambda, le système d'investigation permet de connaître, tant au niveau individuel (grâce à l'ENI) qu'au niveau macroscopique (grâce aux autres sources) le processus de la morphogenèse du système migratoire en Espagne. Au niveau micro, on réintroduit le segment de trajectoire qui fait gonfler le flux d'arrivées en Espagne dans le *continuum* d'une histoire individuelle. Au niveau agrégé, les stocks et flux mesurés sont composés de multiples segments de trajectoires, sectionnés, détachés des projets migratoires qui les ont constitués.

Cependant, quelques limites doivent être précisées. Les ruptures de série statistique des EVR en 2004 et en 2006 conduisent à une sous-estimation des arrivées avant cette date. Les lacunes dans la collecte d'information sur les sorties dans les registres de population espagnols ne permettent pas d'avoir une information homogène sur les destinations. La réalisation de l'ENI dans un contexte socio-économique et migratoire très différent de ce que connaîtra par la suite l'Espagne, empêche toute analyse précise de ces dynamiques ultérieures. De même, le manque de connaissances sur la Colombie à partir d'une source plus récente de données que le recensement de 2005 est regrettable dans la mesure où l'on ignore ce qu'il en est du poids relatif actuel du Venezuela, des États-Unis, de l'Espagne, et désormais d'autres pays d'Europe (Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie) dans le champ migratoire.

Conclusion de la première partie

L'objectif de la première partie de la thèse était de présenter un cadre théorique et méthodologique permettant d'envisager l'arrivée simultanée de centaines de milliers de Colombiens en Espagne en partant des individus eux-mêmes, de refonder le macroscopique à partir du foisonnement perceptible au niveau micro-individuel. Cette démonstration s'est appuyée d'abord sur une présentation d'outils théoriques permettant ce passage d'une échelle à l'autre (Chapitre 1), puis sur la description d'un système d'investigation permettant d'observer à la fois des évolutions macroscopiques et les parcours individuels qui les fondent (Chapitre 2).

En déployant une trajectoire dans toute sa densité, nous avons montré la difficulté à penser le macro, autrement que comme l'effet de composition d'actions individuelles déconcertées, n'obéissant pas à un même mécanisme régulateur. Le cumul d'innombrables actions peut produire une forme, perceptible à l'échelle de l'observateur, doté de données empiriques sur ces phénomènes. La dynamique de cette forme est articulée par un principe d'auto-organisation. Le champ migratoire colombien est ainsi une forme dynamique que l'on peut se représenter à travers les catégories socio-spatiales dérivées de différents recensements et registres de population. La catégorie socio-spatiale du pays de naissance permet d'identifier le périmètre d'étude des personnes nées en Colombie. La mosaïque d'États-nations permet aussi de situer à un moment donné ces gens-là dans les différentes unités spatiales de la mappemonde. Les flux migratoires, tels que nous nous les représentons, découpent eux aussi des morceaux de trajectoires puis les détachent, les déracinent, des projets migratoires qui en sont l'origine. Le second chapitre a répondu à cela en montrant comment les outils qui permettent de faire apparaître cette forme, sont construits à partir de l'assemblage de trajectoires individuelles. Le système d'investigation retenu, permet à la fois de relever les évolutions macroscopiques du champ migratoire, grâce à une variété de données censitaires (recensement colombien de 2005, recensement espagnol de 2011, registres de population espagnols 1988-2014), et de réintroduire la place de telles évolutions dans les parcours individuels grâce à une enquête approfondie sur les migrants en Espagne (ENI, 2007).

Grâce à ces moyens théoriques et méthodologiques à notre disposition pour étudier la dynamique d'un système migratoire, l'enjeu de cette thèse est alors de s'attacher à l'étude de deux types de trajectoires, en ne perdant jamais, au cours du récit, le lien entre l'un et l'autre. Il s'agit de décrire les moments de bifurcation de la trajectoire collective du champ migratoire tout en replaçant, ces moments de bifurcations collectives dans le *continuum* temporel et spatial de trajectoires individuelles. Le plan de thèse restituant les résultats empiriques de cette recherche répond à une telle démarche. Après avoir décrit les conditions dans lesquelles le système migratoire colombien a émergé en Espagne (Chapitre 3) ainsi que les processus individuels et méso-sociaux (Chapitre 4) ayant fait bifurquer le système vers la péninsule ibérique (Partie II), nous montrerons comment celui-ci s'est développé et structuré en Espagne (Partie III). Il s'agit dans cette troisième partie de comprendre comment, à l'échelle individuelle, les processus de concentration de la population colombienne dans certaines provinces et dans certaines niches d'emploi se sont déroulés (Chapitre 5), puis d'analyser comment les familles de ces individus ont pu fonctionner tout en vivant à cheval sur plusieurs pays de résidence, et permettre ainsi au système de perdurer dans le temps (Chapitre 6). Enfin, dans la dernière partie de thèse, il est question des transformations récentes des différents systèmes migratoires présents en Espagne, suite à la crise économique de 2008, tant dans la morphologie du champ migratoire colombien (Chapitre 7), que

dans les projets migratoires des migrants vivant alors en Espagne (Chapitre 8), soumis à la triple alternative, de rester en Espagne, « retourner » dans le pays de naissance, ou « ré-émigrer » dans un pays tiers (Partie IV).

Partie 2 : Émergence(s) du système migratoire colombien en Espagne

Introduction de la deuxième partie

> « *C'est là un des points intéressants de l'étude des points de bifurcation que je viens d'évoquer. Ces points de bifurcation montrent que même au niveau macroscopique, la prédiction que nous pouvons faire du futur est un mélange de déterminisme et de probabilité. Au point de bifurcation, la prédiction a un caractère probabiliste tandis qu'entre les points de bifurcation nous pouvons parler de lois déterministes* » (Prigogine 1997, p. 35)

Durant l'année 1988, la statistique espagnole a mesuré l'arrivée de 320 personnes nées en Colombie. En 2001, ils étaient près de 72 000 à s'y installer. En 1991, moins de 10 000 Colombiens vivaient en Espagne. Dix ans plus tard, ils étaient près de 120 000. L'objectif de cette partie est de comprendre le processus de changement d'état du système migratoire colombien entre la fin des années 1980 et le début des années 2000. Pour appréhender ce changement, nous proposons une entrée par le concept d'émergence.

La citation en exergue du biologiste et épistémologue Ilya Prigogine met en évidence un paradoxe qui s'applique particulièrement à l'étude de l'implantation du système migratoire colombien en Espagne. Considérons l'état initial d'un système, avant que celui-ci ne bifurque vers un autre état. Cet état initial peut être décrit à l'aide de données contextuelles. Observons maintenant le système à un second moment, après que la bifurcation ait eu lieu. En reconsidérant alors les données contextuelles du premier état, il est possible de se représenter le second état comme la conséquence nécessaire de la mise en relation de celles-ci. Pourtant, lors de l'analyse des conditions précises de la bifurcation, le caractère nécessaire du changement s'estompe peu à peu. Les diverses possibilités qui, au « point de bifurcation » s'offraient alors au système, sont mises au jour. À ce moment précis de la bifurcation, la voie qu'empruntera le système, de même que les voies qu'il n'a finalement pas empruntées, sont toutes marquées par le sceau de l'incertitude. Dès lors, deux modes d'appréhension du changement sont possibles, l'une déterministe sur le mode de la nécessité, l'autre probabiliste sur le mode de la contingence.

Cette partie relate précisément l'état initial du système migratoire colombien, avant qu'il ne bifurque vers l'Espagne ainsi que les processus de cette bifurcation, tant au niveau macro à travers l'exposition des contextes (chapitre 3) qu'au niveau micro à travers l'exposition des différentes trajectoires individuelles précédant l'installation des Colombiens en Espagne (chapitre 4). Cette partie montrera plus précisément comment l'Espagne a cessé d'être une destination anecdotique comme elle l'était à la fin des années 1980, pour devenir une destination phare au début des années 2000. Une synthèse de travaux sur l'histoire des migrations colombiennes doublée de l'exploitation cartographique de données du recensement colombien permettra de décrire la situation dans le pays de départ. La recension de recherches sur l'Espagne et l'exploitation conjointe des statistiques de changement de résidence (EVR) et de l'Enquête Nationale sur les Immigrants (ENI) permettront de décrire le contexte du pays d'arrivée, avant et au moment de la bifurcation. Le chapitre 3 correspond donc à une analyse plutôt déterministe de ce changement

d'état du système migratoire. Les différents éléments majeurs des contextes colombien et espagnol serviront en effet à comprendre la voie empruntée par le système. Le chapitre 4 correspond quant à lui à une approche plutôt descriptive des conditions dans lesquels les individus ont « fait » bifurquer le système vers une autre voie. Une attention particulière sera portée à la diversité des trajectoires, des motifs et des modalités de leur bifurcation vers l'Espagne.

Chapitre 3 : La polarisation des flux migratoires colombiens par l'Espagne autour de l'an 2000

Introduction

Au début des années 2000, un vif débat historiographique, opposant Paul André Rosental à Marie-Claude Blanc-Chaléard, soulevait la question du sens à donner au contexte dans le cadre d'une étude de micro-trajectoires. À la proposition de Paul-André Rosental, selon laquelle, le contexte constitue un « bric-à-brac caractérisé par l'absence de cohérence théorique et la molesse explicative » (Rosental 1999, p. 17), Marie-Claude Blanc-Chaléard, rétorquait au contraire qu'un historien ne pouvait se passer d'éléments contextuels pour analyser ces trajectoires, par exemple, « lorsqu'au hasard d'un itinéraire migrant, surgit incidemment telle détermination "externe" ». Selon l'historienne, certaines étapes décisives de la trajectoire individuelle ne peuvent être comprises, sans la connaissance des caractéristiques de « l'environnement socio-économique » offrant l'opportunité nouvelle (Blanc-Chaléard 2004). La trajectoire ne se comprenant qu'à l'aune du contexte dans laquelle elle se déploie, il nous faut ici montrer dans quelles histoires européenne et latino-américaines, les trajectoires colombiennes prennent place.

Dans ce chapitre, nous nous livrerons donc, conformément à un modèle macro-analytique et déterministe des migrations internationales, à un examen des contextes, économiques, démographiques, sociaux et politiques, ayant permis à l'Espagne de polariser les flux migratoires colombiens autour de l'an 2000. Pour comprendre ce tournant, il faudra aborder cette arrivée en revenant sur les évolutions du contexte depuis les années 1980. Nous présenterons tout d'abord l'importance de l'émigration internationale dans les dynamiques démographiques colombiennes (3.1). Cette propension à l'émigration sera ensuite rapportée à d'éventuels « facteurs d'expulsion » en Colombie, d'ordre économique et politique (3.2). La structuration de ces flux d'émigration internationale sous la forme d'un champ migratoire multipolaire sera alors interrogée à l'aune de la morphologie du réseau urbain de la Colombie et des dynamiques de peuplement interne de son territoire national (3.3). Enfin, nous reviendrons sur les « facteurs d'attraction » ayant pu constituer de manière propice l'Espagne en pays récepteur des flux migratoires colombiens (3.4).

3.1 Le contexte démographique colombien : transition démographique et émigration multipolaire

L'objectif de cette section est de situer les mouvements migratoires colombiens parmi les dynamiques démographiques nationales.

Au commencement de notre période d'étude (la fin des années 1980), la population colombienne est engagée sur la dernière phase[55] de la transition démographique. Peuplée d'environ 30 millions d'habitants, la Colombie voit sa population croître à un taux relativement élevé, au rythme de 22 nouveaux habitants pour 1000 pour l'année 1985 (figure 3.1). À titre de comparaison, l'Espagne comptait seulement 3 nouveaux habitants pour 1000 à cette même époque. Néanmoins ce rythme tend à diminuer, faisant entrer la Colombie dans le dernier stade d'une transition démographique particulièrement rapide (Chackiel 2004), commencée dans les années 1930 (Dureau et Florez 1996). La population augmente toujours, mais à un rythme moins rapide qu'auparavant.

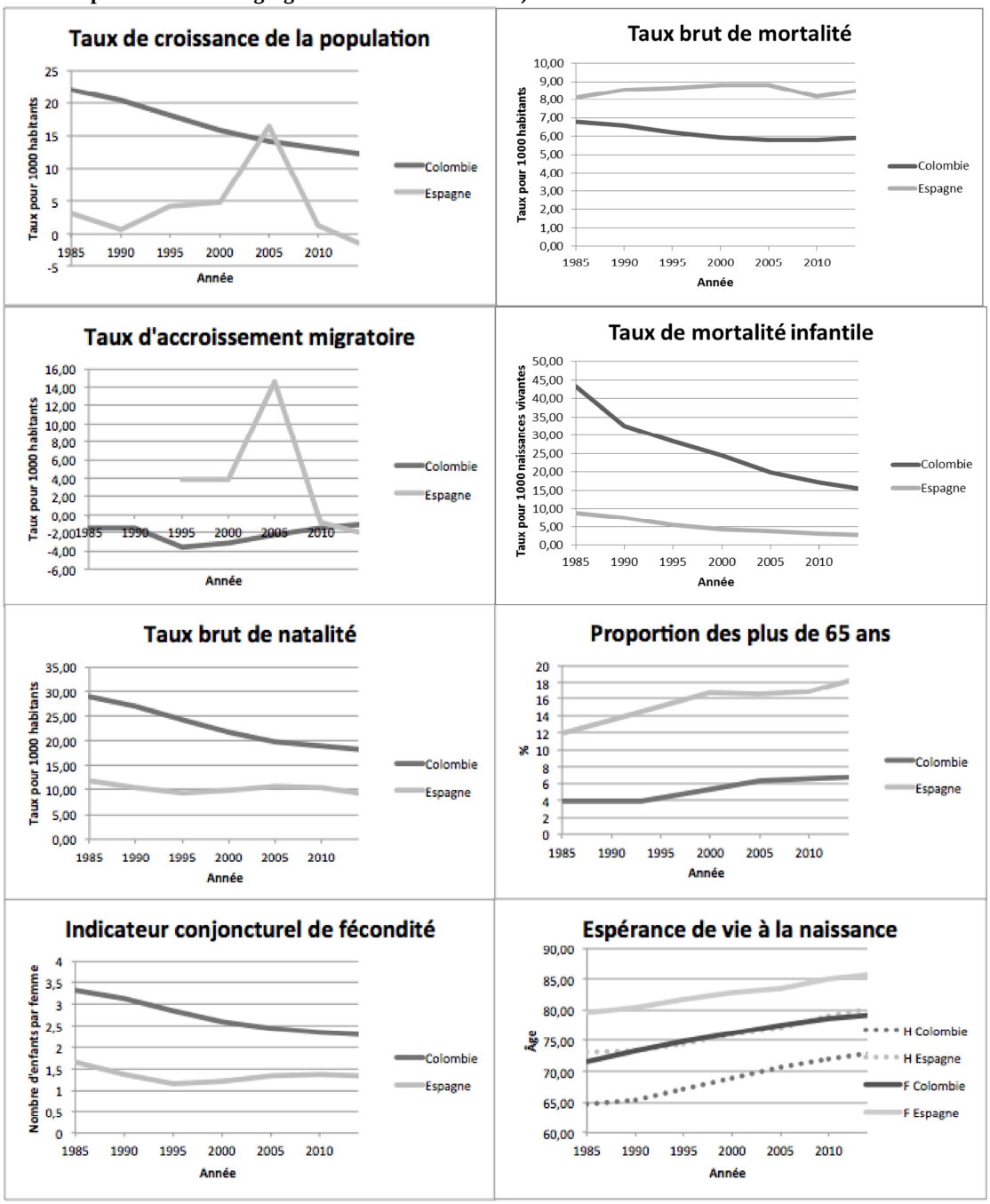
Les moteurs de cette perte de vitesse de l'accroissement total sont d'abord liés à un accroissement naturel désormais moins important. En 1985, on comptait près de 30 naissances pour 1000 habitants contre 20 en 2005. Cette diminution du nombre de naissances est due à l'évolution des comportements de fécondité des femmes colombiennes. En 1964, on comptait près de 7 enfants par femmes, en 1985 on en comptait encore 3,3, contre 2,6 en 2000. La baisse de la fécondité s'explique dans le cas colombien principalement, par l'urbanisation, la plus grande insertion professionnelle et une augmentation du niveau d'études des femmes (Sardi Perea 2007). Bien que la Colombie connaisse un organisation de planning familial des plus anciennes (*Profamilia*), il semblerait que celle-ci ait eu un impact limité sur la baisse de la fécondité des femmes colombiennes (Miller 2010). Rappelons que dans ce pays chrétien fervent, où le catholicisme est supplanté dans certaines régions par l'évangélisme, l'avortement n'a été partiellement autorisé qu'en 2006, en cas de viol, de malformation du fœtus ou de danger pour la santé de la mère.

En parallèle de la baisse de la natalité, la dernière phase de la transition démographique est aussi caractérisée par une baisse de la mortalité. En Colombie, celle-ci diminue jusqu'à se stabiliser autour de 6 décès pour 1000 habitants par an à partir des années 1990. La baisse de la mortalité infantile est, quant à elle, plus marquée : près de 45 décès pour 1000 naissances vivantes en 1985, 25 en 2000, 15 en 2015. En raison d'une pyramide des âges à base très large, le taux brut de mortalité colombien y est plus faible qu'en Espagne sur toute la période étudiée. L'espérance de vie à la naissance des hommes comme des femmes, augmente par ailleurs de façon continue, témoignant encore une fois de la baisse de mortalité aux âges plus avancés. Sur la période la plus récente, à partir des années 2000, on remarque à ce propos, une augmentation de la population de plus de 65 ans (passant de 4% en 1995 à 7 % en 2005). Ce vieillissement relatif de la population est accompagné par ailleurs d'une stabilisation de l'indicateur conjoncturel de fécondité, en dessous de 2,5 enfants par femme. Autant d'indicateurs qui reflètent un « mode de vie » désormais majoritairement urbain. En effet, la population urbaine ne cesse de croître sur toute la période (59,7% en 1973, 65,3% en 1985, 68,1% en 1993 et 74,4% en 2005), favorisant l'entrée de

[55] Peuplée de 4 millions d'habitants en 1900, la Colombie sort d'une période marquée par la faible croissance annuelle de la population (0,5% à 1%). La croissance s'accélère (3% de croissance annuelle) jusqu'au milieu des années 1960 (18 millions d'habitants en 1964) pour ensuite s'essouffler. Après cette décennie, les taux d'accroissement baissent (Dureau et Florez 1996).

la Colombie dans un processus de transition démographique avancée, les populations des villes étant les moteurs d'une telle transition (Dureau, Contreras, Flórez, et al. 2015).

Figure 3.1 Conjonctures démographiques en Colombie et en Espagne de 1985 à 2014 (sources : calculs de l'auteur d'après les données agrégées de l'INE et du DANE)



La démographie colombienne se caractérise aussi par une importante émigration, qui constitue la seconde cause de la perte de régime de l'accroissement total. De 1985 à 2008, le taux d'accroissement migratoire est systématiquement négatif. Chaque année, la Colombie perd près de 2 habitants pour 1000, en raison de la différence négative entre les entrées et les sorties d'habitants du territoire. Sur la période 1995-2000, ce taux d'accroissement migratoire avoisine même les 4 individus en moins chaque année pour 1000. Ce n'est qu'autour de l'année 2010 que ce taux va devenir positif [56], la Colombie gagnant désormais plus d'habitants qu'elle n'en perd par le jeu des mouvements migratoires internationaux. Ce mouvement d'émigration, observé ici à partir de 1985, s'inscrit toutefois dans une histoire plus longue (tableau 3.1) dont les origines remontent aux années 1960.

Tableau 3.1 Estimations[57] de la population née en Colombie vivant à l'étranger (Source : Garay Salamanca et Medina Villegas 2007 p. 32 à partir des données des recensements colombiens)

Année du recensement	Estimation de personnes nées en Colombie vivant à l'étranger
1964	117 400
1973	263 800
1985	710 400
1993	893 900
2005	1 392 500

Et même avant les années 1960, ce mouvement s'initie depuis les années 1930. Pour la population colombienne, cette décennie n'est pas seulement celle du début de la transition démographique mais également celle des premiers départs significatifs vers le Venezuela (Restrepo Vélez 2006). Le développement économique du Venezuela reposait alors sur une économie pétrolière exportatrice qui requerrait une importante main d'œuvre étrangère (Díaz 1986). Le cours du pétrole vénézuélien prend ainsi son envol progressivement lors de la décennie de la récession mondiale : en 1934, le pétrole représente 92% des exportations vénézuéliennes (contre 53 % dix ans auparavant). La population nationale ne suffisant plus à satisfaire la demande de travail générée par cette manne, le Venezuela doit alors faire appel aux travailleurs étrangers.

À partir des années 1960, une nouvelle destination apparaît dans le champ migratoire colombien. Grâce à la fin de la politique de quotas instaurée par les politiques migratoires nord-américaines, ce sont vers les États-Unis que se tournent les émigrants colombiens. Il s'agit en priorité de personnes issues des classes moyennes colombiennes, notamment des ingénieurs. L.E. Guarnizo (2003) fait également l'hypothèse d'une migration liée au trafic de drogue colombien, certains cartels ayant par la suite envoyé des membres en Floride et dans l'aire métropolitaine new-yorkaise, en vue d'organiser la distribution. Dans les années 1990, souffrant de cette assimilation aux narcotrafiquants, les migrants affectés par la crise économique colombienne doivent

[56] La partie IV de ce travail permettra de comprendre les ressorts de cette dynamique, essentiellement due aux « retours » des migrants depuis la crise européenne.

[57] On peut estimer les stocks de population colombienne vivant à l'étranger pour la période la plus récente, grâce aux recensements et aux registres de population des différents pays d'immigration centralisés dans les bases de données internationales. Ici, nous optons pour une utilisation des informations disponibles grâce aux recensements colombiens et aux registres consulaires de Colombiens résidant à l'étranger (voir carte 3.1) qui sous-estiment très certainement le nombre réel. Une récente étude a néanmoins montré qu'un suivi régulier des flux de voyageurs passant par les services de contrôle aux frontières colombiennes permettait d'estimer avec précision les flux et les stocks de Colombiens résidant à l'étranger (Recaño Valverde, Sánchez Barriga et Rivera Sepúlveda 2013).

emprunter des parcours migratoires semés d'embûches qui partent de Medellin puis transitent souvent par Haïti, les îles Bahamas ou encore le Mexique. Lors de ces étapes, les migrants sont régulièrement soumis à des rétentions, des renvois aux frontières ou encore des incarcérations (Castro Caycedo 1995). Depuis, la migration vers les États-Unis n'a pas cessé ; récemment, M. Magnan Penuela a mis en évidence la multiplicité des origines sociales et régionales des migrants colombiens à New York (Magnan Penuela 2009).

Parallèlement à cette nouvelle destination nord-américaine, les émigrants colombiens continuent de s'installer au Venezuela, principalement à Caracas mais aussi dans les régions frontalières. Alors que les premiers colombiens se rendant au Venezuela étaient surtout des hommes très qualifiés travaillant dans l'industrie et dans les activités tertiaires en milieu urbain, la composition de la population colombienne vivant au Venezuela a évolué suite aux différents chocs pétroliers : après 1973, les Colombiens se rendent de l'autre côté des *llanos* orientaux par voie terrestre pour travailler dans les secteurs des services à la personne, ou alors dans les emplois saisonniers de l'agro-industrie et de l'agriculture (Mora Contreras 1986). Cette importante migration au Venezuela, dont les niveaux (en flux et stocks) varient en fonction des aléas économiques de l'industrie pétrolière (Díaz 1986), a institué une tradition de circulation entre les deux pays, mise en évidence dans de récents travaux (Moutin 2012; Pacheco et Gladys 2016). Sur le continent, le champ migratoire colombien s'est aussi élargi en Amérique du nord, (par la présence de plus en plus importante de Colombiens au Canada), en Amérique centrale (au Panama pour les ressortissants du département colombien voisin –le Chocó–, en République Dominicaine et au Costa Rica) mais aussi en Amérique du sud (au Chili où migrent des populations afro-colombiennes issues des régions pacifiques, en Argentine où il s'agit essentiellement d'une migration qualifiée et étudiante) (Fusco et al. 2015).

En Europe, l'émigration colombienne remonte à plus d'un siècle. Des écrits montrent que la France a accueilli notamment une petite partie de l'élite colombienne dès la fin du XIX^{e} siècle (Rivas 1885). Dans les années 1950, il s'agit d'une émigration composée principalement d'intellectuels, d'écrivains ou encore de journalistes, le plus célèbre d'entre eux étant le futur prix Nobel de littérature Gabriel García Marquez (Olga Gonzalez 2007). À partir de la décennie 1980, cette émigration change de nature. Des familles colombiennes principalement issues de la région caféière[58] émigrent pour travailler dans les secteurs du bâtiment et des services à la personne (Gincel 2007)[59]. Parallèlement, des demandeurs d'asile se rendent dans la France présidée par F. Mitterrand, qui accordait en ce temps le statut de réfugié aux ressortissants latino-américains fuyant la répression étatique des mouvements de gauche (Vernot 2005).

En Angleterre, la population colombienne est très présente depuis la même période, notamment à Londres. Il s'agit de migrants travaillant dans le nettoyage industriel, dans les services à la personne, mais aussi de populations déplacées par le conflit et la persécution politique (Guarnizo 2008). Dans sa monographie réalisée au début des années 1990, O. Restrepo Vélez remarque une surreprésentation des demandeurs d'asile colombiens au Royaume-Uni qu'elle explique comme un effet d'aubaine liée à la plus grande souplesse des administrations britanniques dans de

[58] Les villes de la vallée du fleuve Cauca, de Cali à Pereira.

[59] Le terrain exploratoire que nous avons réalisé en 2013-2014 à Paris dans le quartier du Père Lachaise confirme la présence de personnes provenant de Santuario et de Cartago, deux villes situées dans la région caféière, plus de dix ans après les travaux d'Anne Gincel. Ceux-ci se trouvent effectivement concentrés dans les secteurs du bâtiment en particulier la peinture, et le secteur du nettoyage.

domaine (2006, p. 30). Hormis la France, et le Royaume-Uni, une présence significative de Colombiens (carte 3.1) est à noter en Italie, aux Pays-Bas, en Suisse, en Belgique et en Suède (Garay Salamanca et Medina Villegas 2007; Garay Salamanca 2008; Ciurlo 2013). Outre les destinations européennes et américaines, le champ migratoire s'est aussi étendu en Océanie (Australie), au Moyen-Orient (Israël) (Sierra-Paycha 2016a). Parmi toutes ces nouvelles destinations, l'Espagne devient un lieu privilégié d'immigration colombienne autour de l'an 2000, de telle sorte que depuis cette année la morphologie du champ migratoire colombien est celle d'un espace comprenant trois pôles majeurs : Venezuela, États-Unis et Espagne.

Carte 3.1 Distribution des Colombiens dans le monde en 2005 et en 2014 (Source : DANE, Censo 2005 ; Colombia.com, Résultats du premier tour des élections présidentielles de 2014)

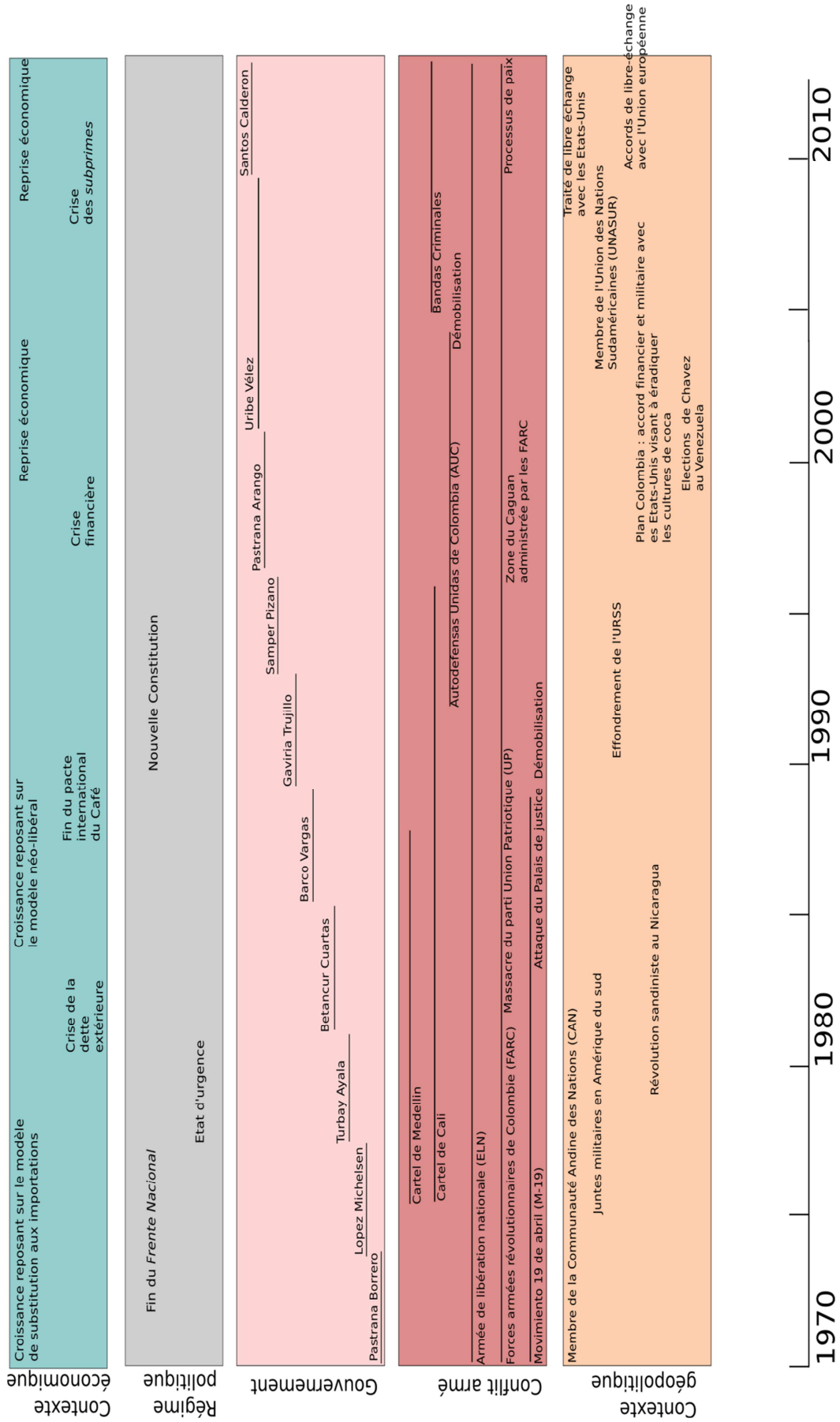
On observe donc que la fin de la transition démographique colombienne s'accompagne d'une augmentation des départs vers l'étranger, élargissant le champ migratoire, dans un périmètre toujours plus éloigné des frontières nationales. Après le Venezuela dans les années 1960 et les États-Unis depuis les années 1970, l'Espagne devient ainsi la principale destination à l'aube du XXI[e] siècle, se démarquant du reste des pays européens qui accueillaient à la même période d'autres migrants colombiens, dans des proportions moindres[60]. Avant de nous intéresser plus loin à la morphologie même de ce champ migratoire, revenons un instant sur les « causes » de cette émigration si importante depuis les années 1980. La brève présentation des différentes destinations laisse entendre une probable corrélation entre les flux migratoires colombiens et des enjeux socio-économiques et politiques. Dans quelle mesure le contexte colombien éclaire-t-il sur d'éventuelles « causes » de cette émigration ? Pour comprendre ce phénomène, un détour par les contextes économique et politique de ce pays s'impose. Ceux-ci livrent un panorama marqué par d'importants « facteurs d'expulsion ».

3.2 Quelques « facteurs d'expulsion » en Colombie

Qu'il s'agisse de l'intensification de la guerre civile séculaire ou de la transition vers un modèle économique néo-libéral, la dernière décennie colombienne du vingtième siècle offre un exemple paradigmatique de « facteurs d'expulsion » (Khoudour-Castéras 2007; Garay Salamanca et Medina Villegas 2007; Sanabria Mora 2008). La littérature sur le sujet ne manque d'ailleurs pas de s'étonner face au départ de centaines de milliers de Colombiens à partir des années 1990 : « que s'est-il passé ? Qu'est-ce qui a engendré autant de départs […] dans un laps de temps aussi court ? » (Villarraga Orjuela 2009, p. 40). L'objectif de cette section est de livrer une vision synthétique de trois facteurs d'expulsion bien identifiés par cette littérature. Après avoir présenté les turbulences du contexte politique depuis les années 1980, nous montrerons en quoi le conflit armé et ses multiples acteurs ont pu engendrer des mobilités internationales. Enfin, le contexte économique et ses différentes crises, perçus par les auteurs comme le principal « facteur d'expulsion », seront détaillés. Une frise chronologique permet de se repérer dans les évènements décrits (figure 3.2).

[60] Pour mesurer la place prise par l'Espagne à cette période dans le champ migratoire colombien, comparons l'Espagne à la France. En 1990, 4 189 Colombiens vivaient en France (Rolland et Touzalin 1995) contre 9 943 en Espagne. Dix ans plus tard, ils étaient 118 148 en Espagne (en 2001) contre 10 983 en France (en 1999) (Olga Gonzalez 2007).

Figure 3.2 Chronologie du contexte colombien



3.2.1 Un contexte politique très mouvementé marqué par…

Si l'Espagne a été marquée par une grande stabilité politique depuis 1975 (cf *infra*), la Colombie, quant à elle, a connu une histoire politique plus mouvementée. De 1970 à nos jours, le pays a ainsi connu plus de dix chefs d'État différents. Les deux plus longues investitures ont été le fait des derniers présidents de la République en date[61], réélus suite à la réforme constitutionnelle de 2004, autorisant désormais un second mandat consécutif. Cette instabilité politique est souvent présentée comme à l'origine d'une partie des départs pour l'Europe (Restrepo Vélez 2006; Olga Gonzalez 2007; Garay Salamanca et Medina Villegas 2007).

La période étudiée coïncide avec un changement de régime, caractérisé par le rétablissement d'élections obéissant au principe du suffrage universel. En effet, jusqu'en 1974, la désignation du gouvernement était régie par une alternance programmée et systématique entre le Parti Libéral et le Parti Conservateur. Autrefois, rivaux belligérants, notamment pendant la *Violencia*, guerre civile colombienne de 1948 à 1958, les deux principaux partis colombiens se sont ensuite partagé le pouvoir pendant la période dite du *Frente Nacional* (1958-1974). Le contexte des années 1970 étant davantage polarisé par la lutte contre les mouvements insurrectionnels de gauche, le *Frente Nacional* est apparu alors superflu aux yeux des élites dirigeantes. La suite des mandats politiques témoigne *a posteriori* de ce caractère superflu, car jusqu'à l'élection d'A. Uribe en 2002, Partis Libéral et Conservateur n'ont cessé d'occuper alternativement le pouvoir sans avoir besoin de fixer cette alternance dans un texte de loi.

L'intensification des départs liés au contexte politique commence en 1978. En effet, c'est à cette date que la lutte contre les mouvements révolutionnaires prend forme juridiquement sous le mandat de J. Turbay Ayala. Ce dernier décrète l'*Estatuto de Seguridad*, un état d'urgence en vigueur de 1978 à 1982 qui durcit les sanctions contre les troubles à l'ordre public, permettant ainsi aux forces de l'ordre de multiplier les condamnations à des peines de prison, et dans certains cas de faire usage de la torture[62], à l'instar des méthodes de répression des dictatures du cône sud-américain.

En 1990, toutefois, une assemblée constituante voit le jour. En raison de l'importance des députés de gauche, anciens guérilleros démobilisés, qui y siègent alors, la tonalité de la nouvelle constitution apparaît aux observateurs comme particulièrement progressiste. Celle-ci promettait de « renforcer l'unité de la nation et d'assurer aux citoyens la vie, la coexistence, le travail, la justice, l'égalité, la connaissance, la liberté et la paix, dans un cadre juridique, démocratique et participatif qui garantisse un ordre politique, économique et social juste » (Asamblea Nacional Constituyente 1991). Sur le plan diplomatique, la vision d'une Colombie apaisée et démocratique met fin à une période où les demandeurs d'asile pouvaient accéder facilement au statut de réfugié en Europe. O. Restrepo (2006, p.30) remarque à ce propos qu'en dépit de la poursuite des violences d'État en Colombie, tous les pays de l'Union européenne renforcent les conditions

[61] Álvaro Uribe et Juan Manuel Santos ont été tous les deux réélus après la réforme de 2004. Les mandats durent quatre ans.

[62] Les séances de torture et les incarcérations qui se multiplient à partir de 1978, apparaissent très souvent comme des étapes précédant de quelques mois le départ précipité vers l'Europe. On retrouve cela à la fois dans les entretiens menés par O. Restrepo auprès de migrantes en Espagne, en Angleterre et en France (Restrepo Vélez 2006, p. 30‑35), mais aussi dans notre travail autour de la biographie d'un ancien militant du Mouvement du 19 avril (Sierra-Paycha 2011).

d'obtention du statut de réfugié, un statut devenu encore plus difficile à obtenir qu'auparavant (Legoux 1995).

Malgré les espoirs placés par le camp progressiste dans la nouvelle donne constitutionnelle, la décennie des années 1990 est marquée par l'influence grandissante du narcotrafic dans la vie politique, ainsi que par la consolidation de la guérilla des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). Après la démobilisation réussie de la guérilla du Mouvement du 19 avril (M-19), les processus de paix ratés entrepris par le président A. Pastrana avec les FARC à la fin des années 1990, symbolisent l'échec du nouvel élan impulsé depuis 1991.

L'exercice du pouvoir par le dissident du parti libéral Álvaro Uribe à partir de 2002 est au contraire marqué par l'intensification du conflit armé et de nombreux scandales dits de « parapolitique ». Le paramilitarisme en Colombie désigne des groupes armés majoritairement ruraux défendant les intérêts de propriétaires terriens et de grands entrepreneurs, en particulier dans la région d'Antioquia, d'où est originaire A. Uribe.

Le corollaire de cette instabilité politique a été l'intensification d'un conflit armé séculaire, ayant pris des allures de « guerre civile » de basse intensité à la fin du vingtième siècle. La section suivante présente de façon synthétique les enjeux et les acteurs de ce conflit.

3.2.2…l'intensification d'un conflit armé multiforme et multi-acteurs

Pour comprendre le contexte de la migration colombienne vers l'Espagne, une description des acteurs du conflit est indispensable. D'une part, les membres de certaines de ces organisations ont été parmi les premiers à quitter la Colombie par avion. D'autre part, les violences générées par ces acteurs ont conduit des personnes à chercher refuge en dehors du continent américain.

Le conflit armé colombien tire ses origines des années 1950 (Pécaut 2001) lorsque le conflit entre Libéraux et Conservateurs se cristallise en alternance du pouvoir systématisée par le *Frente Nacional*. Dans certains départements ruraux, les conditions de la paix mettant fin à la période de la *Violencia* ne sont pas acceptées. Les auto-défenses paysannes et quelques factions des guérillas libérales s'organisent derrière la proue du Parti Communiste pour fonder les FARC en 1966. De composante principalement rurale et paysanne, cette organisation a pour objectif la conquête du pouvoir en vue d'instaurer une réforme agraire, c'est-à-dire la redistribution de propriétés terriennes jusque-là concentrée dans les mains de grands *terratenientes*.

Deux ans avant la création des FARC naît l'Armée de Libération Nationale (ELN) dont le projet révolutionnaire est différent. En effet, inspirée par la révolution castriste couronnée de succès en 1959, l'ELN est adepte de la théorie foquiste, qui consiste à créer des foyers révolutionnaires en milieu rural, animés par des personnes lettrées et politisées, principalement des étudiants, enseignants, universitaires et professions libérales. Contrairement aux FARC, l'ELN n'est pas rattachée au mouvement communiste. D'autres groupes guérilleros à la portée plus anecdotique sont aussi apparus dans les années 1960 (par exemple l'Armée Populaire de Libération, EPL).

Ces deux guérillas ont marqué l'histoire du système migratoire colombien pour plusieurs raisons. D'une part, par leur longévité, elles ont en effet contribué en premier lieu à la poursuite du conflit

armé colombien jusque dans les années 2010[63], et ont en ce sens produit des situations de mobilité « contrainte ». D'autre part, de nombreux cadres de ces organisations, militants plus anonymes ou encore simples sympathisants se sont installés en Europe, avant ou pendant leur période militante pour se former dans les universités du vieux continent (Rolland et Touzalin 1995)[64].

Ces différentes guérillas ont gagné en importance à la fin des années 1970. Galvanisés par la révolution sandiniste alors en cours en Nicaragua, par les spectaculaires faits d'arme des *Tupamaros* en Uruguay, et un temps par le succès de la gauche démocratique de Salvador Allende au Chili, les mouvements révolutionnaires font leur apparition de manière plus virulente sur la scène urbaine, de plus en plus proche des lieux de pouvoir. Cette visibilité de la lutte armée atteint son paroxysme avec le mouvement M-19 qui agit principalement à Bogota par des faits d'armes symboliquement très forts : mise en scène de la naissance du mouvement *via* des publicités dans les journaux nationaux, prise d'otage à l'ambassade de la République Dominicaine, vol de l'épée du *libertador* Simon Bolivar au musée national. Les militants de cette organisation ont été parmi les plus nombreux à quitter la Colombie après la mise en place de l'*Estatuto de Seguridad* sous le gouvernement de Turbay Ayala. Après les détentions et la torture qui se généralisent à ce moment-là, vient souvent l'exil pour l'Europe (*Ibid.*; Restrepo Vélez 2006; Sierra-Paycha 2011)[65]

Parallèlement à la montée de la contestation révolutionnaire, se développe progressivement le narcotrafic en Colombie. Impulsé par le déplacement de la culture du cannabis des États-Unis vers l'Amérique andine, l'économie de la drogue prend place en Colombie, principalement dans l'Antioquia, sur la côte caraïbe et dans une moindre mesure dans le Valle del Cauca. Les acteurs de ce secteur, spécialisés un temps dans le trafic de drogue de l'Amérique du sud vers la Floride, ont ensuite ajouté à leur activité la raffinerie de la pâte de cocaïne cultivée en Bolivie et au Pérou. Bénéficiant d'un grand marché de consommateurs en expansion en Amérique du Nord, ce secteur s'est ainsi considérablement développé dans les années 1980. Ce développement a donné lieu à la création d'entreprises illicites parfois de grande taille, connues sous le nom de cartels (Bushnell et Montilla 2007). Les cartels de Medellin et de Cali ont ainsi émergé dans la décennie, acquérant un pouvoir local officieux très important, et briguant quelquefois la conquête de postes de représentants officiels au sénat colombien. Étant donné le caractère illégal de leur activité, la nécessité de sécuriser l'acheminement des produits et de provoquer des attentats contre des personnalités publiques en vue d'obtenir gain de cause, les cartels se sont dotés d'un important arsenal militaire (Guarnizo 2003 ; Magnan Penuela 2009).

Face à la montée des guérillas de gauche et du narcotrafic (*Ibid.*; Pécaut 2008), l'État colombien a agi de façon tantôt répressive, tantôt en manquant de moyens pour y parvenir. En 1985, l'armée colombienne prend par exemple d'assaut le palais de justice de Bogota, qui avait fait l'objet d'une occupation du M-19, à l'aide de chars blindés. En raison de l'intermittence de l'action militaire de l'armée, une partie de la bourgeoisie nationale se sent toujours menacée par l'activité des groupes de gauche et leurs tentatives de coordination. Pour contrer cette mouvance contestataire, de petites armées privées se mettent en place, financées par des entrepreneurs ruraux et des barons de la

[63] Depuis 2015, les FARC sont en négociation des accords de paix. Depuis 2017, ce sont les dirigeants de l'ELN qui se sont assis à la table des négociations avec le gouvernement de J.M. Santos.
[64] On peut citer l'exemple du prêtre et sociologue Camilo Torres formé à l'Université de Louvain en Belgique (Camilo Torres 1968) ou encore Jaime Arenas, à la tête du mouvement étudiant et membre de l'ELN lui aussi, après avoir été formé en Union Soviétique (Arenas Reyes 1971).
[65] On retrouve les membres de ces organisations à Paris, à Madrid, à Barcelone ou encore Londres.

drogue. La fin de la décennie des années 1980 est alors marquée par une violence accrue, violence multiforme, comprenant au moins quatre groupes d'acteurs majeurs : armée, guérillas, paramilitaires et narcotrafiquants. Cette violence se manifeste par des assassinats de civils, mais aussi de personnalités publiques (hommes et femmes politiques, syndicalistes, journalistes). En outre, les expropriations de terres, les enlèvements, les attentats à la bombe, les massacres, les batailles rangées entre groupes armés, les « déplacements forcés » de population[66] et les exterminations massives de groupes politiques se multiplient (le massacre de l'Union Patriotique à la fin des années 1980, parti politique de gauche né entre autre de la volonté d'une partie des FARC d'accéder au pouvoir par les voies électorales, en est l'exemple le plus frappant).

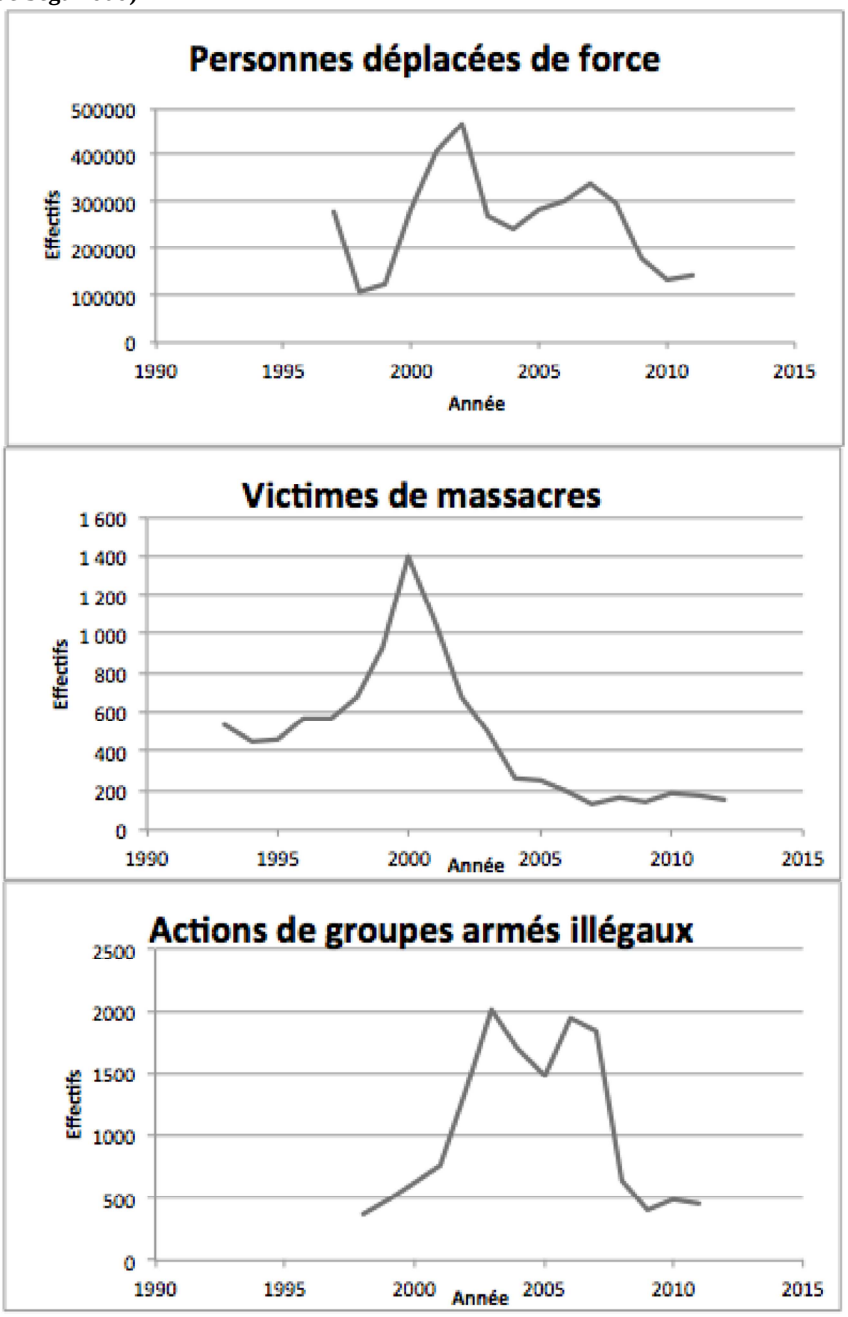
La situation des années 1990 n'a guère changé, si ce n'est dans le renouvellement des acteurs du conflit. Certains groupes déposent les armes (le M19, une partie de l'EPL), les grands cartels disparaissent, laissant place à des organisations narcotrafiquantes de plus petite taille. Les organisations paramilitaires, quant à elles, se coordonnent et forment les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC). En 2002, avec l'arrivée au pouvoir d'A. Uribe, on voit la guerre s'intensifier davantage. Alors que les paramilitaires de l'AUC se démobilisent sous la bienveillance du gouvernement colombien, accusé par les observateurs internationaux (Gutiérrez 2005) de collusion paramilitaire et d'impunité vis-à-vis des criminels de guerre, l'État entend mener une guerre frontale aux FARC qui s'affaiblissent progressivement après avoir connu leur apogée militaire. La population civile fait les frais de cette intensification du conflit : homicides, expulsion d'agriculteurs et d'habitants de leurs terres, explosion de mines antipersonnelles, enlèvements ou massacres (figure 3.3). Les groupes armés révolutionnaires pâtissent alors d'une très mauvaise image auprès de l'opinion publique, ceux-ci étant désormais déconnectés de tout mouvement social. L'ELN tire par exemple ses recettes de l'extorsion et du pillage d'oléoducs tandis que les FARC se financent en grande partie par le trafic de drogue, de telle sorte que ces guérillas se retrouvent, par nature, déconnectées de toute « base sociale » (Pécaut 2008). Au-delà de ces acteurs majeurs du conflit, règne alors un sentiment d'impunité en Colombie. Face aux défaillances de l'État de droit, les homicides, enlèvements pour rançons, et expropriations deviennent monnaie courante dans certaines régions du pays.

L'impact du conflit armé sur les mobilités a été surtout traité en Colombie pour analyser les déplacements internes au territoire national (Duriez 2016). Pourtant, dès les années 1990, on voit le nombre de demandeurs d'asile colombiens augmenter en Europe (Restrepo Vélez 2006; Castro Caycedo 1995; Guarnizo 2008). Des menaces et des épisodes violents peuvent motiver la migration internationale qu'il s'agisse d'acteurs du conflit démobilisés (en particulier d'anciens militants des guérillas), de civils menacés par des acteurs armés ou par d'autres formes d'atteinte à leur intégrité physique (comme dans le cas de Pablo dont la trajectoire a été exposée dans le chapitre 1[67]).

[66] Comme le rappelle T. Duriez, l'expression *desplazamientos forzados por la violencia* utilisée en Colombie, tant comme cible de l'action publique, que comme catégorie d'analyse des études sur le conflit armé, est discutable. En effet, elle sous-entend une vision passive de la migration, de fuite sans prise sur les évènements, or ces déplacements s'inscrivent dans des « stratégies rationnelles et relationnelles mises en place afin de surmonter l'instabilité socio-économique provoquée par leur mouvement » et construisent ainsi un « savoir migrer en temps de guerre » (Duriez 2016, p. 81).

[67] Pablo quitte son village natal pour la France en raison de menaces de mort que l'on ne peut pas directement imputer au conflit armé mais au climat d'impunité engendré par celui-ci.

Figure 3.3 Personnes déplacées de force, victimes de massacres et actions de groupes armés illégaux (Source: Registro Único de Poblaciones Despalazadas 2011 ; Policía Nacional 2011 ; Boletines diarios del Departamento Adminstrativo de Seguridad)[68]



[68] Ces données proviennent de différentes sources (policières et ministérielles) centralisées par la *Contraloría General de la República de Colombia*. Nous remercions Jorge Espitia de nous avoir permis l'accès à ces données dans le cadre d'un stage réalisé dans cette institution en 2013. La variable « personnes déplacées de force » désigne le flux annuel de personnes s'enregistrant comme victimes d'un déplacement forcé auprès du *Registro Único de Población Desplazada*. La variable « victimes de massacre » désigne le nombre d'homicides multiples recensés chaque année par la police. Enfin, les « actions de groupes armés illégaux » font référence au nombre de combats armés effectués par l'un des acteurs mentionnés plus hauts (guérillas, paramilitaires) dans l'année.

3.2.3 Une économie de pays en voie développement troublée par des crises.

À l'instabilité politique et au conflit armé, vient s'ajouter une crise économique majeure dans la dernière décennie du vingtième siècle. Alors que les « facteurs d'expulsion » d'ordre politique, qui viennent d'être présentés, permettent de comprendre l'élargissement du champ migratoire colombien, notamment vers l'Europe, la littérature portant sur l'émigration internationale de cette époque met au premier plan les « facteurs d'expulsion » d'ordre socio-économique (Khoudour-Castéras 2007; Garay Salamanca et Medina Villegas 2007; Villarraga Orjuela 2009).

Historiquement, l'économie colombienne est principalement structurée par le secteur du café et plus généralement de l'agriculture (Ocampo 2015). Depuis le début du XX^{e} siècle, ce pays est engagé dans une phase de développement, correspondant à une croissance annuelle moyenne de 4,6% et à une croissance moyenne annuelle du PIB par habitant de 2,3% entre 1906 et 1997 (GRECO (Grupo de estudios del crecimiento económico colombiano) 1999). La période qui nous intéresse est caractérisée par un changement de modèle économique, passant du modèle de « substitution aux exportations » au modèle libéral.

Des années 1930 aux années 1970, la croissance colombienne repose sur le modèle de substitution aux exportations, c'est-à-dire avec un fort investissement de l'État comme acteur économique majeur de la production de biens et de services, et une volonté politique de consommation de produits nationaux et non importés. Alors qu'au niveau continental, la décennie des années 1980 est considérée comme la décennie perdue, en raison d'une crise de surendettement de nombreux pays latino-américains, la Colombie, bien qu'elle connaisse une baisse de la croissance comme tous les autres pays voisins en 1981-1982, se sort avantageusement de cette crise de la dette extérieure (en ne connaissant jamais de croissance négative par exemple). Tout de même, après une croissance de 5,4% dans les années 1970-1980, celle-ci diminue pour atteindre 1% en 1982. Conséquemment, la dette publique augmente et s'en suit une crise financière marquée par la nationalisation de nombreuses banques à partir de 1982. Après cette récession du début des années 1980, la Colombie repart de meilleur pied notamment grâce au secteur caféier, modernisé et dont la production est devenue de plus en plus concentrée aux mains de grandes entreprises caféières.

A partir de 1989, se met en place un tout autre modèle, libéral, entraînant un changement structurel de l'économie. Le gouvernement colombien envisage une série de réformes visant la libéralisation, en particulier du secteur financier (privatisation d'une grande partie de la banque d'État, implantation de banques étrangères, etc.) et l'ouverture du pays aux importations, par la baisse des tarifs douaniers et la levée de l'interdiction d'importer un grand nombre de produits. Parallèlement à ces mesures, les recettes de l'État s'affaiblissent, tandis que ses dépenses augmentent (en partie à cause de la création de nouvelles institutions conformes à la nouvelle constitution). Cette libéralisation, en favorisant l'accès au crédit a permis un développement économique relatif jusqu'en 1995.

Une crise économique met cependant fin cette période de croissance à la fin des années 1990. Commencée en 1997, cette crise aux origines financières a des effets très importants sur l'économie réelle (Alejandro Torres 2011). De 1997 à 1999, l'économie colombienne connaît ainsi une des crises les plus importantes de son histoire, marquée par une croissance négative de -

4,2% et un taux de chômage supérieur à 20% en 1999. La réduction de la dépense publique, provoquée par la mise en place du modèle libéral, aggrave la situation des classes moyennes et populaires qui ont perdu leurs emplois. De plus, le système hypothécaire s'est vu considérablement affecté par la crise financière. Une grande majorité de personnes endettées pour leur logement se voient obligées de rendre leurs biens immobiliers aux banques, les taux d'intérêt étant devenus trop élevés pour que le remboursement reste viable (Garay Salamanca 2008). En matière d'inégalités socio-économiques, la Colombie dépasse alors le Brésil : la part des richesses détenues par la moitié de la population la plus pauvre en 1999 est en dessous de la même proportion mesurée dix ans auparavant. De même, le rapport entre le premier et le dernier décile est passé de 52 à 78 de 1990 à 1999[69] (Villarraga Orjuela 2009). Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté augmente de deux millions entre 1997 et 1999. Alors que 2 Colombiens sur 10 se retrouvent au chômage, une grande partie d'entre eux se reportent vers le secteur informel : un tiers de la population urbaine exerce ainsi un travail indépendant non-qualifié en 1999 (Dureau, Contreras, Flórez, et al. 2015, p. 21).

Dans la région caféière, les effets de la crise sont encore plus intenses que dans le reste du pays. La fin du Pacte international du café (1989)[70] a entrainé « la chute du prix d'une denrée qui, pendant la plus grande partie du XX^{e} siècle, avait été le premier produit d'exportation national, contraignant le pays à se reconvertir en exportateur de matières premières (principalement de pétrole et de charbon) » (Olga Gonzalez 2007, p. 12). Dans le Valle del Cauca, le Quindío et le Risaralda, les conditions de vie se dégradent également à cause du tremblement de terre meurtrier de 1999[71]. À l'instabilité du cours du café et aux dommages liés à la catastrophe naturelle, s'ajoutent les effets néfastes de la réduction de la dépense publique, notamment dans le secteur social. La baisse des tarifs douaniers et la liquidation de *l'Instituto para el Mercadeo y Fomento Agropecuario* (IDEMA), chargé autrefois d'aider les petits agriculteurs, accentuent la crise. De plus, l'engagement de l'État Colombien dans la lutte pour l'éradication des cultures illicites (coca) dans le cadre du *Plan Colombia*[72] affaiblit une économie régionale, déjà bien destabilisée par l'effondrement du cartel de Cali (Villarraga Orjuela 2009).

Suite aux grandes transformations de l'économie colombienne depuis la période d'ouverture à la mondialisation en 1990, le secteur agricole (coton, café, canne à sucre, maïs, riz, cacao, bananes, pommes de terres, fleurs), l'industrie manufacturière (boissons, alimentations, textiles et produits chimiques), le secteur du commerce (restauration et hôtels) et le secteur financier dominent l'économie. La Colombie s'oriente aussi vers l'export de produits miniers (or) et pétrolifères mais ces secteurs ne semblent pas suffire à absorber la demande d'emploi.

[69] Concrètement, les 10% les plus riches ont un revenu 78 fois supérieur aux 10% les plus pauvres.
[70] En 1989, les pays membres de l'Organisation Internationale du Café mettent fin à un pacte qui depuis les années 1950 établissait des quotas de production permettant de stabiliser l'offre et de garantir des niveaux raisonnables de prix pour les caféiculteurs du monde entier. À l'instigation des États-Unis et de la République Fédérale d'Allemagne, l'organisation déréglemente le secteur. Le cours du café devient alors très instable atteignant des pics comme en 1994 et en 1996 et s'effondrant à partir de 1997 pour ne jamais atteindre à nouveau le niveau de 1989 avant 2005 (Bushnell et Montilla 2007).
[71] Celui-ci fait des milliers de morts, en particulier dans la ville d'Armenia (Garay Salamanca et Medina Villegas 2007).
[72] Il s'agit d'un accord signé en 2000 qui engage les États-Unis et la Colombie à coopérer dans la lutte contre la production de drogue. Cet engagement se traduit par une importante aide militaire nord-américaine et la destruction des cultures de coca par fumigation aérienne.

La Colombie présente donc à partir des années 1990 un certain nombre de « facteurs d'expulsion ». Le pays finit la décennie par une crise financière ayant des répercussions lourdes sur l'économie réelle (envolée du taux de chômage, baisse du niveau de vie). La situation du conflit armé n'est guère plus réjouissante puisque il s'intensifie autour de l'an 2000, entraînant par la même occasion, une vague de violence provoquée par de multiples acteurs armés. Démographiquement, cela se traduit par l'émigration de Colombiens (pour 1000 habitants, ce sont près de quatre départs entre 1995 et 2000) et l'extension du champ migratoire. Si l'on rapporte cette situation au contexte espagnol, qui dans une période concomitante connaît de nombreux « facteurs d'attraction », on peut considérer le départ des Colombiens vers l'Espagne comme allant de soi. Toutefois c'est, selon nous, une erreur que d'analyser la polarisation des flux migratoires colombiens par l'Espagne uniquement à l'aune des conjonctures en vigueur dans les deux pays. C'est d'ailleurs peut-être la principale limite de l'ensemble des études portant sur la migration colombienne vers l'Espagne. En effet, celles-ci ont perçu comme une évidence la connexion des logiques d'expulsion colombienne avec les logiques d'attraction espagnole, oubliant de replacer cet épisode de la fin du XX^{e} siècle dans une temporalité plus longue. Le caractère encore récent de ce phénomène n'a pas laissé le temps aux historiens de s'y consacrer. Pourtant, une approche sur le temps long du système migratoire colombien permettrait de mieux rendre compte de ces évolutions récentes : « certaines structures, à vivre longtemps, deviennent des éléments stables d'une infinité de générations : elles encombrent l'histoire, en gênent, donc en commandent l'écoulement. D'autres sont plus promptes à s'effriter. Mais toutes sont à la fois des soutiens et des obstacles. Obstacles, elles se marquent comme des limites (des enveloppes, au sens mathématique) dont l'homme et ses expériences ne peuvent guère s'affranchir » (Braudel 1985, p. 45)[73]

L'extension du champ migratoire semble obéir à un déploiement multipolaire *a contrario* d'autres exemples de champs migratoires internationaux concentrés dans un seul pays. La plupart des ressortissants algériens résidant à l'étranger sont regroupés en France. De même, la plupart des migrants mexicains habitent aux États-Unis. Les situations algérienne et mexicaine, caractérisées par une macrocéphalie migratoire, diffèrent en effet de celle du champ migratoire colombien où trois pays se disputent la primauté. La section suivante ambitionne de donner quelques clés de lecture à la morphologie du champ migratoire international colombien en observant ce déploiement non à la lumière des *push and pull factors* mais à celle d'un « élément stable » dans lequel se construit « l'histoire » d'une « infinité de générations » pour reprendre les mots de F. Braudel.

[73] Cette citation nous est parvenue grâce à l'hommage que rend Andrew Abbott à l'historien français (Jouvenet 2016).

3.3 La multipolarité du système migratoire colombien : l'armature urbaine en héritage

Le déploiement du champ migratoire colombien intrigue les observateurs. Les deux spécialistes de la question L.E. Guarnizo (2003) et D. Khoudour-Castéras (2007) constatent des variations de destinations selon le lieu d'origine en Colombie mais n'expliquent ces variations que par l'intensité des facteurs d'expulsion selon un raisonnement que l'on pourrait résumer par le syllogisme suivant : « les migrants sont partis en grand nombre de la région caféière dans les années 1990 à cause de la crise, or à cette période l'Espagne offrait des facteurs d'attraction, donc les migrants de la région caféière sont partis en Espagne ». Cette hypothèse est en fait prise au piège de l' « enveloppe » structurelle évoquée par F. Braudel. L'objectif de cette section est d'aller au-delà de la conjoncture des facteurs d'expulsion pour comprendre la morphologie du champ migratoire colombien. Il s'agit d'interroger cette forme à partir de l'organisation interne du territoire national. Nous proposons ainsi une entrée par les « aires historiques de peuplement » pour appréhender la géographie du système migratoire international (carte 3.2). Quatre aires[74] peuvent être définies :

- le « Plateau cundiboyacense » (en bleu) au centre du pays sur lequel est bâtie Bogota,
- la « Région caféière[75] » (en rouge) située le long de la vallée du fleuve Cauca au sud-ouest (au nord de Cali)
- l' « Antioquia » (en vert) répartie de manière concentrique autour de Medellin
- la « Région caraïbe » (en rose) s'étalant sur la côte, de part et d'autre de Barranquilla.

Pour parvenir à mettre en lien l'organisation historique du peuplement en Colombie avec le déploiement international des flux migratoires depuis les années 1990, il nous faudra d'abord présenter le réseau urbain actuel[76]. Nous reviendrons alors sur les origines géographiques des habitants des quatre plus grandes villes de ce réseau. Nous confronterons ensuite ces aires géographiques aux lieux d'origine des migrants internationaux afin de faire apparaître d'éventuelles connexions entre les destinations internationales et les destinations internes (encadré 3.1).

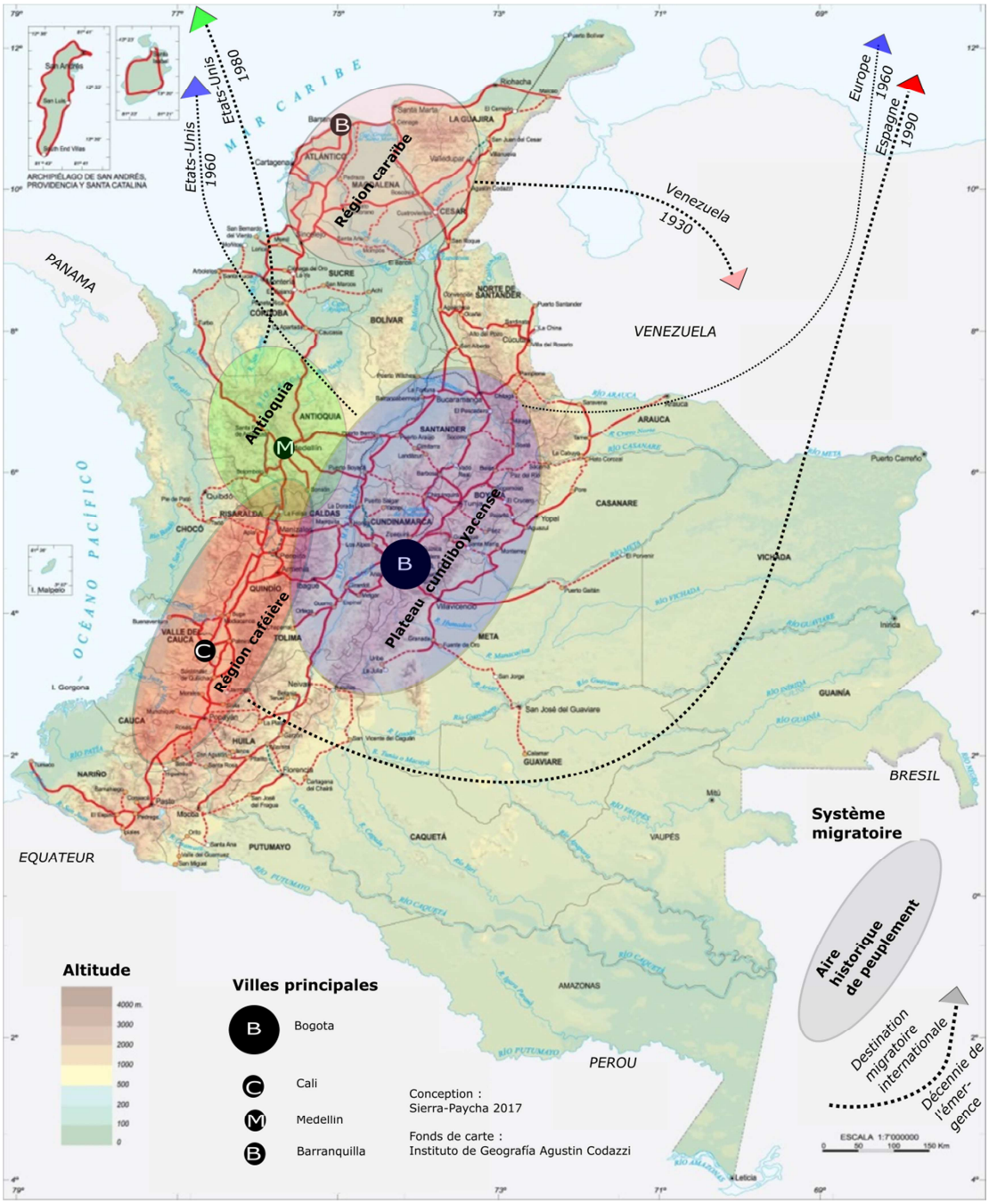
[74] Le lecteur pourra trouver dans l'annexe 2 une carte administrative de la Colombie pour faciliter la compréhension de cette section.
[75] Le terme de région caféière n'existe pas à proprement parler en Colombie. En revanche, on parle d'axe caféier (*eje cafetero*) pour désigner trois départements de petite superficie (Caldas, Risaralda, Quindio) situés entre le Valle del Cauca (dont la capitale est Cali) et l'Antioquia (dont la capitale est Medellin). Par ce terme, nous entendons une zone qui s'étend au-delà de l'*eje cafetero* et qui englobe le Valle del Cauca et le Cauca. Ce choix se verra justifié par la cartographie du « bassin migratoire de Cali ».
[76] Nous employons ici le « réseau urbain » et l' « armature urbaine » comme des synonymes.

Encadré 3.1 Les migrations internationales et l'analyse des dynamiques urbaines

Depuis les travaux précurseurs d'E.G. Ravenstein, les liens entre des dynamiques migratoires internes et internationales ont été abondamment traités, sous plusieurs angles. Parmi les différentes lois proposées par le géographe germano-britannique, figurait la suivante : les processus migratoires sont fractionnés en différents paliers ; des hameaux vers les petits bourgs ruraux, des villages vers les villes intermédiaires et des villes vers les grands centres urbains (Ravenstein 1885). L'étude des migrations internationales contemporaines a montré comment le passage par un centre urbain pouvait être une étape migratoire primordiale dans la formulation d'un projet migratoire international. Une première piste d'exploration entre migration interne et internationale est donc celle de l'agencement de ces deux types d'étapes dans les trajectoires individuelles. Ainsi, le poids des expériences urbaines dans la construction du projet migratoire vers l'étranger et réciproquement le poids de la migration internationale dans les dynamiques urbaines ont été mis en évidence dans de récents travaux (Souchaud et Baeninger 2009; Lessault et Imbert 2013; Cordoba et Miret 2015; Giroud et al. 2015; Le Roux 2016).

À un niveau plus macroscopique, les interrelations entre migrations internes et internationales ont aussi fait l'objet d'études dans le cadre de travaux sur les villes et les systèmes de villes. Longtemps cantonnée à l'étude des villes situées au sein de l'enveloppe nationale (Gibrat 1931), l'étude des réseaux urbains tend désormais à dépasser l'échelle nationale, intégrant de fait les migrations et circulations internationales dans les nouvelles approches du développement urbain. L'échelle continentale a ainsi pu être envisagée dans le cas du système urbain européen (Bretagnolle et al. 1999; Pumain 2001; Pumain et al. 2015). Les migrations et circulations internationales repoussent donc les limites géographiques du système de villes. Dans le cadre de l'étude des systèmes urbains, malgré le dépassement de la frontière étatique dans la prise en compte des dynamiques entre les villes, c'est encore la continuité territoriale, la contiguïté spatiale, qui est privilégiée. À titre d'exemple, dans l'analyse du système urbain européen, les réseaux urbains nationaux des pays dont sont originaires les migrants qui les peuplent ne sont pas pris en compte. L'interrelation entre les villes, au-delà de leur proximité spatiale, a été cependant pensée, en particulier dans le cas de l'étude des migrations internationales par exemple avec la notion de « ville monde » (Sassen 2013).

Carte 3.2 Aires historiques de peuplement et destinations internationales du système migratoire colombien

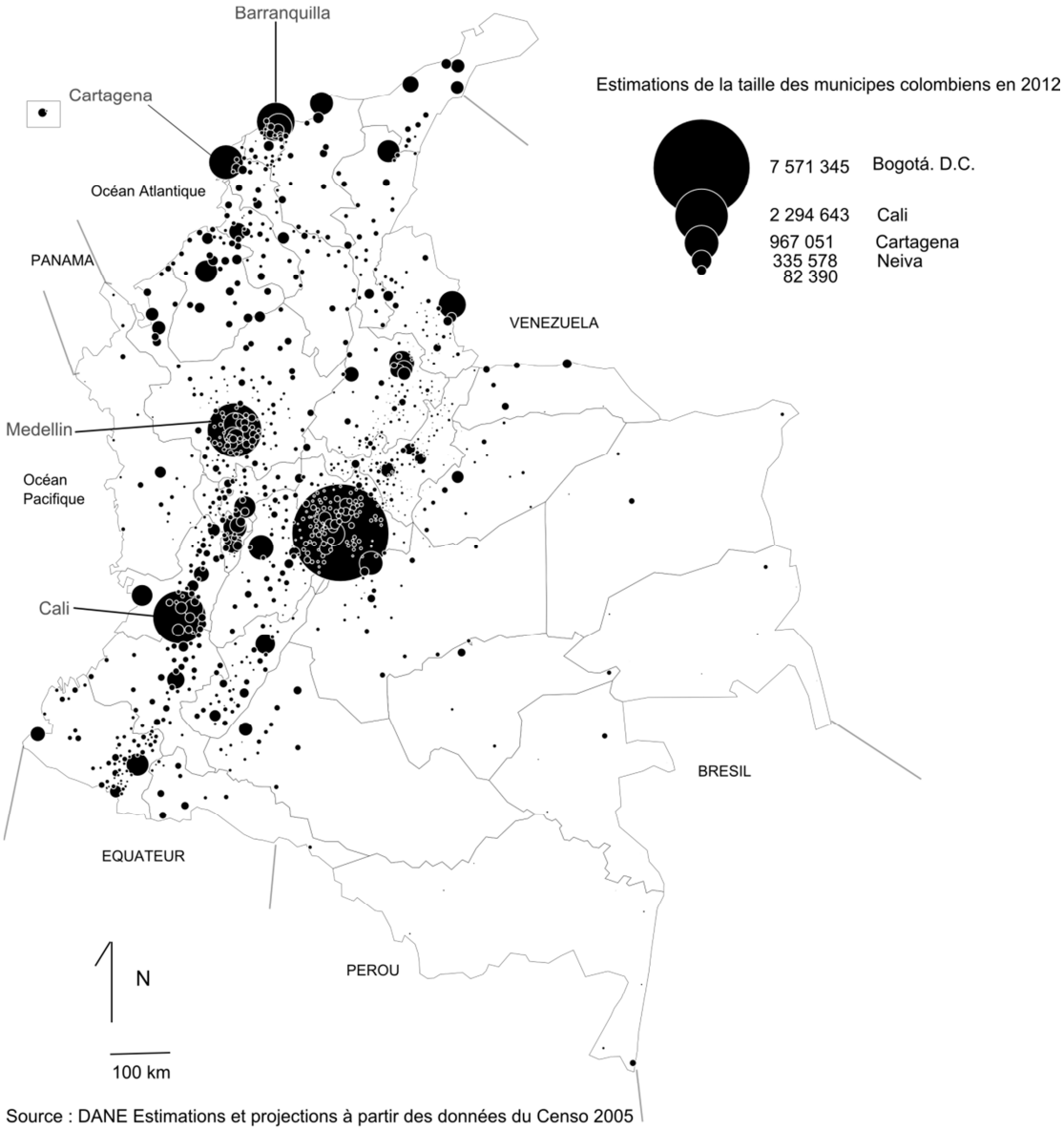


3.3.1 Quatre villes de plus d'un million d'habitants : un réseau urbain anciennement quadricéphale

Le processus d'urbanisation en Amérique latine se démarque par son caractère récent et rapide et par la forte concentration de ses habitants dans de très grandes villes. Ainsi, au début des années 2000, un latino-américain sur trois habitait dans une ville de plus d'un million d'habitants (Rodríguez Vignoli 2002). La Colombie et le Brésil font figure d'exception au sein du panorama des pays latino-américains dont les réseaux urbains nationaux sont macrocéphales. Ainsi, au Chili par exemple, observe-t-on une primauté de la ville principale qui rassemble près de la moitié de la population urbaine. En Colombie à l'inverse, la primauté de la grande ville est plus modeste. En effet, le saut entre Bogota et la seconde ville, y est moins élevé qu'ailleurs, sa population représentant « à peine plus du » double de celle de Medellín et trois fois celle de Cali (Dureau, Contreras, Flórez, et al. 2015, p. 26). Le réseau urbain colombien a, à ce titre, été qualifié de « quadricéphale » au début des années 1990, Bogota, Medellin, Cali et Barranquilla étant les quatre principales villes (Cuervo 1990; Gouëset 1996). Ce développement quadricéphale est l'héritage d'un peuplement spécifique par « îlots régionaux » avec quatre principaux foyers historiques de peuplement : la région caraïbe (Santa Marta, Cartagena, Barranquilla), le plateau cundiboyacense situé au centre de la cordillère orientale (sur un axe Bucaramanga-Bogota), le centre de la cordillère centrale (à cheval sur l'aire « Antioquia » et l'aire « région caféière »), et l'*altiplano* du Nariño au sud du pays (au sud de Cali) (*Ibid.*; Jaramillo 1999; Gouëset et Mesclier 2003). L'autonomie de ces foyers de peuplement est liée à un développement laborieux des transports intérieurs au sein d'une géographie difficile à maîtriser (cordillère des Andes, forêts vierges, déserts, voir carte 3.2). Par ailleurs, l'absence de grand empire unificateur à l'instar des Aztèques et des Mayas semble avoir empêché la centralisation des activités économiques et des lieux de décision politique. On observe ainsi une partition historique de ces activités : la côte caraïbe a joué le rôle d'interface commerciale avec l'Europe, l'Antioquia fût le principal centre minier de la Nouvelle Grenade, la cordillère orientale, cœur de la civilisation *muisca*, a développé une intense activité agricole et artisanale, la région de Cali s'est spécialisée comme foyer agricole et s'est constituée comme enclave minière du Pacifique. À chacune des quatre villes, correspond encore aujourd'hui une fonction économique : Bogota est la capitale politique et économique, Medellin est spécialisée dans l'industrie minière, Cali est le port du Pacifique avec Buenaventura, et Barranquilla, celui de la mer des Caraïbes.

Depuis les travaux pionniers de Vincent Gouëset et de Luis Mauricio Cuervo, l'idée d'un réseau urbain quadricéphale a été nuancée, Bogota étant désormais bien plus peuplée que les trois villes suivantes (*Ibid.*; Dureau, Contreras, Flórez, et al. 2015; Le Roux 2015). D'après les projections de l'institut de statistiques colombien (DANE), en 2010, le municipe de Bogota (différent de l'aire métropolitaine qui s'étend sur plusieurs municipes limitrophes), comptait environ 7,3 millions d'habitants, Medellin en comptait 2,3, Cali 2,2 et Barranquilla 1,2. La population de la cinquième ville, Carthagène, s'élevait, quant à elle, à 900 000 habitants. La quadricéphalie est donc moins en vigueur aujourd'hui qu'elle ne l'était autrefois en raison de la primauté confirmée de Bogota, bien que les quatre premières villes se démarquent toujours des suivantes par le fait que leurs populations excèdent le million d'habitants (carte 3.3).

Carte 3.3 Estimations des populations municipales en 2012 (Source : DANE, projections Censo 2005)

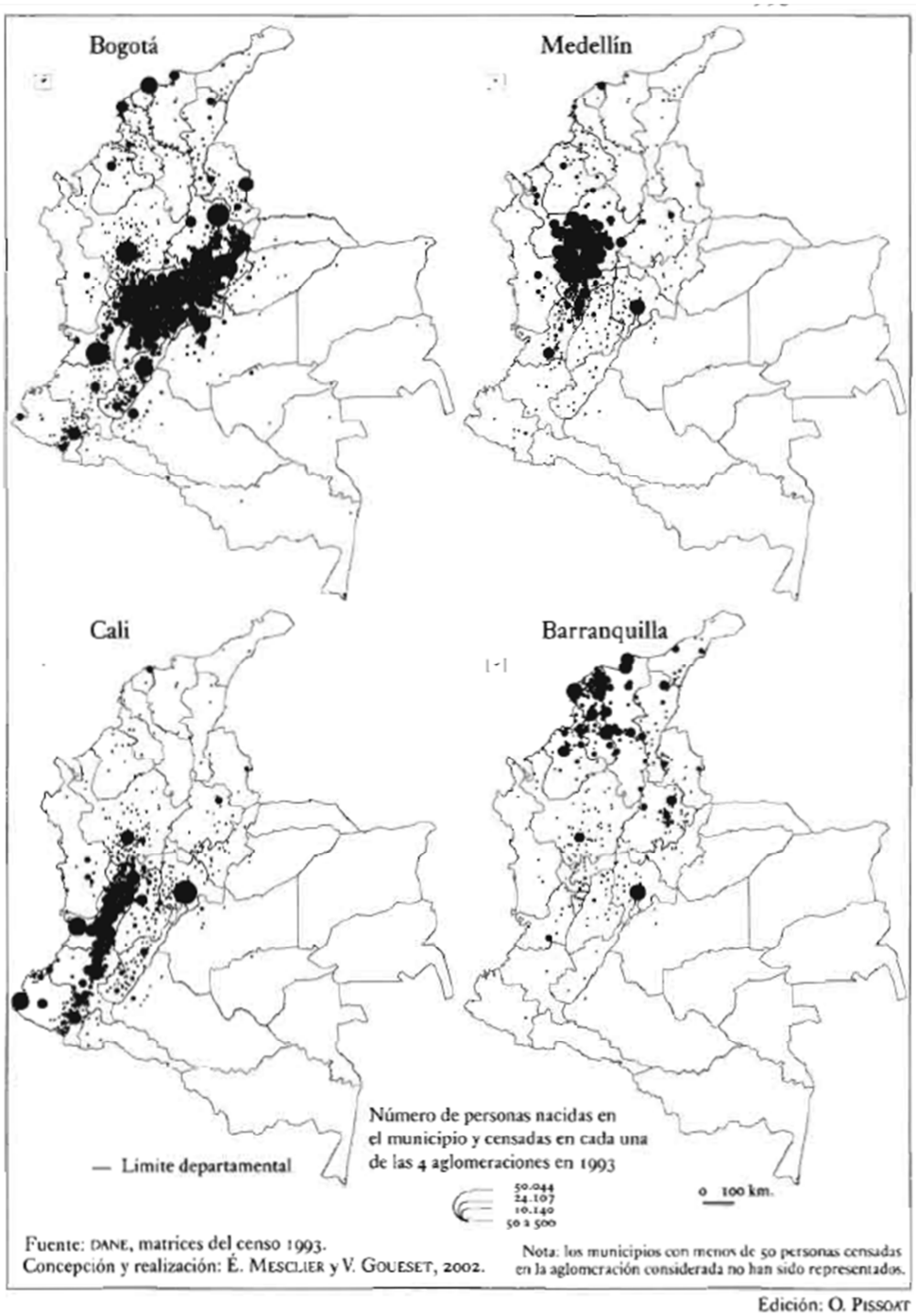


Source : DANE Estimations et projections à partir des données du Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

3.3.2 Des bassins migratoires internes bien circonscrits mais en expansion

La croissance du réseau urbain colombien s'explique par l'afflux de populations environnantes. La littérature indique que les migrations internes d'une unité administrative à l'autre sont le fait de « bassins migratoires nettement circonscrits et quasi imperméables les uns aux autres » (Gouëset et Mesclier 2003). Par bassin migratoire, nous entendons les lieux de naissance des habitants des métropoles. Nous reproduisons ici les cartes qui corroborent ces analyses (carte 3.4).

Carte 3.4 Bassins migratoires des quatre métropoles en 1993 (Source : Gouëset et Mesclier, 2007)



À partir des données portant sur les migrations interdepartementales colombiennes, Samuel Jaramillo a calculé des indicateurs d'interaction migratoire entre les départements colombiens en 1973 et en 1993 qui montrent aussi l'existence de quatre aires migratoires autonomes[77] (Jaramillo 1999). Ces flux migratoires sont essentiels pour comprendre la quadricéphalie urbaine colombienne, un nombre restreint de villes ayant reçu la plupart des migrants. D'après le recensement de 1993, un tiers des migrations[78] se dirigaient vers une des quatre principales métropoles et 19% d'entre elles s'orientaient vers Bogota (Gouëset et Mesclier 2003). En 2005, on observait que 30% des personnes qui ne résidaient pas dans leur lieu de naissance résidaient dans l'une des quatre villes mentionnées, tandis que 17% de ces migrants internes vivaient à Bogota. Ce léger recul des quatre métropoles dans la polarisation des flux migratoires traduit la position actuelle de celles-ci dans la transition urbaine, le peuplement de ces villes étant désormais davantage dû à l'accroissement naturel qu'à l'accroissement migratoire (Dureau, Contreras, Flórez, et al. 2015).

Tableau 3.2 Population de migrants internes et de non-migrants dans les quatre principaux municipes colombiens (Source : DANE, Censo 2005)

Lieu de résidence en 2005	Ensemble Colombie	Bogota	Medellin	Cali	Barranquilla
Né dans un autre municipe colombien	14 929 701	2 505 440	830 139	788 018	299 661
Né dans le municipe de résidence en 2005	25 685 680	4 032 721	1 292 815	1 274 870	805 373
Taille de la population en 2005	41 468 384	6 778 691	2 219 861	2 075 380	1 112 889
Poids de chaque lieu sur l'ensemble des destinations des migrants internes colombiens	100	16,8	5,6	5,3	2,0
Part des migrants internes à la naissance parmi la population du lieu	36,0	37,0	37,4	38,0	26,9

Lecture : En 2005, à Barranquilla, 299 661 habitants n'étaient pas nés dans le municipe de Barranquilla, soit 27% de la population barranquillera mais seulement 2% de la population migrante interne en Colombie.

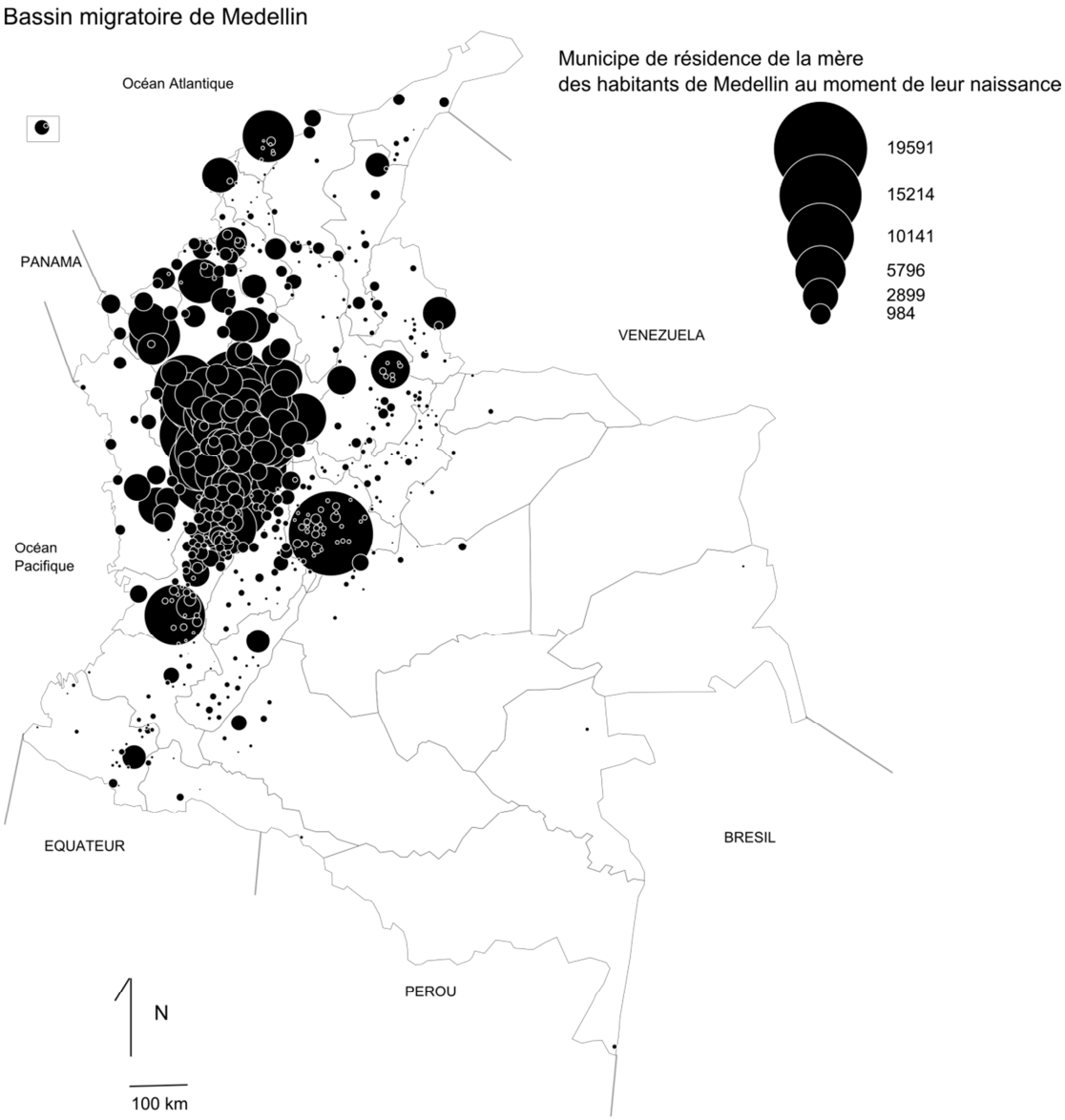
L'analyse des aires de peuplement a été, jusqu'à présent, constituée à partir des recensements du vingtième siècle (réalisés dans les années 1970, 1980 et 1990). L'analyse comparée des bassins migratoires des quatres premières villes colombiennes n'a pas été actualisée à partir des données du recensement de 2005. Nous nous proposons de l'actualiser dans le paragraphe suivant.

Par rapport à la situation de 1993, le bassin migratoire de **Medellin** s'est étendu au nord-ouest et sur la partie occidentale de la côte caraïbe (carte 3.5). Hormis ce bassin migratoire de proximité, parmi les origines migratoires des habitants de Medellin, le poids des trois autres métropoles s'est accru. Le constat est le même pour **Cali** (carte 3.6). On constate une extension, mais à l'est cette fois. Sur le littoral pacifique, le port de Buenaventura a accru sa contribution au peuplement de la ville de même que Bogota. **Barranquilla** connaissait un large bassin en 1993, s'étalant sur toute

[77] Par rapport à la définition historique des aires, le bassin migratoire de Cali appelé ici « région caféière » peut être différencié de celui de Medellin (« Antioquia »).
[78] Il s'agit d'une migration dite « durée de vie » car on compare le lieu de naissance au lieu de résidence au moment de la collecte des données.

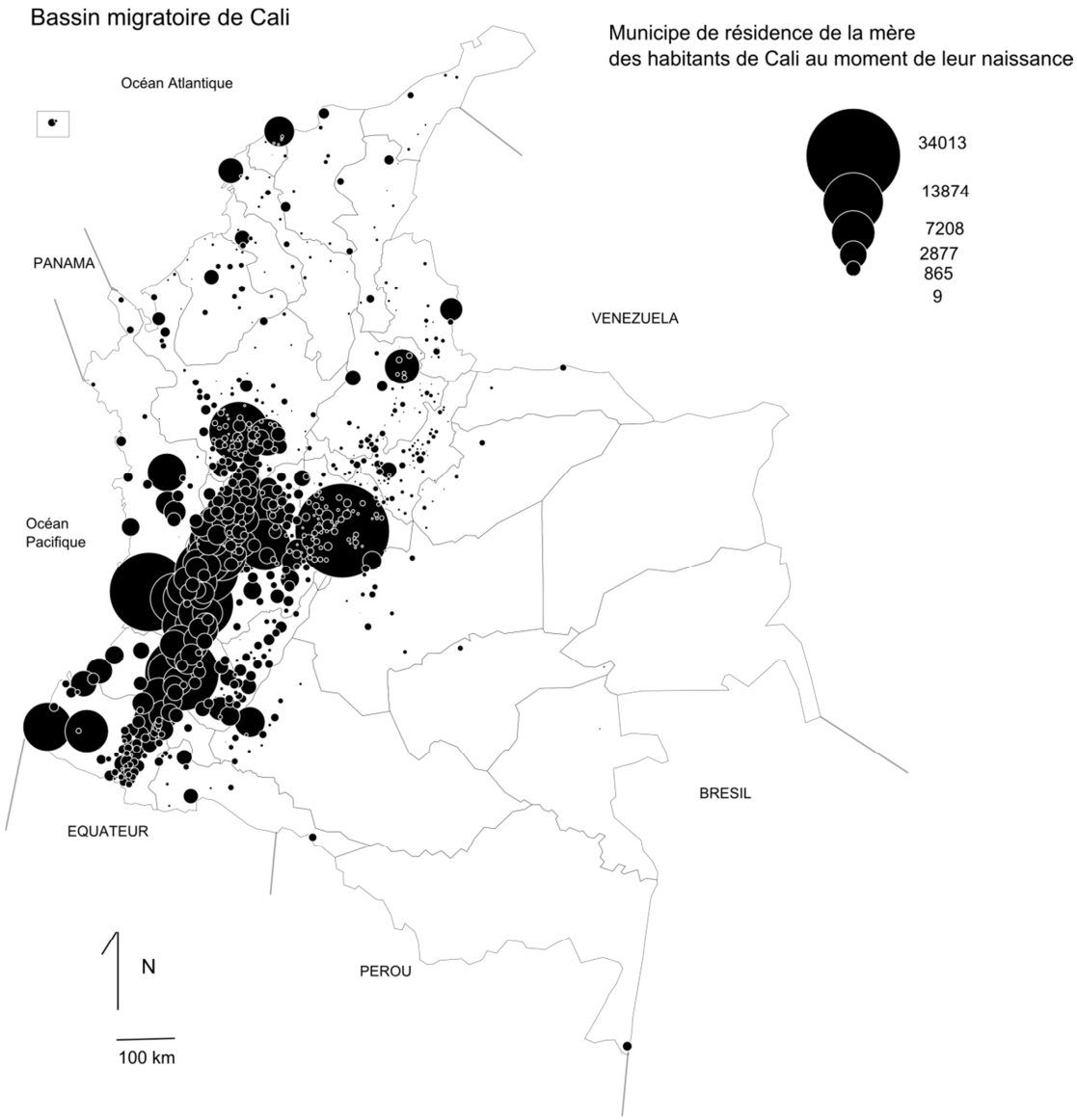
la côte caraïbe. En 2005 (carte 3.7), ce bassin s'est renforcé avec une participation plus grande des autres métropoles de la côte (Santa Marta et Cartagena) et à l'est sur la frontière vénézuelienne (avec Riohacha, Maicao, et Cúcuta), mais aussi au sud le long des villes du fleuve Magdalena. On remarque, là aussi, un accroissement du poids de Bogota et de Medellin. Quant à **Bogota**, dès 1993, son attractivité migratoire couvrait l'intégralité des départements du Boyacá et du Cundinamarca, empiétait sur tous les départements périphériques, et touchait également la côte caraïbe et le sud de la côte pacifique. En 2005, ce bassin migratoire n'a guère changé, si ce n'est le poids accru des autres métropoles, en particulier celui des villes situées sur la côte caraïbe (carte 3.8).

Carte 3.5 Bassin migratoire de Medellin en 2005 (Source : DANE, Censo 2005)



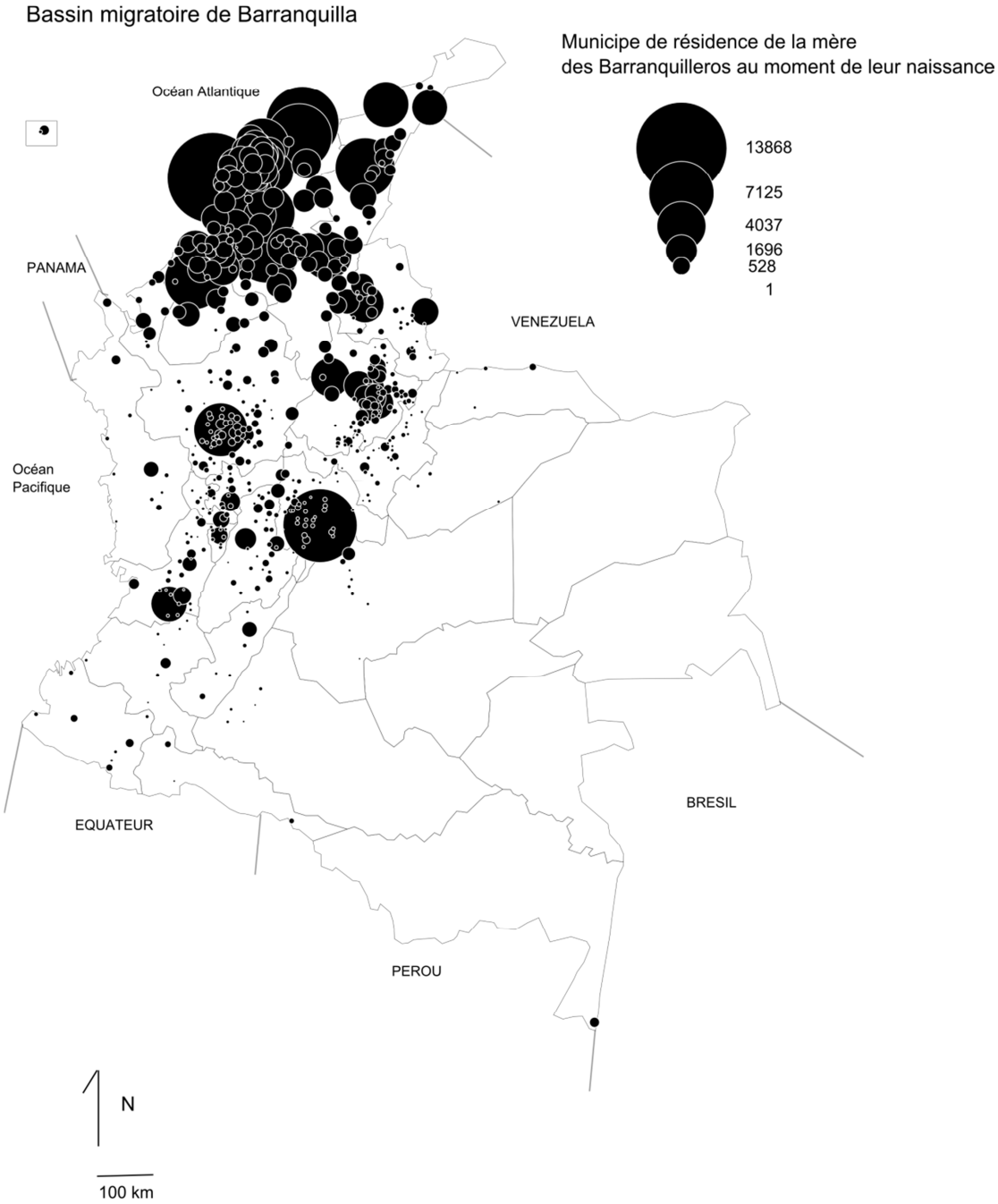
Source : DANE Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

Carte 3.6 Bassin migratoire de Cali en 2005 (Source : DANE, Censo 2005)



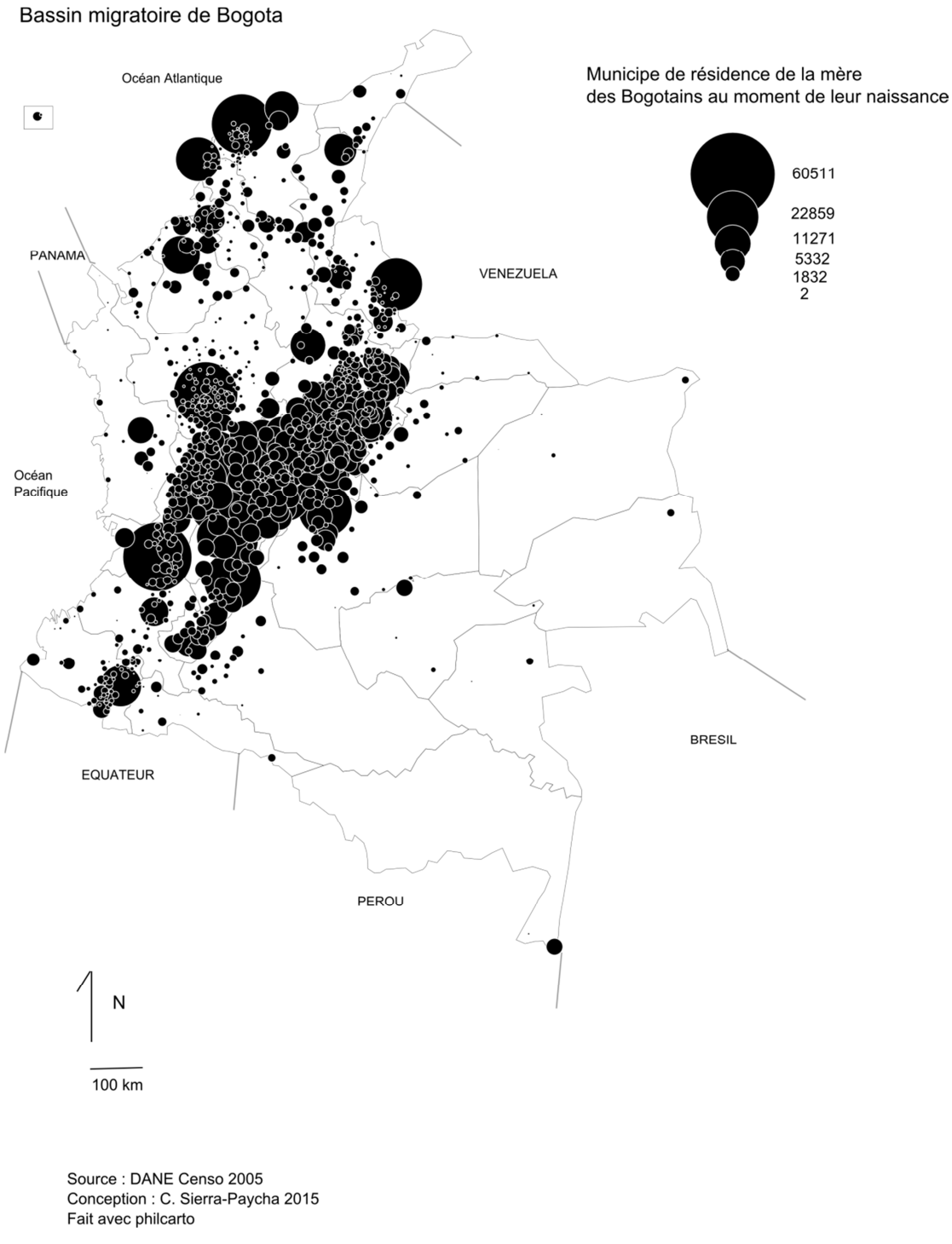
Source : DANE Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

Carte 3.7 Bassin migratoire de Barranquilla en 2005 (Source : DANE, Censo 2005)



Source : DANE Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

Carte 3.8 Bassin migratoire de Bogota en 2005 (Source : DANE, Censo 2005)



Source : DANE Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

La cartographie des lieux d'origine des habitants des quatre métropoles à partir des données du recensement permet donc de confirmer l'autonomie des bassins migratoires pour une période plus récente. À noter toutefois cependant, un élargissement de leur attractivité migratoire et un rôle prépondérant des trois autres métropoles parmi les lieux d'origine des migrants internes de chacune d'entre elle. Ce fait était moins visible dans les analyses réalisées la décennie précédente (Gouëset et Mesclier 2003, p. 50). En dépit de ces changements, les bassins migratoires des quatre grandes métropoles se caractérisent toujours par leur répartition dans des zones bien délimitées. Qu'en est-il des lieux dont proviennent les Colombiens partis à l'étranger ? Ces lieux d'origine des migrants internationaux s'organisent-ils de manière spécifique selon la destination étudiée ?

3.3.3 Les lieux d'origine des migrants internationaux : une prédominance des métropoles masquant des spécificités territoriales

L'importance de la composante métropolitaine est la première spécificité des lieux de povenance des migrants internationaux[79] (hormis pour le Venezuela). En effet (tableau 3.3), 56 % des Colombiens vivant aux États-Unis, 41% de ceux qui vivent en Espagne et 44% des migrants résidant dans une autre destination provenaient de l'une des quatre premières villes. Cette prédominance métropolitaine s'explique[80] par une sélectivité plus grande de la migration internationale sur celle de la migration interne, impliquant au préalable une étape résidentielle dans une grande ville (encadré 3.1), un mode de vie urbain et surtout un accès aux aéroports internationaux et à l'ensemble des ressouces urbaines (emplois qualifiés, revenus importants, proximité des ambassades et consulats) nécessaires à la formulation et à la réalisation d'un projet migratoire international.

La forme dessinée par les principaux municipes d'origine des Colombiens vivant au **Venezuela** ne correspond pas vraiment à ce modèle métropolitain. Sa forme se raproche de celle des bassins migratoires internes. Seulement 13,4% des migrants colombiens au Venezuela provenaient d'une des quatre villes. Cette spécificité des lieux d'origine des migrants colombiens au Venezuela est due à la contigüité spatiale entre ce pays et la Colombie (carte 3.9). D'ailleurs, pour les migrants colombiens en Équateur et au Panama, deux autres pays frontaliers, on observe également cette relative dissociation des lieux d'origine relativement au réseau urbain national. On peut faire ici l'hypothèse que pour les pays frontaliers, l'effet de voisinage prime sur l'effet de la hiérarchie urbaine dans la structuration des espaces d'origine. On ne saurait pour autant en tirer des lois générales d'organisation des lieux d'origine des migrants internationaux selon la distance des pays d'émigration car des contre-exemples existent comme dans le cas des migrations boliviennes au Brésil. En effet, les Boliviens au Brésil ne constituent « pas à proprement parler une migration de proximité » puisque « la migration transfrontalière n'est que marginale » et que « l'élément déterminant est l'origine urbaine » (Souchaud et Baeninger 2009).

[79] Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, par lieux d'origine des migrants internationaux, on entend les municipes de résidence des *hogares* auxquels ils sont rattachés en Colombie. Rappelons qu'au sens de la statistique colombienne, un *hogar* est une personne ou un groupe de personnes, ayant ou non des liens de parenté entre eux, qui occupent la totalité ou une partie du logement, subviennent aux besoins les uns des autres, partagent un budget commun et généralement partagent les repas ensemble.

[80] Cette différence s'explique aussi par deux mesures différentes. Pour les migrants internes, il s'agit du lieu de résidence de la mère au moment de leur naissance. Pour les migrants internationaux, il s'agit du lieu de résidence du ménage dont ils sont membres en 2005.

En dehors de l'opposition entre l'effet du réseau urbain pour les migrations hors Amérique du sud et l'effet de frontière dans les logiques d'organisation des lieux d'origine des migrants internationaux, on remarque également des spécificités territoriales.

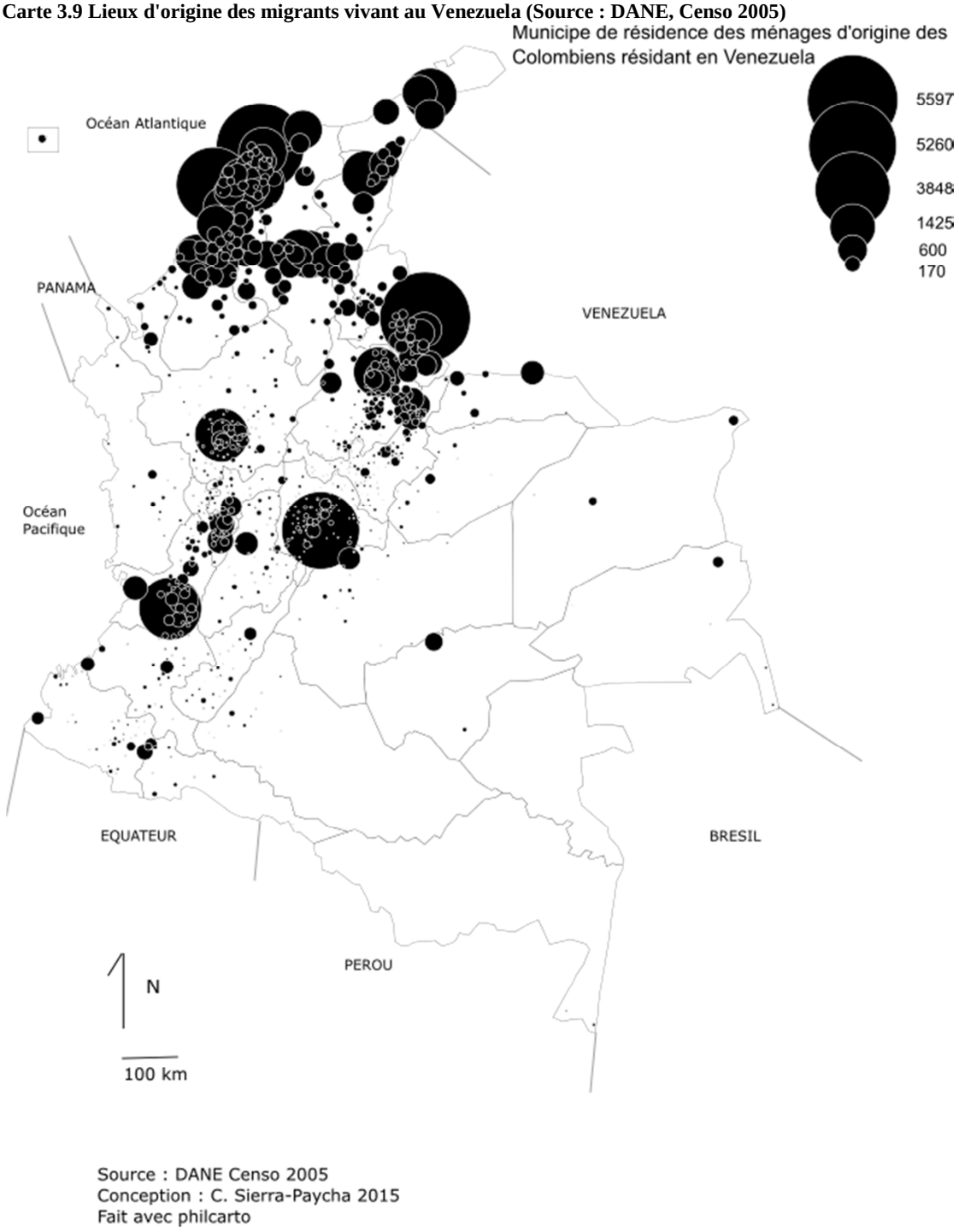
Les migrants colombiens en **Espagne** proviennent plus fréquemment de Cali (un sur cinq d'après le tableau 3.3) mais le bassin migratoire espagnol s'étend sur l'ensemble des départements de la région caféière depuis Pereira jusqu'à Cali, en passant par toutes les villes de la vallée du fleuve Cauca (carte 3.10). Au-delà de l'effet de frontière remarquable par l'importance de Cúcuta, du Norte de Santander et du Santander dans la composition du bassin migratoire du **Venezuela**, on remarque (carte 3.9) que celui-ci s'étend sur la côte caraïbe et dans l'arrière-pays caribéen, dans les villes frontalières du Bolivar et du Magdalena. Barranquilla est naturellement la métropole dont proviennent le plus les migrants colombiens vivant au Venezuela (tableau 3.3). Les lieux d'origine migratoire des Colombiens aux **États-Unis** (carte 3.11) sont principalement structurés par le réseau urbain colombien mais c'est Bogota qui apparaît en première position parmi les trois métropoles. On note également que le poids de Medellin est plus élevé que pour les autres destinations migratoires (tableau 3.3).

Tableau 3.3 Part des quatre métropoles parmi les origines des migrants internationaux (Source : DANE, Censo 2005)

Proportions des 4 métropoles parmi les origines des migrants internationaux	Cali	Bogota	Medellin	Barranquilla	% 4 métropoles
Venezuela	2,5	3,9	1,9	5,0	13,4
États-Unis	15,3	23,7	12,7	4,8	56,5
Espagne	21,1	11,3	6,9	1,5	40,8
Autres destinations	11,0	22,7	7,4	3,1	44,3

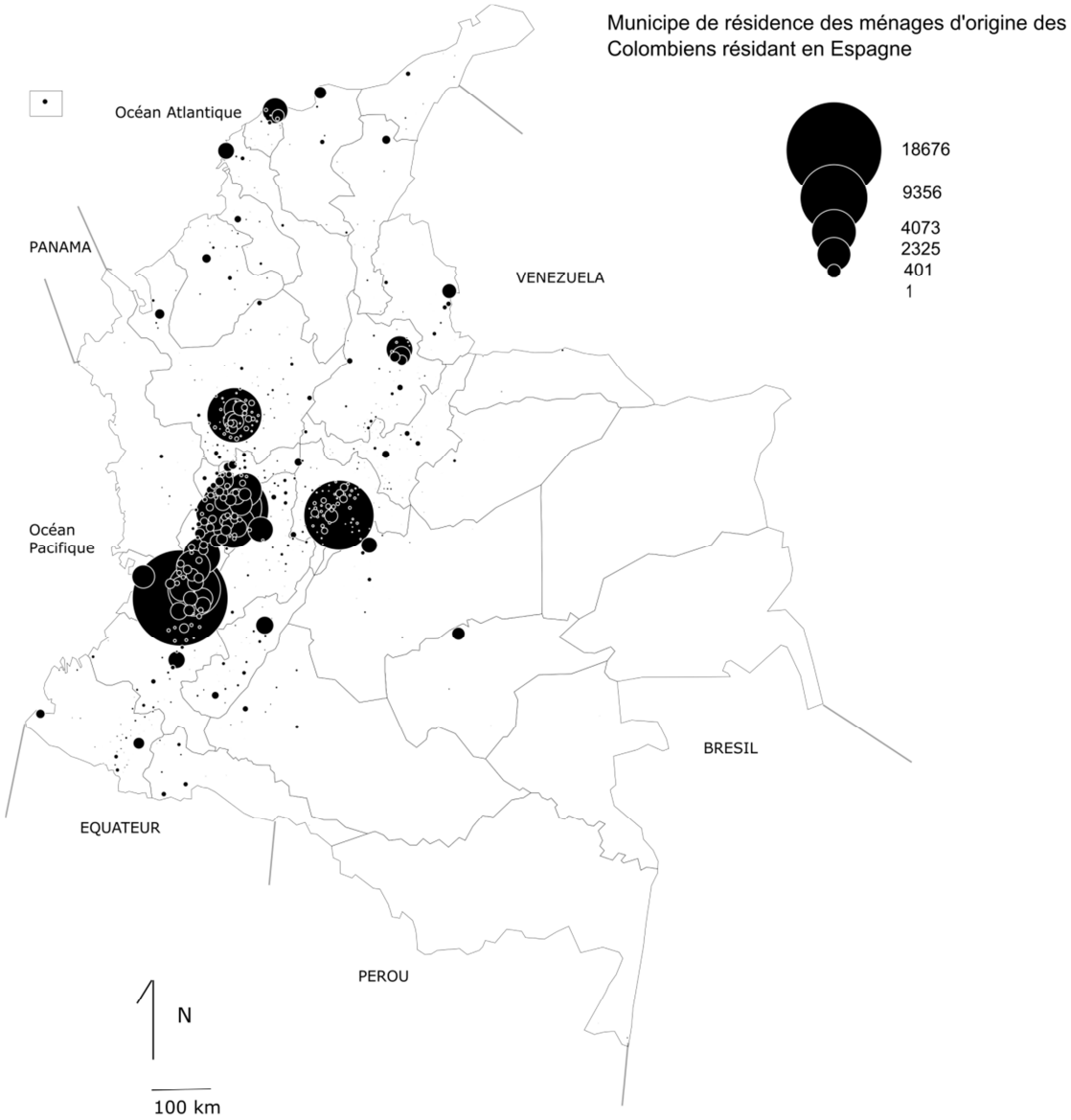
Lecture : 2,5% des migrants colombiens au Venezuela provenaient de Cali, 13,4% d'entre eux provenaient d'une des quatre villes

Carte 3.9 Lieux d'origine des migrants vivant au Venezuela (Source : DANE, Censo 2005)



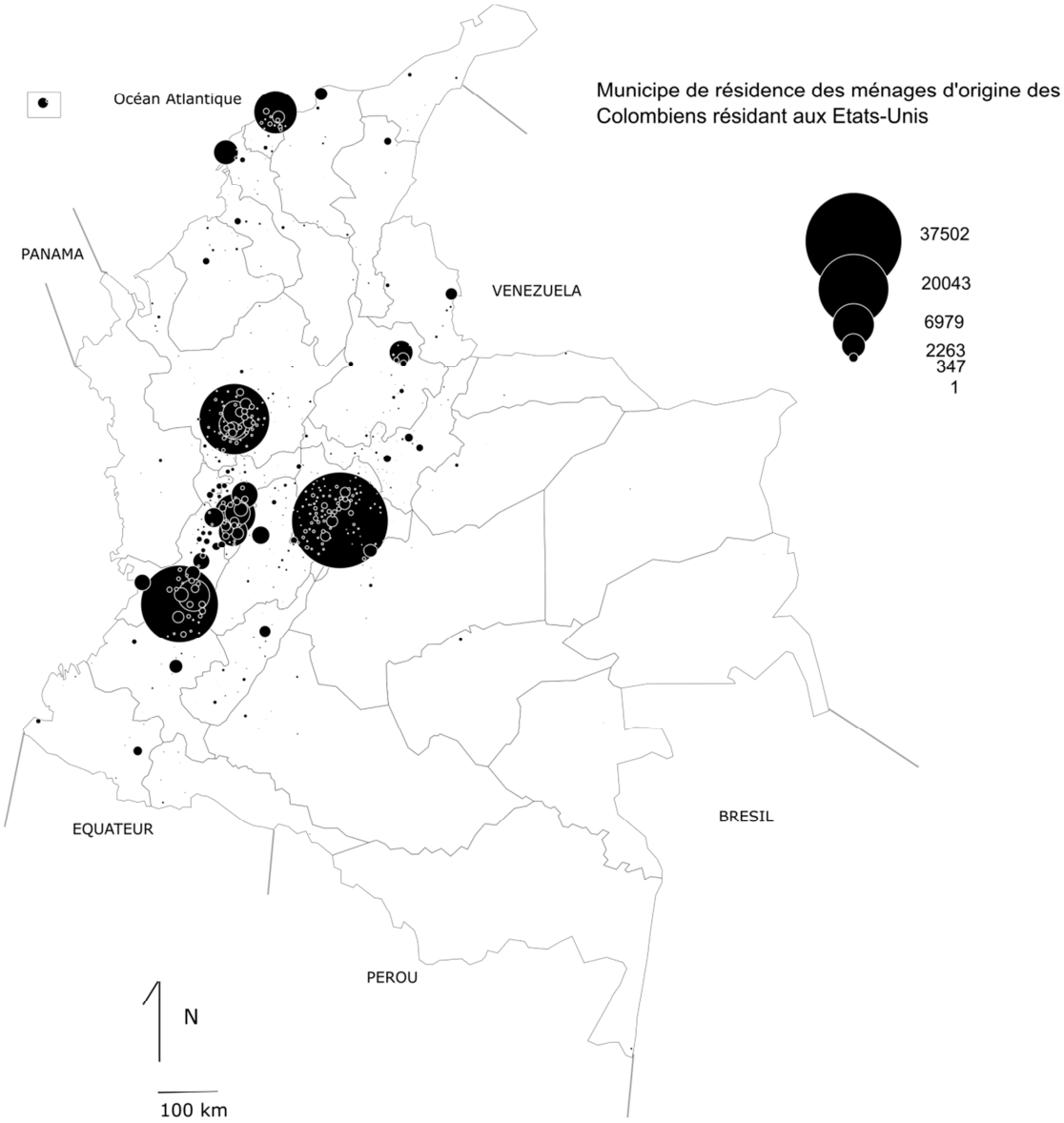
Source : DANE Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

Carte 3.10 Lieux d'origine des migrants vivant en Espagne (Source : DANE, Censo 2005)



Source : DANE Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

Carte 3.11 Lieux d'origine des migrants vivant aux États-Unis (Source : DANE, Censo 2005)



Source : DANE Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

3.3.4.Un fonctionnement des destinations migratoires par dyades ?

Pour les habitants des quatre villes colombiennes les plus peuplées, les États-Unis constituent la principale destination migratoire internationale. Néanmoins, l'écart entre les États-Unis et le second pays d'émigration, ainsi que le pays de destination sont variables d'une ville à l'autre. Ainsi, la primauté migratoire des États-Unis est très élevée à Medellin (71% des émigrants internationaux rattachés à un *hogar* de Medellin vivent aux États-Unis) ainsi qu'à Bogota (72%), mais plus faible à Cali (53%) et à Barranquilla (53%). Si l'Espagne occupe la seconde place des destinations migratoires à Medellin (22%), à Bogota (19%) et surtout à Cali (41%), c'est le Venezuela qui occupe cette seconde place à Barranquilla (37%). Alors que l'Espagne occupe une place relativement marginale à Barranquilla (9%), le Venezuela occupe une place marginale dans les trois premières villes (7% à Medellin, 8% à Bogota, 6% à Cali).

Dès lors, apparaissent des dyades d'affinité entre les quatre grandes métropoles colombiennes et les trois principaux pays d'émigration : Bogota/États-Unis, Medellin/États-Unis, Barranquilla/Venezuela, Cali/Espagne. Si des logiques d'attraction entre les métropoles et les pays d'émigration sont observables, ces logiques d'attraction sont-elles à l'œuvre dans d'autres municipes moins peuplés ?

Nous avons vu auparavant que les quatre villes représentaient environ 30% des migrations internes et que les trois pays d'émigration englobaient environ 77% des migrants internationaux. Il s'agit maintenant de comprendre comment ces sept lieux se répartissent leur influence sur l'ensemble du territoire colombien. La méthode consiste à calculer les attractions relatives exercées par les quatre métropoles pour chaque municipe et les attractions relatives exercées par les trois pays d'émigration. Pour mieux comprendre ce que nous entendons par attraction relative, prenons un exemple concret, celui de la ville natale de Pablo[81] (encadré 3.2).

Encadré 3.2 L'attractivité exercée par les villes et les pays sur Viterbo (Source : DANE, Censo 2005)

En 2005, Viterbo situé dans le Caldas, comptait 11 805 habitants. Le recensement a repéré 160 *hogares* comptant des membres à l'étranger. Au total, ces 160 ménages représentaient 282 personnes vivant à l'extérieur du territoire national. Parmi elles, seulement 5 personnes vivaient au Venezuela, 85 aux États-Unis, 139 en Espagne et 53 dans une autre destination. L'attractivité migratoire des trois principaux pays d'immigration colombienne sur Viterbo se résumait ainsi : 2% pour le Venezuela, 37% pour les États-Unis et 61% pour l'Espagne.

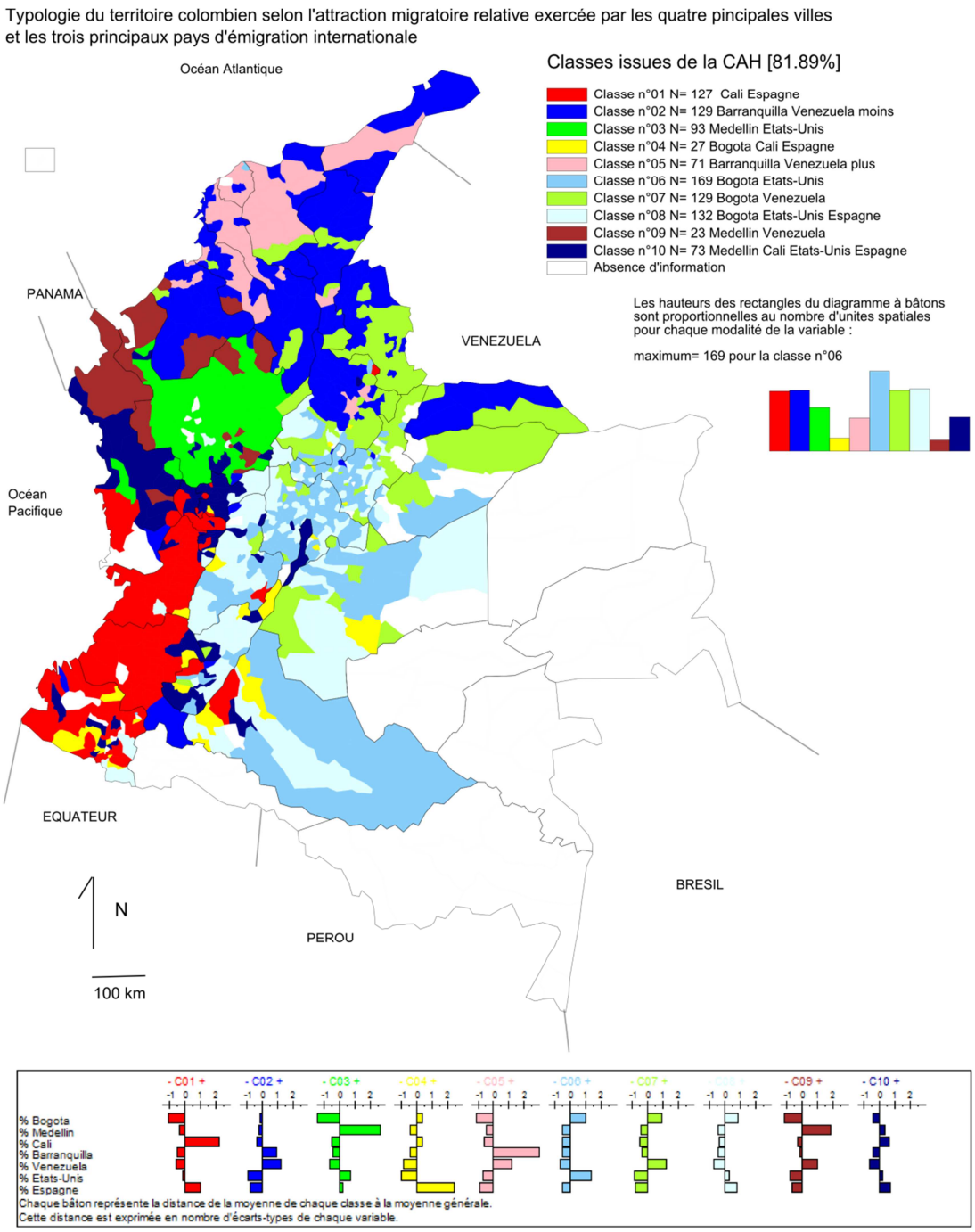
Parmi les habitants de Bogota, en 2005, 378 avaient une mère résidant à Viterbo au moment de leur naissance. Pour Medellin, ce nombre s'élevait à 776 et enfin pour Cali, ils étaient 1316. En revanche, aucun habitant de Barranquilla n'avait de lien avec Viterbo à ce titre. L'attractivité des quatre métropoles sur Viterbo se résumait donc de la façon suivante : 16% pour Bogota, 31% pour Medellin, 53% pour Cali et 0% pour Barranquilla.

Relativement à l'ensemble des municipes colombiens, on observe donc pour Viterbo, une surreprésentation de l'attraction exercée par Cali et par l'Espagne. Viterbo fait donc partie de la classe n°1 de la classification.

[81] Dont le parcours a été décrit dans le chapitre 1.

À partir d'une classification ascendante hiérarchique (CAH) organisant les municipes selon ces attractions, nous avons construit 10 types de municipes. 82,4% des municipes colombiens ont ainsi été classés. Certains municipes échappent à cette classification parce qu'aucun émigrant international vers un des trois pays n'en provient (tableau 3.4) et correspondent aux départements très peu peuplés du sud-est colombien (délimitant *grosso modo* la frontière agricole). La carte 3.12 montre que l'organisation des classes suit une logique territoriale. Hormis la classe 4 (seulement 2,6% des municipes) qui est dispersée sur le territoire, on remarque une forte contiguïté spatiale des unités d'une même classe.

Carte 3.12 Typologie du territoire colombien selon l'attraction exercée par les quatre villes et les trois pays d'émigration (Source : DANE, Censo 2005)



Source : DANE Censo 2005
Conception : C. Sierra-Paycha 2015
Fait avec philcarto

Tableau 3.4 Composition des classes de la typologie issue de la CAH (Source : DANE, Censo 2005)

Partition % Colonne	**Total émigrants internationaux**	**Bogota**	**Medellin**	**Cali**	**Barranquilla**	**Venezuela**	**États-Unis**	**Espagne**	**Autres destinations internationales**	**Nombre de municipes**
Classe 01 (Cali/Espagne)	19,7	5,4	4,5	60,5	1,5	4,8	16,3	38,1	19,0	12,1
Classe 02 (Barranquilla/Venezuela)	10,2	7,0	4,0	2,0	37,2	35,2	3,4	2,8	6,8	12,3
Classe 03 (Medellin/ États-Unis)	5,0	1,2	65,1	2,1	1,9	1,6	8,1	4,1	4,1	8,8
Classe 04 (Espagne)	0,3	1,5	0,1	0,9	0,1	0,2	0,1	0,7	0,4	2,6
Classe 05 (Barranquilla/Venezuela)	5,1	1,1	0,6	0,3	44,6	20,1	1,3	0,9	2,3	6,7
Classe 06 Comprend Barranquilla **(Bogota/États-Unis)**	6,6	38,5	1,8	3,6	1,2	7,4	8,1	3,0	7,1	16,0
Classe 07 (Bogota/Venezuela)	3,8	10,7	1,1	1,1	2,2	15,3	0,8	0,8	1,6	12,3
Classe 08 Contient Cali et Medellin **(Bogota/États-Unis/Espagne)**	23,9	27,0	3,3	8,2	4,4	6,6	30,8	27,7	24,3	12,5
Classe 09 (Medellin/Venezuela)	0,4	0,4	5,0	0,7	1,2	1,2	0,1	0,1	0,4	2,2
Classe 10 Contient Bogota **(faible spécialisation)**	24,1	5,3	12,9	19,6	5,1	7,8	30,9	21,8	30,0	6,9
Sans information	1,0	1,7	1,5	1,0	0,6	0,0	0,0	0,0	4,1	7,6

Lecture : La classe 1 représente 12,1% des municipes, 19,7% des migrants internationaux, 60,5% des migrants de Cali et 38,1% des migrants en Espagne proviennent d'un municipe de cette classe. Nous pouvons qualifier les habitants de ces territoires comme préférentiellement attirés par Cali et l'Espagne. Barranquilla est classée dans le type n°6.

Commençons par décrire les classes qui correspondent aux logiques des dyades en décrivant chacune des aires historiques de peuplement :

« Région caféière »

La **classe n°1** (en rouge) comprend 12% des municipes et se situe au sud-ouest de la Colombie, s'étendant du littoral pacifique à la vallée du fleuve Cauca. Elle couvre du sud au nord, les départements du Nariño, du Cauca, du Valle del Cauca, une partie du sud du Chocó, le sud du Risaralda (Pereira). Les municipes de cette classe se distinguent par la forte attraction migratoire qu'exercent **Cali** et l'**Espagne** sur eux (carte 3.12). Alors que cette classe ne comprend aucune des quatre métropoles, elle représente pourtant 20% des émigrants internationaux, 60% du bassin migratoire de Cali et 38 % du bassin migratoire espagnol.

« Région caraïbe »

Les municipes de la **classe n°5** (en rose) s'étendent sur l'Atlántico, le nord du Bolivar, le Magdalena et le nord de la Guajira. Comprenant 7% des municipes et 5% des migrants internationaux, cette classe se caractérise par une forte primauté migratoire de **Barranquilla** (trois écarts-types au-dessus de la moyenne nationale) et dans une moindre mesure du **Venezuela**. 45% des migrants de Barranquilla et 20% des migrants du Venezuela proviennent d'un municipe de la classe n°5. Les municipes de la classe n°5 sont enclavés dans ceux de la **classe n°2** (en bleu fluo). Celle-ci représente également 12% des municipes, elle se situe sur une partie de la côte caraïbe (à l'ouest dans le Cordoba et le Sucre et à l'est dans la Guajira), dans l'arrière-pays caribéen (jusqu'au sud du Bolivar et le Santander), le long de la frontière vénézuélienne (César, Norte de Santander, Arauca). Un migrant international sur dix provient de cette zone caractérisée par la forte attraction exercée par **Barranquilla** et le **Venezuela**. 37% des migrants vivant à Barranquilla et 35% des migrants du Venezuela proviennent d'ailleurs d'un municipe de cette classe. La composition de la classe n°2 se rapproche de celle de la classe n°5 mais s'en différencie par une moindre intensité de l'attraction migratoire de Barranquilla dans la classe n°2. Selon un gradient d'intensité migratoire dont l'épicentre est Barranquilla, la classe n°5 serait donc le premier cercle d'influence migratoire de Barranquilla et la classe n°2 le second cercle

« Antioquia »

La **classe n°3** (en vert fluo) comporte 9% des unités spatiales. Cette classe se superpose au département de l'Antioquia. Elle est marquée par une forte attraction de **Medellin** (plus de deux écart-types au-dessus de la moyenne) et des **États-Unis**. En effet, 65% des migrants de Medellin venaient d'un municipe de la classe n°3, mais seulement 8% des migrants des États-Unis en étaient originaires.

« Plateau cundiboyacense »

La **classe n°6** s'étend autour de Bogota au nord (dans le Cundinamarca et le sud du Boyaca), à l'ouest (dans le Cundinamarca et l'est du Tolima), à l'est dans le Meta et au sud dans le Caquetá. C'est la classe qui compte le plus d'unités spatiales (16%) mais pas pour autant celle qui comprend le plus de migrants internationaux (seulement 7,2%). Il faut préciser ici que Barranquilla est incluse dans cette classe. Sans Barranquilla, la classe ne représente plus que 2,8% des migrants internationaux. Les municipes de cette classe sont en moyenne plus attirés par **Bogota** et les **États-Unis** que ceux des autres classes.

Poursuivons avec les territoires situés à cheval sur deux aires de peuplement concurrentes :

La **classe n°7** (en vert) est située près du Venezuela, mais plus au sud que la classe n°2. Elle recouvre une partie du Norte de Santander (près de Cúcuta), du Santander, le nord-est et le sud de l'Arauca. Cette classe comprenait 12,3% des municipes mais ne comptait que 3,8% des migrants internationaux. La caractéristique migratoire de cette classe est son attraction pour **Bogota** et pour le **Venezuela**. En cela, elle ne s'inscrit pas dans le modèle explicatif des dyades (on associait plus haut Bogota aux États-Unis et non au Venezuela). Cette classe représente une partie importante de la migration vers le Venezuela (15.3%) et vers Bogota (10,7%). C'est donc une partie du bassin migratoire du Venezuela qui se superpose à celui du bassin migratoire de Bogota.

La **classe n°8** (bleu clair) correspond à un territoire situé entre la classe n°6 et la classe n°1. Ce territoire recouvre les départements du Caldas, du Tolima et du Huila. Cet entre-deux géographique se perçoit dans les attractions migratoires exercées sur cette classe. **Bogota** y prime mais les **États-Unis** et l'**Espagne** s'y disputent leur influence migratoire. Cette classe représente 23,9% des émigrants internationaux mais cette proportion très élevée est due à la présence de deux métropoles (Cali, Medellin) parmi les municipes qui la composent. Sans l'apport de Cali et Medellin, la classe n°8 ne représente plus que 3,5% des émigrants internationaux.

La **classe n°9** (en marron) est située au nord du Chocó et tout au nord de l'Antioquia (l'Uraba). C'est une classe qui ne comprend que 0,4% des migrants internationaux. Les populations de cette classe sont plutôt attirées par **Medellin** (la métropole la plus proche) et par le **Venezuela**. En réalité, c'est plutôt le **Panama** (non pris en compte dans la classification) qui attire les populations de ces zones.

La **classe n°4** (en jaune) contient peu d'unités spatiales (2,6%) et représente encore moins un stock important d'émigrants internationaux (0,3%). Elle n'est pas spécialisée dans une destination migratoire interne importante puisque Bogota et Cali s'y disputent la primauté migratoire, mais l'**Espagne** est surreprésentée parmi les destinations internationales.

La **classe n°10** contient 7% des municipes, dont Bogota. C'est en raison de la présence de la capitale en son sein qu'elle représente une aussi grande proportion de migrants internationaux (près d'un quart). Les municipes de cette classe se distinguent des autres par une **très faible spécialisation** selon un critère d'attractivité migratoire. Néanmoins on constate qu'il s'agit de la classe où les autres destinations (sans les trois pays principaux) sont les mieux représentées. La majeure partie des municipes de cette classe sont situés à l'ouest de la Colombie, sur le littoral

pacifique, enclavés entre le bassin migratoire de Medellin et celui de Cali. Ces deux métropoles sont donc légèrement surreprésentées parmi les destinations de prédilection des habitants par rapport à la moyenne nationale.

Hormis les zones de chevauchement des aires historiques de peuplement, on observe que les logiques de dyades sont respectées.

Ces divers éléments abondent en faveur d'une mise en relation de la « forme » du champ migratoire international et de celle du réseau urbain. La première est caractérisée depuis la fin des années 1990, par la coexistence de trois principaux pôles nationaux concentrant la population colombienne vivant à l'étranger. Le réseau urbain représente, lui aussi, une forme particulière comprenant quatre villes de plus d'un million d'habitants. Cette mise en relation a permis de mettre en évidence des logiques d'organisation de destinations migratoires par dyades, une grande ville colombienne étant préférentiellement associée à un grand pays d'immigration colombienne. Ainsi peut-on considérer Medellin/États-Unis, Cali/Espagne, Barranquilla/Venezuela, comme trois dyades caractérisées. D'une part, chaque métropole est elle-même spécialisée dans le départ de migrants vers un pays en particulier. Par exemple, à Cali les habitants partant pour l'Espagne sont surreprésentés relativement aux habitants des autres métropoles. D'autre part, les lieux d'origine des personnes résidant dans chaque métropole correspondent aux lieux d'origine des personnes vivant dans chaque pays associé. Par exemple, les habitants des villes situées dans la vallée du fleuve Cauca partent majoritairement vivre à Cali, mais lorsqu'ils partent à l'étranger, c'est principalement vers l'Espagne. L'hypothèse proposée ici est donc la suivante : l'organisation du réseau urbain colombien, anciennement quadricéphale, dont le développement reposait autrefois sur une croissance due aux flux migratoires provenant de régions voisines, fonctionnant en « îlots de peuplement » autonomes les uns des autres, apparaît comme une clé de lecture possible pour penser la forme tripolaire du système migratoire international colombien. Les affinités territoriales entre les origines géographiques des Colombiens migrant vers chacun des trois principaux pays d'immigration et celles des Colombiens migrant vers chacune des quatre principales villes du réseau urbain permettent de mieux comprendre en quoi les facteurs d'attraction espagnols ont touché en particulier les habitants de la région caféière.

La morphologie du peuplement en Colombie fournit des éléments pour comprendre le caractère multipolaire du champ migratoire international. Ainsi, selon cette hypothèse, il est fortement probable que les migrants provenant de la même zone de peuplement, ici la « région caféière », se déplacent vers le même pays d'immigration. Reste à tenter de comprendre maintenant en quoi, dans cette période trouble pour la Colombie des années 1990, l'Espagne est apparue comme la meilleure option pour les candidats à la migration ? Quels en étaient les « facteurs d'attraction » ?

3.4. Le contexte espagnol : croissance économique et politique migratoire avenante, des facteurs d'attraction

L'objectif de cette section est de revenir sur les « facteurs d'attraction » de l'Espagne. L'arrivée massive des migrants dans ce pays depuis la fin des années 1990 doit tout d'abord être située dans le temps long des dynamiques démographiques espagnoles. Cette arrivée n'aurait pu se produire ni sans un contexte politique favorable à l'immigration ni sans une conjoncture d'intense croissance économique. Ces contextes économique et politique sont ici présentés.

3.4.1 Un contexte démographique marqué la faible natalité et le « boom » migratoire

Les bouleversements qu'a connus l'Espagne à la fin du XX^e^ siècle s'inscrivent dans le cadre de l'histoire d'un développement accéléré depuis 1900. Le caractère très dynamique de ce développement se mesure à l'aune du court laps de temps séparant le début de la fin de sa transition démographique. Elle commence en 1900 et se termine au début des années 1980 (Nadal 1984; Meil Landwerlin 1999; López de Lera 1995; López de Lera 2015), ce qui fait de celle-ci à la fois une des transitions les plus tardives, mais aussi une des plus rapides d'Europe de l'ouest.

A partir de 1900, la mortalité diminue de façon quasi continue, excepté lors des moments dramatiques de l'histoire de la péninsule : épidémie de grippe « espagnole » en 1918-1919 et guerre civile de 1936 à 1939. L'augmentation du taux brut de mortalité à la fin du XX^e^ siècle n'est que le reflet du vieillissement de la population espagnole – la population de plus de 65 ans avoisine les 20% de nos jours (figure 3.1). Elle n'est en aucun cas le reflet d'un retard de développement, puisque l'autre indicateur de mortalité, le taux de mortalité infantile, de 6 décès pour 1000 naissances vivantes, situe l'Espagne en haut de la hiérarchie mondiale, en matière de santé. Cette tendance à une diminution globale de la mortalité à tous les âges est confirmée par l'évolution de l'espérance de vie à la naissance qui a désormais dépassé 85 ans pour les femmes et avoisine les 80 ans pour les hommes en 2010.

De son côté, la natalité diminue continûment de la fin du XIX^e^ siècle aux années 1950, cette dernière décennie étant marquée par un « baby-boom » à l'instar de ce qu'ont connu alors d'autres pays européens. Après cette faste période de naissance s'étirant jusqu'aux années 1970, la natalité diminue de nouveau pour atteindre un des niveaux les plus faibles du monde au milieu des années 1990 : moins de 10 naissances annuelles pour 1000 habitants. Une des conséquences de la baisse de la mortalité espagnole est l'augmentation du taux de croissance de la population jusqu'aux années 1960. Après cette date, au contraire, parallèlement à la baisse de la natalité, le taux d'accroissement diminue jusqu'aux années 1990. L'augmentation soudaine du taux d'accroissement de la population à la fin des années 1990 est quant à elle essentiellement due au très important afflux migratoire (figure 3.1).

L'Espagne a été pendant un siècle un pays d'émigration avant d'être un pays d'immigration. L'histoire de l'émigration espagnole du XX^e^ siècle peut se décliner en deux étapes principales (Reher et Sánchez Alonso 2009). La première va de la fin du XIX^e^ siècle jusqu'au crack bousier de 1929, période pendant laquelle près de 5,5 millions d'Espagnols ont traversé l'Atlantique pour « *hacer las Américas* » (se faire les Amériques) (López de Lera 2015). Les départs de réfugiés républicains après la guerre civile et pendant le franquisme ont également

alimenté ce flux migratoire dans les années 1940. La seconde phase commence à partir des années 1960 dans un contexte d'exode rural. Entre 1961 et 1973, près d'1,5 millions de personnes ont quitté l'Espagne pour se diriger principalement vers des pays du nord-ouest de l'Europe. Le début de la crise pétrolière signe la fin de cette importante émigration et le retour de nombreux émigrés espagnols, dans un contexte de crise et de chômage affectant l'ensemble des pays d'accueil. Cette crise du pétrole n'a pas été le seul « facteur » mettant un terme à cette seconde phase d'émigration. En effet, dés lors, les conditions de vie et les opportunités d'emploi en dehors de l'agriculture étaient telles que le besoin d'émigrer afin d'occuper des emplois peu qualifiés à l'étranger était devenu moins pressant pour les jeunes gens. Depuis les années 1980, l'émigration espagnole tendait même à diminuer avant que de nouvelles tendances ne se manifestent suite à la crise de 2008 (voir la partie IV).

Bien qu'il y ait toujours eu une présence étrangère en Espagne, c'est depuis les années 1990 que l'Espagne est entrée dans « le club des pays d'immigration » (*Ibid.*). Dès la fin des années 1980, on observe un solde migratoire positif et croissant qui atteint son paroxysme en 2007 et qui restera positif jusqu'en 2011. Sur cette période, l'accroissement migratoire est le principal facteur de croissance de la population, population qui amorçait jusque-là son déclin numérique, liée à la faible fécondité et à l'émigration. La composition de la population espagnole se modifie substantiellement à partir des années 1990. Ainsi, en 1996, l'Espagne compte un million de personnes nées à l'étranger contre près de cinq millions dix ans plus tard (tableau 3.5). Alors que pour cent résidents en Espagne en 1996, on ne compte que trois personnes nées à l'étranger, en 2006, c'est un résident sur dix qui est né à l'étranger.

Tableau 3.5 Proportions et effectifs en millions d'habitants de la population résidente en Espagne née à l'étranger (Source : INE, Padrón 1996-2006)

Lieu de naissance	1996[82]		1998		2000		2002		2004		2006	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Espagne	38,6	97,3	38,7	97,1	39,0	96,4	39,2	93,8	39,5	91,4	39,9	89,1
Étranger	1,0	2,7	1,2	3,6	1,5	3,6	2,6	6,2	3,7	8,6	4,8	10,8

La répartition par origines (tableau 3.6) des migrants vivant en Espagne varie elle aussi avec le temps. En 1996, parmi les migrants recensés dans le *Padrón*[83], un sur deux est né dans un pays européen. Ces derniers proviennent en majorité d'Europe de l'ouest et se sont implantés en Espagne suite à une tradition migratoire ayant commencé dans les années 1980, lorsque les touristes britanniques, hollandais et allemands ont transformé leur tourisme saisonnier en tourisme résidentiel. Ainsi, des migrants retraités s'installent sur les côtes espagnoles, où ils disposent d'un meilleur niveau de vie, et d'aides financières pour l'achat de résidences secondaires, suivant le slogan publicitaire « Espagne, Soleil et plages » (López de Lera 1995). Même si cette image du retraité prime dans les représentations habituelles de la migration européenne en Espagne, il faut rappeler que cette population est également composée de personnes actives (Kuehn Dumpiérrez 2009) parmi lesquelles, on compte nombre de descendants de migrants espagnols[84]. Les migrants

[82] Au premier janvier de l'année concernée.
[83] Il s'agit du registre de population espagnol.
[84] Dans une étude consacrée aux migrantes en Espagne, nous avons montré que la plupart des Français, Suisses et Allemands vivant en Espagne sont en fait d'origine espagnole. En témoigne le fait qu'un grand nombre d'entre eux déclarent le castillan comme langue maternelle (Sierra-Paycha 2015).

européens les plus représentés proviennent d'ailleurs des pays où les Espagnols ont eux-mêmes beaucoup émigré par le passé : 143 000 Français, 115 400 Allemands[85].

À la présence européenne sur le territoire espagnol, s'ajoute celle des Latino-américains dès le début des années 1990. Les personnes nées sur le continent américain représentent un migrant sur quatre en 1996. La hiérarchie numérique des principaux groupes est alors très différente de celle qui émerge dans les années 2000. Il s'agit à l'époque en majorité d'Argentins (58 000[86]), de Vénézuéliens (44 000), ou encore de Cubains (29 000). Parmi ces origines latino-américaines, se cache en réalité une majorité de descendants d'Espagnols partis au début du siècle (Reher et Sánchez Alonso 2009). En raison de leur capital scolaire relativement élevé et de leur situation juridique régulière, ils se distinguent fortement des populations sud-américaines qui arriveront majoritairement dans les années suivantes. En 2002, on compte en Espagne 260 000 Équatoriens et 205 300 Colombiens. Ces deux populations venant de l'Amérique andine dépassent alors la population argentine en nombre. En 2006, on compte 457 000 Équatoriens, 287 000 Colombiens et 271 000 Argentins. Ils seront rejoints par la suite par les Boliviens, qui sont par exemple 140 700 à résider en Espagne cette année-là. Par rapport aux Argentins, Cubains et Vénézuéliens, les migrants « andins » sont plus féminisés, moins diplômés et davantage affectés par les crises de la fin du XX^{e} siècle (Reher, Requena et Rosero-Bixby 2009). Parmi les « facteurs » ayant poussé simultanément les populations d'Amérique latine à émigrer en Espagne, Lopez de Lera (2015) évoque en effet les crises sociopolitiques ayant touché les classes moyennes des pays d'origine, en particulier le Venezuela ou l'Argentine, qui avaient été autrefois d'importants pays d'immigration pour d'autres Latino-américains. En effet, selon l'auteur, pour les personnes autrefois candidates à l'émigration vers le Venezuela (Colombiens) et l'Argentine (Boliviens et Péruviens), l'émigration vers l'Espagne a pu être considérée comme une alternative satisfaisante. Les attentats du 11 septembre 2001 et le durcissement de la politique migratoire opéré par l'administration états-unienne qui s'en est suivi, ont pu renforcer le choix de l'Espagne comme destination migratoire (López de Lera 2015).

[85] Mentionnons aussi les 88 000 Britanniques qui habitent en Espagne en 1996
[86] D'après les données du *Padrón* de 1996.

Tableau 3.6 Répartition de la population résidente en Espagne née l'étranger par continent de naissance selon l'année (Source : INE, Padrón 1996-2006)

Lieu de naissance	1996 %	1998 %	2000 %	2002 %	2004 %	2006 %
Europe	49,9	47,9	45,9	37,1	34,8	37,4
Amérique	26,4	26,5	28,1	38,8	43,1	40,1
Afrique	19,0	20,8	21,0	19,5	17,6	17,4
Asie	4,3	4,5	4,7	4,4	4,4	5,0
Océanie	0,4	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1
Total	100	100	100	100	100	100

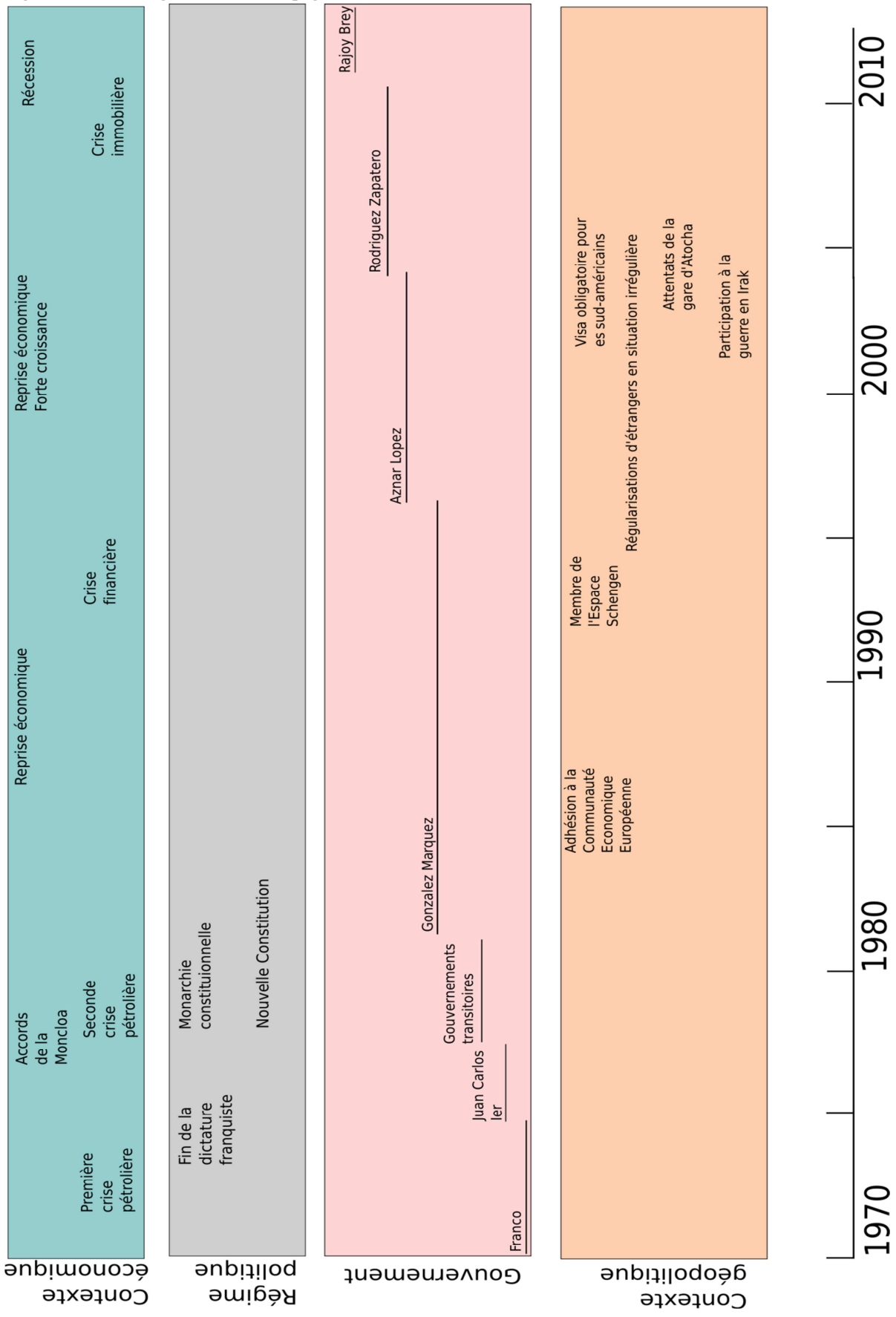
Depuis les années 1990, près de deux migrants sur dix résidant en Espagne sont nés en Afrique[87], et plus spécifiquement au Maroc. Il s'agit du groupe des migrants le plus nombreux en Espagne et ce, dès les années 1990 (190 500 personnes en 1996, 606 000 en 2006). Cette présence très importante par son poids numérique serait due à la proximité géographique des deux pays, séparés uniquement de quelques kilomètres au niveau de Gibraltar. Dans les années 2000, il s'agit en majorité de jeunes hommes travaillant dans l'agriculture ou encore dans le secteur de la construction (Sempere Souvannavong 2002; Berriane et Cohen 2009; Cebolla et Requena 2009). L'Espagne représente également une porte d'entrée européenne à proximité pour les Marocains (Arab 2009; Schaeffer 2009). Parmi les migrants dits « économiques » en Espagne, s'ajoutent[88] aux courants migratoires latino-américains et nord-africains, les migrants venus d'Europe de l'est, notamment les Roumains et les Bulgares. Les ressortissants de Roumanie sont ainsi au nombre de 397 000. Ces derniers travaillent principalement comme ouvriers dans la construction et l'agriculture (Stanek 2009).

Pour comprendre pourquoi autant de migrants se sont installés en si peu de temps, il nous faut revenir sur le contexte politique espagnol de l'époque (figure 3.4).

[87] Dans une moindre mesure, on compte des ressortissants d'Algérie (52 000 en 2006), de Guinée équatoriale (19 500), du Mali (15 000).

[88] Mentionnons également les Philippins (26 000), Les Indiens (23 000), les Pakistanais (43 000) et surtout les Chinois (104 000) parmi les populations asiatiques les plus représentées en Espagne en 2006.

Figure 3.4 Chronologie du contexte espagnol



3.4.2 Une démocratie libérale à l'épreuve de l'intégration européenne

L'arrivée des migrants d'Europe de l'ouest et des premiers latino-américains, notamment les descendants de réfugiés espagnols s'explique habituellement par la fin de la dictature (Reher et Sánchez Alonso 2009; Kuehn Dumpiérrez 2009). La transition démocratique (1976-1982) et l'entrée dans l'Union européenne en 1986 correspondent ainsi aux prémices du processus d'immigration en Espagne.

Après la mort du général Franco en 1975, qui dirigeait l'Espagne d'une main de fer depuis le putsch de 1939, son successeur Juan-Carlos Ier, l'héritier du Royaume, va assurer la transition vers la démocratie, en mettant en œuvre une réforme radicale des structures politiques. Les années 1976 et 1977 sont ainsi marquées par le retour du suffrage universel, la légalisation des partis politiques, et la reconnaissance des libertés syndicales et du droit de grève. En 1978, une Constitution émerge et donne naissance à un État de droit, garant des libertés publiques, non-confessionnel, et octroyant une large autonomie aux communautés régionales. Après l'intermède du centriste Adolfo Suárez qui assure deux gouvernements transitoires et le gouvernement issu des premières élections législatives de cette nouvelle monarchie constitutionnelle, c'est le socialiste Felipe González qui assurera le pouvoir de façon continue de 1982 à 1996. Durant les années González, l'Espagne deviendra membre des institutions européennes. En 1985, elle adhère à la Communauté Économique Européenne, avec une entrée effective en janvier 1986. À partir des années 1990, l'Espagne prend part aux différentes unions monétaires européennes. En 1992, elle signe son entrée dans l'espace Schengen, et ouvre ses frontières européennes en 1995. L'alternance entre le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez et le gouvernement de droite de José María Aznar se déroule sans incident, marquant ainsi la solidité des institutions démocratiques espagnoles. Sous le mandat de J. M. Aznar, l'Espagne se conforme aux exigences européennes en matière de réformes économiques en opérant d'importantes libéralisations et privatisations. Sur le plan de la politique extérieure, le pays se rapproche des États-Unis, notamment en rejoignant la coalition militaire en Irak en 2003. Les élections législatives de 2004 surviennent quelques jours à peine après les attentats de la gare d'Atocha à Madrid. Discréditée par une mauvaise gestion des attentats islamistes et par une guerre impopulaire, la coalition du Parti Populaire cède la place à celle du Parti Socialiste. José Luis Zapatero fait donc son entrée au pouvoir en 2004 pour y demeurer jusqu'en 2011. Son gouvernement adopte de nombreuses réformes sur les questions de société : légalisation du mariage de couples de même sexe, loi intégrale contre la violence conjugale, libéralisation du divorce et de l'avortement, réhabilitation des victimes de la guerre civile et de celles de la dictature franquiste.

La politique migratoire sous Zapatero est marquée par des vagues de régularisations importantes. D'après la littérature sur le sujet, ces régularisations ont joué un rôle important dans l'arrivée des flux migratoires sud-américains par effet d'appel (Villarraga Orjuela 2009). Cet effet d'appel aurait été d'autant plus important que la « proximité culturelle » (usage du castillan dans la plupart des communautés autonomes en Espagne, religion catholique en partage) est très forte entre l'Amérique latine et l'Espagne (Requena et Reher 2009). De façon générale, depuis les années 1990, la politique migratoire espagnole obéit à un principe d'ajustement, de régulation et d'utilisation des flux migratoires selon les besoins de l'économie nationale (Sánchez Alonso 2011). Ce principe en matière de politique migratoire concerne les populations latino-américaines. Afin de respecter les règles de l'Union Européenne, l'Espagne interdit progressivement l'entrée sans visa sur son territoire à la quasi-totalité des ressortissants latino-américains (Colectivo IOÉ

2001) : en 2002, pour les Colombiens, en 2003 pour les Équatoriens, en 2007 pour les Boliviens. Au début des années 2010, seuls les Vénézuéliens et les Paraguayens pouvaient se rendre en Espagne sans visa (Actis 2009; Baby-Collin, Cortes et Miret 2009). Ce n'est qu'en 2015, que cette interdiction a été retirée. En effet depuis cette date, les Colombiens ainsi que les autres nationalités latino-américaines sont de nouveau exemptées de visa en Europe. Pour les Colombiens, durant la période précédant 2002, il était donc, avant ces mesures, particulièrement facile de pénétrer légalement sur le territoire espagnol. Dans le graphique présenté (figure 1) en introduction générale, cette date marque l'effondrement des arrivées colombiennes annuelles passant de plus de 70 000 en 2001 à moins de 15 000 en 2002. La contrainte du visa a limité pendant les années 2000 et le début des années 2010 l'entrée en Espagne par le biais du tourisme. D'autres voies ont alors été privilégiées, comme le visa pour études ou encore le regroupement familial (Echeverri Buriticá 2014). Enfin, durant les années 2000, l'Espagne est pionnière en Europe dans la mise en place de contrats de travail saisonniers internationaux, qui obéissent au principe de recrutement au pays d'origine[89], en particulier avec le Maroc, mais aussi avec l'Équateur et plus récemment l'Europe de l'est (Hellio 2008; Hellio et Decosse 2015).

Au-delà du contexte politique très favorable aux arrivées de Colombiens avant 2002, c'est surtout la conjoncture économique qui semble avoir permis l'arrivée de près de quatre millions d'habitants supplémentaires depuis l'étranger de 1996 à 2006. Mais le boom économique n'intervient qu'après d'importants aléas depuis la fin du franquisme.

3.4.3 Des crises post-franquistes à la croissance des années 2000 : un contexte socio-économique très mouvementé

Après le miracle économique espagnol des années 1960, la transition démocratique se fait dans la crise (Fuentes Quintana 2008). Pays non producteur d'énergie, dont les principales recettes provenaient du tourisme et de l'agriculture, l'Espagne subit alors les effets du choc pétrolier de 1973. La crise inflationniste suivante encourage l'ensemble de la classe politique à adopter les accords de la *Moncloa* en 1977 qui promettaient un plan d'assainissement économique et financier, à travers une flexibilité dans le licenciement, une limite à l'augmentation salariale, la dévaluation de la *peseta* ainsi qu'une réforme fiscale. La seconde crise pétrolière de 1979-1980 ne change pas le cap de la politique économique espagnole. Le chômage apparaît de nouveau et il faut attendre 1985 pour que la croissance reprenne grâce à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Européenne cette année-là.

L'intégration européenne marque une nouvelle phase de développement économique pour l'Espagne, qui tente désormais de se faire une place au niveau mondial à travers l'organisation de grands événements internationaux, notamment en accueillant les Jeux Olympiques à Barcelone en 1992, ou encore en organisant l'Exposition Universelle à Séville la même année.

L'optimisme suscité par ces événements est cependant de courte durée. De 1993 à 1996, l'Espagne connaît une crise marquée par la récession et l'envolée du taux de chômage, de 16% à

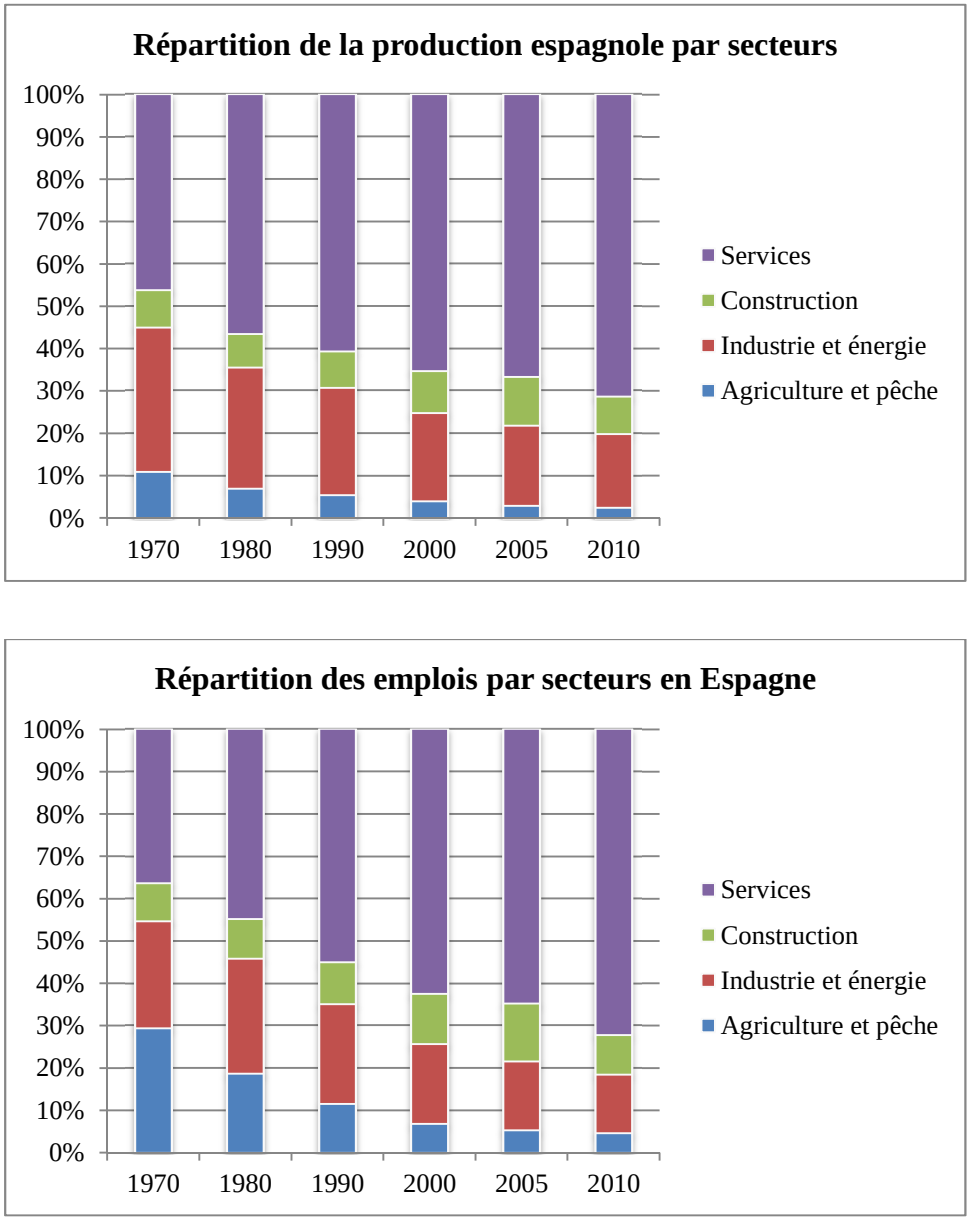
[89] Les employeurs espagnols recrutent les travailleurs dans leurs pays de naissance et les font venir en Espagne uniquement pour travailler sur une période déterminée. Dans la littérature portant sur les Colombiens, ce mode de recrutement en origine apparaît comme un phénomène très minoritaire (Echeverri Buriticá 2014).

24%, une baisse des profits et des investissements, ainsi que la consolidation d'une dette publique importante. L'économie du pays est de plus affectée par l'explosion de la bulle immobilière japonaise et l'agitation des prix du pétrole provoquée par la guerre du golfe, se traduisant une nouvelle fois en Espagne par l'inflation. La crise est retardée par rapport autres pays voisins en raison d'importants investissements publics espagnols au début de la décennie. La crise est pourtant d'autant plus forte que s'ajoute à l'inflation, l'augmentation de la dette publique. Par ailleurs, en 1993, l'Espagne doit faire face à la pire sécheresse du XX^{e} siècle, engendrant d'importants rationnements d'eau et d'énormes pertes agricoles (Llamas 1997). Malgré la baisse du chômage et l'augmentation du PIB après 1994, la crise n'est pas finie, notamment en raison d'un déficit important du système de sécurité sociale. La défiance de l'opposition pousse ainsi Felipe Gonzalez à avancer les élections législatives à mars 1996.

De 1995 à 2007, l'Espagne connaît une période de croissance forte et prolongée avec un taux de croissance moyen de 3,5% par an[90]. Cette augmentation repose en premier lieu sur l'entrée dans l'union monétaire, qui provoque une baisse des taux d'intérêt et une meilleure confiance des investisseurs internationaux dans l'économie espagnole. Le secteur de la construction et celui des services (en particulier du tourisme) tirent, en premier lieu, profit de ces nouvelles circonstances. En effet, à travers la baisse des taux d'intérêt, la demande de crédit pour l'achat de biens d'investissement de la part des entreprises, et la demande de logement de la part des particuliers augmentent. Ces deux secteurs haussent considérablement leur part dans l'emploi (figure 3.5). Le chômage diminue ainsi jusqu'à 8%. Le second facteur de croissance est l'arrivée de migrants, cette population migrante, en plus de devenir une main d'œuvre peu chère, génère une importante demande de biens de consommation et de logements. Au milieu des années 2000, on estimait à 33% la contribution des immigrés au PIB espagnol (De la Dehesa 2009). Cette embellie économique engendre cependant des effets pervers. La chute des taux d'intérêt provoque une bulle immobilière avec une augmentation des prix de plus de 30%.

[90] En Colombie, à la même époque, le taux de croissance atteint son minimum avec -4,5% de croissance annuelle.

Figure 3.5 Évolution de la structure de l'économie espagnole de 1970 à 2010 (Sources : INE, *Contabilidad Nacional, Encuesta de Población Activa*)



De 1976 à 2010, la société et l'économie espagnoles ont donc radicalement changé[91]. Autrefois pays d'émigration, elle est devenue pays d'immigration, à la faveur d'un secteur des services et dans une moindre mesure d'un secteur de la construction qui ont accru considérablement leur poids dans l'économie et l'emploi (figure 3.5). Portés par une embellie économique, liée notamment à la baisse des taux d'intérêt, ces deux secteurs sont devenus les principaux employeurs des migrants. Caractérisé jusqu'en 2011 par un système politique extrêmement stable,

[91] Selon R. Mestre (2002), la professionnalisation des femmes espagnoles, et l'afflux de main d'œuvre immigrante dans le secteur du *care* ne doivent pas s'interpréter comme le signe d'un changement de normes en Espagne en faveur d'une meilleure répartition des tâches domestiques entre les hommes et les femmes. Au contraire, le choix de recruter de la main d'œuvre étrangère féminine est le signe que ces normes n'ont pas changé. Alors que, selon l'auteur, l'État devrait assurer ce rôle, en Espagne la protection des personnes dépendantes ne constitue pas une priorité. En 2002, cette dépense publique ne représente que 0,4% du PIB contre 2,2% dans le reste de l'Europe (Mestre i Mestre 2002).

avec seulement trois chefs d'État différents de 1982 à 2011, l'Espagne est devenue une démocratie libérale européenne. Son intégration progressive dans les différentes instances européennes (adhésion à la CEE, à l'espace Schengen et à la zone Euro), a fait de l'Espagne une porte d'entrée européenne pour des candidats à la migration. Grâce à une forte croissance courant de la fin des années 1990 à 2007, et grâce à une exemption de visa pour les ressortissants latino-américains avant 2002, l'Espagne est ainsi devenue un pays concentrant de nombreux « facteurs d'attraction » pour les migrants d'Afrique du nord, d'Europe de l'est, d'Amérique latine et en particulier de Colombie.

Conclusion

À partir des années 1990, la Colombie présente, un certain nombre de « facteurs d'expulsion ». Au plan économique, le pays finit la décennie par une crise financière ayant de lourdes répercussions sur l'économie réelle, notamment l'envolée du taux de chômage qui atteint les 20% de la population en 1999, ainsi qu'une chute importante du niveau de vie. La situation du conflit colombien empire quant à elle : malgré la disparition de certains de ses acteurs historiques, le conflit se renouvelle et s'intensifie autour de l'an 2000, entraînant une vague de violence provoquée par de multiples acteurs armés. On peut rattacher à cette augmentation de la violence, un phénomène d'impunité et des carences dans l'exécution des décisions de justice. Démographiquement, le contexte colombien est marqué par la fin d'une transition démographique, liée à une transition urbaine avancée. Les ménages adoptent de plus en plus des comportements de fécondité caractéristiques des modes de vie urbains, la mortalité et la natalité diminuent. Par cette nouvelle donne démographique, la population colombienne augmente toujours, mais à un rythme moindre qu'auparavant. Dans les années 1990, par le jeu des mouvements migratoires internationaux, le pays perd plus d'habitants qu'il n'en gagne. Pour 1000 habitants, entre 1995 et 2000, on compte près de quatre départs annuels.

Cette émigration colombienne s'est déployée dans un champ migratoire assez vaste, situé principalement de part et d'autre de l'Atlantique. Alors que jusqu'en 1990, les Colombiens immigraient principalement au Venezuela et aux États-Unis et dans une moindre mesure, en Équateur, au Panama et dans quelques pays européens (France, Italie, Royaume-Uni), la période étudiée coïncide avec une extension du champ migratoire et en particulier, avec l'émergence d'une importante population colombienne en Espagne. Ainsi, au milieu des années 2000, le Venezuela, les États-Unis et l'Espagne étaient les trois pays qui concentraient la plus grande part de Colombiens vivant à l'étranger.

Une telle structuration du champ migratoire international en trois pôles majeurs est liée à la morphologie du réseau urbain du pays d'origine, qui représente lui aussi, une forme particulière, comprenant quatre villes de plus d'un million d'habitants. La mise en relation de ces deux types d'organisation spatiale de la population colombienne, tant à l'étranger que dans l'enveloppe nationale, a permis de mettre en évidence des logiques d'organisation de destinations migratoires par dyades, une grande ville colombienne étant associée préférentiellement à un grand pays d'immigration colombienne. On peut ainsi concevoir les couples Medellin/États-Unis, Cali/Espagne, Barranquilla/Venezuela, comme trois dyades caractérisées. D'une part, chaque métropole est spécialisée dans le départ de migrants vers un pays en particulier. D'autre part, les villes dont les habitants migrent vers une métropole coïncident avec les lieux dont sont originaires les migrants internationaux du pays correspondant.

A la fin des années 1990, pour les migrants de Cali et de son bassin migratoire (une aire régionale appelée « région caféière » dans cette thèse) et plus généralement pour l'ensemble de la population colombienne, le contexte espagnol paraît très attractif. Il s'agit d'un pays aux standards démographiques européens, marqué par un faible accroissement naturel et des niveaux de natalité, fécondité et mortalité peu élevés. Au plan économique, l'Espagne sort d'une crise pour se mettre sur la voie d'une forte croissance, menée par un secteur immobilier et un secteur des services en plein développement. Au niveau institutionnel, l'Espagne peut se targuer d'être un

pays pleinement intégré dans les institutions européennes suite au rattachement progressif à l'Union Européenne, à l'espace Schengen et à la zone euro. Cette intégration européenne entraîne un certain nombre de facilités de circulation, pour quiconque entre sur le territoire espagnol. Politiquement, l'Espagne montre une grande stabilité politique grâce à une monarchie constitutionnelle à la tête de laquelle se trouvent des gouvernements relativement ouverts sur le plan migratoire. Les politiques migratoires, peu hostiles aux migrants avant les années 2000, envisagent la migration davantage comme une aubaine pour l'économie espagnole (jouant à la fois le rôle de main d'œuvre et de consommateurs). À titre d'exemple, jusqu'en 2002, les personnes de nationalité colombienne pouvaient se rendre sans visa en Espagne.

Tenter de comprendre à l'aune de données contextuelles l'émergence d'une population colombienne nombreuse en Espagne autour de l'an 2000 semble donc heuristique. En effet, l'apparition de cette population semble triplement déterminée : déterminée par les facteurs d'expulsion en Colombie, par l'organisation historique du peuplement de la Colombie et par les facteurs d'attraction en Espagne. Pourtant, nous verrons dans le chapitre suivant comment une entrée par les trajectoires individuelles complexifie ce processus d'émergence et relègue éventuellement les déterminismes macro à un second plan.

Chapitre 4 : L'Espagne dans les projets migratoires des Colombiens

Introduction

« Le présent n'étant qu'une actualité de l'avenir et l'avenir n'étant qu'un futur prochain, le projet est sans cesse amené à être redéfini au fil de ce continuum en fonction du contexte et des stratégies sociales et /ou individuelles »
(Boyer 2005, p. 52)

Le chapitre précédent a accordé une grande importance aux éclairages contextuels -contextes socio-économiques, démographiques, urbains, politiques - pour appréhender les étapes de l'émergence du système migratoire colombien en Espagne. Le chapitre 4 entend au contraire resituer la place de l'Espagne dans les projets migratoires des Colombiens au niveau individuel. Comme le rappelle la citation de Florence Boyer ci-dessus, la notion de projet implique une dimension évolutive de ce dernier. Celui-ci émerge de façon progressive par la rencontre d'opportunités, évidemment déterminées par le contexte où elles apparaissent, mais aussi médiatisées par les relations interpersonnelles de leurs auteurs. Ces projets peuvent alors être redéfinis en fonction de nouvelles opportunités. Mobiliser une approche en termes de « projet migratoire » nécessite donc de situer l'étape migratoire qui nous intéresse dans un *continuum* temporel et spatial, défini ici comme un parcours ou encore une trajectoire migratoire.

Nous montrerons dans ce chapitre comment un ensemble de trajectoires individuelles ont convergé vers l'Espagne en tentant de faire apparaître d'éventuelles différences entre les trajectoires des premiers arrivés, celles qui ont permis l'émergence du système migratoire colombien en Espagne (avant 1999), et celles des migrants arrivés par la suite. En effet, on peut se demander s'il s'agissait d'un même *continuum* entre passé, présent et avenir pour ces deux exemples de trajectoire. Nous nous demanderons si pour les personnes arrivées en Espagne au début des années 1990, l'avenir était autant une actualisation du présent que pour leurs successeurs (pour reprendre les mots de F. Boyer) ou si au contraire l'étape migratoire espagnole a engendré de la « discontinuité » dans le parcours de certains et fait de ces personnes des « aventuriers » au sens de G. Simmel[92] (1911).

Il s'agira dans un premier temps de situer l'étape migratoire espagnole au sein de parcours individuels (4.1) ayant parfois traversé plusieurs pays distincts des deux pays qui composent le « couple migratoire » (Simon 2002b). Après avoir mis en évidence la diversité[93] des parcours

[92] Pour G. Simmel, ce qui caractérise l'aventure (voyage, aventure amoureuse, œuvre d'art), c'est d'abord la séparation, la discontinuité avec le reste de la vie. C'est notamment le fait qu'elle n'est pas rattachée au passé et qu'elle n'a pas de lien avec l'avenir (Simmel 1911).

[93] Le concept d'origine migratoire commune est habituellement utilisé à tort pour penser ces parcours, comme dans l'expression suivante : « il s'agit de migrants d'origine colombienne ». Cette attention portée aux trajectoires spatiales précédant « l'installation » en Espagne permettra de nuancer l'idée d'une « origine migratoire » commune et de montrer au contraire la diversité qui caractérise ces trajectoires d'un point de vue spatial.

dans leur déploiement spatial, nous restituerons l'horizon des migrants colombiens au moment précis où ceux-ci migrent vers l'Espagne (4.2). Cet espace anisotrope[94] sera caractérisé par les lieux de vie de la famille nucléaire et de la fratrie, ainsi que par la présence d'éventuels contacts en Espagne au sein du réseau personnel (famille et amis). Enfin, une dernière section (4.3) sera consacrée à la diversité des motifs associés à l'étape migratoire en Espagne. Rappelons ici la distinction proposée par Alfred Schütz entre les « *because motives* » et les « *in order to motives* »[95]. Le chapitre précédent a proposé une lecture en termes d'éventuels « *because motives* », celui-ci restitue au contraire les « *in order to motives* » (Schütz 1960). L'ensemble de ces sections livrera donc un récit diversifié des parcours migratoires de Colombiens qui s'arrêtera au moment de l'entrée sur le territoire espagnol, au point de bifurcation de la trajectoire vers l'Espagne, pour reprendre les mots de Prigogine (1997). Le récit de la suite de la trajectoire sera l'objet des chapitres suivants.

[94] La familiarité avec le lieu change selon la direction vers laquelle on se tourne (voir chapitre 1).

[95] Schütz distingue les motifs *en vue desquels* (*in-order-to motive*) l'action est produite des motifs *en raison desquels* (*because motive*) l'action est effectuée. Le premier type de motif est prospectif. Par exemple, « le doctorant écrit sa thèse pour obtenir un diplôme de doctorat ». Le second type de motif fait appel aux éléments passés ayant permis qu'un tel projet d'action se mette en place : « le doctorant écrit sa thèse parce qu'un certain nombre de conditions sociales et de facteurs ont été réunis pour que cela soit possible » (Schütz 1960).

4.1 La diversité des parcours migratoires colombiens précédant l'installation en Espagne : une variation selon l' « âge » du système migratoire

Les prémices d'un système migratoire sont intéressantes à étudier : d'où viennent les premiers arrivés ? Pourquoi sont-ils partis ? Quelle connaissance ont-ils du lieu de destination ? Il est hélas difficile pour un observateur de traiter cette question tout en étant contemporain de l'émergence du système ; il ne peut pas être certain que le système va se développer si celui-ci est encore à l'état émergent. Ce n'est donc pas anodin si les études sur le sujet ont surtout été produites dans le cadre d'enquêtes rétrospectives provenant de la démographie historique (Hägerstrand 1957; Kero 1977; Rice et Ostergren 1978). Cette section propose d'étudier les parcours migratoires des Colombiens avant qu'ils ne s'installent en Espagne. Dans un premier temps la diversité des origines migratoires à l'échelle du département de naissance en Colombie sera explorée. L'hypothèse d'une diversité primordiale des origines des migrants colombiens, suivie d'une surreprésentation des migrants provenant de la région caféière sera questionnée. Dans un second temps, nous tenterons de comprendre dans quelle mesure les autres pays du système migratoire ont contribué au peuplement de l'Espagne. En filigrane, nous nous demanderons si l'émergence du système migratoire en Espagne peut en partie s'expliquer par le report des migrations colombiennes provenant d'autres pays d'immigration.

4.1.1 Une diversité des origines départementales en Colombie avant les migrations depuis la région caféière ?

Le chapitre précédant a mis en lumière des origines migratoires spécifiques pour les migrants colombiens ayant quitté leur pays pour l'Espagne. Pour certains départements, la propension à partir vers la péninsule ibérique est plus forte que pour d'autres. Ainsi, la contribution de la région caféière colombienne comprenant Cali, et les villes du long de la vallée du fleuve Cauca, est particulièrement éclairante[96]. L'ENI permet ici toutefois de dépasser une approche déterministe des parcours migratoires, qui envisagerait les ressortissants de la région caféière comme les acteurs exclusifs de l'émergence du système migratoire colombien en Espagne. Grâce à la collecte des départements de naissance des enquêtés, cette section montre la diversité des origines géographiques des migrants.

Les lieux de naissance ont ainsi été classés en huit régions de naissance comprenant les quatre aires historiques de peuplement définies dans le chapitre précédent : l'**Antioquia**, la **région caféière** (Tolima, Caldas, Quindío, Risaralda, Valle del Cauca) et la **région caraïbe** (Córdoba, Sucre, Atlántico, Bolivar, Magdalena, San Andres y Providencia). **Bogota** a été séparée du reste du plateau cundiboyacense (Huila, Cundinamarca, Boyacá, Casanare, Meta) rangé dans la catégorie **centre du pays** pour mieux mettre en évidence la spécificité de la capitale. Les autres départements ont été classés à part dans les modalités **frontaliers du Venezuela** (Guajira, César, Norte de Santander, Arauca, Vichada, Guainía), **sud de la Colombie** (Guaviare, Vaupés, Amazonas, Cáqueta, Putumayo), et **région pacifique** (Nariño, Cauca, Chocó).

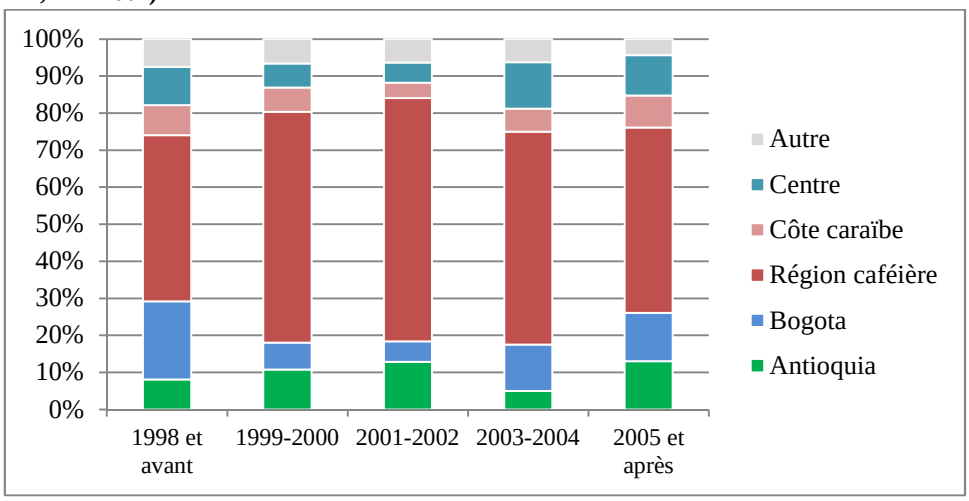
Les données de l'ENI confirment d'une part, que la plupart de ces migrants proviennent bien de la région caféière (60%), mais permettent d'autre part de nuancer cela en rappelant que toutes les

[96] La région caféière recouvre l'essentiel du bassin migratoire de Cali tel qu'il a été défini dans le chapitre 3.

zones de la Colombie (notamment Bogota et l'Antioquia qui concentrent les naissances de deux migrants sur dix) ont contribué, à des degrés divers, au peuplement de l'Espagne par les Colombiens, à l'exception du sud de la Colombie.

Pour analyser l'hypothèse d'une diversité primordiale, il est intéressant d'observer ces origines départementales selon la cohorte d'arrivée[97] (figure 4.1). On remarque en effet qu'avant 1999, les personnes issues de la région caféière étaient déjà majoritaires, mais que les Bogotains et les ressortissants d'autres régions étaient surreprésentés relativement aux cohortes arrivées les années suivantes. Alors qu'entre 2001 et 2002, la part des migrants nés dans le bassin migratoire de Cali est la plus importante (66%), après le rétablissement du visa en Espagne, cette proportion diminue à nouveau légèrement au profit des personnes originaires d'autres départements.

Figure 4.1 Répartition des régions de naissance en Colombie selon la cohorte d'arrivée en Espagne (Source : INE, ENI 2007)[98]



La période où le flux migratoire colombien est le plus important, (entre 2000 et 2002), coïncide avec le moment où la proportion maximum de migrants issus de la région caféière est enregistrée. La surreprésentation des ressortissants issus d'autres lieux de part et d'autre de ce pic d'arrivées nous invite à explorer leurs parcours[99] en se demandant notamment si ces personnes avaient émigré à l'étranger avant de s'installer en Espagne. En effet, alors que les personnes issues de la région caféière se sont spécialisées dans les parcours vers l'Espagne, les migrants provenant d'autres régions colombiennes émigraient plutôt vers d'autres destinations, notamment les États-Unis pour les originaires d'Antioquia et de Bogota et le Venezuela pour les personnes de la côte caraïbe et de la frontière vénézuélienne.

[97] Ces cohortes d'arrivées ont été définies dans l'introduction générale. Nous rappelons que cette partition par tranche de deux ans est particulièrement judicieuse puisqu'elle permet de distinguer du reste de la population, les « pionniers » c'est-à-dire les personnes qui sont arrivées avant le pic de l'an 2000, mais aussi les migrants arrivés après le rétablissement du visa pour l'entrée des Colombiens en Espagne en 2002.
[98] Dans ce graphique, nous avons regroupé les régions « frontière vénézuélienne », « pacifique » et « sud » dans la catégorie « autre » pour en améliorer la lisibilité.
[99] L'ENI ne permet malheureusement pas de s'intéresser aux trajectoires résidentielles en Colombie. On peut néanmoins supposer que la plupart des changements de résidence se sont produits au sein des bassins migratoires identifiés dans le chapitre précédent.

4.1.2 Quelles expériences migratoires internationales avant l'installation en Espagne ?

Avant que les Colombiens n'arrivent en Espagne par milliers chaque année[100], le système migratoire colombien était déjà développé dans d'autres pays, avec les premiers départs importants dès les années 1930. Au début des années 1990, de nombreux Colombiens vivaient à l'étranger, principalement au Venezuela et aux États-Unis. Dans une moindre mesure, certains vivaient aussi en Équateur, au Panama, et en Europe de l'ouest (France et Royaume-Uni principalement). Y a-t-il eu un départ des Colombiens vivant à l'étranger vers l'Espagne au début des années 1990 ? Les migrants arrivés avant le point de bifurcation avaient-ils préalablement une expérience migratoire à l'étranger ?

Parmi le millier de parcours migratoires enregistrés par l'enquête ENI, une majorité (90%) d'entre elles est de la forme A→ B. Toutefois, les 10% de parcours restants sont caractérisés par une densité[101] de parcours plus élevée, allant de deux à huit étapes migratoires. Par étape migratoire, on entend la résidence continue dans un pays pour une durée supérieure à trois mois, pour un motif distinct des vacances, après un premier franchissement des frontières du pays de naissance (voir la définition de l'étape migratoire dans le chapitre 2). Tous les pays de résidence répondant à ces critères sont ainsi retenus. Pour les parcours comprenant au moins trois étapes migratoires, l'Espagne ou la Colombie peuvent donc être considérés comme une étape migratoire intermédiaire. Si l'on décompose ces 10% de parcours « indirects » vers l'Espagne selon le nombre d'étapes migratoires, on remarque que 4% des migrants ont connu deux pays pour s'installer en Espagne, 4% trois, et 2% plus de 4.

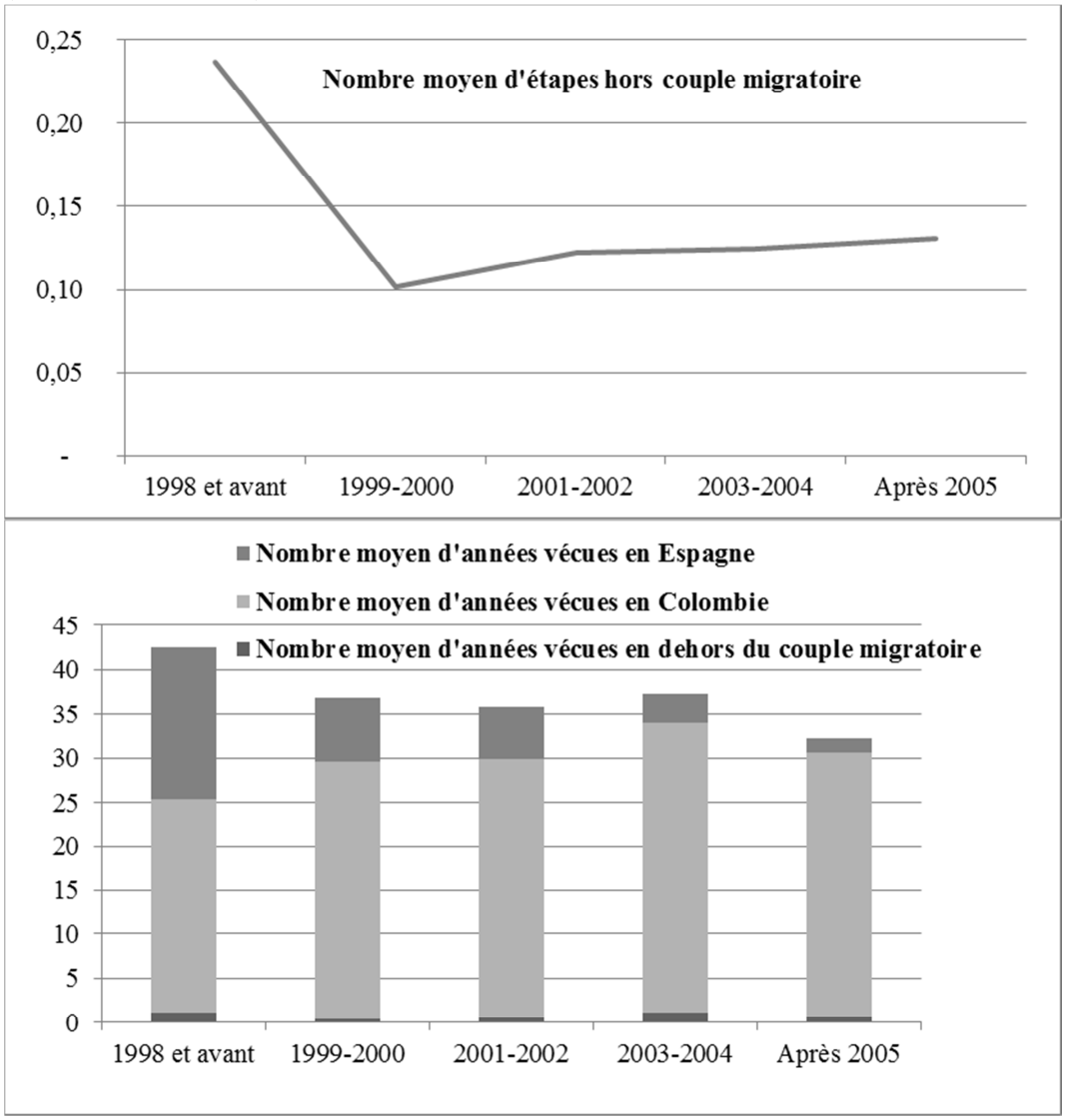
Distinguons les étapes migratoires au sein du couple migratoire (Espagne/Colombie) de celles effectuées en dehors de celui-ci. En moyenne, l'ensemble des Colombiens n'avaient réalisé que 0,14 étapes en dehors du couple migratoire pour une durée moyenne de 0,64 ans (soit huit mois). On constate ici des écarts selon la cohorte d'arrivée (figure 4.2). Ainsi, la cohorte la plus ancienne, arrivée avant 1999, est caractérisée par un nombre moyen d'étapes doublement supérieur à la moyenne observée pour les autres cohortes ainsi que par une durée plus longue des périodes vécues dans un pays tiers (1,10 ans, soit environ un an et quelques semaines). En moyenne, les migrants les plus anciennement installés sur le territoire espagnol ont donc résidé deux fois plus souvent et deux fois plus longtemps dans un pays tiers que les cohortes suivantes. On observe également que la cohorte la plus anciennement arrivée a vécu moins longtemps en Colombie que toutes les cohortes ultérieures (24 ans en moyenne contre au moins 30 ans pour le reste des cohortes). Cela montre que les premiers arrivés en Espagne ont quitté la Colombie plus tôt que leurs successeurs.

Ces résultats incitent à faire l'hypothèse d'un certain report des autres pôles du champ migratoire colombien sur l'Espagne, en particulier aux débuts de l'émergence du système migratoire.

[100] Le *turning point* (Abbott 2009) ou encore le point de bifurcation (Prigogine 1997) se situe entre 1999 et 2001.

[101] Nous avons choisi d'utiliser le terme de « dense » plutôt que celui de « complexe » pour qualifier les parcours de plus de deux étapes migratoires afin de ne pas essentialiser la complexité. En effet, la complexité d'un parcours est subjective. Par exemple, pour le cadre colombien d'une entreprise multinationale circulant d'un pays à l'autre au cours d'une carrière internationale (voir les motifs des trajectoires exposés plus bas), résider dans plusieurs pays n'a rien de complexe. On peut considérer que la densité, dans son acception formelle - nombre d'étapes migratoires par tranche de vie -, est plus neutre. Sur ce débat voir (Zelinsky 1971) et plus récemment (Dubucs et Imbert 2014).

Figure 4.2 Caractéristiques des parcours migratoires des Colombiens selon la cohorte d'arrivée en Espagne (Source : INE, ENI 2007)



Avant de s'interroger sur la contribution des autres pays du système migratoire au peuplement colombien en Espagne, on peut se demander en quoi la population de migrants ayant résidé à l'étranger avant d'arriver en Espagne se distingue de la population arrivée directement depuis la Colombie. Cette expérience migratoire supplémentaire est-elle associée à certaines caractéristiques socio-démographiques ? Selon la littérature sur le sujet, la plus ou moins grande densité d'un parcours dépend de nombreux facteurs (De Miguel Luken, Solana Solana et Pascual de Sans 2011), notamment de caractéristiques temporelles. La première est l'âge biographique. Pour les migrants les plus âgés, on peut supposer que la probabilité d'avoir connu plusieurs étapes migratoires est plus élevée que pour les migrants les plus jeunes, qui ont disposé de moins de temps pour réaliser des parcours indirects. La seconde est l'âge du champ migratoire colombien en Espagne. En effet, on peut faire l'hypothèse que pour les cohortes les plus anciennement arrivées sur le territoire espagnol, l'Espagne n'était pas encore dotée du statut de destination phare au sein du champ migratoire colombien, tandis que pour les cohortes ultérieures, l'Espagne occupait une place plus centrale au sein de leur horizon. Au-delà de ces variables, on peut se demander si le cumul d'étapes résidentielles en dehors du couple migratoire n'est pas la spécificité des Colombiens les mieux dotés en capitaux économiques et scolaires (Zelinsky 1971).

Tableau 4.1 Régression logistique sur le fait d'avoir effectué un parcours en dehors du couple migratoire (Source : INE, ENI 2007, champ : Colombiens, effectifs concernés : 1031)

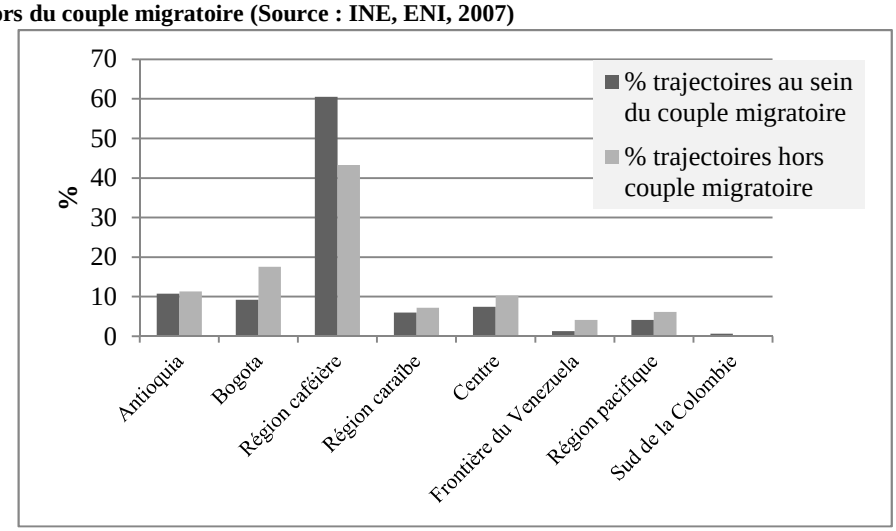
Ref=parcours au sein du couple migratoire	Odds-ratio	Intervalle de confiance de Wald à 95%	
Sexe			
Hommes	Ref.	Ref.	Ref.
Femmes	0,468**	0,296	0,741
Âge au moment de migrer en Espagne			
0-15 ans	0,327*	0,119	0,895
16-24 ans	0,161***	0,066	0,392
25-34	0,762***	0,437	1,329
35-44 ans	Ref.	Ref.	Ref.
45-54	1,912*	0,877	4,172
55-64	2,836*	0,883	9,105
65 ans et +	4,435*	0,680	28,914
Niveau d'études			
aucun ou sans études	0,373	0,197	0,709
secondaire 1er cycle	0,415	0,190	0,905
secondaire 2nd cycle	0,342*	0,200	0,583
supérieur	Ref.	Ref.	Ref.
Cohorte d'arrivée			
1998 et avant	Ref.	Ref.	Ref.
1999-2000	0,292	0,155	0,551
2001-2002	0,345	0,190	0,625
2003-2004	0,294	0,119	0,728
2005 et après	0,200	0,119	0,759

Note de lecture : Un odds-ratio supérieur à 1 indique un effet positif de la variable étudiée, un odds-ratio inférieur à 1 indique un effet négatif. Les odds-ratios significatifs au seuil de 10% ont été annotés d'un astérisque dans le tableau (*** : <0,001 ; ** : <0,01 ; * : <0,1). Pour chaque variable, la modalité de référence choisie dans le modèle est indiquée en italique. Par exemple, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'avoir effectué un parcours en dehors du couple migratoire est supérieure pour les individus arrivés après l'âge de 35 ans en Espagne, relativement aux personnes arrivées avant cet âge-là.

Une régression logistique modélisant le fait d'avoir effectué un parcours en dehors du couple migratoire permet justement de confronter ces hypothèses aux données observées. Les variables explicatives introduites dans le modèle sont le sexe, l'âge au moment de migrer en Espagne, le niveau d'études et la cohorte d'arrivée. Les résultats (tableau 4.1) indiquent que les parcours directs sont préférentiellement le fait de femmes, de migrants jeunes (moins de 35 ans), des individus les moins diplômés, ainsi que des cohortes d'arrivée les plus récentes. Au contraire, les parcours ayant silloné d'autres pays du champ migratoire sont davantage le fait d'hommes, de migrants plus âgés (les plus de 35 ans), des plus diplômés, ainsi que des personnes de la cohorte la plus ancienne (arrivée avant 1999 en Espagne). Si l'on ajoute à ces informations une analyse des lieux de naissance en Colombie, on constate que ces parcours « hors couple migratoire » ont débuté dans des zones de Colombie plus diversifiées que les parcours directs vers l'Espagne. En effet, alors que les migrants de la région caféière y sont sous-représentés (43% contre 61%), à

l'inverse, les migrants nés à Bogota (18% contre 9%), mais aussi dans le reste de la Colombie y sont surreprésentés (figure 4.3).

Figure 4.3 Répartition des Colombiens enquêtés dans l'ENI selon leur région de naissance en Colombie, pour des migrants ayant effectué des trajectoires au sein du couple migratoire et pour ceux ayant effectué des trajectoires en dehors du couple migratoire (Source : INE, ENI, 2007)



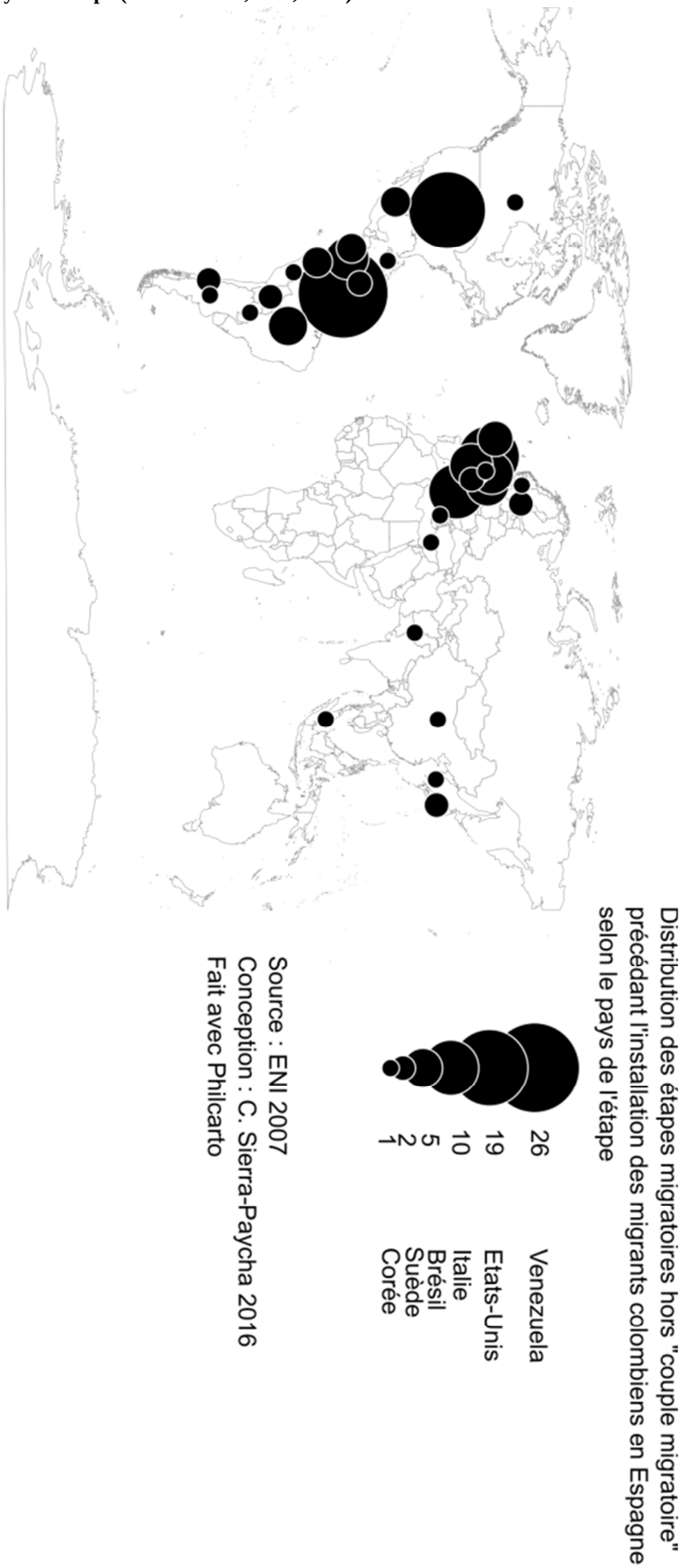
A la suite d'autres travaux (Héran 1979; Ichou, Goujon et équipe de l'enquête DiPAS 2017), on observe que l'expérience migratoire à l'étranger sélectionne les individus les plus qualifiés. Il s'agit plus particulièrement des personnes nées à Bogota, ville dont les flux d'émigration internationale sont plus diversifiés qu'ailleurs en Colombie[102] et où les habitants sont plus diplômés que dans le reste du pays. La surreprésentation des femmes parmi les parcours directs vers l'Espagne et leur sous-représentation parmi les parcours hors couple migratoire peut s'interpréter par l'hypothèse suivante. Avant que ne leur soient proposées des opportunités professionnelles très genrées[103] en Europe et plus particulièrement en Espagne à partir des années 1990, celles-ci n'avaient pas autant eu l'occasion de résider à l'étranger, contrairement à une partie de la population masculine colombienne. Il est intéressant ici de mettre ce résultat en parallèle avec le profil des migrants arrivés en Espagne avant 1999. Ceux-ci étaient non seulement plus jeunes lorsqu'ils sont partis, mais ils étaient également plus qualifiés et davantage féminisés que leurs successeurs : pour 27 hommes arrivés à cette période, on comptait 100 femmes. En proportion, davantage de femmes étaient donc présentes[104] au commencement du système migratoire colombien en Espagne que par la suite, mais celles-ci avaient moins souvent parcouru de pays étrangers que les hommes avant de s'installer en pays ibérique.

[102] Dans la typologie du territoire colombien selon l'attractivité migratoire des pays d'immigration colombienne exposée dans le chapitre 3, Bogota est ainsi classée parmi les municipes faiblement spécialisés relativement au reste du territoire. Par ailleurs, en 2005, parmi les émigrants internationaux vivant ailleurs qu'au Venezuela, aux États-Unis et en Espagne, 23% appartenaient à un *hogar* bogotain.

[103] Les niches d'emploi des Colombiennes et des Colombiens seront présentées dans le chapitre suivant.

[104] Rappelons que la première thèse réalisée sur la migration colombienne vers l'Espagne était justement consacrée aux femmes (Restrepo Vélez 2006). Par ailleurs, Wilson Actis rappelle qu'en 1998, 71% des permis de travail attribués aux Colombiens concernaient des femmes (Actis 2009, p. 152). La figure de la femme colombienne aventurière se déplaçant au début des années 1990 vers l'Espagne, sans expérience migratoire préalable, a attiré depuis longtemps l'attention des chercheurs et des médias (Bazurto Botero 2015; Echeverri Buriticá 2014, p. 10). Elles sont donc en grande partie les initiatrices de l'émergence du système migratoire colombien en Espagne.

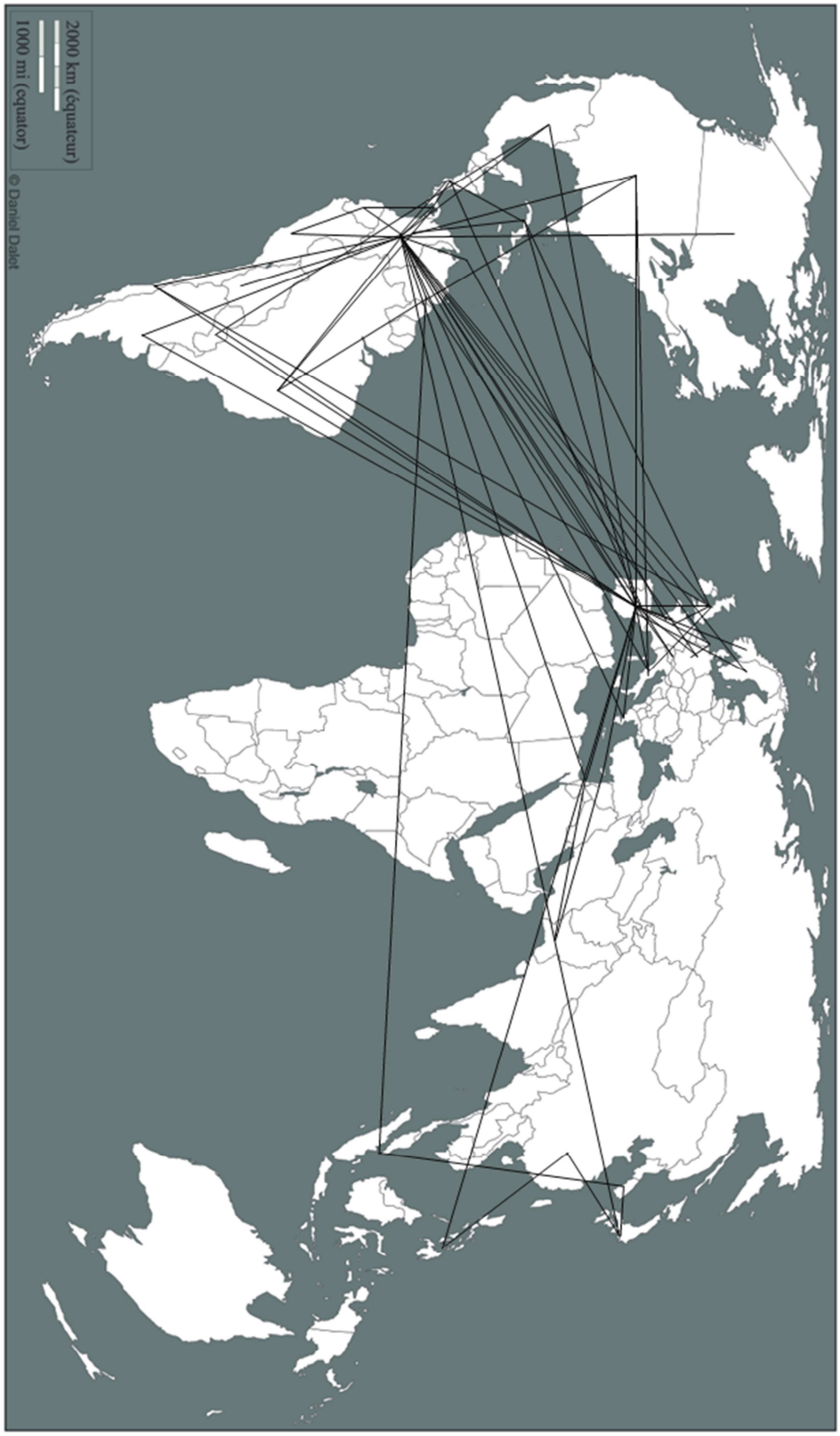
Carte 4.1 Distribution des étapes migratoires hors « couple migratoire » précédant l'installation en Espagne selon le pays de l'étape (Source : INE, ENI, 2007)



La distribution des pays où les Colombiens ont réalisé une étape migratoire avant de s'installer en Espagne dans la mappemonde n'obéit pas à une répartition aléatoire (carte 4.1) mais renvoie à une image déjà bien connue du champ migratoire colombien, celle d'un espace structuré par deux pays majeurs accueillant des Colombiens, à savoir les États-Unis (apparaissant 19 fois dans les parcours) et surtout le Venezuela (apparaissant 26 fois). Les autres pays concernés sont surtout des pays situés en Amérique du nord et en Amérique centrale (Canada, Mexique, Costa Rica, Cuba, Panama), en Amérique du sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Équateur, Paraguay, Pérou) et en Europe (Belgique, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas Royaume-Uni, Allemagne, Suède, Suisse). Hormis ces « origines migratoires » de part et d'autre de l'Atlantique, quelques régions du monde ont également été arpentées par des Colombiens avant que ceux-ci ne se rendent en Espagne. Ainsi en est-il pour une partie de l'Asie (Chine, Japon, Corée du Sud, Pakistan, Singapour) et pour une destination récurrente dans un parcours au Proche-Orient (Israël). L'Afrique est donc le seul continent sur lequel ces migrants n'ont pas vécu avant leur arrivée en Espagne.

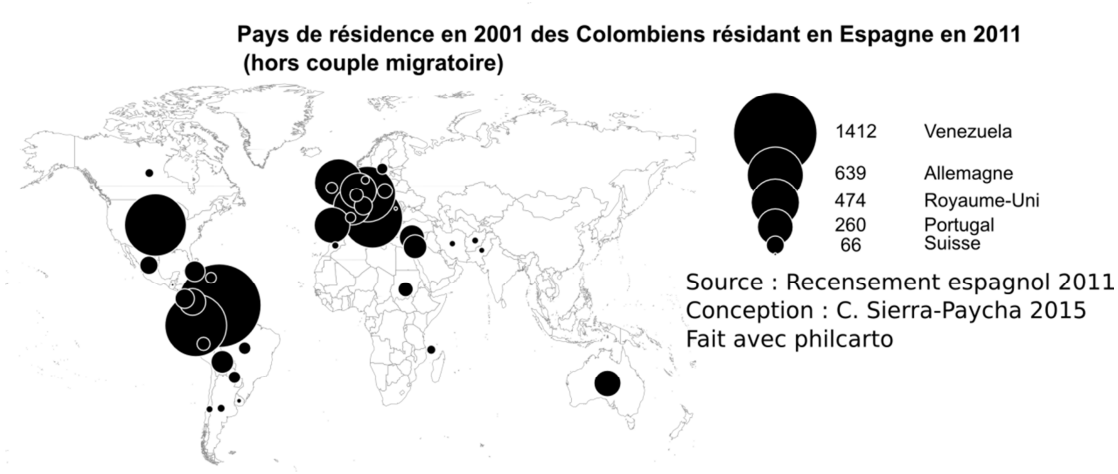
Plus de trente pays différents ont été parcourus par la centaine de Colombiens enquêtés dans l'ENI ayant connu un parcours « dense », avant qu'ils ne se rendent en Espagne. Une représentation possible pour appréhender globalement l'ensemble des trajectoires individuelles est de projeter tous les parcours sur une mappemonde (carte 4.2). Une telle méthode cartographique, même si elle ne tient pas compte de l'importance de chaque route en termes de passage, permet de visualiser la diversité des routes migratoires empruntées pour aller d'un point A vers un point B. On en compte en effet 76, que ces routes soient récurrentes (empruntées plusieurs fois au cours d'un ou de plusieurs parcours migratoires) ou singulières (empruntées une seule fois). La plupart de ces routes sont intra-américaines, intra-européennes ou transatlantiques. Une telle représentation permet de s'attarder sur les formes géométriques que dessine le champ migratoire. Nous remarquons ici sa forme triangulaire, dont les trois angles correspondent aux trois aires d'implantation du champ migratoire colombien évoquées plus haut (Amérique du Nord, pays latino-américains voisins, Europe de l'ouest). Pour préciser quelles routes migratoires sont les plus empruntées, on peut pondérer les routes migratoires par le nombre de passage de migrants. Parmi les routes migratoires récurrentes les plus fréquentées, on remarque une hiérarchie forte entre les différents pays, les routes Colombie-Venezuela et Colombie-États-Unis, étant les plus fréquentées après la route directe Colombie-Espagne. Des routes migratoires secondaires sont ainsi mises en évidence (Colombie-Royaume-Uni, Venezuela-Espagne). Enfin, des routes tertiaires mettent en évidence certains parcours migratoires peu documentés jusqu'alors (Colombie-Panama, États-Unis-Italie, Royaume-Uni-Espagne, Colombie-Pays-Bas, Colombie-Allemagne, Pays-Bas-Espagne, Allemagne-Espagne, France-Espagne, Colombie-Italie, Colombie-Israël).

Carte 4.2 Superposition des 76 routes migratoires différentes empruntées par les Colombiens pour se rendre en Espagne (Source : INE, ENI, 2007)



En regardant cette fois la carte des lieux de résidence des Colombiens à partir du recensement espagnol de 2011, on peut confirmer à plus vaste échelle la diversité spatiale des origines migratoires des Colombiens résidant en Espagne (carte 4.3). Cette carte a été élaborée de la façon suivante : grâce à la question du recensement espagnol portant sur les lieux de résidence dix ans avant l'enquête, on a représenté la distribution des personnes nées en Colombie selon le pays de résidence en 2001 en ne tenant compte que des pays situés en dehors du couple migratoire Colombie/Espagne. Par rapport à l'ENI, la plus grande taille de l'échantillon de Colombiens interrogés par l'enquête du recensement, permet d'observer que l'Australie, quelques pays d'Afrique et du cône sud-américain ont été parcourus par les Colombiens avant qu'ils ne se rendent en Espagne.

Carte 4.3 Pays de résidence (hors couple migratoire) en 2001 des Colombiens recensés en 2011 en Espagne (Source : INE, Recensement espagnol, 2011)



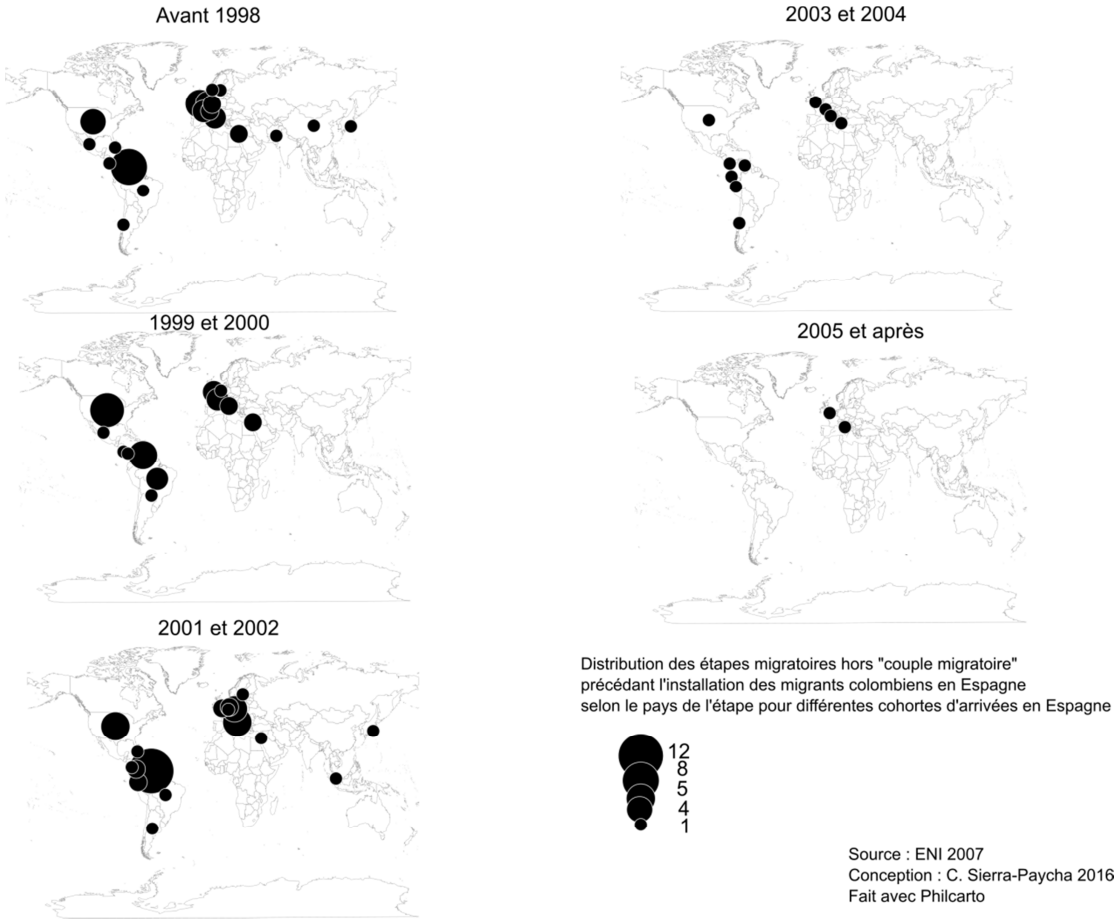
4.1.3 Une contribution des autres pays du champ migratoire au peuplement de l'Espagne changeante au fil des années

Nous avons vu que les premiers arrivés en Espagne avaient accumulé une expérience migratoire à l'étranger précédant leur installation en Espagne plus importante que celle de leurs successeurs. Ces « pionniers » ont-ils parcouru les mêmes pays que les autres ou sont-ils caractérisés au contraire par des parcours plus diversifiés ?

Une analyse diachronique de la part des immigrations colombiennes en Espagne provenant d'autres pays, séparant la population colombienne étudiée en plusieurs cohortes d'arrivée (avant 1999, 1999-2000, 2001-2002, 2003-2004, après 2005) met en avant la diversité des origines migratoires des Colombiens dès le début de la mise en place du champ migratoire en Espagne (carte 4.4). Pour la cohorte arrivée en 1998 et auparavant, l'ensemble de la mappemonde avait été exploré. Cela est valable jusqu'en 2002, où l'Europe, l'Amérique et l'Asie constituent des étapes migratoires précédant celle en Espagne. Après 2003, les étapes migratoires antérieures se restreignent à l'Europe et à l'Amérique. Ce phénomène de disparition des autres zones d'émigration colombienne, peut aussi s'interpréter comme un effet de taille, le flux de migration

étant à cette période inférieur au niveau enregistré les années précédentes[105]. La contribution des deux pays majeurs du champ migratoire colombien, le Venezuela (encadré 4.1) et les États-Unis est, quant à elle, vérifiée pour toutes les cohortes, excepté la dernière. Hormis le Royaume-Uni qui apparaît 12 fois dans les parcours migratoires, les autres pays ne sont jamais cités plus de 6 fois. Ce panorama synoptique de l'ensemble des trajectoires colombiennes indirectes ayant précédé l'installation en Espagne nous permet d'émettre deux hypothèses. La première concerne une arrivée en Espagne qui s'est faite majoritairement en provenance directe de Colombie. La seconde concerne la diversité des origines migratoires des Colombiens venus d'autres pays du monde, concentrées principalement en Europe et sur le continent américain. Après la Colombie, le Venezuela constitue le principal pourvoyeur de migrants colombiens en Espagne, suivi des États-Unis et du Royaume-Uni. La diminution des migrations passant par le Venezuela apparaît cependant nettement dans les trajectoires des cohortes les plus récentes. En raison de la petite taille de l'échantillon, l'ENI ne permet pas de se positionner avec certitude sur cette évolution.

Carte 4.4 Distribution des étapes migratoires précédant l'installation en Espagne selon le pays de l'étape pour différentes cohortes d'arrivée (Source : INE, ENI, 2007)



[105] Non seulement dans l'échantillon enquêté par l'ENI, mais aussi dans les flux migratoires colombiens arrivés en Espagne après 2002. Les effectifs sont moins importants suite à l'imposition du visa pour les Latino-américains (voir chapitre 3).

Encadré 4.1 Un exemple de migration colombienne du Venezuela vers l'Europe (Source : terrain exploratoire 2014)

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une migration vers l'Espagne, l'exemple suivant illustre comment la trajectoire d'un migrant colombien se déploie entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, du Venezuela vers l'Europe, au gré des opportunités qui s'offrent à lui.

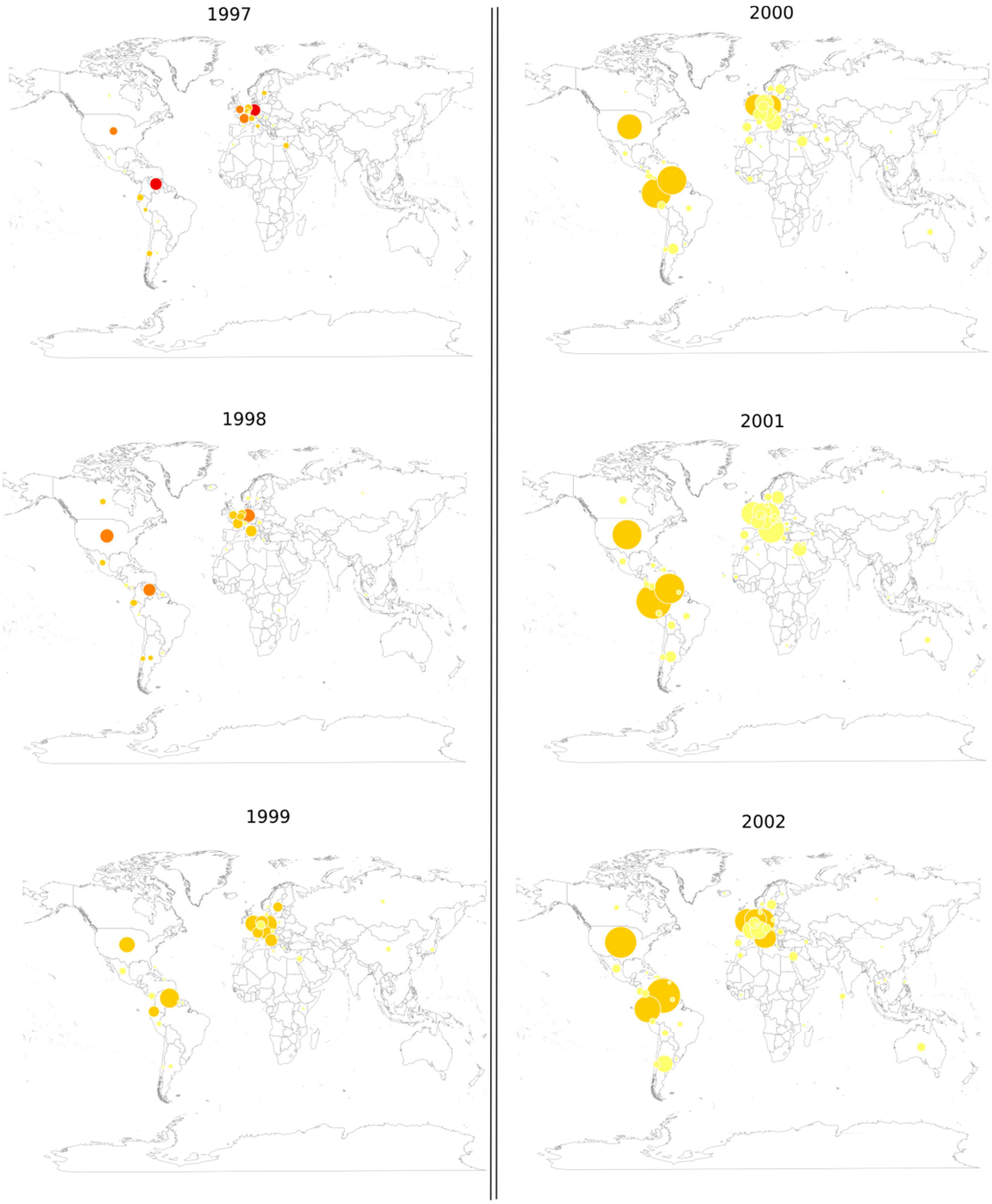
Carlos est né dans la région caféière, à Cartago dans le Valle del Cauca en 1955. Il fait sa première expérience migratoire à l'étranger alors qu'il a 23 ans en 1978. Sa sœur qui vit à Caracas lui propose de le rejoindre. Elle gère à l'époque une épicerie qui lui assure une position confortable. Il vit chez elle pendant trois ans en l'aidant de temps à autre dans le magasin. En revenant à Cartago en 1981, il rencontre sa future épouse, alors employée d'un petit supermarché local, avec qui il a une fille. Cette même année, le supermarché fait faillite et licencie tous les employés. Sa femme ayant déjà vécu en France en 1976, et désormais sans emploi, décide de repartir à Paris, mais cette fois-ci avec son mari Carlos et sa fille. Arrivé en France, Carlos reste un an sans travail avant de trouver un emploi comme « homme de ménage » dans une bijouterie.

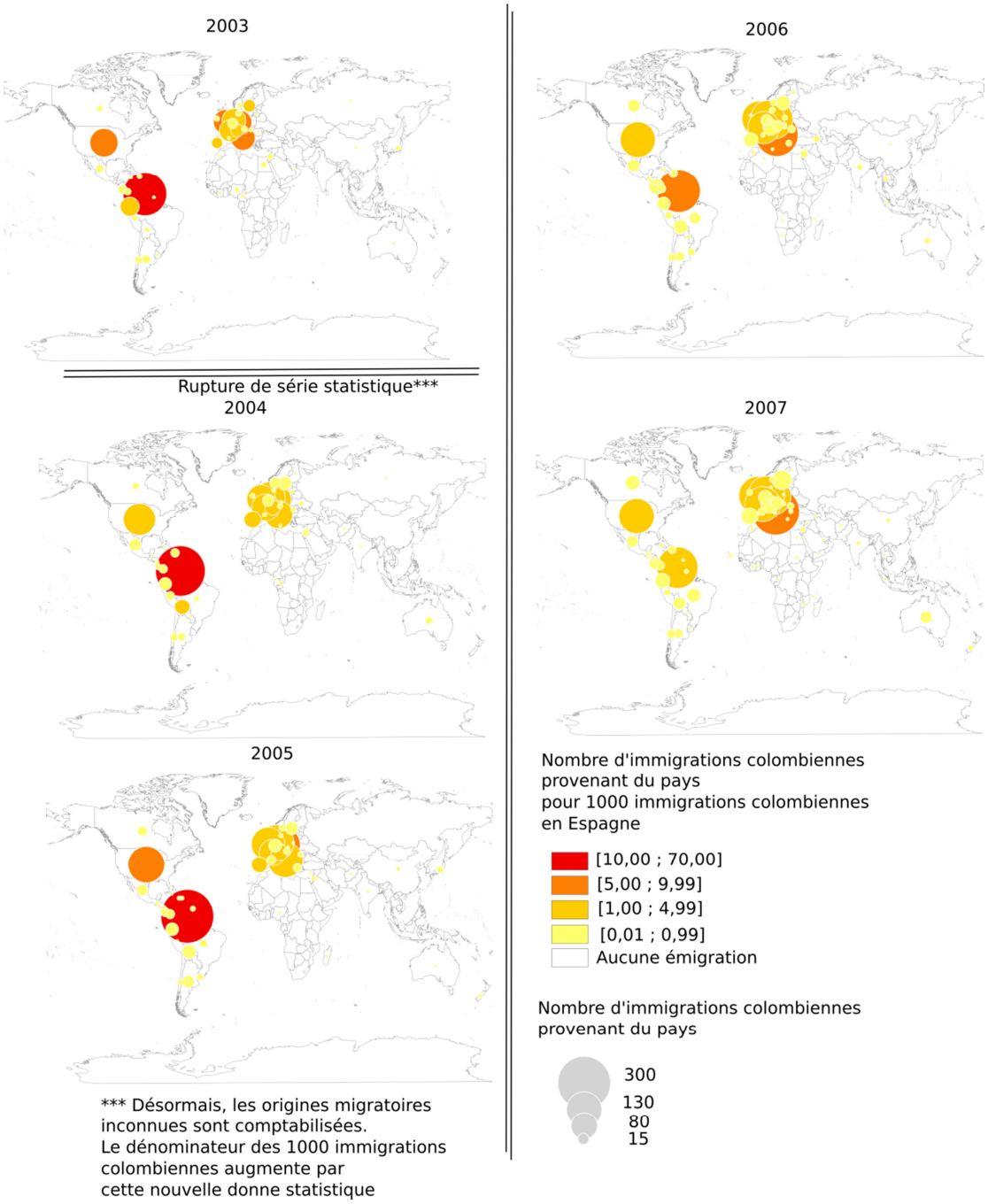
Pour affiner davantage la part des autres pays du champ migratoire aux immigrations colombiennes en Espagne, nous avons développé une observation systématique des lieux d'origine de ces migrants juste avant de s'installer en Espagne à partir des EVR. La méthode consiste à cartographier avec une échelle commune la contribution des différents pays aux immigrations colombiennes dans la péninsule ibérique. Nous rappelons au préalable que les EVR mesurent des flux d'entrée, *i.e.* des agrégations de segments de trajectoires (voir chapitre 2). La contribution d'un pays tiers donné se calcule par le rapport annuel des arrivées en provenance du pays en question et du total des immigrations colombiennes :

$$contribution\ du\ pays\ tiers = \frac{immigrations\ colombiennes\ provenant\ du\ pays\ tiers}{immigrations\ colombiennes} \times 1000$$

Par exemple, la contribution maximale dans les années 2000 d'un pays tiers au peuplement de l'Espagne est celle du Venezuela en 2003. On peut ainsi dire qu'en 2003, pour 1000 migrants colombiens arrivant en Espagne, 17 provenaient du Venezuela. Parallèlement, les effectifs de ces immigrations ont été représentés sous forme de cercles proportionnels. Il faut rappeler qu'il y a eu une rupture statistique entre l'année 2003 et l'année 2004. Auparavant, seuls les lieux d'émigration connus été enregistrés, or depuis 2004 les bases de données intègrent les personnes préférant ne pas déclarer de lieux d'origine. Dès cette année, le dénominateur de notre indicateur augmente donc par le simple fait que la statistique prend en compte toutes les arrivées en Espagne, y compris les immigrations dont les « origines » sont inconnues. Les cartes prennent donc à la fois en compte l'importance du flux migratoire colombien vers l'Espagne et la contribution de chaque pays tiers au peuplement de l'Espagne par 1000 personnes nées en Colombie (carte 4.5).

Carte 4.5 Analyse de la contribution des autres pays du champ migratoire colombien au peuplement de l'Espagne (Source : INE, EVR, 1997-2007)





A partir des données de 1988 à 2007, on constate quatre périodes distinctes. De **1988 à 1998**[106], on observe un faible flux migratoire vers l'Espagne mais un poids important des pays tiers à l'apport migratoire colombien en Espagne. Cela corrobore l'hypothèse avancée avec les données de l'ENI et l'étude du nombre moyen d'étapes migratoires plus élevé pour les populations les plus anciennement installées. De **1999 à 2002**, on constate que le flux migraoire est très important, mais que le poids relatif des pays tiers est plus faible, tandis que les contributions migratoires des différents pays semblent équitablement réparties entre eux. De **2003 à 2005**, on remarque que ce

[106] Pour ne pas surcharger ce chapitre de cartes, nous n'avons pas représenté ici les provenances des flux migratoires colombiens avant 1997. Nous précisons que ces cartes sont quasiment identiques à celle de 1997.

même flux est important mais moins qu'auparavant (rappelons l'effet du changement de politique migratoire espagnole à ce moment-là). En revanche, à cette période, le Venezuela prédomine clairement parmi les contributions migratoires colombiennes (ce que confirment les cartes de l'ENI avec une avance de deux ans). C'est précisément au cours de l'année 2002 que le Venezuela est confronté à une première crise politique, lors de la tentative de coup d'État de l'opposition et d'une partie de l'armée. Enfin de **2006 à 2007**, on observe une européisation des trajectoires (encadré 4.2) au détriment des origines américaines. Par exemple, en 2007, l'Italie contribue plus que le Venezuela en apport de Colombiens.

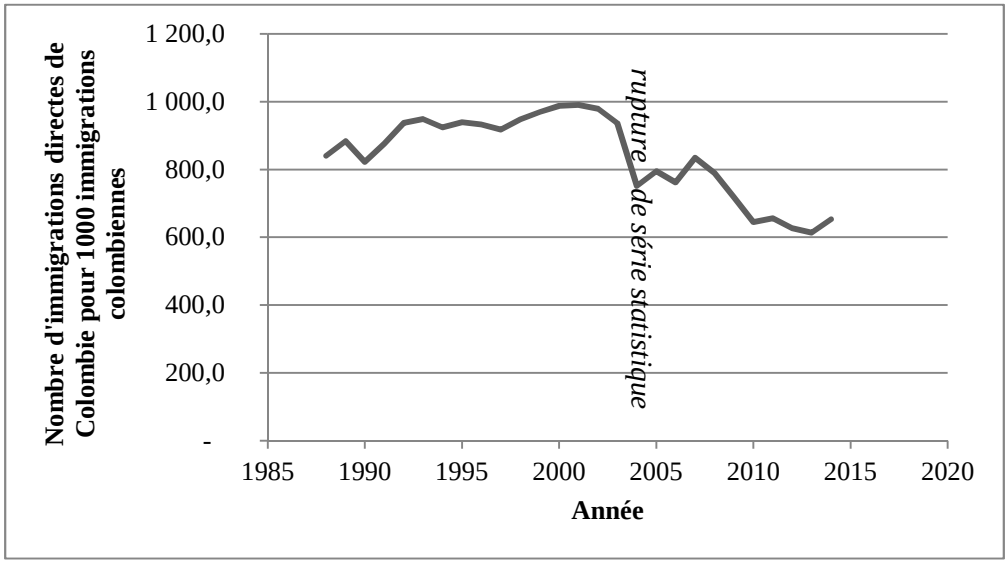
Encadré 4.2 Un exemple de migration bogotaine de la Belgique vers l'Espagne
(Source : terrain exploratoire 2014)

L'exemple suivant illustre les parcours de Bogotains qualifiés migrant en Europe pour des raisons de formation académique avant de s'installer en Espagne autour de l'an 2000.
Luis Enrique est né à Bogota en 1989. Dans le cadre d'un projet de reprise d'études en Europe, ses parents partent avec lui en Belgique en 1994 où son père fait des études d'économie à l'université de Louvain. Son petit-frère naît dans ce pays et bénéficie à ce titre de la nationalité belge. De retour à Bogota en 1995, ses parents inscrivent Luis Enrique puis, plus tard, son frère à l'école française. En 2001, toute la famille repart pour l'Europe, cette fois-ci à Barcelone où son père finalise un doctorat en économie et sa mère poursuit des études supérieures en espérant obtenir un meilleur emploi. En 2002, ils repartent de nouveau à Bogota. Luis Enrique et son frère étudieront au lycée français de la capitale colombienne jusqu'au Baccalauréat. Alors que son petit-frère part en France en 2008 pour un an, Luis Enrique, lui, ne retournera en Europe qu'en 2014, date à partir de laquelle il vit à Barcelone suite à une réorientation d'études.

La courbe du nombre d'immigrations directes depuis la Colombie pour 1000 arrivées en Espagne atteste d'ailleurs de cette tendance (figure 4.4). De 1988 à 2000, la contribution relative des pays tiers diminue tandis que la contribution des venues directes de Colombie ne fait qu'augmenter pour atteindre quasiment la totalité des arrivées en 2000. La rupture de série statistique, gonflant le dénominateur de l'indicateur par la prise en compte des « origines migratoires » non déclarées, n'explique pas l'ensemble de la chute de la contribution relative de la Colombie au début des années 2000. Cette diminution se poursuit en effet à la fin des années 2000, période à laquelle les autres pays du champ migratoire contribuent de nouveau de façon importante à l'arrivée des Colombiens en Espagne. On a donc trois phases distinctes d'émergence du champ migratoire colombien en Espagne selon l'origine hors couple migratoire de ces flux :

- contributions diversifiées des autres pôles du champ migratoire au pôle espagnol ;
- contribution particulièrement élevée du Venezuela au début du siècle ;
- contribution importante des origines européennes par la suite.

Figure 4.4 Contribution de la Colombie aux immigrations colombiennes en Espagne selon l'année (Source : INE, EVR, 1988-2014)



L'analyse des « origines » spatiales des arrivées des Colombiens en Espagne met donc en avant, à la fois une concentration spatiale ainsi qu'une relative dispersion des parcours. Premièrement, à l'échelle départementale en Colombie, on constate l'importance de la région caféière parmi les lieux de départ des trajectoires (la moitié des trajectoires ont débuté là-bas). À l'échelle nationale, on observe une forte prédominance des trajectoires directes en provenance de Colombie (90%). En prenant en compte maintenant les marges de cette norme statistique, on repère une grande diversité des « origines » spatiales du peuplement colombien de l'Espagne. En effet, parmi les enquêtés colombiens de l'ENI, plusieurs centaines de trajectoires ont débuté là où la migration en Espagne ne faisait pas partie de l'horizon de vie des individus (chapitre 3). Ces trajectoires denses ont plus souvent commencé là où l'émigration vers des pays étrangers différents de l'Espagne était fréquente. La sous-représentation de la région caféière parmi les trajectoires denses doit être observée en parallèle de la sous-représentation des trajectoires initiées à Bogota dans les parcours directs. Une analyse diachronique révèle la part importante des autres pays du champ migratoire colombien avant que l'Espagne ne devienne une référence dans l'horizon spatial des Colombiens. Caractérisé au départ par une forte diversité des lieux d'origine, le pôle espagnol s'est peu à peu spécialisé dans les arrivées directes de Colombiens depuis la région caféière.

4.2 L'horizon des migrants avant leur arrivée en Espagne

La section précédente a permis de situer l'arrivée des migrants en Espagne au sein de trajectoires spatiales parfois très denses. L'articulation de cette étape migratoire en Espagne avec la trajectoire antérieure peut être reliée à des effets de conjoncture socio-économique. Le chapitre 3 livre à ce propos quelques éléments sur la situation économique colombienne qui permettent d'interpréter à une échelle macro d'éventuels facteurs d'expulsion. Toutefois, situer ces trajectoires au sein des horizons spatiaux des migrants, hérités de leurs ressources familiales et sociales fournit un récit qui permet de mieux comprendre le déploiement de ces trajectoires. T. Hägerstrand affirmait que « les déterminations économiques ne sont dotées d'efficacité que si elles sont relayées par des mécanismes spatiaux, qui eux-mêmes sont le produit, solidifié au cours du temps, de dynamiques interpersonnelles » (Hägerstrand 1957, p. 131; cité par Rosental 1999, p. 94‑96). Nous allons tenter de situer dans la présente section le substrat spatial de cet horizon associé à des liens familiaux et sociaux. Dans un premier temps, nous rappellerons en quoi les liens faibles et les liens forts peuvent être considérés comme des ressources spatiales pour migrer. En second lieu, nous montrerons que l'étendue et le contenu des ressources spatiales dont disposent les Colombiens au moment de migrer vers l'Espagne varient selon les différentes cohortes d'arrivée.

4.2.1 Quelles ressources spatiales pour migrer ?

Les premières études sur les migrations envisagent la mobilité comme étant tributaire de facteurs macro-structurels et macro-conjonturels. La distance entre les lieux y est présentée comme une variable fondamentale (Ravenstein 1885; Zipf 1946) de même que la taille des populations des lieux de départ et de destination (*Ibid.*) ainsi que des opportunités économiques dans ces lieux (Stouffer 1940). Pour les économistes classiques, la migration serait un transfert de main-d'œuvre dépendant des déséquilibres géographiques entre offre et demande de travail. Au niveau individuel, cela se traduirait par des choix rationnels résultant d'un arbitrage entre les opportunités de vie dans les différents lieux (Sjaastad 1962). À partir des années 1950, émergent cependant une série de travaux pionniers en géographie et en sociologie qui affirment, par opposition à la vision atomiste de la migration développée par les théories classiques, que la migration dépend d'un cadre d'analyse intermédiaire. T. Hägerstrand distingue ainsi, selon le degré de familiarisation avec le lieu d'arrivée, deux sortes de migrants. Les migrants « actifs » et les migrants « passifs » (Hägerstrand 1957), les premiers étant en quelque sorte des pionniers migrant en terre inconnue, initiateurs de « traditions migratoires » (Kero 1977) ou de « systèmes migratoires » (Mabogunje 1970) et les seconds participant de la reproduction du système migratoire, en rejoignant des proches (amis, famille) ou simples connaissances ayant déjà migré. Pour construire un projet migratoire, sans expérience migratoire internationale préalable, il faut financer son voyage, s'assurer de conditions minimales d'insertion résidentielle, professionnelle. Avoir un contact dans le lieu d'arrivée permet de s'informer des opportunités de vie dans le pays, de s'assurer d'un hébergement provisoire et d'un travail. Dans l'optique d'une analyse de la mobilité géographique, l'examen des ressources spatiales est particulièrement heuristique. E. Ma Mung nous donne une définition de cette notion adaptée à l'étude des migrations : « tant qu'elle est pure et simple dispersion, atomisation de sujets n'entreprenant pas de relations entre eux, la dispersion n'est pas utilisable [...] Elle devient positive dès lors qu'elle est valorisée et revendiquée par ses sujets [...] Elle peut alors être utilisée pour faire des choses qu'on ne pourrait

pas réaliser autrement [...] Une ressources spatiale est alors une disposition dans l'espace susceptible d'être utilisée par les sujets à leur profit » (Ma Mung 1999b, p. 33‑34).

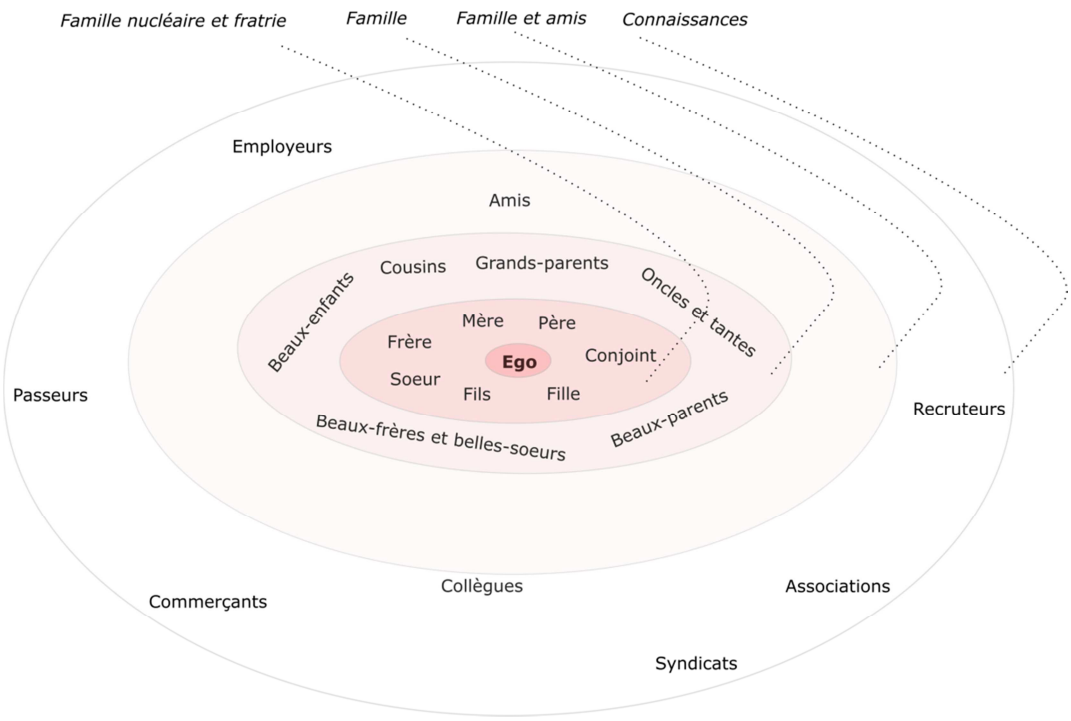
Bien avant le boom des études sur le réseau migratoire des années 1980 (Wilson et Portes 1980; Boyd 1989; Massey 1990), différents auteurs (Rubin 1961; MacDonald et MacDonald 1964; Tilly et Brown 1967; Rice et Ostergren 1978) ont mis en évidence l'importance de la configuration spatiale du réseau de relations pour migrer. Les ressources spatiales agissent sur la capacité de se projeter dans un autre pays et *in fine* sur la possibilité de produire un projet de mobilité spatiale (Garneau 2007), en particulier un projet migratoire vers ce lieu (Rosental 1999).

Nous définissons ici la ressource spatiale comme la supposée maîtrise d'un lieu dans lequel l'individu ne réside pas encore. Cette maîtrise peut se matérialiser sous la forme d'une expérience migratoire antérieure dans le pays, mais aussi par la familiarité entretenue avec ce lieu, médiatisée par la résidence actuelle ou passée de proches. Nous nous plaçons ici principalement du point de vue des personnes sans expérience migratoire préalable. Dans ce cas, le seul type de ressource qui peut être mobilisé dans les projets migratoires provient du réseau de relations. Néanmoins, nous utiliserons les ressources spatiales des personnes ayant vécu à l'étranger comme contre-champ. Selon la nature du lien entretenu par la personne entreprenant un projet migratoire, avec les personnes qu'elle connaît dans ce lieu, plusieurs types de ressources spatiales peuvent alors être définis (figure 4.5). Les ressources spatiales fondées sur :

- l'entourage[107], qui comprend la famille de l'individu et ses amis (Bonvalet et Lelièvre (eds.) 2012) ;
- la famille, comprenant la famille nucléaire et la famille élargie ;
- la famille nucléaire (*ie* l'ensemble formé par les parents, le conjoint et les enfants) et la fratrie ;
- la famille élargie, comprenant les liens familiaux non directs par alliance (beaux-parents, beaux-enfants, beaux-frères, belles-sœurs) ou des liens issus d'un ascendant commun (cousins, oncles et tantes).

[107] On peut observer au-delà de cet ensemble, un groupe plus large, comprenant les collègues, les commerçants et d'autres liens faibles débordant l'entourage.

Figure 4.5 Les différentes ressources sociales selon la proximité du lien de parenté



4.2.2 Les liens de parenté avec les personnes ayant influencé la décision de migrer en Espagne

La décision de migrer vers l'Espagne peut être influencée[108] par une tierce personne ayant connu une expérience migratoire en Espagne. Cette influence est variable selon le stade de développement du système migratoire en Espagne (tableau 4.2).

Aux prémices du système migratoire colombien en Espagne, la migration se fait plus souvent de manière « autonome », à un moment plus tardif de l'histoire du système migratoire, la migration se fait davantage sous l'influence d'un tiers. Parmi les primo-migrants les plus anciennement arrivés, seulement 56% ont été influencés par un tiers. Plus les arrivées sont récentes, plus la part des migrations sous l'influence d'un tiers augmente. Pour la cohorte la plus récente, la proportion de personnes influencées par un ancien migrant dans leur choix de migrer vers l'Espagne est de 80%. En général, cette influence provient d'une personne appartenant à l'entourage de l'individu. Ainsi pour la cohorte de primo-migrants colombiens arrivés avant 1998, 35% des personnes ont été influencées par un individu appartenant à la famille et 21% par un ami, tandis que 70% des migrations les plus récentes ont été faites sous l'influence d'un membre de la famille, contre seulement 13% sous l'influence d'un ami. Avec le temps, on constate donc un recul du poids des amis dans la décision de migrer vers l'Espagne, au profit d'un rôle accru de la famille.

Il peut être intéressant de comparer cela aux ressources des Colombiens ayant effectué un parcours hors couple migratoire (voir la colonne total champ 2 du tableau 4.2). On remarque que

[108] L'influence d'une tierce personne dans un choix individuel peut être difficile à mesurer. Dans le cadre d'une enquête interrogeant les migrants sur leur parcours de manière rétrospective, on peut imaginer que les enquêtés peuvent reconstruire *a posteriori* leur parcours, en oubliant ou déformant certains éléments.

leurs arrivées en Espagne ont moins été mues par l'influence d'un tiers relativement aux personnes sans expérience migratoire personnelle préalable. Avoir vécu soi-même à l'étranger permet donc d'envisager le départ vers un nouveau pays de façon plus « autonome ».

Tableau 4.2 L'évolution des ressources spatiales des migrants selon la période d'arrivée
(Source : ENI, 2007, champ 1 : Colombiens n'ayant aucune expérience migratoire préalable ; champ 2 : Colombiens ayant résidé au moins une fois hors couple migratoire)

Période de la migration		Avant 1998	1999-2000	2001-2002	2003-2004	2005-2006	Total champ 1	Total champ 2
Proportions de migrants influencés dans leur décision de migrer en Espagne par une personne y ayant déjà vécu	une personne sans précision du lien avec l'enquêté	56,4	67,7	72,5	73,6	79,8	69,2	45,9
	un membre de la famille (nucléaire ou élargie)	34,9	45,7	54,0	61,1	70,2	50,4	31,6
	un ami	20,8	22,0	19,4	13,9	13,1	19,5	14,3
Proportions de personnes connaissant une personne vivant en Espagne au moment de migrer	un contact sans précision de la relation à l'enquêté	53,7	86,5	88,1	95,8	97,6	82,9	66,3
	un membre de la famille (nucléaire ou élargie)	28,9	56,4	60,9	72,2	86,9	57,2	39,8
	un ami	22,1	29,1	26,0	18,1	19,0	24,9	14,3
Nombre moyen de liens familiaux (nucléaires + fratrie) vivants au moment de migrer	En Espagne	0,15	0,33	0,33	0,61	0,77	0,37	0,3
	Dans un pays tiers	0,10	0,15	0,12	0,11	0,23	0,13	2,79
Proportion de migrants ayant, au moment de migrer, au moins un membre de leur famille nucléaire ou de leur fratrie vivant en…	Espagne	6,0	18,4	17,0	36,1	29,8	25,0	20,4
	Dans un pays tiers	5,4	5,3	5,4	5,6	8,3	7,0	62,2
	Colombie	94,0	94,3	97,0	94,4	92,9	98,7	81,6
Effectifs		**153**	**283**	**336**	**72**	**84**	**928**	**98**

4.2.3 Les liens de parenté avec un éventuel contact en Espagne

Par rapport à la seule influence d'un tiers, la présence d'un contact en Espagne au moment de migrer peut être considérée comme une ressource spatiale supplémentaire. Cette ressource varie également selon la cohorte d'arrivée (tableau 4.2) : 54% des migrants les plus anciens ont migré en Espagne en ayant un contact dans ce pays. Cette proportion augmente ensuite au fil du temps pour atteindre 98% pour la cohorte la plus récente. En général, ce contact correspond soit à un membre de la famille soit à un ami, et il est rare qu'il soit extérieur à l'entourage (employeurs, passeurs, etc.). Ce dernier résultat renforce l'hypothèse d'une migration auto-organisée et non-régulée par un dispositif réglementaire de recrutement de main-d'œuvre depuis le pays de naissance par exemple. Ce sont les réseaux personnels des migrants qui structurent le flux migratoire. Pour la cohorte la plus ancienne, 29% avaient un membre de la famille et 22% un ami résidant en Espagne. Mais alors que la proportion de personnes ayant un contact appartenant à la famille augmente ensuite pour atteindre 87% pour la cohorte la plus récente, la proportion de personnes dont le contact est un ami diminue ensuite pour atteindre 19%. *A priori*, les ressources spatiales des migrants augmentent avec le temps, mais elles se « familialisent » de façon concomitante, au détriment de celles qui sont associées à un autre type de lien (principalement amical). Deux raisons expliquent cette évolution.

Une première raison relève d'une logique probabiliste. Lorsque peu de Colombiens résident en Espagne, la probabilité d'y détenir une ressource spatiale est faible. Ce n'est plus le cas lorsque le système migratoire est plus implanté et où cette probabilité est plus élevée. Dès lors, mobiliser la famille plutôt qu'un ami est suffisant. Il est en effet inutile de rechercher un soutien « migrant » en Espagne dans un cercle plus éloigné que celui de la famille. La seconde raison est d'ordre politique. À partir de 2002, migrer vers l'Espagne devient plus difficile car il faut bien souvent justifier de la présence d'un membre de la famille résidant en Espagne pour bénéficier d'un regroupement familial. La proportion de Colombiens migrant en Espagne pour motifs familiaux augmente d'ailleurs à partir de cette date (voir la section 4.3 consacrée aux motifs) tandis que la proportion de migrants pour raisons économiques diminue (recherche d'un emploi alors qu'on est au chômage, recherche d'un meilleur emploi).

Si l'on compare à nouveau la présence de contacts en Espagne pour les personnes sans expérience migratoire à celle des Colombiens ayant vécu à l'étranger, on remarque pour ces derniers que leur connaissance de l'Espagne par ce biais était moins importante. Là encore, on observe que l'expérience migratoire personnelle permet de se passer des ressources spatiales s'appuyant sur la famille ou le réseau. Par leurs parcours antérieurs, ces migrants sont plus à même de migrer à nouveau en Espagne sans contact préalable sur place. L'exemple de la famille de Luis Enrique exposé dans l'encadré 4.2 illustre bien ce processus. Cette famille a tiré profit de son expérience migratoire en Belgique pour pouvoir après migrer en Espagne : lors de l'étape migratoire à Louvain, un des enfants a acquis la nationalité belge, ce qui justifie par la suite l'entrée à l'école française de Bogota. *In fine* cela permet de s'assurer que les enfants puissent être inscrits à l'école française de Barcelone en 2001 ; pour les parents, le diplôme acquis dans une université européenne facilite la reprise d'études en Espagne. On peut aussi imaginer qu'avoir vécu dans un pays non-hispanophone auparavant (comme la Belgique wallonne pour Luis Enrique ou la France pour Pablo), permet de se projeter plus facilement en Espagne, le coût de la barrière linguistique en moins.

4.2.4 La famille nucléaire et la fratrie comme ressource spatiale

Jusqu'à présent, le rôle de l'entourage (famille et amis) dans la construction du projet migratoire vers l'Espagne a été abordé. Désormais, il s'agit de s'intéresser spécifiquement au rôle de la famille nucléaire et de la fratrie. Au moment de migrer, la taille moyenne de l'ensemble formé par la famille[109] nucléaire et la fratrie oscille entre 5,8 et 6,6 liens selon les cohortes. La moitié de cet ensemble est composée par la fratrie (entre 3 et 3,4 frères et sœurs). Autour de 70% des primo-migrants ont un père vivant au moment de migrer, plus de 80% une mère vivante, moins de la moitié un conjoint (19% pour la première cohorte). En général, au moment de la migration vers l'Espagne, les candidats à la migration ont environ un enfant (0,66 enfant pour la première cohorte, 1,22 pour la cohorte arrivée entre 2003 et 2004) ce qui correspond à l'âge moyen et modal d'arrivée en Espagne (autour de 30 ans).

Quelle que soit la période d'arrivée en Espagne, la majorité de la famille nucléaire et de la fratrie vit en Colombie au moment de migrer. Mais dans certains cas, on observe que la famille vit à l'étranger (tableau 4.2). Pour la période la plus ancienne, on compte 0,15 membre de la famille en Espagne et 0,10 dans un pays tiers. Puis, plus on avance dans le temps, plus le nombre moyen de liens vivant en Espagne augmente (jusqu'à 0,77 pour les personnes arrivées entre 2005 et 2006), tandis que le nombre moyen de liens familiaux vivant dans un pays tiers stagne et ne dépasse pas 0,23[110]. Alors que parmi les migrants les plus anciennement arrivés, seulement 6% avait de la famille nucléaire ou de la fratrie en Espagne, pour les cohortes arrivées après 2003, cette proportion augmente pour atteindre 30%. Les personnes ayant migré en Espagne sont donc de plus en plus fréquemment des individus qui avaient déjà des membres de leur famille nucléaire ou des frères et sœurs dans ce pays. En général, le lien familial vivant en Espagne est la plupart du temps un frère ou une sœur, un parent et dans une moindre mesure un conjoint.

Afin de bien distinguer les Colombiens migrant en Espagne ayant de la famille dans ce pays – considérés comme des migrants « passifs » au sens de T. Hägerstrand – des migrants n'y ayant aucun lien familial nucléaire ou de fratrie – les migrants « actifs » selon ce même auteur –, nous proposons un modèle *logit* (tableau 4.3). Par ce procédé, nous cherchons à identifier les facteurs associés au fait d'avoir de la famille en Espagne au moment de migrer. Dans la perspective d'un recours différencié à la parenté en migration, on sélectionne les variables suivantes : sexe, niveau d'études, région de naissance en Colombie, âge au moment de migrer, période d'arrivée en Espagne. Le choix du sexe et du niveau d'études comme variables explicatives s'enracine dans le sillage d'une série de travaux (Tilly et Brown 1967) ayant montré que l'appui familial en migration contrebalançait d'autres ressources (sociales, genrées). Le choix de distinguer les migrants selon leur lieu de naissance renvoie à l'importance des filières migratoires colombiennes dont les contours sont fixés à une échelle régionale (Guarnizo 2003b; Magnan Penuela 2009; Gincel 2007; Sierra-Paycha 2016b). Le choix de l'âge au moment de la migration rappelle que les projets migratoires diffèrent selon le cycle de vie. Enfin, la période d'arrivée renvoie au fait mis en évidence par nos analyses descriptives précédentes : elle influencerait grandement la possibilité de disposer d'une ressource familiale en Espagne au moment de migrer.

[109]Les dimensions et les caractéristiques des familles colombiennes seront décrites dans le chapitre 6.

[110] On voit ici que la géographie des familles des Colombiens ayant une expérience migratoire à l'étranger est totalement différente de celle des autres. En effet, le centre de gravité de ces familles est davantage ancré dans les pays tiers (2,8 membres de la famille *versus* 0,13 ; 62% ont de la famille vivant dans un pays tiers contre 7%) qu'en Colombie ou en Espagne.

Tableau 4.3 Régression logistique sur le fait d'avoir de la famille nucléaire ou de la fratrie en Espagne par rapport au fait de ne pas en avoir au moment de migrer (Source : INE, ENI 2007, champ : Colombiens n'ayant aucune expérience migratoire préalable, effectifs concernés : 921)

Ref=ne pas avoir de famille nucléaire en Espagne	Odds-ratio	Intervalle de confiance de Wald à 95%	
Sexe			
Hommes	Ref.	Ref.	Ref.
Femmes	0,998	0,710	1,402
Âge au moment de migrer en Espagne			
0-15 ans	3,452*	1,954	6,101
16-54 ans	Ref.	Ref.	Ref.
55 ans et +	3,188	1,177	8,638
Niveau d'études			
aucun ou sans études	1,073	0,707	1,629
secondaire 1er cycle	1,134	0,710	1,811
secondaire 2nd cycle	Ref.	Ref.	Ref.
supérieur	0,698*	0,419	1,164
Région de naissance en Colombie			
Région caféière	1,284	0,691	2,387
Bogota	Ref.	Ref.	Ref.
Autre région	0,989	0,516	1,893
Cohorte d'arrivée			
1998 et avant	0,072***	0,035	0,150
1999-2000	0,260	0,155	0,437
2001-2002	0,217*	0,130	0,363
2003-2004	0,520**	0,269	1,005
2005 et après	Ref.	Ref.	Ref.

Note de lecture : Un odds-ratio supérieur à 1 indique un effet positif de la variable étudiée, un odds-ratio inférieur à 1 indique un effet négatif. Les odds-ratios significatifs au seuil de 10% ont été annotés d'un astérisque dans le tableau (*** : <0,001 ; ** : <0,01 ; * : <0,1). Pour chaque variable, la modalité de référence choisie dans le modèle est indiquée en italique. Par exemple, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'avoir de la famille nucléaire ou de la fratrie résidant en Espagne est supérieure pour les individus arrivés après 2005 à celle des individus arrivés avant 2003.

Les résultats de la régression logistique, montrent que les seules variables ayant un effet significatif sur le fait de disposer d'une ressource familiale en Espagne au moment de migrer sont l'âge au moment du départ et la période d'arrivée. Ce sont en particulier les personnes qui migrent très jeunes (moins de 16 ans) ou plus âgées (plus de 55 ans) qui connaissent une plus forte probabilité d'avoir une telle ressource au moment de migrer. On peut faire l'hypothèse que ce sont deux âges inactifs auxquels les compétences individuelles pour migrer de façon « autonome » sont faibles (absence d'activité rémunérée, vulnérabilité physique)[111]. On peut donc en déduire que les personnes migrant sans présence antérieure de famille en Espagne sont en âge de travailler, ceux-ci étant donc les initiateurs de l'émergence du système migratoire en Espagne. La régression logistique confirme bien entendu l'importance de la période d'arrivée dans la probabilité d'avoir un membre de la famille nucléaire ou de la fratrie résidant en Espagne au moment de migrer. Mais hormis ces deux variables, on n'observe aucune différence significative selon le sexe, le niveau d'études et la région de naissance entre les migrants « actifs » et les migrants « passifs » selon la distinction d'Hägerstrand. Ces éléments nuancent l'idée reçue selon laquelle les migrants colombiens pionniers en Espagne auraient été principalement des personnes peu qualifiées et des ressortissants de la région caféière colombienne. En effet, à la suite des analyses des origines départementales de la première cohorte d'arrivée que nous avons réalisées précédemment (voir section 4.1), l'hypothèse que l'on peut avancer est plutôt celle d'une multiplicité des origines régionales et sociales des Colombiens en Espagne ; les Bogotains font autant figure de pionniers que les migrants de la région caféière. L'absence d'un effet discriminant du diplôme montre que la migration dans le cadre du regroupement familial et la migration pionnière concernent autant les moins qualifiés que les plus qualifiés. Cette absence de différence statistique pourrait doit être nuancée par le fait que les migrants qualifiés se déplacent davantage en famille (comme dans l'exemple exposé dans l'encadré 4.2) alors que les migrants les moins diplômés ont tendance à favoriser la migration d'un membre de la famille suivie de quelques mois plus tard par celle du reste de la famille nucléaire (encadré 4.3).

Encadré 4.3 Un exemple de migration familiale « échelonnée » dans le temps (source : Echeverri Buriticá 2014, p. 15)

M. Echeverri relate la trajectoire d'une famille de migrants peu qualifiés qui montre bien le processus de migration familiale différée dans le temps, « le regroupement familial échelonné » selon l'expression de l'auteure. Il s'agit d'une famille formée d'un couple parental et de deux enfants. Suite à la crise des prêts hypothécaires en Colombie à la fin des années 1990 (voir chapitre 3), la famille se voit retirer la maison par une banque en faillite. Le père quitte son pays pour l'Espagne en 1999 pour y gagner de l'argent. Il travaille dans des *ferias*, fait les marchés, puis sa femme le rejoint quelques mois plus tard. Le fils cadet arrive en 2001 puis c'est la fille aînée qui, suite aux démarches juridiques devenues indispensables au regroupement familial après 2002, rejoint l'ensemble de la famille en 2003 à Madrid.

L'absence d'un effet important du sexe nuance l'idée que les femmes migreraient plus souvent que les hommes dans le cadre de regroupements familiaux. Alors que la littérature insiste davantage sur l'antériorité de la migration des femmes sur celle de leurs époux, ici, les résultats de la régression logistique ne montrent pas vraiment de différence entre les populations masculine et féminine. Du point de vue de la temporalité du système migratoire, elles sont arrivées en majorité

[111] Pour distinguer ces deux types de migration, J. Recaño différencie les migrants « autonomes » des migrants « dépendants » appelés encore *migraciones de arrastre* (Recaño Valverde 2010).

avant les hommes : comme nous l'avons vu auparavant[112], hormis les hommes venant d'autres pays du système migratoire colombien, ce sont surtout des femmes qui ont initié l'émergence. Mais on ne peut pas affirmer grâce à l'ENI qu'à l'échelle des familles nucléaires formées, elles aient pour autant migré avant leurs époux, même si ce cas de figure se présente (encadré 4.4). Cela peut sans doute s'expliquer par le fait que de nombreuses femmes et de nombreux hommes étaient célibataires et sans enfants au moment de migrer vers l'Espagne (voir chapitre 6 sur les configurations familiales).

Encadré 4.4 Un exemple de femme « pionnière » (source : *Ibid.*, p. 10)

Un entretien réalisé par M.M. Echeverri en 2001, dans le cadre d'une enquête auprès de femmes colombiennes résidant en Espagne, illustre bien ce processus d'arrivée de ces dernières avant leurs époux et leurs enfants. Il s'agit d'une femme arrivée en Espagne directement depuis la Colombie en 1998 sans expérience migratoire antérieure : « *Je suis partie d'abord parce que pour moi, c'était plus facile d'obtenir un travail. J'ai commencé en tant que femme de ménage comme tout le monde et deux ans se sont écoulés. Après, mon mari est venu et a travaillé comme jardinier [puis mon fils est venu]. Moi en Colombie je ne travaillais pas. J'ai un diplôme d'institutrice mais je n'ai jamais travaillé. Je me suis entièrement consacrée à mon fils. Moi là-bas, je ne faisais jamais rien, c'est ici que j'ai commencé à faire du nettoyage mais bon, il faut bien commencer par quelque chose.* »[113]L'enquêtée est doublement pionnière. À l'échelle du système migratoire, elle arrive avant le *turning point* de l'an 2000. À l'échelle de son réseau familial, elle est la première à partir.

L'effet de la période d'arrivée sur la probabilité de disposer de ressources familiales en Espagne souligne l'intérêt de considérer l'histoire du système migratoire en termes d'étapes de la morphogénèse. Etudier les cohortes d'arrivée à l'aune de leurs ressources spatiales familiales induit donc une différenciation des phases de développement du système migratoire, au-delà des changements macro-conjoncturels, comme la reprise économique espagnole au début des années 2000 ou le changement de politique migratoire du gouvernement espagnol vis-à-vis des Colombiens en 2002.

Concernant le rôle de la famille à distance comme ressource spatiale dans la construction du projet migratoire, il apparaît qu'au fur et à mesure du développement du système migratoire colombien en Espagne, ce rôle a été de plus en plus important. En effet, on peut distinguer les différentes étapes de développement du système migratoire selon l'étendue des ressources spatiales dont disposent les migrants qui arrivent en Espagne. Dans un premier temps, les individus migrent sans forcément avoir été influencés par une tierce personne, sans avoir de contact en Espagne et *a fortiori* sans qu'un membre de leur famille nucléaire les précède. Dans un second temps, la tendance à la migration sans ressource spatiale en Espagne diminue, tandis que ces ressources se « familialisent » au détriment de la place des amis. Hormis l'effet de la période d'arrivée, cette analyse a mis en évidence l'effet de la position dans le cycle de vie sur la probabilité de disposer de ressources familiales en Espagne. Ce sont en effet les migrants les plus jeunes et les plus âgés qui migrent le plus souvent alors qu'une partie de leur famille réside déjà en Espagne. Cette analyse du développement du système migratoire selon les ressources spatiales des migrants montre un phénomène croissant de sélection des candidats au départ selon le critère

[112] Pour 100 femmes colombiennes arrivées en Espagne avant 1999, on ne comptait que 27 hommes.
[113] Traduit par nos soins en français.

d'une expérience familiale antérieure de migration internationale. Ce phénomène est d'autant plus important que le changement de politique migratoire espagnole en 2002 a restreint la migration colombienne au seul cadre du regroupement familial.

La section 4.1 a permis d'identifier la diversité des origines départementales des Colombiens ayant migré en Espagne avant 1999. Une majeure partie des arrivées en Espagne se sont faites directement depuis la Colombie (en particulier grâce à des jeunes femmes) ; cependant, parmi les pionniers du système migratoire, on remarque aussi des personnes ayant cumulé de l'expérience migratoire dans d'autres pays (plutôt des hommes). Ce portrait des pionniers s'est enrichi grâce à la section 4.2 où est apparue la figure de personnes migrant aux prémices de l'implantation du système migratoire colombien en Espagne sans y détenir de ressources spatiales. Peut-on voir dans ces individus des « aventuriers » au sens de G. Simmel ? La figure de l'aventurier a été particulièrement utilisée dans le champ des études migratoires francophones (notamment par Bredeloup 2014; et Hily 2009) et désigne un individu qui introduit de la discontinuité dans son parcours, lorsque des événements (la migration par exemple, mais pour Simmel il s'agit aussi de l'aventure amoureuse ou de l'œuvre d'art) font irruption dans le *continuum* de la vie. Pour l'aventurier, l'avenir n'est pas une actualisation du présent mais se nourrit du hasard et des opportunités qui se présentent au sujet. Il ne faut donc pas considérer toute migration *a priori* comme une aventure. L'entrée par les ressources spatiales que nous venons de proposer permet éventuellement de distinguer différents degrés de continuité/discontinuité entre la migration en Espagne et le reste du parcours. On peut en effet se demander si la migration vers l'Espagne dans le cadre d'un regroupement familial (encadré 4.3) relève du même degré d'aventure qu'une migration seule sans contact sur place (encadré 4.4). De la même façon, on peut se demander si, après une expérience migratoire à l'étranger, migrer à nouveau vers un autre pays relève du même degré d'aventure que lors de la première étape. Dans le cas de la famille ayant vécu en Belgique puis en Espagne, la seconde étape migratoire à l'étranger s'inscrit dans la continuité de la première, alors que le déplacement à Louvain a engendré une discontinuité majeure relativement à la trajectoire résidentielle jusque-là limitée à Bogota.

La section suivante tentera d'enrichir davantage la connaissance des acteurs de l'émergence du système migratoire par l'examen différencié des motifs associés à la migration selon la cohorte d'arrivée.

4.3 L'hétérogénéité des motifs des migrations : une motivation économique prédominante au sein de projets migratoires plurimotivés

Donner un sens à une étape migratoire dans le cadre d'un parcours n'est pas chose aisée. Ce sens peut varier au cours du temps, c'est-à-dire selon le moment d'énonciation de la trajectoire, mais aussi en fonction de l'humeur dans laquelle l'individu est disposé lorsqu'il caractérise son passé. Parfois, une simple vie ne suffirait à dépeindre les motivations d'un segment de vie. Expliquer les motivations d'un parcours ne va pas de soi et demande un effort réflexif et rétrospectif auquel les enquêtés ne sont pas accoutumés. Dans le cas d'une étude quantitative, ces réserves sont d'autant plus nombreuses que les « signifiants »[114] pour en parler sont souvent restreints. L'idéal resterait sans doute la solution d'une question ouverte soumise ensuite à une analyse lexicale et textuelle. Heureusement, l'ENI ne force pas trop le « récit » du parcours en ne contraignant pas l'enquêté à déclarer un seul hypothétique motif des migrations, mais lui permet, dans une certaine mesure, de « s'exprimer » sur une variété de motifs, douze au total, sans nécessité de prioriser ces motifs entre eux : être en transit vers un autre pays, raisons climatiques, coût de la vie, regroupement familial, qualité de la vie, formation académique, raisons religieuses, raisons politiques, recherche d'un meilleur emploi, sans emploi, mutation professionnelle, retraite. Si parmi les raisons précédentes, l'enquêté ne trouve pas son compte dans cette variété de « motifs » normatifs, il peut toujours cocher la case « autres raisons ».

Parmi les motifs qui reviennent le plus souvent, on compte ceux d'ordre économique. Ainsi, quelle que soit la période d'arrivée en Espagne, l'immigration dans ce pays est associée à la recherche d'un meilleur emploi au minimum pour quatre migrants sur dix (figure 4.6). L'amélioration de la qualité de la vie est également une grande source de motivation pour migrer en Espagne. Plus d'un migrant sur cinq a envisagé d'émigrer en Espagne pour améliorer la sienne. Cependant, l'occurrence de ces migrations motivées par des raisons économiques est variable selon la date du début de l'étape migratoire en Espagne. Ainsi, en ne considérant que les individus sans étape migratoire internationale antérieure, on constate une augmentation des motivations économiques depuis 1998 jusqu'en 2001-2002, en observant par exemple les courbes des motifs « sans emploi », « recherche d'un meilleur emploi » et « qualité de la vie » (encadré 4.5).

[114] Dans le cadre de l'enquête *Biographie et Entourage*, une telle méthode a permis aux enquêtés de caractériser avec leurs propres mots des segments de leur trajectoire (Bonvalet et Lelièvre (eds.) 2012).

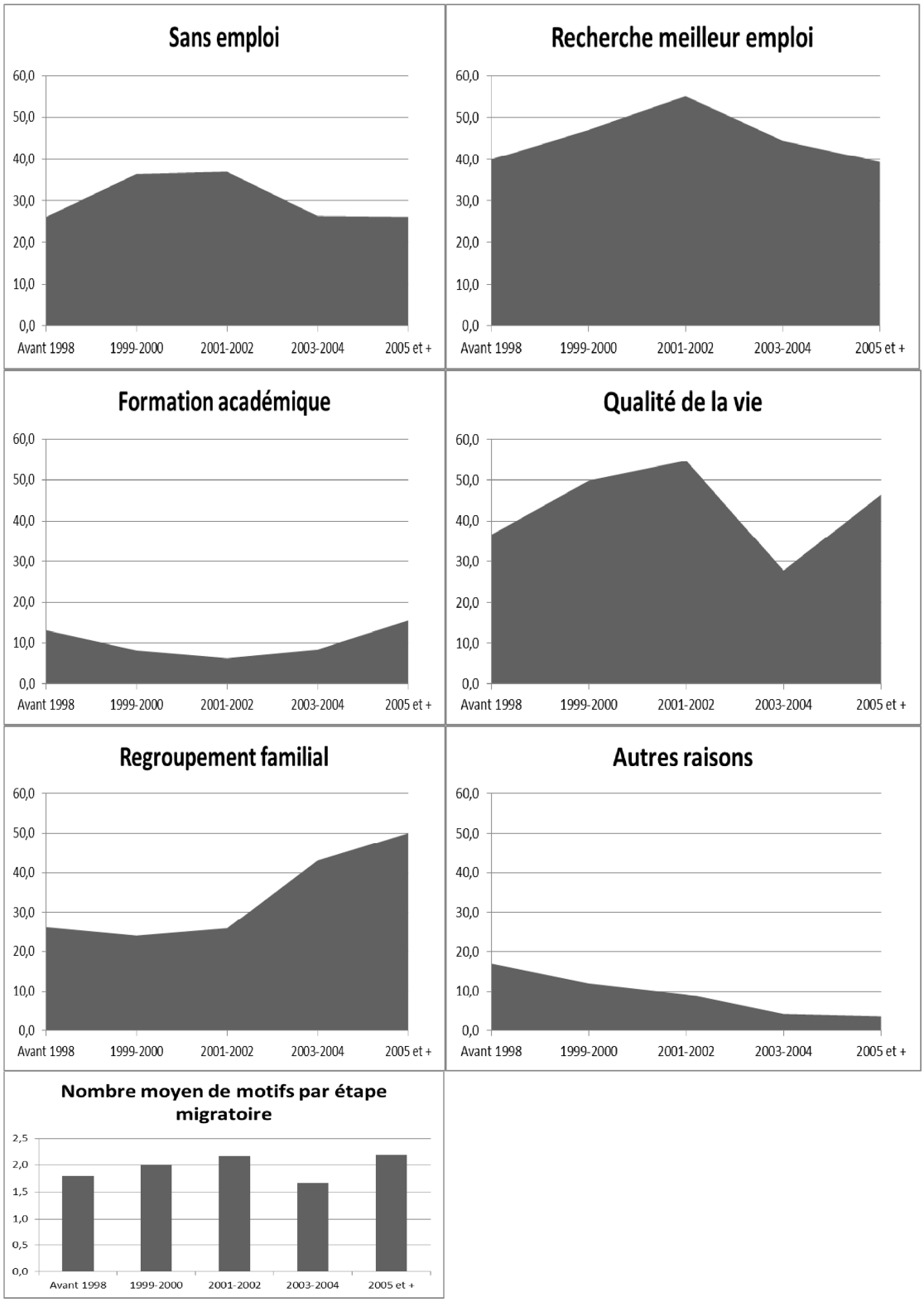
Encadré 4.5 Quels emplois occupaient les migrants en Colombie ? (source : Actis 2009, p. 158‑159)

D'après Wilson Actis, qui a travaillé sur les profils socio-économiques des Colombiens à partir de l'ENI, 62% des hommes et 50% des femmes étaient en train de travailler au moment de partir en Espagne. La plupart étaient employés comme salariés du secteur privé (60% des hommes et 71% des femmes). Dans une moindre mesure, on retrouve parmi les actifs, de petits entrepreneurs sans salariés (17% des hommes et 12 % des femmes). Parmi les secteurs d'activité dominants, on constate au premier plan le poids de l'industrie (31% des femmes et 21% des hommes), l'agriculture (16% des femmes et 13% des hommes) ou encore du commerce (16% des hommes) et de l'hôtellerie (11% des femmes). Cette classe moyenne basse composée d'employés et de petits entrepreneurs a particulièrement été affectée par la crise de la fin des années 1990.

Après cette date, au contraire la part des migrations motivées par des raisons économiques diminue. Cette évolution fait donc apparaître une surreprésentation des motifs économiques au plus fort du flux migratoire en Espagne, avant l'inflexion de 2002. En effet, la crise colombienne, décrite dans le chapitre précédent, atteint son paroxysme précisément entre 1999 et 2001. Ainsi, en 1999, le taux de chômage culmine et le revenu par habitant est au plus bas. Plus du tiers des migrations colombiennes vers l'Espagne sont alors liées à une absence d'emploi en Colombie. Lorsque la migration pour des motifs économiques est plus faible, c'est-à-dire avant 1998 et après 2002, on observe au contraire une recrudescence des migrations dans le cadre de formation académique supérieure : plus d'un migrant colombien sur dix, arrivés avant 1998 et après 2005, ont déclaré s'être rendus en Espagne pour y poursuivre leurs études. Pour les migrants les plus anciennement installés en Espagne, l'immigration dans la péninsule ibérique est également davantage associée à d'autres raisons, non répertoriées dans le questionnaire de l'ENI. On peut supposer que ces migrations pionnières sont déconnectées des *push and pull factors* qui semblaient alors évidents aux concepteurs de l'enquête. En effet, celle-ci visait avant tout à analyser le mouvement migratoire de la fin des années 1990 et du début des années 2000 et pèche donc par sa plus faible concordance avec la signification de parcours migratoires ayant eu lieu en dehors de ce laps de temps. Si la migration associée à un motif familial est très représentée quelle que soit la période envisagée (plus d'une migration sur cinq toutes cohortes confondues), c'est après le coup de frein amorcé par le changement de politique migratoire en 2002, qu'elle prend plus d'ampleur. De manière assez significative, pour les arrivées les plus récentes, près d'une migration sur deux était associée à un regroupement familial.

Une lecture un peu hâtive de ces tendances permettrait de dessiner à grands traits l'évolution suivante : prégnance des motifs académiques et des autres raisons avant 1998, surreprésentation des motifs économiques entre 1999 et 2002 et augmentation de la proportion de regroupements familiaux jusqu'en 2007. Toutefois, en prêtant attention au nombre moyen de motifs déclarés par étape migratoire (figure 4.6) on constate que cet indicateur est toujours supérieur à 1,5 et dans certains cas supérieur à 2 (pour les périodes 2001-2002 et après 2005). De telles tendances invitent donc à nuancer l'hypothèse de migration mono-motivée et à mettre en avant au contraire les cas de migrations pluri-motivées.

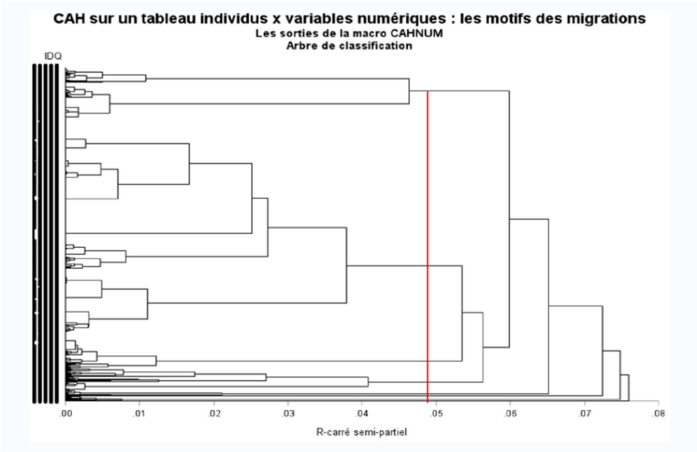
Figure 4.6 Proportion de personnes migrant en Espagne pour différents motifs selon la période d'arrivée (Source : INE, ENI, 2007 ; champ : Colombiens ayant effectué un parcours migratoire direct)



Pour analyser les motifs des parcours migratoires dans toute leur diversité, nous avons eu recours à une classification ascendante hiérarchique[115], fonctionnant de la façon suivante. Pour classer les Colombiens, nous avons intégré dans l'analyse les variables numériques correspondant au nombre de citations de chaque motif dans la trajectoire migratoire, ainsi que le nombre d'étapes migratoires parcourues[116]. Ainsi, 14 variables permettent de classer les individus : nombre d'étapes migratoires, nombre d'apparitions de chaque motif (retraite, mutation, sans emploi, recherche d'une meilleur emploi, raisons politiques, raisons religieuses, formation académique, qualité de la vie, regroupement familial, coût de la vie, climat, en transit, autres raisons). Cette méthode consiste à réunir des individus dont le regroupement fera le moins baisser l'inertie interclasse. La méthode de classification utilisée est celle de Ward. La distance entre deux classes est celle de leurs barycentres au carré, pondérée par les effectifs des deux clusters.

La classification ascendante hiérarchique à partir de ces 14 variables quantitatives fait apparaître les 1031 Colombiens étudiés dans l'arbre représenté dans la figure 4.7. Pour réduire au maximum le nombre de classes à analyser, nous avons « coupé » l'arbre au niveau de la ligne rouge, scindant ainsi la population en huit groupes très inégalement « peuplés ». Les deux classes les moins nombreuses sont de deux individus, tandis que la classe la plus nombreuse concentre 662 personnes. L'objectif n'étant pas de s'intéresser aux normes dominantes au plan statistique, mais au contraire de faire ressortir les marges, le choix de ce nombre de classes constitue un bon *modus operandi* pour creuser l'hypothèse d'une hétérogénéité des parcours migratoires. Cette méthode fait ainsi apparaître des classes très homogènes et très nombreuses (la norme statistique) et des classes très minoritaires et spécifiques à analyser.

Figure 4.7 Arbre représentant la classification ascendante hiérarchique réalisée à partir des motifs des migrations (Source : INE, ENI, 2007 ; champ : ensemble des Colombiens)

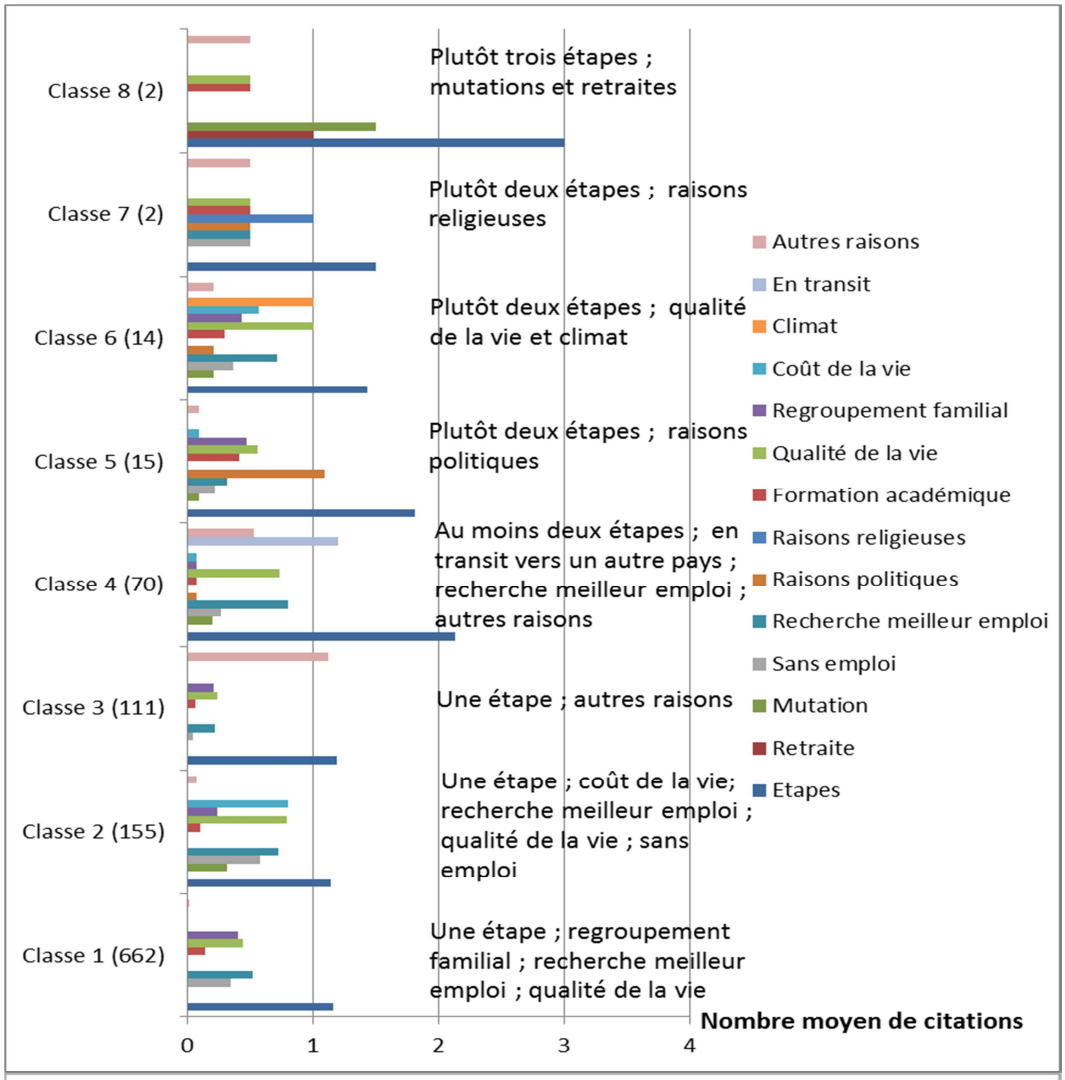


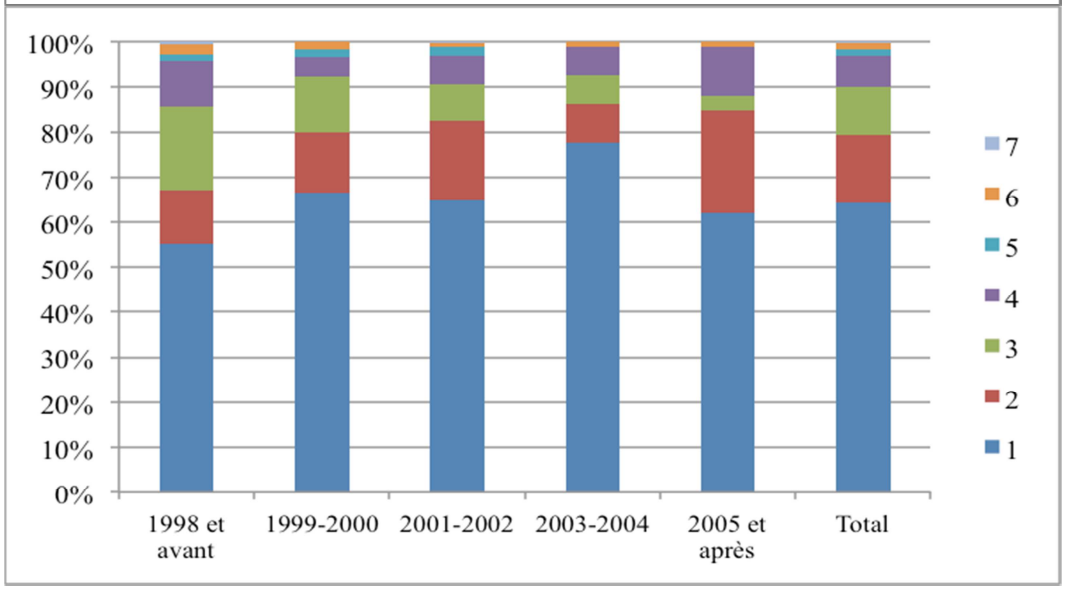
La figure 4.8 représente le nombre moyen de citations de chaque motif dans le parcours migratoire ainsi que le nombre d'étapes migratoires pour chaque groupe étudié. Il est donc possible de décrire ces différents groupes selon ces critères.

[115] Si, à l'instar des micro-historiens, on suit une heuristique de l' « exceptionnel normal » (voir la présentation en chapitre 1), cette méthode statistique est particulièrement utile puisqu'elle permet de mettre en évidence la diversité aux marges des parcours modaux.

[116] Il s'agit ici de prendre en compte l'ensemble de la trajectoire en négligeant l'ordre séquentiel des étapes. Un tel choix permet donc de prendre en compte la densité du parcours mais a le défaut de ne pas prêter attention à l'agencement temporel des motifs de chaque étape d'un parcours dense.

Figure 4.8 Analyse de la composition de la classification ascendante hiérarchique réalisée à partir des motifs des migrations et répartition des classes selon la cohorte d'arrivée en Espagne (Source : INE, ENI 2007)





La **classe 1** est la plus « peuplée » regroupant deux individus sur trois. Ceux-ci n'ont connu, en moyenne, au cours de leur parcours, qu'une étape en Espagne. Celle-ci est surtout associée à des motifs économiques (sans emploi, recherche d'un meilleur emploi, amélioration de la qualité de vie) et dans un cas sur deux à un regroupement familial. On peut caractériser cette classe comme étant celle des **migrations directes vers l'Espagne** motivées par des **contraintes économiques** et des **regroupements familiaux**. Il s'agit des migrations colombiennes en provenance de la région caféière qui ont particulièrement attiré l'attention de la littérature (Garay Salamanca et Medina Villegas 2007; Fernando Gonzalez et Echeverri 2009; Actis 2009). Les exemples cités dans les encadrés 4.3 et 4.4 illustrent comment des personnes ont dû quitter la Colombie directement pour l'Espagne suite à la crise économique de la fin des années 1990, un premier membre de la famille est parti avant que les autres ne le rejoignent dans le cadre de regroupements familiaux. La part de ce type de parcours dans les cohortes prend une importance toujours plus grande notamment après le changement dans la politique migratoire espagnole.

La **classe 2** rassemblant 155 individus est, elle aussi, le fait d'individus n'ayant connu qu'une étape migratoire. Par rapport à la classe 1, la classe 2 est marquée par une plus faible occurrence du motif familial et une plus forte occurrence des motifs économiques et professionnels. Hormis les motifs « sans emploi », « à la recherche d'un meilleur emploi » et « amélioration de la qualité de vie » qui viennent d'être mentionnés, s'ajoutent ici le « coût de la vie » et les « mutations professionnelles ». Cette **classe 2** correspond donc à des individus ayant migré **directement en Espagne** pour des motifs avant tout **économiques** et **professionnels**. C'est au pic de l'immigration colombienne en Espagne, que ce type de parcours est le plus représenté.

La **classe 3** regroupe 111 migrants ayant réalisé des **parcours migratoires directs** motivés par d'**autres raisons** qui échappent au questionnaire. Ils sont surtout présents au stade émergent du système migratoire colombien en Espagne. Il s'agit peut-être là des « aventuriers », ceux qui n'ont pas cherché en Espagne de meilleures opportunités de vie mais juste l'aventure. Les individus de cette classe ont en effet migré en Espagne avec moins de ressources spatiales que le reste de la population. 27% des migrants de la classe 3 sont partis sans y avoir de contacts contre 19% pour l'ensemble de la population. Par ailleurs, la plupart des individus de ce groupe n'ont pas été influencés par un tiers dans leur décision de migrer en Espagne (53% contre 33% pour l'ensemble de la population) conférant à leur parcours une autonomie supplémentaire relativement au contexte d'origine. Le fait que ce type de trajectoire soit diffus dans tous les groupes sociaux[117] et qu'on y compte autant d'hommes et de femmes que dans le reste de la population montre que le caractère « aventurier » concerne tous les groupes. Le questionnaire ne peut réifier leur parcours dans un motif, sans doute car leurs raisons sont diffuses et subjectives. Quelques histoires de vie collectées par O. Restrepo au début des années 1990 en Espagne illustrent ce type de migration (encadré 4.6).

[117] 23% n'ont fait aucunes études ou seulement des études primaires, soit une proportion similaire à celle des personnes ayant effectué des études supérieures (24%).

Encadré 4.6 Des exemples d'aventurières (source : Restrepo Vélez 2006, p. 36‑37).

Dans son analyse des motivations associées à la migration des femmes colombiennes en Espagne, O. Restrepo écrit le paragraphe suivant avant de livrer au lecteur quelques extraits d'entretiens attestant de ce caractère aventurier : « Au-delà des motifs économiques, lorsqu'on observe les départs pour l'Europe – surtout les femmes qui vivent en Espagne – apparaissent d'autres motivations à caractère affectif, spirituel, d'émancipation ou encore de développement personnel ; ces migrations transcendent les impératifs de l'emploi et de l'argent. Entre autre raisons, on retrouve les enfants, l'amour ou bien les frustrations amoureuses ; le désir de chercher de nouveaux horizons, d'élargir les frontières et les perspectives sur le monde, de connaître d'autres cultures ; la nécessité de chercher et de réaffirmer son identité, de chercher la liberté et l'égalité en droit au sein du couple, de se libérer de l'emprise familiale et du couple, d'avoir une reconnaissance comme femme, aux plans social et professionnel ». Les extraits d'entretien[118] sont révélateurs de ce type d'expérience migratoire :

« *Dans mon pays, il y a beaucoup de personnes qui ont de l'argent et qui pensent qu'on vient ici parce qu'on a rien à manger en Colombie ou ailleurs […] moi je suis venue pour trouver le bonheur […] Sur ma terre natale, je vivais bien, mais je n'avais jamais été heureuse là-bas du point de vue sentimental, en termes, disons, d'amour. L'amour pour moi c'était fini, personne ne m'avait comprise. Ecoute, moi je pense que dans n'importe quel endroit du monde, il y a sa moitié (d'orange) […]. Pour les personnes indépendantes comme nous, qui travaillons, il est important de quitter le foyer [hogar] qui ne nous convient pas. Ce n'est pas un problème pour nous de prendre la vie et de la tronquer [tronchar] s'il le faut. On n'aime pas être embêtées […] Et c'est pas qu'on m'a abandonnée. Non car mon époux aurait aimé venir avec moi et faire sa vie ici, mais moi ça ne m'allait pas […]il travaillait pour le gouvernement, il était policier et il voulait que je me soumette à sa vie, et je me suis rendue compte que ce n'était pas une personne sincère et je lui ai dit 'c'est fini, c'est terminé' ».*

« Moi je suis venue surtout pour chercher ce qui est différent, ce que sont les Espagnols. Ici, il y a la possibilité de découvrir l'autre, de découvrir un autre monde ; je crois qu'on vient pour ça, pour élargir son horizon sur le monde au lieu de s'enfermer […] »

« On s'en va avec l'espoir de changer le monde, comme les voyageurs aventuriers, Marco Polo par exemple, imaginez comme il devait être heureux. Bien sûr, moi je suis venue en Espagne parce que je le voulais, pour chercher d'autres horizons, pour m'enrichir culturellement, pas parce que j'étais poussée par un exil forcé. La migration forcée elle te vide entièrement [llenar de vacio], totalement. En revanche, la migration volontaire te remplit grâce à un nouvel espace d'ouverture ».

Le reste des classes concerne des parcours plus denses que les précédents. La **classe 4** comprend 70 individus ayant parcouru plus de deux pays en moyenne. En raison de la surreprésentation du motif « autre », la classe 4 est proche de la classe 3. Cependant, ces étapes migratoires ont aussi été guidées par la volonté de rechercher un meilleur emploi, d'améliorer la qualité de sa vie. L'une des deux étapes correspond à une étape transitoire dans l'attente de migrer en Espagne. Il s'agit donc de **parcours à deux étapes** mus par des **motivations économiques** et marqués par une période d'**attente dans un pays tiers**.

La **classe 5** représente 15 individus qui ont connu des parcours indirects. Si la formation académique, la qualité de vie ou encore le rapprochement avec la famille ont pu être décisifs dans

[118] Nous avons traduit les entretiens ici et laissé le mot en espagnol lorsque celui-ci nous paraissait nécessaire à la compréhension.

ces parcours, ce sont les raisons politiques qui apparaissent systématiquement. Dans le cas colombien, compte-tenu du contexte socio-politique exposé dans le chapitre précédent, on peut aisément déduire qu'il s'agit de violence orchestrée par l'un des différents acteurs du conflit mentionné précédemment. Il s'agit donc de **parcours à deux étapes** entrainés par des **persécutions à caractère politique.** Ce profil apparaît tout au long du système migratoire. On peut imaginer qu'il s'agit à la fois des militants de gauche ayant quitté la Colombie suite à la répression organisée sous l'*Estatuto de Seguridad* de Turbay Ayala, mais aussi à partir des années 1990, ceux qui fuient les violences dues aux menaces et aux mouvements armés, notamment venant des FARC ou des paramilitaires qui accroissent alors leur emprise sur une partie du territoire national (encadré 4.7).

Encadré 4.7 Un exemple de parcours initié suite à une persécution à caractère politique (Source : O. Restrepo p.40)

Le témoignage d'un migrant interrogé par O. Restrepo ayant quitté la Colombie en raison de menaces paramilitaires offre un exemple de parcours identifié dans la classe 3 : « *Je pensais que la violence allait s'arrêter avec le Frente Nacional, mais non, aujourd'hui les choses sont plus compliquées, la guerre d'aujourd'hui est plus silencieuse, plus ancrée et moins audible. Avant, les libéraux et les conservateurs se tuaient entre eux, aujourd'hui tout le monde tue tout le monde, on ne sait plus pourquoi les gens se tuent, ni en qui il faut avoir confiance, les attaques viennent de toute part ; j'étais au milieu de tout cela et j'ai décidé de quitter ma terre natale, je l'ai abandonnée* » (p.40)

Avec ces 14 migrants, la **classe 6** rassemble des parcours très diversifiés et plurimotivés. Tous les motifs apparaissent dans ces parcours ayant la plupart du temps traversé plusieurs pays, avec une prédominance du climat et de la recherche de l'amélioration de la qualité de vie. Il s'agit donc de **parcours denses** guidés par la recherche de l'**amélioration d'un certain bien-être**. Des études récentes (Cordoba et Miret 2015; Giroud et al. 2015) ont mis au jour l'exemple de migrants bogotains, résidant ou ayant résidé à Barcelone, plus qualifiés que le reste des migrants colombiens, et dont les parcours migratoires sont davantage motivés par l'amélioration de la qualité de vie (notamment pour les questions d'insécurité au quotidien). Appartenant aux classes moyennes supérieures, la famille de Luis Enrique (encadré 4.2) avec ses deux courtes étapes migratoires en Europe, correspond tout à fait à ce genre de parcours.

La **classe 7** ne rassemble que deux individus avec des parcours mus par différents motifs, mais dans les deux cas pour des raisons religieuses. Dans le cas colombien, un pays majoritairement chrétien, on peine à envisager de quelle type de raisons religieuses il s'agirait. Dans certains contextes socio-culturels, l'**intolérance religieuse** vis-à-vis de certaines pratiques, notamment conjugales et contraceptives, est très forte. La condamnation de l'homosexualité pourrait ainsi être une hypothèse ici (encadré 4.8).

Encadré 4.8 Deux exemples de migration suite à des violences homophobes (source : Bazurto Botero 2015, p. 134; Semana.com 2010).

V. Bazurto cite l'exemple d'un couple de deux femmes colombiennes, par ailleurs militantes de la cause LGBT[119], qui se sont vues accordées en 2006 le droit d'asile en Espagne pour leur orientation sexuelle suite à cinq mois de menaces proférées par des groupes paramilitaires. Plus récemment, en 2010, le militant Manuel Antonio Velandia Mora, cofondateur en 1976 du Mouvement de Libération Homosexuelle de Colombie, a dû quitter la Colombie suite à un attentat à la grenade et des menaces de mort contre sa famille. Il a obtenu lui aussi le statut de réfugié en Espagne.

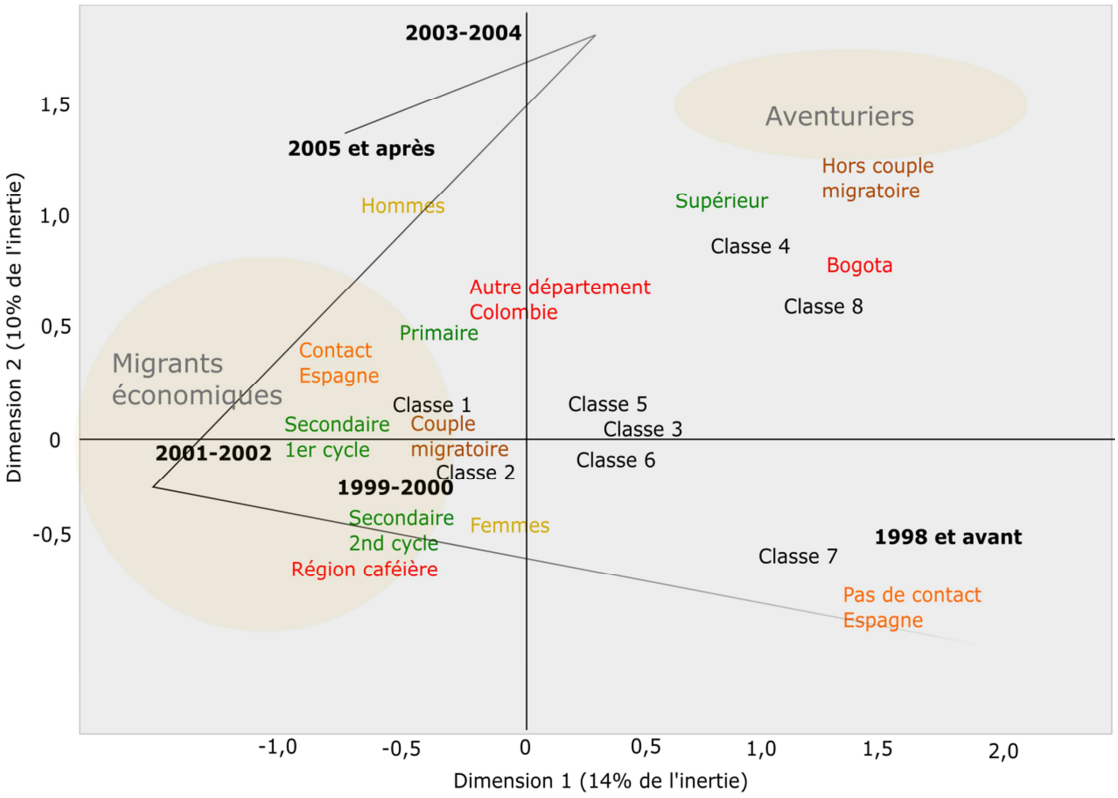
La **classe 8** qui ne comprend elle aussi que deux parcours, est composée de parcours très denses (avec une moyenne de **trois étapes migratoires**). Les **mutations professionnelles** et les **retraites** semblent être au cœur de la dynamique de ces deux parcours.

Derrière la prédominance des motivations économiques et du champ lexical associé à une amélioration des conditions de vie, on voit émerger une extraordinaire pluralité des motifs aux marges de cette norme. À la simplicité des parcours répondant aux stimuli des facteurs *push* et *pull* analysés dans le premier chapitre, on peut opposer ici une diversité des parcours. L'intolérance religieuse, la persécution politique, l'attente dans un pays de transit, la volonté de se rapprocher de la famille, les carrières professionnelles internationales et la retraite ont ici été mises en avant comme autant de « *in order motives* » individuels ayant fait bifurquer un ensemble de trajectoires individuelles initiées en Colombie, vers l'Espagne. En prêtant attention à la première cohorte d'arrivée (1999 et avant), on remarque justement que la proportion de parcours appartenant aux classes 1 et 2 (motivés par des contraintes économiques et des stratégies de regroupements familiaux) y est moins grande que dans la cohorte 2001-2002. À l'inverse, les parcours motivés par d'autres raisons (classes 3 et 4) y sont plus fréquents que par la suite.

Cet indice supplémentaire permet donc d'affiner les connaissances accumulées tout au long de ce chapitre sur les acteurs de l'émergence du système migratoire colombien en Espagne. On remarque que les origines spatiales évoluent avec le temps (arrivées depuis différents départements colombiens, notamment depuis Bogota dans les années 1990), tout comme la densité des parcours (étapes dans des pays tiers plus fréquentes aux prémices du système), mais aussi les ressources spatiales (d'une Espagne inconnue à un pays accueillant l'ensemble de la famille). S'ajoutent ici d'autres éléments qui renforcent l'idée d'une évolution des parcours selon la période de la migration en Espagne. Afin de résumer au mieux les avancées du chapitre, on peut être tenté ici de représenter par une analyse des correspondances multiples les différentes dimensions des parcours et des projets migratoires qui ont été étudiées au long des trois sections (figure 4.9).

[119] Lesbiennes, gays, bisexuels et trans.

Figure 4.9 Analyse des correspondances multiples sur les parcours migratoires des Colombiens (Source : INE, ENI 2007 ; effectifs : 1029)



L'analyse des correspondances multiples porte sur un tableau de Burt de 18 lignes et 18 colonnes, comportant les variables suivantes :
Parcours migratoire (hors couple migratoire ou non)
Sexe
Département de naissance (région caféière, Bogota autre département)
Cohorte d'arrivée
Niveau d'études
Présence d'un contact ou non en Espagne au moment de migrer.

Les variables issues de la classification ascendante hiérarchique
(Classes 1, 2, 3, 4, 5, 6 , 7 et 8)
ont été ajoutées au nuage de point comme variables supplémentaires.

Le paramètre de KHI-2 qui mesure l'association entre les lignes et les colonnes dans l'ensemble des 17 dimensions du tableau est de 13 214. Les deux dimensions qui expliquent le plus le KHI-2 sont les dimensions 1 et 2 (24% du paramètre expliqué).

Contributions les plus importantes à l'inertie des dimensions

Dimension 1	Dimension 2
Hors couple migratoire	Hors couple migratoire
Région caféière	Femmes
Bogota	Hommes
1998 et avant	Région caféière
Etudes supérieures	1998 et avant
Contact en Espagne	2003-2004
Pas de contact en Espagne	2005 et après
	Etudes supérieures
	Pas de contact en Espagne

Une analyse des correspondances multiples[120] a donc été effectuée à partir d'un tableau de contingence croisant le parcours migratoire (hors couple migratoire ou non), le sexe, le département de naissance (région caféière, Bogota, autre département), la cohorte d'arrivée, le niveau d'études et la présence d'un contact ou non en Espagne au moment de migrer. Les modalités issues de la classification ascendante hiérarchique ont été ajoutées en tant que variables supplémentaires (celles-ci n'ont pas été intégrées dans l'analyse car les effectifs des groupes au-delà de la classe 5 y sont bien trop faibles). Le paramètre de khi-2 qui mesure l'association entre les lignes et les colonnes dans l'ensemble des 17 dimensions du tableau est de 13 214. 24% de l'ensemble du khi-2 et de l'inertie s'expliquent grâce aux deux premières dimensions ici représentées[121]. Parmi les modalités qui contribuent le plus à l'inertie de la première dimension, il

[120] Comme les deux classifications ascendantes hiérarchiques effectuées dans le chapitre 3 et dans le chapitre 4, il s'agit d'une méthode d'analyse descriptive multidimensionnelle (Benzecri 1973).
[121] Etant donné la taille du tableau de Burt étudié (17 dimensions), un quart de la dispersion expliqué par les deux premiers axes est un résultat satisfaisant (Baccini 2010).

faut citer les parcours hors couple migratoire, les ressortissants de la région caféière et ceux de Bogota, les arrivées avant 1999, les études supérieures, le contact en Espagne et l'absence de contact en Espagne. Sur le premier axe, la dispersion de la population se structure autour d'une opposition entre départements d'origine en Colombie, qui va de pair avec une opposition selon les ressources spatiales en Espagne. On a donc à gauche les personnes nées dans la région caféière et les personnes arrivées avec un contact en Espagne et à droite les personnes arrivées sans contact et plutôt issues de Bogota.

10% de l'ensemble du khi-2 et de l'inertie s'expliquent par la seconde dimension. Parmi les modalités qui contribuent le plus à l'inertie, il faut mentionner les parcours hors couple migratoire, les femmes, les hommes, les personnes de la région caféière, les arrivées avant 1998 et les arrivées après 2003, les études supérieures, l'absence de contact en Espagne. Le deuxième axe structure donc la dispersion des Colombiens selon le sexe et selon l'âge du système migratoire. Le bas du repère est marqué par les cohortes les plus anciennement arrivées, on y trouve plutôt des femmes. Le haut du repère correspond aux cohortes arrivées les plus récemment. Les hommes y sont surreprésentés.

Une ligne reliant les cohortes entre elles par ordre chronologique d'arrivée permet de suivre le fil de l'émergence du système migratoire au sein de cet espace bidimensionnel. La réalité apparaît ici bien plus complexe qu'une progression linéaire par succession de « profils » de migrants. Sur ce plan, la véritable opposition structure d'un côté les migrants touchés par la crise colombienne, provenant surtout de la région caféière, moyennement qualifiés, ayant effectué des parcours directs depuis la Colombie. Les classes de parcours 1 et 2 se retrouvent là. En effet, les parcours de la classe 2 sont motivés par la nécessité économique, puis viennent après eux les parcours de la classe 1 mus par des motivations économiques doublées de regroupements familiaux. Aux marges du pic d'arrivée des Colombiens de la région caféière entre 1999 et 2002, on retrouve des parcours beaucoup plus diversifiés. Avant 1999, ce qui caractérise ces parcours, c'est surtout l'absence de ressources spatiales sur place. Après 2003 (et donc après l'arrivée d'une centaine de milliers de Colombiens), au contraire, la probabilité d'avoir un contact en Espagne est bien plus forte. Des parcours moins caractérisés par des urgences économiques se répartissent de part et d'autre des milliers d'arrivées annuelles depuis la région caféière. Nous retrouvons d'ailleurs dans la diagonale opposée aux migrants économiques, les parcours des classes 6, 3, 5, 8 et 4 définis comme étant des trajectoires mues pour d'autres raisons, mais aussi les parcours hors couple migratoire, et les originaires de Bogota. La catégorie des diplômés du supérieur se situe au bout de cette diagonale. Cette information renforce donc l'hypothèse que dans le système migratoire colombien, l' « aventure » et de manière générale les motivations non-économiques pourraient être situées socialement et nuance l'idée avancée précédemment d'une diffusion de cette caractéristique à tous les groupes sociaux. Les témoignages d'aventurières recueillis par O. Restrepo abondent dans ce sens puisque ses enquêtées (encadré 4.7) ont souvent effectué des études supérieures (Restrepo Vélez 2006, p. 206). L'hypothèse de parcours individuels et familiaux diversifiés selon le niveau d'études sera donc poursuivie dans les chapitres suivants.

Conclusion

Ce chapitre a constitué un véritable laboratoire d'analyse des moments de bifurcation des trajectoires migratoires individuelles vers l'Espagne. En filigrane, il a permis de montrer en quoi une entrée par les trajectoires individuelles complexifie l'analyse contextuelle de l'émergence du système migratoire.

Juste avant de migrer en Espagne, tous les individus ne vivaient pas en Colombie et encore moins dans la région caféière. Certes, une majorité de migrants en provenaient, mais l'analyse des marges de cette norme statistique a suggéré l'existence de trajectoires spatiales très diversifiées avant l'installation en Espagne. Hormis l'Afrique qui reste peu explorée par les Colombiens, l'ensemble de la mappemonde avait été parcouru avant la convergence de ces divers parcours vers la péninsule ibérique. Certains pays américains et européens ont par ailleurs davantage contribué que d'autres pays tiers à l'émergence du système migratoire colombien en Espagne. C'est le cas du Venezuela, des États-Unis ou encore du Royaume-Uni. Parmi les origines régionales des Colombiens, au-delà de la prégnance de la région caféière, on remarque des origines géographiques qui affectent l'ensemble des départements colombiens situés au nord de la frontière agricole. L'analyse de ces parcours selon la cohorte d'arrivée indique une plus grande densité de ces derniers aux prémices du système et renforçe ainsi l'hypothèse d'une hétérogénéité primordiale des trajectoires.

Une approche de la bifurcation des parcours vers l'Espagne par l'horizon relationnel des migrants a permis de distinguer deux parcours différents : un parcours « aventurier » dans lequel l'individu migrerait sans avoir d'attaches préalables en Espagne, et un parcours moins « autonome » dans lequel l'individu aurait au préalable une partie de son réseau personnel vivant en Espagne. L'analyse des caractéristiques des pionniers fait apparaître la diversité des origines sociales et géographiques de ces personnes. Seuls l'âge et la cohorte d'arrivée semblent être discriminants dans la venue en Espagne sans ressource spatiale préalable. Une analyse de l'émergence du système migratoire par les ressources spatiales détenues par les migrants révèle à ce titre une plus grande discontinuité relationnelle entre lieu de départ et lieu d'arrivée dans les trajectoires arrivées aux prémices du système.

Rattachée aux « *in order to motives* » des individus (Schüts 1960), l'étape migratoire s'inscrit dans une pluralité de significations. Au-delà d'un motif dominant lié à des raisons économiques et au champ lexical associé, l'analyse des motifs des parcours montre le caractère globalement pluri-motivé des projets migratoires en Espagne. À la recherche d'un meilleur emploi ou tout simplement d'un emploi après une période de chômage, s'ajoutent d'autres motifs tels que la nécessité de se rapprocher de la famille, la poursuite d'études supérieures dans un établissement espagnol. À la marge, on retrouve aussi la recherche d'une amélioration générale de la qualité de vie, le refuge pour des persécutions à caractère politique ou encore religieux, l'accumulation d'étapes migratoires internationales dans un parcours mu par les mutations professionnelles ou la retraite en Espagne. Dans la décennie 1990, l'analyse de l'arrivée des migrants en Espagne par le seul prisme de la migration économique n'apparaît donc pas pertinente. En montrant la diversité des origines spatiales de ces migrations, la variété des motifs mais aussi la variété des ressources spatiales sur place, on constate donc le caractère pluriel de la migration colombienne en Espagne.

Conclusion de la deuxième partie

L'objectif de cette deuxième partie était de relater l'état initial du système migratoire colombien, avant qu'il ne bifurque vers l'Espagne ainsi que les processus de cette bifurcation, tant au niveau macro à travers l'exposition des contextes (chapitre 3) qu'au niveau micro à travers l'exposition des différentes trajectoires individuelles précédant l'installation des Colombiens en Espagne (chapitre 4). Le chapitre 3 a livré une description déterministe de ce changement d'état du système migratoire. Les différents éléments majeurs des contextes colombien et espagnol ont en effet servi à comprendre la voie empruntée par le système. L'émergence du système migratoire en Espagne semble particulièrement évidente lorsqu'on examine le contexte colombien à la recherche d'éventuels facteurs d'expulsion. La crise économique de la fin des années 1990 et l'intensification du conflit armé apparaissent ainsi comme de possibles *push factors*. L'organisation du peuplement colombien en aires migratoires relativement autonomes les unes des autres, permet de comprendre pourquoi les émigrants colombiens ont choisi l'Espagne plutôt que les deux autres pays qui concentraient jusque-là l'essentiel des migrations colombiennes (le Venezuela depuis les années 1930, et les États-Unis depuis les années 1970). C'est au niveau de la « région caféière », correspondant à Cali et à son bassin migratoire, que les départs de migrants internationaux se sont spécialisés dans l'immigration en Espagne, alors que les autres régions colombiennes ont continué de fonctionner selon des dyades historiques : les migrants de Medellin et de Bogota sont davantage partis aux États-Unis, ceux de la côte caraïbe ont continué d'émigrer préférentiellement vers le Venezuela. L'Espagne réunissait de plus un certain nombre de circonstances favorables à l'attraction de plusieurs champs migratoires internationaux : forte croissance économique depuis 1997 portée par le développement du secteur immobilier et du tourisme, pas de nécessité (avant 2002) de détenir un visa pour pénétrer légalement sur le territoire espagnol connecté par les différends accords européens à une zone de libre circulation, l'espace Schengen. La mise en relation de ces deux contextes fait du couple migratoire « Colombie/Espagne » un cas d'école de *push* et de *pull factors*.

Le chapitre 4, au lieu d'attribuer aux migrants le statut d'atomes attirées mécaniquement par l'Espagne, a permis au contraire de placer l'étape migratoire, à l'échelle individuelle, dans le *continuum* spatial et temporel du projet migratoire, en dotant ces acteurs d'une capacité interprétative du « con-texte » (Lepetit 1996). En relatant les conditions dans lesquelles les individus ont « fait » bifurquer le système vers une autre voie, le caractère pluriel des trajectoires de Colombiens a été mis en évidence, grâce à la diversité des trajectoires spatiales, depuis les divers départements de naissance, jusqu'aux différents pays du monde parcourus par les individus avant qu'ils ne s'installent en Espagne. Ce caractère pluriel est particulièrement fort aux prémices du système migratoire et justifie donc l'emploi au pluriel du terme d' « émergence » dans le titre de cette partie. À l'échelle individuelle, le choix d'immigrer en Espagne plutôt que dans un autre pays du champ migratoire n'apparaît pas comme la résultante d'un jeu de forces d'attraction et de répulsion, mais comme très liée aux lieux de vie du réseau personnel de l'individu. Hormis pour un nombre restreint de pionniers aux origines géographiques et sociales très diversifiées, la migration vers l'Espagne s'est faite très majoritairement à condition qu'un ami ou qu'un membre de la famille (famille nucléaire et fratrie) y vive antérieurement. Ce phénomène s'est d'ailleurs accentué au fur et à mesure de la consolidation du système migratoire colombien en Espagne. La récurrence d'un schéma différencié selon la cohorte d'arrivée, et donc selon « l'âge du champ migratoire », révèle un impact très fort de la taille de la forme auto-organisée sur les comportements individuels. En effet, au fil des années, l'Espagne acquiert un poids de plus en

plus important dans l'horizon spatial des candidats à la migration, celle-là se traduit par exemple par une croissance des réseaux familiaux et des contacts sur place et par une familialisation des motifs. Au niveau des origines spatiales, certaines régions se spécialisent peu à peu dans l'émigration directe vers l'Espagne. Au terme de cette deuxième partie, il semblerait d'ailleurs que l'émergence du système migratoire colombien relève en fait davantage d'une logique infranationale que nationale. L'échelle pertinente est celle du bassin migratoire et de l'aire de peuplement. Nous avons mis en évidence d'un côté les membres de la région caféière et de l'autre ceux de Bogota. Les deux groupes étaient présents avant le boom de 1999, 2000, 2001 mais il semblerait que ce soient surtout ceux de la région caféière (beaucoup plus que les Bogotains) qui aient servi de ressource spatiale aux candidats à la migration affectés par la crise.

La partie suivante, consacré au(x) développement(s) du système migratoire colombien en Espagne, permettra justement de comprendre concrètement comment ces réseaux personnels présents en Espagne ont joué le rôle de ressources pour les nouveaux arrivants. En passant de la partie II à la partie III, le lecteur franchira ainsi la frontière espagnole avec les migrants pour observer ce qu'il se passe lors des premiers mois en Espagne puis pour analyser par la suite comment ces migrants organisent la vie quotidienne de la famille, parfois dispersée de part et d'autre de l'Atlantique.

Partie 3 : Développement(s) du système migratoire

Introduction de la troisième partie

« [Ce que nous appelons structure] est ce qui a une probabilité très faible de disparaître » (Abbott, CoFSS et Martin 2015, p. 53)
« [Le monde] est en flux. (…) *Vous pouvez expliquer la stabilité comme un résultat accidentel du changement et penser à un processus mettant en place une onde stationnaire qui jamais ne bouge, alors même qu'elle est traversée en permanence par des forces contraires. Pensez à une chaine de Markov*[122]*, exécutez une chaine de Markov, vous finissez par obtenir des pourcentages stables dans les catégories de la chaine, mais les gens fluctuent en fonction du temps. Et pourtant, l'ensemble est toujours stable »* (*Ibid.*, p. 51)

Au premier janvier 2002, 205 000 personnes nées en Colombie vivaient en Espagne. Cinq ans plus tard, ils étaient 330 000. Ainsi, de 2002 à 2007, la population colombienne résidant en Espagne s'accroissait en moyenne annuellement d'un peu moins de 25 000 nouveaux membres. Cette période se caractérise par le maintien d'une progression numérique du flux entrant mais également par la structuration de ces nouvelles arrivées au sein d'une géographie résidentielle spécifique dans le pays ibérique. Par ailleurs, le champ migratoire colombien s'est structuré professionnellement au sein de secteurs d'activité particuliers dans l'économie espagnole. L'objectif de cette partie est de comprendre cette progression et cette structuration. Nous proposons d'appréhender la croissance et la structuration du système migratoire colombien en Espagne par le concept de développement qui suggère les deux idées. La croissance est entendue au sens de l'augmentation numérique de la population colombienne résidant en Espagne. Par structuration, il est ici question d'un développement autour d'une forme spécifique qui permet de différencier le champ migratoire colombien d'une autre population.

Le développement sera appréhendé à trois niveaux. Il s'agira de comprendre la stabilité du flux d'arrivée à un niveau important. En effet, hormis une chute après l'imposition du visa en 2002, celui-ci ne fait qu'augmenter sur la période. Le chapitre 4 a partiellement répondu à cette question mais uniquement du point de vue des migrants avant qu'ils n'arrivent en Espagne : les Colombiens continuent de partir car ils ont des ressources spatiales dans ce pays. Cette partie met au jour les processus qui permettent aux candidats à la migration d'avoir accès à ces ressources sur place, du point de vue des personnes qui font circuler l'information. Comment ceux-ci transmettent-ils l'information ? Qu'est-ce qui permet le maintien du lien entre l'Espagne et la Colombie ? Une fois que les migrants sont arrivés en Espagne, il faudra tenter de comprendre comment ceux-ci se logent et trouvent un emploi. Dans quelle mesure peuvent-ils réellement compter sur leurs ressources locales ? Ces ressources spatiales (présence d'un simple contact sur place ou d'une partie de la famille) sont-elles réellement effectives ?

Au-delà de l'analyse des processus contribuant à la reproduction du flux migratoire d'une année à l'autre, nous tenterons également de comprendre comment ce flux migratoire a été canalisé au sein d'une géographie résidentielle spécifique. Pourquoi les Colombiens se sont agglomérés autour de certains lieux et non d'autres ? Parallèlement à cette interrogation sur la distribution des

[122] Un processus de Markov est un processus aléatoire défini par la propriété selon laquelle l'information utile pour la prédiction du futur est entièrement contenue dans l'état présent du processus et n'est pas dépendante des états antérieurs. En d'autres termes, le système n'a pas de « mémoire ».

arrivées dans l'espace géographique espagnol, la structuration de la population colombienne au sein de secteurs d'activité bien définie sera questionnée. Pourquoi s'orientent-ils vers certains métiers plutôt que d'autres ?

Considérons à la manière d'Andrew Abbott que les structures ne sont qu'un ensemble d'événements fortement susceptibles de réapparaître au moment suivant. La structure ne s'éprouve alors que par sa permanence dans le temps. Il faut donc décrire ces flux qui chaque jour reproduisent le système migratoire quasiment à l'identique de la veille : chaque année les arrivées continuent et elles se dirigent vers les mêmes lieux et les mêmes secteurs. En jouant sur la polysémie de flux[123], nous voulons ici montrer comment à l'échelle des microprocessus individuels et mésociaux, on peut comprendre la reproduction et la croissance de la structure. Le chapitre 5 proposera ainsi quelques hypothèses pour comprendre la structuration professionnelle et résidentielle du champ migratoire colombien en Espagne, *ie* la permanence de lieux et secteurs d'activité d'implantation des Colombiens dans le temps en privilégiant une entrée par les voies d'accès au premier logement et au premier emploi. Le chapitre 6 montrera comment des pratiques ordinaires et quotidiennes de la vie familiale à cheval sur plusieurs pays de résidence et la circulation de personnes, d'idées et de biens qu'elles engendrent, permettent au système migratoire de se développer. *In fine*, il s'agira dans cette partie, d'interroger comment des pratiques quotidiennes, des micro-interactions sociales (re)produisent la structure et participent ainsi de son développement.

123 Si pour Abbott, un flux se définit comme ce qui arrive, dans le cas du système migratoire, ce qui arrive, ce sont des flux de personnes, des flux de biens, d'argents, de représentations, d'idées, de projets, la plupart de ces flux étant mesurables grâce aux sources de données mobilisées.

Chapitre 5 : La structuration résidentielle et professionnelle du champ migratoire en Espagne

Introduction

> *« Imaginons que les migrants, une fois le village quitté, n'ont plus aucun contact avec leur communauté d'origine et ne lui transmettent aucune information sur le parcours ou l'expérience qu'ils vivent en ville. A priori, les migrants, ignorant la destination des premiers migrants, choisiront pour destination n'importe quelle ville du système d'une manière quasi aléatoire. Sur la durée, la distribution des migrants en fonction de leur village d'origine avoisinera probablement une situation dans laquelle le nombre de migrants d'un village donné vers une ville donnée serait proportionnel à la taille de cette ville. Cela correspondrait à l'état le plus probable dans lequel le système ne présente aucun degré d'ordre ou d'organisation. Cet état peut être conçu comme un état où le désordre est maximal ou en d'autres termes, un état d'entropie maximale. »* (Mabogunje 2013, p. 162; traduction française de Mabogunje 1970).

La proposition de Mabogunje amorce de façon particulièrement formaliste les conséquences spatiales du pouvoir agissant des réseaux sur le développement du système migratoire. On y voit une critique sous-jacente du modèle de Zipf, pour qui, les migrants, entendus comme des particules en mouvement, se déplacent au gré des forces d'attraction dans le réseau urbain. Si Zipf fait de l'analogie avec le modèle gravitationnel le cœur de sa thèse en 1949, en assimilant la population des villes à la masse des corps, Mabogunje entend au contraire montrer, par la contraposée[124], l'existence d'autres forces agissantes sur le système. En effet il affirme que si les migrants se déplaçaient de façon véritablement atomisée, alors l'observateur des arrivées constaterait une distribution de ces dernières totalement analogue à celle de la population autochtone dans le réseau urbain : *Atomisme implique Entropie*. Si l'observateur parvenait à montrer, au contraire, que la distribution des arrivées diffère de celle de la population résidente, alors, il devrait se rendre à l'évidence que les informations circulent entre les migrants installés et les candidats au départ : *Non entropie (ou organisation) implique existence de réseau*.

Nous proposons ici de centrer notre analyse sur deux phénomènes d'organisation du champ migratoire. D'une part, il nous faudra considérer la structuration géographique des arrivées de Colombiens, des lieux d'insertion résidentielle (5.1). D'autre part, nous nous attacherons à montrer la structuration de ce champ au sein de secteurs d'activité professionnelle (5.3). Dans ce dernier cas, il faudra se demander dans quelle mesure les métiers d'insertion professionnelle des néo-migrants diffèrent de ceux des autres habitants d'Espagne. Pour aller plus loin que le raisonnement logique et formaliste de Mabogunje, nous explorerons en détail, à l'échelle des individus, d'éventuels processus de liaison, de transmission des informations et de partage des ressources acquises en migration, entre les personnes nouvellement arrivées et les migrants déjà installés. Grâce à cet aller-retour permanent entre structuration du champ migratoire au niveau macroscopique et analyse de ces mêmes processus d'insertion professionnelle et résidentielle aux

[124] En logique, on considère que la proposition « A implique B » est équivalente à la proposition « Non B implique non A »

niveaux individuel et méso social (5.2 et 5.4), le chapitre 5 permettra de montrer le développement spécifique du champ migratoire à partir d'une hypothèse d'auto-organisation et aux antipodes d'une main invisible ou autre mystérieuse force (*push and pull factors*) chère aux théories classiques des migrations internationales.

5.1 La structuration d'une géographie du champ migratoire colombien en Espagne

L'objectif de cette section est de mettre en œuvre un dispositif d'observation permettant d'appréhender le degré d'organisation ou d'entropie du champ migratoire colombien en Espagne à l'échelle provinciale, selon la proposition de Mabogunje. L'organisation spatiale des arrivées de Colombiens obéit-elle à une « *une situation dans laquelle le nombre de migrants [de la Colombie] vers une [province] donnée serait proportionnel à la taille de cette [province]* » ou au contraire à une situation organisée où les arrivées de Colombiens se tournent préférentiellement vers certaines provinces ?

5.1.1 Une concentration des arrivées colombiennes dans quatre foyers bien déterminés…

Comme cela a été proposé plus haut par Zipf (voir chapitre 1), tentons de voir dans quelle mesure la distribution des arrivées colombiennes diffère de la distribution spatiale de la population espagnole[125]. Rappelons en effet que Zipf attribuait à la taille du lieu d'arrivée, en nombre d'habitants, le critère principal pour déterminer le nombre d'immigrants que ce lieu serait amené à recevoir.

Considérons par exemple la province de Castellón dans la communauté valencienne peuplée de 527 000 habitants en 2004 contre 493 000 pour la province de Ciudad Real. Si l'hypothèse de Zipf était vérifiée, le ratio entre le flux migratoire colombien vers Ciudad real $f(Colombiens \rightarrow Ciudad\ Real)$ et le flux migratoire colombien vers Castellón $f(Colombiens \rightarrow Castellón)$ serait égal au ratio entre la population de Ciudad Real $P(Ciudad\ real)$ et celle de Castellón $P(Castellón)$:

$$\frac{f(Colombiens \rightarrow Ciudad\ Real)}{f(Colombiens \rightarrow Castellón)} = \frac{P(Ciudad\ real)}{P(Castellón)}$$

Pour mesurer globalement une différence ou au contraire une proportionnalité totale entre la structure des arrivées de Colombiens dans les provinces espagnoles et la structure de la population espagnole l'année concernée, il nous faut mobiliser un indicateur permettant de mesurer l'écart relativement à la distribution entropique. L'indice de Gini semble l'indicateur le plus approprié pour cela (encadré 5.1).

[125] Le lecteur trouvera dans l'annexe 3 une carte administrative de l'Espagne pour faciliter la compréhension de cette section.

Encadré 5.1 Indice de Gini

L'indice de Gini mesure l'écart à la distribution aléatoire. Plus précisément, il s'agit de l'écart entre la distribution observée d'une masse statistique Y parmi les individus de la masse statistique X et la distribution d'équirépartition où chaque individu de la masse statistique X détiendrait une quantité proportionnelle de masse Y (Calot 1973). Soit un graphique représentant la fréquence cumulée de Y en fonction de la fréquence cumulée de X. Si la répartition de Y était proportionnelle à la distribution de X, alors le graphique aurait l'allure d'une droite affine passant par les points suivants : 25% de la population X détiendrait 25% de la masse Y, 50% des X détiendrait 50% de la masse Y, 75% de la masse X aurait 75% de la masse Y, etc.

Si la réalité est différente par rapport à cette situation d'équirépartition, et que par exemple 10% de la masse X détient 60% de la masse Y et 90% de la masse X détient 40% de la masse Y, alors on observera un certain écart entre la droite d'équirépartition et la droite représentant la fréquence cumulée des Y selon la fréquence cumulée des X, appelée courbe de Lorenz. Plus cet écart sera grand, plus la surface comprise entre la courbe de Lorenz et la droite sera importante. L'indice de Gini mesure justement une valeur proportionnelle à la surface entre ces deux courbes ; il varie entre 0 et 1. Plus il est proche de 0, plus on tend vers une situation où un individu X détient l'ensemble de la masse statistique Y. Plus il est proche de 1 plus on tend vers la situation où chaque X a autant de Y que les autres.

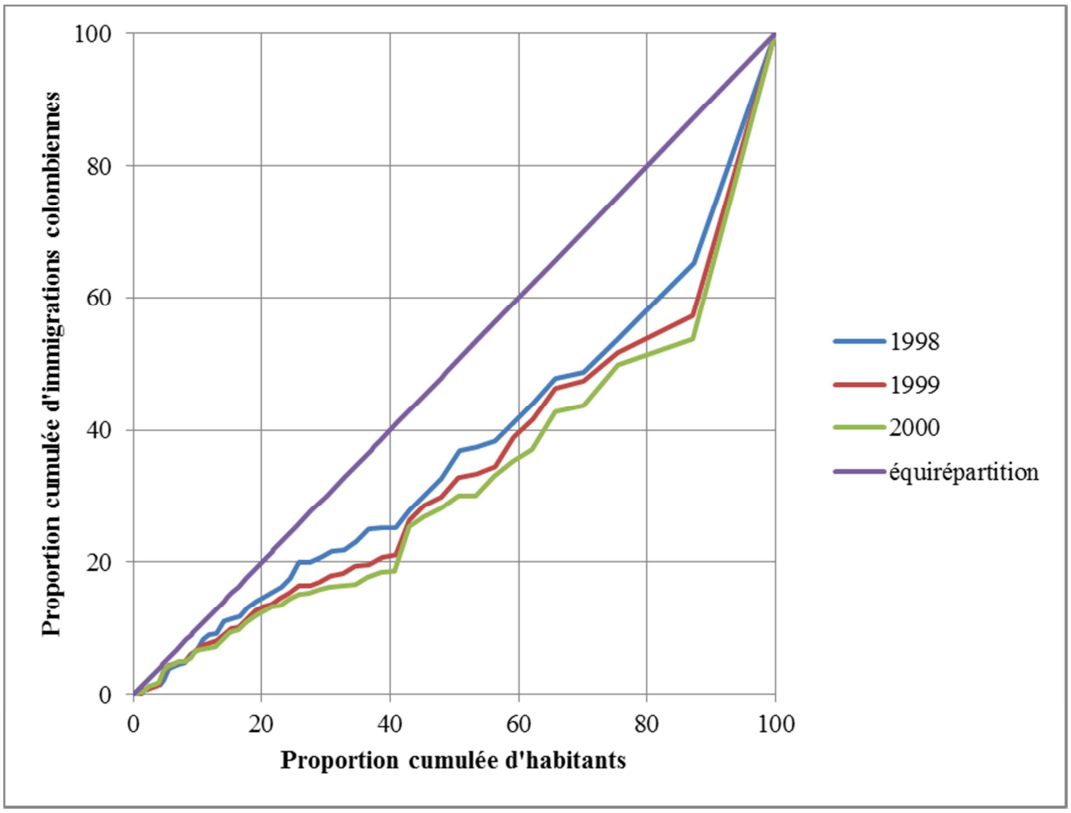
L'application la plus courante de l'indice de Gini concerne l'analyse des inégalités économiques de répartition du revenu et du patrimoine (Piketty 2015). Dans son application à l'analyse spatiale, il s'utilise également pour étudier les inégalités de distribution d'un phénomène au sein de territoires (Pumain et Saint-Julien 1997)

Dans notre cas, la masse X correspond aux habitants des différentes provinces espagnoles tandis que la masse Y correspond aux flux d'immigration colombienne. Nous nous sommes donc attelé à tester l'hypothèse de Zipf pour la période 1998-2008.

Commençons pour l'année 1998[126], première année où l'arrivée de Colombiens est numériquement importante et où l'on peut considérer que le système se développe à proprement parler : 2740 Colombiens arrivent cette année-là. Dès cette année l'indice de Gini est très éloigné d'une situation entropique car il s'élève alors à 0,36. Puis, celui-ci va augmenter indiquant une plus grande concentration jusqu'en 1999 (0,41) puis en 2000 où il atteint 0,49 soit le maximum jamais atteint durant toute la période observée (figure 5.1). À ce stade, la proposition de Zipf semble être rejetée au profit de celle de Mabogunje qui, quant à elle, semble confirmée. Le champ migratoire connaît ainsi une évolution non-entropique puisqu'au lieu d'être polarisé par les lieux de peuplement espagnol, selon un modèle gravitaire, il se structure de manière spécifique.

[126] Cette année correspond encore à une étape émergente du système migratoire colombien en Espagne mais il est nécessaire de décrire la morphologie spatiale des arrivées dès cette période pour mieux comprendre l'évolution par la suite.

Figure 5.1 Courbes de Lorenz de répartition des arrivées de Colombiens en Espagne selon les provinces espagnoles (source : INE, EVR 1998-2000, *Padrón* 1998-2000)



Cependant, à peine a-t-on confirmé cela que dès 2001, l'indice de Gini commence à chuter. En effet de 2000 à 2005, l'indicateur passe de 0,49 à 0,16. La structuration du champ migratoire n'est dès lors plus dans un processus de concentration mais de tendance à l'équirépartition. En raison de la sensibilité de l'indice aux effectifs dont la taille varie beaucoup d'une année à l'autre, il est opportun de compléter l'analyse avec un autre indicateur. Le recours au Rho de Spearman fait apparaître le même phénomène statistique. Ce deuxième indicateur permet d'étudier les variations de rang des unités spatiales d'une distribution à l'autre. Dans le contexte de l'analyse des migrations en Espagne au niveau provincial, cet indicateur s'est montré particulièrement heuristique (Recaño Valverde 2002, p. 149‑150). On mesure ici, pour chaque année, les écarts entre l'ordre des provinces par flux d'immigration colombienne et l'ordre des provinces par effectifs de population résidente. En pratique, l'indice varie entre 0 et 1 ; s'il est proche de 1 alors l'ordre des provinces espagnoles d'arrivée est identique à l'ordre des provinces du peuplement en Espagne, s'il est proche de 0, il n'y a aucune corrélation entre les rangs des provinces dans la distribution des arrivées de Colombiens et ceux dans la géographie résidentielle espagnole. De 2000 à 2008, le Rho de Spearman augmente légèrement passant de 0,64 à 0,77. Cette évolution conforte l'évolution observée pour l'indice de Gini, à savoir la tendance à une répartition des arrivées de Colombiens de plus en plus conforme à la distribution de la population espagnole sur le territoire.

Comment interpréter cela ? Doit-on y voir une tendance à l'entropie, au sens de désorganisation et de bruit statistique ou un autre phénomène à l'œuvre ?

Deux évolutions sont possibles. Premièrement, la diminution de l'indice de Gini peut refléter un processus de désorganisation avec tendance à l'entropie de 2001 à 2005 après une phase d'organisation de 1998 à 2001. Deuxièmement, on peut voir derrière ce phénomène statistique une tendance à la diffusion au sens d'Hägerstrand (1967). La diffusion, dans son acception géographique, se définit comme un déplacement d'idées, de matière, de personnes de produits, ou encore de pratiques dans l'espace qui aboutissent à une certaine forme d'implantation. Caractériser un processus de diffusion, consiste à identifier une innovation qui apparaît dans un ou plusieurs lieux devenant des foyers émetteurs et à observer la propagation de l'innovation dans un milieu d'accueil sur une période déterminée (Saint-Julien 2015).

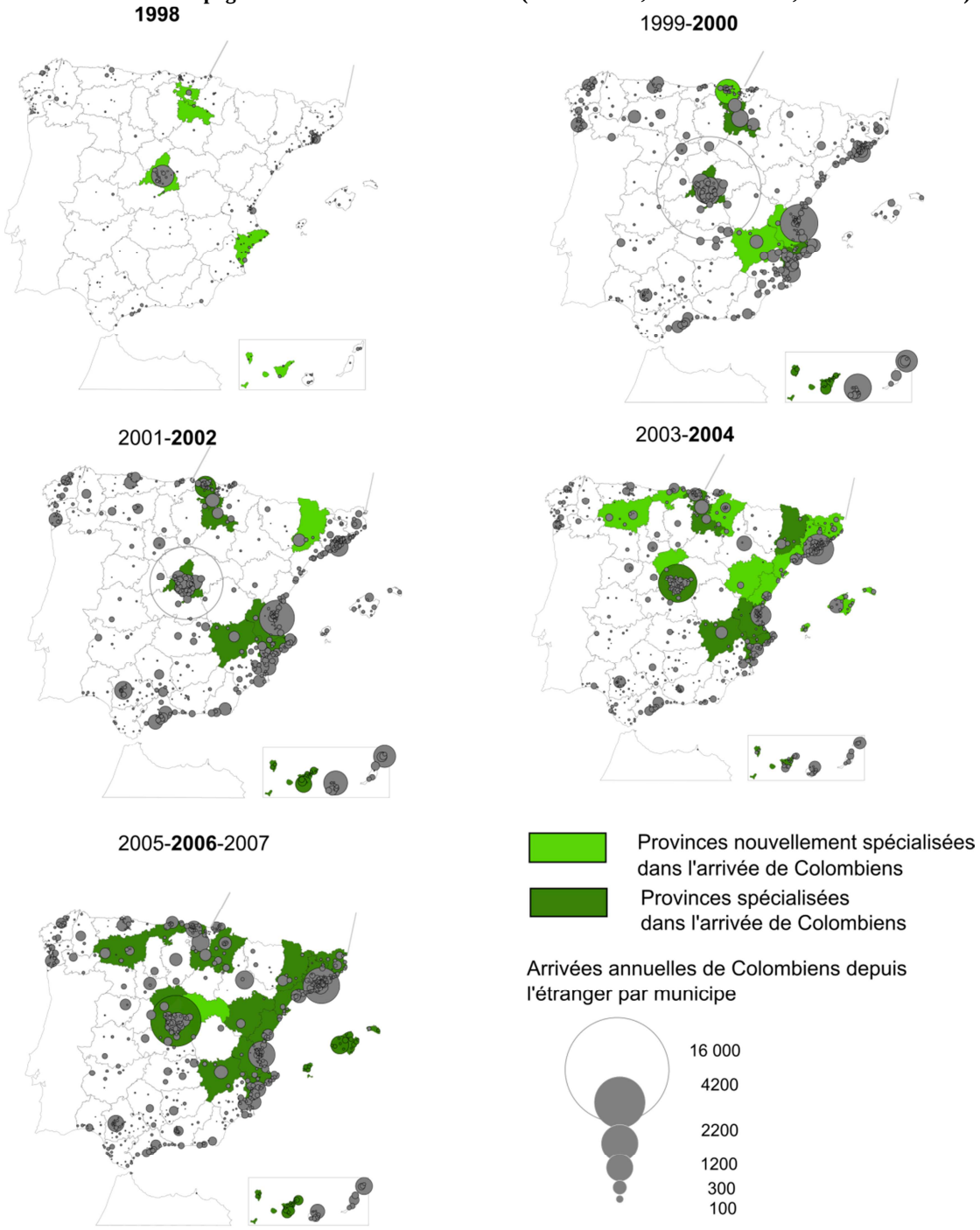
5.1.2 …Avec une « diffusion » progressive par contiguïté spatiale ?

Considérons l'innovation ici comme l'arrivée de migrants colombiens en Espagne. Les unités spatiales d'observation de la diffusion de l'innovation sont les 52 provinces. La période d'observation va de 1998 à 2007. Pour caractériser la présence significative de Colombiens, c'est-à-dire une présence supérieure à la quantité qui devrait être observée en cas de proportionnalité selon la taille des lieux d'arrivée (équirépartition), construisons un indice de spécialisation pour la province p lors de l'année a :

$$indice\ (p,a) = \frac{\%\ d'immigrations\ colombiennes\ arrivant\ dans\ la\ province\ p\ durant\ l'année\ a}{\%\ de\ la\ population\ espagnole\ vivant\ dans\ la\ province\ p\ au\ 01/01/a}$$

Un tel indice, lorsqu'il est supérieur à 1, permet d'identifier les provinces qui éloignent la distribution des arrivées de Colombiens en Espagne de la situation d'équirépartition. Le recours à une analyse spatiale permet de se figurer dans quelle mesure il y a bien diffusion du phénomène « arrivée de Colombiens ». On constate tout d'abord pour les trois années consécutives, si la province possède ou non un statut de province spécialisée dans l'arrivée de Colombiens (indice >1). Si la province est spécialisée trois années de suite, alors celle-ci est coloriée en vert. Si c'est la première fois qu'elle est spécialisée, alors elle est cartographiée en vert clair ; si ce n'est pas la première fois, elle l'est en vert foncé (carte 5.1). Pour éviter d'essentialiser l'échelle provinciale, nous avons doublé les cartes d'une représentation des flux arrivant dans chaque municipe par des cercles proportionnels.

Carte 5.1 Provinces espagnoles d'arrivée des Colombiens (source : INE, EVR 1998-2007, *Padrón* 1998-2007)[127]



Source : INE, EVR et Padron 1998-2007

Note méthodologique : l'indice de spécialisation est le ratio entre la proportion
d' immigrations colombiennes arrivant dans la province p durant t et
la proportion de la population espagnole vivant dans la province p au 01/01/t.
L'année en gras est celle dont les arrivées sont représentées à l'échelle des municipes.
Seuls les municipes peuplés de plus de 10 000 habitants ont été représentés.
Lorsque le cercle proportionnel recouvre l'ensemble de la surface de la province, c'est celui-ci qui est coloré en vert.

Conception : Sierra-Paycha 2017
Fait avec Philcarto

[127] Lorsque les cercles sont plus grands que la surface de la province concernée, ce sont les cercles et non les unités spatiales qui ont été coloriés.

En **1998**, on observe quatre foyers initiaux spécialisés dans l'arrivée des Colombiens. Un premier foyer se situe au Nord de l'Espagne à cheval sur les provinces d'Alava et de la Rioja. Ces deux provinces moyennement peuplées ont pourtant vu près de trois Colombiens sur 100 s'y installer entre 1998 et 2008. Cette surreprésentation s'explique par l'implantation de cette population dans les villes de Logroño et de Vitoria-Gasteiz (où les arrivées colombiennes sont supérieures à celles de Bilbao en 1998). On y observe ainsi une arrivée constante de Colombiens sur la période étudiée. La province de la Rioja a même vu une association de Colombiens résidents dans la province se créer en 2007 pour accompagner les nouveaux arrivants dans leurs démarches professionnelles (Asociación Colombiana de la Rioja 2008). Cette présence de Colombiens dans le nord de l'Espagne interpellait déjà à la fin des années 2000 dans d'autres travaux consacrés à l'implantation spatiale des migrants andins (Baby-Collin, Cortes et Miret 2009). Un second foyer se situe à Madrid au centre du pays, L'implantation notoire et historique de migrants dans la capitale espagnole a pu être considérée comme allant de soi en raison de son potentiel d'emploi dans les secteurs des services, de la construction ou encore du commerce (Fernando Gonzalez et Echeverri 2009, p. 163). Un troisième foyer se situe sur le littoral valencien, dans la province d'Alicante. Au-delà d'une présence notoire à Valence plus au nord (sans spécialisation pour autant en 1998), on remarque que les Colombiens arrivaient dans différentes villes le long de la côte de la province d'Alicante. Enfin, un dernier foyer s'implante sur les îles Canaries au large de la côte atlantique du Maroc. La présence des Colombiens près des littoraux touristiques, tant sur les côtes méditerranéennes que dans les îles espagnoles est interprétée par d'autres travaux comme l'effet de l'attraction générée par le boom économique et touristique de ces zones côtières (Fernando Gonzalez et Echeverri 2009).

De **1999 à 2000**, on observe une diffusion des arrivées colombiennes à partir de certains des foyers émetteurs mentionnés. Au nord, 1'innovation se renforce dans le pays basque avec la Bizcaye (essentiellement Bilbao) qui devient elle aussi une province spécialisée dans l'accueil des Colombiens. Du côté du foyer du littoral valencien, deux nouvelles provinces semblent significativement affectées par ces arrivées : Valence et Albacete. De **2001 à 2002**, émerge un nouveau foyer en Catalogne dans la province de Lérida. Même si Barcelone reçoit chaque année plus de Colombiens, si on tient compte de la capacité d'accueil (mesurée ici par la taille de sa population), c'est la ville de Lérida qui attire plus de Colombiens en proportion. Puis, de **2003 à 2004**, on observe une extension des aires d'arrivée des Colombiens depuis le littoral valencien vers les îles Baléares ainsi que vers les provinces de Castellón et Teruel. Ce foyer de peuplement colombien dans la communauté valencienne rejoint celui de Lérida qui s'est renforcé dans la province de Barcelone, et diffusé dans celles de Tarragone, et Girona. L'arrivée de migrants andins dans la grande métropole catalane et dans les villes alentours est connue et bien documentée, il apparaît ainsi qu'elle est autant due à l'attractivité économique de Barcelone qu'au fonctionnement de micro-filières spécifiques, liées notamment aux contrats en origine pour les migrants les moins qualifiés (Baby-Collin, Cortes et Miret 2009). D'autres recherches plus récentes ont montré une arrivée importante de Colombiens qualifiés et en études, mus par le rayonnement universitaire et culturel de la ville (Cordoba et Miret 2015; Giroud et al. 2015). Le foyer émetteur de Madrid, quant à lui, s'étend à l'ouest vers Avila. Au nord, le foyer initial s'étend d'une part vers la Cantabrie et la Castille et León au sud-ouest, et d'autre part, vers la Navarre à l'est.

Les trois dernières années de notre période d'observation correspondent à une jonction du foyer madrilène et de celui du littoral valencien, Guadalajara devenant à son tour une terre d'accueil

pour les Colombiens. Le champ va ensuite se structurer. On observe en effet une stabilisation de l'indice de Gini autour de 0,18 (de 0,16 en 2005 à 0,20 en 2007). La trajectoire analogue du Rho de Spearman entre 2005 et 2007 conforte l'hypothèse d'une stabilisation des arrivées colombiennes au sein d'une géographie spécifique.

Revenons à la proposition d'Abbott, à savoir que la structure, c'est ce qui se maintient dans le temps et qui a de très fortes chances de se reproduire demain. Au regard de l'analyse diachronique des lieux d'arrivée, on peut affirmer que la géographie résidentielle des Colombiens est une structure puisque certains lieux semblent figés dans le temps : les quatre foyers principaux Madrid, Rioja/Pays Basque Alicante/Valence, Canaries. Cependant, cette structure a encore des propriétés émergentes car d'autres lieux apparaissent au fur et à mesure du développement du système.

L'implantation des Colombiens dans des lieux spécifiques en Espagne de même que la diffusion de leurs arrivées dans de nouveaux lieux a interpellé les chercheurs s'étant penchés sur le sujet. Face à la complexité du mouvement et à l'apparente inintelligibilité de certaines formes d'implantations spatiales (pourquoi autant de Colombiens dans le nord de l'Espagne ?), Gonzalez et Echeverri se rattachent ainsi à deux certitudes, les offres d'emploi et les réseaux : « *entre los multiples factores que pueden influir en la decisión de establecimiento en un lugar determinado hay dos cuya importancia no se pone en duda. Es un destino preferente aquél donde existe una oferta de trabajo ámplia que permite integrarse rapidamente en el mercado laboral, lo que explica la atracción que ejercen las grandes capitales. El otro factor que puede determinar la elección de destino es la existencia de redes de parientes o amigos que informan y facilitan el acceso al trabajo y la vivienda.* » (p. 163). Actis précise l'hypothèse des filières migratoires, celles-ci fonctionneraient d'après lui à l'échelle infrarégionale. Selon cet auteur, les migrants originaires de la région pacifique et de Medellin migreraient préférentiellement vers la communauté valencienne, les personnes issues de la région caféière s'implanteraient davantage à Madrid et dans les îles Canaries, tandis que les Bogotains s'installeraient plutôt en Catalogne (Actis 2009, p. 150‑151). Baby-Collin, Cortes et Miret concèdent toutefois que « l'interprétation de ces différenciations spatiales demeure difficile » en nuançant le modèle d'une implantation première sous la forme d'une « hyper concentration » primordiale, suivie d'une « diffusion/dispersion […] une fois l'insertion plus stable et les réseaux plus étendus » (Baby-Collin, Cortes et Miret 2009, p. 20).

Pour comprendre pourquoi certains lieux se maintiennent et pourquoi d'autres sont atteints, il faut donc s'intéresser aux façons dont les Colombiens s'insèrent en Espagne, objet de la section suivante. Pour poursuivre l'analyse des phénomènes migratoires à l'échelle méso sociale et individuelle dans le prolongement des parties précédentes, nous avons opté ici pour une approche par le groupe de corésidents des migrants.

5.2 L'hypothèse du réseau migratoire : une cohabitation avec des liens faibles au début de l'étape migratoire

L'objectif de cette section est de comprendre comment les Colombiens s'insèrent en Espagne du point de vue de résidentiel, afin de dégager, au niveau individuel, d'éventuelles dynamiques permettant d'expliquer, d'une part la reproduction des lieux traditionnels d'arrivée, et d'autre part, l'apparition de nouveaux lieux inédits. Elle est donc longuement consacrée aux différentes modalités d'insertion résidentielle et aux conditions de logement des Colombiens en Espagne.

La statistique occidentale et notamment française a longtemps privilégié une vision du logement assimilé à la « famille nucléaire », ou « famille conjugale » composée d'un couple de parents hétérosexuel et de leur progéniture (Durkheim 1892) ; ce modèle, légitimé un temps par les évolutions démographiques dans les pays du Nord (nucléarisation de la famille, urbanisation, transition démographique), a été remis en cause dans de nombreux pays du Sud, où les systèmes familiaux plus complexes ne permettent pas d'assimiler le logement à la famille nucléaire[128]. Les études sur la parenté et sur les caractéristiques des corésidents en Europe de l'Ouest, ont également montré que le logement pouvait être le lieu de liens familiaux élargis, voire de liens non familiaux. Les travaux autour de l'enquête *Biographie et Entourage* (Bonvalet et Lelièvre (eds.) 2012), ont par exemple proposé la notion d'entourage, pour décrire cette nébuleuse de liens forts qui ne sont pas pour autant familiaux. F. Weber a proposé, quant à elle, la notion de maisonnée pour décrire les façons dont l'organisation du quotidien et l'économie domestique pouvaient être structurées par des liens non familiaux (Florence Weber 2013).

La littérature sur l'insertion urbaine des migrants souligne l'importance des réseaux sociaux (Boyd 1989a) dans les dynamiques résidentielles mais aussi dans la création de niches professionnelles (Wilson et Portes 1980; Massey et al. (eds.) 1990; Tilly 1992; Waldinger 1994; Massey et Zentero 1999). Se loger constitue peut-être, avant la source de revenus, la première des préoccupations du projet migratoire. Or, dans la perspective d'une migration vers un territoire encore inconnu, le réseau d'entraide familiale et personnelle est la principale ressource mobilisée afin de répondre à ce besoin. Des travaux qualitatifs sur les migrations colombiennes ont montré l'importance des réseaux sociaux dans la structuration des projets migratoires colombiens aux États-Unis (Magnan Penuela, 2009), en France (Gincel, 2005) ou en Angleterre (Guarnizo 2008). Les liens faibles au sens de M. Granovetter (réseau d'amis, famille élargie, réseau villageois) y seraient particulièrement utilisés (Granovetter, 1973). Par ailleurs, la littérature sur la famille colombienne fait état de la coexistence de plusieurs systèmes familiaux – diversité héritée des différents foyers de peuplement du pays (africain, indigène, européen) – , mais s'accorde à reconnaître qu'en milieu urbain le modèle de la famille nucléaire prime avec toutefois, dans l'organisation de la vie quotidienne, un rôle important de la famille élargie (Echeverri de Ferrufino, 1985). Le chapitre 4 a de plus mis en évidence l'importance des ressources familiales nucléaires et élargies sur le territoire espagnol au moment du départ.

Dans cette section nous nous demanderons dans quelle mesure les migrants colombiens s'installant en Espagne ont recours à la corésidence avec, d'une part, des liens faibles et, d'autre part, des liens forts, dans les premières années de leur étape migratoire en Espagne. La situation

[128] Voir par exemple les travaux sur les systèmes résidentiels familiaux dans les villes d'Afrique de l'Ouest (Le Bris et al. 1987).

résidentielle est généralement instable et varie au cours du temps. S'interroger sur l'insertion résidentielle, c'est avant tout penser la migration selon une variable temporelle. Ici, nous utiliserons la durée de l'étape migratoire comme variable explicative des changements de situation de corésidence. Ne disposant pas d'une véritable enquête biographique pour mener à bien cette analyse, notre analyse de l'ENI s'appuiera sur une comparaison de plusieurs états transversaux. On comparera alors les migrants entre différentes cohortes d'arrivée en Espagne, en mobilisant le tableau de composition du ménage et le module logement qui comporte quelques éléments rétrospectifs sur la trajectoire résidentielle en Espagne (caractéristiques du premier logement, nombre d'étapes résidentielles au cours de la première année).

Après avoir décrit les caractéristiques résidentielles de la population enquêtée, divisée en cinq cohortes d'arrivée, nous évaluerons la part des liens faibles (famille élargie et entourage non-familial) dans la composition des corésidents. Puis nous montrerons que l'intensité de la corésidence avec des liens faibles est plus forte au début de l'étape migratoire. Nous étudierons alors en détail les caractéristiques sociodémographiques associées à ces situations de corésidence avec des liens faibles. Enfin, nous questionnerons les effets macro de ces pratiques résidentielles sur l'organisation du champ migratoire.

5.2.1 Les conditions de logement des Colombiens en Espagne

Contrairement à d'autres groupes de migrants (notamment les Marocains et les Boliviens davantage tournés vers les zones rurales espagnoles), c'est majoritairement en milieu urbain que les migrants colombiens s'installent, avec une présence notoire dans les grandes métropoles que sont Madrid et Barcelone. Ainsi, comme on l'a vu dans la section précédente, leurs arrivées se sont structurées petit à petit autour des grandes métropoles (Madrid, Bilbao, Valence, Barcelone). D'après les EVR, entre 1998 et 2008, les villes de plus de 50 000 habitants concentraient près de 60% des arrivées de Colombiens contre 40% pour l'ensemble des personnes nées à l'étranger. Les logements dans lesquels ils vivent en 2007 (tableau 5.1) accueillent en moyenne 3,3 corésidents ; plus on s'éloigne de la période d'arrivée, moins le nombre moyen de corésidents est important (de 3,4 à 3,1). En raison de leur implantation à dominante urbaine, ces logements sont pour la plupart du temps des appartements (88 %), plutôt situés dans de grands immeubles (55 %). Rappelons qu'en 2001 en Espagne, la part des appartements dans le parc immobilier était très élevée mais pas à ce point (67%). Une minorité (12 %) de Colombiens vit dans des maisons, qu'elles soient mitoyennes ou individuelles. La proportion de Colombiens en maison individuelle s'accroît d'ailleurs avec la durée de l'étape migratoire en Espagne, tandis que, dans le même temps, la proportion de Colombiens dans des grands immeubles diminue. La taille du logement s'accroît également avec la durée de la présence en Espagne : le nombre moyen de pièces du logement passe de 3,7 à 4 pièces, et la surface de 75 à 95 m². Cependant, cet agrandissement du logement ne se traduit pas nécessairement par l'acquisition d'une chambre indépendante, comme le montre la diminution globale de la proportion d'enquêtés ayant une chambre indépendante avec la durée de l'étape migratoire (6,5 % *vs* 3,4 %).

Tableau 5.1 Caractéristiques du logement des Colombiens vivant en Espagne au moment de l'enquête (source : INE, ENI 2007)

Durée depuis l'arrivée en Espagne Variable	1-2 ans	3-4 ans	5-6 ans	7-8 ans	9 ans et +	Total
Caractéristiques démographiques						
Sex-ratio	61,4	81,3	55,1	45,9	27,0	48,8
Âge moyen	31,3	36,3	35,0	36,2	42,5	36,4
% études primaires ou sans études	16,7	18,7	18,1	18,1	15,6	17,6
% études supérieures	15,6	26,7	14,1	17,1	28,3	18,6
Taille moyenne de la famille[129]	6,5	7,2	6,8	6,7	7,0	6,8
Caractéristiques du logement						
Nombre moyen de corésidents	3,4	3,5	3,4	3,3	3,1	3,3
Nombre moyen de changements de logement depuis l'arrivée en Espagne	0,5	1,4	2,4	2,8	3,0	2,4
Nombre moyen de changements de logement au cours de la 1ère année en Espagne	0,3	0,5	0,7	0,8	0,6	0,6
Nombre moyen de pièces du logement actuel	3,68	3,94	3,79	3,84	4,00	3,84
Surface moyenne du logement (en m²)	75,2	94,5	87,5	84,9	95,3	87,9
% ayant une pièce indépendante	6,5	5,0	4,6	3,6	3,4	4,3
% ayant un autre logement	-	1,3	0,8	-	-	0,4
Caractéristiques de l'immeuble						
Immeuble >=10 logements (%)	55,4	57,5	54,1	58,4	48,6	54,8
Immeuble < 10 logements (%)	35,9	26,3	36,1	31,1	34,1	33,5
Maison mitoyenne (%)	8,7	11,3	3,6	5,6	9,5	6,3
Maison indépendante (%)	-	5,0	6,3	4,9	7,8	5,5
Effectifs	**92**	**80**	**366**	**305**	**179**	**1022**

Plusieurs études montrent que parmi tous les groupes de migrants, les Colombiens sont ceux qui connaissent une propension à la mobilité résidentielle inter-municipale en Espagne des plus élevées (Recaño Valverde 2002; Pumares Fernández, García Coll et Asensio Hita 2006; Quintero Lesmes 2016). Dans notre échantillon, en moyenne, les Colombiens ont connu 2,4 logements depuis leur arrivée en Espagne, dont 0,6 au cours de la première année. Les plus anciens migrants, dont la présence est supérieure à 8 ans, ont connu en moyenne 3 changements de logement, tandis que les plus récents (arrivés depuis moins de 3 ans) n'en ont connu que 0,5.

L'ENI permet de mieux connaître les caractéristiques du premier logement lors de l'arrivée en Espagne (tableau 5.2). Conformément à la littérature sur l'insertion résidentielle des migrants (Serge Weber 2004; Fusco et al. 2015), ces logements étaient globalement plus petits que les logements actuels, mais aussi plus peuplés (le nombre moyen de corésidents y étant globalement plus élevé que pour les logements actuels). Il s'agissait le plus souvent d'appartements, et dans quelques rares cas de logements collectifs (résidence, foyer, internat). On ne peut pas vraiment affirmer que ces premiers logements soient des logements de court terme puisque les Colombiens enquêtés y ont séjourné en moyenne 21 mois.

[129] La famille est entendue ici comme l'ensemble formé par Ego (la personne enquêtée), son époux(se), ses parents, ses frères et sœurs et ses enfants vivants au moment de l'enquête.

Tableau 5.2 Caractéristiques du premier logement[130] des Colombiens lors de l'arrivée en Espagne (source : INE, ENI 2007)

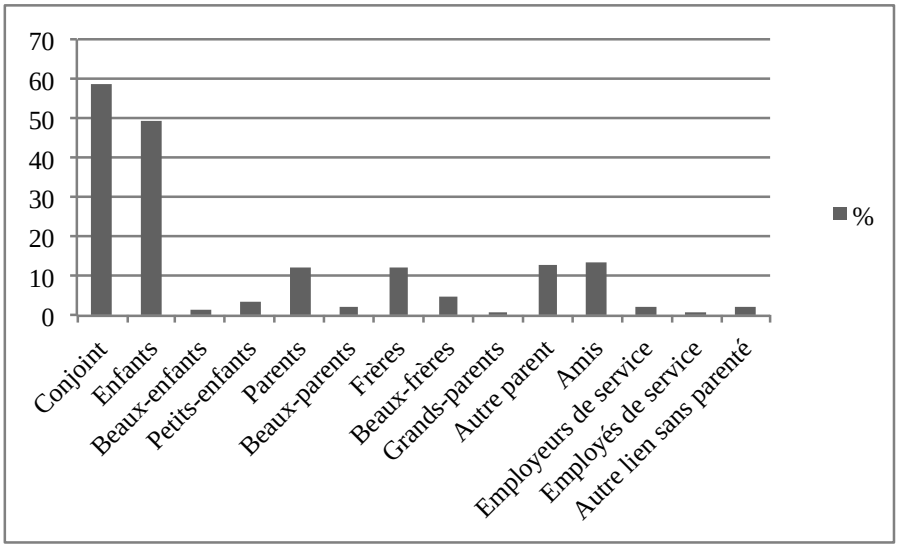
Durée depuis l'arrivée en Espagne Variable	1-2 ans	3-4 ans	5-6 ans	7-8 ans	9 ans et +	Total	Espagne 2001 [131]
Taille du logement							
Nombre moyen de corésidents	3,96	4,11	4,43	4,36	3,95	4,28	
Surface (en m²)	66,8	86,4	82,3	80,7	98,8	84,8	
Nombre moyen de pièces	3,68	4,00	3,73	3,78	3,93	3,80	
Statut d'occupation							
% propriétaire	-	-	0,3	0,4	2,7	0,8	82,2
% locataire	50,0	78,3	72,7	73,6	57,7	69,7	11,4
% hébergement	39,3	21,7	19,9	17,6	27,5	21,4	2,6
% autre statut d'occupation	10,7	-	7,1	8,4	12,1	8,2	3,8
Type de logement							
% maison indépendante	6,9	8,5	6,6	3,3	6,5	5,6	
% maison mitoyenne	13,8	2,1	5,6	3,7	5,8	5,1	
% appartement	75,9	87,2	84,9	89,6	83,8	86,1	67
% local non destiné à l'habitat (école, bureau, atelier, etc.)	-	-	0,3	0,4	0,6	0,4	
% hôtel, auberge, pension	-	-	0,3	1,9	1,9	1,1	
% autre logement collectif (foyer, internat, résidence)	3,4	2,1	2,0	0,7	1,3	1,5	
% autre (rue, espace public)	-	-	0,3	0,4	-	0,2	
Durée moyenne de résidence dans le 1er logement (en mois)	5,0	11,9	14,8	17,8	44,9	21,1	
Effectifs concernés	**29**	**47**	**305**	**269**	**154**	**804**	
% ayant changé de logement au sein de la cohorte	32	59	83	88	86	79	

5.2.2 La diversité des relations avec les corésidents : famille proche, famille élargie et entourage non familial

La plupart du temps (figure 5.2), les migrants colombiens en Espagne corésident avec des membres de leur famille directe : 59 % vivent avec leur conjoint, 49 % avec leurs enfants, 12 % avec leurs parents et 12 % avec des frères ou sœurs. Cependant, on observe aussi la présence de la famille indirecte : 4 % des enquêtés corésident avec des petits enfants, 1 % avec des beaux-enfants, 2 % avec des beaux-parents, 5 % avec des beaux-frères, 0,2 % avec des grands-parents, mais surtout 13 % avec d'autres liens de parenté. Enfin, on observe de la corésidence avec des individus hors famille, que nous appellerons ici de l'entourage non familial, soit 13 % d'amis, 2 % d'employeurs domestiques, 0,1 % d'employés domestiques et 2 % d'autres liens sans parenté.

[130] Seuls les individus ayant changé de logement au moins une fois sont pris en compte ici ; les univers des premiers logements et des logements actuels ne sont en effet pas comparables puisque les logements actuels ont été tirés dans la base de sondage des logements « ordinaires » de l'INE, excluant de fait les logements « non ordinaires » (hôtel, auberge, rue, espace public, foyer, etc.).
[131] Ces informations proviennent du recensement espagnol de 2001.

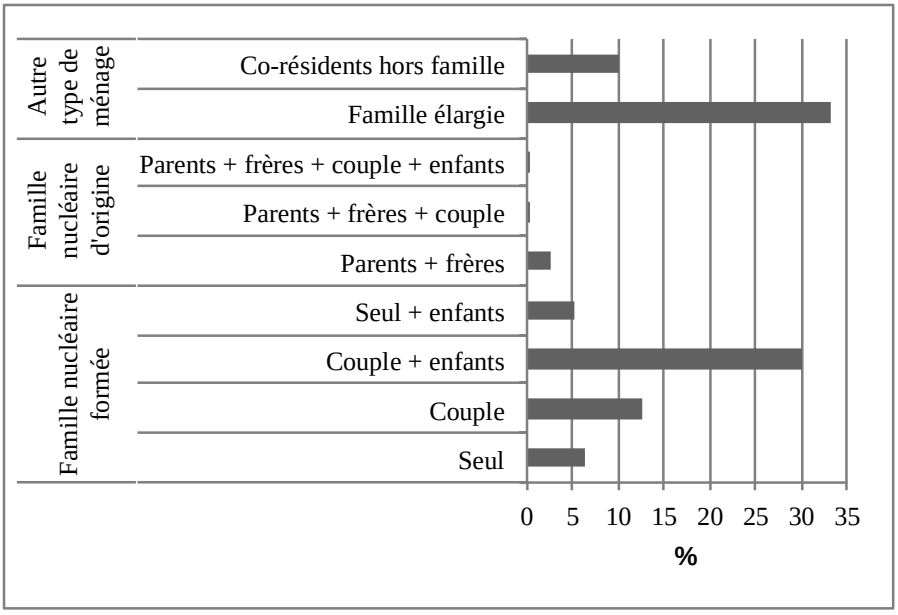
Figure 5.2 Composition des corésidents des Colombiens installés en Espagne (Source : INE, ENI 2007)



Lecture : En 2007, en Espagne, 59% des Colombiens vivent avec un conjoint, 49% vivent avec des enfants, etc.

Cette première description des liens des corésidents permet de confirmer la présence de la famille directe, mais également, au second plan, de la famille élargie et de l'entourage non-familial dans les logements des migrants colombiens en Espagne. Nous allons maintenant construire une typologie des situations de corésidence des enquêtés colombiens, selon les liens qu'ils entretiennent avec leurs corésidents. On divise en trois grandes catégories (figure 5.3). Les « familles nucléaires formées », c'est-à-dire les personnes qui ne vivent plus avec leurs parents ni avec leurs frères et sœurs ; cela inclut les personnes qui vivent seules (6 %), en couple sans enfant (13 %), en couple avec enfants (30 %) et avec enfants sans conjoint (5 %). Une seconde situation de corésidence consiste à vivre au sein de la « famille nucléaire d'origine », avec uniquement ses parents et ses frères et sœurs (3 %) : cette catégorie est pratiquement inexistante dans notre échantillon. Enfin, une dernière catégorie, consiste à vivre dans des ménages atypiques : soit avec des membres de la famille élargie non-directe (33 %), soit avec des corésidents sans aucun lien familial (10 %), appelés ici « entourage non familial ». Force est de constater que la situation modale est celle d'une cohabitation avec de la famille élargie, suivie par des formes de type « famille nucléaire formée » et de type « entourage non-familial ».

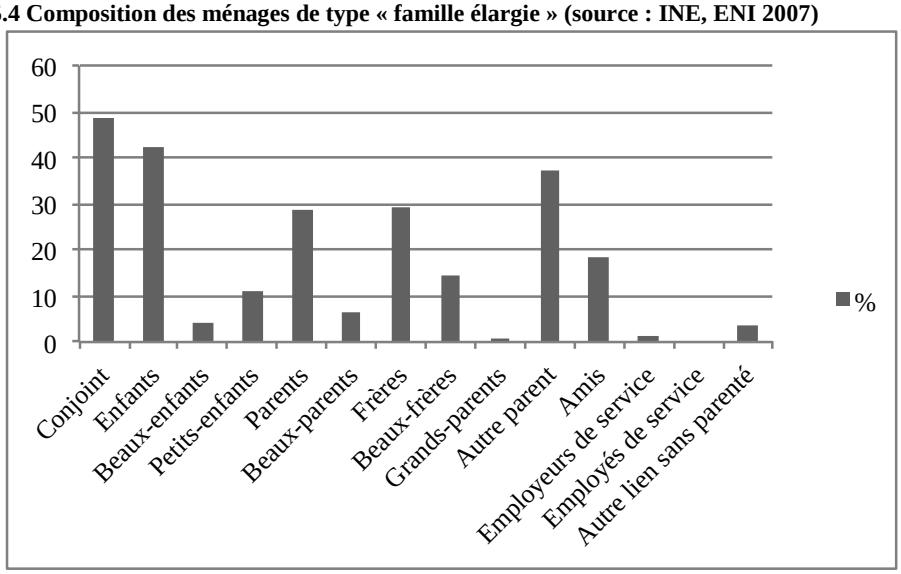
Figure 5.3 Répartition des ménages colombiens selon le type de corésidents (source : INE, ENI 2007)



Lecture : En 2007, en Espagne, 33 % des Colombiens vivent dans un logement incluant de la famille élargie.

La composition détaillée des corésidents dans les ménages de type « famille élargie » (figure 5.4) montre une surreprésentation des liens familiaux directs : 49 % de corésidence avec le conjoint, 42 % avec l'enfant, 29 % avec les parents, 29 % avec les frères et sœurs. La famille indirecte est surtout composée de liens de parenté non explicités dans l'enquête : il s'agit sans doute en majorité d'oncles, de tantes ou encore de cousins. Hormis ces liens, 14 % des Colombiens vivant en « famille élargie » corésident avec leurs beaux-frères, 7 % avec leurs beaux-parents et 4 % avec leurs beaux-enfants.

Figure 5.4 Composition des ménages de type « famille élargie » (source : INE, ENI 2007)



Lecture : En 2007, en Espagne, parmi les Colombiens vivant au sein de ménages incluant de la famille élargie, 18% vivent avec des amis, 49% vivent avec leur conjoint.

La composition des corésidents dans les ménages de type « entourage non-familial » révèle l'importance des amis : 70 % des Colombiens vivant dans ces ménages cohabitent avec des amis. Soulignons aussi l'importance de la corésidence avec des employeurs : 19 % des Colombiens vivant au sein de ménages du type « entourage non-familial » partagent leur logement avec leurs employeurs. Enfin, 11 % vivent avec d'autres personnes sans lien sans parenté qui ne sont ni employeurs, ni amis, ni employés domestiques.

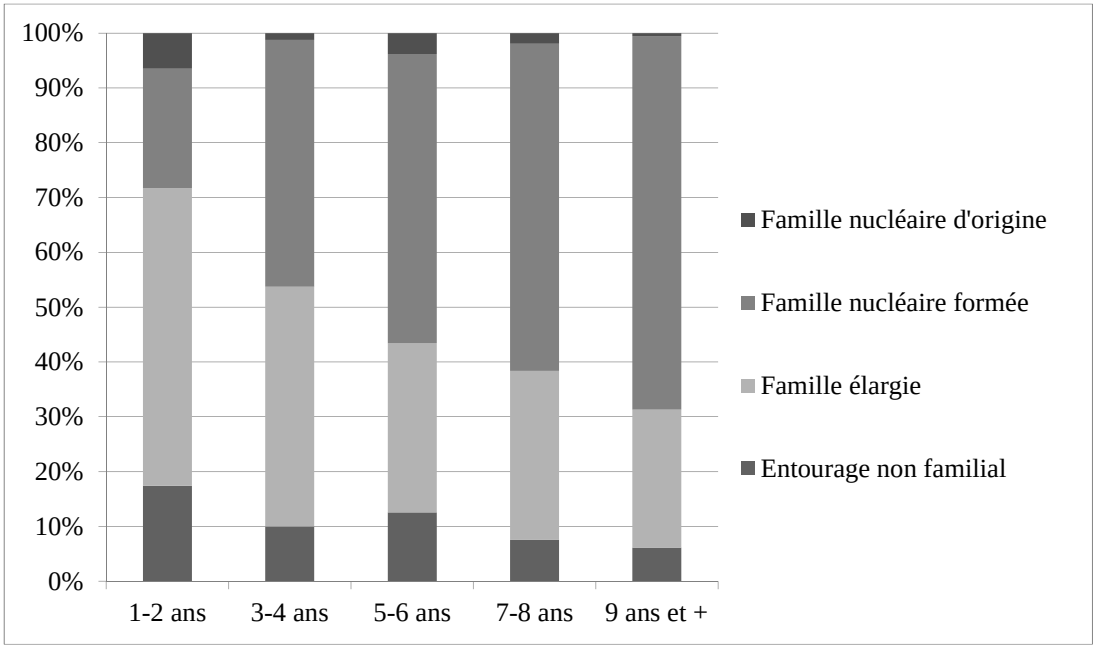
Nous avons donc ici une typologie de ménages qui se fonde notamment sur la faiblesse supposée[132] du lien entre les individus qui la composent. Tentons d'y voir plus clair sur la façon dont cette présence de liens faibles se distribue au long d'une trajectoire résidentielle, avec pour objectif d'en déduire un éventuel *pattern*.

5.2.3 L'insertion résidentielle par la famille élargie et l'entourage non familial

L'analyse selon la cohorte d'arrivée (figure 5.5) explique bien les différentes situations de corésidence. Pour les migrants les plus récents, la part de ceux qui résident avec de la famille élargie et avec de l'entourage non-familial est la plus élevée. C'est également pour les cohortes les plus récentes que la part de migrants résidant au sein de leur famille nucléaire d'origine est la plus élevée. La part de résidents en famille élargie diminue ensuite avec l'ancienneté de la migration des cohortes, tandis que la part des familles nucléaires formées augmente avec la durée de l'étape migratoire, pour devenir majoritaire parmi les migrants les plus anciens. Ceci renforce donc l'hypothèse d'un rôle important de la famille élargie et de l'entourage non familial au début de l'étape migratoire.

[132] L'idée n'est pas ici de véhiculer l'image d'une famille idéelle où les liens consanguins directs seraient censés être les plus forts. Nous nous appuyons néanmoins sur une vision « légaliste » et *in fine* normative de la famille en faisant l'hypothèse qu'en dépit de toute l'inventivité dont font preuve les familles colombiennes, la plupart du temps, les personnes connaissent mieux leurs frères et sœurs que leurs cousins au septième degré.

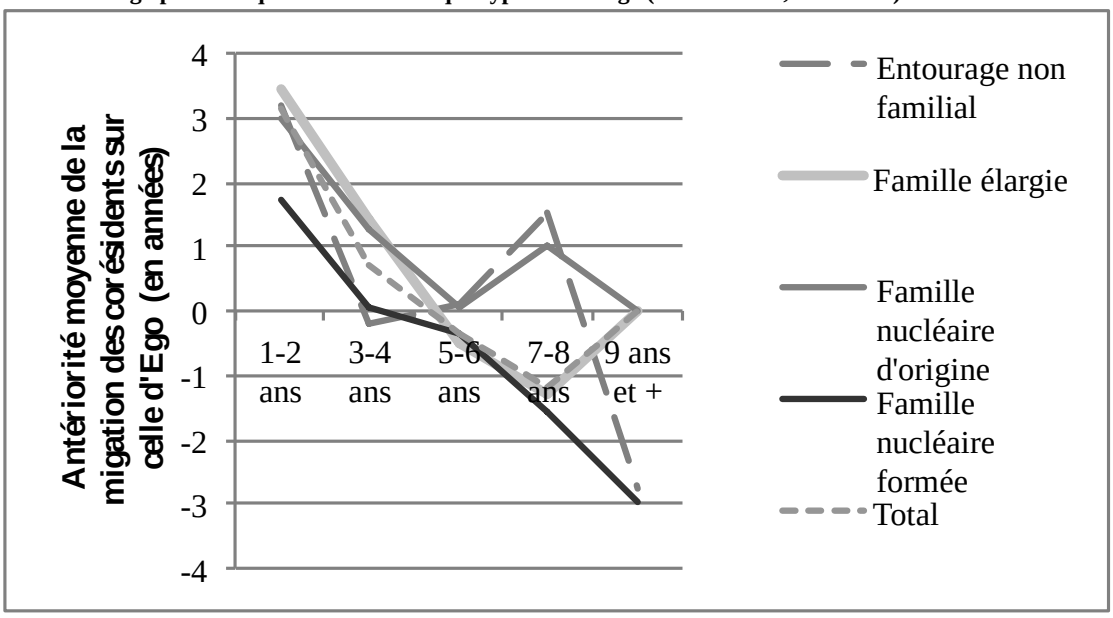
Figure 5.5 Répartition des types de ménage pour chaque cohorte d'arrivée (source : INE, ENI, 2007)



Pour être certain qu'il ne s'agit pas là de migration familiale, mais bien de l'accueil d'un migrant par d'autres personnes déjà présentes en Espagne, on rappelle ici que plus de 65 % des enquêtés migrent seuls. Par ailleurs, on a calculé un indicateur de l'antériorité moyenne de l'arrivée d'Ego en Espagne sur celle de ses corésidents migrants (figure 5.6). Pour la cohorte arrivée la plus récemment, les personnes enquêtées étaient arrivées, en moyenne, 3 ans après la date moyenne d'arrivée de leurs corésidents migrants ; c'est au sein des individus vivant en famille nucléaire élargie et avec de l'entourage non familial, que ce différentiel d'arrivée est le plus important (3,46 et 3,19 années), alors que c'est au sein des familles nucléaires formées que la durée est la plus réduite (1,74). Plus la cohorte est installée depuis longtemps sur le territoire espagnol, moins l'antériorité moyenne de l'arrivée des corésidents est importante. À partir des cohortes arrivées 3 à 4 ans avant l'enquête, on commence, au contraire, à observer des arrivées de migrants corésidents ultérieures à l'arrivée des migrants enquêtés. Ce résultat témoigne de l'importance du rôle des réseaux de liens forts, mais surtout de celui des liens faibles, dans la reproduction du système migratoire : les migrants sont d'abord hébergés par des migrants plus anciens, puis peuvent eux-mêmes[133], à leur tour, après quelques années, héberger de nouveaux arrivants. Les travaux sur les migrations ont d'ailleurs identifié à ce propos un phénomène de chaîne migratoire (Hägerstrand 1957; MacDonald et MacDonald 1964; Brown, Schwarzweller et Mangalam 1963; Tilly et Brown 1967). En dépit de la vision mécaniste qui le sous-tend, ce terme rend compte de l'intérêt d'une analyse de la reproduction des flux migratoires à une échelle méso-sociale.

[133] Ceci n'est pas systématique mais tout de même très fréquent. Par exemple, 7 migrants sur 10 de la cohorte arrivée la plus récemment se logent avec des liens faibles arrivés en Espagne avant eux.

Figure 5.6 Antériorité moyenne (en années) de la migration des corésidents sur celle d'Ego pour chaque cohorte et chaque type de ménage (source : INE, ENI 2007)

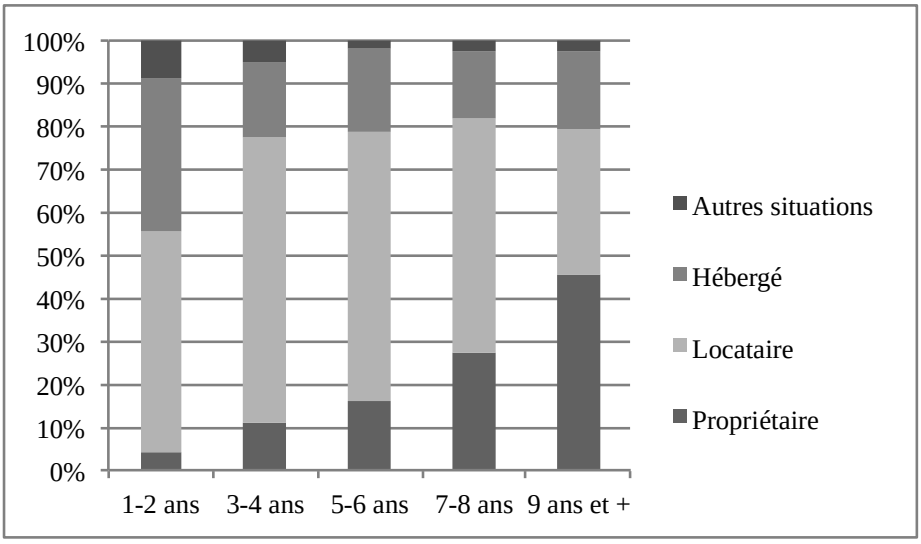


L'évolution du statut d'occupation varie avec la durée de l'étape migratoire en Espagne (figure 5.7 et tableau 5.2). Principalement hébergés et locataires au début de l'étape migratoire, la proportion de migrants hébergés diminue ensuite, dans les cohortes les plus anciennes, tandis que la part des migrants propriétaires de leur logement augmente. Il s'agit d'un résultat classique ; ce poids du secteur locatif a déjà, en l'occurrence, été observé dans trois métropoles latino-américaines en 2009[134] (Fusco et al. 2015). Toutefois il est intéressant d'observer que cette évolution est particulièrement rapide dans le contexte espagnol des années 2000. Au bout de dix ans, ils sont 45% à être propriétaires. Cela est très certainement dû au système de prêts hypothécaires très développé à l'époque en Espagne, y compris pour des personnes peu solvables.

L'ENI permet, de surcroît, de s'intéresser aux relations sociales qui sous-tendent ces différents statuts d'occupation : qui loue, qui héberge ? Dans la plupart des cas, lorsque les migrants sont hébergés, ce sont les membres de la famille corésidente qui les hébergent (entre 60 % et 75 % des hébergements sont dans cette situation selon les cohortes), suivis par des employeurs domestiques corésidents (entre 18 % et 28 % des situations selon les cohortes), ainsi que par des amis corésidents (moins de 10 % des situations). La plupart du temps, lorsque les migrants louent, c'est à un propriétaire particulier non-corésident (dans 75 % à 85 % des cas), à une agence immobilière (environ 10 %), ou encore à un propriétaire corésident (moins de 5 %). Bien qu'ils soient très présents dans les situations d'hébergement, la famille et les amis sont absents des rapports contractuels de location des migrants colombiens.

[134] Notamment à Bogota dans les années 2000. Pour les migrants qui arrivent dans cette ville au bout de dix ans, le taux de propriétaire est inférieur à 25%.

Figure 5.7 Répartition des statuts d'occupation des Colombiens au sein de chaque cohorte (source : INE, ENI, 2007)



L'analyse des projets migratoires dans le chapitre 4 a mis en avant la diversité des motifs, des origines sociales et géographiques, des parcours et des ressources spatiales caractérisant les Colombiens au moment d'arriver en Espagne. Cette diversité se retrouve-t-elle dans les pratiques de corésidence avec les liens faibles ?

5.2.4 La corésidence avec la famille élargie et l'entourage non familial, une pratique variable selon les migrants

La caractérisation des migrants qui recourent à telle ou telle situation de corésidence s'appuie sur une régression logistique polytomique (tableau 5.3) ainsi définie : on teste l'effet de plusieurs variables sur la probabilité qu'a un migrant de ne pas être en situation de corésidence avec de la famille nucléaire formée. Trois cas alternatifs sont possibles : corésider avec de la famille nucléaire d'origine, la famille élargie ou encore l'entourage non familial. Les variables explicatives testées sont les suivantes : niveau d'étude, sexe, région de naissance en Colombie, statut d'occupation du logement actuel et période d'arrivée en Espagne. Le choix de ces variables répond à des hypothèses avancées tout d'abord par Tilly et Brown (1967) sur un usage différencié des liens de parenté en migration selon les caractéristiques sociales des migrants : on reprend ici l'idée d'un recours différencié selon le niveau d'études et le genre. L'étude de l'effet de la durée de l'étape migratoire permettra de raisonner indépendamment de la période d'arrivée ; l'étude des statuts d'occupation confirmera ou non le lien entre corésidence avec des liens faibles et situation d'hébergement et de location. Enfin, l'utilisation de la région de naissance en Colombie pourra mettre en lumière une intensité plus forte du recours à des situations de corésidence avec des liens faibles à une échelle infranationale (rappelons-nous que les lieux de départ en Colombie sont structurés eux aussi autour de la région caféière).

Tableau 5.3 Régression logistique polytomique sur le fait de résider autrement qu'en famille nucléaire formée (Source : INE, ENI 2007, 1031 Colombiens)

Réf=famille nucléaire formée	Odds-ratio		
	Entourage non familial	Famille élargie	Famille nucléaire d'origine
Sexe			
Femmes	Ref.	Ref.	Ref.
Hommes	2,094**	1,783***	3,353**
Niveau d'études			
aucun ou études primaires	2,831**	3,120***	3,247
secondaire 1er cycle	1,956	1,967*	6,514*
secondaire 2nd cycle	1,583	2,048**	2,152
supérieur	Ref.	Ref.	Ref.
Cohorte d'arrivée			
1998 et avant	Ref.	Ref.	Ref.
1999-2000	0,964	1,001	4,187
2001-2002	1,496	0,988	8,387*
2003-2004	1,351	1,691*	2,765
2005-2006	4,715**	3,995***	24,412**
Département colombien de naissance			
Bogota	Ref.	Ref.	Ref.
Région caféière[135]	1,109	1,823*	0,970
Autre département	1,207	1,685*	0,673
Statut d'occupation			
Propriétaire	Ref.	Ref.	Ref.
Location	11,987***	2,261***	1,749
Hébergement	22,402***	4,312***	12,874
Autre	0,001	4,268**	8,423*

Note de lecture : Un odds-ratio supérieur à 1 indique un effet positif de la variable étudiée, un odds-ratio inférieur à 1 indique un effet négatif. Les odds-ratios significatifs au seuil de 10% ont été annotés d'un astérisque dans le tableau (*** : <0,001 ; ** : <0,01 ; * : <0,1). Pour chaque variable, la modalité de référence choisie dans le modèle est indiquée en italique. Par exemple, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité de se loger avec de l'entourage non familial plutôt qu'en famille nucléaire formée est 22 fois supérieure pour les Colombiens hébergés relativement aux Colombiens propriétaires de leur logement.

On contrôle tout d'abord l'effet de la période d'arrivée, que nous avons supposée être la principale cause des changements de situation de corésidence en Espagne. La période d'arrivée apparaît en effet significative pour expliquer la diversité de ces situations. Les périodes d'arrivées les plus récentes semblent impliquer une plus forte probabilité de se trouver en situation de corésidence avec des liens faibles. On observe par ailleurs un odds-ratio particulièrement élevé pour les Colombiens vivant avec de la famille nucléaire d'origine plutôt qu'avec de la famille nucléaire formée par ceux qui sont arrivés les plus récemment. Cela est sans doute lié à un effet

[135] Dans cette régression logistique, par région caféière il est question du Risaralda, du Valle del Cauca et du Quindío. Par rapport au chapitre précédent, on a enlevé le Caldas et le Tolima pour ne pas avoir une modalité englobant trop d'individus statistiques

d'âge car ce sont essentiellement les plus jeunes qui se trouvent dans cette catégorie, ceux qui n'ont pas encore « formé » leur propre famille nucléaire.

Une fois contrôlée la variable de la période d'arrivée, on examine les caractéristiques sociodémographiques des migrants. Il apparaît que ce sont davantage des hommes qui résident dans des ménages de type « famille élargie ». Les individus les moins diplômés (éducation primaire ou sans études) connaissent, quant à eux, une probabilité plus importante de corésider dans ces deux situations. On observe ainsi une gradation descendante du recours aux liens faibles selon le niveau de diplôme. À ce stade, ce sont donc les migrants les moins qualifiés, les personnes de sexe masculin, et les migrants arrivés le plus récemment en Espagne qui sont davantage concernés par la corésidence avec les liens faibles (famille élargie et entourage non familial).

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, l'ENI collecte les départements de naissance des individus. Il faut lire les données sur les lieux d'origine à la lumière de la géographie interne de la Colombie exposée dans le chapitre 3. On sait grâce au recensement de 2005 (voir chapitre 3) que les Colombiens migrant vers l'Espagne proviennent majoritairement des départements de la région caféière colombienne (Risaralda, Quindio, Valle del Cauca) et dans une moindre mesure de Bogota dont les ressortissants migrent également beaucoup vers les États-Unis. La littérature sur les « migrations en chaîne » depuis la Colombie vers l'Europe insiste sur certaines filières migratoires provenant de la région caféière. Les pratiques d'hébergement entre migrants provenant du même municipe d'origine dans la région caféière ont par exemple été mis au jour par Anne Gincel (encadré 5.2). D'après la régression logistique, pour les projets migratoires entrepris depuis la région caféière, le recours à des liens familiaux faibles pour se loger en Espagne est donc privilégié, résultat qui renforce l'hypothèse d'un rôle important de ces liens faibles dans le fonctionnement des filières migratoires colombiennes[136]. Le modèle logit confirme également l'importance de l'hébergement et de la location dans les statuts d'occupation des personnes en situations de corésidence avec des liens faibles. Par exemple, la corésidence avec des ménages atypiques correspond bien davantage à de la location et surtout de l'hébergement : l'odds-ratio s'élève tout de même à 22 pour la corésidence avec de l'entourage non familial.

La présence de liens familiaux élargis, voire de liens non familiaux, dans les logements des migrants colombiens les plus récemment arrivés en Espagne, confirme l'importance du rôle des liens faibles dans l'organisation du projet migratoire pour les Colombiens migrant vers l'Espagne. Le modèle qui se dégage de cette analyse est effectivement celui d'une corésidence importante avec des liens faibles au début de l'étape migratoire, puis avec des liens forts, en famille nucléaire, pour les migrants les plus anciennement installés. Si les migrants les plus récents sont souvent hébergés par des corésidents connaissant une étape migratoire espagnole plus longue, les migrants les plus anciens sont parfois amenés à héberger des migrants récemment arrivés. Cette observation confirme, une nouvelle fois, l'intérêt d'une analyse de la reproduction des systèmes migratoires à une échelle méso-sociale. Ce sont les migrants provenant des régions colombiennes les plus caractérisées par la migration vers l'Espagne, qui utilisent le plus souvent la corésidence avec des liens faibles, traduisant ainsi l'importance de ceux-ci dans le fonctionnement des filières migratoires. L' « individu-type » ayant, pour se loger, recours à la famille élargie ou à l'entourage

[136] L'odds-ratio de corésidence avec de la famille élargie très élevé pour les personnes issues d'un autre département peut difficilement être interprété car la modalité est très vaste, incluant à la fois des personnes provenant de Medellin, de la côte caraïbe ou encore du *Llano* oriental).

non familial, dans les premières années en Espagne, est un homme issu de la région caféière ayant peu fait d'études. Il migre seul, aux alentours de 31 ans vers l'Espagne, rejoignant le plus souvent des membres de sa famille élargie, voire des amis, par lesquels il est soit hébergé, soit amené à devenir colocataire.

5.2.5 Du micro au macro : quels effets des pratiques résidentielles sur l'organisation du champ migratoire ?

Comment dès lors articuler un tel processus observable à l'échelle mésosociale avec les conséquences macroscopiques observées en début de chapitre ? En quoi est-ce que ce processus permet d'expliquer tant la structuration du champ migratoire dans des provinces spécifiques d'accueil que l'apparition de nouveaux lieux ? En quoi ce jeu à l'échelle du logement produit tantôt des effets de reproduction, tantôt des effets de diffusion du champ à de nouveaux lieux ?

De la diffusion ou de la reproduction, au regard de notre analyse de l'insertion résidentielle en Espagne, c'est la reproduction qui paraît la plus aisée à comprendre. La permanence d'une géographie des lieux d'arrivée est assurée par le fait que la plupart des Colombiens ne se logent pas seuls, mais sont bien au contraire, hébergés par d'autres personnes dont une majeure partie sont des membres de la famille plus ou moins proche. Cette dynamique est ici confortée par l'antériorité migratoire des corésidents vivant dans les logements des personnes les plus récemment arrivées.

Encadré 5.2 Les pratiques d'hébergement et de cohabitation avec des liens faibles pour les migrants originaires de la région caféière (source : Gincel 2007, p. 36-37)

« L'inscription dans des réseaux d'informations, permettant [de se loger,] de s'employer et à employer relativement facilement, est ici rendu plus efficace par des interconnaissances plus développées lorsque l'on est originaire d'une petite unité spatiale qu'est un village [comme celui de Santuario[137] dans le Risaralda] que lorsque l'on vient d'une ville où l'on est, par principe, plus anonyme. De même, en ce qui concerne les pratiques d'hospitalité, les obligations de réciprocité sont en général elles aussi plus fortes lorsque l'on est issu d'un village où la pression et le contrôle social sont plus importants que dans l'incognito des grandes villes. Nous avons donc constaté une hospitalité relativement élevée, du moins à l'arrivée, pour les ressortissants de ce village. La durée et les modalités de cette hospitalité sont par contre assez variées, puisqu'elles vont de quelques semaines à plusieurs mois, selon les individus. L'hospitalité est en fait l'un des trois grands types de dons, au côté de celui des cadeaux et de celui des services. Il s'agit, dans le cas qui nous intéresse ici, d'un système de réciprocité différée, tel que celui décrit par Marcel Mauss, où a donne à b qui rend à c. En effet, si bien évidemment le cas peut se présenter, le plus souvent les personnes ayant reçu un hôte colombien chez eux à son arrivée seront rarement hébergées plus tard par cette même personne. Le contre-don, puisqu'il s'agit d'un système de réciprocité, est donc d'un autre ordre. Car les différentes études portant sur cette notion ont bien montré qu'il ne s'agit pas de comportements totalement altruistes ou gratuits, même si le terme « Gratuit » ne renvoie pas systématiquement à une compensation monétaire. On ne peut pas non plus parler d'attitudes totalement rationalisées, comme tentent de le démontrer des adeptes de ce type d'analyses, puisque cet hébergement peut se faire sur de longues périodes et n'entraîne pas nécessairement de paiement en monnaie sonnante et trébuchante. Dans de nombreux cas, cette cohabitation peut durer des mois, parce que le logement est difficile à se procurer et parce que le départ de ce lieu d'accueil peut se révéler une étape douloureuse pour le nouvel arrivant. »

Quid de la diffusion en revanche ? Parmi les dynamiques observées à l'échelle des individus, quatre hypothèses peuvent éclairer l'apparition de nouveaux lieux d'arrivée. On peut tout d'abord faire l'hypothèse que les liens sont si faibles qu'ils permettent des innovations. En effet, ce n'est pas le frère ou la sœur qui va héberger le migrant, mais l'ami de l'ami de l'ami. Or ce cercle social peut devenir tellement vaste que la ville d'insertion résidentielle va différer des lieux typiques d'arrivée des Colombiens en Espagne. Une seconde piste pourrait venir de la forte mobilité résidentielle des migrants installés. Rares sont ceux qui au bout de quelques années n'ont jamais changé de logement. Certains peuvent alors se déplacer vers de nouvelles destinations à l'intérieur du pays ibérique. Cette mobilité résidentielle avérée des Colombiens en Espagne permettrait de renouveler au fur et à mesure les lieux d'arrivée. Un troisième vecteur d'innovation pourrait provenir de la minorité de Colombiens qui migrent seuls ou en famille nucléaire (parmi les derniers arrivés dans l'enquête, ils sont 3 sur dix). En migrant de façon autonome, c'est-à-dire sans s'appuyer sur des contacts sur place, leur installation dans une ville espagnole est moins tributaire de l'implantation spatiale des Colombiens arrivés précédemment (encadré 5.3). Enfin, une partie des innovations de lieux pourrait s'interpréter par le partage du logement avec d'autres champs migratoires. Considérons trois types de configurations possibles : les Colombiens se logeant uniquement avec des personnes nées en Colombie (« ménage 100% colombien »), les

[137] Dans la typologie du territoire colombien réalisée dans le chapitre 3, ce village appartient à la classe 1 « région caféière ». Il se caractérise donc par une forte émigration vers Cali et l'Espagne (mais aussi vers la France).

Colombiens se logeant avec des personnes nées dans l'un des deux pays du couple migratoire (« ménage colombo-espagnol ») et enfin les Colombiens corésidant avec des personnes nées dans un autre pays différent de la Colombie et de l'Espagne (« carrefour migratoire »). En 2007, 43% des logements correspondaient à des ménages « 100% colombiens », 51% à des ménages « colombo-espagnols » et 7% à des ménages de type « carrefour migratoire ». C'est peut-être à cette marge que l'on doit certains des processus de diffusion du champ migratoire colombien à d'autres lieux d'implantation. Ces expériences de « co-présence » de différents populations ont été traitées dans de multiples terrains à l'aune du paradigme de la mondialisation par le bas (Portes 1999; Tarrius 2002). Des travaux sur les espaces publics des grandes métropoles (Berthomière et Hily 2006) ou encore sur les lieux de rétention de migrants (Agier 2014) ont montré comment ces expériences de coprésence pouvaient être l'occasion, certes de concurrence, mais aussi d'échanges d'informations et de ressources entre champs migratoires, une proximité allant parfois jusqu'à la conjugalité. Dans le cas des Colombiens vivant en « carrefour migratoire », soit à peine 70 logements sur le millier enquêté en 2007, on observe une grande diversité de champs migratoires, avec 26 pays de naissance recensés sans compter l'Espagne et la Colombie : on voit en effet les Colombiens partager leur logement avec des Latino-américains (personnes nées à Cuba, au Salvador, en République Dominicaine, en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Équateur, au Pérou, en Uruguay, au Venezuela), des migrants provenant d'Europe de l'est (Bulgarie, Pologne, Roumanie, Géorgie, Russie), d'Europe de l'ouest et d'Amérique du nord (Grèce, Italie, Portugal, France, Pays Bas, Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis), ou encore des personnes provenant du continent africain (Maroc, Côte d'Ivoire).

Encadré 5.3 Un exemple d'insertion résidentielle sans hébergement par des liens faibles (source : terrain exploratoire 2014)

Le parcours résidentiel de la famille de Luis Enrique offre un contre-champ intéressant au modèle de l'hébergement par les liens faibles. En effet, lorsque le couple parental et leurs deux enfants arrivent en Espagne en 2001, ils s'installent à Barcelone. Ce choix n'est pas orienté par les ressources spatiales sur place mais par l'offre universitaire de la ville. À cette période, Barcelone n'est d'ailleurs pas une destination répandue pour les Colombiens. D'après la carte 5.1 la province n'est pas encore spécialisée dans l'immigration colombienne. La famille se loge en effet dans un appartement sans partager le logement avec d'autres personnes. D'après les propos de Luis Enrique, la famille n'avait pratiquement aucune relation avec le reste des Colombiens, hormis quelques contacts avec des commerçants installés non loin de leur logement.

Il apparaît donc que le développement du système migratoire ne doit pas s'entendre uniquement comme reproduction mais aussi comme innovation. Nous reviendrons en conclusion de ce chapitre sur les effets différenciés des microprocessus sociaux sur la structure, mais avant cela, la structuration en « niches professionnelles » des champs migratoires en général et du champ migratoire colombien en particulier sera questionnée. Rappelons que trouver un logement et trouver un emploi sont deux processus qui fonctionnent ensemble. Ces deux évènements interagissent dans la biographie des individus. En raison de la structuration du questionnaire de l'ENI, il n'est cependant pas possible d'analyser ces deux processus conjointement.

5.3 La structuration des champs migratoires en « niches professionnelles »

Au-delà d'une structuration sur certains espaces d'arrivée, ce qui avait attiré l'attention de Mabogunje en 1970, les champs migratoires se structurent également au sein de différentes niches professionnelles. Ces deux types de structuration, résidentielle et professionnelle, sont bien sûr liés, les choix du logement et de l'emploi étant inextricablement mêlés. Qu'on nomme ce phénomène « enclaves migrantes » (Wilson et Portes 1980) ou bien « niches d'emploi » (Rea 2013), l'idée est la même, celle d'une concentration plus que de coutume dans certains secteurs d'activité. On repère en général les concentrations davantage par secteurs d'activité que par types d'emploi (Dubucs 2009). En effet, certains migrants ont tendance à faire carrière au sein d'un même secteur, en commençant par de l'emploi informel avec de très faibles revenus, puis à monter les échelons un à un du métier, pour finir par devenir gérant puis parfois employeur et propriétaire d'une entreprise. La trajectoire professionnelle de Pablo exposée dans le premier chapitre en est un exemple dans le secteur de la restauration. Celui-ci passe d'ouvreur de bouteille à Viterbo à gérant de bar-restaurant à Paris puis à Bilbao. Il demeure ainsi plus de quinze ans dans le même secteur tout en occupant plusieurs postes aux responsabilités, rémunérations et positions dans la division du travail bien différentes. Les trajectoires des Portugais dans le secteur du bâtiment (Hily et Poinard 1997) et des Chinois dans le textile (Ma Mung 1994) en sont des exemples paradigmatiques.

Avant de nous interroger sur les processus à l'œuvre derrière cette structuration en niches professionnelles, nous allons revenir sur les différentes niches migrantes en Espagne et tenter d'y positionner les Colombiens.

Pour cela, il nous faut rappeler brièvement les sources disponibles. Nous avons ici privilégié une approche par les secteurs d'activités plutôt que par les positions hiérarchiques pour les raisons mentionnées plus haut. Pour une analyse de ces secteurs, nous nous sommes appuyés sur deux variables. La première provient de l'ENI, elle concerne le secteur d'activité du tout premier emploi occupé en Espagne après l'arrivée dans la péninsule[138]. La seconde provient du recensement de 2011, et concerne les secteurs d'activité des habitants cette année-là[139]. Les regroupements des secteurs d'activités détaillés en grands groupes ont obéi à deux logiques. La première est pratiquement implicite puisqu'elle est conçue par les administrateurs mêmes de la statistique publique espagnole pour correspondre aux trois secteurs de l'économie selon la traditionnelle typologie de Jean Fourastié et Colin Clark, avec une gradation suivant le degré de transformation des matières primaires, de l'agriculture, aux services en passant par la production de biens. La seconde a été de distinguer parmi le secteur tertiaire trois types de services, les services nécessitant des qualifications scolaires et académiques élevées, les services commerciaux et hôteliers, et les métiers du *care*, au sens de cet ensemble de métiers dont la fonction tourne autour du soin de la personne (services à la personne, nettoyage, etc.). Nous avons ainsi construit

[138] Si le migrant a connu plusieurs étapes migratoires en Espagne au cours de son parcours, c'est le premier emploi depuis la dernière étape qui est retenu par les enquêteurs.

[139] Il s'agit là d'une date ultérieure à la période qui fait l'objet de cette partie (1998-2007) mais le recensement 2011 est le seul recensement disponible depuis 2001. On peut par ailleurs supposer qu'entre 2007 et 2011, en dépit de la crise, les bouleversements du marché du travail n'ont pas restructuré l'ensemble des niches professionnelles.

cinq secteurs d'activités : Agriculture, Industrie et Construction, Commerce et hôtellerie, Services spécialisés[140], et Services relevant du *care*.

Nous avons dans un premier temps tenté de mettre en évidence les spécialisations professionnelles des différents champs migratoires. L'entrée par les métiers de « spécialisation » plutôt que par les métiers « dominants »[141] pour définir ces « niches » se justifie ici par le fait que le secteur dominant est pratiquement invariant pour la population migrante masculine d'une part et pour la population féminine d'autre part. Si on s'en tient au secteur dominant, on n'observe aucune niche professionnelle. Par exemple, le premier secteur d'emploi est systématiquement l'industrie et la construction pour les hommes (à l'exception des Asiatiques pour qui c'est le commerce et l'hôtellerie). Pour les Colombiens, c'est le cas de 42% des enquêtés. Pour les femmes, le secteur dominant est systématiquement le *care* (sauf pour les Européennes de l'ouest dont le principal secteur d'emploi est le commerce). Chez les Colombiennes, une femme sur deux a démarré sa trajectoire professionnelle dans ce type de métiers. L'approche par les spécialisations permet donc d'analyser les caractéristiques professionnelles de chaque groupe au-delà de ce que permet la structure des offres d'emploi en Espagne et qui apparaît *de facto* au premier plan des activités professionnelles.

En raison d'une répartition des secteurs d'activité très déterminée par le genre, les femmes et les hommes ont été traités séparément dans l'analyse. Les femmes migrantes sont en effet surreprésentées dans le commerce, l'hôtellerie et le secteur des services, en particulier dans les emplois relevant du *care*, tandis qu'on retrouve plus souvent les hommes dans l'agriculture, la construction et l'industrie (Ehrenreich et Hochschild 2003). Un champ migratoire est ensuite considéré comme spécialisé dans un domaine d'activités particulier lorsque la proportion de migrants travaillant dans tel secteur d'activité est supérieure à la proportion totale de migrants[142] travaillant dans ce secteur d'activité :

$$indice\ de\ spécialisation = \frac{\%\ du\ champ\ migratoire\ travaillant\ dans\ le\ secteur\ d'activité}{\%\ de\ l'ensemble\ de\ la\ population\ migrante\ travaillant\ dans\ ce\ secteur\ d'activité}$$

Les indices de spécialisations pour chaque sexe et chaque champ migratoire ont alors été représentés dans des histogrammes (figures 5.8 et 5.9). Si dans un secteur d'activité donné, et pour un certain champ migratoire déterminé, l'indice est supérieur à 1, alors on peut considérer ce champ-là comme étant spécialisé dans le secteur d'activité.

[140] Comme nous l'avons vu dans la définition du chapitre 2, il s'agit de services plus qualifiés que les autres, par exemple les métiers de l'éducation, de la finance, les services aux entreprises, l'administration, etc.). L'annexe 4 présente en détail la construction de la typologie.
[141] Au sens de majoritaires.
[142] Pour les données du recensement 2011, le dénominateur correspond à la proportion des actifs vivant en Espagne (migrants et natifs).

Figure 5.8 Indices de spécialisation professionnelle selon le lieu de naissance pour les hommes (Source : INE, ENI 2007, Recensement espagnol 2011)

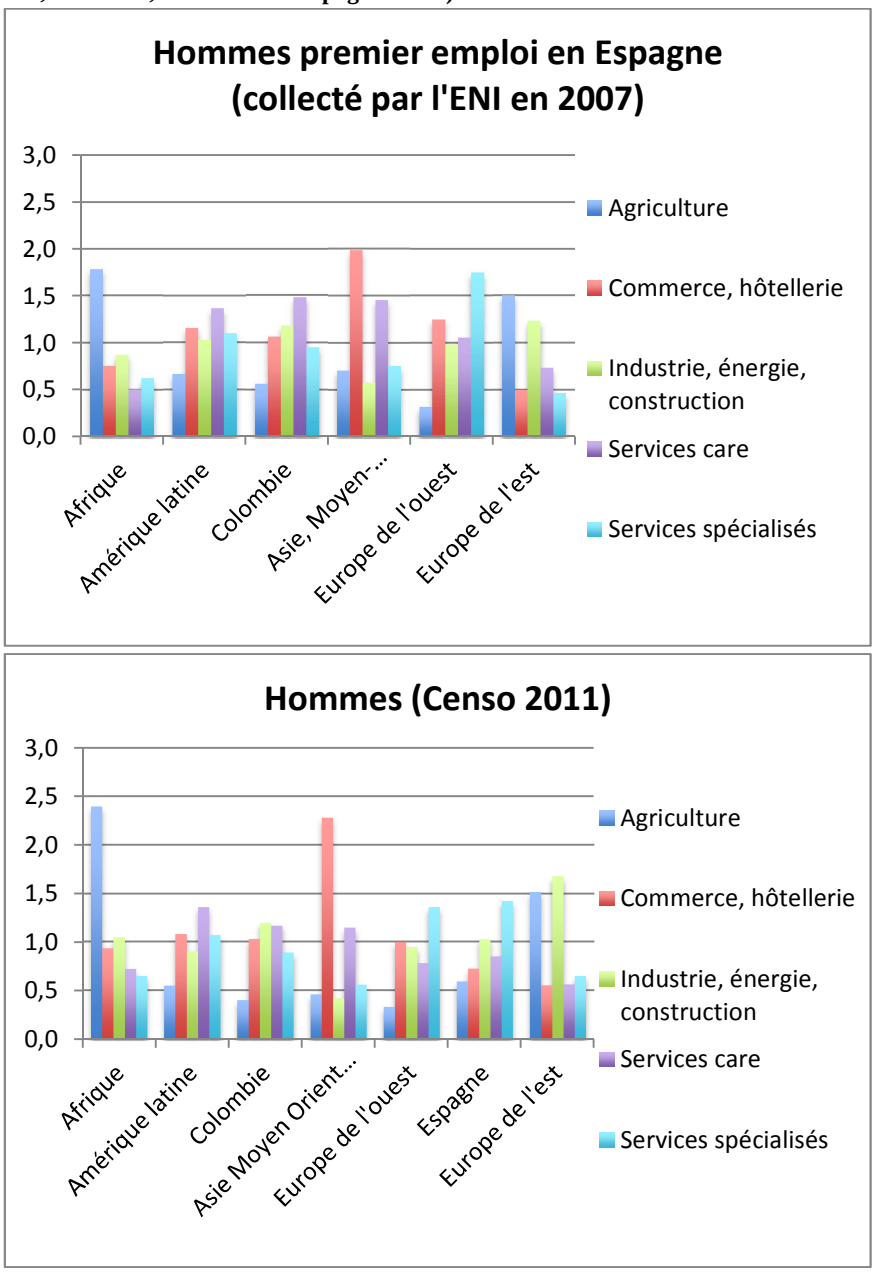
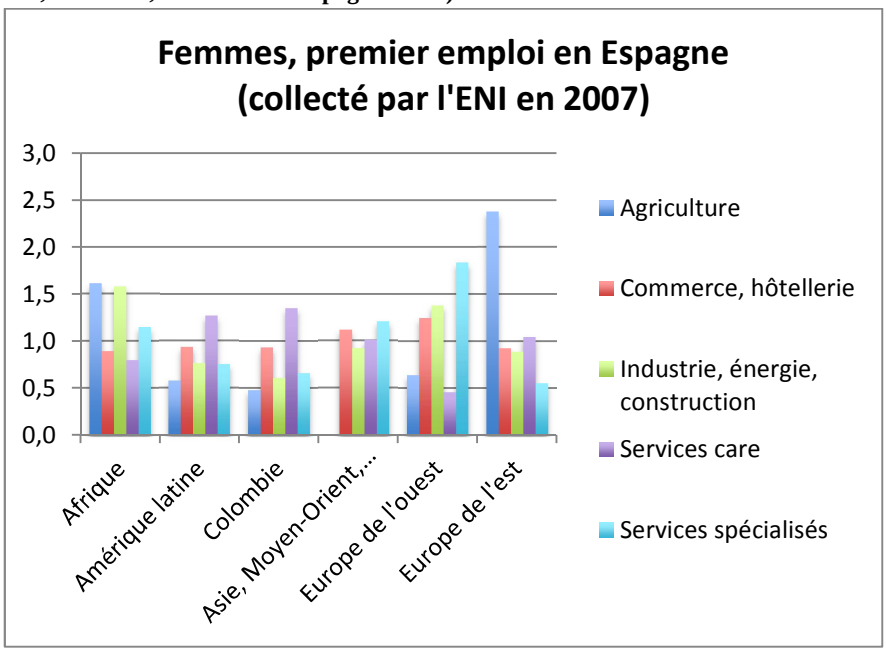
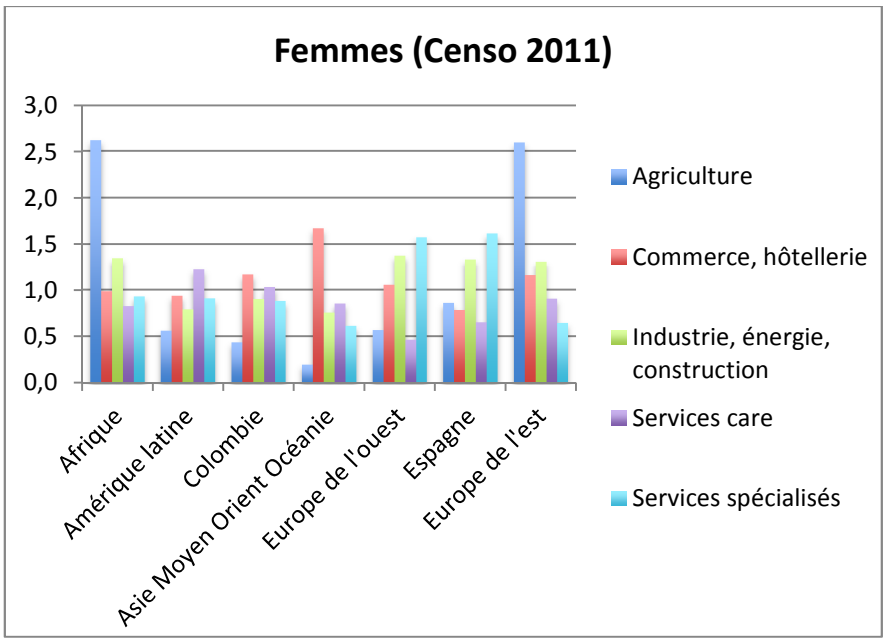


Figure 5.9 Indices de spécialisation professionnelle selon le lieu de naissance pour les femmes (Source : INE, ENI 2007, Recensement espagnol 2011)





Pour les **premiers emplois** des hommes, on note une spécialisation particulièrement importante des Africains dans l'agriculture, des Asiatiques dans le commerce, des Européens de l'ouest dans les services spécialisés, et des Européens de l'est dans l'agriculture. Pour les premiers emplois des femmes, on observe de manière particulièrement nette une spécialisation des Africaines dans l'agriculture (et dans l'industrie), une surreprésentation des Européennes de l'ouest dans les services spécialisés, des Latino-américaines **et des Colombiennes en particulier dans le *care*** (encadré 5.4), des Européennes de l'est dans l'agriculture. De façon beaucoup moins nette que les autres groupes, les Latino-américains et les femmes issues d'Asie, d'Océanie et du Moyen-Orient, apparaissent respectivement surreprésentés dans le *care* et les services spécialisés. Pour ces deux derniers groupes, la hiérarchie des secteurs de prédilection semble moins manifeste, aucun secteur

ne se démarquant considérablement des autres. Au sein des Latino-américains toutefois, **les hommes colombiens apparaissent plus particulièrement spécialisés dans les métiers du *care***.

Encadré 5.4 Le large spectre du *care*

Une abondante littérature a mis en avant l'implication des femmes colombiennes dans le secteur très vaste des services à la personne (Mestre i Mestre 2002; Restrepo Vélez 2006; Flamtermesky 2008; Echeverri Buriticá 2014; Bazurto Botero 2015). Celui-ci englobe de nombreux métiers différents : assistance à domicile (*interna*), nettoyage, garde d'enfants, assistance aux personnes âgées. Le point commun entre ces nombreux métiers est que « ces activités [se situent] à la limite du ménager, du sanitaire, du social et de l'éducatif » et qu'elles mobilisent « des qualités [supposées] féminines, développées et mises en œuvre d'abord dans le domaine familial ou privé ». (Cresson et Gadrey 2004, p. 26). L'expansion de secteur est étroitement liée à une évolution démographique (vieillissement de la population espagnole) et sociale (professionnalisation des femmes) ayant accru la demande d'assistance aux personnes âgées et aux jeunes enfants. Des auteurs ont également rattaché « le travail sexuel » à ce spectre de métiers (Bonelli Jáudenes et Ulloa Jiménez 2001; Oso Casas 2006). Comme le rappelle Laura Oso Casas « il est intéressant de souligner que les stratégies des prostituées [colombiennes et équatoriennes] qui ont migré volontairement vers l'Espagne sont tout à fait similaires à celles de certaines femmes immigrées employées dans d'autres secteurs en Espagne, comme celui des services domestiques » (*Ibid.*, p. 91). Bien que les métiers du *care* soient très féminisés, une partie de la population migrante masculine s'y est insérée, particulièrement les Latino-américains. Par exemple, un homme colombien sur dix a exercé son premier emploi dans le *care*. Les hommes migrants se trouvent par exemple surreprésentés dans certains métiers comme l'aide aux personnes âgés peu mobiles ou encore le jardinage.

Ces spécialisations, observées ici au moment de l'insertion des individus sur le marché du travail espagnol, sont-elles amenées à se reproduire dans le temps, à devenir des structures/à se structurer, au sens d'Abbott, ou au contraire à évoluer ?

Si l'on s'attache à regarder les emplois des hommes **en 2011**, on remarque que certains groupes se sont structurés autour de leur spécialisation d'insertion professionnelle. Il en va ainsi des Africains toujours surreprésentés dans l'agriculture, des Asiatiques dans le commerce, des Européens de l'ouest dans les services spécialisés (on voit d'ailleurs qu'ils entretiennent une proximité de structure très forte avec les autochtones, *ie* les personnes nées en Espagne), des Latino-américains dans le secteur du *care*. **Le cas spécifique des Colombiens indique ici au contraire une diversification des secteurs d'activité professionnelle** : ils apparaissent désormais autant (ou plutôt aussi peu) spécialisés dans l'industrie et la construction que dans le *care*. Il en va de même pour les Européens de l'est qui ont vu leur secteur de prédilection bifurquer de l'agriculture vers l'industrie[143].

Attardons-nous à présent sur les emplois des femmes. Parmi les groupes qui n'ont pas changé de spécialité, on compte les Africaines qui renforcent leur spécialisation dans l'agriculture au détriment de l'industrie, les Européennes de l'est qui conservent leurs spécialisation dans ce

[143] Nous aborderons dans la partie IV des éléments permettant de comprendre cette bifurcation depuis la crise de 2008.

même secteur, les Européennes de l'ouest qui, en vertu de leur implication dans les services spécialisés, ressemblent plus que tout autre groupe aux Espagnoles. Alors que si l'on prend en compte l'ensemble des Latino-américaines, on perçoit qu'elles demeurent surreprésentées dans le domaine du *care* (mais avec un degré légèrement moindre de spécialisation qu'auparavant), on remarque que **les Colombiennes ont bifurqué d'une spécialisation dans le *care* vers une surreprésentation dans le secteur du commerce,** tout comme les femmes asiatiques qui ont, quant à elles, bifurqué des services spécialisées vers le commerce.

Les évolutions constatées entre les secteurs d'activité professionnelle des migrants en 2007 et les secteurs d'activité de ces migrants en 2011 ne peuvent être interprétées uniquement à l'aune d'une évolution de structure car ces données correspondent à des étapes différentes de la trajectoire professionnelle des migrants en Espagne. Au terme de cet examen des structurations professionnelles, on peut néanmoins formuler les hypothèses suivantes : les spécialisations des champs migratoires conservent une relative inertie dans le temps, mais des innovations sont toutefois possibles comme dans le cas des Colombiens en l'occurrence. Précisons que malgré ces innovations, le secteur qui fut autrefois secteur de prédilection n'est jamais très loin dans la hiérarchie des secteurs d'activités du champ migratoire. Encore une fois, le développement du système migratoire n'est pas uniquement synonyme de reproduction mais peut aussi s'orienter vers de l'innovation.

Pour comprendre, tant la permanence que l'évolution de ces structures, diverses options s'offrent à nous.

Soit on fait l'hypothèse d'une concurrence libre et parfaite entre demandeurs d'emploi, en imaginant une main invisible qui répartirait les migrants selon leurs compétences dans le cadre d'un marché du travail où l'information sur les offres et demandes d'emploi circulerait sans entrave. Dans un tel marché du travail, au niveau micro, les migrants, comme les natifs espagnols, auraient un accès équivalent à l'offre de travail. Celle-ci leur parviendrait sans intermédiaire, par un système centralisé de l'information : les agences publiques ou privées d'emploi, les annonces sur internet pourraient jouer ce rôle. On pourrait alors en déduire, au niveau macro, que les secteurs d'activité de spécialisation correspondent aux qualités et compétences des migrants, conduisant ceux-ci à se présenter systématiquement et préférentiellement vers les mêmes types de métiers. Une telle proposition risquerait toutefois d'essentialiser les activités professionnelles des personnes en qualités inhérentes avec des formules du type : « les Colombiens et les Colombiennes sont naturellement enclins à travailler dans le *care* ».

Soit on fait l'hypothèse d'un processus plus complexe se jouant dans l'accès de l'acteur à l'information concernant les opportunités d'emploi (Lin 1995, Granovetter 1973). La variété des sources potentielles d'information permettrait d'expliquer dans ce cas les spécialisations. En effet, si on postule que les modalités de l'accès à l'emploi sont différentes d'un champ migratoire à l'autre, on peut supposer que chaque champ migratoire s'organisera différemment. Pour Lin et Granovetter, la stratification sociale s'expliquerait en partie par cette dissymétrie de l'information : les migrants les mieux dotés en ressources sociales (en particulier les liens faibles

qui, correspondent pour ces auteurs, à la meilleure source d'informations pour changer de position sociale[144]) accéderaient à une plus grande variété d'emplois.

L'accès à l'emploi est donc ici au cœur de la problématique. Comment les Colombiens et de manière plus générale l'ensemble des migrants ont-ils pu avoir accès et obtenir leur premier emploi en Espagne ? Les sources d'informations des Colombiens diffèrent-elles de celles des autres migrants au point d'aboutir à des structurations différentes ? Quelles interactions les ont conduits à se spécialiser dans le *care* ?

5.4 Le recours au réseau pour trouver l'emploi et l'entrée dans la « niche »

L'objectif de cette section est d'ouvrir la boîte noire de l'accès au premier emploi en Espagne en analysant le processus au plus près des individus et de leurs interactions. Nous aborderons dans un premier temps ces différentes modalités d'accès. Dans un second temps, nous nous attarderons sur les caractéristiques des personnes ayant recours à leur réseau spécifique pour travailler. Enfin, nous nous demanderons comment ce processus à l'échelle mésosociale peut conduire tantôt à la structuration des niches professionnelles, tantôt au renouvellement de celles-ci.

5.4.1 La prégnance du réseau parmi les différentes voies d'accès à l'emploi

Il est intéressant de remarquer que peu d'individus n'ont pas su répondre à la demande des enquêteurs portant sur les différentes modalités de l'accès au premier emploi[145]. Les enquêtés pouvaient ainsi déclarer plusieurs modes d'accès parmi la liste proposée. Malgré la possibilité de faire un choix multiple, on remarque la prépondérance de la famille et des amis parmi les réponses. 72% des Colombiens déclarent avoir obtenu ce premier emploi par l'intermédiaire de la famille ou d'amis (63% dans la population migrante en générale). Ce mode d'accès au premier emploi arrive donc très loin devant les autres modes : 10% seulement déclarent avoir obtenu leur premier emploi par un employeur directement (14% pour tous les migrants), 8% par la consultation d'offres d'emploi sur internet (7% chez l'ensemble des migrants). Les autres moyens d'accès au premier emploi sont en comparaison très faibles, puisque moins de 3% des migrants y ont eu recours (par l'agence publique d'emploi, par une agence privée de recrutement, en montant sa propre affaire, par un syndicat, par des entretiens d'embauche).

On voit donc à quel point, le cas des migrants en Espagne est éloigné du modèle où l'accès à l'emploi serait universellement partagé. La source principale d'informations semble en réalité se définir dans un périmètre restreint autour de chaque acteur participant au marché. La modalité exacte en espagnol est « *a traves de amigos o parientes* ». Dans cette modalité, les répondants peuvent englober une grande variété de liens plus ou moins forts. Parmi toutes les modalités

[144] Selon Nan Lin, la « qualité » des liens faibles permet d'analyser la mobilité sociale. Toutes choses égales par ailleurs, les individus ayant des ressources sociales de meilleure « qualité » (diversité des positions sociales comprises dans ce cercle) ont de plus grandes chances de parvenir à une mobilité sociale ascendante.

[145] On peut *a priori* être sceptique quant à la capacité des individus à déterminer le mode d'accès au premier emploi. Le processus est dans certains cas irréductible à une variable dichotomique, celui-ci est diffus dans le temps et mobilise parfois plusieurs interactions avec une variété d'acteurs. Néanmoins on remarque rétrospectivement que les individus sont la plupart du temps capables de déterminer quelle personne a le plus contribué à leur insertion professionnelle.

proposées, c'est la seule source dont les contours dépendent systématiquement de chaque individu, (chaque personne a son propre cercle d'amis ou de parents, ce cercle n'existe que pour soi) contrairement aux autres modes qui se définissent indépendamment de chaque répondant (ils existent en tant qu'employeurs, agences d'emploi, offres sur internet en soi).

5.4.2 Un recours au réseau personnel plus important pour les personnes faiblement dotées en autres capitaux

Qui sont les individus qui obtiennent leurs emplois au sein de ce cercle d'amis et de parents ?

En 1967, dans un article précurseur sur le rôle des réseaux personnels dans la migration, Charles Tilly et Harold Brown formulaient l'hypothèse suivante : le recours aux réseaux personnels pour se procurer un emploi varie en fonction d'autres capitaux que peuvent faire valoir les migrants sur le marché du travail (Tilly et Brown 1967). Ainsi, selon ce modèle, les moins qualifiés, les moins dotés socio économiquement, les moins expérimentés, compteraient davantage sur leurs proches, que sur leurs ressources propres (diplôme, *curriculum vitae*, maîtrise de la langue usitée sur le marché du travail) pour obtenir un emploi. La littérature sur les migrations colombiennes affirme également que ce sont les personnes les moins qualifiées qui utilisent leurs liens faibles pour chercher un emploi (Gincel 2007 voir l'encadré 5.1; Guarnizo 2008; Magnan Penuela 2009)

Pour analyser les caractéristiques des migrants privilégiant le réseau personnel pour se procurer un emploi et tester en filigrane l'hypothèse d'un recours à ce mode d'accès caractérisant les personnes les moins dotées en autres capitaux, nous avons eu recours à deux régressions logistiques s'appliquant à deux populations différentes. Dans un premier temps, nous avons souhaité dégager des caractéristiques communes à tous les acteurs migrants du marché du travail, qu'ils soient colombiens ou non. Le premier test concerne ainsi 9 453 personnes distribuées par aires géoculturelles de naissance ayant eu un premier emploi en Espagne et ayant déclaré un mode d'accès à ce premier emploi (les rares individus n'ayant pas su déclarer un mode d'accès à l'emploi ont été éliminés de l'analyse). Dans un second temps, nous avons voulu travailler à l'échelle des Colombiens, en tentant de comprendre lesquels précisément se trouvent utiliser davantage le réseau que les autres. Le second test concerne ainsi 931 personnes nées en Colombie remplissant les deux critères cités plus haut.

Dans les deux cas, nous avons tenté de modéliser la probabilité d'avoir eu recours au réseau personnel pour trouver son premier emploi en Espagne, en fonction d'une batterie de variables explicatives : le sexe, le niveau d'études, le lieu de naissance (l'aire géoculturelle de naissance dans le premier test, la région de naissance en Colombie dans le second test), la cohorte d'arrivée en Espagne et le statut juridique au moment de l'enquête.

Le choix du sexe renvoie à une littérature insistant sur le caractère différencié de l'utilisation du réseau migratoire dans l'installation selon le genre ; ainsi Boyd fait-elle l'hypothèse que les femmes migreraient plus souvent en ayant recours au réseau que les hommes (Boyd 1989a). En effet, dans certains types de métiers, tels les services domestiques, l'emploi systématique de femmes provenant du même champ migratoire, répond à des stéréotypes de la part d'employeurs naturalisant la domesticité en qualités innées des individus de tel « sexe » ou de telle « culture » (Le Petitcorps 2015). Les réseaux de femmes migrantes peuvent alors se spécialiser

dans un secteur déterminé. Le choix du niveau d'études est au cœur de l'hypothèse centrale des approches en termes de réseau (Tilly et Brown 1967). On l'a vu tout au long de cet écrit, cette variable est systématiquement fondamentale pour comprendre des différences d'usage du réseau personnel au cours du parcours migratoire (notamment dans la section consacrée à l'insertion résidentielle ou dans d'autres publications personnelles[146]). Les personnes faiblement dotées en capital scolaire seraient défavorisées sur le marché de l'emploi et seraient donc contraintes de compter sur les opportunités d'emploi de proximité, *i.e.* celles qui leur seraient accessibles par l'intermédiaire de leurs proches. Le choix de l'aire géoculturelle de naissance introduit deux dimensions, d'une part l'hypothèse d'éventuelles discriminations sur le marché du travail en raison de préjugés de la part d'employeurs, d'autre part, l'hypothèse de fonctionnements familiaux différents selon les champs migratoires concernés. Le choix de la période d'arrivée permet d'identifier d'éventuels effets diachroniques sur la possibilité de s'appuyer sur le réseau pour commencer à travailler. En effet, pour les cohortes de migrants les plus anciennement installées sur le territoire espagnol (avant 1996 pour l'ensemble des migrants, avant 1999 pour les Colombiens), il est fort possible qu'elles aient par définition, moins eu d'opportunités d'emploi par le réseau, du simple fait que leur réseau ne se trouvait probablement pas en Espagne à ce moment-là, ce qui leur confère alors un statut de cohortes « pionnières » (voir le chapitre 4 à ce propos). Enfin, le choix du statut juridique permet de prendre en compte l'extrême sensibilité des opportunités d'emploi pour les migrants à la situation administrative, l'idée étant que certains secteurs d'activité fonctionneraient structurellement par le recrutement de main d'œuvre immigrée au statut juridique précaire. Ainsi, Emmanuel Terray et ses co-auteurs, à la suite de Michael Burawoy ont-ils dénoncé l'impact de ce statut précaire, sur le versement de salaires au rabais dans les secteurs d'activité non-délocalisables tels le tourisme, la restauration, le bâtiment, les services à la personne (Burawoy 1976; Balibar et al. 1999).

[146] (Sierra-Paycha 2016c; Sierra-Paycha 2016b)

Tableau 5.4 Régression logistique sur le fait d'avoir eu recours au réseau proche pour se procurer un emploi (champ : les migrants ayant eu un emploi en Espagne et déclaré un mode d'accès au premier emploi. N=9453 personnes, Source : INE, ENI, 2007)

Ref=ne pas avoir trouvé un 1er emploi grâce au réseau	Odds-ratio	Intervalle de confiance de Wald à 95%	
Sexe			
Hommes	Ref.	Ref.	Ref.
Femmes	0,945	0,875	1,021
Niveau d'études			
aucun diplôme ou études primaires	2,734***	2.438	3.066
secondaire 1er cycle	2.098***	1,860	2,367
secondaire 2nd cycle	1,828	1,655	2,020
supérieur	Ref.	Ref.	Ref.
Aire géoculturelle de naissance			
Afrique	0,945***	0,815	1,094
Amérique latine	1,320**	1,116	1,495
Europe de l'est	1,661***	1,437	1,920
Europe de l'ouest[147]	Ref.	Ref.	Ref.
Asie Moyen-Orient[148]	1,172	0,924	1,486
Cohorte d'arrivée			
Avant 1996	Ref.	Ref.	Ref.
1996-1999	1,167	1,018	1,338
2000-2003	1,199*	1,062	1,352
2004-2007	1,208	0,995	1,466
Statut juridique			
Espagnole	Ref.	Ref.	Ref.
UE29	0,751***	0,655	0,862
Régulière	1,603***	1,424	1,805
Irrégulière	2,343***	1,934	2,838

Note de lecture : Un odds-ratio supérieur à 1 indique un effet positif de la variable étudiée, un odds-ratio inférieur à 1 indique un effet négatif. Les odds-ratios significatifs au seuil de 10% ont été annotés d'un astérisque dans le tableau (*** : <0,001 ; ** : <0,01 ; * : <0,1). Pour chaque variable, la modalité de référence choisie dans le modèle est indiquée en italique. Par exemple, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'avoir trouvé le premier emploi grâce à la famille et aux amis est supérieure pour les individus nés en Europe de l'est relativement aux personnes nés en Europe de l'ouest.

Les résultats de la régression appliquée à l'ensemble des migrants (tableau 5.4) confirment en partie l'idée d'une plus forte probabilité de recourir au réseau personnel pour les migrants issus des pays du sud et des pays européens les moins développés (cela concerne en particulier les migrants provenant d'Amérique latine et d'Europe de l'est), relativement aux Européens de l'ouest. Quant à la détention d'un titre de séjour valable en Espagne, on observe un gradient négatif du recours au réseau selon la précarité juridique. Ainsi, les Européens de l'ouest sont ceux

[147] Europe de l'ouest + Canada et États-Unis
[148] Asie, Moyen-Orient et Océanie

qui ont le moins recours au réseau ; viennent ensuite les personnes naturalisées espagnoles, puis les étrangers en situation régulière, et enfin les étrangers en situation irrégulière. Par ailleurs, la détention d'un capital scolaire important semble entraîner un moindre recours au réseau tandis que les individus peu diplômés y ont davantage recours. En revanche, les résultats de la régression logistique ne permettent pas d'accepter l'hypothèse d'un recours différencié au réseau personnel pour trouver un emploi selon le sexe[149].

Exceptée l'hypothèse d'un usage différencié selon le sexe, ces résultats témoignent de l'importance de prendre en compte l'origine migratoire, le statut juridique et le niveau d'études pour comprendre pourquoi certains migrants ont plus recours à la famille et aux amis pour obtenir un emploi en Espagne. Ce sont ainsi les individus issus de pays d'Amérique latine et d'Europe de l'est, arrivés récemment en Espagne, ne disposant pas d'un titre de séjour stable leur ouvrant la porte à d'autres métiers, et les moins diplômés qui semblent avoir le plus besoin de mobiliser leur réseau pour accéder au travail.

Si l'on cible maintenant la focale sur les Colombiens (tableau 5.5), on remarque que certains *patterns* se confirment à l'intérieur d'un même champ migratoire. Ainsi, la probabilité du recours au réseau diminue selon le niveau d'études tandis qu'elle augmente avec le niveau de précarité juridique (même si ce dernier résultat n'est pas significativement dissocié des autres variables explicatives). De même, l'absence d'un recours plus spécifique au réseau pour les femmes que pour les hommes rappelle ce qui est observé à l'échelle de l'ensemble des migrants. L'intérêt d'analyser ce processus à l'échelle infranationale est à nouveau confirmée car l'on remarque que les personnes issues de la région caféière (Valle del Cauca, Risaralda, Quindío) ont deux fois plus de chances de recourir au réseau que celles provenant de Bogota. Rappelons ici que cette région est spécialisée dans l'envoi de migrants colombiens vers l'Espagne (voir le chapitre 3 à ce propos). La surreprésentation des personnes nées dans la région caféière parmi celles qui utilisent le réseau rappelle l'importance du recours aux liens faibles pour se loger pour cette même population : on a en effet montré plus haut que les personnes originaires du bassin migratoire de Cali connaissaient un risque de corésider avec de la famille élargie plutôt qu'avec la famille nucléaire, près de deux fois supérieur à celui des Bogotains.

[149] On constate d'autre part un effet minime de la cohorte d'arrivée si on compare les personnes arrivées entre 2000 et 2003 et les personnes arrivées avant 1996. Toutes choses égales par ailleurs, les premières connaissent une probabilité de recourir au réseau légèrement plus élevée que les plus anciennement installées.

Tableau 5.5 Régression logistique sur le fait d'avoir eu recours au réseau proche pour se procurer un emploi (champ : les migrants colombiens ayant eu un emploi en Espagne et déclaré un mode d'accès au premier emploi. N=931 personnes, Source : INE, ENI, 2007)

Ref=ne pas avoir trouvé un 1er emploi grâce au réseau	Odds-ratio	Intervalle de confiance de Wald à 95%	
Sexe			
Hommes	Ref.	Ref.	Ref.
Femmes	1,000	0,729	1,373
Niveau d'études			
aucun diplôme ou études primaires	2,458*	1,510	4,001
secondaire 1er cycle	2,161	1,258	3,712
secondaire 2nd cycle	1,845	1,256	2,710
supérieur	Ref.	Ref.	Ref.
Région de naissance en Colombie			
Bogota	Ref.	Ref.	Ref.
Région caféière	1,928***	1,175	3,164
Autre	1,245	0,763	2,031
Cohorte d'arrivée			
1998 et avant	Ref.	Ref.	Ref.
1999-2000	0,938	0,593	1,483
2001-2002	1,091	0,672	1,770
2003-2004	0,789	0,402	1,549
2005-2006	1,285	0,619	2,671
Statut juridique			
Espagnole	Ref.	Ref.	Ref.
UE29	0,927	0,047	18,320
Régulière	1,457	0,965	2,198
Irrégulière	2,310	0,998	5,343

Note de lecture : Un odds-ratio supérieur à 1 indique un effet positif de la variable étudiée, un odds-ratio inférieur à 1 indique un effet négatif. Les odds-ratios significatifs au seuil de 10% ont été annotés d'un astérisque dans le tableau (*** : <0,001 ; ** : <0,01 ; * : <0,1). Pour chaque variable, la modalité de référence choisie dans le modèle est indiquée en italique. Par exemple, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'avoir trouvé le premier emploi grâce à la famille et aux amis est supérieure pour les individus nés dans la région caféière relativement aux personnes nés à Bogota.

Les migrants utilisant le réseau personnel pour se procurer un premier emploi sont donc majoritaires, et ce sont en particulier les personnes les moins qualifiés, les plus précaires sur le plan juridique. Pour les Colombiens, il s'agit en particulier des personnes provenant de la région caféière. Quels effets produisent ces modes de recherche d'emploi mobilisés par les acteurs du marché du travail au niveau macroscopique ?

5.4.3 Du micro au macro : réseau personnel et spécialisations professionnelles des champs migratoires

Nous avons vu que le recours au réseau pour se procurer un emploi est majoritaire en particulier pour les Colombiens les moins qualifiés et les personnes issus de la région caféière. D'une manière générale la plupart des migrants interrogés en Espagne au cours des années 2000 ont déclaré ce mode privilégié d'entrée sur le marché du travail. Selon le recours ou non au réseau pour accéder au premier emploi, on peut faire l'hypothèse d'effets différents sur le maintien dans le temps des spécialisations des champs migratoires en niches professionnelles.

Lorsque le migrant a eu recours au réseau, le processus reliant le micro au macro pourrait être le suivant : un migrant, nouveau-venu sur le marché du travail cherche un emploi. Ayant peu de capitaux à faire valoir sur un tel marché, il se renseigne auprès de ses proches (familles et amis). Ceux-ci peuvent éventuellement le renvoyer vers telle ou telle opportunité d'emploi, mais cette opportunité sera bien sûr tributaire de leurs propres connaissances du marché des opportunités d'emploi, donc *in fine* de leurs propres expériences professionnelles et des secteurs d'activité dans lesquels ils sont eux-mêmes insérés. Si les activités des cercles sociaux d'un champ migratoire donné sont très homogènes, au niveau macroscopique, on peut supposer que l'accumulation de ces processus individuels et méso sociaux, induira une spécialisation des personnes d' « origine » commune au sein de secteurs d'activités. C'est cette hypothèse qui est privilégiée dans la littérature sur la migration internationale colombienne (encadré 5.5). Au contraire, si les activités de ces cercles sociaux sont suffisamment hétérogènes et diversifiées, on pourra imaginer qu'à terme, les champs migratoires seront moins repliés sur certains secteurs.

Encadré 5.5 Le réseau migratoire conduit-il les Colombiens à travailler dans les niches professionnelles de la construction et du *care* ? Revue des situations dans les différents pôles du système migratoire

L'implication récurrente des hommes colombiens dans le secteur du bâtiment et des femmes colombiennes dans les services à la personne a été mise en évidence dans différents pôles du système migratoire colombien. À New-York, le terrain réalisé par M. Magnan Penuela met en lumière la surreprésentation des femmes de la région caféière dans le secteur de l'activité domestique (Magnan Penuela 2009). À Londres, L.E. Guarnizo évoque l'implication fréquente des femmes dans le nettoyage industriel (Guarnizo 2008) tandis qu'à Paris, A. Gincel remarque que beaucoup d'hommes exercent comme peintres en bâtiment et que de nombreuses femmes travaillent dans la garde d'enfants et d'autres activités domestiques (Gincel 2007). Par ailleurs au Venezuela, les femmes colombiennes se sont historiquement insérées professionnellement comme employées de maison à Caracas (Díaz 1986; Moutin 2012). Pourquoi les Colombiens sont-ils tant représentés dans ces secteurs ? Les travaux mentionnés proposent deux éléments de réponse.

Premièrement, l'exercice d'une activité nécessitant peu de qualifications dans le cadre d'un recrutement informel apparaît comme une solution rapide pour amortir le coût du voyage. En effet, lorsque les personnes ne sont pas autorisées à travailler légalement dans le pays d'accueil, un tel emploi apportant une rémunération immédiate peut s'avérer utile. Cette propension à être employé dans des métiers à faible qualification requise implique parfois une dissymétrie entre le niveau d'études et l'activité exercée. Par exemple, M. Magnan Penuela (2009) identifie à New York un profil de migrants déclassés par la crise économique colombienne composé de personnes issues des classes intermédiaires moyennement qualifiés (des instituteurs notamment) se retrouvant tout en bas de l'échelle sociale américaine dans les premières années de l'étape migratoire.

Deuxièmement, l'ensemble des travaux mettent en avant le « bouche à oreille » pour accéder rapidement à l'activité salariée. Grâce à l'appui du réseau, c'est souvent au bout de quelques jours sur place que les nouveaux arrivés se mettent à travailler. Lors du terrain exploratoire mené à Paris, un migrant nous a ainsi confié qu'il avait trouvé un emploi le surlendemain de son arrivée. Selon ces auteurs, le rôle prépondérant du réseau permettrait d'expliquer des micro-spécialisations. Ainsi, le processus réticulaire d'accès à l'emploi est présenté comme la raison pour laquelle tant d'habitants de Cartago (Valle del Cauca) et de Santuario (Risaralda) travaillent dans la « peinture en bâtiment » à Paris (Gincel 2007).

Dans le second cas, lorsque le migrant trouve son emploi par des biais d'informations potentiellement accessibles à tout un chacun (agences d'emploi, offres internet, présentation de candidatures spontanées aux employeurs) et ne recourt donc pas à son cercle, on peut supposer que les conséquences macroscopiques seront la diversification des secteurs d'activité, à l'échelle du champ migratoire.

Ainsi, les dynamiques de reproduction des niches professionnelles dans le temps seraient imputables à la prépondérance du réseau dans la recherche du premier emploi, tandis que les dynamiques d'innovation et de changement des structures socio-professionnelles pourraient être dues, tantôt au recours par les acteurs à d'autres biais d'informations extérieures au réseau, tantôt au recours par ces derniers à une information dans un réseau suffisamment diversifié pour avoir le

choix entre plusieurs options d'activité. Tentons de voir si les effets de reproduction et d'innovation dus à ces microprocessus sont mesurables statistiquement.

Pour étudier comment le recours au réseau personnel au niveau individuel, peut entraîner, au niveau macroscopique, des effets de spécialisation des champs migratoires au sein de certains secteurs d'activité, nous avons eu recours à une série de tests qui se présentent sous la forme suivante. On travaille sur huit populations particulières distribuées par sexe et origine migratoire correspondant aux huit groupes dont on a pu caractériser plus haut qu'ils étaient le plus spécialisés dans un secteur d'activité déterminé : les Européennes de l'est, les Latino-américaines, les Européennes de l'ouest, les Africaines, les Européens de l'est, les Européens de l'ouest, les hommes asiatiques, et les Africains. Pour chaque groupe, un test de Khi-2 est effectué en croisant deux variables dichotomiques : le fait d'avoir eu un premier emploi dans le secteur de prédilection du groupe (ou non) et le fait d'avoir eu accès à son premier emploi par le réseau familial et amical (ou non). Il s'agit donc de tester à chaque fois l'hypothèse d'indépendance (H0) selon laquelle ces deux variables n'auraient aucun effet l'une sur l'autre. Si les variations constatées sont uniquement dues aux aléas statistiques, alors on accepte H0 ; si au contraire, on constate qu'une variable a bien un effet sur l'autre, on rejette H0, en émettant un risque α de rejeter cette hypothèse à tort. Pour ne pas mésinterpréter ces résultats, nous avons consigné dans le tableau 5.6 la proportion de la population répondant aux deux critères. Ainsi, faut-il lire que 19% des hommes nés en Europe de l'est ont à la fois trouvé leur premier emploi en Espagne dans le secteur de l'agriculture et obtenu ce premier emploi grâce à leur famille ou à leurs amis. Nous avons alors distingué les différentes populations analysées selon le rapport entre les effectifs réels des enquêtés répondant aux deux critères qui ici nous intéressent (effectifs observés) et les effectifs théoriques (ceux qui existeraient en cas d'indépendance totale entre les deux variables). Si le ratio $\frac{effectifs\ réels}{effectifs\ théoriques}$ est supérieur à 1, cet indicateur montre qu'il y a collusion entre le fait de travailler dans le métier de prédilection du champ migratoire et le fait d'avoir trouvé son premier emploi grâce au réseau personnel. À l'inverse, si ce ratio est inférieur à 1, cela indique que la population répondant aux deux critères est en dessous de ce qu'elle devrait être en cas d'indépendance. Un indicateur supérieur à l'unité valide donc l'idée, qu'au niveau individuel, l'accès à l'emploi grâce au réseau, et, au niveau macroscopique, la concentration du champ migratoire dans une niche d'emploi, sont liés[150].

[150] A condition que la probabilité de rejeter à tort l'hypothèse d'indépendance soit inférieure ou égale à 10%.

Tableau 5.6 Résultats des tests de Khi-2 (source : INE, ENI, 2007)

Champ		**Variables dichotomiques testées**		**Résultats du test**			
Sexe	Aire de naissance	Avoir occupé un premier emploi dans le secteur de/du/des …	Avoir eu recours au réseau pour se procurer ce premier emploi	% répondant aux deux critères	$\frac{effectifs\ réels}{effectifs\ théoriques}$	KHI-2	Probabilité de rejeter H0 à tort
Hommes	Afrique	L'agriculture		23%	1,14	20,9736	<0,0001
	Asie	Commerce		19%	1,00	0,0138	0,9064
	Europe de l'ouest	Services spécialisés		6%	0,75	13,2339	0,0003
	Europe de l'est	L'agriculture		19%	1,06	3,8549	0,0496
Femmes	Afrique	L'agriculture		6%	1,21	3,7608	0,0525
	Europe de l'ouest	Services spécialisés		9%	0,86	6,5563	0,0105
	Amérique latine	Services de *care*		27%	1,09	28,3545	<0,0001
	Europe de l'est	L'agriculture		8%	1,08	2,6014	0,1068

Note de lecture : Pour les hommes nés en Afrique et ayant déjà travaillé en Espagne, le fait d'avoir trouvé leur premier emploi en Espagne grâce au réseau et le fait d'avoir exercé ce travail dans le secteur de l'agriculture sont statistiquement liés. La probabilité de rejeter à tort l'hypothèse d'indépendance entre les deux variables, est en effet inférieure à 0,01%. 23 % des hommes nés en Afrique ont travaillé pour la première fois en Espagne dans l'agriculture grâce à leur famille ou à leur réseau, ils sont donc 1,14 fois plus nombreux qu'ils ne le seraient en cas d'indépendance entre les deux variables étudiées.

D'après les résultats des différents tests de Khi-2, la probabilité de rejeter l'hypothèse d'indépendance à tort est inférieure ou égale à 10% pour 7 groupes spécialisés sur 8[151]. En effet, pour les hommes asiatiques, spécialisés dans le commerce, on n'est pas en mesure de rejeter l'hypothèse d'indépendance (la probabilité de la rejeter à tort, de 90% étant bien trop élevée), en revanche pour tous les autres champs migratoires, on rejette l'hypothèse d'indépendance. Cependant, le lien entre les deux variables mis en évidence par le test n'est pas toujours en faveur de notre hypothèse de travail. En témoignent les cas des Européens et des Européennes de l'ouest, pour qui, le ratio $\frac{effectifs\ réels}{effectifs\ théoriques}$ est inférieur à 1. En revanche, pour les Africains, les Européens de l'est, les Africaines, les Européennes de l'ouest, les Latino-américaines et les Européennes de l'est, l'hypothèse de travail est bel et bien confirmée.

Certains champs migratoires se spécialisent donc sans que forcément, à l'origine de cette spécialisation, ne soit à l'œuvre un réseau migratoire efficace. Il en est ainsi des Européens et des Européennes de l'ouest. Pour d'autres champs migratoires, l'effet de la recherche d'emploi par le réseau personnel sur la spécialisation au sein de niches professionnelles est mis en évidence statistiquement. Ainsi les individus appartenant à ces champs-là commençant à travailler en

[151] Sous un degré de liberté, il suffit d'obtenir un paramètre du Khi-2 supérieur à 2,7 pour obtenir un risque de rejeter à tort H0 inférieur à 10%.

Espagne dans le secteur d'activité de prédilection du champ, ont en général eu recours à leurs proches (familles et amis), pour obtenir cet emploi.

Observons maintenant plus particulièrement le cas des **Colombiens et des Colombiennes**, qui rappelons-le, se caractérisent par rapport à d'autres groupes définis à une échelle plus large, par une plus grande variation dans le temps de leur distribution par secteurs d'activités : nous avons vu plus haut que les hommes, dont les premiers emplois étaient plutôt tournés vers le *care*, ont connu par la suite une diversification de leurs activités professionnelles ; de même, les femmes, majoritairement spécialisées dans le *care* au premier emploi, se sont ensuite tournées davantage vers le commerce. Lorsqu'on fait le test d'indépendance pour les hommes colombiens, la probabilité de rejeter H0 à tort est très faible (0,1%) mais le rapport entre les effectifs réels et les effectifs théoriques est de 0,59. En d'autres termes, le recours au réseau de parents et amis ne conduit pas les Colombiens vers des métiers où les autres Colombiens vont le plus[152] (le *care*), mais bien au contraire, à des activités professionnelles où ils sont habituellement moins présents. Pour les Colombiennes, en revanche, on n'est pas en mesure de rejeter l'hypothèse d'indépendance (la marge d'erreur est de 79% et les effectifs théoriques sont exactement égaux aux effectifs observés).

Ces effets divergents du réseau personnel sur les processus de structuration macroscopiques interpellent. On se demande en effet comment expliquer le cas des Européens de l'ouest et des Colombiens. D'une part, on observe que les Européens de l'ouest sont surreprésentés dans un secteur d'activité, sans avoir, en apparence, eu recours aux réseaux personnels pour se spécialiser. Deux explications peuvent ici être avancées. À la lumière des résultats montrant l'idée d'un recours au réseau personnel inversement proportionnel à la dotation en autres capitaux, proposée plus haut, on peut supposer que les Européens de l'ouest sont mieux armés sur le marché du travail pour travailler dans des métiers plus qualifiés tels que le secteur des services spécialisés. Leur spécialisation dans les métiers les plus qualifiés résulterait donc d'un effet de structure lié à leurs capitaux[153]. Certains secteurs d'activité, bien que caractéristiques des emplois de prédilection des migrants issus des champs migratoires les plus qualifiés ne doivent donc pas la spécialisation dont ils font l'objet à des effets de réseau migratoire. Dans ces cas-là, le renouvellement de la force de travail dans les secteurs d'activité n'obéit donc pas au principe du recrutement dans le réseau personnel des personnes qui en font déjà partie.

D'autre part, pour les **Colombiens**, on peut penser que **leur réseau était à l'origine suffisamment vaste et diversifié** qu'ils ont pu accéder à différents secteurs d'activité. Rappelons l'hypothèse de Granovetter et Lin que nous avons nous même reprise plus haut selon laquelle, les liens faibles permettent de changer de position. Dans ce cas précis, le recours au réseau est davantage synonyme d'innovation et de diffusion plutôt que de reproduction de la structure.

Pour illustrer au mieux notre propos, prenons dix Colombiens et Colombiennes ayant trouvé leur premier emploi grâce à leur famille et à leurs amis. Sur ces dix, trois ont alors travaillé dans le

[152] Au sens de spécialisation.

[153] On peut aussi invoquer le fait qu'une grande partie d'Européens de l'ouest ont des origines espagnoles, ce qui est particulièrement visible quand on regarde leurs langues maternelles. L'espagnol apparaît très souvent comme une langue maternelle (Sierra-Paycha 2015, p. 97). Ils connaissent donc mieux la culture de l'emploi local tout en bénéficiant par ailleurs du fait qu'ils proviennent de pays développés.

secteur du *care* mais sept se sont consacrés à d'autres activités. Une majorité des personnes sont orientées par leur réseau vers d'autres activités que celles qui caractérisent leur structure professionnelle. À la lumière de ce paramètre, on peut concevoir que la structure se transforme avec le temps au point de changer la hiérarchie des secteurs de spécialisation.

Conclusion

Pour Mabogunje écrivant son article à la fin des années 1960, la preuve de l'existence de réseaux agissant sur l'organisation du champ migratoire passait par la caractérisation des spécificités et de spécialisations : si les personnes d'un champ migratoire donné sont distribuées différemment des autres, c'est qu'il existe des interactions entre les personnes de ce champ qui les conduisent à se structurer différemment. Ce raisonnement est typique des limites de l'analyse fondée sur l'observation de bases de données agrégées. Ne pouvant décrire les processus à l'échelle des personnes, le chercheur est contraint d'imaginer les actions individuelles permettant d'interpréter les formes observées dans les recensements. L'analyse à partir des données micro-individuelles reposant sur des questionnaires amples et riches comme celui de l'ENI permet d'ouvrir la boîte noire des micro-interactions qui se jouent dans ces processus et peut être aboutir à une vision moins mécaniste des choses.

Ce chapitre nous a donc permis de proposer une articulation entre l'action individuelle et le développement des structures résidentielle et professionnelle. Pour tout colombien arrivant en Espagne, se pose la question fondamentale du logement et de la source de revenu : comment se loger et comment gagner de l'argent[154] ? Deux options s'offrent à lui, il peut soit partager les ressources et les informations avec son réseau de proches (famille, amis, connaissances), soit décider de s'en passer et agir de façon autonome. Explorons ce vers quoi tend la première option. Soit le réseau est homogène (son réseau vit plutôt dans la même province et travaille plutôt dans le même secteur d'activité) et dans ce cas, il aura tendance à vivre dans le même lieu et travailler dans le même secteur que les autres. *In fine*, ces interactions auront contribué à la reproduction de la structure, un Colombien de plus ayant rejoint le rang. Soit le réseau est diversifié (les membres du réseau vivent dans différentes provinces et travaillent dans différents secteurs) et plusieurs opportunités s'offrent à lui, tant sur le plan du lieu de résidence que du lieu de travail. Au bout du processus, la probabilité que la structure du champ soit reproduite par l'action de l'individu (qu'un colombien de plus rejoigne le rang), sera plus faible que dans le cas précédent, car au niveau individuel, l'univers des réalisations possibles sera plus vaste (le champ des possibles plus ouvert). À terme, cela peut engendrer des innovations et des changements de structure. Explorons maintenant la seconde option. L'individu se sert uniquement de ses ressources propres pour trouver un emploi (diplômes, CV, recherches dans des systèmes d'information centralisée) et un logement (se loger uniquement avec sa famille nucléaire, rechercher le logement par ses propres moyens). Là encore, le champ des possibles est sans doute plus ouvert que par le réseau. La probabilité de vivre ailleurs que la plupart des Colombiens et de travailler dans un secteur différent de ceux où ces derniers travaillent préférentiellement, sera plus élevée. En fin de compte, la probabilité que la structure soit légèrement altérée (qu'un colombien de plus ne rejoigne pas le rang) sera plus forte. L'analyse montre ainsi la pertinence d'une approche auto-organisée des développements du système migratoire.

Parmi les Colombiens arrivés les plus récemment, 71% se logent autrement qu'avec de la famille nucléaire. 72% des Colombiens ont trouvé leur premier emploi grâce au réseau. On l'a vu au fil de ce chapitre, ceux qui ont le plus recours au réseau pour se loger et travailler sont les migrants

[154] Notons que ces choix sont évidemment corrélés. Une analyse biographique avec un fichier de données mettant en regard trajectoire résidentielle et professionnelle aurait sans doute permis d'approfondir ici ce lien (voir Courgeau et Lelièvre 1989, Imbert et Dureau 2014)

les moins dotées en ressources socio-économiques. Les moins diplômés connaissent une probabilité de se loger autrement qu'avec de la famille nucléaire bien plus élevée que les plus diplômés. Ils sont également surreprésentés parmi les personnes mobilisant le réseau de proches et de parents pour trouver un emploi. Par ailleurs, on voit que parmi tous les Colombiens, les personnes issues de la région caféière privilégient le mode réticulaire sur le mode autonome pour s'installer en Espagne. Cela amène ici à penser que les migrants issus du Risaralda, du Quindío ou encore du Valle del Cauca sont au cœur de la structuration résidentielle et professionnelle du champ migratoire. Le chapitre suivant poursuivra l'analyse de ce développement en présentant les arrangements résidentiels familiaux qui se mettent en place une fois les migrants installés.

Chapitre 6 : Les dynamiques familiales au cœur du développement du système migratoire

Introduction

> *« Parmi toutes les logiques qui structurent les champs migratoires [...] celles constituées autour de la cellule familiale,* largo sensu, *s'expriment fortement dans les [travaux actuels sur la migration]. »*
> *« La famille est un acteur anonyme mais singulièrement efficace de la mondialisation migratoire et qui parvient à sa modeste échelle, grâce, notamment, à l'appropriation des nouvelles technologies, à articuler le local et le global, en bref à apprivoiser cette relation cruciale »* (Simon 2009, p. 58)

La littérature sur les mobilités résidentielles dans les pays du sud a mis en avant le rôle prépondérant de la famille dans l'organisation des migrations internes et transfrontalières tant dans les contextes africains (Mabogunje 1970; Le Bris et al. 1987) que latino-américains (Reborrati 1986; Balán et Dandler 1987) bien avant la littérature sur les migrations internationales sud/nord. Dans ce deuxième champ, cette reconnaissance a été plus tardive comme l'illustre la remarque écrite en 2009[155] par un auteur, Gildas Simon, ayant pourtant consacré toute son œuvre, commencée dans les années 1970, à s'interroger sur le fonctionnement des systèmes migratoires. Néanmoins, malgré la (re)découverte récente de la famille, cet « acteur » occupe désormais une place de premier plan dans la compréhension des dynamiques migratoires internationales (Glick-Schiller, Basch et Blanc Zanton 1992; Guarnizo 2006).

Dans les chapitres précédents, la famille a d'ailleurs occupé une position toujours plus importante dans l'analyse. Dans le chapitre 4, elle était présentée comme une importante ressource spatiale pour migrer aux prémices du projet migratoire. La famille apparaissait en effet comme un vecteur incontournable des informations sur l'Espagne pour les candidats à la migration ; après 2002, le regroupement familial est devenu de surcroît un motif prépondérant de la mobilité, en raison de l'imposition d'un visa pour les Colombiens par l'administration espagnole. D'après le chapitre 5, une fois le migrant arrivé en Espagne, la famille au sens large se présente comme une ressource primordiale, pour se loger et pour se procurer un emploi. Les chapitres précédents ont donc insisté sur le rôle de la famille avant la migration et dans la période qui suit tout juste la migration. Ce chapitre propose, quant à lui, de s'intéresser à la vie familiale dans ses dimensions les plus ordinaires et quotidiennes une fois le migrant installé en Espagne. L'objectif est de montrer comment ces dynamiques familiales se trouvent « humblement » au cœur du développement des systèmes migratoires pour reprendre le qualificatif employé par R. Boudon[156].

[155] Dans l'introduction aux chapitres d'un ouvrage consacré aux circulations transnationales (Cortes et Faret 2009)

[156] Pour R. Boudon, les effets de reproduction et de transformation des structures sont souvent le fait d'actions ordinaires n'ayant pas vocation à changer ou à maintenir les choses telles qu'elles sont. On peut d'ailleurs entendre l'adverbe « modestement » utilisé par G. Simon dans la citation comme un synonyme d' « humblement ».

Pour répondre à cet objectif, nous allons commencer par décrire les familles colombiennes et proposer une définition de la famille qui paraîtra la plus adaptée dans ce double contexte, colombien et « en migration » (6.1). Une fois ce périmètre familial défini, nous nous emploierons à décrire les arrangements résidentiels familiaux en esquissant, au fur et à mesure, une géographie résidentielle familiale des Colombiens installés en Espagne (6.2). Nous montrerons alors comment ces espaces résidentiels familiaux peuvent être considérés comme des systèmes résidentiels familiaux tant ils sont parcourus par un ensemble de flux réguliers qui permettent à la famille de se maintenir et, partant, au système migratoire de se développer jour après jour (6.3). Les envois d'argent, les communications à distance et les visites familiales impliquant des déplacements lointains seront ainsi étudiés.

6.1 Dimension(s) de la famille colombienne

L'objectif de cette section est de proposer une définition de la famille colombienne qui soit acceptable dans le contexte des années 2000 et de la migration en Espagne.

S'attacher à décrire la famille colombienne paraît un exercice quelque peu difficile tant les contrastes sont importants d'une région colombienne à l'autre. Historiquement, la Colombie est héritière[157] de trois peuplements différents ayant contribué à façonner les familles colombiennes contemporaines (Bushnell et Montilla 2007). Le peuplement précolombien est lui-même pluriel, car avant l'arrivée des Espagnols, vivaient sur l'actuel territoire national plusieurs peuples : les Muiscas dominaient le plateau cundiboyacense, les Taironas occupaient le nord du pays tandis que les tribus aux marges de l'empire inca vivaient dans le sud-ouest du pays. À cette variété précoloniale, s'est ajouté le peuplement par les colons espagnols et leurs descendants. Enfin, l'implantation de populations africaines sur les côtes caraïbe et pacifique a sans doute contribué à enrichir encore le panorama des formes familiales existantes sur ce territoire. L'important travail de description des configurations familiales réalisé par des anthropologues de la famille dans les années 1980 rappelle que cette diversité structurelle a relativement bien résisté au modèle de la famille nucléaire que l'Église catholique a tenté d'imposer (Echeverri de Ferrufino 1985). En dépit de cette diversité, et quelle que soit sa forme, la famille est universellement considérée comme une institution centrale dans ce pays. En témoigne le diminutif affectueux utilisé par les Colombiens pour s'adresser à l'autre : *hermano* (frère).

L'urbanisation, la transition démographique et l'imprégnation de la vie familiale par les valeurs chrétiennes ont néanmoins conduit les habitants à opter préférentiellement pour des formes de corésidence avec l'ensemble formé par le couple parental et leur progéniture. L'apparente nucléarité de la famille ne peut cependant être totalement acceptée comme une évidence. En effet, au-delà des murs du logement, on constate que la famille élargie ne se trouve jamais très loin. On croise souvent un frère, une sœur ou les parents à quelques *manzanas* (pâtés de maison) du logement de la famille nucléaire si ce n'est parfois dans le même immeuble (Dureau 2004; Le Roux 2015). Les enfants décohabitent par ailleurs plutôt tardivement, prolongeant ainsi une proximité avec leurs parents bien au-delà de la majorité voire tout au long de la vie. La famille élargie fait donc ainsi partie de la vie quotidienne des Colombiens. Elle se réunit très fréquemment dans la semaine et apparaît aussi très solidaire pour gérer les difficultés individuelles du quotidien[158].

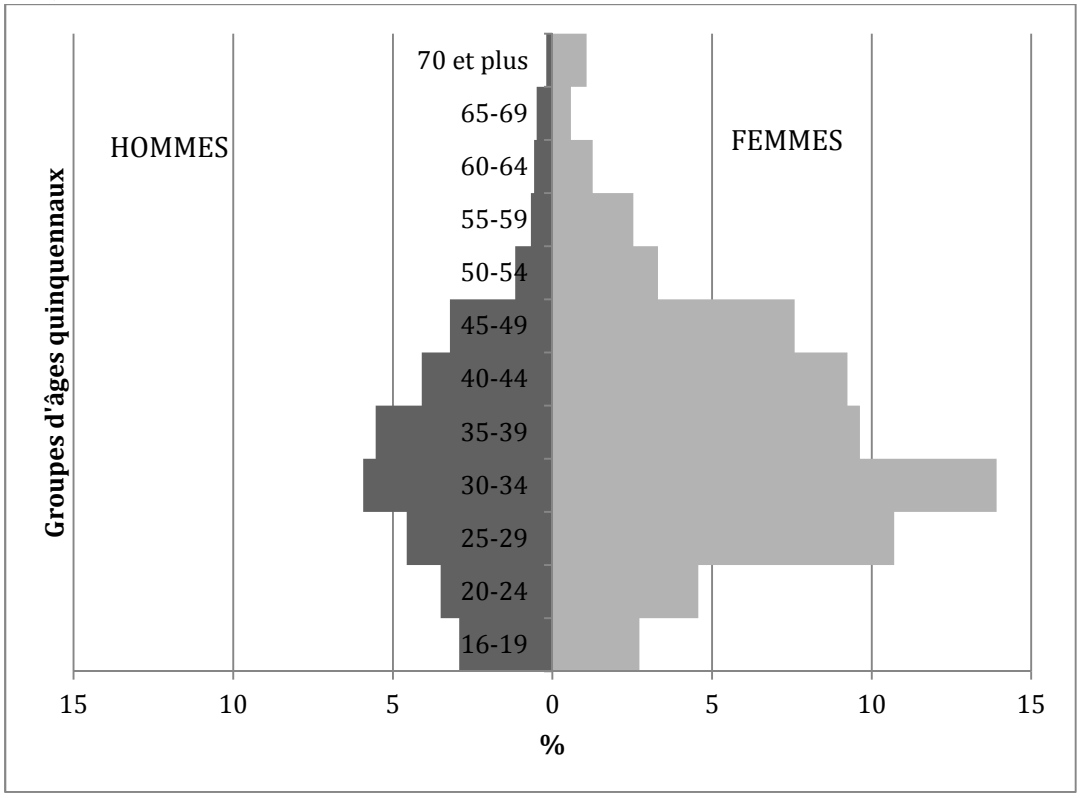
On peut donc au regard de ces éléments contextuels faire l'hypothèse qu'une définition *a priori* acceptable de la famille colombienne serait l'ensemble formé par ego, le conjoint, les enfants mais aussi les parents et les frères et sœurs tant les relations quotidiennes sont maintenues avec

[157] Il ne s'agit pas de raisonner avec une conception structuraliste de la famille dans ce chapitre. Une approche de la famille par les pratiques (corésidence, circulation de paroles, de biens et de personnes) sera privilégiée. Sur les différentes approches de la famille et de la parenté pratique voir (Héran 2009; Bonvalet et Lelièvre (eds.) 2012; Florence Weber 2013).

[158] Voici un exemple de solidarité au quotidien de la famille élargie : à Bogota et dans d'autres grandes villes colombiennes, on pratique la circulation alternée selon la parité de la plaque d'immatriculation (*pico y placa*). Pour pallier cette difficulté, la mutualisation des véhicules de plaques paire et impaire au sein de la famille élargie permet aux habitants de se déplacer quotidiennement.

eux. À quoi ressemblent donc les familles des Colombiens installés en Espagne dans la décennie 2000 ?

Figure 6.1 : Pyramide des âges des migrants colombiens en Espagne enquêtés par l'ENI (Source : INE, ENI, 2007)[159]



La particularité des migrants colombiens en Espagne et en Europe est la féminisation du flux migratoire. Comme le montre la pyramide des âges[160] (figure 6.1), l'individu modal de la population enquêtée est une femme ayant entre 30 et 35 ans. En raison de cette relative jeunesse, une majeure partie des Colombiens interrogés dans l'ENI ne sont pas (encore) mariés. Ces migrants ont en effet entrepris leur projet migratoire vers l'Espagne avant de s'être mis en couple : Reher et Requena remarquent à ce propos que les Colombiens constituent avec les Équatoriens l'un des groupes les moins mariés parmi les différentes populations migrantes en Espagne (2009 b p. 300). En effet, seuls les individus entre 30 et 39 ans et entre 55 et 64 ans connaissent des pourcentages de couples mariés supérieurs à la moitié[161] (figure 6.2). Parmi ces migrants mariés, la plupart l'étaient avec une autre personne colombienne. Toutefois, pour une minorité relativement importante (car c'est chez les Colombiens que ce phénomène apparaît le plus représenté) on observe de l'exogamie, c'est-à-dire un mariage avec une personne de nationalité espagnole n'ayant pas d'origine migrante : ainsi, 34 % des Colombiens sans nationalité

[159] Il ne s'agit pas de la pyramide des âges des Colombiens vivant en Espagne, seules les personnes de plus de 16 ans enquêtées dans l'ENI y sont représentées.

[160] Cette pyramide diffère de celle de Gonzalez et Echeverri pourtant construite avec la même base de données, en raison de l'application de la pondération dans leur cas (Fernando Gonzalez et Echeverri 2009).

[161] Il se pourrait qu'en réalité, les proportions de concubinage sans mariage soient plus importantes car les concepteurs du questionnaire ont envisagé la forme mariée, comme l'unique forme de conjugalité pouvant être légitime sans cohabitation. Par abus de langage, dans ce chapitre, par conjoint, nous entendons en réalité un époux ou une épouse avec qui l'enquêté est marié.

espagnole sont mariés à des Espagnols nés en Espagne (Requena et Reher 2009, p. 300). D'après d'autres sources, l'exogamie est plus forte chez les femmes que chez les hommes[162] (Esteve Palós et Bueno García 2010, p. 116‑119).

Figure 6.2 : Répartition des migrants colombiens selon la situation matrimoniale pour chaque groupe d'âge (source : ENI 2007)

D'après le recensement colombien, la descendance finale des Colombiennes résidant en Colombie en 2005 s'élevait à 2,9 enfants par femme[163] (Gonzalez et Echeverri, 2009). En Espagne, en 2007, la descendance finale des Colombiennes est légèrement inférieure, 2,27 enfants par femme, avec des variations selon le niveau d'études des femmes : 2,88 enfants par femme pour les moins qualifiées (niveau primaire ou sans études), 1,91 pour les Colombiennes ayant un diplôme d'études secondaire et 1,80 pour les Colombiennes ayant un diplôme de l'enseignement supérieur. Cette fécondité plus faible pour les femmes migrantes que pour les femmes restées en Colombie s'explique par deux facteurs : d'une part en raison de la qualification plus importante des migrantes que des « immobiles » (Héran 1979; Ichou, Goujon et l'équipe de l'enquête DiPAS 2017), d'autre part en raison de l'adoption par les plus jeunes des migrantes - celles qui ont migré avant d'avoir eu des enfants - de comportements de fécondité correspondant plutôt aux standards

[162] A partir des calculs effectués sur les données de l'ENI, ces auteurs montrent que 91% des mariages d'hommes de nationalité colombienne sont des unions avec des femmes de nationalité colombienne, 4,5 % avec des femmes d'une autre nationalité et 4,5% avec une femme espagnole. Du point de vue des femmes, 55% des mariages sont des unions avec un mari de nationalité colombienne, 0% avec un autre étranger et 45% avec un Espagnol. La comparaison avec les données du *Movimiento Natural de Poblacion* 2005-2006 montre la même tendance mais aussi une très forte exogamie selon le critère de nationalité : 53% des hommes colombiens mariés avec une Colombienne, 10% avec une étrangère non colombienne, et 37% avec une Espagnole. Du côté des femmes, 28% sont mariées avec un Colombien, 7% avec un étranger, et 66% avec un Espagnol.

[163] La descendance finale est le nombre moyen d'enfants mis au monde par une génération de femmes donnée tout au long de leur vie féconde, en ne tenant pas compte de leur mortalité. La figure 3.1 dans le chapitre 3 indique un indicateur synthétique de fécondité de près de 3.

de la société espagnole (Fernando Gonzalez et Echeverri 2009, p. 170)[164]. C'est d'ailleurs chez les plus jeunes des migrants que l'exogamie est la plus importante. Dans ce cas, le conjoint peut être un vecteur supplémentaire de diffusion des normes espagnoles de fécondité. Par contraste, les générations des mères des migrants colombiens connaissent au contraire des descendances finales plus élevées d'où la faible proportion de fils ou filles uniques dans l'échantillon (91 sur 1029) et la présence de familles très nombreuses (un maximum de 21 membres) derrière lesquelles se cachent de très grandes fratries : rappelons ainsi qu'en 1967, une femme colombienne pouvait espérer en moyenne avoir près de 7 enfants au cours de sa période féconde (Encuesta Nacional de Demografía y Salud 2015).

En définissant la composition de la famille par le fait d'avoir zéro, un ou deux parents vivants, des frères et sœurs, un époux ou une épouse et des enfants, 24 configurations familiales sont possibles. Dans le cas des migrants colombiens installés en Espagne, le plus souvent, il s'agit de cellules familiales « d'origine », c'est-à-dire avec au moins un parent vivant dans 888 cas sur 1029 et avec des frères et sœurs vivants dans 938 cas. Concernant les familles formées par les individus eux-mêmes, elles sont moins nombreuses, seulement 455 Colombien(ne)s ont un époux(se), mais une majorité (640) ont au moins un enfant. Par conséquent, la famille modale est une famille « d'origine » : 164 migrants enquêtés ont leurs deux parents vivants, des frères et sœurs, mais ni conjoint ni enfants. Le second type de famille le plus fréquent (143 personnes) est une famille « complète » comprenant deux parents, au moins un frère ou une sœur, un époux ou une épouse et au moins un enfant. Lorsque les personnes ont des enfants, dans la majorité des cas, ils ont aussi un époux/se), mais on relève cependant de nombreuses personnes ayant des enfants sans conjoint. Cela peut s'expliquer par les séparations et les divorces relativement importants chez les femmes colombiennes si l'on en croit Reher et Requena (2009, p. 300). Dans leurs travaux sur les familles colombiennes en Espagne, Tapia Ladino et Gonzalvez Torralbo ont également mis en évidence de nombreux cas de familles monoparentales féminines (Tapia Ladino et Gonzàlvez Torralbo 2013, p. 340).

En raison de tous ces éléments, la taille du réseau familial, entendu comme la somme de l'époux/se, des enfants, des frères et sœurs et des parents vivants est variable (figure 6.3) ; elle varie d'un lien familial à plus de 21 personnes. La distribution des enquêtés selon la taille de leur famille indique deux maximums locaux, à 5 personnes et à 8 personnes. Cette taille augmente globalement de 16 jusqu'à 59 ans, avant de diminuer un peu aux alentours de 70 ans. Derrière cette évolution de la taille de la famille au cours du cycle de vie, se cache également une évolution de la composition des liens familiaux. Alors que la famille est dominée par le couple parental et la fratrie au début de la vie active (figure 6.4), la part des enfants se substitue progressivement à celle des parents. La plus grande importance de la part des enfants pour les populations les plus âgées s'explique par un effet de génération lié à une baisse de la fécondité en Colombie à la fin du XX^{e} siècle (Dureau et Florez 1996) impliquant donc des descendances finales plus réduites pour les migrants les plus jeunes.

[164] Ces auteurs montrent à ce propos que les femmes arrivées avant l'âge de 35 ans ont une descendance finale (2,11 pour celles arrivées avant 25ans ; 1,59 pour celles arrivées entre 25 et 34 ans) plus faible que les femmes arrivées après l'âge de 34 ans (2,26).

Figure 6.3 : Distribution des migrants colombiens en Espagne selon la taille de leur famille (source : INE, ENI 2007)

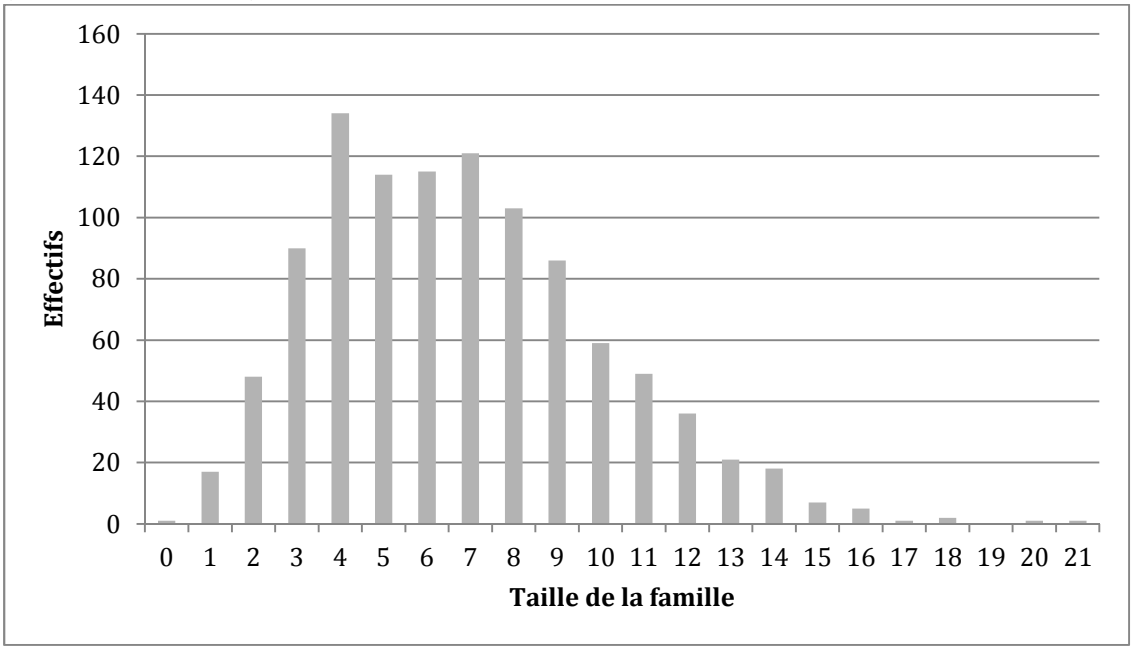
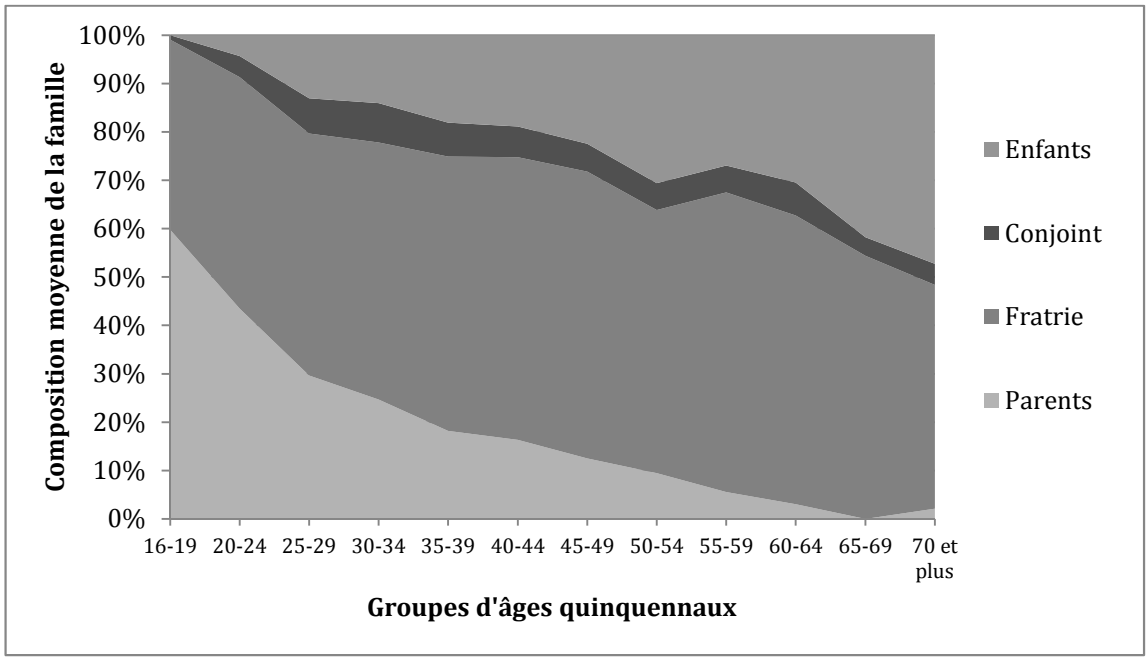


Figure 6.4 : Composition moyenne du réseau familial selon l'âge (source : INE, ENI, 2007)



Dans le contexte de la migration colombienne dans les années 2000, on observe donc une grande variété de compositions familiales[165], variété principalement due à l'agencement de l'étape migratoire avec les autres étapes de la biographie des individus. En effet, le fait que la personne ait migré avant ou après avoir constitué un « noyau familial » (autrement dit avant de s'être marié et d'avoir eu des enfants), aura évidemment un effet sur le nombre d'enfants (en moyenne un migrant aura un peu plus de deux enfants) et sur la présence d'un conjoint marié. Étant donné la relative jeunesse des personnes étudiées, on retrouve très souvent des parents encore vivants. Par

[165] Au sens des personnes citées par les individus dans le questionnaire de l'ENI.

ailleurs, ces personnes proviennent de fratries plutôt nombreuses avec une corrélation positive du nombre de frères et sœurs avec l'âge. Les connaissances sur la famille colombienne tirées d'observations en Colombie (Dureau 2004; Dureau, Contreras, Le Roux, et al. 2015, p. 249‑251) nous conduisent *a priori* à retenir la fratrie et les parents comme composantes quotidiennes de la famille en plus de la famille nucléaire. C'est donc à la description de ce périmètre familial-là que la section suivante est consacrée.

6.2 Géographies familiales en migration : de la corésidence au « transnational »

Cette seconde section est consacrée à l'étude des lieux de résidence de la famille des migrants colombiens installés en Espagne en 2007. Nous suivons ici les précautions de lecture de l'espace résidentiel familial proposées par C. Bonvalet et É. Lelièvre : « la proximité tout comme l'éloignement peuvent être le résultat d'un choix avec un mode d'être ensemble ou au contraire un désir de prise de distance vis-à-vis de la famille ». Ni forcément un choix, ni absolument une contrainte, la façon dont est organisée spatialement la famille doit plutôt « s'interpréter comme le « meilleur » arrangement possible pour accommoder le fonctionnement spécifique de chaque famille » (Bonvalet et Lelièvre 2005). Pour décrire ces arrangements résidentiels, nous nous appuyons sur une distribution des liens familiaux selon la nature du lien familial d'après la méthode proposée par F. Dureau pour décrire les lieux de résidence des familles des Bogotains (Dureau 2004).

6.2.1 Une localisation résidentielle de la famille variable selon la nature des liens familiaux et l'âge du migrant.

Lorsque l'on s'intéresse globalement aux lieux de résidence de la famille des Colombiens installés en Espagne (tableau 6.1), un premier constat émerge, seulement 24% de la famille est corésidente, 30% vit dans le même municipe espagnol[166], 37% si l'on élargit l'échelle à l'Espagne. 63% de la famille vit donc dans un autre pays que le pays d'émigration (59% dans le pays d'origine et 4% dans un pays tiers). Selon la nature du lien avec l'enquêté, le taux de corésidents et le taux d'habitants en Espagne varient. 86% des conjoints, 48% des enfants, 37% des pères, 30% des mères et seulement 4% de la fratrie sont corésidents. Les liens résidentiels avec le pays d'origine, que nous appellerons ici liens d'ancrage, sont surtout maintenus grâce à la résidence des parents et de la fratrie, alors que la mise en relation avec d'autres pays d'émigration colombienne semble être principalement assurée par la fratrie. Des configurations transnationales peuvent donc affecter tous les types de liens, mais avec des intensités variables selon sa nature du lien.

[166] Le municipe est l'entité administrative en dessous de la province, elle équivaut à la commune en France.

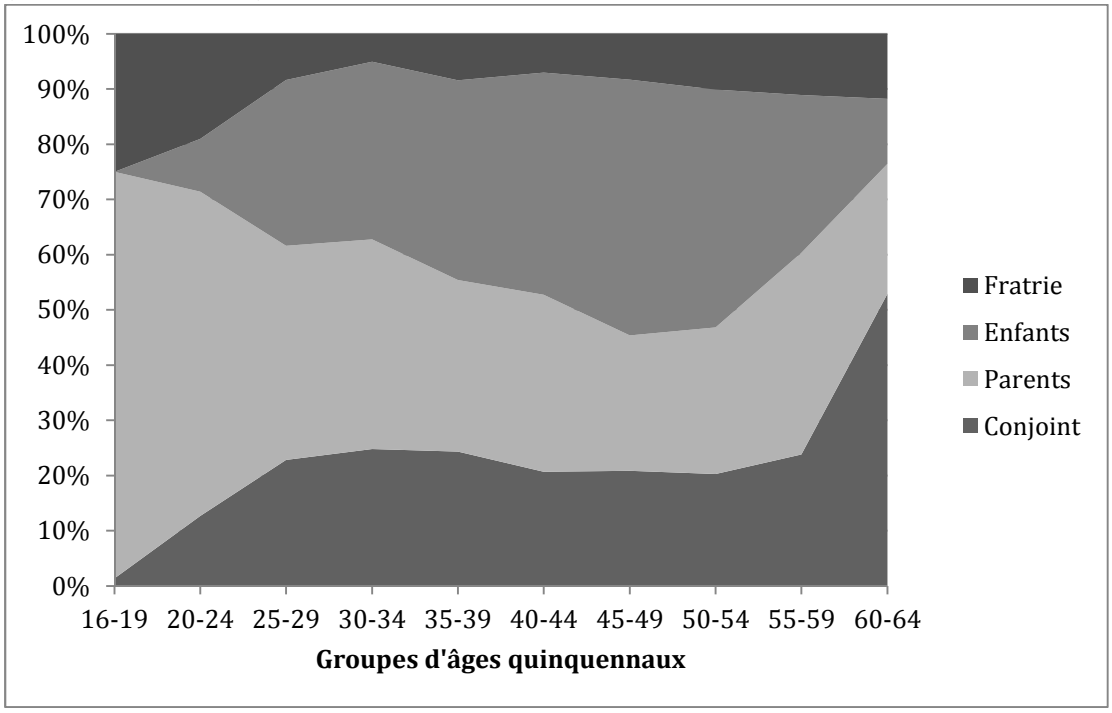
Tableau 6.1 : Répartition des lieux de résidence des membres de la famille des migrants colombiens en Espagne selon la nature du lien familial (source : ENI 2007)

Lieux de résidence des membres de la famille N=1029 enquêtés	*Conjoint N=455*	*Enfants N=1274*	*Père N=879*	*Mère N=983*	*Fratrie N=3819*	*Total N=7410*
% colonne						
Espagne	89,4	61,8	42,3	40,9	20,9	37,4
Colombie	10,6	35	55,8	59,1	73,3	58,8
Pays tiers	-	3,2	1,9	-	5,8	3,8
Total colonne	100	100	100	100	100	100
% ligne						
Corésidents	21,9	34,2	18,5	16,8	8,6	100
Même municipe	1,5	18,7	4,3	11,6	63,9	100
Espagne	1,9	17,9	4,4	9,3	66,5	100
Colombie	1,1	10,3	11,2	13,3	64,1	100
Pays tiers	-	14,6	6	-	79,4	100
Liens familiaux	6,1	17,2	11,9	13,3	51,5	100

Lecture : En 2007, parmi les frères et sœurs vivants des migrants colombiens en Espagne, 21% vivent en Espagne, 73% en Colombie et 6% dans un pays tiers.

La proximité résidentielle dépend de nombreux facteurs, notamment de l'âge (Maison et Ortalda 1998). Dans le modèle de la famille nucléaire, la composition des corésidents varie selon le cycle de vie (Golaz et Lelièvre 2012), la fratrie et surtout les parents constituant l'essentiel des corésidents de 16 à 20 ans, avant que la présence des enfants et des conjoints dans le logement ne se substitue à celles des membres de la famille d'origine. Dans la population colombienne étudiée (figure 6.5), ce modèle se confirme mais on observe que la part des parents parmi les corésidents ne diminue pratiquement plus à partir de 25 ans pour demeurer au-delà de 20%, tandis que celle des enfants est toujours relativement importante jusqu'à 60 ans, âge auquel elle est toujours à hauteur de 10% des corésidents. Ces informations pourraient s'interpréter par deux hypothèses, par la mutualisation des ressources en contexte de migration en partageant le logement entre plusieurs générations d'adultes (voir chapitre précédent) et par le maintien de la proximité entre parents et enfants dans les familles colombiennes, bien après la majorité.

Figure 6.5 : Composition moyenne du réseau familial corésident des migrants colombiens en Espagne (source : INE, ENI, 2007)

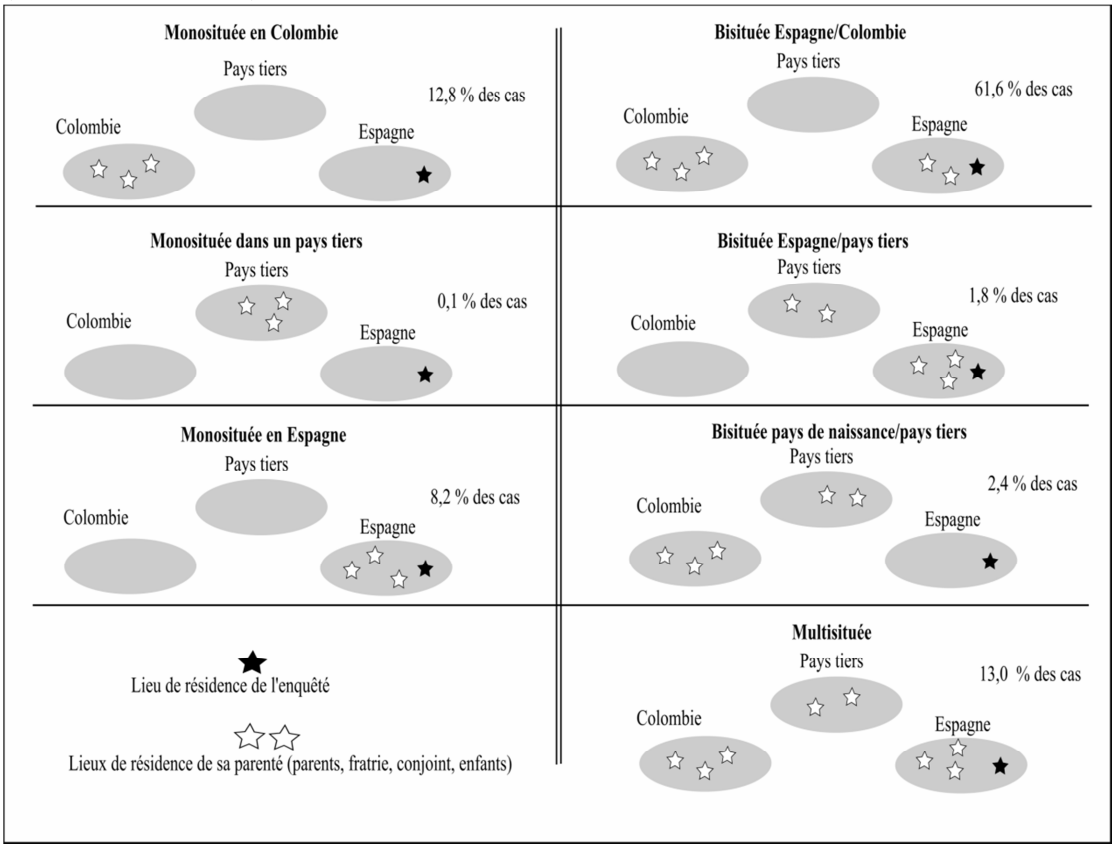


A ce stade de l'analyse, les espaces résidentiels familiaux semblent donc à la fois très souvent dispersés au moins sur deux pays tout en se caractérisant également par la tendance à une corésidence plutôt élevée.

6.2.2 Des espaces résidentiels familiaux décrivant la diversité des destinations migratoires colombiennes

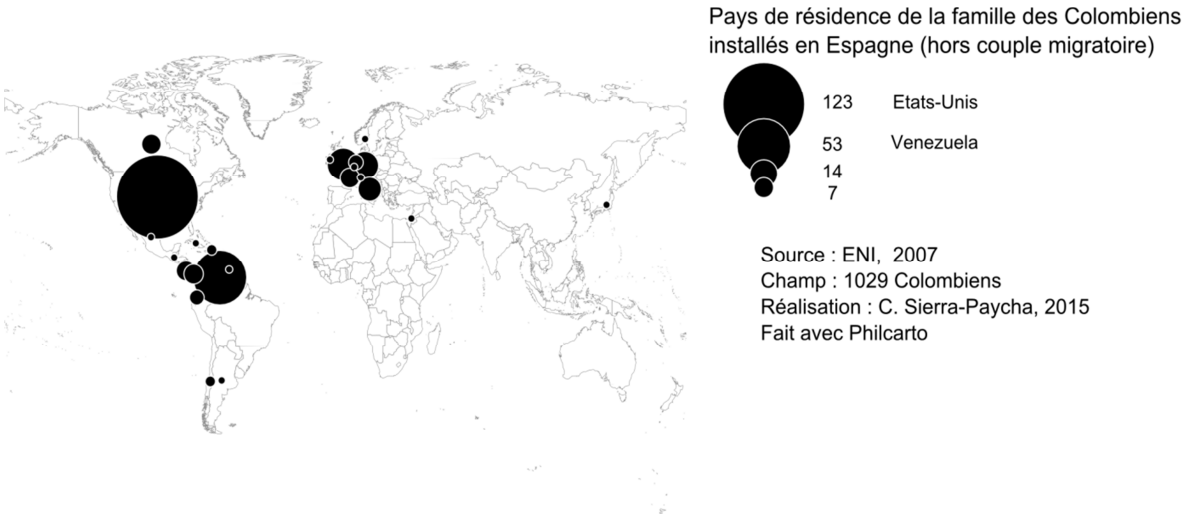
Pour mieux saisir la géographie familiale avec un indicateur synthétique de la forme et non en comparant le lieu de résidence de chaque membre individuellement au lieu de résidence de l'enquêté, nous avons construit un indicateur simple indiquant les pays de la dispersion résidentielle de la famille (figure 6.6). Les géographies familiales y sont décrites indépendamment du lieu de résidence du migrant. En choisissant l'échelle nationale comme unité spatiale de référence, diverses configurations géographiques sont possibles : les familles monosituées dans un État-nation, les familles bisituées et les familles multisituées. La figure 6.6 nous permet de constater que dans la plupart des cas, l'ensemble de la famille est rarement en Espagne (seulement 8% des cas) et que, le plus souvent, la famille est dispersée entre la Colombie et l'Espagne (62%) et dans une moindre mesure entre la Colombie, l'Espagne et un autre pays (13%).

Figure 6.6 Répartition des types de dispersion familiale des Colombiens au moment de l'enquête (source : INE, ENI 2007)



Au total, 17% des familles des Colombiens installées en Espagne ont donc un lien vivant dans un pays tiers (2% Colombie/Pays tiers, 2% Pays tiers/Espagne et 13% multisituées). Ces familles correspondent à 178 cas de familles dans notre échantillon de 1026 logements dans lesquels les personnes colombiennes de référence ont déclaré avoir une présence familiale en dehors du logement. Ces réseaux familiaux connectant l'Espagne à d'autres espaces migratoires comprennent plusieurs milliers de liens dispersés dans 25 pays. Une distribution des pays de résidence selon le nombre de liens familiaux met en avant l'importance du « couple migratoire » dans la structuration résidentielle de ces réseaux multipolaires (la Colombie et l'Espagne apparaissent respectivement 709 fois et 510 fois comme lieux de résidence d'une partie du réseau familial des Colombiens installés en Espagne). Cette importance du couple migratoire surdétermine la distribution des lieux de résidence mais une carte des pays de résidence hors couple migratoire (carte 6.1) permet de percevoir le déploiement international des familles multisituées. En dehors du couple migratoire, les principaux pays de résidence des liens familiaux sont des pays importants de l'histoire migratoire colombienne (123 liens résidant aux États-Unis, 50 au Venezuela). Ailleurs, c'est essentiellement dans des pays centre-américains et européens que vit la famille des migrants colombiens en Espagne.

Carte 6.1 : Pays de résidence de la famille des Colombiens installés en Espagne



Ces résultats nous incitent donc à dépasser le paradigme du « couple migratoire » (Simon 2002a) pour comprendre les dynamiques migratoires contemporaines. Étudier de façon segmentée les migrants colombiens dans leurs différents pays d'émigration semble constituer une aporie. En effet, la porosité entre les champs migratoires semble être dynamisée par les dynamiques familiales, ici « photographiées » de manière transversale par la géographie résidentielle familiale des migrants. Les paragraphes suivants tentent de comprendre les processus conduisant des migrants à vivre loin des membres de leur famille.

6.2.3 Vivre ou ne pas vivre avec ses enfants et son conjoint : un enjeu socio-économique et genré

De nombreux travaux se sont intéressés aux cas de familles nucléaires dispersées par les aléas de la migration internationale (dans le cas colombien, on peut citer Puyana Villamizar, Motoa Flórez et Viviel Castellanos 2009). Un premier ensemble de travaux ont mis au jour les relations à distance entre parents et enfants sous le nom des *transnational parenthood* (Carling, Menjívar et Schmalzbauer 2012; Requena et Sánchez-Domínguez 2011). Un autre champ, plus émergent, porte sur les couples séparés par des frontières sous le terme générique de *Living Apart Together Across Borders* (Beauchemin et al. 2015). Toutefois, bien avant l'émergence du terme de famille transnationale dans la littérature anglo-saxonne (Glick-Schiller, Basch et Blanc Zanton 1992) et désormais francophone (Razy et Baby-Collin 2011), d'autres travaux plus anciens avaient déjà entrepris de dévoiler ce phénomène de dispersions familiales nucléaires dans l'espace géographique (Reborrati 1986; Le Bris et al. 1987). Selon nous, ce que les auteurs appellent aujourd'hui la famille transnationale, n'est en réalité qu'un cas particulier du système résidentiel familial[167], où les différents lieux de la dispersion familiale se situent de part et d'autre de frontières étatiques. Le terme de famille transnationale a le défaut d'être trop englobant, car il recouvre des configurations aussi différentes que des familles transfrontalières entre la Bolivie et

[167] Nous utilisons le terme de « système résidentiel familial » plutôt que celui de « famille transnationale » car ce dernier retient essentiellement l'État-nation comme unité spatiale de référence, contrairement au premier qui s'intéresse aux relations entre les différents lieux de résidence en intégrant en premier lieu la distance géographique plutôt que la frontière juridique comme critère de « distance » (Sierra-Paycha 2016c).

l'Argentine (Cortes 2011) que des familles situées entre la Bolivie et l'Italie (Yépez, Ledo et Marzadro 2011).

Parmi notre population colombienne étudiée, 11% de conjoints et 37% des enfants vivent en dehors d'Espagne. Les enfants de moins de 18 ans[168] résident la plupart du temps (71%) au domicile du parent enquêté en Espagne[169] (contre 27% vivant à l'étranger) mais on remarque que, plus ils sont âgés, moins ils ont tendance à vivre chez leurs parents. Cela peut s'expliquer par le caractère récent de l'immigration colombienne en Espagne. En effet, la plupart des migrants interrogés en 2007 étaient arrivés depuis 1999, on peut en déduire que leurs enfants les plus jeunes sont nés en Espagne contrairement à leurs frères et sœurs aînés, qui eux, sont plutôt nés en Colombie.

Une lecture selon le genre et le niveau de qualification éclaire fortement les différences observées dans les géographies familiales. Nous allons voir à présent que la séparation de la famille nucléaire sur plusieurs pays s'explique avant tout par des enjeux socio-économiques et genrés.

Une question de genre

On observe que le sexe de l'enquêté a un effet sur la localisation résidentielle de la famille (tableau 6.2). Les femmes en couple cohabitent plus souvent avec leur conjoint (90%) et corésident plus souvent avec leurs enfants (50%) que les hommes (qui ne sont que 78% à vivre avec leur conjoint et 43% à vivre avec leurs enfants). Au-delà du logement, les enfants et les conjoints des migrantes sont plus souvent en Espagne (93% des conjoints et 63% des enfants) que les conjoints et enfants des migrants hommes (respectivement 83% et 59%). Alors que la plupart des études sur le sujet insistent sur les femmes en situation de « maternité transnationale » (Carling, Menjívar et Schmalzbauer 2012), au contraire, dans notre cas d'étude ce sont les hommes qui connaissent une probabilité plus forte de se trouver en situation de « paternité transnationale » (Sierra-Paycha 2016d)[170]. On peut faire l'hypothèse que cette inégalité entre hommes et femmes, renvoie à un investissement différencié dans l'éducation des enfants selon le sexe des parents. Les hommes peuvent ainsi davantage se permettre de vivre à distance de leurs enfants que les femmes. Cela a d'ailleurs été observé sur d'autres terrains ; par exemple, dans le contexte de la migration bolivienne, Yépez et al. ont expliqué ce phénomène par l'attachement de mères migrantes à avoir les enfants à proximité (Yépez, Ledo et Marzadro 2011).

La littérature envisage la féminisation de la migration sud/nord comme un vecteur de changement dans les rapports sociaux de genre (Catarino et Morokvasic 2005). En devenant des *bread-winners* les femmes laisseraient la place du *care-dealer* aux hommes restés dans le pays d'origine. Dans le cas des migrations colombiennes en Espagne, cette perspective a été nuancée voire réfutée : Tapia ladino et Gonzalvez Torralbo montrent par exemple qu'avant le départ, les femmes assuraient déjà les deux rôles en assumant à la fois les activités productives, le travail domestique et le *care* (2013). De plus lorsqu'elles laissent leurs enfants mineurs en Colombie, ce ne sont pas les hommes qui assurent la fonction de *care-dealer* mais d'autres femmes avec qui elles ont des

[168] La majorité légale en Espagne comme en Colombie est fixée à 18 ans.
[169] S'ils n'y vivent pas, c'est très rarement ailleurs en Espagne et pratiquement toujours à l'étranger.
[170] Les probabilités d'éloignement des enfants mineurs selon plusieurs variables explicatives (sexe, niveau d'études, lieu de naissance, année d'arrivée, emploi, situation juridique) ont été calculées dans cette publication pour l'ensemble des migrants en Espagne.

liens de parenté ou d'affinité (grands-mères, tantes, belles-sœurs, amies). Lorsque les femmes parviennent à regrouper leurs enfants près d'eux en Espagne, d'autres difficultés adviennent (Micolta León 2007; Echeverri Buriticá 2014). Par exemple, élever son enfant dans ce pays peut être perçu par l'entourage comme un risque pour leur éducation (pertes de repères, délinquance) ce qui accroît la stigmatisation des femmes colombiennes en activité.

Tableau 6.2 : Répartition des lieux de résidence des membres de la famille des migrants colombiens en Espagne selon le sexe et la nature du lien familial (source : INE, ENI 2007)

Femmes N=691 % colonne	*Conjoint*	*Enfants*	*Père*	*Mère*	*Fratrie*	*Total*
Espagne	92,5	63,1	42	40	18,7	36,4
Colombie	7,5	33,5	56,5	60	75,4	59,8
Pays tiers	0	3,4	1,5	0	5,9	3,8
Total colonne	100	100	100	100	100	100
Effectifs liens familiaux	305	895	584	675	2643	5102
Hommes N=338 % colonne	*Conjoint*	*Enfants*	*Père*	*Mère*	*Fratrie*	*Total*
Espagne	83,3	58,8	43,1	42,9	25,8	39,4
Colombie	16,7	38,3	54,2	57,1	68,4	56,8
Pays tiers	0	2,9	2,7	0	5,8	3,8
Total colonne	100	100	100	100	100	100
Effectifs liens familiaux	150	379	295	308	1176	2308

Lecture : Parmi les pères vivants des migrantes colombiennes en 2007, 37% vivent chez ces migrantes, 42% vivent en Espagne, 56,5% en Colombie et 1,5% dans un pays tiers.

Un enjeu socio-économique

Traditionnellement, les classes supérieures ont un espace de dispersion familiale plus élargi (Héran 1979; Maison et Ortalda 1998) maîtrisant ainsi, en tant qu'entité familiale, un plus grand nombre de lieux, en particulier dans le cas colombien (Dureau 2004). Qu'en est-il en contexte migratoire (tableau 6.3) ?

La taille des parentèles n'est pas la même selon le niveau socio-économique, appréhendé ici par le niveau d'étude. Une fois contrôlé l'effet de l'âge[171], dans la comparaison des plus qualifiés (ceux qui ont effectué des études supérieures) et des moins qualifiés (ceux qui ont effectué au maximum des études primaires)[172], la taille de la famille apparaît plus réduite chez les plus qualifiés (6,7 membres en moyenne) que chez les moins qualifiés (8 membres). Plus les migrants sont diplômés (tableau 6.3), plus les couples cohabitant sont nombreux (77% des conjoints corésidents chez les personnes ayant fait des études primaires contre 92% chez les personnes ayant fait des études supérieures). Seulement 80% des conjoints des moins qualifiés vivent en Espagne contre 97% des conjoints des migrants très qualifiés. On retrouve la même logique de proximité résidentielle selon le niveau d'études pour les enfants. Peu corésidents chez les moins qualifiés (36%), ils le sont majoritairement chez les plus qualifiés (54%). Seulement 55% des enfants des moins qualifiés vivent en Espagne contre 76% des enfants des plus qualifiés. Si l'on se concentre plus

[171] Les âges moyens et médians des moins qualifiés et des plus qualifiés sont égaux. La structure par âge est identique entre les deux groupes.

[172] Les niveaux d'études intermédiaires occupent globalement des positions intermédiaires entre ces deux extrêmes du point de vue de la localisation résidentielle de la famille.

précisément sur la dyade lieu de résidence du parent/lieu de résidence de l'enfant mineur, on remarque que les migrants les moins qualifiés (ayant effectué uniquement des études primaires ou n'ayant effectué aucune étude) connaissent une probabilité plus élevée de vivre loin de leurs enfants, relativement aux migrants ayant un diplôme du supérieur (Sierra-Paycha 2016d). En revanche, les parents vivent dans des résidences beaucoup plus proches des migrants moins qualifiés que des migrants plus qualifiés (46% des pères, 35% des mères des moins qualifiés corésident avec eux alors que chez les plus qualifiés, ces taux descendent respectivement à 31% et 26%).

Tableau 6.3 : Répartition des lieux de résidence des membres de la famille des migrants colombiens en Espagne selon le niveau d'études et la nature du lien familial (source : INE, ENI 2007)

Éducation primaire N=174 enquêtés % colonne	*Conjoint*	*Enfants*	*Père*	*Mère*	*Fratrie*	*Total*
Espagne	79,7	55	48,3	43	17,3	34,3
Colombie	20,3	43,5	50	57	78,1	62,7
Pays tiers	0	1,5	1,7	0	4,6	3
Total colonne	100	100	100	100	100	100
Effectifs liens familiaux	69	329	120	142	753	1413
Education supérieure N=185 enquêtés % colonne	*Conjoint*	*Enfants*	*Père*	*Mère*	*Fratrie*	*Total*
Espagne	96,9	75,5	39,1	36,6	15,9	35,5
Colombie	3,1	16,8	56,4	63,4	76,1	58,7
Pays tiers	0	7,7	4,5	0	8	5,8
Total colonne	100	100	100	100	100	100
Effectifs liens familiaux	98	155	156	175	661	1245

Lecture : Parmi les conjoints des migrants colombiens n'ayant effectué aucune étude ou au maximum des études primaires en 2007, 77% vivent chez ces migrants, 80% vivent en Espagne, et 20% vivent en Colombie. En revanche, 92% des conjoints des migrants ayant fait des études supérieurs vivent chez ces migrants, 97% de ces conjoints vivent en Espagne et seulement 3% vivent en Colombie.

L'ancrage familial dans le pays d'origine est légèrement plus important pour les moins qualifiés. La différence est faible mais l'ancrage en Colombie n'est pas dévolu aux mêmes liens familiaux selon le niveau socio-économique. L'ancrage en Colombie est plutôt assuré par les conjoints et les enfants chez les moins qualifiés (20% de leurs conjoints y vivent contre 3% chez les plus qualifiés ; 43% des enfants y vivent contre 17% chez les plus qualifiés). Chez les plus qualifiés, l'ancrage en Colombie est davantage dévolu aux parents. 56% de leurs pères et 63% de leurs mères y vivent alors que ces proportions s'élèvent à 50% et 57% chez les moins qualifiés. De même, 27% des liens familiaux vivant en Colombie sont des liens parentaux chez les plus

qualifiés contre 16% des liens pour les moins qualifiés[173]. L'ouverture à d'autres espaces nationaux est plus fréquente chez les plus qualifiés (6%) que chez les moins qualifiés (3%). Alors que chez les moins qualifiés, c'est la fratrie qui assure 83% de cette ouverture, chez les plus diplôméss, cette contribution de la fratrie diminue (74%) au profit du rôle des enfants (17% *versus* 12% chez les moins qualifiés) et du père (10% *versus* 4% chez les moins qualifiés)[174]. Les enfants des migrants ayant réalisé des études supérieures résident proportionnellement plus dans un pays tiers (8% *versus* 1%) tout comme les pères (4% *versus* 2%) et la fratrie (8% *versus* 5%) que ceux des migrants ayant réalisé uniquement des études primaires.

Les migrants très qualifiés se caractérisent donc par une proximité résidentielle plus forte du conjoint et des enfants alors que les migrants très peu qualifiés connaissent, au contraire, une proximité résidentielle plus forte des parents. Il s'agit donc de migrations familiales dans le cas des plus qualifiés. L'ancrage familial en Colombie est plus important chez les moins qualifiés alors que l'ouverture à d'autres espaces nationaux est plus importante chez les plus qualifiés ; mais ces fonctions d'ancrage et d'ouverture n'incombent pas aux mêmes liens familiaux selon le niveau socio-économique. L'ancrage en Colombie est davantage assuré par les enfants et les conjoints pour les moins qualifiés alors qu'il est davantage assuré par les parents pour les plus qualifiés. L'ouverture de l'espace résidentiel familial à d'autres espaces migratoires est en revanche davantage due à la fratrie pour les moins qualifiés alors que cette ouverture est plutôt due aux enfants et au père du migrant chez les plus qualifiés.

Une caractéristique des espaces résidentiels familiaux émergeant ici est celle d'une organisation spatiale différenciée selon le niveau socio-économique. Les Colombiens les moins qualifiés apparaissent comme plus ancrés en Colombie (67% des espaces résidentiels familiaux suivent une logique d'organisation bisituée contre seulement 54% des espaces résidentiels familiaux des migrants très qualifiés) alors que les Colombiens les plus qualifiés connaissent des espaces résidentiels familiaux plus souvent à cheval sur un pays tiers (26% des familles des migrants très qualifiés sont dispersés ainsi contre seulement 14% des familles des migrants les moins qualifiés)[175]. On retiendra donc une opposition entre des migrations familiales des classes moyennes et supérieures au sein de configurations familiales multisituées et des migrations plutôt isolées pour les classes populaires générant des organisations familiales bisituées. Derrière ces configurations différenciées selon le diplôme, on retrouve une distinction entre les familles de la région caféière mues par des motivations économiques et les migrations bogotaines plus qualifiées. Que la migration familiale s'effectue de manière échelonnée dans le temps ou simultanément, à terme la famille parvient à se réunir en Espagne.

[173] Ces chiffres ne figurent dans aucun tableau reproduit dans le chapitre. Il s'agit des pourcentages en ligne du tableau 6.3.
[174] Ces chiffres ne figurent dans aucun tableau reproduit dans le chapitre. Il s'agit des pourcentages en ligne du tableau 6.3.
[175] Ces chiffres ne figurent dans aucun tableau reproduit dans le chapitre. Il s'agit de la répartition des migrants selon le niveau d'étude et la forme du réseau familial.

6.2.4 À terme, la famille se réunit en Espagne.

La séparation de la cellule familiale sur plusieurs pays est donc plutôt associée à des hommes actifs peu qualifiés. Si l'on s'intéresse à ce que devient à long terme la séparation familiale, on observe que les familles finissent par se réunir en Espagne (Requena et Sánchez-Domínguez 2011). En effet la géographie familiale apparaît comme un indicateur de la durée de la migration en Espagne (tableau 6.4).

La part de la famille corésidente augmente faiblement avec la durée de l'étape migratoire en Espagne passant de 23% pour les migrants les plus récents à 27% pour les migrants les plus anciens ; la proximité de la famille augmente plus significativement avec la durée de l'étape migratoire lorsqu'on s'intéresse à la part des liens familiaux qui résident en Espagne, de 32% pour les migrants les plus récents, elle passe à 50% pour les migrants les plus anciens. Ces tendances ne s'observent significativement qu'avec la proximité résidentielle du conjoint et des enfants. Alors que seulement 61% des conjoints des migrants les plus récents vivent avec eux et que seulement 68% d'entre eux vivent en Espagne, 94% des conjoints des migrants les plus anciens résident avec eux et 99% vivent en Espagne. De même, la part des enfants corésidents (24%) et des enfants vivant en Espagne (29%) est très faible pour les migrants les plus récents alors que 56% des enfants des migrants les plus anciens vivent avec eux et 85% d'entre eux vivent en Espagne. La conséquence de ces tendances est une diminution progressive de la part de la famille maintenant l'ancrage en Colombie avec la durée de la migration, 62% de la famille vit en Colombie pour les migrants les plus récents alors que cette part diminue à hauteur de 43% pour les migrants les plus anciens.

L'influence de la durée de la migration sur l'espace résidentiel de la famille montre comment une entrée par l'espace familial résidentiel complexifie la temporalité de la migration. D'une part, la localisation résidentielle de la famille opère comme indicateur du degré d'installation du migrant mais d'autre part la localisation de l'ensemble de l'espace de vie est relativement inerte par rapport au transfert du simple lieu de résidence, à titre d'exemple, on constate que même parmi les migrants les plus anciens, une partie non négligeable du réseau familial (supérieure à 40%) est toujours ancrée en Colombie.

Cette section nous a donc permis de mieux caractériser les géographies familiales des migrants. Les configurations familiales tissées vont ainsi du micro-local, avec une partie de la famille qui coréside avec les enquêtés, au transatlantique. Nous allons maintenant tenter d'éclairer les flux produits par les migrants à la lumière de ces géographies familiales. Nous tenterons donc de voir dans la section suivante, dans quelle mesure la famille telle qu'elle a été définie dans la section 6.1, constitue le substrat spatial des flux générés par la présence de Colombiens en Espagne.

Tableau 6.4 : Répartition des lieux de résidence des membres de la famille des migrants colombiens en Espagne selon la nature du lien familial et l'année d'arrivée (source : ENI, 2007)

N=1029 % colonne		*Conjoint*	*Enfants*	*Père*	*Mère*	*Fratrie*	*Total*
Moins de deux ans	Espagne	67,7	28,7	39,9	35,5	24	31,7
	Colombie	32,3	63,3	58,7	64,5	65,6	61,9
N=92	Pays tiers	0	8	1,4	0	10,4	6,4
	Total colonne	100	100	100	100	100	100
	Liens vivants	31	87	70	76	221	485
3 à 4 ans	Espagne	80	50,4	43,8	38,3	19	33,6
	Colombie	20	44,6	56,2	61,7	75	62,3
N=80	Pays tiers	-	5	-	-	6	4,1
	Total colonne	100	100	100	100	100	100
	Liens vivants	35	121	64	68	316	604
5 à 6 ans	Espagne	89,4	55	37,9	32,8	16,4	32
	Colombie	10,6	44,1	60,6	67,2	79,3	65,4
N=366	Pays tiers	0	0,9	1,5	0	4,3	2,6
	Total colonne	100	100	100	100	100	100
	Liens vivants	160	433	325	347	1359	2624
7 à 8 ans	Espagne	91,6	66,1	42,5	44,8	23,2	40,3
	Colombie	8,4	31,5	56	55,2	72,4	57
N=305	Pays tiers	-	2,4	1,5	-	4,4	2,7
	Total colonne	100	100	100	100	100	100
	Liens vivants	130	384	275	323	1103	2215
9 ans et plus	Espagne	99	84,6	52,5	53,6	29,6	50
	Colombie	1,1	10	42,5	46,4	60	43,1
N=179	Pays tiers	0	5,4	5	0	10,4	6,9
	Total colonne	100	100	100	100	100	100
	Liens vivants	94	241	139	164	684	1322

Lecture : Parmi les 92 Colombiens arrivés le plus récemment en Espagne, c'est-à-dire moins de deux ans avant l'enquête, seulement 31 ont un conjoint au moment de l'enquête. Si 61,3% de ces conjoints vivent dans le même logement, 32,3% vivent encore en Colombie.

6.3. Faire famille à distance : la famille au cœur des flux transnationaux

Après avoir décrit les espaces résidentiels des familles, nous montrons, à présent, en quoi ces espaces résidentiels familiaux peuvent être considérés comme des systèmes résidentiels, c'est-à-dire comme des lieux mis en réseau par des interactions (voir l'encadré 2.1 dans le chapitre 2). Les études sur les systèmes résidentiels familiaux des années 1980 ont montré que les interactions privilégiées pour parler d'un système résidentiel étaient en premier lieu la mobilité, la communication et les solidarités économiques entre ces lieux (Osmont 1987). Le champ des études migratoires a intégré ces éléments sous le terme générique de circulation migratoire, à savoir l'ensemble des mobilités générées par la migration, circulation de biens, de services, de personnes, mais aussi de symboles, d'idées et de représentations (Doraï et al. 1998; Hily 2009). Les formes d'interaction à distance mises en évidence dans l'étude du « transnationalisme familial » sont ainsi construites autour de trois grands champs de recherche, celui des remises d'argent transférées d'un lieu de résidence familial à l'autre, celui de la circulation des membres de la famille entre les lieux de résidence et enfin celui de la communication régulière à distance entre ces mêmes membres (Le Gall 2005; Guarnizo 2003c). Nous nous efforcerons donc d'éprouver la validité de chacune de ces dimensions afin de comprendre si ces espaces résidentiels familiaux constituent bien des systèmes résidentiels familiaux. En filigrane, nous tenterons de montrer en quoi les configurations familiales permettent d'expliquer la majeure partie de ces flux d'argent, de paroles et de personnes. L'idée est de se demander dans quelle mesure la famille encadre ces flux transnationaux Espagne-Colombie, qu'il s'agisse de communication, de voyages pour séjours ponctuels ou d'argent[176].

6.3.1 Maintenir le contact à distance avec la famille en Colombie

En contexte migratoire, la distance ne permet évidemment pas aux individus de se voir physiquement au quotidien (Gaete Quezada et Rodríguez Sumaza 2010). Pour maintenir les liens familiaux, les migrants mettent en place des stratégies de communication via les moyens usuels de communication disponibles à la fin des années 2000. L'immense majorité des migrants colombiens, 97%, déclarent maintenir un contact répété avec de la famille ou des amis restés en Colombie. Le moyen privilégié (tableau 6.5) pour contacter ses proches en Colombie est le téléphone dans 99% des cas et internet (courriel et chat) dans 45% des cas. La communication repose d'ailleurs quasi exclusivement sur ces deux moyens puisque les autres moyens de communication (courrier postal, contact par personne interposée, etc.) sont utilisés par moins de 10% des migrants. Cependant, il ne s'agit pas d'interactions quotidiennes. En effet, quotidiennement, seulement 16% des migrants téléphonent à leur famille en Colombie et un quart lui envoie des mails. La temporalité de ces communications est davantage hebdomadaire (76% des communications téléphoniques, 71% des échanges de courriels) ou mensuelle (99% des échanges téléphoniques et 96% des courriels sont envoyés au moins une fois par mois). Au cours de ces interactions à distance et des paroles échangées, se déploient des idées, des représentations, des projets migratoires, des sentiments de proximité qui ont un impact sur les personnes vivant à l'étranger. En effet, l'occasion de discuter avec la famille peut susciter des envies de départ, elle permet pour les candidats à la migration, de s'assurer de bonnes conditions de logement et des

[176] Nous renvoyons le lecteur au chapitre 2 et plus particulièrement à la présentation de l'ENI qui détaille la façon dont ces informations ont pu être collectées.

opportunités d'emploi une fois sur place, tandis que pour les migrants vivant en Espagne, elle permet de s'assurer de conditions favorables pour un éventuel retour.

Tableau 6.5 : Modes et fréquences de communications des migrants colombiens en Espagne avec la famille ou les proches en Colombie (source : INE, ENI 2007)

Mode de communication utilisé et fréquence du contact N=994 Colombiens en contact avec la Colombie	%	% cumulé					
		Tous les jours	*Toutes les semaines*	*Toutes les deux semaines*	*Une fois par mois*	*Une fois par an*	*Moins d'une fois par an*
Téléphone	98,8	16,1	75,5	88,2	98,8	99,7	100
Courrier postal	5,3	Ns					
Courriel/chat	45,2	25,4	70,8	82,2	95,8	99,6	100
Par le biais d'autres personnes	2,9	Ns					
Autre moyen	0,7	Ns					

Lecture : Parmi les 994 Colombiens en contact régulier avec de la famille ou des proches en Colombie, 98,8% utilisent le téléphone et 45,2% utilisent le courriel ou le *chat*.16,1% des personnes contactant leurs proches par téléphone le font quotidiennement et 75,5% au moins une fois par semaine. Plusieurs réponses étant possibles, les individus pouvant communiquer par téléphone et par courrier, le total diffère de 100%.

Comment interpréter toutefois les différences de fréquence dans la communication avec les proches et la famille vivant à l'étranger ? Pourquoi certains migrants tout en ayant de la famille proche en Colombie communiquent-ils moins souvent que d'autres ?

On tente ici de comprendre les variables expliquant, pour les personnes ayant de la famille nucléaire ou de la fratrie en Colombie, le fait de communiquer régulièrement avec elles. Pour cela, on a recours à une régression logistique mesurant l'effet de différentes variables sur la probabilité de communiquer régulièrement avec de la famille en Colombie par rapport au fait de ne pas communiquer avec elle (tableau 6.6). On sélectionne les variables sexe, âge, niveau d'études et cohorte d'arrivée en Espagne.

Tableau 6.6 Régression logistique sur le fait de communiquer régulièrement (au moins toutes les semaines) avec la Colombie lorsque on a de la famille nucléaire ou de la fratrie dans ce pays par rapport au fait de ne pas communiquer régulièrement avec elle (ENI 2007, champ : Colombiens ayant au moins un membre de leur famille nucléaire ou de leur fratrie résidant en Colombie, effectifs concernés : 919)

Variable Ref=Ne pas communiquer régulièrement avec de la famille nucléaire résidant en Colombie	Odds-ratio	Intervalle de confiance de Wald à 95%	
Sexe			
Hommes	Ref.	Ref.	Ref.
Femmes	1,142	0,784	1,662
Âge au moment de l'enquête			
16-29 ans	0,772	0,507	1,174
30-49 ans	Ref.	Ref.	Ref.
50 ans et +	0,778	0,468	1,292
Niveau d'études			
primaire ou sans études	0,630***	0,410	0,966
secondaire 1er cycle	1,511	0,826	2,761
secondaire 2nd cycle	Ref.	Ref.	Ref.
supérieur	1,579*	0,922	2,704
Cohorte d'arrivée			
1998 et avant	0,123***	0,041	0,365
1999-2000	0,182*	0,064	0,522
2001-2002	0,365	0,126	1,055
2003-2004	0,204	0,064	0,654
2005 et après	Ref.	Ref.	Ref.

Note de lecture : Un odds-ratio supérieur à 1 indique un effet positif de la variable étudiée, un odds-ratio inférieur à 1 indique un effet négatif. Les odds-ratios significatifs au seuil de 10% ont été annotés d'un astérisque dans le tableau (*** : <0,001 ; ** : <0,01 ; * : <0,1). Pour chaque variable, la modalité de référence choisie dans le modèle est indiquée en italique. Par exemple, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité de communiquer régulièrement avec de la famille nucléaire ou de la fratrie résidant en Colombie est supérieure pour les individus ayant réalisé des études jusqu'au second cycle secondaire à celle des personnes ayant fait uniquement des études primaires ou n'ayant fait aucune étude.

La régression logistique laisse entendre une grande influence de la durée de l'étape migratoire en Espagne sur le fait de communiquer avec de la famille nucléaire ou de la fratrie. Toutes choses égales par ailleurs, la probabilité de communiquer avec la famille en Colombie est plus faible pour les personnes les plus anciennement installées sur le territoire espagnol que pour les personnes arrivées les plus récemment. L'analyse suggère que, la force de l'interaction avec la famille en Colombie pourrait être variable selon le niveau d'étude. Les personnes n'ayant fait aucune étude ou uniquement des études primaires ont ainsi moins de chances de communiquer avec de la famille restée en Colombie que les personnes au capital scolaire plus élevé. Sur ce point, on peut faire l'hypothèse que selon le niveau d'études, l'accès aux moyens de communications (accès à internet, forfait téléphonique international) est variable, puisqu'il dépend à la fois de ressources économiques, directement liées au niveau de diplôme et de la socialisation à ces outils numériques, dont on peut aussi considérer qu'elle est, dans une certaine mesure, corrélée au diplôme. On peut aussi faire l'hypothèse qu'ayant des familles plus nombreuses (plus d'enfants et plus de frères et sœurs comme on l'a vu dans la section précédente), les migrants les moins qualifiés divisent la fréquence de leurs appels par leur nombre de proches vivant à l'étranger. Les autres variables ne permettent pas de confirmer un effet significatif sur l'intensité des communications avec la famille à distance.

6.3.2 Se déplacer personnellement entre l'Espagne et la Colombie

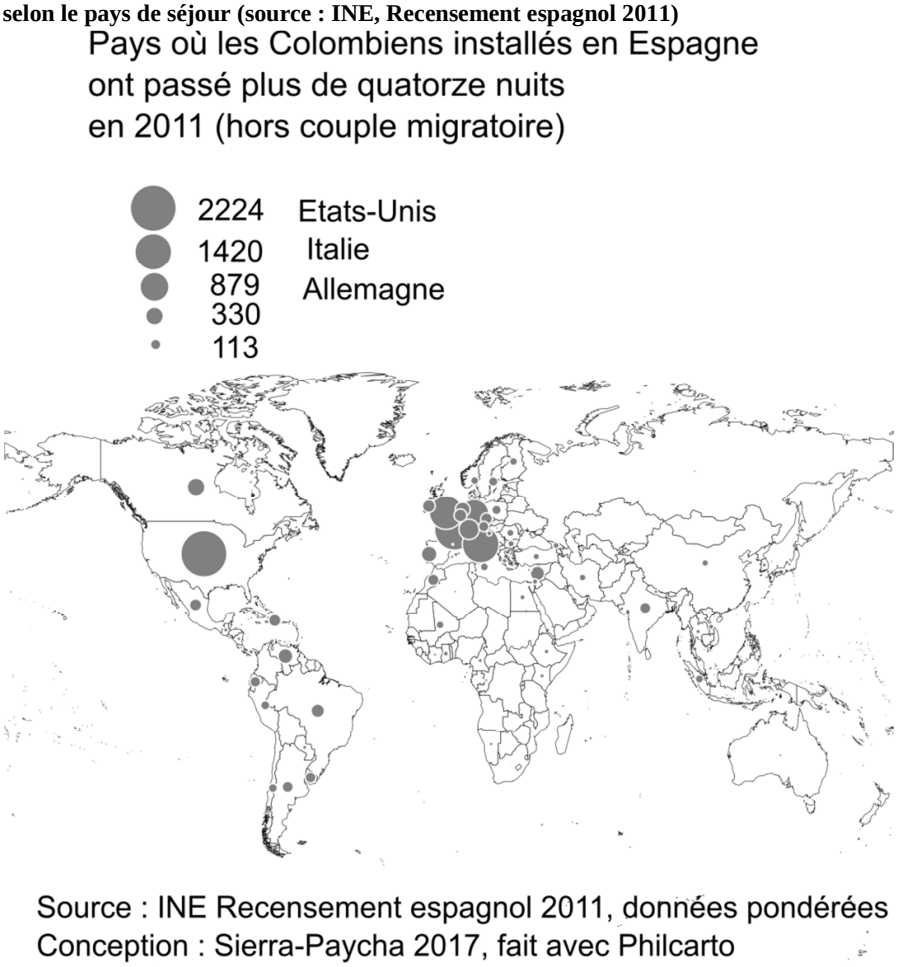
Bien que la plupart des migrants communiquent régulièrement avec leurs proches en Colombie, le maintien du lien familial dans le temps ne peut, vraisemblablement, se passer à terme des retrouvailles en présence physique avec les autres membres de la famille. Ces visites sont l'occasion d'échanges de cadeaux, de biens, de réinvestissement des liens familiaux par des séjours intensifs multipliant les invitations sur place. Toutes durées des étapes migratoires en Espagne confondues, un tiers des migrants n'est jamais retourné en Colombie depuis son arrivée en Espagne. Ce ratio de non-séjour en Colombie est relativement élevé et il faudrait l'éprouver à la lumière des géographies familiales. Quel que soit le type de réseau familial ayant encore des liens en Colombie (multisitué, monositué en Colombie et bisitué), entre 66% et 70% des migrants sont déjà retournés, y compris parmi les réseaux multisitués qui pourtant sont dispersés dans plusieurs pays, multipliant ainsi par le nombre de pays le coût d'entretien du réseau. En revanche, moins de la moitié des migrants dont toute la famille est en Espagne sont retournés en Colombie depuis leur arrivée en Espagne, ce qui montre l'importance de la présence de la famille en Colombie dans le maintien de la circulation avec la Colombie.

Pour illustrer ce propos, remarquons que 85% des derniers séjours en Colombie sont motivés par de la visite à de la famille ou à des amis, ce motif peut se cumuler avec d'autres motifs comme le fait de passer des vacances (64%), résoudre une affaire économique (4%), s'occuper des papiers en vue d'une régularisation (8%), résider temporairement en Colombie (3%) ou encore d'autres motifs non explicités dans l'enquête (9%). On perçoit donc ici à quel point l'entretien des relations avec l'entourage (famille ou amis) est essentiel dans la motivation des visites en Colombie. Ces séjours, notamment en raison du prix du billet d'avion atteignant pratiquement le millier d'euros en août, sont donc importants par leur durée. Trois quart des séjours en Colombie durent un mois ou plus. L'entretien des réseaux familiaux représente donc un coût qui doit être amorti en restant suffisamment longtemps.

Le questionnaire de l'ENI ne s'occupant que du retour dans le pays de naissance, il est intéressant de croiser cette source avec les données du recensement espagnol de 2011. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, on y trouve une information de grand intérêt sur les mobilités non résidentielles réalisées dans l'année. En effet, le questionnaire interroge les personnes sur l'existence d'un lieu en Espagne ou dans un autre pays, où elles auraient passé plus de quatorze nuits (éventuellement non consécutives) au cours des douze derniers mois, que cette mobilité ait été suscitée pour des raisons professionnelles, d'études, de vacances, ou de multi-résidence. Cette donnée nous permet donc d'avoir une information partielle[177] sur les pays visités par les Colombiens dans l'année écoulée (carte 6.2).

[177] Rappelons aussi la principale faiblesse de cette question : elle limite le nombre de lieux que l'on puisse déclarer et contraint les enquêtés ayant passé plus de quatorze nuits dans deux lieux différents à en choisir un seul en définitive. Ainsi, une personne vivant et travaillant à Grenade, mais se rendant régulièrement au siège de son entreprise à Séville, tout en rendant visite tous les ans à sa famille en Italie, devra faire le choix de déclarer ou bien, Séville ou bien l'Italie.

Carte 6.2 Distribution des séjours de plus de quatorze nuits effectués en 2011 par des Colombiens installés en Espagne selon le pays de séjour (source : INE, Recensement espagnol 2011)



Alors que huit séjours sur dix se font au sein du couple migratoire (cinq en Colombie, trois en Espagne), la distribution des séjours restants selon la localisation spatiale interpelle. On y voit une forte concentration en Europe (et en particulier en France, en Italie et dans une moindre mesure au Royaume-Uni et en Allemagne) ainsi qu'aux États-Unis. En cela, la carte des séjours hors couple migratoire est pratiquement identique à celle des pays de la résidence de la famille des Colombiens (carte 6.1). On notera toutefois deux différences majeures. Les séjours au Venezuela semblent anecdotiques en 2011 tandis que la famille est surreprésentée dans ce pays en 2007. Cela peut s'interpréter par la dégradation des conditions de vie au Venezuela[178] et les nombreux départs des Colombiens installés dans ce pays ces dernières années (Pacheco et Gladys 2016). On remarque aussi que le poids des États-Unis et du Royaume-Uni est plus faible dans la carte des séjours. Il est probable que pour éviter d'avoir à franchir des contrôles aux frontières, les Colombiens résidant en Espagne aient privilégié des séjours dans les pays membres de l'espace Schengen où ils détenaient d'importants réseaux familiaux comme la France et l'Italie plutôt que de mettre en œuvre des démarches d'obtention de visa coûteuses et incertaines pour atteindre les pays anglo-saxons. On voit qu'à la marge, les Colombiens se sont aussi rendus dans d'autres

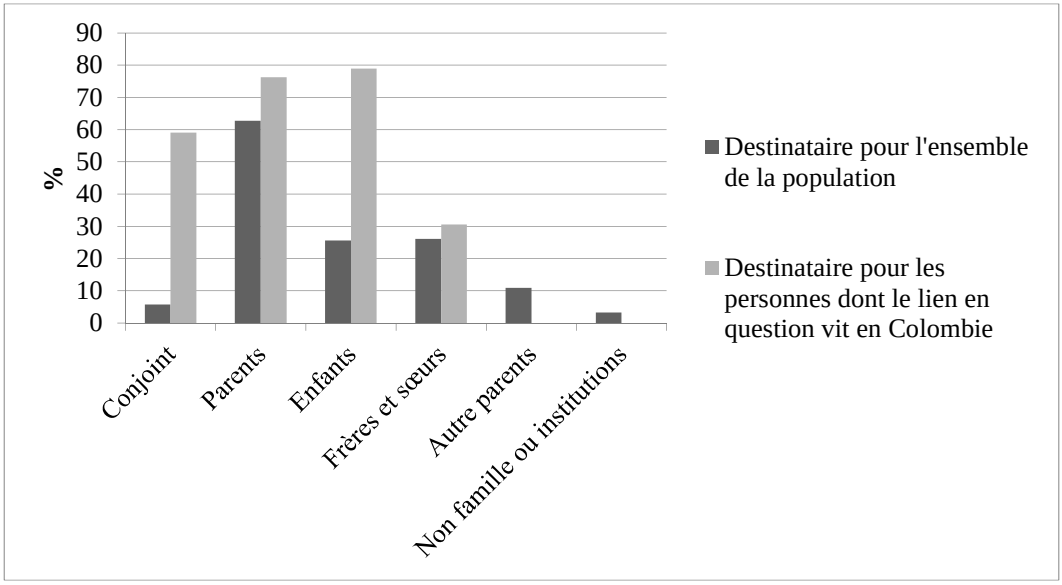
[178] Le système politique et économique chaviste reposant sur la redistribution des revenus provenant de la manne pétrolière a été remis en cause conjointement par la baisse du cours du pétrole, la révélation de scandales de corruption et l'isolement diplomatique lié aux défaites électorales de la gauche dans d'autres pays latino-américains.

destinations, que l'on peut interpréter comme étant touristiques (en Asie, en Afrique du nord ou encore en Amérique latine).

6.3.3 Envoyer de l'argent à ses proches

Si malheureusement, dans l'ENI, aucune question ne nous permet de connaître avec précision les interlocuteurs des communications à distance, ni les hôtes des visites en Colombie ou dans un pays tiers, on connaît en revanche les destinataires précis de l'argent envoyé. S'il s'agit de membres de la famille, on sait en effet de quels liens il s'agit (figure 6.7).

Figure 6.7 Proportion de personnes envoyant de l'argent à des proches à l'étranger selon le type de destinataire (source : INE, ENI 2007, champ 1 : Colombiens envoyant de l'argent régulièrement à des proches à l'étranger, champ 2 : Colombiens envoyant de l'argent régulièrement à des proches à l'étranger lorsque le destinataire en question vit effectivement en Colombie)



Lecture : seulement 6% des Colombiens qui envoient régulièrement de l'argent l'adressent à un conjoint vivant à l'étranger mais 59% des personnes ayant un conjoint vivant en Colombie lui envoient de l'argent

On constate de manière générale une primauté de la famille (nucléaire ou élargie) parmi les destinataires des remises financières. Seulement 3% des personnes envoyant de l'argent en Colombie l'envoient à une personne extérieure à la famille. Mais ce sont particulièrement la famille nucléaire et la fratrie qui encadrent l'essentiel des transferts d'argents, en premier lieu les parents (63% des personnes remisant envoient de l'argent à leurs parents), en second lieu la fratrie (26%) et les enfants (26%). Si on rapporte maintenant ces résultats à la lumière de la géographie résidentielle de la famille des migrants, le poids des enfants et surtout du conjoint augmente. Lorsque le migrant colombien a un conjoint vivant en Colombie, il lui envoie de l'argent dans 59% des cas. Lorsqu'il a au moins un parent en Colombie il lui envoie de l'argent dans 76% des cas. Lorsqu'il a un enfant, c'est dans 79% des cas et lorsqu'il a au moins un frère ou une sœur vivant en Colombie, ce lien est un destinataire des remises dans 30% des cas. Notons à ce dernier titre que la présence de la fratrie parmi les destinataires privilégiés des envois d'argent (au second plan, derrière la famille nucléaire), conforte la nécessité d'intégrer cette partie-là des liens de parenté dans la définition de la « famille colombienne » (voir la section 6.1). La dimension familiale et ordinaire de l'envoi de remises en Colombie contraste avec le poids qu'occupe cette arrivée d'argent dans l'économie colombienne des années 2000 (encadré 6.1).

Encadré 6.1 A quoi sert l'argent envoyé par les migrants en Colombie ? (source : d'après Cordoba 2014 p.vi; Bedoya Rangel et Jáuregui Díaz 2016)

D'après une synthèse de diverses études sur l'impact des remises migrantes en Colombie (Cordoba 2014, p.vi), le montant des envois de fonds est passé de 1758 millions de dollars en l'an 2000 à 3890 millions en 2006 : ces revenus sont désormais supérieurs aux recettes provenant des exportations traditionnelles de café et de charbon. Selon la Banque Mondiale, les principaux pays d'où proviennent les envois de fonds sont l'Espagne (41,2 %) et les États-Unis (32,6 %). La Colombie occupe la première place du nombre et du montant total des envois de fonds en provenance d'Espagne (1545 millions de dollars en 2007, ce qui équivaut à 18,3 % du total des envois de fonds en provenance de ce pays). Les départements qui reçoivent le plus de transferts de fonds sont le Valle du Cauca et le Risaralda (« région caféière »), l'Antioquia et le Cundinamarca (incluant Bogotá). Jusqu'en 2008, les envois de fonds vers la Colombie ont augmenté de façon constante. L'Espagne est devenue le principal pays émetteur, dépassant ainsi les États-Unis. Les principaux usages des transferts de fonds sont les dépenses courantes des ménages (72,9%), l'éducation des enfants (27,2%), le paiement des dettes liées aux formalités pour quitter le pays (27,1 %), les autres dettes (12,8%) et les investissements (7,8%). À partir d'une étude quantitative portant sur la ville de Cali, Bedoya et Jauregui Diaz (2016) pointent la dépendance de l'économie régionale à l'égard des remises. Ils montrent néanmoins que l'investissement dans l'éducation des enfants aura un effet positif à terme sur le développement économique de la région.

Afin de mieux comprendre les variables ayant un effet sur la probabilité d'envoyer de l'argent à de la famille nucléaire ou de la fratrie résidant à l'étranger, on réalise un nouveau modèle logit (tableau 6.8) défini ainsi : parmi les migrants colombiens ayant de la famille à l'étranger (soit en Colombie, soit dans un pays tiers), on étudie la probabilité d'envoyer de l'argent à au moins un membre de la famille nucléaire ou de la fratrie à l'étranger. Toutes les variables du modèle précédent ont été utilisées hormis le sexe, remplacé ici par la situation d'emploi en deux modalités (être en emploi la semaine précédant l'enquête *versus* ne pas être dans cette situation). L'ajout de la variable relative à la situation d'emploi se justifie par le fait qu'une activité rémunérée a un effet direct sur la capacité à envoyer de l'argent, la suppression du sexe de l'analyse se justifie par le fait que celle-ci n'a eu aucune influence dans l'analyse précédente sur les interactions avec la famille à distance et par le besoin de limiter le cumul des variables explicatives sur une population échantillonnée de petite taille (ici 937 individus).

Tableau 6.8 Régression logistique sur le fait d'envoyer régulièrement de l'argent à au moins un membre de la famille nucléaire ou de la fratrie résidant à l'étranger (soit en Colombie, soit dans un pays tiers) par rapport au fait de ne pas envoyer de l'argent bien qu'un membre de la famille nucléaire ou des frères et sœurs résident à l'étranger (source : INE, ENI 2007, champ : Colombiens ayant au moins un membre de leur famille nucléaire ou de leur fratrie résidant à l'étranger, soit en Colombie, soit dans un pays tiers, effectifs concernés : 937)

Variable Ref=Ne pas envoyer de l'argent à de la famille nucléaire à l'étranger	Odds-ratio	Intervalle de confiance de Wald à 95%	
Situation d'emploi			
Pas en emploi	Ref.	Ref.	Ref.
En emploi	2,293***	1,664	3,160
Âge au moment de l'enquête			
16-29 ans	0,345***	0,243	0,490
30-49 ans	Ref.	Ref.	Ref.
50 ans et +	0,498	0,319	0,776
Niveau d'études			
primaire ou sans études	2,085	1,314	3,310
secondaire 1er cycle	2,832*	1,639	4,891
secondaire 2nd cycle	2,756***	1,850	4,107
supérieur	Ref.	Ref.	Ref.
Cohorte d'arrivée			
1998 et avant	Ref.	Ref.	Ref.
1999-2000	1,927	1,239	2,999
2001-2002	2,492***	1,606	3,865
2003-2004	1,543	0,841	2,834
2005 et après	1,327	0,734	2,398

Note de lecture : Un odds-ratio supérieur à 1 indique un effet positif de la variable étudiée, un odds-ratio inférieur à 1 indique un effet négatif. Les odds-ratios significatifs au seuil de 10% ont été annotés d'un astérisque dans le tableau (*** : <0,001 ; ** : <0,01 ; * : <0,1). Pour chaque variable, la modalité de référence choisie dans le modèle est indiquée en italique. Par exemple, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'envoyer régulièrement de l'argent à de la famille résidant en Colombie est supérieure pour les individus en emploi la semaine précédant l'enquête à celle des personnes sans emploi au moment de l'enquête.

Être en situation d'emploi a bien un effet positif sur la probabilité d'envoyer de l'argent à de la famille. On constate également des variations selon le diplôme : relativement aux Colombiens ayant un niveau d'études supérieur, les personnes ayant un diplôme du second cycle connaissent une probabilité plus importante d'envoyer de l'argent régulièrement. Ce résultat paradoxal, si l'on présume que le niveau scolaire reflète le niveau de revenu[179], est observé parmi d'autres populations migrantes en Espagne (Reher et Requena 2009), les plus diplômés ayant tendance à envoyer globalement plus d'argent, mais moins régulièrement, que les moins diplômés (tableau 6.9). Pour les personnes diplômées du supérieur, le montant annuel maximum envoyé à la famille s'élève à 15 000 euros, contre une moyenne à 2200 euros par an pour l'ensemble de la population. L'analyse selon la durée de l'étape migratoire en Espagne, montre que c'est aux alentours de 5 à 6 ans de résidence en Espagne que les migrants connaissent une probabilité plus importante d'envoyer de l'argent à des membres de leur famille nucléaire résidant à l'étranger, soit à une période où les individus sont suffisamment installés (résidence, emploi, revenus) pour pouvoir envoyer régulièrement de l'argent à l'étranger.

[179] Dans d'autres contextes, on remarque que les envois d'argent sont plus fréquents pour les migrants les plus diplômés car leur niveau d'études leur permet d'accéder à des activités mieux rémunérées.

Tableau 6.9 Montants des remises envoyées selon le niveau d'étude (Source : INE, ENI 2007)

Niveau d'éducation et remise d'argent N=1029	*% des migrants qui envoient*	*Montant moyen envoyé/an €*	*Montant médian envoyé/an €*	*Montant maximum envoyé/an €*
Primaire ou sans études	64,9	2027	1200	12000
1er cycle secondaire	60,7	2913	2000	12000
2nd cycle secondaire	71,5	1980	1500	15000
Supérieur	51,4	2669	2000	15000
Total	65,1	2239		15000

Lecture : Seulement 51,4% des migrants ayant effectué des études supérieures envoient de l'argent régulièrement en Colombie. En moyenne, ils envoient 2669 euros, et au maximum 15000 euros par an.

L'argent reçu[180] par la famille sert avant tout à subvenir aux besoins quotidiens et fait ainsi partie intégrante d'économies domestiques multisituées, mais il peut aussi servir à financer des départs pour l'Espagne, sous forme d'une dette qui sera peut-être ultérieurement honorée lorsque les nouveaux migrants s'installeront en Espagne (Garay Salamanca et Medina Villegas 2007; Garay Salamanca 2008).

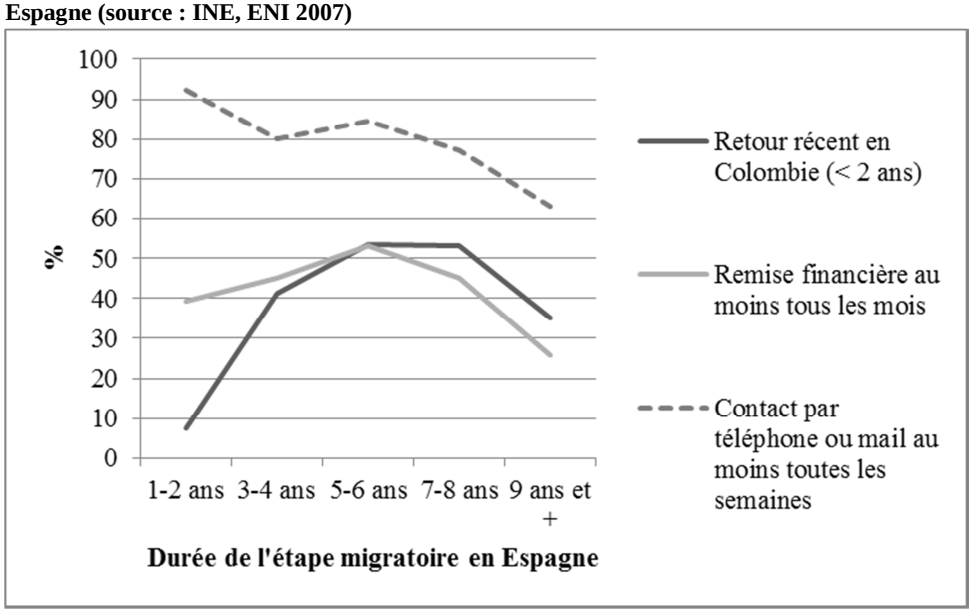
Les transferts d'argent vers l'étranger, les communications avec la Colombie et les déplacements temporaires en dehors d'Espagne ne peuvent donc s'interpréter sans prendre en considération les géographies familiales des migrants. On remarque ainsi que c'est l'entretien des relations familiales par ces différents moyens qui connecte sans cesse (puisqu'il s'agit d'une régularité hebdomadaire pour les communications, mensuelle pour les envois d'argent et biannuelle pour les séjours en Colombie) l'Espagne aux autres pays qui composent le système migratoire colombien. Nous avons vu que les familles qui mettent en relation ces lieux sont tantôt d'origine sociale modestes, comme en atteste la surreprésentation des personnes moyennent qualifiées parmi celles qui remisent, tantôt de niveau socio-économique plus élevé, comme en témoigne la sur-implication des diplômés parmi les personnes communiquant avec la Colombie. Néanmoins, comme nous le verrons dans la section suivante, l'entretien des relations avec les autres pôles du système migratoire n'est pas vérifié tout au long du parcours migratoire.

[180] Une partie du questionnaire de l'ENI permet d'approfondir les sources de financement du projet migratoire en Espagne. On observe que si l'emprunt d'argent est fréquent chez les Colombiens, les migrants se financent moins auprès de proches qu'auprès de banques ou de prêteurs sur gage.

6.3.4 Interagir à distance : un moment caractérisé du parcours migratoire

L'intensité de la production de flux à destination de l'étranger, qu'il s'agisse d'envois d'argent, de séjours de personnes ou de communications à distance, varie selon la durée de l'installation en Espagne (figure 6.8).

Figure 6.8 Proportion de personnes interagissant avec la Colombie selon la durée de l'étape migratoire en Espagne (source : INE, ENI 2007)



Ainsi, la proportion de personnes communiquant régulièrement avec des proches en Colombie diminue avec la durée de l'étape migratoire. Alors que plus de 80% des individus étant arrivés au cours des dernières années communiquent avec la Colombie par téléphone ou par mail au moins toutes les semaines, cette proportion diminue et atteint un minimum de 63% pour les migrants les plus anciens, avec une étape migratoire supérieure ou égale à 9 ans. On ne constate pas la même évolution lorsqu'on s'intéresse aux échanges financiers avec la Colombie. Pour les migrants les plus récents, la proportion de personnes remisant mensuellement en Colombie approche les 40% mais augmente par la suite à hauteur de 53% pour les migrants résidant en Espagne depuis 5 à 6 ans, pour à nouveau diminuer jusqu'à 26% pour les migrants les plus anciens. La proportion d'individus étant retournés en Colombie depuis moins de deux ans varie elle aussi. Très faible pour les migrants les plus récents (7,6%), elle augmente jusqu'à 8 ans de présence en Espagne (53%) pour diminuer ensuite et atteindre 35% pour les migrants les plus anciens.

C'est donc autour de 5 à 6 ans d'ancienneté en Espagne que l'intensité des échanges avec la Colombie est la plus élevée si l'on retient les trois critères de communications à distance, visites ponctuelles et transferts d'argent. Cela peut être premièrement lié à la géographie familiale, qui, nous l'avons vu plus haut, varie elle aussi selon la durée d'implantation en Espagne. Deuxièmement, elle peut s'analyser comme le reflet du temps indispensable aux migrants pour réunir les ressources nécessaires à la mise en place de ces circulations : installation dans un logement, obtention d'un emploi stable, acquisition de papiers en règle. Enfin, cette variation de l'intensité de la production de flux peut s'interpréter à l'aune d'un effet d'ancrage en Espagne. Après 9 années de résidence, l'intérêt de maintenir fréquemment des liens avec d'autres pays et en particulier la Colombie, peut paraître moins fort, tant les personnes sont installées et implantées

dans leur lieu de vie. Leurs réseaux de sociabilité ne se trouvent plus dans de vastes espaces de dispersion mais dans un univers plus local.

Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de comprendre en quoi les dynamiques familiales participent pleinement et en premier lieu au développement du système migratoire colombien en Espagne.

L'analyse des configurations familiales observées parmi la population colombienne indique que celle-ci se compose en moyenne de six membres avec des écarts pouvant aller d'un à vingt-et-un liens de parenté. La famille modale se compose des parents (très souvent vivants en 2007), de frères et sœurs relativement nombreux (en raison d'une fécondité particulièrement importante pour la génération des mères des migrants), plus rarement d'un conjoint (moins de la moitié des enquêtés sont mariés, lorsqu'ils le sont, c'est avec d'autres personnes colombiennes) et encore plus rarement d'enfants (les femmes migrantes ont en moyenne deux enfants au cours de leur vie). Par les arrangements résidentiels qu'elles mettent en place, ces familles articulent le « micro local » et le « transnational ». Alors que 24% des liens familiaux corésident avec l'enquêté, ils sont 63 % à vivre à l'étranger. Dans seulement 8% des cas, on observe un regroupement total de la famille en Espagne, les réseaux familiaux s'organisent bien plus souvent dans dispositions spatiales bi-situées (62%) voire multisitués (13%). Ces différentes configurations s'expliquent selon l'âge, le genre, le niveau socio-économique, ou encore le degré d'installation. Ainsi, les hommes, les personnes d'origine sociale modeste, les migrants arrivés le plus récemment ont davantage tendance à vivre séparés d'une partie de leur famille.

Ces familles à très longue distance (de part et d'autre de l'Atlantique) ne deviennent pas des liens « inactifs ». Les interactions entre le migrant entre les différents pôles de dispersion familiale sont élevées. Si l'intensité de ces interactions peut parfois être corrélée au niveau de diplôme et à la situation d'emploi, elle varie avant tout selon la durée de l'étape migratoire. C'est après 5 à 6 années passées en Espagne que la force des interactions entre le migrant et la famille à l'étranger est la plus forte si l'on retient les trois critères de fréquence de visites ponctuelles à de la famille en Colombie, régularité des envois d'argent à de la famille nucléaire, régularité de la communication avec des proches en Colombie.

On remarque ainsi que c'est la cellule familiale et plus particulièrement l'ensemble formé par la famille nucléaire et la fratrie qui polarise les flux internationaux produits par les migrants colombiens en Espagne. Cela témoigne donc de l'importance de la prise en compte de la famille à distance pour comprendre le fonctionnement des systèmes migratoires contemporains. Au niveau individuel, on peut faire l'hypothèse que les échanges qui parcourent les différents lieux de résidence familiaux répondent avant tout à des problématiques « modestes » pour reprendre les mots de G. Simon ou « humbles » pour reprendre ceux R. Boudon, telles que nourrir et loger sa famille, rester en contact avec ses proches, éduquer ses enfants, perpétuer l'intimité au-delà de la distance, s'assurer de bonnes conditions pour un éventuel retour ou un éventuel départ. Cependant, au niveau macroscopique, le cumul de ces interactions sociales propageant argent, biens, idées, représentations, normes, valeurs et projets, d'un lieu à l'autre, peuvent générer d'importants flux : flux de capitaux, circulations de passagers dans les transports aériens, maritimes, ferroviaires et routiers, flux téléphoniques et internet entre les différents pays. Ces flux peuvent eux-mêmes avoir des retombées économiques et sociales significatives dans les pays destinataires et les pays concernés par leur passage. *In fine*, ces échanges sont responsables à la fois de nouvelles arrivées de Colombiens en Espagne (car les personnes concernées sont assurées

que les ressources nécessaires à la mise en œuvre du projet sont disponibles sur place) mais aussi des départs de ces derniers (les personnes vivant en Espagne peuvent partir grâce aux ressources familiales détenues ailleurs) qu'il s'agisse de retours en Colombie ou de ré-émigrations vers des pays tiers. En ce sens, les dynamiques familiales sont autant au cœur des dynamiques de reproduction que d'innovation du système migratoire.

Conclusion de la troisième partie

Entre 1998 et 2007, l'économie espagnole a poursuivi sa dynamique de croissance. Les arrivées des Colombiens n'ont été perturbées que par le rétablissement du visa en 2002. Après cette date, le flux d'immigration a tout de même continué d'augmenter. Plus de deux cent mille Colombiens se sont installés en Espagne sur la période. Pour comprendre ce développement du système migratoire colombien en Espagne, la troisième partie a privilégié d'éclairer deux étapes du parcours migratoires de l'individu. Premièrement, il s'agissait de comprendre l'insertion résidentielle et professionnelle en Espagne. L'analyse des modalités de cette insertion a révélé l'importance de la dynamique réticulaire. Deuxièmement, il s'agissait de comprendre comment une fois installés, les migrants organisent le quotidien de la vie familiale. L'ampleur des ressources spatiales présentes en Espagne dont le périmètre est devenu de plus en plus familial, a donné aux candidats à la migration l'assurance de trouver un premier emploi et un premier logement. Leur projet migratoire s'est construit en partie par le maintien de liens avec les personnes de leur réseau déjà installées en Espagne. Les envois d'argent, les communications fréquentes avec des parents, et les visites ponctuelles de ces derniers dans leur pays natal ont sans doute contribué à encourager de nouveaux départs.

Au-delà de la croissance du flux d'arrivée, l'objectif de cette partie était de comprendre comment le système migratoire s'est structuré en Espagne à deux niveaux, les « niches d'emploi » et les provinces de résidence. Les lieux spécialisés dans l'accueil de migrants en provenance de Colombie ont évolué entre 1998 et 2007 pour aboutir à une géographie spécifique qui permet de différencier l'implantation spatiale des Colombiens de celle d'une autre population. On observe en effet une surreprésentation des arrivées colombiennes dans certaines espaces : Madrid, le Pays Basque, les littoraux valenciens et catalans, les îles Baléares et Canaries. Par ailleurs les hommes se sont principalement orientés vers le secteur de la construction tandis que les femmes ont surtout exercé des activités dans le secteur des services à la personne mais les populations masculine et féminine se sont toutes deux spécialisées dans le secteur du *care*.

On se représente habituellement la structure comme quelque chose d'invariant, à l'instar d'un fleuve que le passant observerait depuis la rive. En réalité ce fleuve est un flux continu de particules en mouvement, ce qui amène Héraclite à dire « on ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve ». Dans ce chapitre, ce sont différentes facettes de la structure du système migratoire qui ont été observées (la répartition géographique des arrivées de Colombiens sur le territoire, la répartition des Colombiens par secteurs d'activité professionnelle, la production de flux internationaux de l'Espagne vers la Colombie et d'autres pays) à l'aune des acteurs qui composent ce système et de leurs interactions. La majeure partie des acteurs sont en fait conduits à interagir avec des proches pour poursuivre le projet migratoire en Espagne. Lorsqu'ils arrivent dans la péninsule ibérique, la plupart d'entre eux cherchent à se loger et à travailler en mobilisant des parents et des amis. Migrer de façon autonome, c'est-à-dire sans recours au réseau, s'apparente à un phénomène plus rare, et de surcroît réservé aux migrants colombiens les plus qualifiés et parmi eux les Bogotains. En ce sens, ils sont potentiellement plus responsables des innovations à l'œuvre dans le développement du système (diversification des activités et des lieux de résidence) et on pourrait considérer qu'ils produisent des actions davantage structurantes. Par contraste, les personnes les plus modestes, souvent issues de la région caféière œuvreraient insidieusement à maintenir la structure dans le temps et auraient tendance à accomplir des actions davantage structurées. Ces derniers, plus contraints que les autres à vivre loin de leur famille, sont également

responsables du maintien de liens très intenses et très réguliers avec le pays de naissance et *in fine* de la reproduction du système. Les plus qualifiés au contraire, parvenant plus aisément à vivre près de leurs proches, maintiennent plus souvent des liens avec des pays tiers. Ici encore, on peut concevoir que l'entretien régulier de rapports avec des personnes vivant dans des lieux hors couple migratoire, permettra de donner au système migratoire des dynamiques innovantes. Pour revenir à la métaphore fluviale, dont Abbott s'est probablement inspirée pour formuler la proposition « le monde est en flux », on peut faire l'hypothèse que les migrants agissant de manière plus réticulaire, organisent le courant principal et renforcent le lit majeur, tandis que les migrants les plus autonomes relativement à ce que leur indique la structure, permettent à l'eau de déborder et de s'écouler sur des terrains moins fréquentés par les Colombiens.

La partie suivante montrera comment ce processus de développement s'est interrompu avec l'émergence de la crise et comment certains acteurs ont dû mobiliser leurs ressources spatiales pour se déplacer vers d'autres horizons.

Partie 4 : Transformation(s) du système migratoire

Introduction de la quatrième partie

> *« Des effets de transformation résultent non d'une volonté de transformation, mais de l'agrégation de 'petites décisions' obéissant à des motifs beaucoup plus humbles et qui sont d'ailleurs situés à l'échelle de l'acteur »* (Boudon et Bourricaud 1982 p. 19).

En 2011, 379 000 personnes nées en Colombie vivaient en Espagne. En 2014, elles étaient 364 000. À l'échelle du stock de Colombiens vivant en Espagne, ce changement est minime (un peu plus de 10 000 habitants en moins). Pourtant, à l'échelle de l'histoire du système migratoire colombien en Espagne observé depuis 1988, cette légère variation est sans précédent.

Après avoir décrit, dans les parties précédentes, les processus d'émergence (partie II) et de développement (partie III) du système migratoire colombien en Espagne, cette variation sera abordée en privilégiant une entrée par les transformations du système. C'est donc cette étape de la morphogénèse que nous souhaitons présenter en décrivant les changements perceptibles de la forme du champ migratoire. Plutôt que de centrer uniquement notre intérêt sur les individus qui s'installent en Espagne – objet des parties précédentes – nous commenterons également les parcours de ceux qui la quittent. Nous nous interrogerons donc principalement sur le déploiement du système migratoire colombien à partir de l'Espagne en observant les départs.

Comment se sont déployés les flux migratoires de Colombiens au départ de la péninsule ibérique ? Sur la période étudiée (1988-2014), un évènement majeur semble, à première vue, avoir perturbé le système. La crise immobilière états-unienne survenue en 2007 a eu en effet des conséquences majeures sur l'économie mondiale en se mutant en crise financière, puis en crise du marché du travail, notamment dans de nombreux pays européens. Le chapitre 7 tentera de replacer les dynamiques de transformation du système migratoire colombien dans le cadre plus large des effets de la crise sur les différents champs migratoires présents en Espagne, sans pour autant mobiliser systématiquement ce phénomène comme seul angle d'analyse des changements observés. Par ailleurs, l'émigration internationale depuis l'Espagne sera rapportée aux autres projets migratoires entrepris par cette population : migrations inter-municipales, nouvelles immigrations, mais aussi projets « d'immobilité ». À l'inverse, le chapitre 8 abordera la question de la transformation du système migratoire à l'échelle des individus, en axant l'analyse sur leurs ressources spatiales. Que la crise économique puisse pousser les personnes à partir est une évidence. Les processus qui conduisent le flux à s'orienter vers une direction plutôt qu'une autre sont moins connus. Pour comprendre la « directionnalité » des flux d'émigration colombienne, une analyse comparée des départs de Colombiens avec ceux d'autres populations sera nécessaire. En effet cette comparaison permettra de comprendre la spécificité du déploiement spatial qui nous intéresse. Le champ d'étude ne couvrira plus dès lors, les Colombiens exclusivement, mais l'ensemble des migrants en Espagne. La confrontation entre une approche résolument macroscopique des transformations du système (chapitre 7) et une approche micro-individuelle (chapitre 8) permettra de rendre raison de ce processus conformément à l'hypothèse de Raymond Boudon, citée plus haut.

Chapitre 7 : Les recompositions socio-spatiales depuis la crise

Introduction

> *« Un turning point est le point maximum ou le point minimum sur [une] fonction, le point où la pente de la courbe change de sens, en pratique, c'est la définition opérationnelle […] donnée dans la littérature en économie appliquée. »*
> (Abbott 2009, p. 15)

La crise à proprement parler désigne un moment de rupture au-delà duquel la tendance jusque-là en cours s'interrompt voire s'inverse. Il s'agit d'un moment d'instabilité. Dans le système économique contemporain, ce terme non seulement désigne ce point de rupture, mais encore la suite des événements qui en résultent. Ainsi, la crise dont il est question ici, désigne non seulement l'explosion de la bulle de spéculation immobilière des *subprimes*, mais aussi l'ensemble des années de récession qui s'en sont suivies. Cet événement a donné lieu à une importante littérature scientifique sur les mobilités spatiales en Espagne.

Toutefois, à ce jour, hormis notre travail exploratoire sur les dynamiques du champ migratoire colombien depuis la crise espagnole (Sierra-Paycha 2014; Sierra-Paycha 2016e) et deux articles portant sur l'ensemble des populations latino-américaines en Espagne (Recaño Valverde et Jáuregui Díaz 2014; Quintero Lesmes 2016), peu d'études se sont intéressées à ce processus de manière quantitative, ce qui fait du champ migratoire colombien le seul, parmi les cinq principaux présents sur le territoire espagnol, à ne pas avoir été décrit spécifiquement à travers les données des EVR. Ces données, en dépit de leurs limites, notamment quant à la prise en compte des départs d'Espagne, demeurent la meilleure source statistique pour décrire de telles dynamiques. En effet, elles constituent la principale base de données utilisées par les spécialistes des autres champs migratoires[181] (Larramona 2013a; Domingo et Sabater 2013b; González Ferrer 2013; Domingo et Sabater 2013a; García Ballesteros, Jiménez Blasco et Mayoral Peñas 2014; Baby-Collin et Cortes 2014; Viruela Martínez 2016). Ce chapitre vise à remédier à ce manque et propose de replacer les dynamiques récentes du système migratoire colombien dans le contexte plus général du système migratoire mondial, tout en montrant les dynamiques spécifiques propres aux Colombiens.

Au-delà de cet apport de connaissances sur les dynamiques migratoires post-crise, ce chapitre entend également montrer l'intérêt heuristique, mais aussi les limites d'une approche de la dynamique des champs migratoires fondée sur l'analyse de grands déterminismes socio-économiques. Nous verrons en effet comment une analyse à l'échelle macro - définie ainsi en raison du choix des sources et de l'hypothèse sous-jacente explicative des transformations - peut apparaître comme une solution de facilité pour analyser ces changements, au regard d'une analyse plus poussée lorsqu'elle est située à l'échelle des individus.

[181] Les champs migratoires roumain, marocain, bolivien, équatorien et espagnol.

Après avoir présenté synthétiquement les changements observés dans les contextes socio-économique et politique espagnols (7.1), il sera question dans un second temps des recompositions spatiales du champ migratoire colombien depuis 2008 étudiées à partir des EVR (7.2), suite à quoi, les recompositions socio-démographiques des flux seront interrogées (7.3).

7.1 Contexte de crise et migrations en Espagne

L'objectif de cette première section est de restituer des éléments de contexte sur la crise espagnole qui permettront d'analyser par la suite les transformations du système migratoire colombien à la suite de 2008.

7.1.1 Les effets socio-économiques à la suite de la crise

La crise mondiale a eu un impact considérable en Espagne. Plusieurs facteurs (Oliver i Alonso 2008) expliquent l'amplitude de cet impact :

- le niveau d'endettement des ménages ayant augmenté durant la phase d'expansion économique ;
- la part « démesurée » du secteur immobilier dans l'économie espagnole ;
- la dépendance très forte à l'égard des investissements étrangers (Domínguez-Mujica, Guerra-Talavera et Parreño-Castellano 2014, p. 116).

Dans un contexte de limitations des flux financiers et d'ajustements drastiques dans le secteur immobilier, l'Espagne est devenu un des pays les plus exposés à la crise économique. Le modèle économique en vigueur durant la période de croissance (1995-2007, voir chapitre 2) s'est vu remis en cause à partir de 2008, comme en attestent la chute brutale du produit intérieur brut, l'augmentation du taux de chômage, l'effondrement des cours, ou encore les faillites des entreprises (Barbero Lahoz 2009). Du premier trimestre 2007 au second trimestre 2009, le taux de croissance annuelle est ainsi passé de 4,0% à – 4,2%. Sur la même période, le nombre de chômeurs est passé de 2 millions à 4,1 millions.

La hausse des taux d'intérêts et les difficultés d'accès au crédit et au financement, ont induit une baisse généralisée de la demande, une réduction de la consommation et par conséquent, une baisse de l'activité immobilière ainsi que de celle du secteur de la construction. Le secteur secondaire et en particulier l'industrie de la construction ont été particulièrement touchés, soit deux secteurs dans lesquels les migrants sont traditionnellement surreprésentés[182] en Espagne (Domínguez-Mujica, Guerra-Talavera et Parreño-Castellano 2014, p. 116). Les situations d'irrégularité de nombreux migrants ont contribué à affaiblir leur pouvoir de négociation vis-à-vis des employeurs relativement aux conditions de travail et aux revenus, et ont pu conduire certains d'entre eux à se résigner à accepter des emplois mal payés et de plus mauvaises conditions de travail qu'auparavant. Parfois, le recours à l'économie informelle (c'est-à-dire le travail non déclaré) est apparu comme une solution de repli. D'après les estimations d'une étude du Ministère des Finances, la part du travail informel serait ainsi passée de 17,8% en 2008 à 24,6% en 2012 (Sardà 2014).

Les difficultés d'accès à l'emploi formel ont affecté en priorité les migrants salariés en contrat à durée déterminée, majoritairement les hommes et les plus jeunes actifs. Pour ces derniers, la crise a mis en évidence l'apparition d'une population dite « ni – ni », ni active, ni en études. La situation de chômage de longue durée s'est vue aggravée par une mauvaise couverture par les

[182] D'après les résultats de la partie III, il s'agit des hommes migrants et peu qualifiés. Les Européens de l'est y sont particulièrement surreprésentés.

allocations chômage des personnes sans emploi. En septembre 2015, d'après *l'Encuesta de Población Activa,* le taux de chômage espagnol s'élevait à 21,6% pour l'ensemble de la population et à 46,7% pour les moins de 25 ans. Rappelons que bien avant 2007, le taux de chômage des étrangers était plus élevé que celui des Espagnols (plus de 10% *versus* moins de 9 %). Après 2007, cet écart se creuse : ainsi, en 2008, plus de 15% des étrangers et plus de 10% des Espagnols sont au chômage, alors qu'en 2009, près de 30% des étrangers sont au chômage contre 15% des Espagnols (Domínguez-Mujica, Guerra-Talavera et Parreño-Castellano 2014, p. 117). Hormis ces conséquences directes sur l'emploi, la crise a eu de multiples conséquences indirectes sur la dégradation des conditions de vie des migrants : expulsion des logements hypothéqués par le secteur bancaire ou pour des loyers impayés, augmentation de la xénophobie et des discriminations à l'égard des populations étrangères (Colectivo IOÉ 2012).

Dans ce contexte socio-économique, les politiques migratoires se sont orientées vers une incitation au départ et à la limitation du flux d'arrivée.

7.1.2 Une incitation au départ par les politiques migratoires

D'après les analyses classiques de la migration, une telle dégradation généralisée des conditions de vie entraine un départ des populations (Ravenstein 1885; Everett Lee 1966). Le départ des migrants d'Espagne a précisément été érigé en politique migratoire, à la fois par le gouvernement espagnol et les gouvernements des communautés autonomes, mais aussi par les autorités de certains pays d'origine. En Espagne, il existe en effet trois systèmes d'aides au retour (Gobierno de España 2009). Le « *programa de retorno voluntario de atención social* » s'adresse aux personnes en « situation de vulnérabilité ». Seuls les services sociaux et certaines Organisations Non Gouvernementales sont habilités à donner le statut de « vulnérable » donnant droit à ce programme. Le « *pograma de ayudas complementarias al abono acumulado y anticipado de la prestación contributiva por desempleo a trabajadores extranjeros comunitarios* » permet depuis 2008 le paiement anticipé et cumulé des allocations de chômage aux travailleurs ayant cotisé pour la sécurité sociale et qui souhaitent retourner dans leur pays d'origine. Cette mesure concerne les ressortissants de pays ayant des accords bilatéraux avec l'Espagne (dont la Colombie fait partie) en matière de Sécurité Sociale. Les bénéficiaires de cette aide s'engagent à retourner dans leur pays d'origine trente jours après la signature du document officiel et à ne pas retourner en Espagne dans les trois ans qui suivent. Enfin le « *programa de retorno voluntario productivo* » s'adresse aux immigrés extracommunautaires ayant des projets entrepreneuriaux associés au retour. Entre 2009 et 2014, 15 549 retours (dont 947 Colombiens) ont été réalisés dans le cadre du programme « *de atención social* », 11 572 (dont 1779 Colombiens) dans le cadre du programme « *de ayudas complementarias* » et 693 (dont 178 Colombiens) dans celui du programme « *de retorno voluntario productivo* » (Gobierno de España 2015)[183].

Certaines communautés autonomes (Madrid, Catalogne) ont également des dispositifs pour les populations migrantes vulnérables. Par ailleurs, de nombreux pays d'origine proposent des politiques de retour : en Bolivie le programme *Volviendo a Casa* (Consulado de Bolivia 2011) octroie une exonération douanière pour l'importation de biens acquis en Espagne, un accès favorable au crédit, voire des terres vierges à coloniser ; en Colombie, lorsque les migrants de

[183] Pour une comparaison avec la période 2002-2012, voir (Recaño Valverde et Jáuregui Díaz 2014).

retour n'ont pas de ressources familiales sur place, le *Plan de retorno* (Cancillería de la República de Colombia 2011) propose une aide à l'insertion, une assistance médicale aux malades, une aide aux populations expulsées, des dispositifs d'orientation professionnelle (aide à la recherche d'emploi) et d'aide aux projets entrepreneuriaux (accès favorisé au crédit). À ces mesures d'accompagnement des retours volontaires, s'ajoutent les expulsions forcées dans des vols charters depuis la *Directiva del Retorno* 2008/115/CE (loi migratoire de 2009). Cette loi a renforcé les processus de détention et d'expulsion. En effet, la législation européenne préconise aux États membres d'accorder un délai de sept à trente jours aux personnes en situation de séjour irrégulière pour qu'elles effectuent un « retour volontaire », faute de quoi, une procédure d'expulsion doit être mise en œuvre en mobilisant un usage « raisonné de la force » ne mettant pas en péril la vie de la personne. L'Espagne a ainsi expulsé 11 817 personnes en 2014 (Europapress 2015a). Si la plupart des expulsions s'effectuent par voie terrestre ou maritime, une minorité requiert l'affrètement de vols internationaux. Ainsi, cette même année 2014, 37 avions ont expulsé 1167 personnes principalement vers le Mali, le Sénégal, le Nigeria, la Colombie et l'Équateur (192 personnes vers ces deux derniers pays). Qu'il s'agisse d'expulsions effectuées seulement par le Ministère de l'Intérieur ou de celles organisées en collaboration avec l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union Européenne (Frontex), l'Espagne a comptabilisé au total 9 410 expulsions par (257) vols internationaux entre janvier 2010 et octobre 2014 (Europapress 2015b).

Pour gérer le flux de personnes à expulser, l'Espagne est dotée de sept centres d'internement d'étrangers (CIE) dont le but est de retenir de manière préventive les étrangers soumis à des arrêtés d'expulsion du territoire national. Les motifs d'incarcération sont entre autres les suivants : ne pas avoir de papier en règle sur le territoire espagnol, travailler sans permis de travail, s'adonner à des activités de mendicité, dissimuler au Ministère de l'intérieur des documents relatifs à la situation de résidence (Real decreto 2013). Alors que l'objectif est d'organiser au mieux le départ des personnes en situation irrégulière, le passage par un CIE peut se convertir en longue détention puisque seulement 50 % des détenus sont expulsés dans l'année qui suit leur arrivée dans le camp (Picazo 2015). Les expulsions peuvent de surcroit s'accompagner d'une interdiction d'entrée sur le territoire espagnol pouvant aller jusqu'à cinq ans (EUR-lex 2009). L'Espagne (en raison de sa position géographique particulière et notamment de ses enclaves en Afrique du Nord Ceuta et Melilla) est ainsi devenue le principal pays européen à refouler des personnes à la frontière : en 2014, plus de 170 000 personnes avaient été refoulées aux frontières de l'Espagne, pays qui siège désormais loin devant l'Angleterre et ses 16 000 refoulements en 2014 (Collantes 2015).

7.1.3 Les dynamiques migratoires en Espagne à la suite de la crise

Au-delà des indicateurs macroéconomiques et des effets de changement de législation en matière de gestion des flux migratoires, la crise a eu des effets immédiatement visibles sur les tendances démographiques en Espagne. Le taux de croissance de la population diminue à partir de 2008 pour devenir négatif en 2012. En effet, à partir de cette date, la population résidant en Espagne diminue. On impute cette diminution principalement aux départs des résidents, et notamment des migrants (García Ballesteros, Jiménez Blasco et Mayoral Peñas 2014).

D'une manière générale, certains travaux (Domingo et Sabater 2012) mettent en évidence d'une part la jeunesse de l'émigration et d'autre part la prégnance des motivations économiques dans les

projets migratoires. G. Larramona confirme que les départs sont surtout le fait d'hommes au début de la vie active, avec des différences de destination selon l'âge, les départs pour des pays tiers seraient plus fréquents à 30-34 ans tandis que les retours au pays de naissance (pour les immigrés) seraient plus fréquents à 18-29 ans et après 65 ans. L'intensité de l'émigration varie également selon la région espagnole de résidence, certains territoires ayant été plus exposés que d'autres à la crise. La variété des projets migratoires possibles dépend, selon ces auteurs, avant tout de la situation juridique : une situation irrégulière pourrait ainsi décourager un départ, tandis que des papiers en règle inciteraient davantage à partir (car elles permettent un éventuel « retour » ultérieur en Espagne). La capacité à mettre en œuvre un projet de départ dépend aussi des ressources économiques et des ressources sociales (l' « espace social d'accueil » selon Domingo et Sabater) disponibles dans le lieu de destination (*Ibid.*, p. 84).

Les départs d'Espagne se caractérisent par une grande diversité des destinations. Selon Domingo et Sabater (2012), le grand nombre de pays affectés par l'émigration espagnole, est le fruit de la diversification des flux migratoires connue par l'Espagne dans la décennie 2000. Les départs sont ainsi composés de divers flux : départ des personnes de nationalité espagnole, « retour » au pays de naissance des étrangers, ré-émigration des étrangers. L'incertitude sur l'avenir de la santé économique espagnole conduit certains chercheurs comme Domingo et Sabater à faire l'hypothèse de la mise en place probable de migrations circulaires entre l'Espagne et les différents pays affectés par l'émigration espagnole (pays tiers et pays de naissance), circulation qui pourrait être d'autant plus forte que l'espace Schengen s'y prête juridiquement.

L'idée d'un départ massif d'Espagne a cependant été nuancée par les travaux de Dominguez Mujica *et alii* (Domínguez-Mujica, Guerra-Talavera et Parreño-Castellano 2014). Ces auteurs pointent la persistance paradoxale de l'immigration (dont la composition est désormais largement moins due aux arrivées irrégulières qu'auparavant) et le faible taux de retour des migrants. Si au niveau macro, on peut faire le lien entre la crise et l'émigration des migrants, à partir d'un matériau qualitatif, A. García Ballesteros *et al* nuancent pourtant l'idée que la crise et le fort taux de chômage soient directement responsables des migrations de retour ; en effet, ils constatent des causes davantage familiales comme le retour de parents auprès d'enfants restés avec les grands-parents dans le pays d'origine, ou des causes liées aux étapes du cycle de vie comme le retour de jeunes migrants ni en études ni en emploi, ou encore le retour des personnes en fin de vie active. Ces auteurs remarquent que les commerces ayant fait faillite sont peu évoqués dans les motifs de retour dégagés par leurs entretiens, ceux-ci ayant nécessité peu d'investissements à l'origine et s'étant relativement bien adaptés à la crise. A. García Ballesteros *et al* nuancent donc la figure du migrant pauvre de retour, ayant échoué. Malgré les nombreux dispositifs, le rôle des aides au retour semble également limité en raison d'une faible utilisation de ces dispositifs de la part des migrants concernés.

Quant aux mobilités résidentielles internes au territoire espagnol, différentes dynamiques ont été mises au jour selon l'échelle de la mobilité. Ainsi, on observe globalement une baisse de la mobilité résidentielle entre les municipes (Quintero Lesmes 2016), mais une augmentation des flux de migration de longue distance (entre communautés autonomes ou entre provinces non-limitrophes). Cette augmentation de la distance s'explique par la nécessité de parcourir plus de kilomètres qu'auparavant pour trouver un emploi (Viruela Martínez 2016). Par ailleurs, pour les migrants « ni-ni » qui avaient acquis leur autonomie résidentielle, on observe un retour au domicile des parents, parfois moins affectés par la crise hypothécaire. Il est probable que le

nombre moyen de corésidents en Espagne ait augmenté à ce titre, certaines familles partageant à nouveau le logement après un épisode de décohabitation. La plupart des flux migratoires internes de longue distance partent de la méditerranée et s'orientent vers le nord de l'Espagne en particulier le pays basque. À l'échelle intra-provinciale et intra-métropolitaine on constate une augmentation de la mobilité vers les espaces urbains les plus densément peuplés au détriment des aires urbaines de plus faibles densité, contrairement au processus en cours jusqu'à la fin des années 2000 (García Coll, López Villanueva et Pujadas Rúbies 2016).

Pour mesurer les mobilités résidentielles inter-municipales en Espagne, les chercheurs disposent d'un outil relativement exceptionnel[184] qui a déjà été présenté dans le chapitre 2. Selon le type de mobilité que l'on souhaite analyser, l'utilisation des EVR présente cependant de plus ou moins grandes limites (encadré 7.1).

[184] Comme l'indique D. Courgeau dans le manuel consacré à l'analyse des mobilités spatiales, les changements observés dans les registres de population sont le meilleur système de collecte exhaustif des mobilités (Courgeau 1988).

Encadré 7.1 Mesurer les départs des migrants à partir des statistiques de changements résidentiels, précautions méthodologiques (d'après Larramona 2013b; Recaño Valverde et Jáuregui Díaz 2014; Sierra-Paycha 2016e)

Le système statistique espagnol permet de mesurer l'émigration extérieure à partir des sorties du *padrón*, qui peuvent être volontaires (déclarées par l'intéressé) ou dérivées de procédures administratives (radiation). En pratique, les migrants ont peu d'intérêt à déclarer la sortie d'Espagne après avoir migré. Au contraire ils ont tout intérêt à conserver l'enregistrement au *padrón* pour ne pas être privés de futurs droits qui accompagnent la « preuve » de résidence en Espagne, notamment l'obtention de la nationalité. Pour améliorer la prise en compte des sorties, trois réformes de leur collecte ont eu lieu au cours des années 2000. À partir de **2002**, la collecte des informations sur la mobilité des Espagnols nés à l'étranger s'est améliorée. En effet, les sorties du registre ont été mises en relation avec les bases de données sur les Espagnols résidant à l'étranger. En **2004**, l'INE a considéré que les sorties du registre des étrangers qui ne sont pas réaffectés dans un autre municipe devaient être considérées comme des émigrations aux destinations inconnues (la difficulté étant qu'on ne connaît pas la date exacte du départ). Depuis **2006**, grâce à la *Ley orgánica* 14/2003 *de Extranjería* on inclut les « radiations par caducité » parmi les sorties du registre. La nouvelle réglementation établit que les étrangers qui n'ont pas de nationalité d'un pays de l'Union Européenne ou qui n'ont pas d'autorisation de résidence permanente, ont l'obligation de renouveler leur inscription au registre tous les deux ans. Si ce renouvellement ne se fait pas, alors la mairie déclare la caducité de leur inscription au registre, qui est alors automatiquement assimilée à une émigration vers l'étranger.

Chaque changement de mesure a naturellement introduit une augmentation des sorties annuelles du *padrón.* Pour bien utiliser ces données, il faut donc se méfier de certaines comparaisons temporelles. Par exemple, si l'on souhaite étudier les départs entre 2002 et 2014, il faut considérer uniquement les destinations connues. Cependant, même après 2006, les ruptures de série ont des effets pervers dans la mesure des flux de départ. Par exemple après la dernière réforme, on constate un effet d'actualisation des données des EVR ; toutes les radiations non-effectuées depuis 1998 l'ont été soudainement. Par conséquent, la qualité de la collecte n'est pas la même selon le groupe de migrants. Ainsi les champs migratoires les plus ancrés sur le territoire, ont tendance à déclarer mieux les sorties que les autres. Pour les personnes nées en Colombie, 23% des sorties du registre sont connues, soit moins que celles des Équatoriens, arrivés légèrement avant, mais plus que celles des Boliviens, arrivés plus tardivement (tableau 7.1).

Tableau 7.1 Répartition des sorties du registres selon la connaissance de la destination pour différents pays de naissance (source : INE, EVR 2002-2014)

Pays de naissance %	Colombie	Équateur	Bolivie	Ensemble nés à l'étranger
Destinations inconnues	19,9	19,4	18,7	42,6
Radiation pour caducité	57,1	49,6	65,4	40,0
Destinations connues	23,0	31,0	15,8	17,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

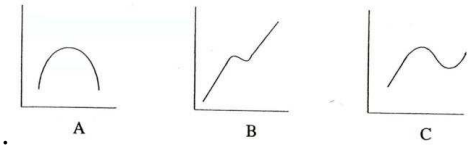
C’est donc à partir de ces données que l’on est en mesure d’analyser une partie des recompositions spatiales et démographiques du système migratoire colombien depuis la crise espagnole. D’une part, grâce aux lieux d’origine et de destination, qui sont collectés au pays près lorsqu’il s’agit d’une destination à l’étranger, et à l’échelle du municipe lorsqu’il s’agit d’une migration vers l’Espagne (sauf si le municipe est peuplé de moins de 10 000 habitants), on peut analyser correctement les recompositions spatiales. D’autre part, grâce à quelques données démographiques collectées (âge, sexe, nationalité, année de la mobilité), on peut analyser la composition des différents flux.

7.2 Les recompositions spatiales du système migratoire colombien : un processus de ramification

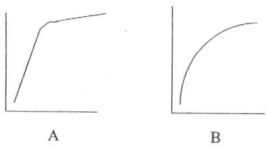
Depuis 2008, la crise est devenue la principale entrée pour étudier les mobilités spatiales en Espagne. On peut néanmoins se demander si cette année marque réellement un « turning point », une bifurcation pour le système migratoire colombien. Pour appréhender les processus de transformation, la méthode classique consiste à examiner des courbes de tendances (encadré 7.2).

Encadré 7.2 La représentation « classique » du turning point (Tiré d' Abbott 2009, p. 15‑21)

« Pour rendre compte d'un concept de turning point […], le plus simple est de commencer par des concepts issus des mathématiques. Imaginons une fonction continue simple de x. Un turning point est le point maximum ou le point minimum sur cette fonction, le point où la pente de la courbe change de sens [en pratique, c'est la définition opérationnelle du turning point donnée dans la littérature en économie appliquée (Zellner, Hong et Min 1991)].



Cependant, nous n'aurions pas imaginé deux changements semblables s'enchaînant rapidement comme quelque chose de plus qu'une petite ondulation dans une tendance générale stable. Mais si les deux changements étaient issus l'un de l'autre, on verrait l'ensemble de la courbe comme divisé en trois segments séparés par deux turning points. Cet exemple simple, illustré par la figure ci-dessus, saisit un des aspects les plus importants du turning point. Le concept de turning point, est […] un « concept narratif ». Autrement dit le concept se réfère à deux points dans le temps et non à un seul. Ce qui fait qu'un turning point est un turning point et non une banale ondulation, suppose qu'un temps suffisamment long se soit écoulé « dans la nouvelle orientation » au point qu'il soit devenu clair que la direction a véritablement changé. Notons que le caractère « narratif » des turning points apparaît aussi nettement dans les méthodes quantitatives basées sur les variables que dans les méthodes qualitatives basées sur les cas. Si l'on pouvait identifier les turning points quantitatifs avec seulement une référence au passé et au présent immédiat, des algorithmes qui pourraient localiser des turning points auraient raison des marchés financiers. C'est précisément le « caractère rétrospectif » des turning points – leur définition en termes de futur aussi bien qu'en termes de passé et présent – qui interdit une telle prévision. Partant de cette qualité narrative, nous pouvons reformuler et généraliser notre concept de turning point pour y inclure de simples « inflexions » de la courbe. Ce qui définit un turning point en tant que tel est le fait que l'inflexion dont il est le siège contraste avec la relative rectitude extérieure (avant et après).



Aussi, comme dans la figure, il n'y a pas nécessairement besoin d'un changement de signe. Ce qui importe est la rupture d'une tendance à pente douce par une inflexion qui par comparaison est assez abrupte. Remarquons que l'on a du mal à penser qu'une courbe dont la pente change lentement (comme celle de la figure B de la figure ci-dessus) comporte bien un turning point, alors qu'il entraîne à l'évidence des changements sur un long terme. »

D'après Abbott, pour mener une enquête sur les bifurcations d'un système, il faut donc s'intéresser aux points d'inflexion des courbes de tendance à partir d'une observation suffisamment longue pour attester de son caractère inédit. Mais quelles tendances cherche-t-on à observer au juste ? La section présente propose d'étudier les dynamiques spatiales du système migratoire colombien. Il s'agit de s'intéresser aux changements perceptibles dans le volume et la

« directionnalité » des flux migratoires à partir des EVR. L'immigration a-t-elle augmenté ? L'émigration a-t-elle diminué ? Comment a évolué la migration inter-municipale en Espagne ? Vers quels lieux se tournent désormais les Colombiens ?

Pour mener à bien cette étude, nous proposons d'utiliser quatre indicateurs, le taux brut d'accroissement total annuel de la population née en Colombie résidant en Espagne, le taux brut d'immigration annuel, le taux brut d'émigration annuel et enfin le taux de migration intermunicipale (encadré 7.3).

Encadré 7.3 Le calcul des taux démographiques à partir des données du *Padrón*

En démographie, un taux brut se définit comme le rapport entre les évènements démographiques enregistrés dans l'année observée et la population moyenne soumise au risque cette même année. Par population moyenne, on entend en général la moyenne de la population mesurée au 1er janvier et de celle au 31 décembre de l'année en cours. Les données du *Padrón* se prêtent bien à ces calculs, car les populations sont estimées au début de chaque année et les changements de résidence sont livrés pour chaque année complète. Dans le cadre de l'étude de la population née en Colombie et résidant en Espagne, l'équation du bilan démographique s'écrit ainsi :

$$P(t+1) = P(t) + I(t) - E(t) - D(t)$$

Où P désigne la population née en Colombie au premier janvier de l'année t, et $I(t)$, $E(t), D(t)$désignent respectivement le nombre d'immigrations, d'émigrations (au sens de sorties du registre qu'elles soient connues ou inconnues) et de décès de personnes nées en Colombie observées dans l'année t.

On peut alors calculer le taux d'accroissement annuel $TA(t)$ pour 10 000 habitants $= \frac{P(t+1)-P(t)}{\frac{P(t)+P(t+1)}{2}} \times 10000$

On peut aussi calculer quelques taux bruts de mobilité (Courgeau 1988) :

Le taux d'immigration annuel $TI(t) = \frac{I(t)}{\frac{P(t)+P(t+1)}{2}} \times 10000$

Le taux d'émigration annuel $TE(t) = \frac{E(t)}{\frac{P(t)+P(t+1)}{2}} \times 10000$

Soit $MI(t)$ le nombre de changements de résidence entre municipes dans l'année (t). Le taux de migration intermunicipale $TMI(t) = \frac{MI(t)}{\frac{P(t)+P(t+1)}{2}} \times 10000$

Encadré 7.3 (suite) Le calcul des taux démographiques à partir des données du *Padrón*

Hormis ces taux bruts de mobilité, il existe des indicateurs synthétiques de mobilité (appelés Gross Migraproduction Rate dans leur version anglaise ; voir Rogers et Willekens 1986) qui ne tiennent pas compte des effets de structure par âge (Recaño Valverde 2002; Recaño Valverde et Jáuregui Díaz 2014). Pour les obtenir, il est nécessaire de calculer d'abord les différents taux par âge. Dans le cas de l'indice synthétique d'émigration, il faut calculer pour un groupe d'âge x, x+n et sur une période t l'émigration du groupe sur la population moyenne :

$$e_{x,x+n}(t) = \frac{E_{x,x+n}(t)}{\frac{(P_{x,x+n}(t) + P_{x,x+n}(t+1))}{2}}$$

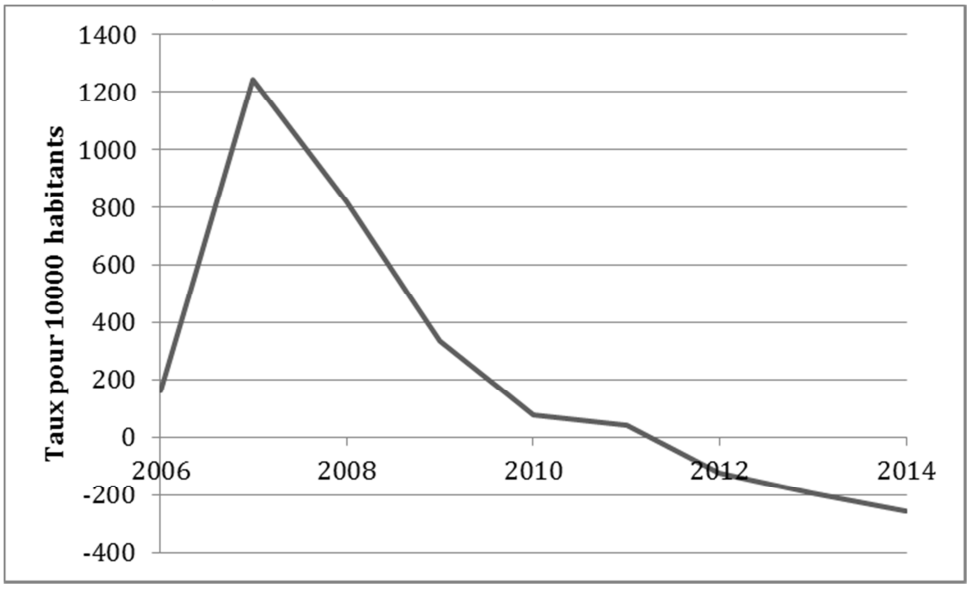
Ensuite, l'indice synthétique s'obtient par la somme des tous les taux par âge :

$$ISM(t) = \sum_{x=0}^{\omega} e_{x,x+n}(t)$$

Cet indice mesure le nombre espéré de mobilités (ici le nombre d'émigrations même si cela est très abstrait) qu'un individu réaliserait tout au long de sa vie s'il était soumis aux taux de migration par âge enregistrés à la période qui nous intéresse et s'il survivait jusqu'aux âges les plus avancés. C'est donc l'homologue de l'indice synthétique de fécondité appliqué aux migrations. Il est particulièrement utile pour effectuer des comparaisons entre différentes populations soumises au risque. Dans la mesure où nous n'étudions que la population colombienne ici, nous n'avons pas estimé nécessaire d'y recourir. Cependant, nous convoquerons dans cette section les travaux d'autres chercheurs qui eux s'appuient sur cet indice.

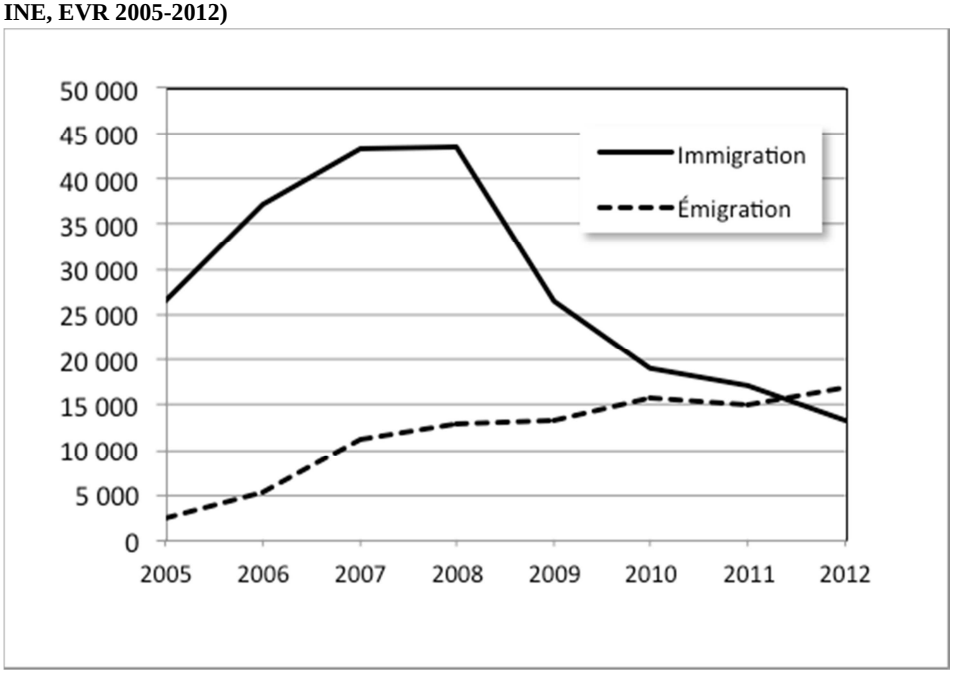
A la veille de la crise, la population née en Colombie et résidant en Espagne augmentait vertigineusement gagnant ainsi près de 40 000 personnes supplémentaires durant l'année 2007. La tendance semblait alors s'orienter à nouveau vers une augmentation similaire à ce qui était advenu au début des années 2000 (avec un pic d'arrivées en 2001). Pour 10 000 habitants nés en Colombie vivant en Espagne, se sont ajoutés ainsi 1400 individus en plus au cours de l'année 2007. Cette tendance s'inverse pourtant après 2008, marquant alors un « turning point » bien repérable. Le nombre de personnes nées en Colombie augmente encore, mais à un rythme bien moins important qu'avant (figure 7.1). Le taux d'accroissement est alors en chute libre et c'est entre 2011 et 2012 qu'il devient négatif. Après 2012, la population colombienne résidant en Espagne diminue : en 2014, par exemple, on comptait 130 Colombiens de moins pour 10 000 habitants.

Figure 7.1 Taux d'accroissement annuel de la population née en Colombie vivant en Espagne (source : INE, EVR 2006-2014, Padrón 2006-2014)



Cette diminution s'explique par les changements observés dans les tendances des flux migratoires internationaux[185]. Depuis le déclenchement de la crise en Espagne, les arrivées de Colombiens en Espagne ont diminué (43 300 arrivées en 2008 contre 13 300 en 2012) après une croissance ininterrompue depuis 2002. Cependant, on ne peut pas y voir pour autant une véritable extinction du flux avec plus de 13 000 arrivées annuelles (figure 7.2).

Figure 7.2 Flux d'immigration et d'émigration (au sens de sorties du registre) de Colombiens en Espagne (source : INE, EVR 2005-2012)

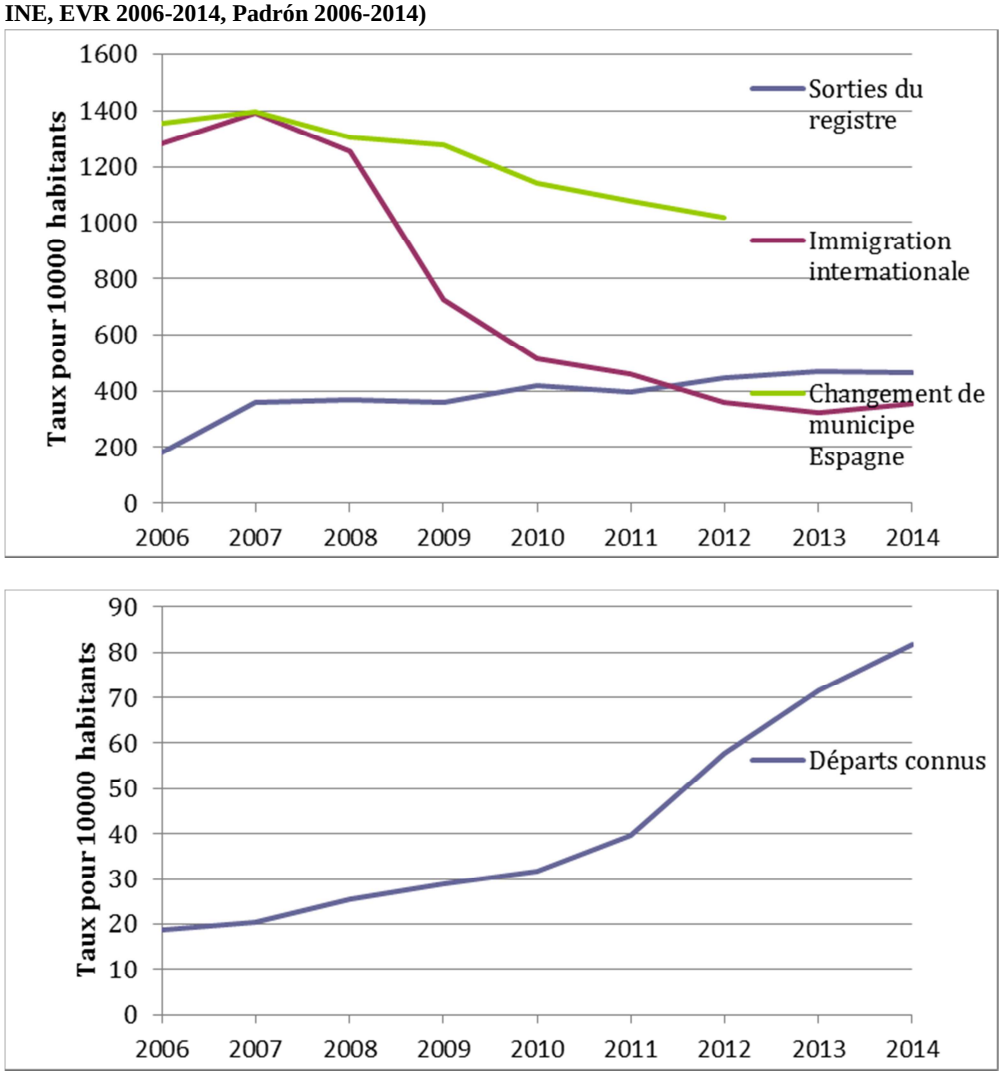


En raisonnant non plus avec des valeurs brutes, mais avec les données rapportées à la population moyenne annuelle, on peut confirmer le fait que le taux d'immigration enregistre une spectaculaire baisse (figure 7.3) : alors qu'en 2007 pour 10 000 Colombiens résidant en Espagne, on comptait

[185] On pourrait faire l'hypothèse qu'en période de crise la mortalité des migrants augmente mais ce ne peut être en aucun cas le facteur décisif de la diminution de la population colombienne en Espagne.

près de 1400 arrivées depuis l'étranger, en 2013, ces arrivées ne sont guère plus de 300. Le « turning point » est donc avéré pour le flux d'arrivée.

Figure 7.3 Taux annuel d'immigration/de sorties du registre/de migration intermunicipale/d'émigration connue de personnes nées en Colombie pour 10000 habitants nés en Colombie résidant en Espagne
(source : INE, EVR 2006-2014, Padrón 2006-2014)



Du côté des départs d'Espagne (figure 7.3), les ruptures de tendance sont moins claires, mais tout dépend de l'indicateur que l'on choisit. Tout d'abord, considérons le taux d'émigration au sens des sorties du registre (c'est-à-dire les Colombiens quittant le registre municipal autrement qu'en décédant). Juste avant la crise, ce taux de départs avait déjà commencé à augmenter. Il double presque de 2006 à 2007 (de 200 sorties à près de 400 pour 10 000) alors qu'après 2007, il augmente plus faiblement. Il est intéressant de mettre cette « anomalie » (si l'on présume que la crise économique est synonyme de facteur d'expulsion) en parallèle des modifications opérées dans la collecte des changements de résidence (encadré 7.1). En effet, la majeure partie de cette augmentation du phénomène pourrait être due à la mise en place des radiations par caducité, car, à partir de 2006, on comptabilise comme sorties à destination de l'étranger le cumul de toutes les années antérieures depuis l'instauration du registre de population en janvier 1998. Par conséquent, les radiations des premières années sont surreprésentées, alors qu'au fil du temps, vont s'atténuer les sorties par caducité pour les années antérieures à la mise en place de cette mesure. Avec cet

indicateur, s'il y a « turning point », celui-ci se situe en 2007, mais uniquement à cause de l'effet d'actualisation des registres.

Si l'on prend maintenant en compte le taux de départs connus (c'est-à-dire les départs vers l'étranger dont la destination est dûment renseignée), c'est une tendance tout autre que l'on observe : la pente est très faible entre 2006 et 2007. Après 2008, cette dernière augmente mais il faut attendre 2010-2011, pour que le taux d'émigration connue prenne de l'ampleur. Si l'on devait définir une date pour un turning point, on choisirait probablement 2011, mais là encore, le changement de tendance est timoré. Le taux d'émigration connue correspond exactement au dernier cas de figure évoqué par Abbott (encadré 7.2), celui d'une « courbe dont la pente change lentement [mais qui] comporte bien un turning point, [puisqu'elle] entraîne à l'évidence des changements sur un long terme » (Abbott 2009). En tout cas, il y a un décalage évident de quelques années relativement au point de bifurcation des arrivées qui a lieu, lui, en 2007. Faut-il donc en conclure que l'irruption de la crise en Espagne n'a pas immédiatement affecté les départs des Colombiens de ce pays ? A quel(s) indicateur(s) se fier ? A la suite d'autres travaux (Recaño Valverde et Jáuregui Díaz 2014), nous considérons que l'estimation par le taux d'émigration connue est le meilleur indicateur. En effet, à l'heure actuelle, la prise en compte des radiations par caducité est encore trop récente pour qu'elle n'ait plus d'effet déformant sur les tendances. En revanche, la qualité de la collecte des départs connus est invariante depuis longtemps ; même s'il s'agit d'une sous-estimation de l'émigration, l'adéquation du second indicateur avec le moment de la mobilité est meilleure. En ce sens, la tendance de la courbe correspond sans doute mieux à la tendance qui existe réellement.

Après la crise, l'émigration augmente donc mais avec, dans un premier temps, une progression bien moins forte[186] que ne l'est la diminution des immigrations. En 2014, le taux de départs atteint son maximum avec près de 450 sorties du registre (dont 80 à destination connue) pour 10 000 Colombiens. C'est ainsi, au milieu de l'année 2011 que les Colombiens quittant l'Espagne deviennent plus nombreux que ceux qui y migrent. La période la plus récente indique cependant qu'il ne s'agit pas là d'une tendance vouée à perdurer puisque le taux d'immigration connaît une inflexion à la hausse entre 2013 et 2014. Conformément au modèle des *push factors*, la crise a donc découragé certains projets migratoires colombiens vers l'Espagne, elle a également incité d'autres personnes à partir. Ce constat rejoint ainsi la tendance générale observée pour d'autres champs migratoires, à savoir celle d'un impact visible mais avec un « turning point » mesuré et diffus de la nouvelle donne économique sur le niveau des flux d'émigration en Espagne. En effet, comme l'ont montré récemment Recaño Valverde et Jáuregui Díaz (2014), le départ mesuré des Colombiens s'inscrit dans la tendance des champs migratoires latino-américains les plus ancrés en Espagne (comme les Équatoriens) et se distingue en cela de celui des populations arrivées plus récemment (comme les Paraguayens, les Brésiliens ou encore les Boliviens) marquées, quant à elles, par une plus forte émigration internationale.

Hormis les niveaux d'entrée et de sortie du territoire colombien, en Espagne, on peut se demander, à la suite de nombreux travaux sur les mobilités entre les municipes espagnols, si celles-ci ont augmenté, si ce type de mobilité est apparu comme une stratégie possible face à la crise. Au même titre que l'immigration vers le pays ibérique, la mobilité des Colombiens vers

[186] Les indices synthétiques d'émigration des Colombiens calculés par Recaño Valverde et Jáuregui Díaz (2014) confirment cette progression lente avant 2011.

d'autres destinations en Espagne a diminué elle aussi, depuis le déclenchement de la crise (figure 7.4) : de 1400 mobilités en 2007, on passe à 1000 changements de résidence dans un autre municipe pour 10 000 habitants en 2012.

De manière générale, sur la période des quelques années qui ont suivi la crise, la seule forme de mobilité qui a donc véritablement pris de l'ampleur est le départ d'Espagne vers l'étranger, au détriment des autres formes de mobilité résidentielles qui ont, quant à elles, baissé alors qu'elles augmentaient jusque-là. Paradoxalement, l'émigration des Colombiens est la seule forme de mobilité dont l'examen de la courbe de tendance ne révèle pas de « turning point » mathématique alors que c'est ce type de mobilité résidentielle qui a focalisé l'attention des chercheurs depuis 2008. Si au niveau de l'analyse des courbes des flux, on confirme que des variations ont bien eu lieu depuis la crise, peut-on en dire autant concernant l'orientation de ces différents types de mobilité résidentielle ? Les trois sous-sections suivantes permettent d'analyser d'éventuelles recompositions spatiales depuis 2008 pour chaque forme de mobilité.

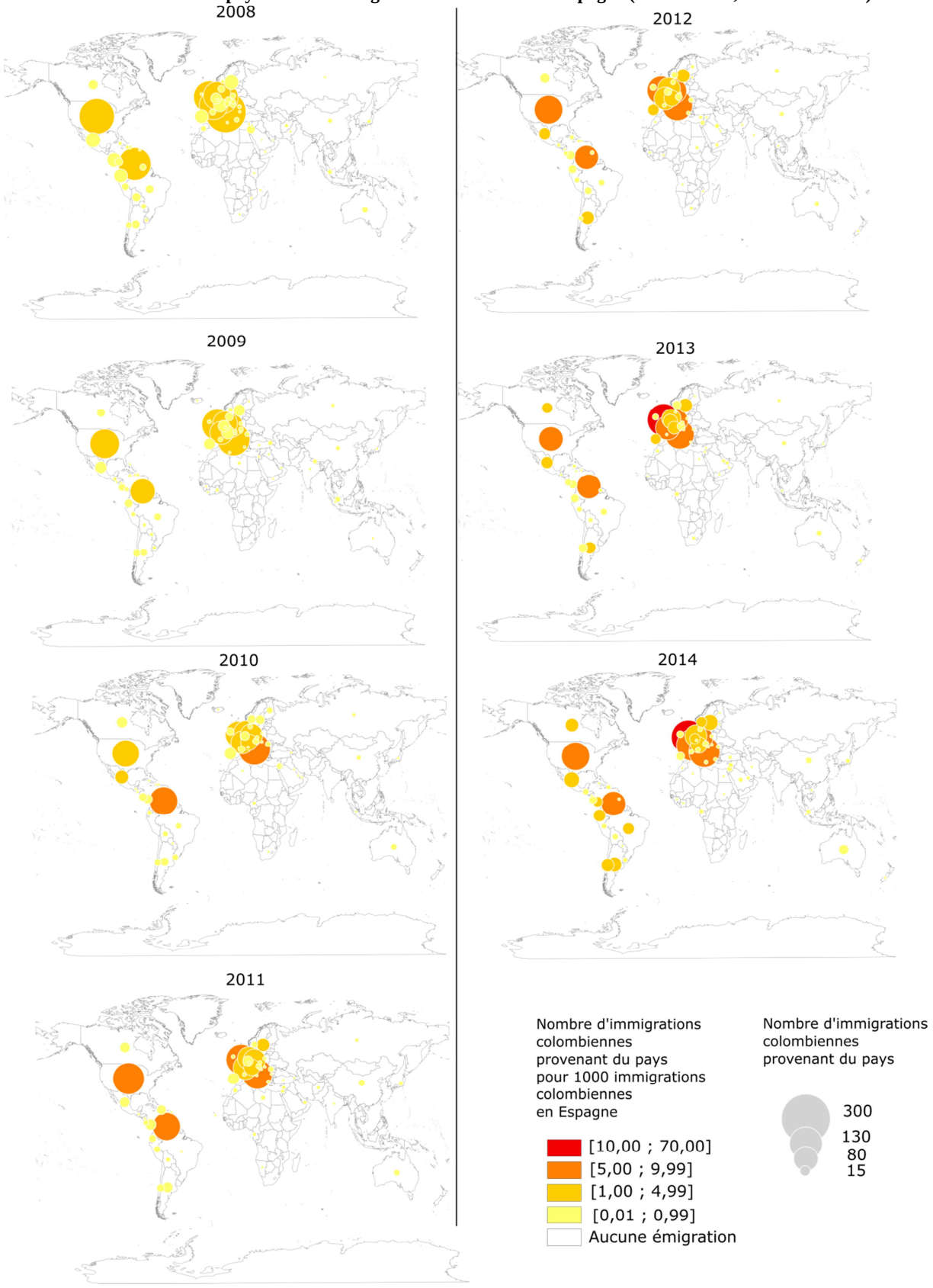
7.2.1 D'où viennent les nouvelles immigrations et où s'implantent-t-elles ?

Pour analyser d'éventuelles recompositions spatiales des immigrations, il faut à la fois s'intéresser aux lieux de départ et aux lieux d'arrivée. Dans le chapitre 4, nous avons proposé une analyse du peuplement de l'Espagne par les migrants colombiens selon la provenance de la mobilité, à partir de l'indicateur concernant le nombre d'immigrations provenant d'un pays donné parmi l'ensemble des immigrations colombiennes. Sans surprise, avant 2007, la Colombie dominait l'ensemble des provenances ; pour 1000 arrivées de Colombiens, 837 venaient directement du pays de naissance. Après 2008, on constate au contraire une diminution de la contribution colombienne (seulement 644 arrivées depuis la Colombie en 2010, puis 614 en 2013 pour 1000). En commentant les dernières arrivées avant la crise, on observait (carte 4.5 p.153-154) une modification des lieux d'origine des Colombiens émigrant en Espagne au profit d'une européisation des trajectoires et au détriment des origines américaines. À titre d'exemple fort révélateur, en 2007, l'Italie contribuait plus que le Venezuela en apport de Colombiens. D'après la carte 7.1, cette européisation[187] se confirme après le début de la crise, l'Europe de l'ouest étant, après la Colombie elle-même, la principale émettrice de flux migratoires colombiens vers le pays ibérique. Après 2009 et jusqu'en 2014, l'européisation des trajectoires est toutefois nuancée par le retour au premier plan (quoique ponctuel) de deux pays américains, les États-Unis et le Venezuela, deux pays alors eux-mêmes en crise, le premier affecté par la crise des *subprimes*, le second par une crise politique.

On observe donc que depuis 2008, l'immigration colombienne s'est faite de plus en plus à partir d'un pays tiers. Il s'agit peut-être là du signe que la mobilité vers l'Espagne en temps de crise est de plus en plus sélective par le critère d'une étape migratoire antérieure à l'étranger. Par ailleurs, on observe que la tendance a été à la poursuite de recompositions spatiales amorcées dès le milieu des années 2000, à savoir l'européisation des arrivées colombiennes en Espagne.

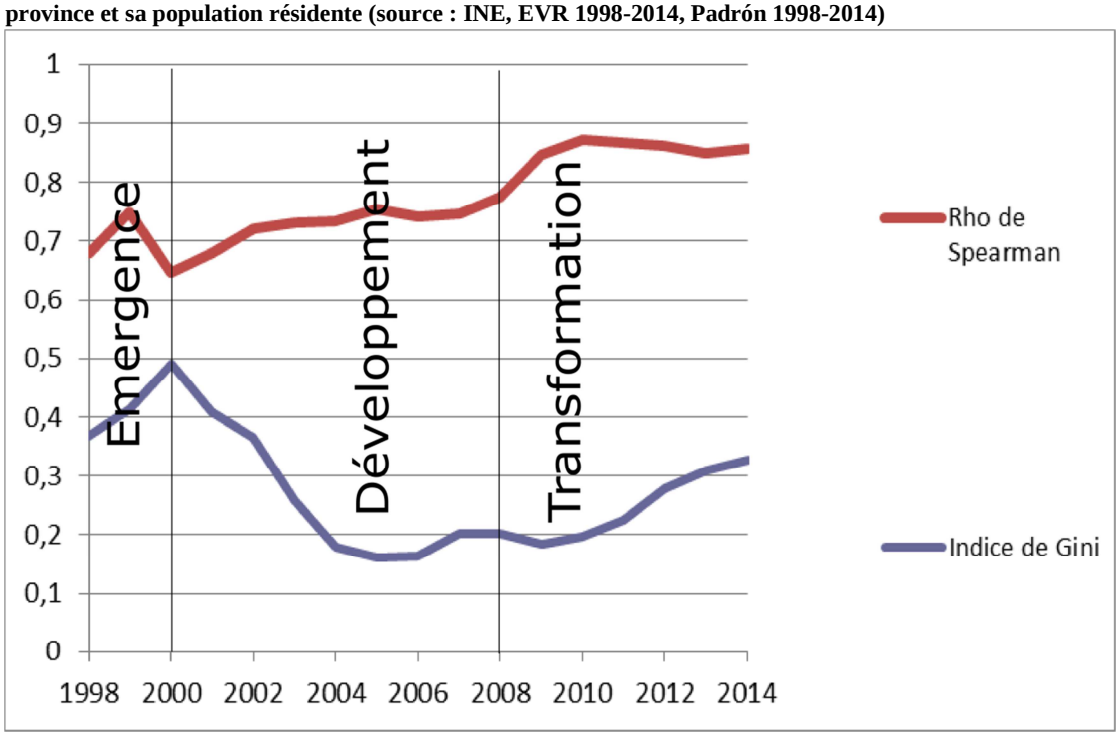
[187] Cette européisation est confirmée par les données du recensement espagnol de 2011. En effet, en examinant la carte des pays de résidence un an avant l'enquête des Colombiens interrogés, on remarque que l'Europe est très majoritaire.

Carte 7.1 Contributions des pays tiers à l'immigration colombienne en Espagne (source : INE, EVR 2008-2014)



Concentrons-nous maintenant sur les arrivées de migrants colombiens en Espagne. Dans la partie III, nous avions observé une diffusion progressive à partir de foyers émetteurs (Madrid, Logroño-Vitoria-Bilbao, Alicante/Valence, Canaries, Lérida puis Barcelone). En 2007, la carte des provinces spécialisées dans l'arrivée de Colombiens était très large. Que s'est-il passé après 2008 ? Quelle a été la conséquence spatiale de la diminution du flux migratoire en Espagne ? Concentration ou dispersion ?

Figure 7.4 Trajectoires de l'indice de Gini et du Rho de Spearman des arrivées colombiennes en Espagne selon la province et sa population résidente (source : INE, EVR 1998-2014, Padrón 1998-2014)

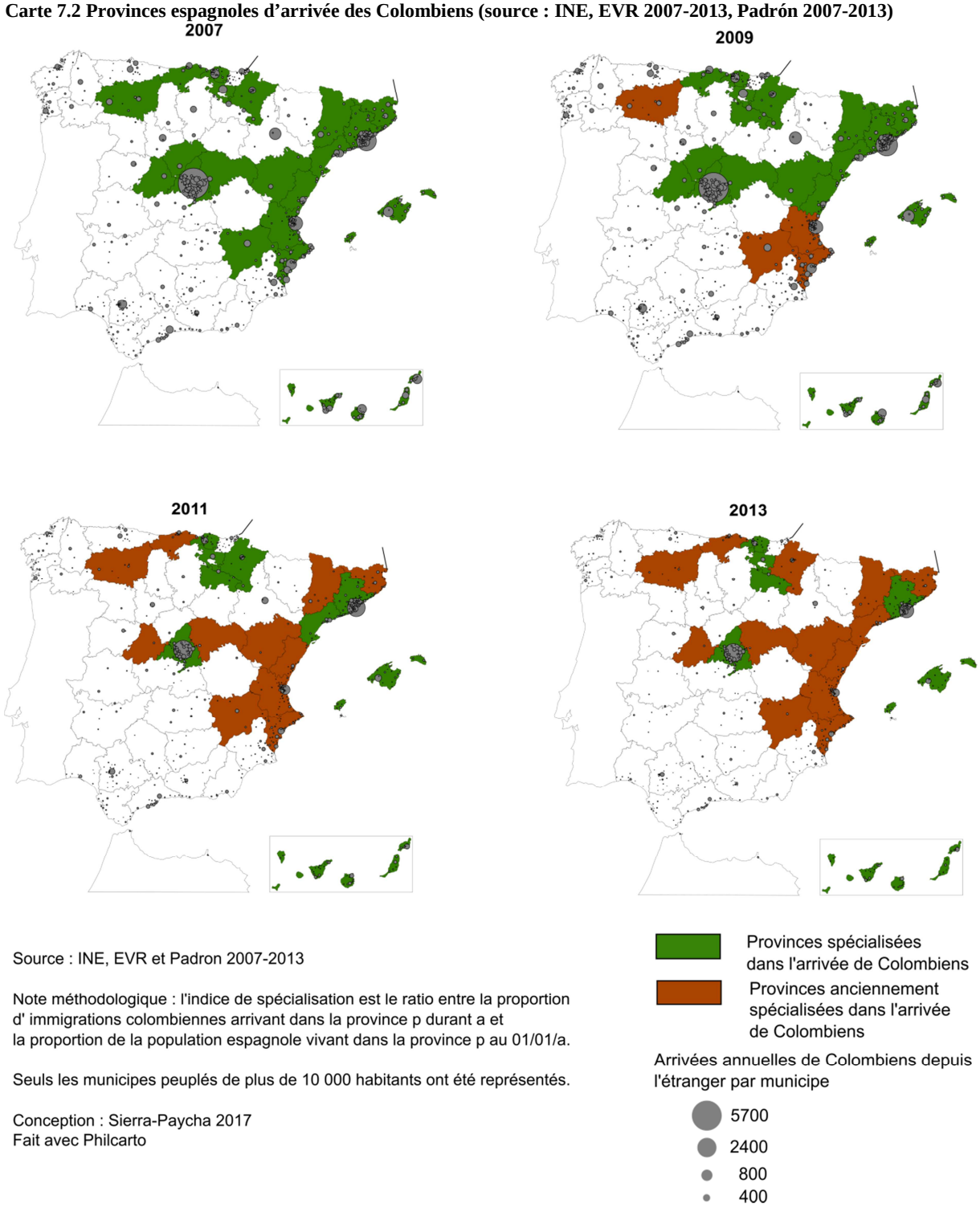


Une approche par les trajectoires des indices mesurant l'écart par rapport à la distribution de la population résidente en Espagne avait été commencée dans le chapitre 5. Avant de poursuivre l'analyse pour 2008 et la crise, rappelons brièvement le sens de ces indicateurs. L'indice de Gini de concentration des arrivées en Espagne mesure l'écart entre la distribution des arrivées colombiennes et celle de la population résidente. Plus l'indice est proche de 1, plus la distribution des arrivées diffère de celle de la population résidente ; à l'inverse, plus il est proche de 0, mieux les arrivées sont réparties selon la taille des provinces en nombre d'habitants. Le Rho de Spearman mesure la différence entre les rangs de deux distributions. En pratique, c'est le coefficient de corrélation linéaire appliqué aux rangs. Si la distribution des Colombiens par provinces d'arrivée est organisée exactement dans le même ordre que la distribution de la population résidente, alors l'indice est de 1. Si le rang des unités spatiales des arrivées colombiennes diffère totalement de celui des provinces par taille de la population, alors l'indice est de 0.

L'examen des trajectoires des indices (figure 7.4) montre qu'après une phase de développement pendant laquelle les arrivées colombiennes ressemblent de plus en plus au réseau urbain espagnol (diminution de l'indice de Gini et augmentation du Rho de Spearman), l'irruption de la crise espagnole provoque une augmentation de l'indice de Gini, synonyme d'une nouvelle

concentration des arrivées colombiennes vers certaines provinces spécifiques (que nous préciserons plus loin) et une stabilisation du Rho de Spearman, synonyme d'un carte des provinces d'arrivée, soudainement figée. L'analyse de la trajectoire de ces indices confirme donc l'hypothèse d'un « turning point » diffus en matière de recompositions spatiales des immigrations colombiennes en Espagne.

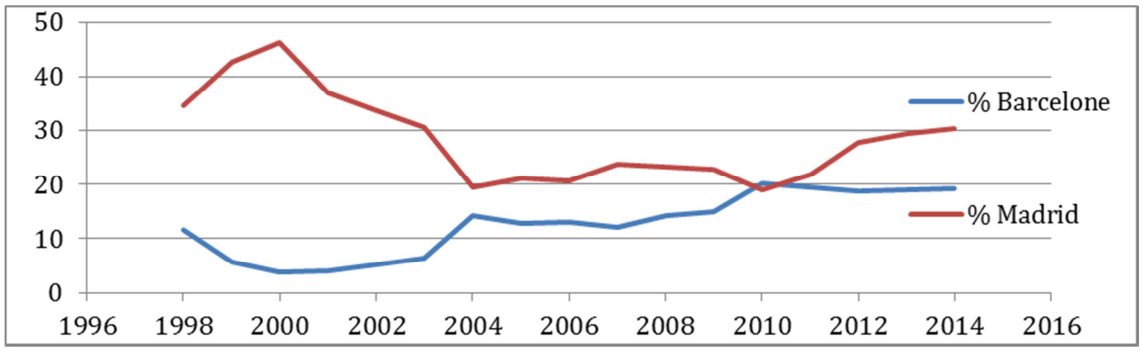
Carte 7.2 Provinces espagnoles d'arrivée des Colombiens (source : INE, EVR 2007-2013, Padrón 2007-2013)



Pour comprendre comment cette recomposition des immigrations colombiennes s'est traduite spatialement, une cartographie des arrivées similaires à celle produite dans le chapitre 5 peut être utile. Nous avons donc reproduit le même type d'analyse en représentant à la fois un indice de spécialisation à l'échelle des provinces, doublé d'une carte des flux d'arrivées à l'échelle des municipes. Les cartes pour la période de crise ont été réalisées à la même échelle que celles qui représentaient les immigrations entre 1998 et 2005 (carte 5.1, p. 191). Alors que de 1988 à 2007, il était nécessaire de différencier les provinces spécialisées des provinces nouvellement spécialisées dans ce phénomène, pour mieux mettre en évidence le processus de diffusion spatiale des immigrations colombiennes, au contraire, depuis 2008, cette distinction est devenue superflue, dans la mesure où plus aucune « nouvelle » province n'est touchée par cette diffusion. Au contraire, il faut ici mettre en évidence les « anciennes » provinces où l'immigration colombienne était surreprésentée et où elle a cessé de l'être depuis la crise (coloriées en rouge bordeaux), de celles qui concentrent encore une plus grande part des arrivées (en vert foncé). D'après la carte 7.2, le phénomène de diffusion spatiale des immigrations colombiennes s'est brusquement arrêté. Une analyse de ces évolutions spatiales (carte 7.2) montre une rétraction progressive des immigrations colombiennes vers certains pôles qui correspondent pratiquement à la morphologie des arrivées dans la phase émergente du système migratoire, à deux exceptions près. Parmi les foyers initiaux repérés en 1998 dans le chapitre 5 (La Rioja/Alava/Bizcaye ; Madrid ; Canaries ; Alicante ; Lérida), tous sont encore présents, excepté le littoral valencien qui est particulièrement touché par la crise. En 2013, plus aucune province de la communauté valencienne ne concentre une part aussi importante de migrants nouvellement arrivés qu'auparavant. En revanche, la persistance des arrivées à Barcelone (qui n'est devenue un lieu important d'arrivée qu'au milieu des années 2000) et dans les îles Baléares se confirme. On peut interpréter cette évolution comme celle d'un changement dans le « profil » des immigrants colombiens (encadré 7.4).

Encadré 7.4 L'attrait pour Barcelone, un exemple des recompositions spatiales des arrivées au profit des grandes métropoles (source : INE, EVR, 1998-2014)

La ville de Barcelone offre un exemple typique des dynamiques récentes observées dans l'évolution de la morphologie spatiale des arrivées colombiennes en Espagne avec un recentrement vers certaines grandes métropoles. En effet, comme on peut le voir par la figure ci-dessous, représentant l'évolution de la proportion d'immigrations colombiennes captées par Barcelone et Madrid, après 2008, la part de la province barcelonaise a continué de progresser (12% des arrivées en 2007 versus 20% des arrivées en 2010) dépassant alors ponctuellement la province de Madrid. Après 2010, au contraire, la part des arrivées barcelonaises stagne au profit notamment d'une plus grande attraction de la métropole madrilène.



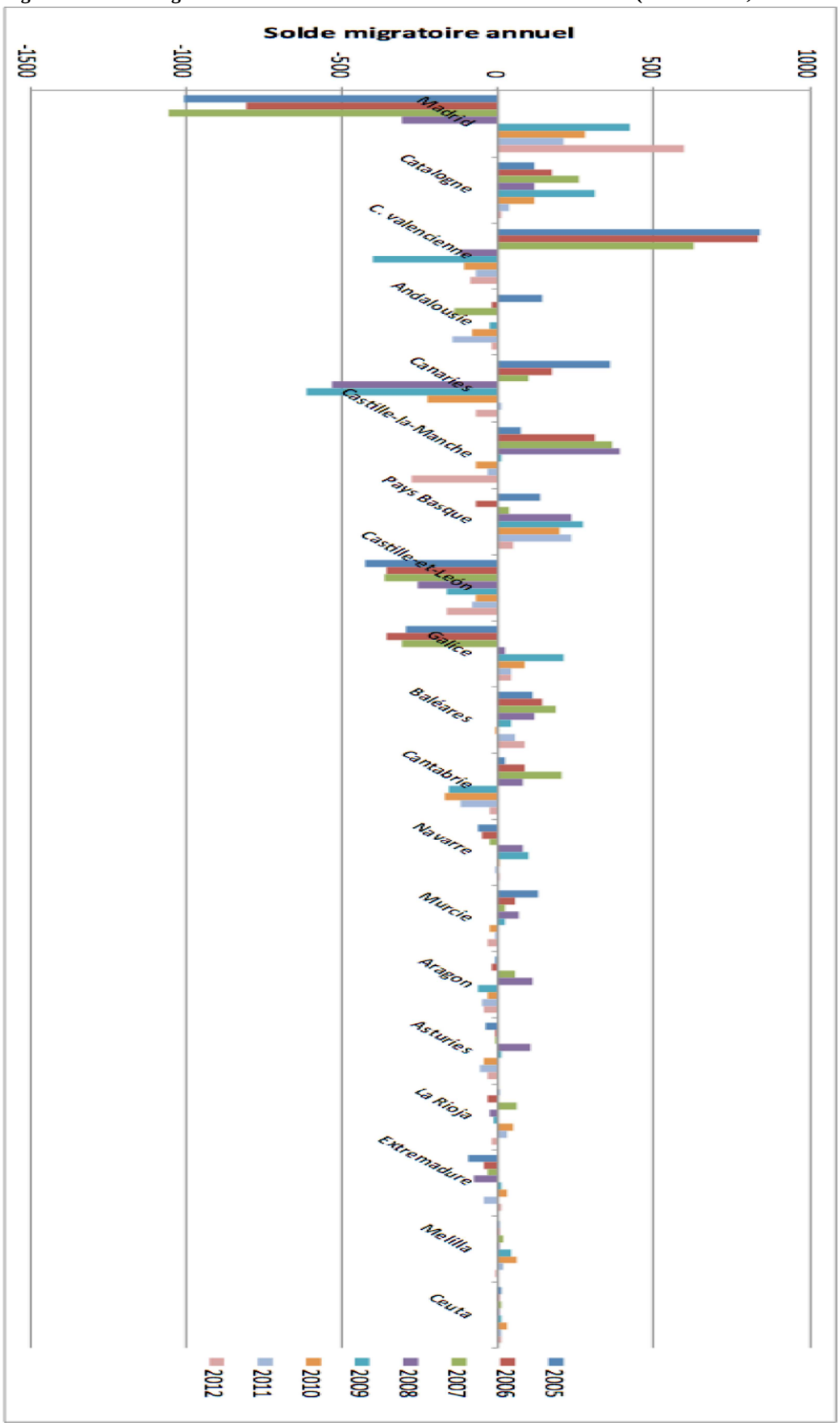
Cette plus grande place attribuée aux très grandes villes espagnoles dans l'organisation spatiale des arrivées est en réalité synonyme d'un changement du profil des migrants colombiens, désormais plus qualifiés et se déplaçant plus souvent dans le cadre de trajectoires académiques. « Si la ville de Barcelone n'[était] pas à proprement parler une destination recherchée par les migrants colombiens [auparavant], elle apparaît a contrario comme un lieu valorisé et privilégié par les étudiants en provenance de Colombie [dans la période la plus récente] » (Giroud et al. 2015, p. 182). L'exemple de Luis Enrique, dont la trajectoire a été exposée plus haut dans le chapitre 4, illustre bien cette nouvelle immigration. En effet, alors qu'il avait vécu avec sa famille à Louvain puis à Barcelone lorsqu'il était enfant, celui-ci entreprend une nouvelle mobilité internationale depuis Bogota vers la capitale de Catalogne en 2014 pour y poursuivre des études d'ingénieur du son. Son insertion résidentielle en Espagne est alors bien différente du modèle que nous avons développé dans le chapitre 5 (pour rappel, il s'agissait d'une insertion résidentielle par une cohabitation avec des liens faibles suivie d'une acquisition progressive d'un logement propre) : bien qu'il cohabite quelques mois avec des colocataires boliviens et espagnols très touchés par la crise, au bout de quelques mois, il achète son propre appartement avec le soutien financier de ses parents.

7.2.2 Quels sont les lieux de départ et d'arrivée des migrations inter municipales ?

Au-delà de l'explication par le changement des profils des nouveaux immigrants colombiens qui privilégient désormais certains lieux spécifiques en Espagne, une hypothèse permettant de comprendre l'évolution de la morphologie spatiale de ces arrivées pourrait être la mobilité résidentielle au sein de l'Espagne. Est-ce que les lieux où les Colombiens s'installent alors qu'ils arrivent de l'étranger correspondent aux lieux d'installation des Colombiens qui se déplacent à l'intérieur du pays ? Rappelons-le, les Colombiens se caractérisent par une propension plus forte pour les migrations intermunicipales. Dès le début des années 2000, une étude mettait en avant que ceux-ci étaient les plus nombreux parmi les autres groupes de migrants à se déplacer ainsi (Recaño Valverde 2002). Depuis la crise, bien que ce type de mobilité ait diminué, les Colombiens se distinguent encore par une plus grande mobilité résidentielle que le reste de la population (Quintero Lesmes 2016). Mais alors dans quelle mesure les lieux privilégiés par les Colombiens dans ce type de mobilité ont changé depuis la crise ? Afin de simplifier l'analyse de ces changements, nous ne traiterons que les migrations internes entre les communautés autonomes en privilégiant une approche par les soldes migratoires[188] (figure 7.5).

[188] Un solde migratoire se définit par la différence entre les entrées et les sorties d'une population sur une période donnée.

Figure 7.5 Soldes migratoires colombiens entre les communautés autonomes (source : INE, EVR 2005-2012)



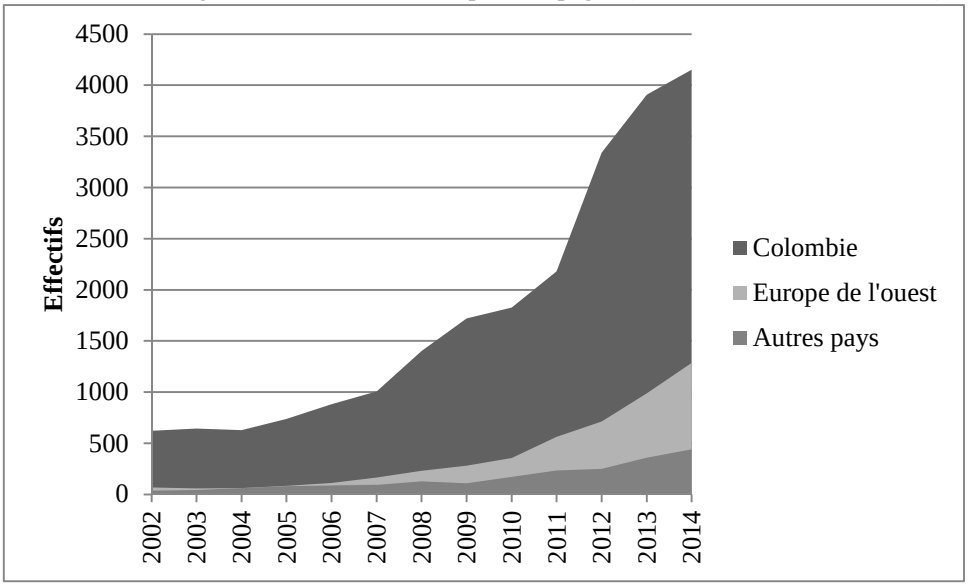
Les lieux de polarisation des flux migratoires internes de Colombiens en Espagne se sont effectivement sensiblement modifiés depuis 2008. En calculant des soldes migratoires internes pour chaque année et chaque communauté autonome, on remarque des évolutions marquantes d'une période (2005-2008) à l'autre (2009-2012). De manière très nette, deux tendances opposées se distinguent. Ainsi, comme l'a révélé l'analyse de la morphologie spatiale des lieux d'immigration, certaines régions espagnoles connaissent une attractivité à la hausse depuis la crise. Il en est ainsi de la communauté de Madrid, du Pays Basque, de la Navarre ou encore de la Galice La Catalogne occupe une position intermédiaire, puisque son solde migratoire est toujours positif mais plus faible qu'auparavant.

À l'inverse, la Communauté Valencienne, l'Andalousie, les Îles Canaries, les deux Castilles, les Îles Baléares, la Cantabrie sont en baisse d'attractivité migratoire pour les migrants internes depuis 2008. Ces changements peuvent s'interpréter comme le signe de problématiques économiques différentes selon le territoire. La métropole madrilène, les riches provinces du nord-ouest de l'Espagne sont devenues des lieux d'accueil privilégiés des Colombiens affectés par la crise. On peut supposer que les opportunités d'emplois de ces régions ont été moins touchées qu'ailleurs en Espagne, notamment dans le sud et sur tout le littoral méditerranéen, où les emplois ont pu disparaître en même temps que l'activité immobilière et l'activité de construction. D'après d'autres travaux, ces dynamiques (attractivité du Nord, difficultés sur le littoral méditerranéen à l'exception de Barcelone, regain d'attractivité de Madrid) ne sont pas spécifiques aux Colombiens mais concernent bien l'ensemble des latino-américains (*Ibid.*).

7.2.3 Quelles destinations au départ d'Espagne ?

Les recompositions spatiales des flux migratoires sont donc bien manifestes depuis 2008. La carte des immigrations en Espagne varie en faveur d'un recentrement sur quelques provinces spécifiques. La baisse du niveau d'immigration est généralisée quelle que soit la communauté autonome d'arrivée mais certaines provinces attirent plus que les autres. Les changements sont également bien perceptibles à l'échelle des migrations internes. Seules les communautés autonomes les plus prospères et les moins dépendantes des secteurs d'activité frappés par la crise ont vu leur attractivité progresser. Qu'en est-il au niveau des sorties d'Espagne dont nous avons vu plus haut qu'elles augmentaient progressivement depuis la crise ? Vers quels pays se dirigent désormais les Colombiens ?

Figure 7.6 Retours et ré-émigrations de Colombiens depuis l'Espagne (source : INE, EVR 2002-2014)



L'analyse de la direction des flux migratoires en provenance d'Espagne (figure 7.6) montre un processus de « ramification » du champ migratoire colombien à partir du pôle espagnol. En effet, si la majorité des émigrants (près de 80 % sur toute la période) sont repartis en Colombie, une minorité croissante se dirige vers des pays tiers. Plus particulièrement, parmi ces ré-émigrations, les destinations européennes ne cessent d'être majoritaires et ont connu un regain d'attractivité pour les Colombiens au départ d'Espagne préférant ne pas retourner dans leur pays de naissance. (encadré 7.5).

Encadré 7.5 Des exemples de projet de retour et de ré-émigration (source : Echeverri Buriticá 2014, p. 20)

Alors que la Colombie est la destination majoritaire des départs vers l'étranger, un extrait d'entretien réalisé par M.M. Echeverri Buriticá, traduit bien l'idée que d'autres formes de mobilité (notamment les ré-émigrations) apparaissent préférables aux yeux des migrants. En effet, cet extrait montre que le retour ne correspond pas toujours aux attentes du migrant : « *J'ai décidé de partir et d'essayer de m'installer à nouveau ici en Colombie. Mais dans dix jours, je repartirai en Espagne ; je ne me sens pas en sécurité ici, au moins là-bas on est plus au calme malgré toutes les difficultés de la crise. En plus, quand je suis arrivé en Colombie, j'ai dû faire des tonnes de démarches pour prouver que j'existais, surtout pour la sécurité sociale* »

Au contraire, parfois, la ré-émigration vers un pays tiers, notamment le Royaume-Uni, s'apparente à une solution idéale :

« *J'aime beaucoup vivre à Madrid, mais j'ai besoin de travailler et ici, c'est de plus en plus difficile. J'ai enfin obtenu la nationalité après quinze ans d'attente. C'est pour ça que je vais partir en Angleterre pour trouver de nouvelles opportunités, gagner ma vie et apprendre l'anglais. Et si ça ne marche pas, je retourne à Madrid.* »

Doit-on y voir un processus de concentration des destinations dans l'espace européen ou au contraire de dispersion ? Avec la crise, non seulement le nombre de Colombiens ayant ré-émigré a augmenté, mais encore, les destinations se sont diversifiées. C'est ainsi qu'entre 2009 et 2012, 80 pays ont été concernés par la ré-émigration de Colombiens ayant quitté l'Espagne, soit 18 de plus qu'avant la crise (62 pays affectés entre 2005 et 2008). Bien que le Royaume-Uni accueille

de plus en plus de Colombiens ayant quitté l'Espagne (près d'un tiers entre 2009 et 2012 pour un cinquième avant la crise), les pays où ils ré-émigrent sont aussi plus nombreux depuis la crise. Les neuf pays qui attirent le plus de Colombiens, repartis d'Espagne, concentraient 78 % de la ré-émigration colombienne en période de crise, soit une proportion similaire à celle observée avant la crise (76%). De la même façon, la stabilité de l'indice de Gini[189] d'une période à l'autre rend compte d'une diffusion aussi équitable de la population colombienne entre les différents pays d'accueil, autant en période de crise qu'auparavant. Cependant, parmi les principales destinations européennes, on remarque une augmentation spectaculaire des ré-émigrations vers deux pays européens, dont les marchés du travail ont moins été affectés par la crise[190]. La proportion de Colombiens ré-émigrant vers le Royaume-Uni ou la Suisse a ainsi augmenté de plus de 300% d'une période à l'autre (tableau 7.2). Par contraste, la ré-émigration vers l'Italie n'a augmenté que de 19%. De l'autre côté de l'Atlantique, sans surprise, les ré-émigrations vers le Venezuela demeurent faibles et n'évoluent pratiquement plus, tandis que les émigrations vers les États-Unis représentent une ré-émigration sur dix et augmentent plus faiblement que les ré-émigrations vers certaines destinations européennes.

[189] L'indice de Gini est un indicateur statistique permettant de mesurer la concentration et la dispersion d'une population statistique. Il varie entre 0 et 1. Un indice de Gini égal à 0 correspond à une situation où tous les pays reçoivent le même nombre de migrants colombiens. Un indice de Gini égal à 1 correspond à une situation où un seul pays concentre la totalité des Colombiens quittant l'Espagne (voir encadré 5.1).

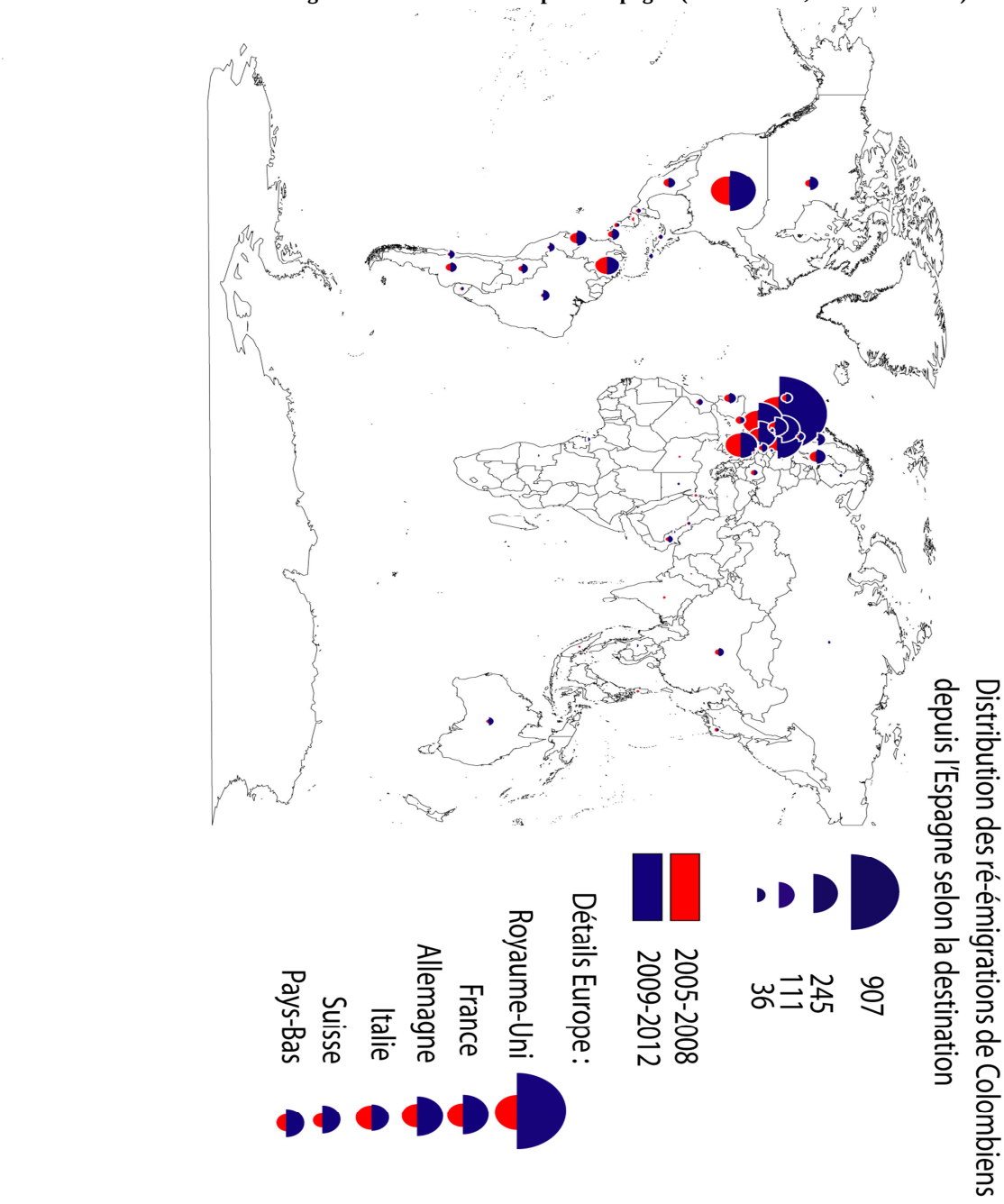
[190] On peut mesurer cette résistance à la crise par le maintien d'un taux de chômage plus bas que dans les pays du sud de l'Europe (Espagne, Italie, Grèce).

Tableau 7.2 Destinations des migrants colombiens quittant l'Espagne avant et après la crise (source : INE, EVR 2005-2012)

Pays de ré-émigration	Ré-émigrations de Colombiens vers un pays tiers 2005-2008			Ré-émigrations de Colombiens vers un pays tiers 2009-2012			Taux de variation entre les deux périodes (en %)
	Effectifs	%	% cumulé	Effectifs	%	% cumulé	
Royaume-Uni	192	20	20	907	34	34	**372**
France	89	9	29	245	9	43	175
États-Unis	141	15	43	275	10	53	95
Allemagne	87	9	52	246	9	62	183
Italie	93	10	62	111	4	67	19
Suisse	30	3	65	123	5	71	**310**
Pays-Bas	46	5	70	123	5	76	167
Venezuela	57	6	76	60	2	78	5
Autres pays	237	24	100	589	22	100	149
Total	972			2679			173
Nombre de pays affectés par l'émigration de Colombiens depuis l'Espagne	62			80			
Indice de Gini de concentration des destinations des ré-émigrations	0,85			0,86			

La carte des ré-émigrations de Colombiens et des retours vers la Colombie (carte 7.3) atteste d'un très large rayon d'action de ces populations. Outre les destinations européennes et américaines déjà citées, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Europe de l'Est, le Maghreb et le Pacifique sont aussi devenus, à la marge, des lieux de ré-émigration.

Carte 7.3 Destinations des ré-émigrations colombiennes depuis l'Espagne (source : INE, EVR 2005-2012)



La crise a donc contribué à élargir le rayon d'action des flux du champ migratoire Colombie/Espagne, évoquant ainsi une forme de ramification. Pour illustrer l'impact qu'ont eu ces migrants colombiens, partis d'Espagne, sur d'autres champs migratoires colombiens, prenons le cas de la France.

Tentons dans un premier temps d'estimer par deux méthodes différentes le nombre de départs de Colombiens de l'Espagne vers la France. Plusieurs méthodes peuvent s'y prêter. Une première solution consiste à effectuer un produit en croix. Considérant que la part de la France parmi les ré-émigrations internationales colombiennes est de 9%, soit 2,2% des départs (retours et ré-

émigrations confondus). Appliquons cette valeur à l'ensemble des départs d'Espagne. On obtient ainsi environ 400 départs vers la France par an après 2008.

La seconde méthode est plus complexe. Entre 2005 et 2012, seulement 18 % des Colombiens ayant quitté l'Espagne avaient déclaré un nouveau lieu de destination. Pour les 82 % n'ayant rien déclaré ou ayant été radiés du registre par expiration de leur inscription, la méthode d'imputation des données *Hot Deck* a permis de réduire les biais de non-réponse. L'imputation est une méthode qui attribue une valeur renseignée à chaque valeur manquante grâce à un processus de duplication : quand une valeur est manquante, on lui duplique la valeur connue, en général, celle de son « plus proche voisin ». Dans la méthode Hot-Deck[191], les unités statistiques sont ordonnées, de façon à former des groupes, les plus homogènes possible. Chaque valeur manquante est remplacée par une valeur renseignée qui appartient à une unité statistique du même groupe (Avila Guerra 2002, p. 25). Ici, les sorties du territoire espagnol de personnes nées en Colombie ont été extraites et consignées dans un fichier à part. Pour établir des groupes homogènes, les variables sexe, âge, année de départ d'Espagne, et dernière province espagnole de résidence, ont été sélectionnées[192]. Concrètement, une femme née en Colombie en 1986, résidant avant 2012 dans la province de Malaga, mais n'ayant jamais déclaré auprès de sa dernière municipalité de résidence en Espagne dans quel pays elle comptait déménager, se verra attribuer la destination d'une autre femme colombienne présentant strictement les mêmes caractéristiques (née en 1986 et résidant avant 2012 à Malaga). Selon cette méthode, entre 2009 et 2012, la France a accueilli 844 Colombiens résidant préalablement en Espagne, soit 211 par an, en moyenne.

Or, environ 1 000 Colombiens arrivaient chaque année à la fin des années 2000 — 773 selon le recensement français de 2010 et 1 221 selon les données du fichier central des titres de séjour du ministère de l'Intérieur (Thierry et Wielki 2009, p. 28). On pourrait ainsi estimer que l'Espagne, autrefois pays d'installation, contribuerait désormais à hauteur de 20 % à 40% aux nouvelles arrivées de Colombiens en France.

Ré-émigrations vers un pays tiers, retours en Colombie, migrations résidentielles vers une autre ville en Espagne, face à ces diverses stratégies migratoires, on oublie que la plupart des Colombiens n'ont pas connu de déménagement. À l'heure où la mobilité apparaît comme la principale entrée pour étudier les réponses des habitants et notamment des migrants face à la crise (Bredeloup 2016; Recaño Valverde, Gil-Alonso et Bayona-i-Carrasco 2016), on peut néanmoins s'interroger sur le référentiel à partir duquel est pris en compte le mouvement. Une mobilité peut se définir comme le déplacement d'un lieu à l'autre, impliquant donc un changement d'environnement. Or le cas de figure d'un individu qui reste « immobile » dans un environnement qui change ne rejoint-il pas justement cette définition (Zelinsky 1971) ? En effet, si le lieu « évolue », « bouge » lui aussi, il est nécessaire que les « immobiles » s'adaptent à ce

[191] L'adjectif *Hot* renvoie à l'utilisation de valeurs de la même enquête pour l'imputation et non d'une source extérieure comme dans le cas du Cold-Deck.

[192] Nous avons imputé les données internationales grâce à un programme SAS. Une grande limite de l'imputation Hot-Deck est qu'elle lisse les phénomènes observés par la normalité, les cas les plus fréquents ayant tendance à être gonflés par l'imputation et les cas les plus rares à être minorés. Les données imputées n'étant pas toujours très fiables, elles sont utilisées ici exclusivement pour quantifier les flux, en aucun cas pour n'analyser leur composition.

changement[193] (Bergeon et al. 2013). Dans le contexte espagnol post-2008, on peut supposer que l' « immobilité » a pu parfois nécessiter autant sinon plus d'énergie que la mobilité. En ce sens la mise en œuvre de « projets d'immobilité » dans un contexte de détérioration des conditions de vie matérielles, s'apparente à un processus similaire au projet migratoire (encadré 7.6).

Encadré 7.6 Des exemples de projet d'immobilité en Espagne (Escobar Blanco 2016, p. 205)

Voici quelques témoignages, issus de la thèse de D.C. Escobar Blanco consacrée aux projets migratoires des femmes colombiennes pendant la crise, qui montrent comment, en dépit des difficultés espagnoles, certaines Colombiennes choisissent de rester, notamment en raison des aides publiques en Espagne qui leur permettent de survivre. Cette immobilité nécessite ici une certaine adaptation et il s'agit donc bien d'un choix stratégique, à l'instar de la mobilité :

« *Moi à cinquante ans, qui va me donner du travail [ailleurs] ? Si je pars, c'est pour faire quoi au juste ? Au moins ici, je peux devenir aide à domicile pour une personne âgée et envoyer un minimum d'argent à ma famille en Colombie tout en survivant avec mon enfant qui vit avec moi*. »

« *Pour l'instant, j'ai encore un emploi stable ici, alors je vais perdre tout ça pour quelque chose d'incertain [si je pars]. En Colombie, je n'ai aucune opportunité. J'ai rien à attendre de la Colombie. Là-bas non plus, les personnes âgées comme moi n'ont pas de travail, c'est comme ici. C'est très bien de repartir chez soi, mais pour quoi faire ?* »

« *En Colombie, c'était pire pour moi que maintenant en Espagne ! Je demandais de l'aide, je n'avais pas de travail, mon mari se retrouvait au chômage, et moi j'avais plus rien à manger, je sautais des repas. Ici au moins, si tu n'as rien à manger, tu vas chez Caritas et ils te donnent un kilo de riz ou quoi que ce soit, du lait au moins. En Colombie, ce serait pareil mais sans cette aide* ».

« *Il y a plus d'aides ici ; par exemple, même si tout va mal, au moins il y a des services de santé gratuits [pour mon mari qui a la maladie de Parkinson]. Au moins si tu as besoin d'un médecin, tu en as un, tu as un neurologue s'il t'en faut un, et tu ne dois pas dépenser des fortunes pour te soigner. Malgré les réformes [coupes budgétaires dans le budget public consacré à la santé], il ne doit pas payer les médicaments. Tu t'imagines ce que ça nous coûterait en Colombie ?* »

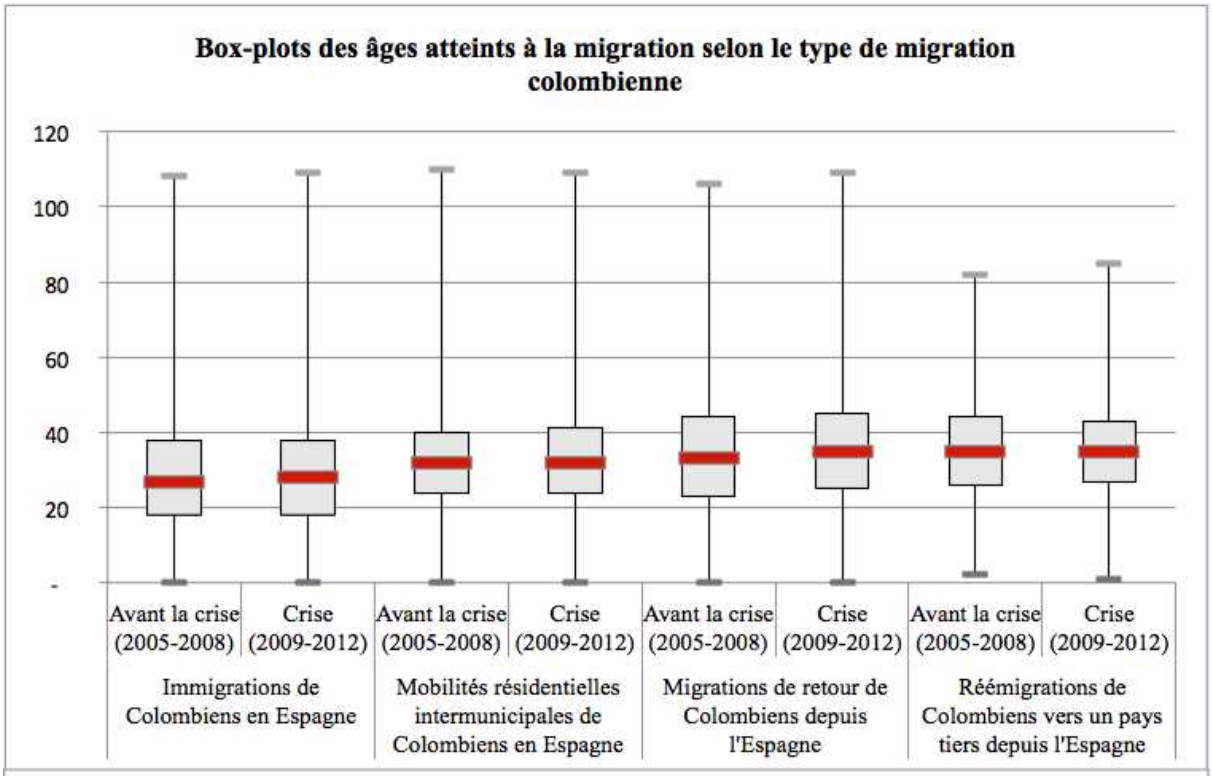
Au terme de l'analyse des recompositions spatiales des flux migratoires colombiens en Espagne, on observe donc un changement affectant l'ensemble des mobilités, tant dans leur volume que dans leurs inscriptions spatiales. La section suivante permet de s'intéresser aux changements dans la composition démographique de ces différents flux.

[193] Des trajectoires résidentielles de personnes « immobiles » dans un environnement urbain en mutation ont par exemple été étudiées dans le contexte français à partir d'enquêtes biographiques (Bringé et Bonvalet 2014).

7.3 Les recompositions sociodémographiques des flux

Cette section s'intéresse à la composition sociodémographique des différents flux migratoires et aux éventuels changements enregistrés dans ces compositions depuis la crise. Qui choisit de migrer en Espagne depuis 2008 ? Qui choisit de retourner en Colombie ? Qui se déplace vers un autre pays européen ? Qui choisit de déménager ailleurs en Espagne ?

Figure 7.7 Répartition par âge et par sexe des migrations colombiennes selon la direction du flux migratoire (source : INE, EVR 2005-2012)



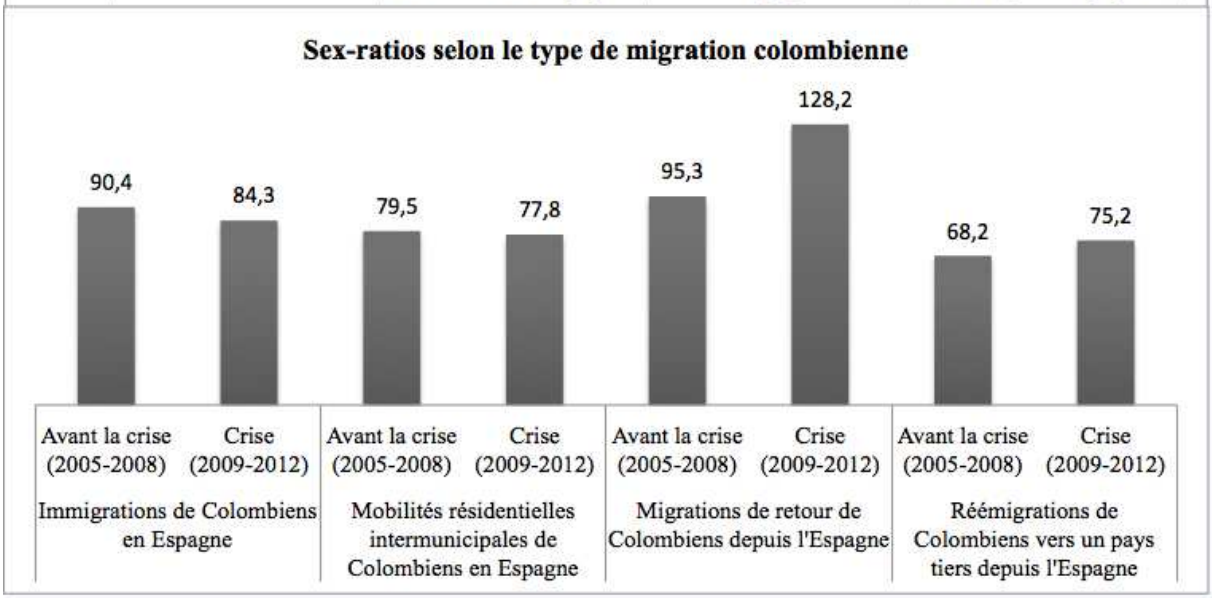


Figure 7.8 Pyramide des âges des Colombiens migrant vers l'Espagne (source : INE, EVR 2005-2012)

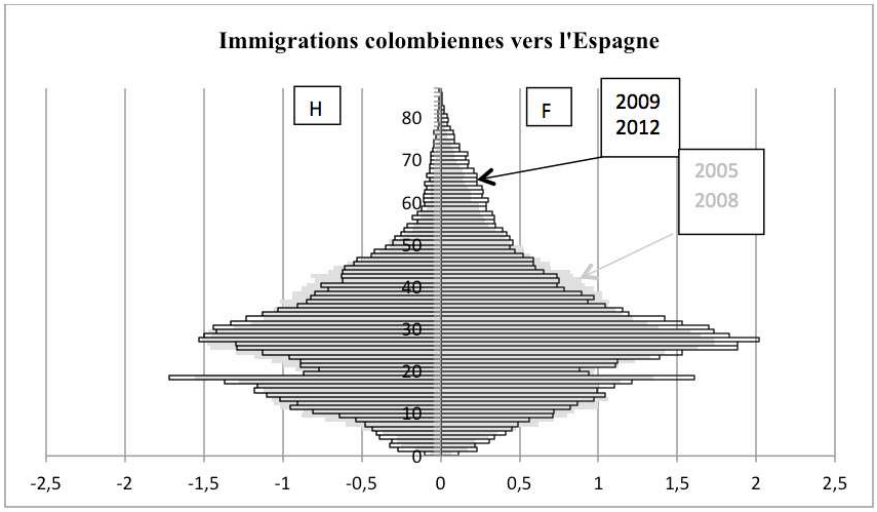
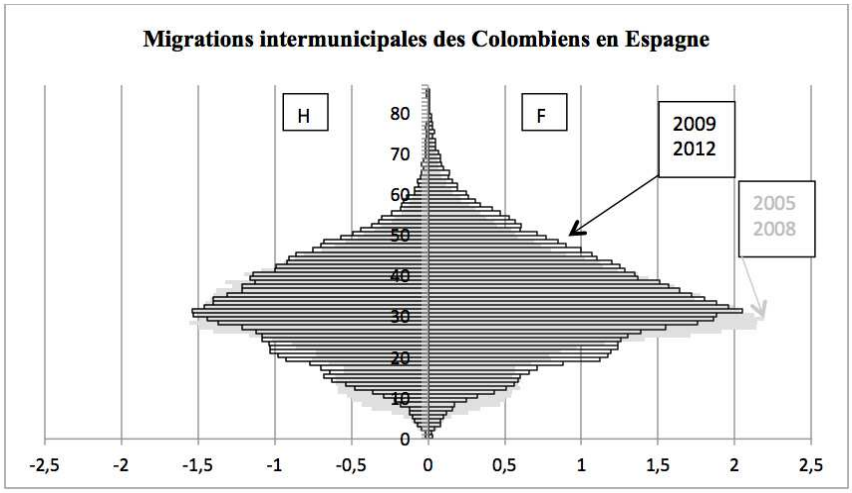


Figure 7.9 Pyramide des âges des Colombiens déménageant dans une autre commune espagnole (source : INE, EVR 2005-2012)



Selon le type de migration (retour, ré-émigration mobilité résidentielle interne, immigration), l'impact de la crise n'a pas été le même (figure 7.7).

Parmi les nouveaux immigrants en Espagne (figure 7.8), deux profils ressortent clairement : les personnes qui immigrent en Espagne alors qu'elles sont mineures (avec un pic pour celles qui vont avoir 18 ans dans l'année), et les adultes âgés de 25 à 35 ans. La migration des mineurs s'explique par le regroupement de ceux-ci auprès de leurs parents ayant encore un emploi (légal) en Espagne. En effet, la législation espagnole autorise ce regroupement pour les enfants mineurs dont un des parents a résidé au moins un an en Espagne, si ce dernier détient un titre de séjour ou en a fait la demande, et justifie de ressources permettant de subvenir aux besoins de l'enfant. Les adultes migrant entre 25 et 35 ans, quant à eux, se rendent en Espagne pour travailler ou pour étudier, le visa pour études étant plus facile à obtenir que d'autres types de visa. L'exemple de Luis Enrique, arrivé à l'âge de 25 ans à Barcelone pour des études d'ingénieur du son correspond à cette nouvelle immigration que de récents travaux ont analysée (Cordoba 2014; Giroud et al. 2015; Cordoba et Miret 2015). Par ailleurs, ces nouveaux immigrants sont davantage des femmes

que des hommes, et ce de plus en plus depuis la crise. Rappelons qu'après une forte féminisation du flux d'immigration dans les années 1990, le sex-ratio s'était petit-à-petit rééquilibré lors de la phase de développement dans les années 2000. À nouveau, on voit un déséquilibre s'effectuer en faveur des femmes dont les secteurs d'emploi ont moins été atteints que ceux des hommes.

Figure 7.10 Pyramide des âges des Colombiens ré-émigrant (source : INE, EVR 2005-2012)

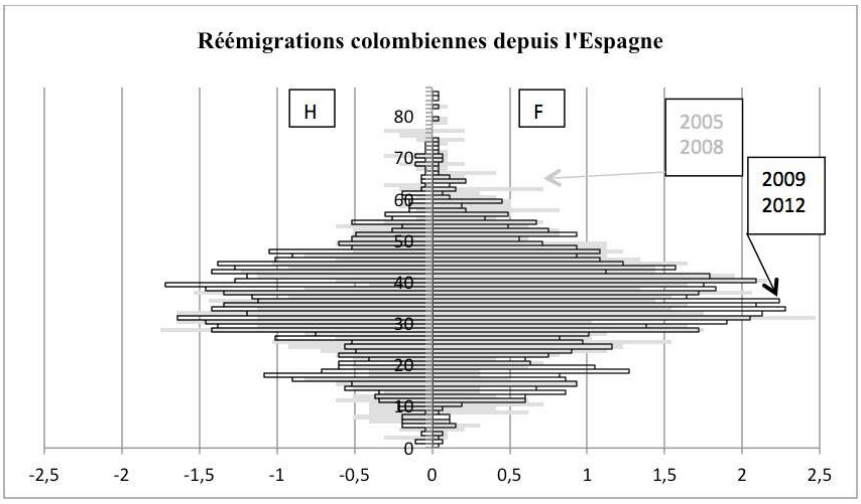
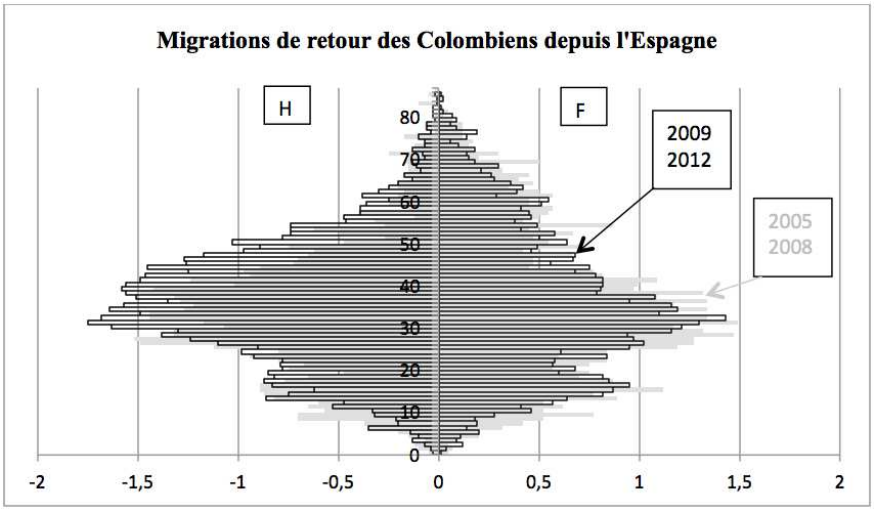


Figure 7.11 Pyramide des âges des Colombiens quittant l'Espagne pour la Colombie (source : INE, EVR 2005-2012)



Par rapport aux immigrants, les Colombiens choisissant de déménager ailleurs en Espagne (figure 7.9) sont plus âgés, il s'agit plutôt de trentenaires et en majorité de femmes. Mais les caractéristiques de ces migrants internes ont peu varié depuis 2008. Bien que le sex-ratio indique une féminisation du flux, cela indique davantage, un effet de structure lié à la répartition par sexe de la population colombienne vivant en Espagne, qu'une surreprésentation des femmes parmi les migrations internes. En effet, comme l'a montré Quintero Lesmes (2016), l'indice synthétique de migration interne est pratiquement identique pour les hommes et les femmes.

Le profil des Colombiens ayant opté pour un déménagement ailleurs en Espagne ressemble de plus en plus à celui des Colombiens ayant choisi de ré-émigrer vers un pays tiers. En effet, là aussi, ce sont davantage des femmes que des hommes et notamment des trentenaires qui optent pour ce type de mobilité (figure 7.10).

Le changement le plus spectaculaire, dans la composition sociodémographique des flux, concerne les migrants de retour (figure 7.11). Alors que l'on comptait 95 Colombiens de retour pour 100 Colombiennes avant 2008, depuis la crise, ce sont 128 hommes pour 100 femmes qui reviennent dans leur pays de naissance. Ce sont en particulier les hommes âgés de 30 à 70 ans qui de la période prospère à la période de crise ont modifié la physionomie de la pyramide des âges. Cette très forte masculinisation des migrations de retour a été également observée pour les Boliviens et les Équatoriens. On peut interpréter ce phénomène comme le signe d'une meilleure résistance au chômage du principal secteur d'activité des femmes latino-américaines (le secteur domestique), comparativement au principal secteur d'activité des hommes (la construction) (García Ballesteros, Jiménez Blasco et Mayoral Peñas 2014; Baby-Collin et Cortes 2014).

Le retour en Colombie s'apparente à une stratégie de repli pour les hommes, durement touchés par la crise du secteur de la construction en Espagne, et pour lesquels les opportunités d'emploi ont diminué, que ce soit en Espagne ou ailleurs en Europe. Par contraste, ce sont surtout des femmes qui choisissent de ré-émigrer en Europe et en Amérique du Nord. Elles y bénéficient d'opportunités de travail notamment dans les métiers du *care*, moins touchés par la crise que d'autres secteurs en Espagne et en Europe d'une manière générale. Comme cela a été montré plus haut (chapitre 6) et dans une autre étude (Sierra-Paycha 2016c), les familles colombiennes migrantes vivent très souvent entre plusieurs pays de résidence ; on observe ainsi fréquemment des couples mariés vivant de part et d'autre de l'Atlantique, ou des enfants restés en Colombie auprès d'un parent, pendant que l'autre parent travaille en Espagne. Il est donc très probable qu'au sein d'une même famille, la femme ait continué sa route dans un pays tiers et que l'homme soit retourné en Colombie. Malheureusement, les données des EVR ne permettent pas de savoir si les personnes enregistrées sont mariées ou célibataires, ni si celles-ci migrent seules ou accompagnées. Nous avons ici tenté d'appréhender les stratégies migratoires, ré-émigrations et migrations de retour, au moyen d'une régression logistique (tableau 7.3), pour apprécier l'effet de chaque variable sur la probabilité de ré-émigrer au lieu de retourner.

Tableau 7.3 Régression logistique sur les probabilités de ré-émigrer au lieu de retourner (source : INE, EVR 2005-2012)

Réf=retour	Odds-ratio	
	Avant la crise	Après la crise
Sexe		
Hommes	Ref.	Ref.
Femmes	1,340***	1,387***
Âge		
0-19 ans	0,552***	0,381***
20-24 ans	ns	0,605***
25-29 ans	Ref.	Ref.
30-34 ans	ns	ns
35-39 ans	ns	ns
40-49 ans	ns	ns
50-59 ans	0,641	0,499***
60 ans et +	0,439***	0,273***
Double nationalité		
Europe, États-Unis et Canada	7,351***	21,810***
Seulement nationalité colombienne	Ref.	Ref.
Autre	98,087***	87,979***
Communauté Autonome		
Andalousie	ns	1,315**
Aragon	ns	0,571*
Asturies	ns	0,518*
Baléares	ns	0,671*
Canaries	ns	ns
Cantabrie	ns	ns
Catalogne	0,766*	0,814*
Ceuta	Pas de départ	ns
Extrémadure	ns	0,276*
Galice	ns	1,466*
La Rioja	ns	0,574*
Castille Leon	ns	0,614**
Madrid	Ref.	Ref.
Castille-la-Manche	ns	0,602**
Melilla	ns	ns
Murcie	0,324**	0,552*
Navarre	ns	0,552*
C. Valencienne	ns	ns
Pays Basque	0,553**	0,468***
Taille du municipe de départ		
Non capitale :		
Moins de 10000 habitants	0,604*	ns
10001-20000	ns	1,390*
20001-50000	ns	ns
50001-100000	ns	1,405**
Plus de 100000	Ref.	Ref.
Capitale de Province	Ns	1,258*

*** : p<=0,0005 ;
** : p<=0,01 ;
* : p<=0,05
ns : non significatif

Note de lecture : Toutes choses égales par ailleurs, une femme a 1,3 fois plus de chances de ré-émigrer plutôt que retourner en Colombie, entre 2005 et 2008 relativement à homme.

Comme le laissaient présager les résultats de la statistique descriptive exposés grâce aux pyramides des âges, si être une femme avait un effet positif sur la probabilité de ré-émigrer avant la crise, c'est encore le cas pendant la crise. La régression met aussi en évidence le fait que le migrant a plus de chances d'aller s'installer dans un pays tiers, au lieu de retourner en Colombie, quand sa nationalité est autre que colombienne. Avoir une double nationalité constitue un atout pour la poursuite du parcours migratoire (González Bernaldo de Quirós et Jedlicki 2012). Avoir une double nationalité, de surcroît lorsqu'il s'agit d'une nationalité d'un pays du Nord parmi celles proposées dans le modèle (Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni Suède, Suisse), permet en effet au migrant de s'installer plus facilement dans un pays tiers. La probabilité très élevée de ré-émigrer pour les personnes possédant une autre nationalité (ni l'une des pays cités plus haut ni colombienne) témoigne du fait que celles-ci se dirigent systématiquement vers le pays qui correspond à cette autre nationalité. La crise ajoute à ces profils un élément nouveau, favorisant la ré-émigration : la localisation du lieu de provenance. Le fait d'avoir résidé en Galice ou en Andalousie, incite davantage les Colombiens à poursuivre la route vers un pays tiers, au lieu de retourner en Colombie. On peut faire l'hypothèse que le choix de ré-émigrer s'explique par l'implication probable de ces migrants dans l'agriculture[194] : cette expérience professionnelle leur permet éventuellement d'aller travailler dans le cadre de contrats saisonniers dans d'autres pays d'Europe. L'âge apparaît également comme un facteur relativement discriminant, puisque les plus jeunes (moins de 25 ans) et les plus âgés (plus de 50 ans) connaissent une probabilité plus faible de ré-émigrer que les migrants issus des classes d'âge intermédiaires (25-49 ans).

[194] Même si ce n'est pas le principal secteur d'emploi des Colombiens en Espagne, dans ces deux communautés autonomes, le secteur agricole emploie un nombre important de migrants, notamment des Colombiens.

Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de rendre compte d'une éventuelle « crise » - au sens de rupture de tendances- dans les flux migratoires colombiens vers/depuis l'Espagne depuis l'explosion de la bulle immobilière américaine en 2008. Au terme d'un examen mené à partir des EVR, on ne pourrait y répondre autrement que par l'affirmative tant cette année et celles qui suivent coïncident avec toutes les inflexions des courbes décrivant les flux de mobilité résidentielle des Colombiens en Espagne : baisse de l'immigration, baisse de la migration inter-municipale, hausse de l'émigration internationale.

Comme pour tous les principaux champs migratoires présents en Espagne, les flux migratoires de Colombiens entre anciens pays d'origine et pays d'installation depuis la crise de 2008, tendent à s'inverser ; les départs de Colombiens étant désormais supérieurs aux arrivées en Espagne. Cependant, on n'observe pas d'extinction du flux, contrairement à ce que laissait présager un *push factor* de l'ampleur de la crise de la bulle immobilière espagnole de 2008. À la fin de la période étudiée, ce sont encore plus de 10 000 Colombiens qui arrivent chaque année. Alors que la phase de développement du système migratoire avait été marquée par la diffusion spatiale de ces arrivées depuis quelques foyers émetteurs, on perçoit au contraire un recentrement, une rétraction des immigrants colombiens vers Madrid, dans une moindre mesure Barcelone et le nord de l'Espagne au détriment du littoral valencien très affecté par la crise. Les recompositions spatiales de la migration interne indiquent la même tendance.

C'est par la ré-émigration que la recomposition spatiale du champ migratoire colombo-espagnol est la plus notable. Même si les retours vers la Colombie sont majoritaires, la proportion des départs vers un pays tiers augmente, suggérant ainsi une « ramification » du champ migratoire à partir de l'Espagne. À titre d'exemple, on peut estimer qu'au moins 20 % des nouvelles arrivées de Colombiens en France proviennent désormais d'Espagne.

Ces mobilités résidentielles en contexte de crise doivent être cependant nuancées par l'examen des « immobiles ». Il faut rappeler que les Colombiens étaient encore 379 400 à résider en Espagne en 2011. Cette immobilité ne peut être interprétée comme une absence de stratégie, tant elle semble impliquer une adaptation au contexte qui évolue. En ce sens, rester sur place s'apparente à un projet migratoire au même titre qu'un projet de retour ou de ré-émigration.

Les acteurs entreprenant ces différentes stratégies migratoires diffèrent par leurs caractéristiques sociodémographiques. En effet, ce sont surtout des femmes qui ré-émigrent ou migrent ailleurs à l'intérieur de l'Espagne, alors que les hommes qui partent optent majoritairement pour un retour dans leur pays de naissance. En outre, avoir une autre nationalité que la nationalité colombienne facilite la ré-émigration, tandis que ne pas disposer de cette ressource contraint à la migration de retour. Alors que les plus jeunes et les plus âgés optent pour le retour, être en âge de travailler favorise au contraire la poursuite du parcours migratoire dans un autre pays d'Europe.

Notons que certaines dynamiques – en particulier, les répercussions différenciées des effets de la crise sur les hommes et les femmes – ont été observées pour d'autres groupes de migrants latino-américains, tels que les Boliviens et les Équatoriens à partir de ces mêmes données (Larramona 2013a; Domingo et Sabater 2013b; González Ferrer 2013; Domingo et Sabater 2013a; García

Ballesteros, Jiménez Blasco et Mayoral Peñas 2014; Baby-Collin et Cortes 2014; Viruela Martínez 2016). L'impact de la crise sur les champs migratoires n'est donc pas une spécificité colombienne et peut être généralisé à d'autres populations migrantes en Espagne. Sans doute le niveau de vie dans le pays d'origine a-t-il pu générer des propensions différentes à « retourner chez soi », toutefois, ce vers quoi tendent les différents travaux, c'est l'affirmation du rôle déterminant du « réseau » dans la mise en œuvre des projets migratoires. C'est l'une des hypothèses que nous souhaitons interroger dans le chapitre suivant.

Chapitre 8 : Une lecture de la « directionnalité » des flux migratoires à l'aune des ressources spatiales

Introduction

« La experiencia acumulada y la información que proprocionan familares o amigos influyen en la elección de los destinos, de los trayectos a seguir o del momento en que se produce el desplazamiento »
(Viruela Martínez, p. 203) *à propos des Roumains et des Bulgares en Espagne*

« Varios elementos nos llevan a pensar que estos procesos no son posibles para todos […] requieren el capital social y la capacidad de movilizar redes familiares »
(Baby-Collin et Cortes 2014, p. 80) *à propos des Boliviens en Espagne*

« Ademas del país de origen […] los otros países son aquellos en los que la inmigración […] mantiene redes migratorias de mayor o menor antiguedad »
(Domingo et Sabater 2013a, p. 55) *à propos des Marocains en Espagne*

Le chapitre précédent a montré à quel point la crise avait eu un impact visible sur les flux migratoires en Espagne. Intuitivement, on peut penser, à la manière d'Adam Smith et plus tard d'Everett Lee que les personnes quittent les lieux en difficultés pour rejoindre les lieux les plus prospères. Cette théorie des *push* et *pull factors* fournit une grille de lecture pertinente pour comprendre les variations de niveaux enregistrés dans les flux. Cependant, comme on l'a vu dans le chapitre 4, elle peine davantage à expliquer la « directionnalité des flux ». Pourquoi tel individu a choisi de partir vers tel pays et tel autre pour son pays de naissance ?

Les citations extraites des analyses que font différents auteurs des processus de transformation des systèmes migratoires présents en Espagne illustrent l'importance de l'hypothèse du réseau migratoire. Il faut ainsi rétablir le champ des possibles à l'échelle des individus. À cette échelle, l'alternative « ré-émigrer, rester ou encore retourner » ne se pose pas vraiment en ces termes, car il s'agit là d'une construction fonctionnant à l'échelle des États-Nations et non des individus, dont les réseaux tissent des espaces de référence particuliers composés des lieux de leur trajectoire passée et des lieux de vie des proches. Ce n'est que dans ces lieux plus ou moins familiers, qu'éventuellement les projets de quitter l'Espagne se traduiront en véritables projets de départ. Sans ressource sur place, dans quelle mesure peut-on vraiment espérer rejoindre un nouveau lieu de vie ? Le chapitre 4 a montré que cette configuration était rare mais possible dans le cas particulier des « aventuriers ».

Le chapitre 8 entend restituer la dimension proprement individuelle des transformations des systèmes migratoires. L'analyse s'appuie sur deux sources. L'ENI d'une part permet de mesurer les intentions de mobilité à la veille de la crise ainsi que les ressources spatiales des migrants. Les EVR permettent d'autre part de mesurer les mobilités effectives réalisées par les différents champs migratoires. Pour comparer les dynamiques spécifiques du champ migratoire colombien à

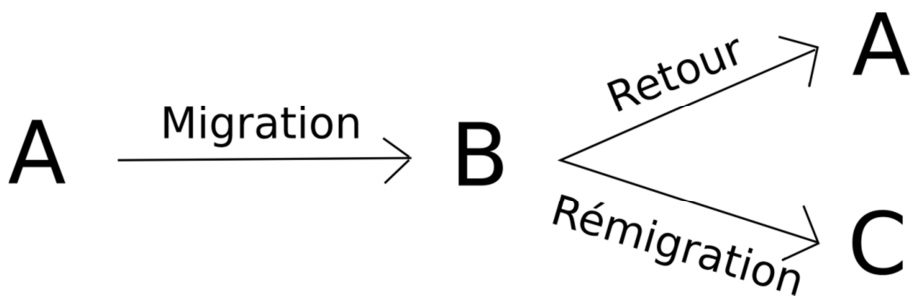
celle des autres populations, l'analyse prendra en compte l'ensemble de la population migrante en Espagne. Les dynamiques de départ des Colombiens d'Espagne seront analysées au regard des mobilités effectuées par les quatre autres groupes de migrants les plus nombreux en Espagne (Équatoriens, Boliviens, Roumains et Marocains). Après avoir montré en quoi l'alternative « retour/ré-émigration » résulte d'un problème d'échelle (8.1), nous analyserons les intentions de départ des individus à la veille de la crise à l'aune de leurs « ressources spatiales » (8.2). Celles-ci permettront ensuite (8.3) d'éclairer les mobilités effectives entreprises par les cinq principaux champs migratoires installés sur le territoire espagnol.

8.1 Retour et ré-émigration, une alternative produite par un problème d'échelle

« Retour » et « ré-émigration », voici deux termes qui prédominent dans l'analyse des mouvements migratoires affectant l'Espagne depuis la crise économique mondiale de 2008. Les ré-émigrations désignent les départs de migrants résidant alors en Espagne vers des pays différents de leur pays de naissance, se distinguant ainsi des retours (Ródenas et Martí 2006; Domingo et Sabater 2012; Domingo et Sabater 2013b; Larramona 2013a; Sierra-Paycha 2014; Baby-Collin et Cortes 2014; Sierra-Paycha 2016e) Sur quelle représentation des parcours migratoires et des appartenances spatiales des individus, une telle dichotomie retour/ré-émigration repose-t-elle ?

Il s'agit d'une vision pauvre du parcours migratoire de l'individu, qui grâce aux moyens de la collecte publique d'informations (par les recensements, ou les registres) ne connaît que peu de[195] lieux d'appartenance spatiale : à savoir principalement le lieu de naissance et le lieu de résidence au moment de la collecte. À ces deux lieux, on peut éventuellement ajouter un troisième lieu lorsque les individus déménagent. Ainsi, après une mobilité résidentielle, on sait dans quelle commune s'est installé l'individu ou s'il est parti à l'étranger. Dans ce dernier cas, on compare alors ce nouveau lieu au tout premier lieu d'appartenance spatiale, le lieu de naissance. De cette comparaison, on déduit s'il s'agit d'un « retour » vers le pays de naissance, ou d'une « ré-émigration » vers un pays tiers (figure 8.1). Si le terme de ré-émigration est prégnant dans les études sur l'Espagne, celui de « migration multiple » est employé pour décrire ce même phénomène dans d'autres contextes (Nekby 2006; Rezaei et Goli 2011; Paul 2011; Toma et Castagnone 2015).

Figure 8.1 La représentation simpliste des parcours migratoires



Cette vision des migrations internationales ne tire en effet pas profit des apports de la littérature critique à l'égard de la vision ponctiforme et simpliste de l'inscription spatiale des individus.

« Sortir de cette aporie requiert d'en revenir à la racine théorique des modèles classiques, et de concevoir différemment l'ancrage spatial des personnes. Plutôt que de le saisir dans un lieu (la résidence) et à un moment (celui de l'observation), on peut y intégrer les principales références spatiales pertinentes pour l'individu, notamment celles qu'il a héritées de ses trajectoires passées

[195] Les recensements se sont cependant enrichis progressivement de la collecte d'autres lieux (lieu de résidence antérieur, lieu de résidence un an et cinq ans auparavant).

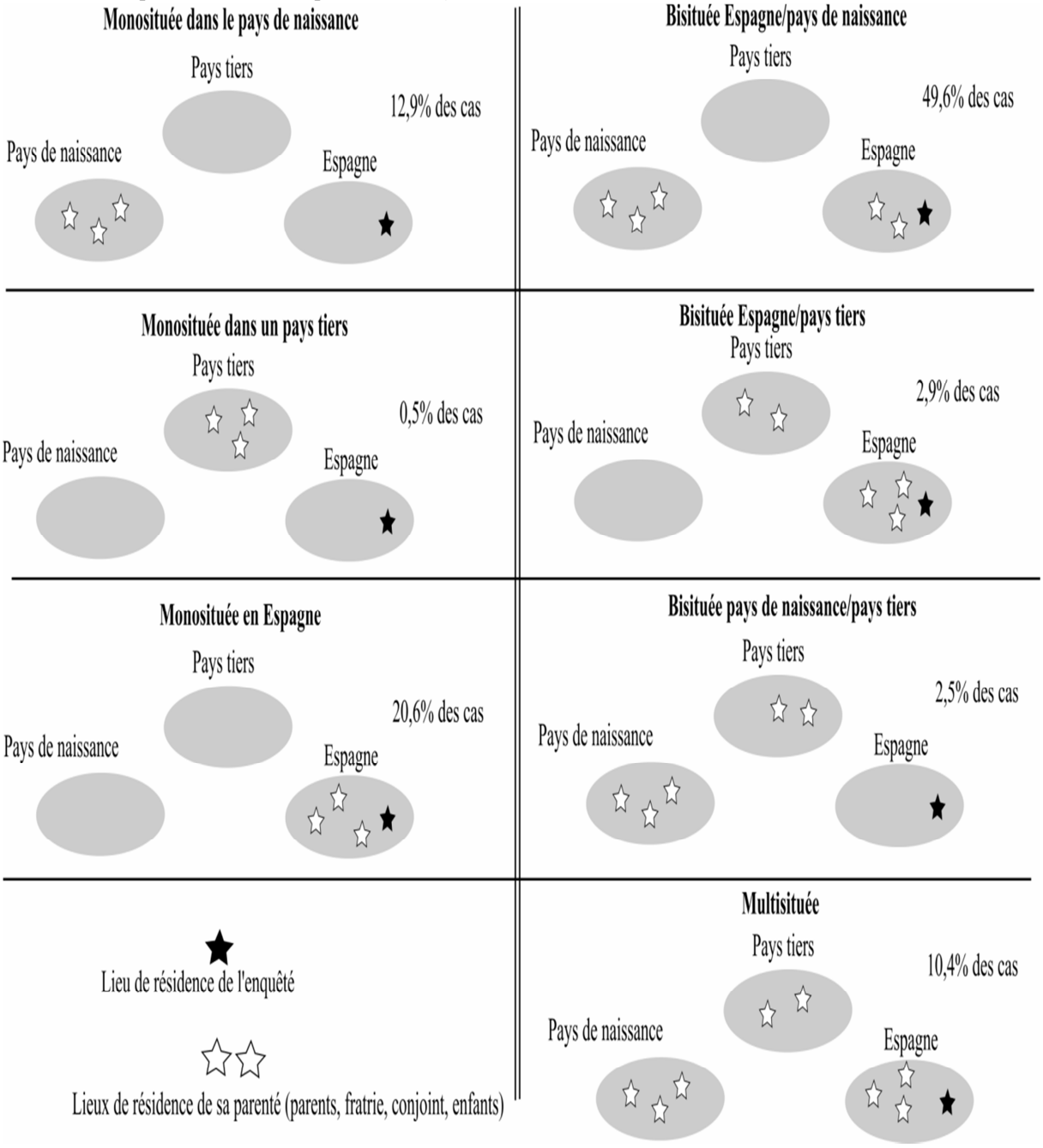
et de la localisation de ses proches. Cette double extension, spatiale et temporelle permet alors de distinguer des déplacements laissant intacts l'essentiel de l'environnement du migrant, et d'autres qui au contraire marquent une rupture. » (Rosental 1999, p. 50‑51). Dans cette section, nous tenterons de resituer les « retours » et les « ré-émigrations » à l'aune d'un espace de référence plus complexe que la simple dyade formée par le lieu de naissance et le lieu de résidence actuel. Nous décrirons la diversité des inscriptions spatiales des individus liées à la géographie résidentielle de leur parenté et à la densité de leurs parcours migratoires précédant l'installation en Espagne. Ces deux descriptions partielles des références spatiales pertinentes pour l'individu, héritées de sa trajectoire passée et de la localisation de ses proches, permettront alors de réinterroger retours et ré-émigrations dans un espace plus complexe[196]. Pour mettre en œuvre cette critique de la dichotomie « retour/ré-émigration », l'analyse porte d'abord sur l'ensemble des migrants interrogés dans l'ENI.

8.1.1 La diversité des appartenances spatiales des individus : un héritage de la géographie résidentielle des proches et du parcours migratoire antérieur

Les individus migrants étudiés par l'ENI se situent dans des espaces de références qui, en raison de la géographie résidentielle de la parenté (parents, fratrie, conjoint, enfants), dépassent bien souvent le simple cadre de l'Espagne (figure 8.2). Ainsi, seulement 2 migrants sur 10 ont l'ensemble de leur réseau de parenté regroupé en Espagne. La situation la plus fréquente est celle d'un espace à cheval sur le couple migratoire, formé par le pays de naissance et l'Espagne (la moitié des cas). Dans 13% des cas, la parenté du migrant est regroupée dans le pays de naissance. Si l'on cumule tous les cas où l'ensemble de la parenté réside au sein du couple migratoire, on obtient 83% des géographies de parenté. 17% des parentés restantes excèdent donc cet espace dichotomique pays de naissance/pays d'installation. Parmi ces cas restants, 10 points de pourcentage constituent des parentés multisituées, configurations au sein desquelles une partie de la famille vit dans le pays de naissance, une autre en Espagne, et une dernière partie dans un ou plusieurs pays tiers ; 2,5 points des cas correspondent à des parentés bisituées sur le pays de naissance et un pays tiers, 2,9 à des cas de dispersion entre un pays tiers et l'Espagne et enfin 0,5 points des cas correspondent à des situations où le reste de la parenté est « regroupée » dans un pays tiers.

[196] A noter que dans le contexte de l'analyse des mobilités internes en Espagne, une étude a montré les limites de la distinction migration interne de retour/ré-émigration (Recaño Valverde 2010). En effet, ce travail propose une typologie des différents retours non pas sur le seul critère du lieu de naissance d'ego mais par rapport à l'ensemble des références spatiales du ménage dont il fait partie. On apprend par exemple comment la migration d'une personne née en Catalogne partant en Andalousie est perçue comme une « migration » alors qu'elle peut correspondre en réalité au « retour » d'un enfant dont l'ensemble des références spatiales parentales se situent en Andalousie.

Figure 8.2 Répartition des migrants en Espagne selon la configuration spatiale de leur parenté (source : INE, ENI 2007 champ : ensemble des enquêtés de l'ENI)



La densité[197] du parcours migratoire est variable selon plusieurs caractéristiques socio-démographiques. Les hommes, les personnes issues de pays développés, les personnes disposant de réseaux familiaux multisitués ont tendance à effectuer les parcours les plus denses (De Miguel Luken, Solana Solana et Pascual de Sans 2011). Au sein d'un même groupe de migrants, les itinéraires denses peuvent avoir des orientations différentes. Ainsi, l'étude des parcours

[197] Un parcours migratoire dense se réfère ici à un parcours de plus deux étapes internationales. L'adjectif « dense » est préféré à celui de « complexe » pour sa neutralité. Ainsi, le parcours se caractérise formellement par le nombre d'étapes par tranche de vie, alors que l'idée de complexité est plus subjective.

migratoires de Colombiens installés en Espagne a mis en lumière l'emprunt de plus de 70 routes migratoires différentes (chapitre 4). La vision d'un parcours migratoire unilatéral et irréversible, bien que contestée par certains démographes (Picouet et Domenach 1987; Domenach et Picouet 1995), reste une catégorie d'appréhension du réel en soi, à partir de laquelle, les variations peuvent être pensées. Cependant, comme on le constate ici, 12 % des parcours migratoires échappent à cette catégorie. Il semblerait d'ailleurs que la part de migrants ayant connu des parcours denses avant leur arrivée en Espagne soit en augmentation depuis la crise. En effet, alors qu'en 2007 15% des immigrations provenaient d'un pays tiers, en 2013 cette proportion s'élevait à 36%. Dans l'échantillon de l'ENI, certaines personnes peuvent ainsi connaître jusqu'à 12 étapes migratoires, et jusqu'à 11 étapes situées en dehors du couple migratoire formé par le pays de naissance et le pays d'immigration.

L'objectif de la section suivante est de repositionner les intentions de « retours » et de « ré-émigrations » dans ces espaces de références particuliers. Elle s'appuie sur une analyse croisée des informations portant sur les projets migratoires à cinq ans et des informations sur leurs références spatiales.

8.1.1 Réinterroger retours et ré-émigrations dans un espace plus complexe que la dyade lieu de naissance/lieu de résidence

D'après les EVR, parmi les migrants qui repartent d'Espagne, en 2008, 15% s'en allaient vers un pays différent du pays de naissance. Cette proportion a ensuite augmenté pour atteindre 23% des départs en 2014. Ainsi l'INE et les chercheurs étudiant les impacts de la crise espagnole sur les flux migratoires sont-ils en mesure d'affirmer que trois quarts des immigrés sur le départ, retournent dans leur pays de naissance. Pourtant, selon les différentes appartenances spatiales des individus, la dichotomie retourner/ré-émigrer prend des sens bien différents.

Concentrons-nous dans un premier temps sur les appartenances spatiales des individus liées à leur parcours migratoire (tableau 8.1). Nous remarquons que ceux ayant connu une étape en dehors du couple migratoire sont surreprésentés dans le choix de ré-émigrer (2,5% *versus* 0,8%), à l'inverse, ils sont sous-représentés parmi les projets de retour (4,4% *versus* 6,2%). De même, selon les configurations spatiales des familles, les projets de mobilité à cinq ans, ne sont pas les mêmes : 80% des personnes ayant au moins un membre de la famille vivant en Espagne projettent d'y rester contre seulement 73% des individus isolés dans ce pays. Par ailleurs, disposer encore de membres de la famille dans le pays de naissance semble augmenter les propensions au retour (7% *versus* 1%). Enfin, la présence de parents en dehors du couple migratoire semble peser dans le projet de ré-émigrer.

Tableau 8.1 Répartition des différentes appartenances spatiales des migrants selon leur projet migratoire (source : INE, ENI 2007 ; champ : ensemble des enquêtés de l'ENI)

Type d'appartenance spatiale	Projet migratoire à cinq ans				Total
	Ne sait pas	Retour	Rester	Ré-émigrer	
Parcours migratoire limité au couple migratoire	9,8	6,2	83,2	0,8	100,0
Au moins une étape du parcours en dehors du couple migratoire	11,8	4,4	81,2	2,5	100,0
Pas de famille résidant dans le pays de naissance	5,4	1,4	92,4	0,8	100,0
Au moins un membre de la famille résidant dans le pays de naissance	11,6	7,4	79,9	1,1	100,0
Pas de famille en Espagne	16,2	9,2	72,6	1,9	100,0
Au moins un membre de la famille résidant en Espagne	8,9	5,3	85,0	0,9	100,0
Pas de famille résidant en dehors du couple migratoire	10,0	6,1	83,0	0,9	100,0
Au moins un membre de la famille résidant en dehors du couple migratoire	10,5	5,3	82,5	1,8	100,0
Ensemble de la population	10,1	6,0	82,9	1,0	100,0
Effectif total	**1558**	**921**	**12 826**	**160**	**15 465**

Lecture : 0,8 % des enquêtés de l'ENI ayant connu un parcours limité au couple migratoire (pays de naissance/Espagne) ont pour projet de ré-émigrer, 2,5% des personnes ayant réalisé un parcours par-delà les frontières du couple migratoire souhaitent ré-émigrer.

Intéressons-nous à présent aux contextes spatiaux qui sous-tendent chaque projet de mobilité et essayons alors de mettre en évidence d'éventuels paradoxes (tableau 8.2). Parmi les personnes désirant retourner dans leur pays d'origine, on remarque que 6% n'y ont pas de famille résidente. Par ailleurs, près d'un tiers des personnes désirant ré-émigrer ont déjà résidé plus de trois mois hors du couple migratoire (31%). Environ la même proportion de migrants souhaitant ré-émigrer a de la famille résidant dans un pays tiers (28%).

Ce résultat montre qu'un individu sur trois considéré comme ré-émigrant par le biais du registre municipal, est potentiellement de retour dans un pays où il a déjà résidé bien que celui-ci ne soit pas son pays de naissance. De même, une proportion similaire de personnes considérées comme ré-émigrants peuvent potentiellement se rendre dans un pays où une partie de leur famille réside préalablement. Enfin, 6% des migrations de retour s'apparentent davantage à de nouvelles

migrations, ou du moins des ré-implantations, étant donné l'absence de proches résidant dans le pays de naissance. La dichotomie « retour/ré-émigration » limitée au référentiel du lieu de naissance, conduit donc à une sous-estimation des retours et à une surestimation des ré-émigrations. En prenant en compte, un référentiel spatial plus complexe, on observe que les migrants sur le départ, retournent vers un lieu probablement connu bien plus qu'ils ne ré-émigrent vers un lieu inconnu. Pour reprendre la typologie d'André Beltramone exposée dans le premier chapitre, le départ des migrants d'Espagne correspond vraisemblablement bien plus à des « contractions » d'espaces de vie qu'à des « glissements » voire à des « transplantations ». En revanche, certains retours minoritaires s'apparentent plutôt à des « glissements » qu'à des « contractions ».

Tableau 8.2 Répartition des différents projets migratoires selon les appartenances spatiales des individus (source : INE, ENI 2007, champ : ensemble des enquêtés de l'ENI)

Type d'appartenance spatiale	**Projet migratoire à cinq ans**				Ensemble de la population
	Ne sait pas	Retour	Rester	Ré-émigrer	
Parcours migratoire limité au couple migratoire	85,4	90,8	87,8	69,4	87,6
Au moins une étape du parcours en dehors du couple migratoire	14,6	9,2	12,2	30,6	12,4
Pas de famille résidant dans le pays de naissance	13,2	5,9	27,3	18,1	24,5
Au moins un membre de la famille résidant dans le pays de naissance	86,8	94,1	72,7	81,9	75,5
Pas de famille en Espagne	26,4	25,4	14,3	30,6	16,4
Au moins un membre de la famille résidant en Espagne	73,6	74,6	85,7	69,4	83,6
Pas de famille résidant en dehors du couple migratoire	83,1	85,6	83,8	71,9	83,7
Au moins un membre de la famille résidant en dehors du couple migratoire	16,9	14,4	16,2	28,1	16,3
Effectif total	**1558**	**921**	**12 826**	**160**	**15 465**

Lecture : 30,6 % des personnes souhaitant ré-émigrer, ont connu au moins une étape de leur parcours en dehors du couple migratoire.

Ces éléments permettront de réinterroger les intentions de départs des migrants d'Espagne et leurs mobilités effectives dans des espaces de référence spatiales plus complexes que la dyade retour/ré-émigration. Nous verrons dans la section suivante comment ces espaces de référence, parmi d'autres variables, ont pu constituer des ressources spatiales pour formuler des projets

migratoires internationaux. Avec ces restrictions posées sur le sens à donner à l'alternative retour/ré-émigration, nous allons explorer les intentions de mobilité des migrants enquêtés dans l'ENI à la veille de la crise espagnole.

8.2 Les ressources spatiales ont-elles un effet dans les intentions de départ à la veille de la crise ?

Pour comprendre l'effet des ressources spatiales, c'est-à-dire la connaissance des opportunités rattachées à certains lieux et les compétences pour accéder à ces opportunités sur les projets migratoires à cinq ans, nous avons eu recours à une régression logistique polytomique où l'on teste la probabilité de retourner dans le pays de naissance, de ré-émigrer vers un pays tiers, d'être dans l'incertitude quant au projet migratoire, relativement au fait de projeter de rester en Espagne, modalité choisie ici comme référence. Le questionnaire ne permet malheureusement pas d'analyser plus finement vers quel pays tiers les individus souhaitent se diriger et l'étude des intentions de mobilité est encore tributaire de la partition arbitraire départ vers le pays de naissance/départ vers un pays tiers.

Pour analyser cela, nous nous appuierons sur les variables explicatives d'ordre démographique (âge, sexe), juridique (situation juridique face à l'administration espagnole), socio-professionnelle (situation d'emploi et niveau d'études) et de l'ordre des ressources spatiales (parcours migratoire antérieur, présence de famille dans le pays de naissance, présence de famille en Espagne, présence de famille hors couple migratoire). Le choix des variables démographiques se justifie par l'importance de ces variables comme déterminants de la mobilité. Cela a été observé par différents travaux réalisés à partir des EVR ou dans d'autres contextes européens (Larramona 2013a; Rezaei et Goli 2011; Toma et Castagnone 2015). Le choix des variables socio-professionnelles, est lié au rôle présupposé de la situation économique des migrants dans la poursuite du projet migratoire, avec dans l'idée, d'une part qu'un migrant qualifié a plus de chance de rester en Espagne ou de ré-émigrer qu'un migrant moins qualifié contraint au retour (Flahaux 2015), et d'autre part, que les migrants au chômage ont plus de raisons de quitter l'Espagne où ils ne trouvent pas d'emploi. La situation d'emploi est divisée en six modalités selon la situation la semaine précédant l'enquête : être en emploi, en recherche d'emploi, en études, à la retraite, au foyer, dans une autre situation non spécifiée dans l'enquête. Les travaux portant sur l'effet de la situation juridique sur les projets migratoires ont montré deux tendances contradictoires, avec dans certains cas un impact positif d'une situation irrégulière sur la décision de ré-émigrer (Carling et Vatne Pettersen 2014; Toma et Castagnone 2015) et dans d'autres un impact négatif (Sierra-Paycha 2014; Sierra-Paycha 2016e). D'autres travaux ont montré l'importance du jeu des nationalités pour réaliser des projets migratoires. En effet, disposer d'une nationalité européenne ou nord-américaine permet de s'installer plus facilement, qu'une nationalité d'un pays du sud (González Bernaldo de Quirós et Jedlicki 2012) dans un pays du nord, ou au moins d'y séjourner à titre de touriste sans nécessiter de la longue et coûteuse procédure d'acquisition d'un visa. Pour cette raison, nous déclinons la situation juridique par les quatre modalités suivantes : nationalité espagnole, nationalité européenne à 29 pays[198], nationalité non européenne et en situation régulière, nationalité non européenne et en situation irrégulière. Quatre variables ont été choisies pour comprendre l'effet

[198] Dans cette catégorie, on compte les 25 pays de l'Union européenne auxquels on ajoute la Suisse, la Norvège, le Lichtenstein, et l'Islande. En effet, les ressortissants de ces pays n'ont pas besoin d'un titre de séjour pour résider en Espagne

des ressources spatiales. Le fait d'avoir une personne de la famille nucléaire ou de la fratrie vivant en Espagne, dans le pays de naissance, dans un autre pays et le fait d'avoir connu au moins une étape migratoire en dehors du couple migratoire. Le questionnaire de l'ENI ne permet malheureusement pas d'enrichir cette approche en raison de l'absence de collecte des pays de séjour (sans changement de résidence) à l'étranger ou de celle des lieux de résidence des personnes appartenant au réseau au-delà de la famille. On peut supposer néanmoins qu'une expérience migratoire personnelle ou familiale dans un pays est déjà un bon moyen d'y saisir de nouvelles opportunités de vie.

L'analyse des effets globaux des variables choisies sur les projets migratoires montre une significativité importante pour l'âge, la situation juridique, la situation d'emploi, et les quatre variables indiquant des ressources spatiales ainsi qu'un effet plus faible du sexe et du niveau d'études (tableau 8.3).

Tableau 8.3 Significativité de l'effet global des variables sur les quatre modalités de la variable «projet migratoire à cinq ans » (source : INE, ENI 2007, champ : ensemble des enquêtés)

Paramètres	Probabilité critique Pr>Chi2
Âge	<0,0001
Sexe	0,0178
Situation juridique	<0,0001
Situation d'emploi	<0,0001
Niveau d'études	0,0004
Parcours migratoire	<0,0001
Présence de famille dans le pays de naissance	<0,0001
Présence de famille en Espagne	<0,0001
Présence de famille hors couple migratoire	<0,0001

Tableau 8.7 Résultats de la régression logistique polytomique sur les projets migratoires à cinq ans relativement au projet de rester en Espagne (source : INE, ENI 2007 ; champ : ensemble des migrants vivant en Espagne)

Variable	Odds-ratio		
	Ne sait pas	Retour	Ré-émigration
Âge			
16-19 ans	1,116	1,230	2,274
20-24 ans	1,343***	1,922***	5,440
25-29 ans	1,299***	1,440*	2,745
30-34 ans	0,979	1,350	1,774
35-39 ans	1,063*	0,974*	1,665
40-44 ans	Ref.	Ref.	Ref.
45-49 ans	0,912	0,927*	1,194
50-54 ans	0,691**	0,995	1,073
55-59 ans	1,249	0,340	0,728
60-64 ans	0,728	1,591	0,907
65-69 ans	0,970	0,732	<0,001
70 ans et +	0,482***	1,293	<0,001
Sexe			
Hommes	Ref.	Ref.	Ref.
Femmes	1,046	1,242***	0,842
Situation juridique			
Nationalité espagnole	Ref.	Ref.	Ref.
Nationalité européenne (29 pays)	1,884	2,133**	1,297***
Irrégulière	2,529***	6,555***	0,459***
Régulière	1,986***	3,303***	0,674
Situation d'emploi			
En emploi	Ref.	Ref.	Ref.
Autre	1,521**	1 ,061	1,693
En études	1,388*	1, 894***	2,886***
Au foyer	0,803***	0,628***	0,699*
En recherche d'emploi	1,293*	0,682**	1,187
A la retraite	0,890	0,581*	0,917
Niveau d'études			
Primaire ou sans études	1,047	0,857	0,444***
Secondaire 1er cycle	0,958	0,774**	0,692
Secondaire 2nd cycle	Ref.	Ref.	Ref.
Supérieur	1,137	1,079**	1,409***
Forme du parcours migratoire			
Interne au couple migratoire	Ref.	Ref.	Ref.
Au moins une étape hors couple migratoire	1,288**	0,827	2,649***
Présence de famille nucléaire dans le pays de naissance			
Aucun membre	0,632***	0,287***	0,556**
Au moins un membre	Ref.	Ref.	Ref.
Présence de famille nucléaire en Espagne			
Aucun membre	1,607***	1,342***	1,738***
Au moins un membre	Ref.	Ref.	Ref.
Présence de famille nucléaire hors couple migratoire			
Aucun membre	Ref.	Ref.	Ref.
Au moins un membre	1,029	0,948	1,920***

*** : p<=0,01 ; ** : 0,01<p<=0,05 ; * : 0,05<p<=0,1

Note de lecture : Toutes choses égales par ailleurs, un individu ayant connu une étape migratoire antérieure en dehors du couple migratoire, a 2,6 fois plus de chances de souhaiter ré-émigrer plutôt que de rester en Espagne, au cours des cinq prochaines années, relativement à un individu n'ayant aucune étape migratoire antérieure en dehors du couple migratoire.

Les projets de retours (tableau 8.4) concernent davantage les 20-29 ans tandis que les projets d'immobilité concernent plutôt les 35-49 ans. Le début de la vie active est également marqué par une période d'incertitude quant aux projets migratoires des cinq prochaines années, contrairement, à la fin de la vie active où cette incertitude est plus faible. Contrairement à ce qui a été observé par la suite dans les cas de migrations de retour des sud-américains (Sierra-Paycha 2014; García Ballesteros, Jiménez Blasco et Mayoral Peñas 2014), en 2007, les projets de retour semblent davantage concerner les femmes que les hommes. Cette différence entre les projets en 2007 et les mouvements réellement observés depuis, peut être liée aux effets différenciés de la crise sur des secteurs d'activité à dominante masculine et ceux à dominante féminine. Toutefois, si l'on considère le cas des Colombiens[199], on remarque que déjà en 2007 les femmes projetaient plus souvent de partir vers un pays tiers que les hommes, qui étaient au contraire plus nombreux à souhaiter rester.

La situation juridique a un effet global important sur les projets migratoires. On observe une gradation de l'incertitude quant au projet migratoire avec la précarité juridique en Espagne. Une situation irrégulière a un effet très fort sur le fait d'être incertain quant au projet migratoire. Toutes choses égales par ailleurs, un étranger en situation irrégulière a 2,5 fois plus de chances d'être incertain qu'un immigré de nationalité espagnole. Un étranger en situation régulière a lui 2 fois plus de chance d'être incertain qu'un immigré de nationalité espagnole. Les projets de retour sont l'apanage des immigrés n'ayant pas la nationalité espagnole : les Européens, les étrangers extracommunautaires en situation régulière et les étrangers en situation irrégulière ont respectivement 2, 3 et 7 fois plus de chance de souhaiter retourner dans leur pays de naissance que les immigrés de nationalité espagnole. Les projets de ré-émigrations sont très sélectifs. Ils concernent davantage les personnes ayant une nationalité européenne ou espagnole que les personnes de nationalité non européenne en situation irrégulière. Pour ces derniers, une ré-émigration est peu envisageable en raison de leur vulnérabilité juridique, rendant chaque franchissement de frontière périlleuse. Ces éléments démontrent une nouvelle fois le rôle fondamental des situations juridiques dans la construction du projet migratoire. Ces projets migratoires différents selon la situation juridique se retrouvent au sein du sous-groupe formé par les personnes nées en Colombie. À titre d'exemple aucun Colombien en situation irrégulière[200] ne souhaite ré-émigrer alors que les détenteurs d'une nationalité européenne sont surreprésentés parmi les projets de départ vers un pays tiers.

Les migrants en études ont plus de chance de souhaiter retourner (1,9 fois plus que les migrants en emploi), ce qui permet de nuancer l'idée que derrière chaque mobilité académique se joue un *brain-drain*, les projets de retour étant significativement importants pour ces populations. En 2007, les migrants en emploi ont plus de chance de souhaiter retourner que les migrants en recherche d'emploi, au foyer ou à la retraite, ce qui nuance une fois de plus l'image du migrant de retour ayant échoué, mais aussi celle d'une retraite au pays d'origine. Les personnes en emploi et

[199] En raison des petits effectifs dans les projets de départ minoritaires, nous n'avons pas réalisé d'analyse multivariée sur le groupe des Colombiens spécifiquement. Toutefois, les statistiques descriptives sur les Colombiens sont exposées dans les paragraphes

[200] Par définition, la statistique publique peine à estimer le nombre de personnes en situation irrégulière. En 2007, d'après nos calculs effectués à partir de l'ENI, on comptait 7% de personnes nées en Colombie en situation irrégulière. Ce faible taux constitue évidement une sous-estimation liée au moins à deux facteurs : une sous-déclaration de ces situations légales face aux enquêteurs de l'INE perçus comme des représentants de l'Etat, et une sous-estimation liée au fait que seules les personnes les plus « installées », figurant à ce titre dans les bases de sondage de l'INE, ont été enquêtées.

surtout celles en études (2,9 fois plus que les personnes en emploi) ont plus de chance de souhaiter ré-émigrer ou retourner que les autres, ce qui montre la sélectivité de ce type de projet. De plus, la continuation de la trajectoire académique pousse souvent à aller dans un autre pays pour obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur (Master et éventuellement Doctorat). Les immigrants venus pour étudier sont donc plus enclins à continuer leurs études dans un pays tiers.

Le niveau d'études a un effet relativement important sur les projets d'émigration, les migrants très qualifiés ayant plus tendance à souhaiter retourner et ré-émigrer que les migrants moins qualifiés. Un migrant ayant effectué des études supérieures a 1,4 fois plus de chances de souhaiter ré-émigrer qu'un migrant détenant au maximum un diplôme équivalent au baccalauréat. Les personnes hautement qualifiées ont tendance à se projeter plus facilement en dehors du couple migratoire que les personnes moins qualifiées, en particulier les personnes sans études ou études primaires qui peinent à se projeter en dehors du couple migratoire dans les cinq années suivantes. Pour les Colombiens, la sélectivité du projet de ré-émigration par le niveau d'études se vérifie également : un tiers des personnes qui projettent de partir vers un pays tiers sont diplômées du supérieur contre seulement 15% pour l'ensemble des Colombiens.

Détenir une ressource spatiale personnelle en dehors du couple migratoire (en ayant réalisé par le passé au moins une étape du parcours dans un pays tiers) conduit à être plus incertain que les personnes sans cette ressource (1,3 fois plus incertain), mais surtout à formuler plus souvent un projet de ré-émigration internationale (2,6 fois plus que les personnes ayant réalisé un parcours uniquement au sein du couple migratoire).

De même détenir des ressources spatiales familiales en dehors du couple migratoire, par la présence d'au moins un membre de la famille nucléaire, permet de se projeter plus facilement en dehors du couple migratoire (1,9 fois plus que pour les autres). Toutes choses égales par ailleurs (âge, sexe, situation juridique, d'emploi, niveau d'études), la détention d'une ressource spatiale personnelle et familiale en dehors du couple migratoire a donc bien un effet sur la capacité pour le migrant à se projeter dans un pays tiers de ré-émigration. Le fait d'avoir un membre de la famille dans un pays ou y avoir résidé soi-même par le passé rend évidemment plus aisée la poursuite du projet migratoire dans ce pays. D'une manière générale, on peut faire l'hypothèse qu'avoir des lieux de référence en dehors du couple migratoire permet de se projeter en dehors du couple migratoire y compris si le lieu n'est pas celui de résidence antérieure ou familiale. Rappelons que dans le questionnaire de l'ENI, les variables « lieux de résidence la parenté » et parcours migratoire antérieur sont disséminés tout au long et que ce n'est qu'à la fin de l'entretien que l'enquêteur aborde la question du projet migratoire.

Cette affirmation sur le rôle déterminant des ressources spatiales vaut également pour la capacité à se projeter dans le pays d'origine. En effet, d'après les résultats de la régression, n'avoir aucun membre de la famille nucléaire dans le pays d'origine conduit à ne pas pouvoir s'y projeter dans le cadre d'un retour. Cela se vérifie aussi quant au rôle de la détention de ressources spatiales familiales en Espagne sur le fait de pouvoir projeter d'y rester les cinq prochaines années. Ne disposer d'aucune famille en Espagne conduit à se projeter ailleurs que dans ce pays de résidence (1,7 fois plus à ré-émigrer, 1,3 fois plus à retourner dans son pays de naissance). Les projets différenciés selon la localisation des références spatiales se vérifient particulièrement pour les Colombiens. Par exemple, quatre migrants colombiens sur dix projettent de partir vers un pays tiers en ayant de la famille en dehors de l'Espagne et de la Colombie, alors que cette configuration

familiale ne concerne que 15% de l'ensemble de la population colombienne. De même, 30% d'entre eux ont vécu en dehors du couple migratoire contre 10% pour le reste des Colombiens.

Les intentions de mobilité résidentielle des Colombiens en 2007 suivent les mêmes tendances que celles mises au jour pour l'ensemble de la population à l'exception de la différence homme/femme. Alors que les chapitres précédents avaient montré des trajectoires différenciées selon le lieu d'origine en Colombie, ce critère n'apparaît pas déterminant pour étudier les projets migratoires en 2007. En effet, on retrouve parmi toutes les formes de mobilité des proportions analogues de Bogotains, de personnes issues de la région caféière et de personnes nées dans d'autres départements.

Les résultats présentés dans cette section permettent d'analyser les intentions de mobilité dans un contexte de croissance économique. En effet, les enquêtes de l'ENI ont été réalisées au début de l'année 2007, soit plusieurs mois avant l'annonce de la crise des subprimes. Pour étudier les mobilités effectives réalisées depuis 2008 à l'aune des ressources spatiales des migrants, une analyse multi-source est réalisée dans la section suivante. Celle-ci s'appuie sur les destinations des départs effectifs enregistrées dans les EVR qui sont éclairées par les localisations des références spatiales des différents groupes de migrants. Pour analyser la spécificité du déploiement spatial du système migratoire colombien à partir du pôle espagnol défini dans le chapitre précédent comme un processus de « ramification », la comparaison est faite avec les quatre groupes de migrants les plus nombreux à résider en Espagne, à savoir deux autres populations sud-américaines (les Boliviens et les Équatoriens) ainsi que les Marocains et les Roumains.

8.3 Une comparaison des localisations des ressources spatiales des migrants et des destinations des ré-émigrations

L'objectif de cette section est de mettre en évidence les spécificités de la ramification du système migratoire colombien à l'aune des espaces de référence de cette population. Les départs des migrants depuis l'Espagne en crise sont analysés par certains travaux à l'aune de *push factors*. Pour certains auteurs (Larramona 2013), le choix de partir vers un pays tiers plutôt que vers le pays de naissance serait déterminé par un calcul mettant en relation le revenu par habitant en vigueur dans différents pays. Selon cette analyse micro-économique, si le niveau de vie est plus élevé dans un pays tiers que dans le pays de naissance, les migrants opteront plus facilement pour la première destination que pour la seconde et inversement lorsque la situation opposée se présente. D'autres travaux comme ceux mentionnés en exergue de ce chapitre montrent au contraire que ce sont les pays où le réseau migratoire est le plus implanté qui vont être choisis par les migrants quittant l'Espagne. La méthodologie employée ici est une étude comparée des destinations des « ré-émigrations » de différentes populations de migrants selon la localisation de leurs références spatiales. Cette étude s'appuie sur une analyse multi-source comprenant d'une part les sorties connues du *padrón* vers un pays tiers entre 2008 et 2014 et d'autre part les pays où se situent les ressources spatiales pour chacun des cinq principaux champs migratoires installés en Espagne en 2007 (à partir de l'ENI).

Parmi les départs connus d'Espagne, la part des retours varie selon la population. 96% des sorties de Roumains, 95% des sorties de Boliviens correspondent à des retours, tandis que ces derniers ne

représentent que 87% des sorties d'Équatoriens, 75% des sorties de Colombiens et surtout 62% des sorties de Marocains. La prégnance des retours parmi les sorties peut s'expliquer par la concentration des ressources spatiales dans ces pays. En effet, c'est dans le pays de naissance que la plupart des migrants disposent de ressources familiales et c'est également dans le pays d'origine qu'ils ont le plus vécu. En analysant les données de l'ENI, on observe qu'en moyenne les migrants interrogés en 2007 avaient vécu 26 ans dans le pays de naissance, 13 ans en Espagne et moins d'un an dans des pays tiers. Pour tous les champs migratoires concernés, parmi les liens familiaux nucléaires et de fratrie se trouvant en dehors d'Espagne, plus de 90 % vivent dans le pays de naissance des enquêtés en 2007. Les Marocains sont d'ailleurs ceux dont la proportion de liens familiaux vivant dans un pays tiers est la plus élevée cette année. Ce résultat n'est sans doute pas sans lien avec le fait que le Maroc est aussi le pays pour lequel les retours sont en proportion les moins nombreux par rapport aux ré-émigrations.

Par ailleurs, le nombre des pays concernés par la ramification de ces différents champs migratoires diffère. Les Colombiens et les Marocains sont ceux qui migrent vers un espace plus large. Entre 2002 et 2014, les Marocains ont ré-émigré vers 101 pays tandis que les Colombiens se sont orientés vers 91 pays. Par contraste, l'espace de la ramification est plus restreint pour les Équatoriens (75 pays), les Roumains (69 pays) et les Boliviens (60 pays).

Grâce aux données de l'ENI, nous avons tout d'abord localisé, au pays près, les lieux de résidence des familles nucléaires des migrants interrogés dans l'enquête et les pays où ces individus ont effectué des étapes migratoires antérieurement à leur installation en Espagne. Grâce aux données des EVR des années 2008 à 2014, nous avons également localisé les destinations des ré-émigrations effectives de migrants depuis l'Espagne.

Dans un troisième temps, nous avons calculé, pour chaque champ migratoire :

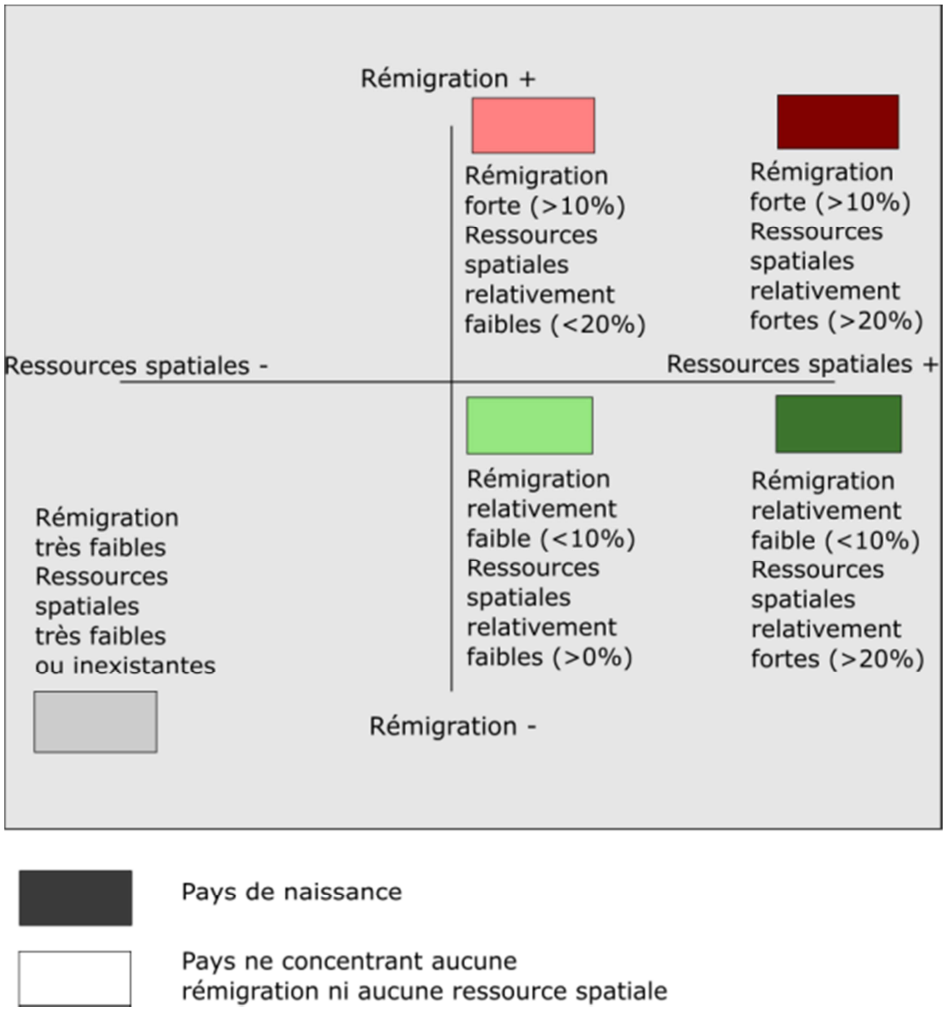
- la répartition par pays du cumul des flux ré-émigratoires enregistrés ;

- la répartition du nombre de membres appartenant aux familles des migrants résidant en Espagne en 2007 selon le pays de résidence ;

- la répartition du nombre d'étapes migratoires antérieures à l'installation des migrants en Espagne selon le pays de l'étape.

Dans un quatrième temps, nous avons classé tous les pays du monde affectés par la ré-émigration et tous les pays auxquels le champ migratoire est connecté par les ressources spatiales (le premier ensemble incluant le second) selon la concentration observée pour chaque variable.

Figure 8.3 Typologie des pays concernés par la ramification des systèmes migratoires depuis l'Espagne



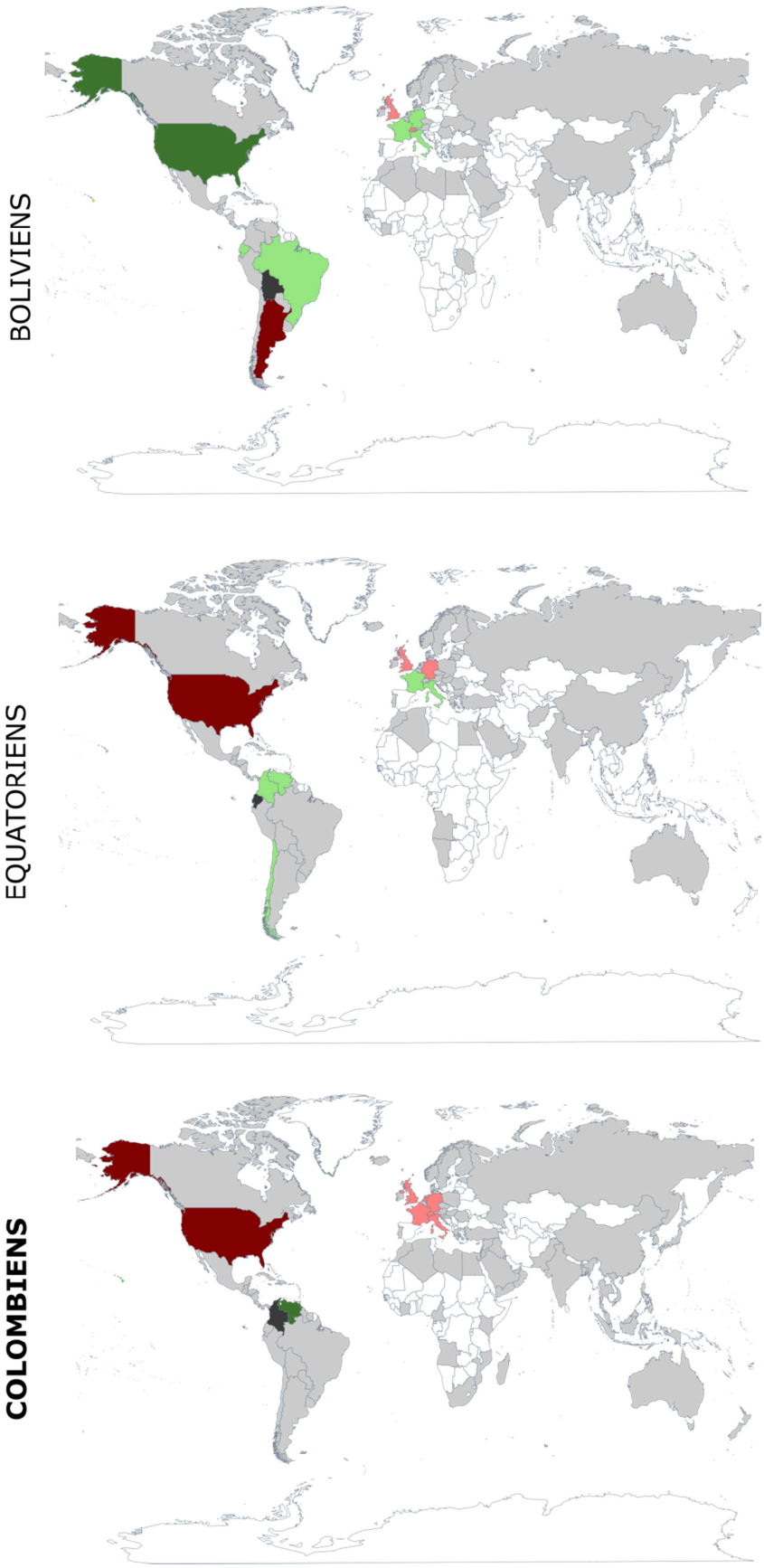
A l'aide d'un repère opposant une forte concentration à une faible concentration en ressources spatiales sur l'axe horizontal et une forte ré-émigration à une faible ré-émigration sur l'axe vertical (figure 8.3), nous avons construit une typologie en cinq classes de pays.

Deux classes sont situées au quart nord-est du repère. Les pays appartenant à la classe située la plus à l'est correspondent aux lieux ayant concentré plus de 10% des flux ré-émigratoires et plus de 20% de l'une des deux espèces de ressources spatiales du champ migratoire (soit plus de 20% des lieux de la famile dans un pays tiers, soit plus de 20% des étapes migratoires réalisées dans un pays tiers). La classe située la plus à l'ouest correspond aux pays ayant également concentré plus de 10% des flux de ré-émigrations tout en concentrant une moindre proportion de ressources spatiales que la classe précédente (inférieure à 20%).

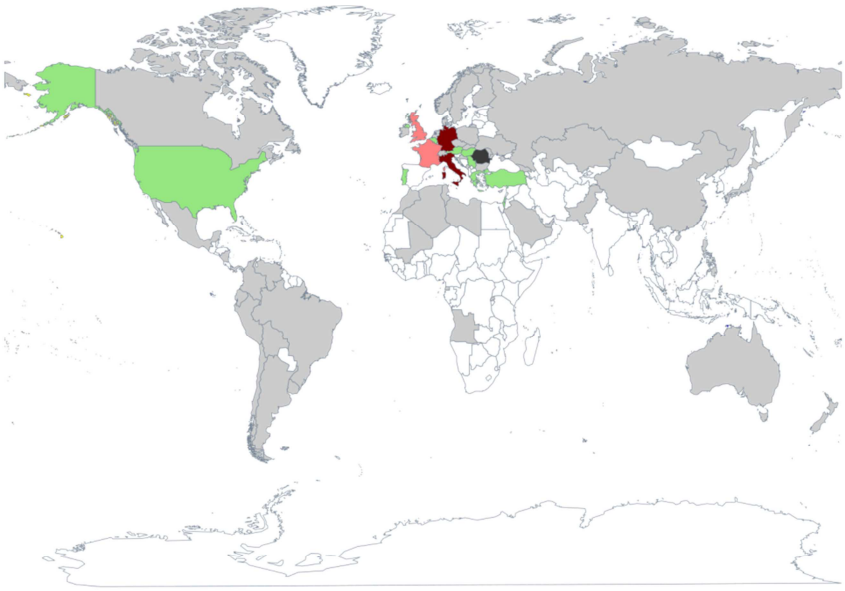
Deux classes sont situées dans le quart sud-est du repère. Dans ces deux classes, la proportion de ré-émigrations est relativement faible (inférieure à 10%). Ces deux classes se distinguent l'une de l'autre par la quantité de ressources spatiales qu'elles concentrent. Dans la classe la plus à l'est, la proportion de ressources spatiales détenues est plus élevée (supérieure à 20%) tandis que dans la classe la plus à l'ouest, celle-ci est plus faible (comprise entre 1% et 19%).

Dans le quart sud-ouest du repère, on trouve la classe des pays ayant reçu une infime proportion de migrants (inférieure à 1%) et ne comprenant aucune ressource spatiale ou seulement une infime proportion. La concentration des étapes migratoires et des réseaux familiaux y est inférieure à 1%. Enfin, le pays de naissance du champ migratoire ainsi que les pays n'ayant accueilli aucune ré-émigration depuis l'Espagne sont représentés (cartes 8.1 et 8.2).

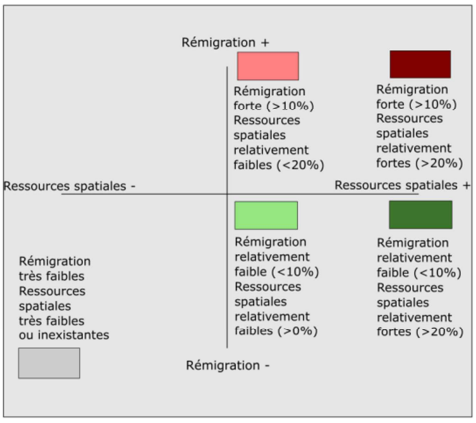
Carte 8.1 L'anisotropie du processus de ramification à l'échelle mondiale (source : INE, EVR 2008-2014, ENI 2007)



ROUMAINS



Sources : EVR 2008-2014 ; ENI 2007



Pays de naissance

Pays ne concentrant aucune rémigration ni aucune ressource spatiale

Note : Les rémigrations concernent la période 2008-2014. Les proportions correspondent à la part de chaque pays dans les flux de rémigration.

Les ressources spatiales correpondent aux lieux de résidence de la famille des migrants en 2007 et aux pays où ceux-ci ont résidé plus de trois mois avant leur installation en Espagne.

Bolivie :
931 ré-émigrations ;
79 étapes migratoires ;
117 lieux de résidence familiaux.

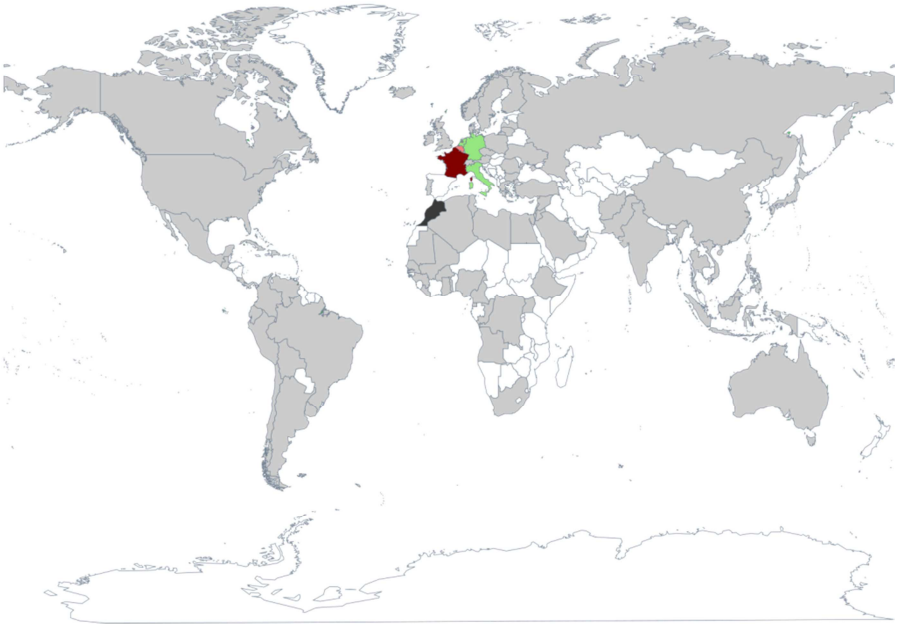
Equateur :
5 431 ré-émigrations ;
73 étapes migratoires ;
249 lieux de résidence familiaux.

Colombie :
6 107 ré-émigrations ;
142 étapes migratoires ;
290 lieux de résidence familiaux.

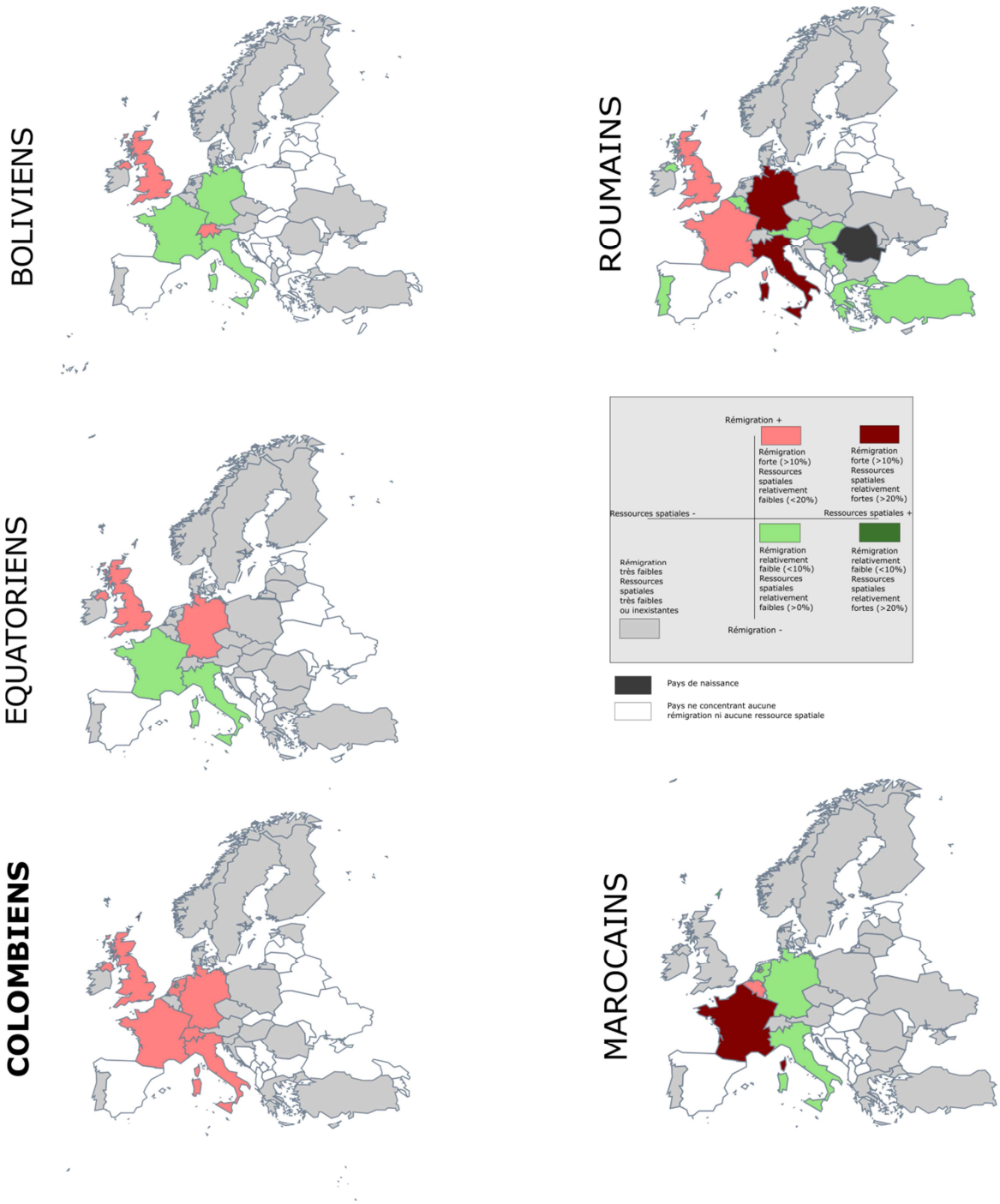
Roumanie :
1 434 ré-émigrations ;
152 étapes migratoires ;
218 lieux de résidence familiaux.

Maroc :
12 849 ré-émigrations ;
181 étapes migratoires ;
691 lieux de résidence familiaux.

MAROCAINS



Carte 8.2 L'anisotropie du processus de ramification à l'échelle européenne (source : INE, EVR 2008-2014, ENI 2007)



La plupart des ressources spatiales des migrants sud-américains sont concentrées de part et d'autre de l'Atlantique. Ainsi pour les Boliviens, celles-ci se situent principalement en Argentine (52% des étapes migratoires hors couple migratoire, 48% des liens familiaux), aux États-Unis (21% des étapes migratoires) et dans une moindre mesure, au Brésil, en Équateur, au Royaume-Uni, en France, en Suisse, en Italie et en Allemagne. En 2007, les ressources spatiales détenues

par les Équatoriens se trouvent principalement aux États-Unis (65% des liens familiaux) et dans une moindre mesure au Chili, en Colombie, au Venezuela, en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie. Quant aux migrants colombiens, leurs ressources spatiales sont principalement concentrées aux États-Unis (47% des liens familiaux), au Venezuela (19% des étapes migratoires antérieures et 20% des liens familiaux), et plus minoritairement en Europe de l'ouest (Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Suisse, Pays-Bas).

La grande majorité des ressources spatiales des Marocains est regroupée en Europe, principalement en France (36% des étapes migratoires antérieures, 39% des liens familiaux), en Belgique, mais aussi aux Pays-Bas, en Allemagne et en Italie. Les Roumains, quant à eux, connaissent un espace d'implantation de leurs ressources spatiales plus diversifié, allant des États-Unis à l'ouest, à la Turquie à l'est. La plupart de leurs ressources spatiales sont ainsi concentrées en Italie (45% de la famille résidant dans un pays tiers y vit) et en Allemagne (27% des étapes migratoires antérieures y ont été réalisées). Nous remarquons également une présence moins importante au Royaume-Uni, en France, en Belgique, au Portugal, en Autriche, en Hongrie, en Serbie ou encore en Grèce.

Observer les destinations des ré-émigrations de 2008 à 2014 à la lumière des ressources spatiales des différents champs migratoires est heuristique. La présence significative de ces ressources dans un pays apparaît comme une condition nécessaire pour qu'une partie du champ migratoire y migre de façon importante. Ainsi pour les Roumains, l'Italie et l'Allemagne concentrent la plupart des flux de ré-émigration (respectivement 19% et 22%) suivis du Royaume-Uni et de la France (10% chacun). Pour les Marocains, 41% de leurs départs à destination d'un pays tiers se dirigent vers la France et 29% vers la Belgique. L'Allemagne (11%) et les Pays-Bas (5%) sont des destinations secondaires.

Les Équatoriens se dirigent principalement vers les États-Unis (25%) et le Royaume-Uni (29%) et dans une moindre mesure vers l'Allemagne (10%), la France (7%) ou encore l'Italie (5%). 13% des ré-émigrations de Boliviens se font à destination de l'Argentine, 17% à destination du Royaume-Uni et 10% à destination de la Suisse. Les Colombiens, quant à eux, se déplacent, principalement vers le Royaume-Uni (32%), les États-Unis (11%), l'Allemagne (11%) et la France (10%)[201].

Le pays concentrant le plus de ressources spatiales n'est pas systématiquement celui où migrent le plus les migrants en provenance d'Espagne. La préférence pour des destinations européennes apparaît en effet déterminante, mais l'ensemble des pays récepteurs de migrants en provenance d'Espagne ont accueilli au préalable, avec des degrés variables, leurs réseaux familiaux ou ont fait l'objet d'étapes migratoires antérieures à l'implantation des migrants dans la péninsule ibérique.

Toutefois, si la présence de ressources spatiales dans un pays apparaît bien comme une condition nécessaire au report d'une partie du champ migratoire présent en Espagne vers le pays en question, cette présence ne semble pas pour autant constituer une condition suffisante. En témoigne le cas du Venezuela dans le champ migratoire colombien. Bien que ce pays regroupe une importante partie des lieux avec lesquels les Colombiens installés en Espagne ont des affinités

[201] Ces proportions diffèrent légèrement de celles exposées dans le tableau 7.2 p. 296. En effet, ces nombres ne couvrent pas la même période : 2009-2012 auparavant et 2008-2014 dans ce chapitre.

(19% des étapes migratoires et 20% des liens familiaux hors couple migratoire), il ne représente que 2% des destinations des ré-émigrations colombiennes depuis l'Espagne. De même, les États-Unis regroupent 21% des lieux de résidence de la famille des Boliviens en Espagne, mais ne représentent que 7% des ré-émigrations.

Pour un champ migratoire donné, la sur-détermination des lieux de ré-émigration depuis l'Espagne par les localisations des différents ressources spatiales témoigne du caractère « non-isotrope »[202] des mouvements migratoires (Rosental 1999; Baby-Collin et Cortes 2014). En effet, il est très probable que les projets migratoires des individus soient mus avant tout pour des motivations économiques et qu'une partie des travailleurs migrants se déplacent alors au gré de l'offre et de la demande de travail. Néanmoins, le choix se reporte le plus souvent vers des lieux qui font partie de l'horizon de projection individuel, c'est-à-dire des lieux où ils détiennent déjà des ressources spatiales. Au niveau macroscopique, on observe ainsi un déploiement des champs migratoires depuis l'Espagne dans un espace déjà bien délimité par les lieux connus des migrants ou de leurs proches. La cartographie de chaque champ migratoire est donc singulière, les propriétés des mécanismes des facteurs d'attraction et de répulsion sont donc anisotropes, les différents pays n'exerçant ainsi pas la même force d'attraction et de répulsion selon la localisation des ressources spatiales.

On ne saurait en conclure pour autant que la poursuite d'un projet migratoire soit forcément déterminée par la familiarité entretenue par le migrant avec le nouveau pays d'accueil. En dehors de ces espaces balisés, on repère des sentiers moins fréquents. Qui sont les migrants qui repartent d'Espagne pour vivre dans les pays représentés en gris sur les cartes 8.1 et 8.2 ? Par exemple qui est ce Colombien parti s'installer à Madagascar ? L'analyse des aventuriers effectuée dans le chapitre 4 a révélé la part d'aléatoire et d'indétermination sous-jacente à certains parcours minoritaires. A l'échelle individuelle, la localisation des ressources spatiales est donc moins déterminante qu'à l'échelle du système migratoire. Dans ce dernier cas, en revanche on voit que les processus de transformations des systèmes sont tout de même assez inertes dans leur dircionnalité et sensibles au substrat spatial du réseau associé. Des effets de barrière et des chemins préférentiels caractérisent ainsi ce redéploiement.

[202] L'isotropie caractérise l'invariance des propriétés physiques d'un milieu en fonction de la direction et s'oppose à l'anisotropie. En géographie, cette dernière notion est généralement employée dans l'étude des transports pour caractériser des configurations où les distances-temps sont différentes des distances géographiques.

Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de proposer un nouvel éclairage sur les dynamiques migratoires contemporaines affectant l'Espagne en privilégiant une entrée individuelle. Nous avons montré la diversité des projets migratoires et des destinations des émigrations de migrants depuis l'Espagne. En 2007, 83% des migrants souhaitaient rester en Espagne pour les cinq prochaines années, 10% étaient incertains quant à leur futur, 6% avaient pour projet de retourner et enfin 1% souhaitaient ré-émigrer. Après 2007, on constate une augmentation des ré-émigrations vers un pays tiers parmi les départs, cette part atteignant 23% en 2014 contre 15% en 2007.

Une lecture de ce phénomène sous le seul angle des facteurs d'attraction et de répulsion permet bien d'expliquer les départs ; en effet l'émigration augmente alors que le revenu par habitant baisse et que le taux de chômage monte depuis la crise de 2008 (voir chapitre précédent). Cependant, une telle lecture ne permet pas de comprendre la destination de ces nouvelles émigrations, la « directionnalité » des migrations (Hägerstrand 1957; Rosental 1999). Une approche de ces projets migratoires sous l'angle des ressources spatiales des individus, ambitionne justement de comprendre pourquoi, au-delà de variables déjà connues (différentiel selon le sexe, rôle déterminant de certaines nationalités, du niveau d'études, de l'âge), les migrants choisissent de retourner dans leur pays de naissance ou de ré-émigrer vers un pays tiers. L'hypothèse initiale de ce chapitre était que les ressources spatiales, c'est-à-dire la connaissance des opportunités rattachées à certains lieux et les compétences pour accéder à ces opportunités, jouaient un rôle dans la directionnalité des flux. Ainsi, des ressources spatiales importantes en Espagne, dans le pays de naissance et dans un pays tiers inciteraient respectivement davantage à rester en Espagne, à retourner dans le pays de naissance ou à ré-émigrer vers un pays tiers. Les ressources spatiales ont été objectivées à deux échelles, l'une individuelle, le parcours migratoire individuel précédant l'installation en Espagne, et l'autre familiale, les lieux de résidence de la famille nucléaire et de la fratrie au moment de l'enquête. Ce choix a été contraint par les limites de l'enquête ; une enquête collectant les lieux de résidence du réseau social de l'individu au-delà de sa famille nucléaire et de sa fratrie ainsi que les lieux de résidence passés et non plus seulement actuels pourrait certainement contribuer à améliorer la connaissance de la directionnalité de ces émigrations de migrants. D'autant plus que de nombreux travaux – notamment le chapitre 5 du présent travail – ont montré l'importance des « liens faibles » (Granovetter 1973) dans la réalisation des projets migratoires (Tilly et Brown 1967; Sierra-Paycha 2016b), dimension invisible dans le cadre d'une approche limitée au cercle social formé par la famille nucléaire et les frères et sœurs.

Il était question ici de montrer comment les ressources spatiales ont permis aux individus de se projeter dans les différents lieux possibles. L'analyse des projets d'émigration et d'immobilité des migrants en Espagne sous l'angle des ressources spatiales s'est avérée doublement fructueuse. Premièrement, l'analyse au niveau individuel des déterminants des projets migratoires, montre l'importance des ressources personnelles et familiales aux côtés d'autres variables. Les ressources détenues en dehors du couple migratoire sont rares (seulement 16 % ont de la famille en dehors du couple migratoire et 9 % ont réalisé un parcours en dehors de ce cadre), mais elles ont un effet important, toutes choses égales par ailleurs, sur la capacité à se projeter dans un pays tiers. Deuxièmement, au niveau de différents groupes de migrants (les Roumains, les Marocains, les Boliviens, les Équatoriens et les Colombiens), la présence de ressources dans un pays détermine la possibilité pour ce groupe de ré-émigrer dans le dit-pays, ce qui amène à considérer la dotation en ressources spatiales comme constituant une condition nécessaire de la ré-émigration, sans pour

autant que cela en fasse une condition suffisante. En effet, nous pouvons souligner certains contre-exemples comme celui du Venezuela dans le cas des ré-émigrations colombiennes ou du Brésil dans le cas des ré-émigrations boliviennes, pays dans lesquels d'importantes ressources sont associées respectivement aux Colombiens ainsi qu'aux Boliviens résidant en Espagne, mais qui ont peu polarisé leurs ré-émigrations par ailleurs. Cette approche éclaire donc les destinations probables de redéploiement des champs migratoires. Ceux-ci ont des propriétés anisotropes, le choix des lieux de ré-émigration étant en partie déterminé par les ressources qu'on y détient, cette information peut éventuellement s'articuler ensuite avec des données d'ordre économique et social, notamment liées aux grands déséquilibres mondiaux entre l'offre et la demande de travail.

Conclusion de la quatrième partie

L'objectif de cette dernière partie était d'analyser les processus de « transformation » des systèmes migratoires. Le chapitre 7 a mis en lumière des changements manifestes dans les dynamiques du champ migratoire colombien depuis la crise de 2008. Parmi les changements observés, on peut citer les variations dans les niveaux des flux et des stocks (en valeurs absolues et relatives) : diminution des arrivées et des mobilités résidentielles en Espagne, augmentation des départs vers l'étranger, diminution de la population née en Colombie résidant en Espagne après 2012. On remarque également des recompositions spatiales. D'une part, certaines communautés autonomes deviennent moins attractives et le système migratoire se retracte sur quelques provinces spécifiques en Espagne. D'autre part, les départs d'Espagne se reportent de plus en plus vers des pays tiers, en particulier des destinations européennes aux marchés du travail moins affectés par la crise. La transformation s'incarne alors par une ramification du champ migratoire colombien à partir de l'Espagne. Des changements dans la composition sociodémographique des flux sont également perceptibles. Les immigrations et les ré-émigrations se féminisent tandis que les retours se masculinisent. Les plus jeunes et les plus âgés optent davantage pour un retour en Colombie, alors que les personnes en âge de travailler sont surreprésentées parmi ceux qui poursuivent leur parcours migratoire dans un pays tiers.

Toutefois l'idée d'une transformation liée au seul choc économique mériterait d'être nuancée. En effet, même s'il connaît un saut quantitatif à partir de 2008, le processus de transformation du système s'amorce bien avant la crise. Les départs vers d'autres pays depuis l'Espagne avaient commencé dès le début des années 2000. L'analyse des logiques individuelles, observées grâce à l'ENI à la veille de la crise, révèle le rôle déterminant des espaces de référence des individus. Selon l'amplitude et la localisation de ces espaces, les projets diffèrent significativement, ce qui nous amène à considérer ces rapports à l'espace comme de véritables ressources pour agir : des ressources spatiales. À ces dispositions héritées et parfois acquises par l'individu, s'ajoute l'importance du statut juridique et de la possession d'une nationalité européenne comme ressource pour la mobilité. Ce dernier point a été vérifié dans cette partie, tant grâce aux travaux menés à partir de l'ENI, qu'à ceux fondés sur les micro-données des EVR.

L'idée n'est pas ici de faire de chaque ressource un « déterminant » du projet migratoire. Le risque serait en effet d'imaginer une reproduction *ad vitam aeternam* des ressources, grâce auxquelles seules les personnes les mieux dotées parviendraient à partir. Comme cela a été observé dans la seconde partie, certains départs dans un espace de référence déterminé ne relèvent pas du même caractère (pionnier) que d'autres départs dans des espaces inconnus, c'est la dimension aventurière au sens de Simmel qui est alors en jeu. De la même façon qu'une minorité de Colombiens ont rejoint l'Espagne sans y avoir de ressource préalable, d'autres ont quitté ce pays pour des lieux où ils n'en disposaient pas non plus.

Néanmoins, analyser les cartes de ré-émigration à l'aune des ressources spatiales détenues collectivement pour chaque champ migratoire relègue les grands déterminismes économiques chers aux théories macro-analytiques des études migratoires à un second rang et sont heuristiques de l'anisotropie des processus de transformations des systèmes migratoires. On remarque ici la pertinence de la proposition de R. Boudon : les acteurs s'arrangent humblement avec les ressources qui sont les leurs, ils « bricolent » avec ce dont ils disposent, certains plus aventuriers

que d’autres produisent des innovations, d’autres encore ne font qu’arpenter un champ déjà connu et familier. Le cumul de ces petites actions anodines produit toutefois une transformation de la structure ou alors plus modestement une déformation de celle-ci.

Conclusion générale

L'attention portée au long de ces quatre parties au déploiement du système migratoire colombien vers l'Espagne à partir des années 1990 puis à son redéploiement dans la période la plus récente, a permis d'interroger en filigrane, dans un contexte de faible régulation du flux migratoire, les processus de changement et de stabilité de la distribution d'une population dans l'espace géographique. J'essaye ici d'en faire le bilan à trois niveaux. Après avoir présenté les apports et les limites de la méthodologie employée, je présenterai les avancées empiriques permises par cette thèse. Puis je tenterai d'esquisser une proposition de typologie pour étudier les problématiques de changement et de stabilité des structures socio-spatiales à l'échelle des acteurs. Je livrerai enfin quelques réflexions sur les dynamiques futures qui s'offrent au système migratoire colombien en 2017.

Apports et limites de la méthodologie employée

Le parti-pris de cette recherche était de s'appuyer sur une approche multi-sources (**chapitres 1 et 2**). Dans un premier temps, le caractère multiple de cette approche pouvait s'entendre comme multi-scalaire. L'exploitation du corpus de sources quantitatives a permis d'éclairer la morphogenèse à plusieurs échelles. Les sources « classiques » de la statistique publique que sont les registres de population, les statistiques de changements de résidence qui en dérivent et les recensements ont aidé à quantifier l'évolution de distribution de la population dans le monde et en Espagne. L'analyse des EVR de 1988 à 2014 a été d'une aide précieuse pour appréhender les rythmes de la morphogénèse par intervalles réguliers. L'étude des flux d'entrée et de sortie du territoire à une échelle temporelle aussi précise n'aurait d'ailleurs pas été réalisable dans d'autres contextes non couverts par un tel outil statistique[203]. Le parti-pris de cette recherche était aussi d'analyser la morphogenèse en ciblant la focale sur les individus, leurs actions et leurs interactions. Celui-ci n'a été rendu possible que par le recours à des données adéquates, permettant de ne pas « modéliser » ces processus individuels comme dans la proposition des modèles multi-agents de l'analyse des systèmes urbains (Ferber 1995; Pumain 2001), ni de les « imaginer » comme dans les travaux théoriques de Mabogunje (1970) mais bien de les « observer ». Grâce au millier de Colombiens interrogés par l'ENI, ces processus ont pu être renseignés à l'échelle individuelle et méso-sociale. En positionnant l'étape migratoire dans le projet migratoire des individus ainsi que dans un horizon de lieux et de liens, l'exploitation des données de l'ENI a mis en lumière l'intérêt d'une entrée par les parcours individuels. Le principal défaut de l'enquête nationale sur les immigrants est qu'elle ne collecte pas l'ensemble des événements démographiques des individus dans une matrice biographique (GRAB 2009; Courgeau et Lelièvre 1989; Dureau et Imbert 2014). Sans doute, l'analyse de certains événements décrits dans cette thèse (notamment les changements de résidence et d'emploi en Espagne, mais aussi les trajectoires résidentielle et professionnelle en Colombie qui n'ont pas du tout été collectées dans l'enquête) aurait gagné en rigueur si ceux-ci avaient été davantage mis en relation les uns avec les autres. Par ailleurs, plus de souplesse dans le mode de collecte de certaines informations, notamment par l'introduction de questions ouvertes (aucune dans l'ensemble du

[203] L'objet de recherche et la problématique qui l'accompagne sont donc extrêmement tributaires des moyens pour l'observer. Pour s'en convaincre, il suffit de relire les premiers travaux sur la morphogenèse des systèmes migratoires réalisés par les chercheurs nordiques (Hägerstrand 1957; Kero 1977; Rice et Ostergren 1978). Ceux-ci s'appuyaient eux-aussi sur des soldes migratoires issus des registres de population.

questionnaire de l'ENI) aurait certainement permis aux enquêtés de livrer un récit de leur parcours plus fidèle à leur propre représentation. Pour qualifier les étapes migratoires notamment, une question ouverte soumise ensuite à une analyse textuelle ou lexicale aurait certainement été utile. Une qualification des étapes par les mots de l'enquêté, doublée d'un tracé du parcours par une carte mentale, aurait sans doute permis de mieux comprendre la « densité » de ces trajectoires. Les expériences dans ce domaine, tant en Amérique latine (Dureau, Contreras, Cymbalista, et al. 2015, p. 132), qu'en Europe (Didelon 2010) sont en effet prometteuses.

Dans un second temps, le caractère multiple de cette approche pouvait s'entendre comme multi-site. Simultanément à d'autres expériences menées ailleurs (Recaño Valverde et Jáuregui Díaz 2014), le choix d'analyser la migration à l'aune d'une source colombienne d'une part, et de sources espagnoles de l'autre, apparaît judicieux. Cette proposition de « quantitatif multisitué » aurait pu sans doute être complétée par une analyse plus poussée des recensements des pays tiers (notamment la France). En effet, les questions portant sur la résidence à n-1 ou n-5, que l'on retrouve dans la plupart des questionnaires aujourd'hui pourraient dans une certaine mesure permettre de mieux observer les départs vers un pays tiers depuis l'Espagne. On pourrait par exemple observer les personnes nées en Colombie vivant dans un pays X qui habitaient en Espagne un à cinq ans auparavant[204]. Cela est d'autant plus facile aujourd'hui que le *Census Hub* réunit dans un serveur unique les informations de tous les recensements européens où l'utilisateur peut faire ses requêtes. En Colombie, l'analyse de la prochaine vague de recensement donnera un prolongement à cette recherche et l'exploitation de ces données pourra être complétée par d'autres sources mises au jour récemment qui permettent, de façon particulièrement originale (les passages de personnes nées en Colombie aux frontières du pays), d'étudier les flux migratoires depuis la Colombie vers l'étranger (Recaño Valverde, Sánchez Barriga et Rivera Sepúlveda 2013).

Sur le plan méthodologique, cette thèse a donc permis d'innover en analysant la morphogenèse d'un système migratoire international par une approche multi-sources, c'est-à-dire multi-scalaire et multi-sites. Cette expérience mériterait d'être renouvelée pour d'autres terrains et d'autres populations quoique la recherche présentée ici doive beaucoup à la spécificité du système statistique espagnol. Au niveau européen, celui-ci se démarque par une double caractéristique concernant l'accès aux données : mise à disposition des micro-données en ligne et non-anonymisation des données géographiques[205]. Un certain nombre de problématiques abordées ici n'auraient pu être traitées sans l'existence de données géographiques non-anonymisées. Les pays de naissance, de résidence antérieure et les nationalités n'y sont pas regroupés en grandes catégories trop vastes pour permettre une analyse précise (« Amérique », « Afrique », etc.). Le détail au pays près rend quant à lui possible une étude spatiale des phénomènes migratoires. À noter que les données géographiques ne remettent pas en cause l'anonymat des personnes car il est impossible de retrouver les individus à partir des seules informations disponibles en ligne. Un autre acquis de cette thèse est aussi de confirmer le caractère primordial de la production d'enquêtes quantitatives sur les migrants par les instituts nationaux de statistiques en collaboration avec des équipes de chercheurs. À l'heure où le *Big Data* et l'aspiration de données en ligne sont présentées comme des ressources heuristiques illimitées (Ollion et Boelaert 2015), notamment pour observer les parcours et la mobilité des personnes, je suis convaincu que la finesse d'analyse permise par l'ENI n'aurait jamais pu voir le jour en s'appuyant uniquement sur les ressources du

[204] En 2017, les données des recensements européens de 2011 sont les seules disponibles. Concernant le lieu de résidence antérieure, on n'a malheureusement pas de données sur ce point pour l'instant.
[205] Dans les EVR, seules les communes de résidence de moins de 10 000 habitants sont anonymisées.

web ou des objets connectés détenus par les individus. Dans le système statistique espagnol, le choix de rendre les micro-données des EVR, de l'ENI et d'autres sources statistiques accessibles et gratuites permet aux chercheurs d'étudier la mobilité dans toute sa complexité.

Apports empiriques sur la Colombie et l'Espagne

Sur le plan empirique, cette thèse a montré en quoi l'entrée par la morphogenèse, à savoir l'évolution de la forme de la distribution spatiale dans le temps d'une population définie par la naissance dans une même unité spatiale, est heuristique. Adossée à l'hypothèse d'une auto-organisation systémique, qui s'est vue justifiée tout au long de cette thèse, tant les initiatives et les interactions des migrants ont été la « source de l'énergie » du système (Fawcett 1989), cette approche permet de penser de façon particulièrement adéquate les évolutions rapides d'une forme socio-spatiale. Le rythme ternaire qui a été proposé (émergence, développement, transformation) est également éclairant pour scinder l'analyse de la morphogenèse en plusieurs étapes.

L'observation diachronique des arrivées et des départs des Colombiens en Espagne montre que l'émergence, le développement et la transformation se différencient, non seulement dans l'observation de la variation des flux et des stocks, mais également dans les parcours des individus. Marquée par l'hétérogénéité et la diversité des trajectoires, l'émergence qui caractérise les années 1990 est suivie d'une phase de développement où les parcours se simplifient et sont canalisés, structurés par les ressources spatiales sur place des migrants. Le système migratoire s'accroît et se diffuse à partir de foyers initiaux mais ce développement est interrompu par la crise de 2008. Les flux s'inversent. Le pôle espagnol du système migratoire se retracte sur certaines provinces en Espagne mais se redéploie vers d'autres horizons à l'étranger. Ces observations correspondent à la dynamique propre aux Colombiens et il est important de ne pas réifier ni généraliser ces différents processus. Pourtant, l'étude de la morphogenèse du système migratoire Colombie/Espagne a permis d'éclairer, d'approfondir, d'ouvrir de nouvelles pistes de recherches sur les migrations. On peut rappeler quelques-uns des principaux résultats apparus au fil des chapitres de cette thèse.

1) L'analyse comparée des morphologies du système migratoire et du réseau urbain (**chapitre 3**) s'est avérée fructueuse et pourrait être renouvelée dans d'autres contextes, notamment d'autres pays latino-américains dont les données censitaires permettent de croiser ces informations.

2) L'analyse des pionniers du système a révélé le report d'autres pays du système migratoire sur l'Espagne (**chapitre 4).** Cette approche est peu traitée par ailleurs. Hormis la proposition d'E. Ma Mung d'étudier les relations d' « interpolarité » pour décrire les relations entre les pôles du champ migratoire (Ma Mung 1994), peu d'analyses quantitatives de ce phénomène existent (à l'exception notable de Berriane et Cohen 2009 dans le cas des Marocains). Pourtant, ces relations d'interpolarité révèlent la nécessité de ne pas restreindre l'analyse exclusivement à l'échelle du « couple migratoire » (Colombie/Espagne, Colombie/France, etc.) mais bien au contraire de penser la migration à l'échelle du champ migratoire, c'est-à-dire de la distribution spatiale depuis le lieu de naissance.

3) L'étude des parcours migratoires à partir des ressources spatiales est également intéressante dans la mesure où elle permet de différencier différents types de continuité/discontinuité dans les projets migratoires.

4) L'agencement temporel des liens faibles et des liens forts au cours de l'insertion résidentielle (**chapitre 5**), bien qu'observée depuis longtemps par des travaux de nature qualitative (Serge Weber 2004), a été ici mis au jour par une démonstration quantitative.

5) L'analyse du rôle des réseaux personnels dans la formation des niches d'emploi est une piste de recherche qui pourrait être poursuivie. La plus ou moins grande homogénéité du réseau migratoire a ici été pensée comme étant en partie à l'origine de la permanence (ou du changement) dans le temps de spécialisations professionnelles selon le pays de naissance.

6) Certains processus de diffusion spatiale des lieux d'arrivée d'un champ migratoire dans le réseau urbain du pays d'accueil ont été mis en évidence. L'analyse esquissée pourrait être creusée par la suite.

7) Une définition de la famille colombienne par les flux produits entre ces membres est pertinente. Elle rejoint une tradition de l'anthropologie (Florence Weber 2013) et de la démographie française (Bonvalet 2003; Bonvalet et Lelièvre (eds.) 2012) qui vise à décrire la famille par les faits (outre le « sang » et le « nom », ce qui fait famille c'est aussi la force des interactions au « quotidien ») et non par la norme légale. Ici par exemple, l'inscription de la fratrie au sein de la matrice familiale des migrants colombiens ne se justifie que par l'envoi régulier d'argent vers ces liens précis (**chapitre 6**).

8) Le processus de ramification (**chapitre 7**) des champs migratoires depuis un pays d'accueil a été décortiqué. L'observation de cette ramification à l'aune de la géographie des ressources spatiales du champ migratoire a révélé l'anisotropie du processus (**chapitre 8**). L'existence de chemins préférentiels et d'effets de barrière qui diffèrent selon les populations concernées est donc une piste de recherche qui devra être elle aussi approfondie.

Apports théoriques

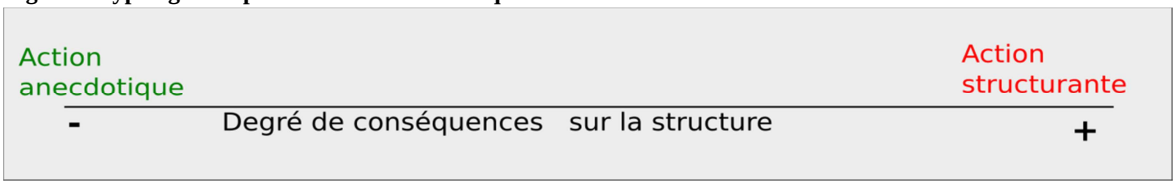
Au-delà de ces contributions à l'analyse des systèmes migratoires, il peut être intéressant de faire le point sur certaines réflexions tirées de l'écriture de ce travail, qui pourraient *mutatis mutandis*, nourrir d'autres champs des sciences sociales. Alors que la tradition française est historiquement nettement dominée par l'analyse des processus de reproduction des structures, en ciblant la focale sur la diagonale des tableaux statistiques (dans l'analyse des tables de mobilité ou d'homogamie sociale par exemple), d'autres traditions scientifiques (Abbott, CoFSS et Martin 2015; Abbott et al. 2016), ont privilégié l'analyse du changement en ciblant la focale cette fois-ci sur les marges des tableaux statistiques. Il est notable d'observer que dans l'analyse de la mobilité internationale, c'est la seconde approche qui a marqué la géographie sociale (Ma Mung 2009) et l'anthropologie des migrations (Tarrius 2002). Évidemment, ne pas étudier les sédentaires, mais les individus mobiles permet de s'étonner face aux changements. Certaines de ces approches, mettant au cœur de l'analyse le migrant « stratège » ont pu d'ailleurs inspirer des critiques de la part d'autres auteurs (Blanc-Chaléard 2004). Grâce à un système de données exceptionnellement riches et à

une congruence entre le phénomène étudié et les sources pour l'observer au niveau individuel, j'ai pu rendre compte de ces dynamiques de changement et de reproduction à l'échelle des acteurs.

Sur le plan individuel, j'ai observé deux types de parcours selon leurs conséquences sur la structure (*ie* la forme du champ migratoire à un instant t) : les parcours qui ont un effet structurant et ceux qui paraissent anecdotiques. Un parcours structurant peut se définir comme un déplacement qui aura une incidence sur la forme du système migratoire, une incidence sur la morphogenèse. Dans le cas colombien, ce type de parcours correspond à ceux des milliers de migrants colombiens partis en Espagne au début des années 1990 qui ont été suivis par des centaines de milliers de personnes après eux (**chapitre 3**). Il s'agissait notamment de Bogotains et de personnes provenant d'autres départements que ceux de la région caféière, principalement des hommes qualifiés migrant en famille, mais aussi de femmes seules (**chapitre 4**). Ces parcours structurants concernent aussi les personnes qui, parties d'Espagne vers de nouveaux horizons, vont être suivies par d'autres migrants après leur départ. Depuis 2008, ce sont surtout les femmes qui assurent ce redéploiement du système migratoire vers d'autres pays (**chapitre 7**). Un parcours anecdotique du point de vue de la structure se définit comme un parcours qui n'a pas d'incidence sur la forme du système. La plupart des migrants arrivés en Espagne à partir de 2001 n'ont, en ce sens, fait que reproduire la structure existante. Comme nous l'avons vu, il s'agissait surtout de personnes provenant de la région caféière et de personnes peu qualifiées. Le degré de conséquences sur la structure peut se mesurer grâce à la période où le parcours a été réalisé relativement aux autres parcours ; si l'étape migratoire survient avant la bifurcation du système migratoire, alors elle peut être considérée comme structurante. Les premiers arrivés ont un impact majeur sur la mise en place des projets migratoires ultérieurs : ils permettent d'organiser l'hébergement et la recherche du premier emploi, ils facilitent la venue des autres par leurs conseils, leurs retours d'expérience (**chapitre 5**). Ils effectuent ainsi des actions structurantes et créent « des ponts riches de conséquences » selon le mot d'Andrew Abbott :

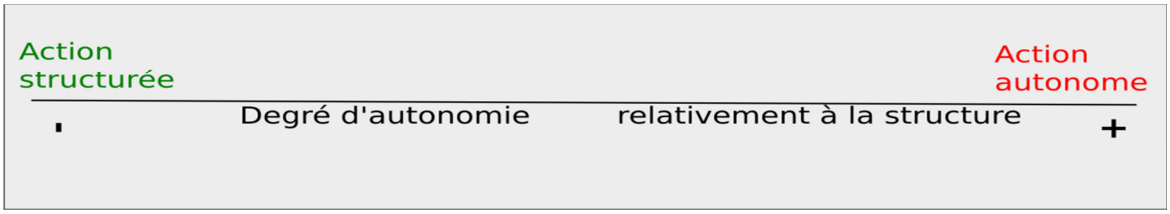
« À un instant donné, les structures présentent un certain agencement : le réseau total constitué par elles. […] Étant donné les agencements divers des différents réseaux, il doit inévitablement exister certaines conjonctures particulièrement essentielles. Par conjonctures particulièrement essentielles, j'entends des moments où l'action peut créer des ponts riches de conséquences en faisant ou défaisant des liens entre de nombreux réseaux, avec pour conséquence un réagencement immédiat de l'ensemble de la configuration des structures en réseaux. La "structure" contient des agencements qui font que certaines actions ou certains événements ont des conséquences particulièrement importantes. Ainsi, étant données les "structures" qui constituent le dix-huitième siècle londonien, la folie d'un indigent pris au hasard ne fait aucune différence ; en revanche les accès de folie dont George III était sujet constituent des faits beaucoup plus significatifs. On peut assimiler les "conjonctures essentielles" à des agencements de pièces dans une serrure ; si l'action produit le bon agencement de ces pièces, elle devient la clé qui ouvre » (Abbott 2009, p. 204-205). On peut se représenter ces degrés de conséquences sur la structure selon un axe horizontal (figure 3).

Figure 3 Typologie des parcours selon les conséquences sur la structure



La limite de cette distinction est qu'elle ne prend pas en compte la dotation initiale des acteurs. George III était doté d'importantes ressources lui permettant d'avoir un effet sur le Royaume-Uni[206]. On peut cependant ajouter une autre dimension en définissant les actions et les parcours des Colombiens selon leur autonomie par rapport à la structure. En effet, en se déplaçant, certains n'ont fait qu'actualiser leurs ressources spatiales personnelles et celles héritées de la famille, de leur origine sociale ou encore de leur origine régionale en Colombie. Leur propension à se déplacer dans l'espace était en quelque sorte « programmée » par certaines caractéristiques socio-régionales. En revanche, d'autres se sont émancipés de ce que la structure leur imposait : aucune ressource spatiale ne les prédisposait à migrer en Espagne, peu de ressources spatiales détenues ailleurs leur ont permis d'en repartir. D'une certaine manière, en migrant, ces personnes ont produit de « la discontinuité avec le reste de la vie », et sont devenues de véritables aventurières au sens de G. Simmel (Simmel 1911). L'aventure apparaît lorsque l'événement de la migration fait irruption dans le *continuum* de la vie. S'il s'inscrit dans le prolongement de la vie quotidienne et familiale, ce n'est pas de l'aventure. Pour certains migrants, aller en Espagne au milieu des années 2000, en dépit des obstacles administratifs et financiers, relevait d'une stratégie classique pour faire face aux difficultés de la vie, en raison du grand nombre de ressources spatiales dans ce pays détenues par les migrants. Reprenons l'exemple de Pablo, celui-ci avait plus de ressources spatiales en Europe que dans n'importe quelle métropole colombienne à la fin des années 1980 (aucun membre de la famille ne vivait à Bogota, ni à Cali, ni à Medellín, ni à Barranquilla, mais deux membres de la fratrie vivaient en France). Pour d'autres migrants, au contraire, la migration a représenté une rupture totale avec leur horizon d'opportunités. On peut se représenter ces degrés d'autonomie par rapport à la structure selon un axe opposant les parcours migratoires structurés aux parcours migratoires effectués dans l'autonomie (figure 4).

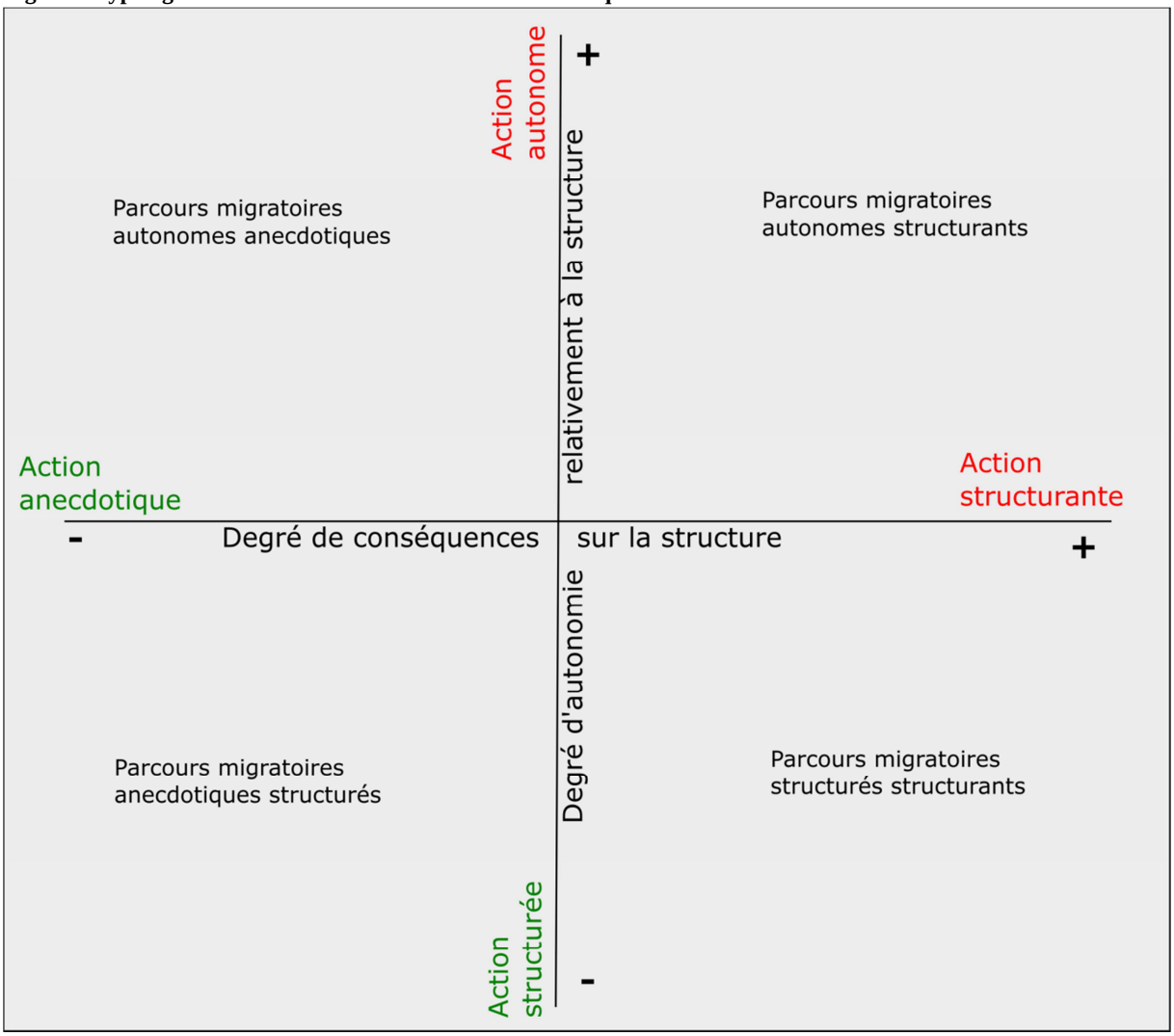
Figure 4 Typologie des parcours selon l'autonomie relativement à la structure



[206] George III a été Roi de Grande Bretagne de 1760 à 1820. Atteint à la fin de son règne d'une maladie psychique, sa « folie » aurait eu des conséquences négatives pour l'Empire britannique, notamment l'indépendance des États-Unis.

D'une manière générale, nous avons vu que les migrants les plus qualifies héritaient de ressources spatiales élargies (**chapitre 6**), contrairement aux migrants les moins qualifiés dont les ressources sont principalement concentrées au sein du couple migratoire. Les observations et réflexions tirées de ce travail permettent de proposer une analyse du changement et de la stabilité des structures socio-spatiales, comme celle du système migratoire, à l'aide de cette double typologie (figure 5). Grâce à ces deux axes, on peut à la fois améliorer la connaissance de la diversité des parcours migratoires, en distinguant les parcours les plus structurés des parcours les plus aventuriers, et renforcer la connaissance de leur contribution à la structuration du système migratoire, du plus structurant au plus anecdotique. En se fixant des critères objectifs pour distinguer les individus se trouvant de part et d'autre de chaque axe, on peut alors distinguer : les parcours migratoires autonomes structurants au nord-est, les parcours migratoires autonomes anecdotiques au nord-ouest, les parcours migratoires structurés anecdotiques au sud-ouest, et les parcours migratoires structurés structurants au sud-est.

Figure 5 Typologie des actions selon l'autonomie et les conséquences relativement à la structure



Dans le cas de l'émergence du système migratoire colombien en Espagne, on pourrait par exemple fixer comme critère de placer à droite du diagramme les individus étant arrivés en Espagne avant 1999 et à gauche les autres. On pourrait placer en haut du diagramme les

personnes sans ressource spatiale préalable à la migration en Espagne, et en bas les personnes ayant des ressources spatiales en Espagne au moment de migrer. Cette typologie permettrait également d'éclairer les parcours des migrants quittant l'Espagne. À gauche, on placerait les retours, à droite les départs pour d'autres lieux, en haut on situerait les départs sans ressource détenue ailleurs, en bas les personnes qui partent en détenant des ressources spatiales.

Grâce à cette typologie, il est possible de clarifier et de situer certaines notions proposées par l'anthropologie, l'histoire, la sociologie ou encore la géographie des migrations comme celle de « migrant stratège » (Tarrius 1996), d' « autonomie » (Ma Mung 2009), de « migrant actif » (Hägerstrand 1957; Rosental 1999), de « pionnier » (Mabogunje 1970) d' « initiateur de traditions migratoires » (Kero 1977), de même que celle de « projet migratoire » (Boyer 2005). Certaines approches individuelles de la migration ont tendance à faire de chaque migrant un stratège en survalorisant l'autonomie de la migration au détriment de l'hétéronomie de celle-ci. Par exemple, toutes les migrations ne peuvent se définir comme des « action[s] délibérée[s], explicite[s] [visant à] sortir de son monde pour transformer sa situation et modifier le cours de son existence, à […] quitter un univers social pour un autre, [entraînant] une rupture du cercle social dans lequel on se tient » comme l'entend E. Ma Mung (2009). Certes, de tels parcours ont bien lieu, ils se situent ainsi dans la partie supérieure de la typologie. Cependant, l'étude de la morphogenèse du système migratoire colombien en Espagne a montré que la majorité des parcours se déroulent dans la continuité de « l'univers social ». Ces parcours ont donc été placés en bas du repère. Lorsque C. de Gourcy évoque « les migrants volontaires » (De Gourcy 2005), elle les envisage comme des sujets faisant abstraction des déterminations externes. Pour ces raisons, ces migrants aventuriers paraissent détachés, déconnectés de tout système migratoire, alors que nous l'avons vu, ils peuvent en être les initiateurs. Si la migration de ces aventuriers ne génère pas d'arrivées ultérieures, elle peut être caractérisée comme un parcours de type « autonome anecdotique ». Dans le cas contraire, si la migration génère des mobilités ultérieures, la migration peut être définie comme « autonome structurante ». Dans certains travaux portant sur les prémices des systèmes migratoires, les « pionniers » et les initiateurs de systèmes migratoires ont tendance à être assimilés aux « aventuriers. C'est par l'agencement temporel avec la majorité des parcours migratoires (avant ou après le point culminant des arrivées ?) qu'ils peuvent être considérés comme « pionniers » et initiateurs, mais cela n'implique pas forcément une dimension aventurière. Nous l'avons vu, parmi les personnes arrivées avant 1999, un certain nombre d'entre elles détenaient des ressources spatiales. Il est donc important de distinguer les pionniers aventuriers des pionniers aux parcours migratoires structurés. C'est donc la notion de projet migratoire qui apparaît encore une fois essentielle pour comprendre la diversité des parcours. Une telle typologie permet de distinguer les projets migratoires selon le degré de continuité/discontinuité qu'ils produisent par rapport au reste de la trajectoire, mais aussi de montrer l'effet structurant ou non de ces projets individuels sur les autres projets migratoires.

À l'aide de cette typologie, on peut également formuler quelques pistes concernant les dynamiques possibles pour le système migratoire colombien après 2017.

Les perspectives possibles pour le système migratoire colombien après 2017

La période couverte par cette thèse se termine en 2014. Du premier janvier 2014 au premier janvier 2016, la population née en Colombie vivant en Espagne a encore diminué en perdant 10 000 membres supplémentaires. Si l'on se tourne vers les deux autres principaux pays d'immigration colombienne, le Venezuela et les États-Unis, on observe que les années 2016-2017 correspondent à d'importants changements au niveau mascroscopique. Aux États-Unis, on peut supposer que la mise en place d'une administration hostile aux migrants en général et aux Latino-américains en particulier peut entraîner une baisse des arrivées colombiennes dans ce pays. Au Venezuela, le prolongement de la crise politique et économique rend probablement le pays voisin encore moins attractif qu'auparavant pour les projets migratoires des Colombiens. Néanmoins, en raison de l'importance des ressources spatiales détenues par les Colombiens dans ces deux pays, il est probable que des parcours structurés anecdotiques se poursuivent vers ces destinations. Si on se fie au passé du système migratoire colombien, les crises politiques et économiques, mêmes les plus graves, n'ont jamais mis un coup d'arrêt définitif aux immigrations colombiennes. Par exemple, le *Caracazo*[207] de 1989 au Venezuela ou la crise de 2008 en Amérique du Nord n'ont pas empêché la poursuite de parcours migratoires structurés anecdotiques dans ces deux pays.

Tableau 1 Distribution des personnes nées en Colombie selon leur pays de résidence en 2011 (source : EUROSTAT, Census Hub)

Pays	Total	% arrivées après 1999	% en colonnes
Espagne	379 400	85,4	73,6
Italie	32 256	53,2	6,3
France	26 679	40,9	5,2
Royaume-Uni	25 760	50,9	5,0
Allemagne	17 630	47,6	3,4
Suède	10 929	41,4	2,1
Suisse	9 340	44,1	1,8
Belgique	5 270	59,5	1,0
Danemark	2 947	38,3	0,6
Autres pays européens	4 955	56,6	1,0
Total	**515 166**	**75,6**	**100,0**

[207] Ce nom désigne des émeutes urbaines qui ont affecté la capitale vénézuélienne après les plans d'ajustement structurel du gouvernement de Carlos Andrés Pérez. La réponse militaire du pouvoir fit plusieurs milliers de morts.

Lorsqu'on observe les perspectives pour le système migratoire colombien depuis l'Espagne, on remarque l'européisation des parcours. Une proportion toujours plus importante des migrations colombiennes se dirigeant vers l'Espagne proviennent d'Europe. De même, une proportion toujours plus importante des migrations sortant d'Espagne se dirigent vers l'Europe. En 2011 (tableau 1), plus d'un demi-million de personnes nées en Colombie résidaient sur le vieux continent. Hormis l'Espagne, l'Italie, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne concentraient plusieurs dizaines de milliers de Colombiens. Les trois quarts de cette population étaient arrivés après 1999. Il est probable que le système migratoire colombien soit amené à se développer dans ces différents pays. Cette hypothèse est d'autant plus envisageable que depuis 2015, les Colombiens sont de nouveau exemptés de visa pour entrer dans l'espace Schengen. Des parcours migratoires autonomes structurants et structurés structurants pourront donc s'y déployer avec moins d'embûches juridiques et administratives qu'auparavant. En comparaison, les projets migratoires vers le Royaume-Uni seront toujours plus sélectifs selon le critère de la possession d'une nationalité européenne. En effet, suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, la politique migratoire britannique s'oriente vers des accords bilatéraux d'immigration avec les pays de l'UE. Il est probable que les migrants qui disposeront de cette ressource pour se déplacer seront de plus en plus nombreux parmi les migrations colombiennes vers l'Angleterre. Parmi ceux qui vivent en Espagne en 2016, la majorité (60%) ont désormais la nationalité espagnole, une ressource qui leur permet de se déplacer plus facilement en Europe mais aussi aux États-Unis. A ce titre, ils ne seront donc pas autant affectés par les changements de politique migratoire que les autres.

Ces considérations sur le possible développement du système migratoire colombien dans différents pays européens à partir d'une lecture tirée des changements contextuels en matière de politique migratoire, ne doivent pas occulter l'hypothèse de l'émergence du système migratoire colombien dans d'autres espaces. Comme cela a été montré dans la dernière partie, les parcours s'orientent majoritairement vers les pays les mieux connectés au système migratoire par les ressources spatiales des migrants. Toutefois, une minorité de parcours autonomes se territorialisent chaque année dans des espaces moins fréquentés : le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient, l'Asie du sud-est, l'Afrique méridionale. La capacité d'agir et le savoir-migrer des Colombiens ne doivent donc pas être sous-estimés. Il est encore trop tôt pour estimer le caractère anecdotique ou structurant de ces trajectoires. Pour conclure, laissons la parole au narrateur de la chanson « *El emigrante latino* »[208]. Les hésitations nostalgiques qui se mêlent aux envies de retour et de départ vers d'autres horizons dans son projet migratoire illustrent bien l'incertitude qui caractérise les multiples scénarios d'émergence, de développement et de transformation qui s'offrent en 2017 au système migratoire colombien :

[208] Il s'agit d'un morceau de salsa écrit par le chanteur colombien Juan Piña en 1975 à Caracas, dans la mobilté. Il est possible de l'écouter aux moyens de ce lien :
https://www.youtube.com/watch?v=CyKviH5VNQo
ou encore de celui-ci :
https://www.youtube.com/watch?v=zPUiCdzc15g

Soy emigrante latino [Je suis le migrant latino-américain]
Que llora en la lejanía [Qui pleure dans le lointain]
Añoro el pueblo querido [J'ai la nostalgie de ce peuple chéri]
Que ha dado luz a mi vida. [Qui me donna la vie.]

Tierra pedacito de cielo [Terre, morceau de ciel]
Que diste un día a mis ojos luz [Qui a fait poindre l'aurore à mes yeux]
Sueño volver a cantarte una [Je rêve de te revenir]
Serenata por ti mi amor. [Pour te chanter une sérénade d'amour.]

Busco todos los caminos [Je cherche par tous les chemins]
Que me conduzcan de nuevo a ti [Celui-là qui de nouveau me mènera à toi]
Lloro cuando el barco agita sus velas blancas [Quand le bateau agite ses voiles blanches, je pleure]
Para partir. [À l'heure de partir]

Yo me tengo que quedar con un abrazo [Je dois garder dans mes bras cet au revoir]
Sin calor. Como la arena sin su mar [sans chaleur. Comme le sable échoué sans sa mer]
Que soledad y angustia [Quelle solitude, quelle angoisse]

Adios adios pedazo de mi juventud [Adieu, adieu morceau de ma jeunesse]
Recuerdo de aquella niñez [Souvenir de cette enfance]
Quizás no vuelva más a ti [Je ne te reviendrai peut-être plus]
Pero olvidarte nunca. [Mais jamais je ne t'oublierai.]

Annexes

Annexe 1 Tableau des personnes enquêtées durant le terrain exploratoire en 2014

Sexe et prénom (lieu de l'entretien)	**Âge** atteint au moment de l'entretien	**Activité professionnelle au moment de l'enquête**	**Parcours migratoire individuel ou familial** ***lien du migrant avec la personne enquêtée***
Femme Alba (Genève par skype)	32	Chercheure en sciences sociales (Paris)	Royaume Uni (Londres) Suisse (Berne) Colombie (Bogota) Canada (Ottawa) Colombie (Bogota) États-Unis (New York) Colombie (Bogota) France (Paris) Colombie (Bogota) France (Paris) Suisse (Genève)
Homme Felipe (Paris)	20	Etudiant de sociologie (Nanterre)	Colombie (Bogota) France (Nanterre)
Homme Alfredo (Paris)	46	Peintre et ouvrier en bâtiment (Paris)	Colombie (Cartago-Valle del Cauca) France (Paris)
Homme Carlos (Paris)	59	Employé d'une bijouterie (Paris)	Colombie (Cartago) Venezuela (Caracas) Colombie (Cartago) France (Paris)
Homme Pablo (Paris)	54	Peintre et ouvrier en bâtiment (Paris)	Colombie (Viterbo-Caldas) France (Paris) Espagne (Bilbao) France (Saint-Ouen)
Homme Ernesto (Paris et Nevers)	32	Ingénieur (Nevers)	Colombie (Bogota) États-Unis (Ohio, Colorado, Michigan) Colombie (Bogota) France (Nantes, Orléans) Colombie (Bogota) France (Paris) États-Unis (Chicago) Colombie (Bogota) France (Nevers)
Homme Hernan (Paris)	58	Professeur des Universités (Bogota)	Colombie (Bogota) Colombie (Fusagasuga-Cundinamarca) Colombie (Bogota) France (Grenoble) Colombie (Bogota) Russie (Moscou) Colombie (Bogota)

Annexe 1 Tableau des personnes enquêtées durant le terrain exploratoire en 2014 (suite)

Sexe et prénom (lieu de l'entretien)	**Âge** atteint au moment de l'entretien	**Activité professionnelle au moment de l'enquête**	**Parcours migratoire individuel ou familial **lien du migrant avec la personne enquêtée***
Femme Juliana (Paris)	30	Chargée des questions latino-américaines au Parlement Européen (Strasbourg)	Colombie (Cali-Valle del Cauca) France (Strasbourg, Paris) Belgique (Bruxelles) France (Strasbourg)
Homme Camilo (Paris)	56	Peintre et ouvrier en bâtiment (Paris)	Colombie (Santuario, Pereira-Risaralda) Espagne (Madrid) France (Paris)
Femme Olga (Villa de Leyva, Boyaca)	70	Retraitée (Villa de Leyva)	**Nièce* Colombie (Medellín) France (Paris, Strasbourg)
Femme Tatiana (Bogota)	35	Cadre supérieure (Bogota)	Colombie (Bogota) Espagne (Madrid) Colombie (Bogota) France(Paris) Colombie(Bogota)
Homme Jairo (Bogota)	35	Pilote de Chasse (Bogota)	Colombie(Cali) Espagne(Madrid) États-Unis Colombie (Bogota)
Femme Flora (Bogota)	60	Femme de ménage (Bogota)	**Frère* Colombie (Risaralda) France (Paris)
Femme Camila (Bogota)	60	Employée d'un notariat (Bogota)	**Fille* Colombie(Bogota) France (Poitiers) Martinique Guyane
Homme Luis Enrique (Barcelone)	27	Etudiant, ingénieur du son (Barcelone)	Colombie (Bogota) Belgique (Louvain) Espagne (Barcelone) Colombie (Bogota) Espagne (Barcelone)

Annexe 2 Carte administrative de la Colombie (source : http://espanol.mapsofworld.com)

Annexe 3 Carte administrative de l'Espagne (source : www.saberespractico.com)

Annexe 4 Regroupement des secteurs d'activité à partir des modalités de l'ENI et de ceux du recensement 2011

Secteur d'activité détaillé ENI 2007	**Secteur d'activité agrégé**	**Secteur d'activité détaillé Censo 2011**
Agriculture, élevage, chasse sylviculture	Agriculture	Agriculture, élevage, sylviculture, pêche
Pêche		
Industrie extractive	Industrie et construction	Industrie extractive
Industrie manufacturière		Industrie manufacturière
Production et distribution d'énergie électrique		Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
Construction		Distribution d'eau, gestion sanitaire, recyclage et dépollution
		Construction
Commerce, réparation de véhicules motorisés et deux-roues, biens personnels à usage domestique	Commerce et hôtellerie	Commerce, réparation de véhicules motorisés et deux-roues,
Hôtellerie		Hôtellerie
Transport, manutention, communication	Services spécialisés	Transport et manutention
Intermédiation financière		Information et communication
Activités immobilières et de location, services aux entreprises		Activités financières et assurances
		Activités immobilières
Administration publique, défense		Activités professionnelles, scientifiques et techniques
Education		Activités administratives et services auxiliaires
		Administration publique et Défense
		Education
		Activités artistiques, loisirs et divertissements
Organismes extraterritoriaux		Organismes extraterritoriaux
Activités sanitaires, services sociaux	Services relevant du *care*	Activités sanitaires et services sociaux
Autres activités sociales et services rendus à la communauté, services à la personne		Autres services
Activités de ménages		Activités de ménages (personnel domestique, production de biens et services pour les ménages)

Bibliographie et références

ABBOTT Andrew, 2009, « À propos du concept de Turning point » dans Marc BESSIN, Claire BIDART et Michel GROSSETTI *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, (coll. « Recherches »), p. 187‑211.

ABBOTT Andrew, BOUVARD Hugo, OLLION Étienne et ANHEIM Étienne, 2016, « L'avenir des sciences sociales », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 71, n° 3, p. 575‑596.

ABBOTT Andrew, COFSS et MARTIN Sarah, 2015, « "Le monde est un monde d'événements". Entretien avec Andrew Abbott », *Raisons politiques*, n° 60, p. 45‑64.

ACTIS Walter, 2009, « La migración colombiana en España ¿Salvados o entrempados? », *Revista de Indias*, vol. 69, n° 245, p. 145‑170.

AGIER Michel, 2014, *Un monde de camps*, Paris, La Découverte, (coll. « Sciences Humaines »), 350 p.

ARAB Chadia, 2009, « Circulants marocains en réseau. La diversité des itinéraires et des routes migratoires » dans Laurent FARET, Geneviève CORTES *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin, (coll. « U Sciences humaines et sociales), p. 73‑89.

ARENAS REYES Jaime, 1971, *La guerrilla por dentro*, Bogota Icono, Editorial, 232 p.

ASAMBLEA NACIONAL CONSTITUYENTE, 1991, *Constitución de Colombia*, Bogota, http://www.constitucioncolombia.com/

ASOCIACIÓN COLOMBIANA DE LA RIOJA, 2008, *Plan estratégico general*, http://asocolor1.blogspot.fr/2008_04_01_archive.html.

BABY-COLLIN Virginie et CORTES Geneviève, 2014, « Nuevos despliegues del campo migratorio boliviano frente a la crisis », *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 106‑107, p. 61‑83.

BABY-COLLIN Virginie, CORTES Geneviève, FARET Laurent et SASSONE Susana, 2009, « Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines : les cas bolivien et mexicain » dans Geneviève CORTES et Laurent FARET *Les circulations transnationales : lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin, (coll. « U Sciences humaines et sociales »), p. 91‑108.

BABY-COLLIN Virginie, CORTES Geneviève et MIRET Naïk, 2009, « Les migrants andins en Espagne », *Mélanges de la Casa Velazquez*, n° 39‑1, p. 115‑140.

BACCINI Alain, 2010, *Statistique Descriptive Multidimensionnelle*, Toulouse, Institut de Mathématiques de Toulouse, 33 p.

BALAN Jorge et DANDLER Jorge, 1987, « Marriage process and household formation: migration in the Cochabamba region (Bolivia) and Bolivian migrants in Buenos Aires (Argentina) », Communication présentée au séminaire sur l'insertion des migrants dans les villes africaines, CRDI-ORSTOM-URD Lomé.

BALIBAR Etienne, CHEMILLIER-GENDREAU Monique, COSTA-LASCOUX Jacqueline et TERRAY Emmanuel, 1999, *Sans-papiers : l'archaïsme fatal*, Paris, La Découverte, (coll. « Sur le vif »), 128 p.

BARBERO LAHOZ Enrique, 2009, « Crisis económica: origien, situación y perspectivas », *Cuadernos del mercado de trabajo*, n° 2, p. 5‑9.

BARTH Fredrik, 1981a, « Models of Social Organization I » dans Fredrik BARTH *Process and Form in Social Life*, Londres, Routledge & Kegan Paul, (coll. « International Library of Anthropology »), p. 32‑47.

BARTH Fredrik, 1981b, « “Models” Reconsidered » dans Fredrik BARTH *Process and Form in Social Life*, Londres, Routledge & Kegan Paul, (coll. « International Library of Anthropology »), p. 76-104.

BARTHOLEYNS Gil, 2010, « Le paradoxe de l'ordinaire et l'anthropologie historique », *L'Atelier du Centre de recherches historiques. Revue électronique du CRH*,

http://acrh.revues.org/1928.

BAZURTO BOTERO Victoria Elena, 2015, « Los migrantes colombianos en la prensa colombiana: una lecura de género », *Sociedad y Economía*, n° 29, p. 127‑150.

BEAUCHEMIN Cris, KABBANJI Lama, SAKHO Papa et SCHOUMAKER Bruno, 2013, *Migrations africaines : le codéveloppement en questions. Essai de démographie politique*, Paris, Armand Colin, (coll. « Recherches »), 344 p.

BEAUCHEMIN Cris, NAPPA Jocelyn, SCHOUMAKER Bruno, BAIZAN Pau, GONZÁLEZ-FERRER Amparo, CAARLS Kim et MAZZUCATO Valentina, 2015, « Reunifying Versus Living Apart Together Across Borders: A Comparative Analysis of sub-Saharan Migration to Europe », *International Migration Review*, vol. 49, n° 1, p. 173‑199.

BEDOYA RANGEL Yuliet et JÁUREGUI DÍAZ José Alfredo, 2016, « La recepción de remesas familiares internacionales y su impacto en la economía doméstica en Santiago de Cali, Colombia », *Revista colombiana de sociología*, vol. 39, n° 2, p. 243‑262.

BELTRAMONE André, 1975, « Définition logique des flux migratoires intérieurs » dans *Migrations intérieures, méthodes d'observation et d'analyse*, Paris, CNRS, p. 491‑518.

BENZECRI Jean-Paul, 1973, *L'Analyse des données. Tome 2 : l'analyse des correspondances*, Paris, Dunod, 619 p.

BERGEON Céline, DUREAU Françoise, IMBERT Christophe, LE ROUX Guillaume et LESSAULT David, 2013, « Et l'immobilité dans la circulation ? », *e-migrinter*, n° 11, p. 3‑6.

BERRIANE Mohamed et COHEN Aron, 2009, « Regards croisés sur la migration marocaine en Andalousie à travers ses origines géographiques, ses profils socio-démographiques et ses expériences migratoires », *Méditerranée*, vol. 113, p. 55‑69.

BERRY Brian, 1964, « Cities as systems within systems of cities », *Papers and Proceedings of the Regional Science Association*, vol. 13, p. 147‑163.

BERTHOMIERE William, 2012, *En-quête de signes : Migrations, Places et Continuité(s). Retour d'expérience à partir du cas israélien*, Poitiers, Université de Poitiers, Habilitation à diriger des recherches en Géographie, 130 p.

BERTHOMIERE William et HILY Marie-Antoinette, 2006, « Décrire les migrations internationales. Les expériences de la co-présence », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, n° 2, p. 67‑82.

BETEILLE Roger, 1974, *Les aveyronnais, essai géographique sur l'espace humain*, Toulouse, Université de Toulouse-Le-Mirail, Thèse de Géographie, 576 p.

BLANC-CHALEARD Marie-Claude, 2004, « Compte rendu de Paul-André Rosental, Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du XIX° siècle, 1999 », *Le Mouvement Social*, n° 209, p. 117‑120.

BONELLI JÁUDENES Elena et ULLOA JIMÉNEZ Marcela, 2001, *Tráfico e inmigración de mujeres en España. Colombianas y Ecuatorianas en los servicios domésticos y sexuales*, Madrid, Asociación acsur-Las Segovias, Rapport de recherche, 116 p.

BONVALET Catherine, 2003, « La famille-entourage locale », *Population*, Vol. 58, n° 1, p. 9‑43.

BONVALET Catherine, 1987, « Les Parisiens dans leur maturité : origine, parcours, intégration », *Population*, vol. 42, n° 2, p. 225‑247.

BONVALET Catherine et LELIEVRE Eva, 2012, *De la famille à l'entourage: l'enquête Biographies et entourage*, Paris, INED éditions, (coll. « Grandes enquêtes »), 470 p.

BONVALET Catherine et LELIEVRE Éva, 2005, « Les lieux de la famille », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, n° 2, p. 99‑122.

BOUDON Raymond et BOURRICAUD François, 1982a, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, (coll. « Quadrige Dicos Poche »), 768 p.

BOUDON Raymond et BOURRICAUD François, 1982b, « Déterminisme » dans Raymond BOUDON et François BOURRICAUD *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, (coll. « Quadrige Dicos Poche »), p. 160‑167.

BOYD Monica, 1989, « Family and Personal Networks in International Migration: Recent Developments and New Agendas », *International Migration Review*, vol. 23, n° 3, p. 638‑670.

BOYER Florence, 2005, « Le projet migratoire des migrants touaregs de la zone de Bankilaré: la pauvreté désavouée », *Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien*, n° 8, p. 47‑67.

BRAUDEL Fernand, 1985, *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 314 p.

BREDELOUP Sylvie, 2016, « De l'Europe vers les Suds : nouvelles itinérances ou migrations à rebours ? », *Autrepart*, n° 77, p. 3‑15.

BREDELOUP Sylvie, 2014, *Migrations d'aventures. Terrains africains*, Paris, Éditions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, (coll. « Géographie »), 143 p.

BRETAGNOLLE Anne, MATHIAN Hélène, PUMAIN Denise et ROZENBLAT Céline, 1999, « Long-term dynamics of European towns and cities : towards a spatial model of urban growth », *Cybergeo : European Journal of Geography*, n° 131.

http://cybergeo.revues.org/566?lang=fr

BRINGE Arnaud et BONVALET Catherine, 2014, « Trajectoire géographique et territoire socio-résidentiel. L'apport de données contextuelles à une analyse longitudinale », Communication présentée au colloque du CIST *Fronts et frontières des sciences du territoire*, Paris.

BROWN James S., SCHWARZWELLER Harry K. et MANGALAM Joseph J., 1963, « Kentucky Mountain Migration and the Stem-family : An American Variation on a Theme by Le Play », *Rural Sociology*, vol. 28, p. 48‑69.

BURAWOY Michael, 1976, « The functions and reproduction of migrant labor : comparative material from Southern Africa and the United States », *American Journal of Sociology*, vol. 81, n° 5, p. 1050‑1087.

BUSHNELL David et MONTILLA Claudia, 2007, *Colombia: una nación a pesar de sí misma : nuestra historia desde los tiempos precolombinos hasta hoy*, Bogotá, Planeta, 485 p.

CALOT Gérard, 1973, *Cours de Statistique descriptive*, Dunod, Paris, (coll. « Dunod Décision »), 488 p.

CANCILLERÍA DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA, 2011, « Plan de retorno », *cancilleria.gov.co*, http://www.cancilleria.gov.co/footer/join-us/work/plan.

CARLING Jorgen, MENJÍVAR Cecilia et SCHMALZBAUER Leah, 2012, « Central Themes in the Study of Transnational Parenthood », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 38, n° 2, p. 191‑217.

CARLING Jorgen et VATNE PETTERSEN Silje, 2014, « Return Migration Intentions in the Integration-Transnationalisme Matrix », *International Migration*, vol. 52, n° 6, p. 13‑30.

CASTRO CAYCEDO Germán, 1995, *El hueco. La entrada ilegal de Colombianos a Estados Unidos por México, Bahams y Haiti*, Bogota, RBA, 150 p.

CATARINO Christine et MOROKVASIC Mirjana, 2005, « Femmes, genre, migration et mobilités », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n° 1, p.7-27.

CEBOLLA Héctor et REQUENA Miguel, 2009, « Los inmigrantes marroquíes en España » dans David-Sven REHER et Miguel REQUENA, *Las múltiples caras de la inmigración en España*, Madrid, Alianza Editorial, p. 251‑287.

CHACKIEL Juan, 2004, *La dinámica demográfica en América latina*, Santiago du Chili, CELADE, (coll. « Población y Desarrollo »), 106 p.

CIURLO Alessandra, 2013, *Migración colombiana hacia Italia a la luz del género y la familia transnacional*, Bogota, Universidad Antonio Nariño, 394 p.

COLECTIVO IOÉ, 2001, « Política migratoria española en el marco europeo », Communication présentée au 4° Meeting internazionale di Loreto. Europa: dialogo tra le culture, Una sfida, Loreto.

COLLANTES Pau, 2015, « España ejecutó el 66% de los rechazos de entrada de inmigrantes en la UE en 2014 », *eldiario.es*, 3/10/2015.

http://www.eldiario.es/desalambre/Espana-ejecuto-rechazos-inmigrantes-UE_0_383561704.html

CONSULADO DE BOLIVIA, 2011, « Volviendo a casa », *consuladodebolivia.es*,

http://www.consuladodebolivia.es/LinkClick.aspx?fileticket=gItwBscL60s%3D

CORDOBA Harold, 2014, *Mobilité internationale et dynamiques résidentielles à Bogotá (Colombie)*, Rennes, Université européenne de Bretagne, Thèse de Géographie, 400 p.

CORDOBA Harold et MIRET Naïk, 2015, « L'habiter en migration. Hypothèses à partir de l'exemple des Bogotains de Barcelone », *IdeAs*, 2015, vol. 6.

https://ideas.revues.org/1312

CORTES Geneviève et FARET Laurent, 2009, *Les circulations transnationales lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin, (coll. « U Sciences humaines et sociales), 244 p.

COURGEAU Daniel, 1994, « Du groupe à l'individu : l'exemple des comprotements migratoires », *Population*, 1994, vol. 49, n° 1, p. 7‑26.

COURGEAU Daniel, 1988, *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale : migrations internes, mobilité temporaire, navettes*, Paris, INED, (coll. « Manuels »), 298 p.

COURGEAU Daniel, 1975, « Le concept de migration », Communication présentée au colloque *Migrations, état civil, recensements administratifs, IVème colloque de démographie africaine*, Ouagadougou.

COURGEAU Daniel, 1970, *Les champs migratoires en France*, Paris, INED (coll. « Cahiers »), 158 p.

COURGEAU Daniel et LELIEVRE Éva, 2003, « Les motifs individuels et sociaux des migrations » dans Graziella CASELLI, Jacques VALLIN et Guillaume WUNSCH, *Les déterminants de la migration*, Paris, INED, p. 143‑169.

COURGEAU Daniel et LELIEVRE Éva, 1996, « Changement de paradigme en démographie », *Population*, vol. 51, n° 3, p. 645‑654.

COURGEAU Daniel et LELIEVRE Eva, 1990, « L'approche biographique en démographie », *Revue française de sociologie*, vol. 31, n° 1, p. 55‑74.

COURGEAU Daniel et LELIEVRE Éva, 1989, *Analyse démographique des biographies*, Paris, INED, 273 p.

CRESSON Geneviève et GADREY Nicole, 2004, « Entre famille et métier : le travail du care », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 23, p. 26‑41.

CRUZ ZUÑIGA Pilar Guadalupe, 2007, « Aproximación a los flujos y tipologías de la migración colombiana en España 1996-2006 », *Biblio 3W Revista Bibliográfica de Geografía y Ciencias Sociales*, 2007, vol. 12, n° 755.

http://www.ub.edu/geocrit/b3w-755.htm

CUERVO Luis Mauricio, 1990, *La primauté urbaine en Amérique latine : une étude historique comparative*, Paris, Université Paris 12, Thèse d'Urbanisme, 469 p.

DANE, 1996, *Censo 1993. Resumen nacional*, Bogota, DANE, 163 p.

DANE, 1986, *XV censo nacional de población y IV de vivienda. Metodología. Vol. 2*, Bogota, DANE, 220 p.

DANE, 1981, *XIV censo nacional de población y III de vivienda, Octubre de 1973*, Bogota, DANE, 490 p.

DAUPHINE André, 2003a, *Les théories de la complexité chez les géographes*, Paris, Anthropos, (coll. « Economica »), 248 p.

DAUPHINE André, 2003b, « Les réseaux urbains : un exemple d'application de la théorie des systèmes auto organisés critiques », *Annales de Géographie*, n° 631, p. 227‑242.

DE GOURCY Constance, 2005, *L'autonomie dans la migration. Réflexion autour d'une énigme*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Logiques sociales »), 348 p.

DE LA DEHESA Guillermo, 2009, *La primera gran crisis financiera del siglo XXI: orígenes, detonantes, efectos, repuestas y remedios*, Madrid, Alianza Editorial, 584 p.

DE MIGUEL LUKEN Verónica, SOLANA SOLANA Miguel et PASCUAL DE SANS Àngels, 2011, « La trayectoria migratoria internacional de la población inmigrada en España : la incidencia de las redes familiares y otras características sociodemográficas », *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, 2011, XV, n° 357.
http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-357.htm.

DESMARAIS Gaëtan, 2005, « La structuration morphologique de la Rome antique, du centre organisateur à la configuration de seuil », *Espaces et sociétés*, vol. 3, n° 122, p. 49‑65.

DESMARAIS Gaëtan, 1995, *La morphogenèse de Paris. Des origines à la Révolution*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Géographies en liberté »), 286 p.

DESROSIERES Alain, 2008, *Pour une sociologie historique de la quantification : L'Argument statistique I*, Paris, Presses des Mines, 329 p.

DÍAZ Luz Marina, 1986, « Crisis económica y migraciones laborales de Colombia hacia Venezuela » dans Carlos REBORRATI *Se fue a volver. Seminario sobre migraciones temporales en América Latina*, Mexico, PISPAL/CIUDAD/CENEP, p. 207‑227.

DIDELON Clarisse, 2010, « Une vision de l'Europe Le tracé de l'Europe des chercheurs impliqués dans ESPON », *Annales de Géographie*, n° 673, p. 211‑228.

DOMENACH Hervé et PICOUET Michel, 1995, *Les migrations*, Paris, Presses Universitaires de France, (coll. « Que sais-je? »), 128 p.

DOMINGO Andreu et SABATER Albert, 2013a, « Emigración marroquí desde España en contexto de crisis », *Revista Internacional de Estudios Migratorios*, vol. 3, n° 1, p. 29‑60.

DOMINGO Andreu et SABATER Albert, 2013b, « L'émigration marocaine à partir de l'Espagne », *Confluences Méditerranée*, n° 87, p. 133‑147.

DOMINGO Andreu et SABATER Albert, 2012, « Crisis económica y emigración: la perspectiva demográfica », *Anuario de Inmigración en España*, n° 2012, p. 59‑88.

DOMÍNGUEZ-MUJICA Josefina, GUERRA-TALAVERA Raquel et PARREÑO-CASTELLANO Manuel, 2014, « Migration to Spain migration at a Time of Global Economic Crisis: The Situation in Spain », *International Migration*, vol. 52, n° 6, p. 113‑127.

DORAÏ Mohamed Kamel, HILY Marie-Antoinette, LOYER Frantz et MA MUNG Emmanuel, 1998, *Bilan des travaux sur la circulation migratoire*, Poitiers, Rapport final commandé par le Ministère de la Solidarité et de l'Emploi, Direction de la Population et des Migrations (DPM), 145 p.

DUBUCS Hadrien, 2009, *Habiter une ville lointaine : le cas des migrants japonais à Paris*, Poitiers, Université de Poitiers, Thése de Géographie, 400 p.

DUBUCS Hadrien et IMBERT Christophe, 2014, « La caractérisation spatio-temporelle des circulations » dans Christophe IMBERT, Hadrien DUBUCS, Françoise DUREAU et Matthieu GIROUD *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin, (coll. « Recherches »), p. 229‑264.

DURAND Jorge, 2007, « The Bracero Program (1942-1964). A critical appraisal », *Migración y desarrollo*, vol. 2, p. 25‑40.

DUREAU Françoise, 2008, *Migración internacional hacia Bogotá*, Texte présenté à l'atelier METAL de Santiago, Santiago.

DUREAU Françoise, 2004, « Sistemas residenciales: conceptos y aplicaciones », *Territorios*, n° 11, p. 41‑70.

DUREAU Françoise, 1997, « Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogota », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 22, p. 181‑200.

DUREAU Françoise, 1987, *Migration et urbanisation. Le cas de la côte d'ivoire*, Paris, Orstom, (coll. « Études et Thèses »), 654 p.

DUREAU Françoise, CONTRERAS Yasna, CYMBALISTA Renato, LE ROUX Guillaume et PIRON Marie, 2015, « Evolution de l'intensité et des échelles de la ségrégation résidentielle depuis les années 1990 : une analyse comparative » dans Françoise DUREAU, Thierry LULLE, Sylvain SOUCHAUD et Yasna CONTRERAS *Mobilités et changement urbain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, (coll. « Espace et Territoires »), p. 109‑134.

DUREAU Françoise, CONTRERAS Yasna, FLOREZ Carmen Elisa, LULLE Thierry, SOUCHAUD Sylvain et SALAZAR Clara, 2015, « Les trois contextes métropolitains » dans Françoise DUREAU, Thierry LULLE, Sylvain SOUCHAUD et Yasna CONTRERAS Presses Universitaires de Rennes., Rennes, Françoise DUREAU, Thierry LULLE, Sylvain SOUCHAUD et Yasna CONTRERAS *Mobilités et changement urbain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, (coll. « Espace et Territoires »), p. 19‑48.

DUREAU Françoise, CONTRERAS Yasna, LE ROUX Guillaume, LULLE Thierry, MENNA BARRETO SILVA Helena et SOUCHAUD Sylvain, 2015, « Habiter la métropole : mobilités et choix résidentiels » dans Françoise DUREAU, Thierry LULLE, Sylvain SOUCHAUD et Yasna CONTRERAS Presses Universitaires de Rennes., Rennes, Françoise DUREAU, Thierry LULLE, Sylvain SOUCHAUD et Yasna CONTRERAS *Mobilités et changement urbain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, (coll. « Espace et Territoires »), p. 207‑263.

DUREAU Françoise et DUPONT Véronique, 1994, « Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Équateur et de l'Inde », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 140, p. 801‑829.

DUREAU Françoise et FLOREZ Carmen Elisa, 1996, « Dynamiques démographiques colombiennes: du national au local » dans Jean-Michel BLANQUER et Christian GROS *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, p. 139‑166.

DUREAU Françoise et GIROUD Matthieu, 2014, « La dynamique biographique des lieux de la circulation : une "affaire de famille"? » dans Christophe IMBERT, Hadrien DUBUCS, Françoise DUREAU et Matthieu GIROUD *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin, (coll. « Recherches »), p. 305‑363.

DUREAU Françoise et IMBERT Christophe, 2014, « L'approche biographique des mobilités résidentielles » dans Christophe IMBERT, Hadrien DUBUCS, Françoise DUREAU et Matthieu GIROUD *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin, (coll. « Recherches »), p. 33‑80.

DUREAU Françoise, LULLE Thierry, SOUCHAUD Sylvain et CONTRERAS Yasna, 2015, *Mobilités et changement urbain. Bogotá, Santiago et Sao Paulo*, Presses Universitaires de Rennes, (coll. « Espaces et territoires »), 440 p.

DURIEZ Tiphaine, 2016, « Penser les mouvements résidentiels en contexte de conflit armé interne à la lumière des contraintes du territoire : le cas des desplazamientos forzados intra-urbanos dans la comuna 4 de Soacha (Colombie) » dans Laurent CAILLY et Françoise DUREAU *Les espaces du logement : pratiques habitantes et politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Habitat et sociétés »), p. 75‑85.

DURKHEIM Émile, 1892, « La famille conjugale. Publication posthume d'un cours professé en 1892. », *Revue philosophique*, 1921, n° 90, p. 2‑14.

ECHEVERRI BURITICÁ María Margarita, 2014, « A los dos lados del Atlántico. Reconfiguraciones de los proyectos migratorios y la vida familiar transnacional de la población colombiana en España », *Papeles del CEIC. International Journal on collective identity research*, vol. 2, p. 1‑27.

ECHEVERRI DE FERRUFINO Ligia, 1985, « La familia de hecho en Colombia », *Universitas Humanística*, vol. 14, n° 23, p. 99‑107.

EHRENREICH Barbara et HOCHSCHILD Arlie Russell, 2003, *Global woman: nannies, maids, and sex workers in the new economy*, New York, Metropolitan Books, 336 p.

ENCUESTA NACIONAL DE DEMOGRAFÍA Y SALUD, 2015, « Ministerios de Salud y Profamilia entregan resultados de la ENDS 2015 », *Ministerio de Salud y Protección Social*, 2015, n° 2015,

https://www.minsalud.gov.co/Paginas/Ministerio-de-Salud-y-Profamilia-entregan-resultados-de-la-ENDS-2015.aspx

ENGELS Friedrich, 1884, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 129 p.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_friedrich/Origine_famille_moscou/Origine_famille_m.html

ESCOBAR BLANCO Diana Carolina, 2016, *Impactos de la crisis económica en España sobre los vínculos familiares transnacionales de colombianas residentes en Granada (2007-2013)*, Grenade, Université de Grenade, Thèse de Sociologie, 231 p.

ESTEVE PALÓS Albert et BUENO GARCÍA Xiana, 2010, « Tras el rastro estadístico de las uniones de inmigrantes en España », *Estadística española*, vol. 52, n° 173, p. 91‑125.

EUR-LEX, 2009, « Normas y procedimientos comunes para el retorno de inmigrantes ilegales », *Access to European Union Law*,

http://eur-europa.eu/legal-content/ES/TXT/?uri=URISERV%3Ajl0014

EUROPAPRESS, 2015a, « España fletó 134 vuelos de deportación el año pasado para expulsar a 3.373 inmigrantes », *Europapress.es*, 09//06/2015

http://www.europapress.es/sociedad/noticia-espana-fleto-134-vuelos-deportacion-expulsar-3373-migrantes-20150609121351.html

EUROPAPRESS, 2015b, « España expulsó a más de 9.400 inmigrantes en 253 vuelos de deportación », *Europapress.es*, 12/02/2015

http://www.europapress.es/epsocial/igualdad/noticia-espana-expulso-mas-9400-inmigrantes-253-vuelos-internacionales-deportacion-fletados-2010-2014-20150212133025.html

FAWCETT James, 1989, « Networks, Linkages, and Migration Systems », *International Migration Review*, vol. 23, n° 3, p. 671‑680.

FAWCETT James et ARNOLD Fred, 1987, « Explaining Diversity: Asian and Pacific Immigration Systems », *Center for Migration Studies special issues*, vol. 5, n° 3, p. 453‑473.

FERBER Jacques, 1995, *Les systèmes multi-agents : vers une intelligence collective*, Paris, InterEditions, 513 p.

FLAHAUX Marie-Laurence, 2015, « Intention et réalisation de migration de retour au Sénégal et en République démocratique du Congo », *Population*, vol. 70, n° 1, p. 103‑134.

FLAMTERMESKY Helga, 2008, *Imaginarios y prácticas que construyen a las mujeres profesionales que migran. Análisis del Caso de Mujeres Colombianas en Barcelona*, Barcelone, Universitat Autónoma de Barcelona, (coll. « Grupo de Investigación Fractalidades en Investigación Crítica »), 39 p.

FRANCESSCHELLI Sara, GRIBAUDI Maurizio, LE BRAS Hervé, 2015, *Morphogenèse et dynamiques urbaines*, Paris, PUCA Séminaire, 274 p.

FREMONT Armand, 1974, « Recherche sur l'espace vécu », *L'Espace géographique*, vol. 3, n° 3, p. 231‑238.

FUENTES QUINTANA Enrique, 2008, « De los pactos de la Moncloa a la entrada en la comunidad económica europea (1977-1986) », *Información Comercial Española*, n° 826, p. 39‑71.

FUSCO Wilson, DUREAU Françoise, CONTRERAS Yasna, CORDOBA Harold, LE ROUX Guillaume et SOUCHAUD Sylvain, 2015, « L'insertion urbaine des migrants internes et internationaux » dans Françoise DUREAU, Thierry LULLE, Sylvain SOUCHAUD et Yasna CONTRERAS *Mobilités et changement urbain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, (coll. « Espace et Territoires »), p. 135‑174.

GAETE QUEZADA Ricardo et RODRÍGUEZ SUMAZA Carmen, 2010, « Una aproximación al análisis de las cadenas migratorias en España a partir de la Encuesta Nacional de Inmigrantes », *Revista de ciencia política (Santiago)*, vol. 30, n° 3, p. 697‑721.

GARAY SALAMANCA Luis Jorge, 2008, *El colectivo colombiano residente en la comunidad de Madrid: Caracterización socio-económica, inserción laboral et integración social*, Bogota, Ministerio de Relaciones Exteriores, 151 p.

GARAY SALAMANCA Luis Jorge et MEDINA VILLEGAS María Claudia, 2007, *La migración colombiana a España. El capítulo más reciente de una historia compartida*, Madrid, Ministerio de Trabajo e Inmigración, (coll. « Observatorio permanente de la inmigración »), 130 p.

GARCÍA BALLESTEROS Aurora, JIMÉNEZ BLASCO Beatriz et MAYORAL PEÑAS María, 2014, « Emigración de retorno y crisis en España », *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, 2014, XVIII, n° 491.

http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-491.htm

GARCÍA COLL Arlinda, LÓPEZ VILLANUEVA Cristina et PUJADAS RÚBIES Isabel, 2016, « Movilidad residencial en tiempos de crisis. El caso de la Región Metropolitana de Barcelona », *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, 2016, XX, n° 549.

http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-549-4.pdf

GARCÍA PEREZ Sandra, 2007, « El padrón municipal de habitantes: origen, evolución y significado », *Hispania nova. Revista de Historia Contemporánea*, 2007, n° 7.

http://hispanianova.rediris.es/7/articulos/7a005.pdf

GARNEAU Stéphanie, 2007, « Les expériences migratoires différenciées d'étudiants français », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n° 1, p. 139‑161.

GAUDIN Jean-Pierre, 2001, « L'acteur. Une notion en question dans les sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, XXXIX, n° 121, p. 7‑14.

GIBRAT Robert, 1931, *Les inégalités économiques*, Paris, Librairie du recueil Sirey.

GINCEL Anne, 2007, « Un village colombien à Paris », *Hommes & migrations*, n° 1270, p. 32–42.

GINCEL Anne, 2005, « L'immigration des femmes colombiennes en france : pour quelle mobilité ? », Communication présentée au colloque *Mobilité au féminin*, Tanger.

GIROUD Matthieu, CORDOBA Harold, GUILLON Michelle et MIRET Naïk, 2015, « L'expérience migratoire en Europe et ses effets urbains » dans Françoise DUREAU, Thierry LULLE, Sylvain SOUCHAUD et Yasna CONTRERAS *Mobilités et changement urbain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, (coll. « Espace et Territoires »), p. 175‑206.

GLICK-SCHILLER Nina, BASCH Linda et BLANC ZANTON Cristina, 1992, « Towards a definition of transnationalism », *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 645, n° 1, p. ix‑xiv.

GOBIERNO DE ESPAÑA, 2015, « Datos de retorno voluntario », *Ministerio de Empleo y Seguridad Social. Secretaría general de Inmigración y Emigración*.

http://extranjeros.empleo.gob.es/es/Retorno_voluntario/datos/index.html

GOBIERNO DE ESPAÑA, 2009, « Programas de retorno voluntario de inmigrantes », *Ministerio de Empleo y Seguridad Social. Secretaría general de Inmigración y Emigración*, Programas de retorno voluntario de inmigrantes.

http://extranjeros.empleo.gob.es/es/Retorno_voluntario/programa/index.html

GOLAZ Valérie et LELIEVRE Éva, 2012, « L'entourage familial pendant l'enfance et l'adolescence, entre faits et perceptions », *Population*, Vol. 67, n° 3, p. 491‑515.

GONZALEZ Fernando et ECHEVERRI Beatriz, 2009, « Los inmigrantes colombianos en España » dans David-Sven REHER et Miguel REQUENA *Las múltiples caras de la inmigración en España*, Madrid, Alianza Editorial, p. 153‑184.

GONZALEZ Olga, 2007, « La présence latino-américaine en France », *Hommes et migrations*, 2007, n° 1270, p. 8‑18.

GONZÁLEZ BERNALDO DE QUIRÓS Pilar et JEDLICKI Fanny, 2012, « Tramitar y transmitir un pasporte comunitario. Reconstrucciones de la memoira genealógica familiar », *Estudios Migratorios latinoamericanos*, vol. 26, n° 72, p. 33‑50.

GONZÁLEZ FERRER Amparo, 2013, « La nueva emigración española. Lo que sabemos y lo que no », *Zoom Político*, vol. 10, n° 2, p. 1‑20.

GOUËSET Vincent, 1996, « Un siècle de concentration urbaine en Colombie » dans Jean-Michel BLANQUER et Christian GROS *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, p. 167‑191.

GOUËSET Vincent et MESCLIER Evelyne, 2003, « L'expansion du réseau urbain (1951-1993) » dans Françoise DUREAU, Olivier BARBARY, Vincent GOUËSET, Olivier PISSOAT *Villes et sociétés*

en mutation: lectures croisées sur la Colombie, Paris, Anthropos, Diffusion Economica, (coll. « Villes »), p. 19‑67.

GRAB (GROUPE DE REFLEXION SUR L'APPROCHE BIOGRAPHIQUE), 2009, *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques*, Paris, INED, (coll. « Méthodes et savoirs »), 340 p.

GRANOVETTER Mark, 1973, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, p. 1360‑1380.

GRECO (GRUPO DE ESTUDIOS DEL CRECIMIENTO ECONÓMICO COLOMBIANO), 1999, « El crecimiento económico colombiano en el siglo XX: aspectos globales », *Borradores de economía (Subgerencia de estudios económicos del Banco de la República)*, 1999, n° 134, p. 1‑54.

GRENDI Edoardo, 1977, « Microanalisi e storia sociale », *Quaderni storici*, XII, n° 35, p. 506‑520.

GRIBAUDI Maurizio, 1996, « Échelle, pertinence, configuration » dans Jacques REVEL *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard Le Seuil, p. 114‑139.

GUARNIZO Luis Eduardo, 2008, *Londres latina. La presencia colombiana en la capital británica*, Mexico, Universidad Autónoma de Zacatecas/Miguel Angel Porrua, 178 p.

GUARNIZO Luis Eduardo, 2006, « The Economics of Transnational Living », *International Migration Review*, vol. 37, n° 3, p. 666‑699.

GUARNIZO Luis Eduardo, 2003, « La migración transnacional colombiana : implicaciones teóricas y prácticas », Communication présentée au séminaire *Colombianosune, Memorias, Seminario sobre migración internacional colombiana y la conformación de comunidades transnacionales*, Bogota.

GUTIERREZ Carlos, 2005, « Impunité pour les paramilitaires colombiens. Le crime élevé au rang de symbole national », *Le Monde diplomatique*, octobre 2005, p. 24.

HÄGERSTRAND Torsten, 1967, *Innovation Diffusion as a Spatial Process*, Chicago, The University of Chicago Press, 333 p.

HÄGERSTRAND Torsten, 1957, « Migration and area. Survey of a sample of Swedish migration fields and hypothetical considerations on their genesis » dans David HANNERBERG, Torsten HÄGERSTRAND et Bruno ODEVING *Migration in Sweden. A symposium*, Lund, Lund studies in Geography, (coll. « série B »), p. 27‑158.

HELLIO Emmanuelle, 2008, « Importer des femmes pour exporter des fraises (Huelva) », *Études Rurales*, vol. 2, n° 182, p. 185‑200.

HELLIO Emmanuelle et DECOSSE Frédéric, 2015, « Migration circulaire ou canalisation utilitariste des mobilités ? Les programmes de migration temporaire en agriculture intensive vus d'en bas », Communication présentée à la journée d'études *La circulation et le retour à l'épreuve des contraintes migratoires ? Journée d'études CIST/URMIS/MIGRINTER*, Paris.

HERAN François, 2009, *Figures de la parenté. Une histoire critique de la raison structurale*¸ Paris, Presses Universitaires de France, (coll. « Sociologies »), 656 p.

HERAN François, 1979, « Le système des migrations dans l'arrière-pays de la Costa del Sol » dans A.M. BERNAL *Tourisme et développement régional en Andalousie*, Paris, Casa de Velazquez, p. 95‑133.

HILY Marie-Antoinette, 2009, « L'usage de la notion de "circulation migratoire" » dans Geneviève CORTES et Laurent FARET *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratories contemporaines*, Paris, Armand Colin, (coll. « U Sciences humaines et sociales »), p. 23‑28.

HILY Marie-Antoinette et POINARD Michel, 1997, « Entre France et Portugal, l'attrait du va-et-vient », *Hommes et migrations*, n° 1210.

ICHOU Mathieu, GOUJON Anne et L'EQUIPE DE L'ENQUETE DIPAS, 2017, « Le niveau d'instruction des immigrés : varié et souvent plus élevé que dans les pays d'origine », *Population et Sociétés*, 2017, n° 541, p.1-4.

IMBERT Christophe, 2016, « Introduction. Les trajectoires résidentielles au fil de leurs "errements" et de leurs adaptations » dans Laurent CAILLY et Françoise DUREAU *Les espaces du logement : pratiques habitantes et politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Habitat et sociétés »), p. 19‑23.

IMBERT Christophe, 2014, « Introduction générale : une réflexion sur la circulation » dans Christophe IMBERT, Hadrien DUBUCS, Françoise DUREAU et Matthieu GIROUD *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin, (coll. « Recherches »), p. 15‑26.

INE, 2011a, *Censos anteriores*, Madrid, INE,

http://www.ine.es/censos2011/censos2011_metodo.htm

INE, 2011b, *Censo 2011. Preguntas frecuentes*, Madrid, INE,

http://www.ine.es/censos2011/censos2011_faq.htm

INE, 2007, *Encuesta Nacional de Inmigrantes. Cuestionario*, 64p.

http://www.ine.es/daco/daco42/inmigrantes/cues_es.pdf

INED, 2016, « Registre de population », *www.INED.fr*

https://www.INED.fr/fr/lexique/registre-de-population/

JARAMILLO Samuel, 1999, « Migraciones e interacción regional en Colombia, 1973-1993 », *Territorios*, n° 1, p. 95‑117.

JOUVENET Morgan, 2016, « Contextes et temporalités dans la sociologie processuelle d'Andrew Abbott », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 71, n° 3 p. 597‑630.

KERO Reino, 1977, « The character and significance of migration traditions from Finland to North America », *American Studies in Scandinavia*, vol. 9, p. 95‑104.

KHOUDOUR-CASTÉRAS David, 2007, « Por que emigran los colombianos ? Un análisis departamental basado en el censo de 2005 », *Revista de economía institucional*, vol. 9, n° 16, p. 255‑271.

KRITZ Mary, LIM Lin Lean et ZLOTNIK Hania, 1992, *International migration systems: a global approach*, Oxford, Calrendon Press, 354 p.

KUEHN DUMPIÉRREZ Robert, 2009, « No sólo turistas y jubilados. Acerca de la (invisible) presencia de inmigrantes de Europa occidental en España » dans David-Sven REHER et Miguel REQUENA *Las múltiples caras de la inmigración en España*, Alianza Editorial., Madrid, p. 21‑75.

LALANDE André, 2010 [1926], *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, Presses Universitaires de France, (coll. « Quadrige Dicos Poche »), 1325 p.

LARRAMONA Gemma, 2013, « Espagne : l'émigration des immigrés », *Population*, Vol. 68, n° 2, p. 249‑271.

LE BRIS Emile, OSMONT Annik, MARIE Alain et SINOU Alain, 1987, *Famille et résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Villes et Entreprises »), 270 p.

LE GALL Josiane, 2005, « Familles transnationales : bilan des recherches et nouvelles perspectives », *Diversité urbaine*, vol. 5, n° 1, p. 29‑42.

LE PETITCORPS Colette, 2015, *Service domicile, femmes et migrations en France. Le rapport de domesticité en question*, Poitiers, Université de Poitiers, Thèse de Sociologie, 341 p.

LE ROUX Guillaume, 2016, « Évolution des choix résidentiels et des manières d'habiter à Bogotá (Colombie) : des effets sur les divisions sociales de l'espace ? » dans Laurent CAILLY et Françoise DUREAU *Les espaces du logement : pratiques habitantes et politiques publiques*, L'Harmattan, Paris, p. 35‑49.

LE ROUX Guillaume, 2015, *(Re)connaître le stade de peuplement actuel des grandes villes latino-américaines. Diversification des parcours des habitants et des échelles du changement urbain à Bogotá (Colombie)*, Poitiers, Université de Poitiers, Thèse de Géographie, 539 p.

LEE Everett, 1966, « A Theory of Migration », *Demography*, vol. 3, n° 1, p. 47‑57.

LEGOUX Luc, 1995, *La crise de l'asile politique en France*, Paris, Ceped, (coll. « Les études du Ceped »), 262 p.

LELIEVRE Eva et BONVALET Catherine, 1991, « Mobilité en France et à Paris depuis 1945. Le filtre parisien », *Population*, vol. 46, n° 5, p. 1161‑1183.

LELIEVRE Eva et BONVALET Catherine, 1989, « Mobilité en France et à Paris depuis 1945 : bilan résidentiel d'une génération », *Population*, vol. 44, n° 3, p. 531‑559.

LEPETIT Bernard, 1996, « De l'échelle en histoire » dans Jacques REVEL *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard Le Seuil, (coll. « Hautes Études »), p. 71‑94.

LEPETIT Bernard, 1988, *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, Albin Michel, (coll. « L'évolution de l'humanité »), 490 p.

LEPETIT Bernard et PUMAIN Denise, 1993, *Temporalités urbaines*, Anthropos, Paris, 471 p.

LESSAULT David et IMBERT Christophe, 2013, « Mobilité résidentielle et dynamique récente du peuplement urbain à Dakar (Sénégal) », *Cybergeo : European Journal of Geography*,

https://cybergeo.revues.org/26146

LIN Nan, 1995, « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Revue française de sociologie*, 1995, vol. 36, n° 4, p. 685‑704.

LLAMAS Manuel Ramón, 1997, « Consideraciones sobre la sequía de 1991 a 1995 en España », *Ingeniería del Agua*, vol. 4, n° 1, p. 39‑50.

LÓPEZ DE LERA Diego, 2015, « Panorama de la migración internacional en España » dans *España 2015. Situación social*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, p. 196‑206.

LÓPEZ DE LERA Diego, 1995, « La inmigración en España a finales del siglo XX. Los que vienen a trabajar y los que vienen a descansar », *Revista española de Investigaciones Sociológicas*, vol. 71‑72, p. 225‑245.

MA MUNG Emmanuel, 2009, « Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations internationales : "penser de l'intérieur" les phénomènes de mobilité » dans Françoise DUREAU et Marie-Antoinette HILY *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes p. 25‑28.

MA MUNG Emmanuel, 1999a, *Autonomie, migrations et altérité*, Poitiers, Université de Poitiers, Habilitation à diriger des recherches en géographie, 460 p.

MA MUNG Emmanuel, 1999b, « La dispersion comme ressource », *Cultures et Conflits*, n° 33‑34, p. 89‑103.

MA MUNG Emmanuel, 1994, « Non-lieu et utopie : la diaspora chinoise et le territoire », *L'Espace géographique*, vol. 2, n° 23, p. 106‑113.

MABOGUNJE Akin, 2013 [1970], « Une approche systémique de la théorie de la migration rurale-urbaine » dans *Les théories de la migration*, Paris, INED, p. 151‑161.

MABOGUNJE Akin, 1970, « Systems Approach to a Theory of Rural-Urban Migration », *Geographical Analysis*, vol. 2, n° 1, p. 1‑18.

MACDONALD John et MACDONALD Leatrice, 1964, « Chain Migration Ethnic Neighborhood and Social Networks », *The Milbank Memorial Fund Quarterly*, vol. 42, n° 1, p. 82‑97.

MAGNAN PENUELA Marion, 2009, *Migration, réseaux transnationaux et identités locales : le cas des Colombiens à New York*, Paris, Université Paris 3, Thèse de Sociologie, 411 p.

MAISON Dominique et ORTALDA Laurent, 1998, « Morphologie spatiale de la parenté. Proximités géographiques au sein de la famille étendue selon l'enquête Proches et parents » dans Yves GRAFMEYER et Francine DANSEREAU *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, (coll. « Transversales »), p. 101‑120.

MASSEY Douglas, 1990, « Social Structure, Household Strategies, and the Cumulative Causation of Migration », *Population Index*, vol. 56, n° 1, p. 3‑26.

MASSEY Douglas, ALARCON Rafael, DURAND Jorge et GONZÁLEZ Humberto, 1990, *Return to Aztlan: the social process of international migration from western Mexico*, Berkeley, University of California Press, (coll. « Studies in demography »), 354 p.

MASSEY Douglas et ZENTERO Rene, 1999, « The dynamics of mass migration », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 96, n° 9, p. 5328‑5335.

MEIL LANDWERLIN Gerardo, 1999, *La Población española*, Madrid, Acento Editorial, 82 p.

MESTRE I MESTRE Ruth M., 2002, « Dea ex machina. Trabajadoras migrantes y negociación de la iguladad en lo doméstico », *Cuadernos de Geografía de la Universidad de Valencia*, vol. 72, p. 191‑206.

MICOLTA LEÓN Amparo, 2007, « Inmigrantes colombianos en España. Experiencia parental e inmigración », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*, vol. 5, n° 1, p. 1‑25.

MILLER Grant, 2010, « Contraception as Development? New Ecidence form Family Planning in Colombia », *The Economic Journal*, vol. 120, n° 545, p. 709‑736.

MORA CONTRERAS Julio, 1986, « Migración de trabajadores colombianos al agro venezolano » dans Carlos REBORRATI *Se fue a volver. Seminario sobre migraciones temporales en América Latina*, Mexico, p. 227‑259.

MORTELMANS Dimitri, PASTEELS Inge, RÉGNIER-LOILIER Arnaud, VIGNOLI Daniele et MAZZUCO Stefano, 2015, « Analysis of determinants and prevalenc of LAT », *Families and Societies. Working Paper Series*, vol. 25, p. 2‑90.

MOUTIN Chloé, 2012, *Trajectoires de migrants colombiens de retour à Bogota : des histoires de familles*, Poitiers, Université de Poitiers, Mémoire de Master 2, 99 p.

NADAL Jordi, 1984, *La Población española (siglos XVI a XX)*, Ariel, Barcelone, 270 p.

NEKBY Lena, 2006, « The emigration of immigrants, return vs onward migration. Evidence from Sweden », *Journal of Population Economics*, vol. 19, n° 2, p. 197‑226.

OCAMPO José Antonio, 2015, *Historia económica de Colombia*, Bogotá, Fondo de Cultura Económica, (coll. « Fedesarrollo »), 412 p.

OLIVER I ALONSO Josep, 2008, « La inmigración española y su inmediato futuro », *Cuadernos de Información Económica*, n° 205, p. 1‑4.

OLLION Étienne et BOELAERT Julien, 2015, « Au-delà des big data. Les sciences sociales et la multiplication des données numériques », *Sociologie*, vol. 6, n° 3, p. 295‑310.

OSMONT Annik, 1987, « Stratégies familiales, stratégies résidentielles en milieu urbain : un système résidentiel dans l'agglomération dakaroise » dans Emile LE BRIS, Annik OSMONT, Alain MARIE et Alain SINOU, *Famille et résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Villes et Entreprises »), p. 115‑176.

OSO CASAS Laura, 2006, « Prostitution et immigration des femmes latino-américaines en Espagne », *Cahiers du Genre*, n° 40, p. 91‑113.

PACHECO Ríos et GLADYS Elsa, 2016, *Idas y venidas: El flujo migratoria entre Colombia y Venezuela*, Caracas, Universidad Militar Nueva Granada, (coll. « Gestion de Organizaciones »), 55 p.

PARADEISE Catherine, 1990, « Les théories de l'acteur », *Cahiers français*, spécial « Découverte de la sociologie », p. 31‑37.

PASCUAL DE SANS Angels, 1983, « Connotaciones ideológicas en el concepto de retorno de migrantes », *Papers. Revista de Sociologia*, vol. 20, p. 61‑71.

PASCUAL DE SANS Angels, DE MIGUEL LUKEN Veronica et SOLANA SOLANA Miguel, 2007, *Redes Sociales de Apoyo. La inserción de la población extranjera*, Bilbao, Fundación BBVA, 322 p.

PAUL Anju Mary, 2011, « Stepwise International Migration : A Multistage Migration Pattern for the Aspiring Migrant », *American Journal of Sociology*, vol. 116, n° 6, p. 1842‑1886.

PECAUT Daniel, 2008, *Les FARC, une guérilla sans fins ?*, Lignes de Repères, Paris, 170 p.

PECAUT Daniel, 2001, « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahiers des Amériques Latines*, vol. 36, n° 1, p. 65‑91.

PFIRSCH Thomas, 2009, « Proximité familiale et organisation résidentielle de la parentèle dans les élites d'une ville d'Europe du Sud. L'exemple de Naples », *Articulo - Journal of Urban Research*, n° 1.

https://articulo.revues.org/1052

PICAZO Belén, 2015, « Gráficos Los CIE, en cifras », *eldiario.es*, 2015, 14/06/2015, http://www.eldiario.es/desalambre/CIE-cifras_0_398610413.html

PICHE Victor, 2013, « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs », *Population*, vol. 68, n° 1, p. 153‑178.

PICOUET Michel et DOMENACH Hervé, 1987, « Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration », *Population*, vol. 42, n° 3, p. 469‑483.

PIKETTY Thomas, 2015, *L'économie des inégalités*, Paris, La Découverte, (coll. « Repères Economie »), 128 p.

PORTES Alejandro, 1999, « La mondialisation par le bas. L'émergence de communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 129, p. 15‑25.

POULAIN Michel et HERM Anne, 2013, « Le registre de population centralisé, source de statistiques démographiques en Europe », *Population*, vol. 68, n° 2, p. 215‑248.

PRED Allan, 1977, *City systems in advanced societies: past growth, present processes and future development options*, Londres, Wiley, 256 p.

PRED Allan, 1973, *Systems of cities and information flows*, Lund Studies in Geography, Lund, (coll. « Serie B »), 121 p.

PRIGOGINE Ilya, 1997, *Les lois du chaos*, Flammarion., s.l., (coll. « Champs »), 126 p.

PRIGOGINE Ilya et STENGERS Isabelle, 1979, *La Nouvelle Alliance. Métamorphose de la science*, Paris, Gallimard, 439 p.

PUMAIN Denise, 2001, « Villes, agents et acteurs en géographie », *Revue européenne des sciences sociales*, XXXIX, n° 121, p. 81‑93.

PUMAIN Denise et SAINT-JULIEN Thérèse, 1997, *L'analyse spatiale. Localisation dans l'espace*, Paris, Armand Colin, (coll. « Géographie »), 167 p.

PUMAIN Denise, SANDERS Léna et SAINT-JULIEN Thérèse, 1989, *Villes et auto-organisation*, Paris, Economica, 191 p.

PUMAIN Denise, SWERTS Elfie, COTTINEAU Clémentine, VACCHIANI-MARCUZZO Céline, ANTONIO Ignazzi, BRETAGNOLLE Anne, DELISLE François, CURA Robin, LIZZI Liliane et BAFFI Solène, 2015, « Multilevel comparison of large urban systems », *Cybergeo : European Journal of Geography*, n° 706,

https://cybergeo.revues.org/26730

PUMARES FERNÁNDEZ Pablo, GARCÍA COLL Arlinda et ASENSIO HITA Ángeles, 2006, *La movilidad laboral y geográfica de la población extranjera en España*, Madrid, Ministerio de Asuntos Sociales, Observatorio Permanente de las Migraciones 222 p.

PUYANA VILLAMIZAR Yolanda, MOTOA FLÓREZ Ayda Julieth et VIVIEL CASTELLANOS Adriana, 2009, *Entre aquí y allá. Las familias colombianas transnacionales*, Bogota, Fundación Esperanza, 260 p.

QUESNEL André, 2009, « De la communauté territoriale à l'organisation familiale en archipel : la mobilité spatiale des familles rurales en Afrique de l'Ouest et au Mexique » dans Françoise DUREAU et Marie-Antoinette HILY *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 67‑103.

QUESNEL André et DEL REY Alberto, 2004, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (état du Veracruz, Mexique) », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 45, p. 75‑91.

QUINTERO LESMES Doris Cristina, 2016, « Transformaciones territoriales de las migraciones internas de los latinoamericanos en España en tiempos de crisis económica », *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, 2016, XX, n° 549.

http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-549-3.pdf

RAVENSTEIN Ernst G., 1885, « The Laws of Migration », *Journal of the Statistical Society of London*, vol. 48, n° 2, p. 167‑235.

RAZY Élodie et BABY-COLLIN Virginie, 2011, « La famille transnationale dans tous ses états », *Autrepart*, vol. 1, n° 57‑58, p. 7‑22.

REA Andrea, 2013, « Les nouvelles figures du travailleur immigré : fragmentation des statuts d'emploi et européanisation des migrations », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 29, n° 2, p. 15‑35.

REAL DECRETO, 2013, « Anteproyecto de real decreto por el que se aprueba el reglamento de funcionamiento y régimen interior de los centros de estancia controlada de extranjeros », *Web.archive.org*,
http://web.archive.org/web/20130921054148/http://www.interior.gob.es/file/56/56404/56404.pdf

REBORRATI Carlos, 1986, *Se fue a volver. Seminario sobre las migraciones temporales en América Latina*, Mexico, PISPAL/CIUDAD/CENEP, 595 p.

RECAÑO VALVERDE Joaquín, 2010, « Las migraciones internas de retorno en España. De la óptica individual a la dimensión familiar », *Papers. Revista de Sociologia*, vol. 95, n° 3, p. 701‑729.

RECAÑO VALVERDE Joaquín, 2002, « La movilidad geográfica de la población extranjera en España », *Cuadernos de Geografía de la Universidad de Valencia*, vol. 72, p. 135‑156.

RECAÑO VALVERDE Joaquín, GIL-ALONSO Fernando et BAYONA-I-CARRASCO Jordi, 2016, « Respuestas migratorias a la crisis económica: impactos sociodemográficos y territoriales. Presentación », *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, XX, n° 549‑1, p. 1‑6.

RECAÑO VALVERDE Joaquín et JÁUREGUI DÍAZ José Alfredo, 2014, « Emigración exterior y retorno de latinoamericanos desde España. Una visión desde las dos orillas (2002-2012) », *Notas de Población*, n° 99, p. 177‑240.

RECAÑO VALVERDE Joaquín, SÁNCHEZ BARRIGA Carolina et RIVERA SEPÚLVEDA Vivian Natalia, 2013, « Una metodología para la estimación de la emigración internacional a partir del registro administrativo de control de fronteras de Migración Colombia », *Notas de Población*, vol. 97, p. 155‑204.

REHER David Sven et REQUENA Miguel, 2009, *Las múltiples caras de la inmigración en España*, Madrid, Alianza Editorial, 321 p.

REHER David Sven, REQUENA Miguel et ROSERO-BIXBY Luis, 2009, « Ecuatorianos en España » dans David-Sven REHER et Miguel REQUENA *Las múltiples caras de la inmigración en España*, Madrid, Alianza Editorial, p. 117‑152.

REHER David Sven et SÁNCHEZ ALONSO Blanca, 2009, « Argentina y España: siglo y medio de intercambios migratorios » dans *Las múltiples caras de la inmigración en España*, Alianza Editorial., Madrid, David-Sven Reher et Miguel Requena, p. 77‑115.

REQUENA Miguel et REHER David Sven, 2009, « La reciente experiencia migratoria en España » dans *Las múltiples caras de la inmigración en España*, Alianza Editorial., Madrid, David-Sven Reher et Miguel Requena, p. 289‑321.

REQUENA Miguel et SÁNCHEZ-DOMÍNGUEZ María, 2011, « Las familias inmigrantes en España », *Revista Internacional de Sociología. RIS*, La inmigración en España: perspectivas innovadoras, Monográfico N°1, p. 79‑104.

RESTREPO VÉLEZ Ofelia, 2006, *Mujeres colombianas en España: Historias, inmigración y refugio*, Bogota, Pontificia Universidad Javeriana, Thèse d'Anthropologie, 210 p.

REZAEI Shahamak et GOLI Marco, 2011, « Should I stay or should I go? The emigrating immigrants », *International Journal of Business and Globalization*, vol. 6, n° 3‑4, p. 229‑250.

RICE John G. et OSTERGREN Robert C., 1978, « The Decision to Emigrate: A Study in Diffusion », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, vol. 60, n° 1, p. 1‑15.

RITCHOT Gilles, 2014, *Cinq conférences. De l'essai à l'œuvre*, Paris, L'Harmattan, 116 p.

RITCHOT Gilles, 2011, *La morphogenèse de Rome. De la discontinuité première au débordement actuel*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Géographies en liberté »), 600 p.

RITCHOT Gilles, 1975, *Essais de géomorphologie structurale*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 388 p.

RIVAS Medardo, 1885, *Obras, vol. II*, Bogota, Fernando Pontón, 421 p.

ROBETTE Nicolas, 2012a, « Les espaces de vie individuels : de la géographie à une application empirique en démographie », *Cybergeo : European Journal of Geography*, n°605.

https://cybergeo.revues.org/25332

ROBETTE Nicolas, 2012b, « L'espace de vie : un outil d'exploration des processus démographiques » dans Catherie BONVALET et Éva LELIEVRE *De la famille à l'entourage*, Paris, INED, (coll. « Grandes enquêtes »), p. 239‑248.

RÓDENAS Carmen et MARTÍ Mónica, 2006, « Reinterpretando el crecimiento de la movilidad en España: la población extranjera y las migraciones repetidas », *Cuadernos Aragoneses de Economía*, vol. 16, n° 1, p. 37‑59.

RODRÍGUEZ VIGNOLI Jorge, 2002, *Distribución territorial de la población en América latina y el Caribe : tendencias, interpretaciones y desafíos par las políticas públicas*, Santiago du Chili, CELADE, (coll. « serie Población y Desarrollo »), 8 p.

ROGERS Andrei et WILLEKENS Frans, 1986, *Migration and Settlement: A Multiregional Comparative Study*, Boston, Springer Netherlands, 497 p.

ROLLAND Denis et TOUZALIN Marie-Hélène, 1995, « Un miroir déformant ? Les Latino-Américains à Paris depuis 1945 » dans Antoine MARES et Pierre MILZA *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 263‑291.

ROSENTAL Paul-André, 1999, *Les sentiers invisibles. Espace, familles et migrations dans la France du 19e siècle*, Paris, EHESS, 257 p.

ROSENTAL Paul-André, 1996, « Construire le "macro" par le "micro : Fredrik Barth et la microstoria » dans Jacques REVEL *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard Le Seuil, (coll. « Hautes Études »), p. 141‑159.

RUBIN Morton, 1961, « Migration Patterns of Negroes from a Rural Northeastern Mississipi Community », *Social Forces*, vol. 39, n° 1, p. 59‑66.

SAENZ Mariana et LEWER Joshua, 2015, « Colombian Emigration by Administrative Regions », *IZA Institute for de Study of Labor. Discussion paper*, n° 9514.

https://www.econstor.eu/bitstream/10419/125027/1/dp9514.pdf

SAINT-JULIEN Thérèse, 2015, « Diffusion spatiale », *www.hypergeo.eu*

http://www.hypergeo.eu/spip.php?article11#

SANABRIA MORA Helena, 2008, « Los inmigrantes colombianos en España: trayectorias y perspectivas », *Real Instituto Elcano. Documento de trabajo*, n° 35, p. 1‑21.

SÁNCHEZ ALONSO Blanca, 2011, « La política migratoria en España. un análisis de largo plazo », *Revista Internacional de Sociología. RIS Monográfico*, n° 1, p. 243‑268.

SANDERS Léna, 1992, *Système de villes et synergétique*, Paris, Anthropos, (coll. « Villes »), 274 p.

SARDÀ Jordi, 2014, *La economía sumergida pasa factura. El avance del fraude en España durante la crisis*, Ministerio de Hacienda Madrid, 48 p.

SARDI PEREA Edgar, 2007, « Cambios sociodemográficos en Colombiea : periodo intercensal 1993-2005 », *ib. Revista de la información básica*, vol. 4, n° 2, p. http://www.dane.gov.co/revista_ib/html_r4/articulo2_r4.htm

SASSEN Saskia, 2013, « L'essor des villes mondiales et la nouvelle demande de main d'oeuvre » dans Victor PICHE *Les théories de la migration*, Paris, INED, (coll. « Les manuels. Textes fondamentaux »), p. 207‑248.

SCHAEFFER Fanny, 2009, « La circulation migratoire, révélatrice de la structuration sociospatiale du champ migratoire marocain » dans Laurent FARET et Geneviève CORTES *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin (coll. « Géographie humaine »), p. 61‑72.

SCHÜTZ Alfred, 1960, « The social world and the theory of social action », *Social Research*, 1960, vol. 27, n° 2, p. 203‑221.

SEMANA.COM, 2010, « España concede asilo por discriminación sexual a Manuel Velandia », *Semana Blogs*

http://www.semana.com/opinion/blogs/entrada-blog/espana-concede-asilo-discriminacion-sexual-manuel-velandia/320554

SEMPERE SOUVANNAVONG Juan David, 2002, « Marroquíes y ecuatorianos en la agricultura intensiva del litoral mediterráneo », *Cuadernos de Geografía de la Universidad de Valencia*, vol. 72, p. 173‑190

SIERRA-PAYCHA Celio, 2016a, « Mobiliser l'analyse de trajectoires pour étudier la complexité d'un champ migratoire. Le cas des parcours migratoires de Colombiens installés en Espagne » dans Philippe CORDAZZO et Eva LELIEVRE *Construire et analyser les trajectoires en démographie*, INED, Paris, (coll. « Documents de travail »), p. 23‑44.

SIERRA-PAYCHA Celio, 2016b, « Le rôle des liens faibles dans l'insertion résidentielle des Colombiens en Espagne (2007) : une approche par le groupe de corésidents » dans Laurent CAILLY et Françoise DUREAU *Les espaces du logement : pratiques habitantes et politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Habitat et sociétés »), p. 101‑115.

SIERRA-PAYCHA Celio, 2016c, « La circulation au sein de l'espace résidentiel de la famille. Le cas des familles de migrants colombiens en Espagne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 32, n° 1, p. 183‑209.

SIERRA-PAYCHA Celio, 2016d, « Les pères et mères migrants dont les enfants mineurs vivent à l'étranger. Un regard sur les parentalités transnationales depuis l'Espagne (2007) », Communication présentée au *XIXème Colloque de l'Association Internationale des Démographes de Langue Française* « Configurations et dynamiques familiales », Strasbourg.

SIERRA-PAYCHA Celio, 2016e, « Les dynamiques du champ migratoire colombo-espagnol en temps de crise », *Autrepart*, n° 77, p. 143‑164.

SIERRA-PAYCHA Celio, 2015, « Un regard statistique sur la visibilité des migrantes dans l'espace public en Espagne. Participation associative et participation aux élections municipales », *Hommes et migrations*, n° 1311, p. 93‑102.

SIERRA-PAYCHA Celio, 2014, « La dinámica espacial y demográfica de un sistema migratorio en contexto de crisis: el caso de los colombianos en España a partir de la estadística de variaciones residenciales (2005-2012) », Communication présentée au *XIV Congreso de Población*, Séville.

SIERRA-PAYCHA Celio, 2011, *Les dynamiques d'engagement des étudiants dans la gauche révolutionnaire colombienne dans les années 1960-1980*, Paris, Université Paris 3, Mini-mémoire d'Histoire contemporaine, 50 p.

SIMMEL Georg, 1911, *La philosophie de l'aventure*, Paris, L'Arche, (coll. « Tête à tête »), 120 p.

SIMMONS Alan B., 2013, « Expliquer les migrations : une théorie à la croisée des chemins » dans Victor PICHE *Les théories de la migration*, Paris, INED, (coll. « Manuels »), p. 61‑81.

SIMON Gildas, 2015, *Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique*, Paris, Armand Colin, 816 p.

SIMON Gildas, 2009, « Introduction. Des rythmes et des Lieux » dans Geneviève CORTES et Laurent FARET *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin, (coll. « Sciences humaines & sociales »), p. 55‑59.

SIMON Gildas, 2002a, « Les migrations internationales », *Population et Sociétés*, n° 382, p. 1‑4.

SIMON Gildas, 2002b, « Penser globalement les migrations », *Projet*, n° 272, n° 4, p. 37‑45.

SIMON Gildas, 1979, *L'Espace des Travailleurs Tunisiens en France (structures et fonctionnement d'un champ migratoire international)*, Poitiers, Université de Poitiers, Thèse de Géographie, 426 p.

SJAASTAD Larry A., 1962, « The Costs and returns of Human Migration », *Journal of Political Economy*, vol. 70, n° 5, p. 80‑93.

SOUCHAUD Sylvain et BAENINGER Rosana, 2009, « Etudier les liens entre les migrations intérieures et internationales en suivant les trajectoires des Boliviens au Brésil », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n° 1, p. 195‑213.

STANEK Mikolaj, 2009, « Los inmigrantes rumanos y búlgaros en España: perfiles sociodemográficos y pautas migratorias » dans David-Sven REHER et Miguel REQUENA *Las múltiples caras de la inmigración en España*, Madrid, Alianza Editorial, p. 217‑250.

STEVENS Peter S., 1978, *Les formes dans la nature*, Paris, Seuil, 231 p.

STOUFFER Samuel, 1940, « Intervening Opportunites: A Theory Relating Mobility and Distance », *American Sociological Review*, vol. 5, n° 6, p. 845‑867.

TAPIA LADINO Marcela et GONZÀLVEZ TORRALBO Herminia, 2013, « Me voy a España a trabajar...Familias migrantes colombianas, remesas económicas y relaciones en un contexto transnacional », *Revista de Antropología Chilena*, vol. 45, n° 2, p. 333‑347.

TARRIUS Alain, 2002, *La Mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, (coll. « Voix et regards »), 168 p.

TARRIUS Alain, 1996, « Territoires circulatoires des migrants et espaces européens » dans Monique HIRSCHHORN et Jean-Michel BERTHELOT *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation?*, Paris, L'Harmattan, (coll. « Villes et Entreprises »), p. 93‑100.

THIERRY Xavier et WIELKI André, 2009, « Statistiques des flux d'immigration en France. Année 2008 », *INED*.

https://statistiques_flux_immigration.site.ined.fr/fichier/s_rubrique/19926/immigration08.fr.pdf

THIETART Raymond-Alain, 2000, « Management et complexité : Concepts et théories », *Cahier, Centre de Recherche DMSP*, n° 282, p. 1‑22.

THOM René, 1972, *Stabilité structurelle et morphogénèse*, Paris, InterEditions, 358 p.

THOMAS Robert et HUNTER John, 1980, *Internal Migration Systems in the Developing World*, Boston, Schenkman Books, 186 p.

TILLY Charles, 1992, « Transplanted networks » dans Virginia YANS MCLAUGHLIN *Immigration reconsidered : history, sociology, and politics*, New York, Oxford University Press, p. 79‑95.

TILLY Charles et BROWN C. Harold, 1967, « On uprooting, kinship and the Auspices of Migration », *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 8, p. 139‑164.

TOMA Sorana et CASTAGNONE Eleonora, 2015, « Quels sont les facteurs de migration multiple en Europe? Les migrations sénégalaises entre la France, l'Italie et l'Espagne », *Population*, vol. 70, n° 1, p. 69‑102.

TORRES Alejandro, 2011, « La crisis colombiana de finales del siglo XX: ¿Un choque real o financiero? », *Perfil de Coyuntura Económica*, n° 18, p. 79‑96.

TORRES Camilo, 1968, *Ecrits et Paroles*, Paris, Seuil, 319 p.

TURING Alan M., 1952, « The Chemical Basis of Morphogenesis », *Philosophical Transactions of the Royal Society of London. Series B, Biological Sciences*, vol. 237, n° 641, p. 37‑72.

VALENTE Paolo, 2010, « Comment la population est-elle recensée dans les pays européens en 2010? », *Population et Sociétés*, n° 467, p. 1‑4.

VERNOT Paola, 2005, *Vies en exil. Des Colombiens à Paris*, Paris, Caractères, (coll. « Idées et formes d'Art »), 120 p.

VILLARRAGA ORJUELA Hernán, 2009, « Inmigración colombiana en España: Un estado del arte », *Revista Sociedad y Economía*, n° 17, p. 35‑50.

VIRUELA MARTÍNEZ Rafael, 2016, « La movilidad geográfica de búlgaros y rumanos durante la Gran Recesión en España », *Documents d'anàlisi geogràfica*, vol. 62, n° 1, p. 183‑206.

WALDINGER Roger, 1994, « The Making of an Immigrant Niche », *International Migration Review*, vol. 28, n° 1, p. 3‑30.

WEBER Florence, 2013, *Penser la parenté aujourd'hui: la force du quotidien*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, (coll. « Sciences sociales »), 262 p.

WEBER Serge, 2004, « De la chaîne migratoire à la migration individuelle des Roumains à Rome », *Hommes et migrations*, n° 1250, p. 38‑48.

WILSON Kenneth et PORTES Alejandro, 1980, « Immigrant Enclaves: An Analysis of the Labor Market Experiences of Cubans in Miami », *American Journal of Sociology*, vol. 86, n° 2, p. 295‑319.

YEPEZ Isabel, LEDO Carmen et MARZADRO Mirko, 2011, « « Si tu veux que je reste ici, il faut que tu t'occupes de nos enfants ! » Migration et maternité transnationale entre Cochabamba (Bolivie) et Bergame (Italie) », *Autrepart*, vol. 1, n° 57‑58, p. 199‑213.

ZELINSKY Wilbur, 1971, « The Hypothesis of the Mobility Transition », *Geographical Review*, vol. 61, n° 2, p. 219‑249.

ZELLNER Arnold, HONG Chansik et MIN Chung-Ki, 1991, « Forecasting turning points in international output growth rates using Bayesian exponentially weighted autoregression, time-varying parameter, and pooling techniques », *Journal of Econometrics*, vol. 49, n° 1‑2, p. 275‑304.

ZIPF George Kingsley, 1946, « The P1 P2/D Hypothesis: On the intercity Movement of Persons », *American Sociological Review*, vol. 11, n° 6, p. 677‑686.

ZLOTNIK Hania, 2003, « Théories sur les migrations internationales » dans Graziella CASELLI, Jacques VALLIN et Guillaume WUNSCH, *Démographie : analyse et synthèses IV Les déterminants de la migration*, Paris, INED, p. 55‑78.

Liste des figures

Figure 1 Flux annuels d’arrivées et de départs de Colombiens vers/depuis l’Espagne de 1988 à 2014 et définition des cohortes de Colombiens enquêtés dans l’ENI (Source : INE, EVR 1988-2014) 11

Figure 2 Structure de la thèse et objectifs des différentes parties 16

Figure 1.1 Evolution du taux de chômage et du revenu intérieur brut par habitant en Colombie et en Espagne de 1980 à 2012 (Source : banque mondiale) 24

Figure 1.2 Nombre de personnes nées en Colombie résidant en Espagne (Source : INE, recensements 1991, 2001, 2011 ; *padrón* 1998-2014) 41

Figure 1.3 Flux d'arrivées et de départs vers/depuis l'Espagne de personnes nées en Colombie (Source : INE, EVR, 1988-2014) 41

Figure 2.1 Formulaire d'inscription au registre de population madrilène (Source : sede.madrid.es) 55

Figure 2.2 Extrait 1 du questionnaire du recensement colombien 2005 (Source : DANE) 58

Figure 2.3 Extrait 2 du questionnaire du recensement colombien de 2005 (Source : DANE) 59

Figure 2.4 Extrait du questionnaire du recensement espagnol de 2011 (Source : INE) 62

Figure 2.5 Extrait du questionnaire de l'ENI (Source : INE) 67

Figure 2.6 Diversité des liens pour lesquels sont collectées des informations dans l'ENI selon la proximité du lien avec l'enquêté 75

Figure 3.1 Conjonctures démographiques en Colombie et en Espagne de 1985 à 2014 (sources : calculs de l’auteur d’après les données agrégées de l’INE et du DANE) 87

Figure 3.2 Chronologie du contexte colombien 93

Figure 3.3 Personnes déplacées de force, victimes de massacres et actions de groupes armés illégaux (Source: Registro Único de Poblaciones Despalazadas 2011 ; Policía Nacional 2011 ; Boletines diarios del Departamento Adminstrativo de Seguridad) 98

Figure 3.4 Chronologie du contexte espagnol 130

Figure 3.5 Évolution de la structure de l'économie espagnole de 1970 à 2010 (Sources : INE, *Contabilidad Nacional*, *Encuesta de Población Activa*) 134

Figure 4.1 Répartition des régions de naissance en Colombie selon la cohorte d’arrivée en Espagne (Source : INE, ENI 2007) 142

Figure 4.2 Caractéristiques des parcours migratoires des Colombiens selon la cohorte d’arrivée en Espagne (Source : INE, ENI 2007) 144

Figure 4.3 Répartition des Colombiens enquêtés dans l’ENI selon leur région de naissance en Colombie, pour des migrants ayant effectué des trajectoires au sein du couple migratoire et pour ceux ayant effectué des trajectoires en dehors du couple migratoire (Source : INE, ENI, 2007) 146

Figure 4.4 Contribution de la Colombie aux immigrations colombiennes en Espagne selon l'année (Source : INE, EVR, 1988-2014) 156

Figure 4.5 Les différentes ressources sociales selon la proximité du lien de parenté 159

Figure 4.6 Proportion de personnes migrant en Espagne pour différents motifs selon la période d'arrivée (Source : INE, ENI, 2007 ; champ : Colombiens ayant effectué un parcours migratoire direct).....170

Figure 4.7 Arbre représentant la classification ascendante hiérarchique réalisée à partir des motifs des migrations (Source : INE, ENI, 2007 ; champ : ensemble des Colombiens).....171

Figure 4.8 Analyse de la composition de la classification ascendante hiérarchique réalisée à partir des motifs des migrations et répartition des classes selon la cohorte d'arrivée en Espagne (Source : INE, ENI 2007).....172

Figure 4.9 Analyse des correspondances multiples sur les parcours migratoires des Colombiens (Source : INE, ENI 2007 ; effectifs : 1029).....177

Figure 5.1 Courbes de Lorenz de répartition des arrivées de Colombiens en Espagne selon les provinces espagnoles (source : INE, EVR 1998-2000, *Padrón* 1998-2000).....189

Figure 5.2 Composition des corésidents des Colombiens installés en Espagne (Source : INE, ENI 2007).....198

Figure 5.3 Répartition des ménages colombiens selon le type de corésidents (source : INE, ENI 2007).....199

Figure 5.4 Composition des ménages de type « famille élargie » (source : INE, ENI 2007).....199

Figure 5.5 Répartition des types de ménage pour chaque cohorte d'arrivée (source : INE, ENI, 2007).....201

Figure 5.6 Antériorité moyenne (en années) de la migration des corésidents sur celle d'Ego pour chaque cohorte et chaque type de ménage (source : INE, ENI 2007).....202

Figure 5.7 Répartition des statuts d'occupation des Colombiens au sein de chaque cohorte (source : INE, ENI, 2007).....203

Figure 5.8 Indices de spécialisation professionnelle selon le lieu de naissance pour les hommes (Source : INE, ENI 2007, Recensement espagnol 2011).....211

Figure 5.9 Indices de spécialisation professionnelle selon le lieu de naissance pour les femmes (Source : INE, ENI 2007, Recensement espagnol 2011).....212

Figure 6.1 : Pyramide des âges des migrants colombiens en Espagne enquêtés par l'ENI (Source : INE, ENI, 2007).....232

Figure 6.2 : Répartition des migrants colombiens selon la situation matrimoniale pour chaque groupe d'âge (source : ENI 2007).....233

Figure 6.3 : Distribution des migrants colombiens en Espagne selon la taille de leur famille (source : INE, ENI 2007).....235

Figure 6.4 : Composition moyenne du réseau familial selon l'âge (source : INE, ENI, 2007).....235

Figure 6.5 : Composition moyenne du réseau familial corésident des migrants colombiens en Espagne (source : INE, ENI, 2007).....238

Figure 6.6 Répartition des types de dispersion familiale des Colombiens au moment de l'enquête (source : INE, ENI 2007).....239

Figure 6.7 Proportion de personnes envoyant de l'argent à des proches à l'étranger selon le type de destinataire (source : INE, ENI 2007, champ 1 : Colombiens envoyant de l'argent régulièrement à

des proches à l'étranger, champ 2 : Colombiens envoyant de l'argent régulièrement à des proches à l'étranger lorsque le destinataire en question vit effectivement en Colombie) 252

Figure 6.8 Proportion de personnes interagissant avec la Colombie selon la durée de l'étape migratoire en Espagne (source : INE, ENI 2007) 256

Figure 7.1 Taux d'accroissement annuel de la population née en Colombie vivant en Espagne (source : INE, EVR 2006-2014, Padrón 2006-2014) 277

Figure 7.2 Flux d'immigration et d'émigration (au sens de sorties du registre) de Colombiens en Espagne (source : INE, EVR 2005-2012) 277

Figure 7.3 Taux annuel d'immigration/de sorties du registre/de migration intermunicipale/d'émigration connue de personnes nées en Colombie pour 10000 habitants nés en Colombie résidant en Espagne 278

(source : INE, EVR 2006-2014, Padrón 2006-2014) 278

Figure 7.4 Trajectoires de l'indice de Gini et du Rho de Spearman des arrivées colombiennes en Espagne selon la province et sa population résidente (source : INE, EVR 1998-2014, Padrón 1998-2014) 282

Figure 7.5 Soldes migratoires colombiens entre les communautés autonomes (source : INE, EVR 2005-2012) 287

Figure 7.6 Retours et ré-émigrations de Colombiens depuis l'Espagne (source : INE, EVR 2002-2014) 289

Figure 7.7 Répartition par âge et par sexe des migrations colombiennes selon la direction du flux migratoire (source : INE, EVR 2005-2012) 295

Figure 7.8 Pyramide des âges des Colombiens migrant vers l'Espagne (source : INE, EVR 2005-2012) 296

Figure 7.10 Pyramide des âges des Colombiens ré-émigrant (source : INE, EVR 2005-2012) .. 297

Figure 7.11 Pyramide des âges des Colombiens quittant l'Espagne pour la Colombie (source : INE, EVR 2005-2012) 297

Figure 8.1 La représentation simpliste des parcours migratoires 305

Figure 8.2 Répartition des migrants en Espagne selon la configuration spatiale de leur parenté (source : INE, ENI 2007 champ : ensemble des enquêtés de l'ENI) 307

Figure 8.3 Typologie des pays concernés par la ramification des systèmes migratoires depuis l'Espagne 318

Figure 3 Typologie des parcours selon les conséquences sur la structure 334

Figure 4 Typologie des parcours selon l'autonomie relativement à la structure 334

Figure 5 Typologie des actions selon l'autonomie et les conséquences relativement à la structure 335

Liste des cartes

Carte 1.1 Trajectoire de Pablo (Source : terrain exploratoire 2014)..... 29

Carte 1.2 Stock de personnes nées en Colombie résidant au Venezuela, aux États-Unis et en Espagne au début des années 1990, 2000 et 2010..... 40

Carte 3.1 Distribution des Colombiens dans le monde en 2005 et en 2014 (Source : DANE, Censo 2005 ; Colombia.com, Résultats du premier tour des élections présidentielles de 2014) 91

Carte 3.2 Aires historiques de peuplement et destinations internationales du système migratoire colombien..... 104

Carte 3.3 Estimations des populations municipales en 2012 (Source : DANE, projections Censo 2005)..... 106

Carte 3.4 Bassins migratoires des quatre métropoles en 1993 (Source : Gouëset et Mesclier, 2007) 107

Carte 3.5 Bassin migratoire de Medellin en 2005 (Source : DANE, Censo 2005) 110

Carte 3.6 Bassin migratoire de Cali en 2005 (Source : DANE, Censo 2005) 111

Carte 3.7 Bassin migratoire de Barranquilla en 2005 (Source : DANE, Censo 2005)..... 112

Carte 3.8 Bassin migratoire de Bogota en 2005 (Source : DANE, Censo 2005) 113

Carte 3.9 Lieux d'origine des migrants vivant au Venezuela (Source : DANE, Censo 2005) 116

Carte 3.10 Lieux d'origine des migrants vivant en Espagne (Source : DANE, Censo 2005)..... 117

Carte 3.11 Lieux d'origine des migrants vivant aux États-Unis (Source : DANE, Censo 2005) . 118

Carte 3.12 Typologie du territoire colombien selon l'attraction exercée par les quatre villes et les trois pays d'émigration (Source : DANE, Censo 2005)..... 121

Carte 4.1 Distribution des étapes migratoires hors « couple migratoire » précédant l'installation en Espagne selon le pays de l'étape (Source : INE, ENI, 2007)..... 147

Carte 4.2 Superposition des 76 routes migratoires différentes empruntées par les Colombiens pour se rendre en Espagne (Source : INE, ENI, 2007) 149

Carte 4.3 Pays de résidence (hors couple migratoire) en 2001 des Colombiens recensés en 2011 en Espagne (Source : INE, Recensement espagnol, 2011)..... 150

Carte 4.4 Distribution des étapes migratoires précédant l'installation en Espagne selon le pays de l'étape pour différentes cohortes d'arrivée (Source : INE, ENI, 2007) 151

Carte 4.5 Analyse de la contribution des autres pays du champ migratoire colombien au peuplement de l'Espagne (Source : INE, EVR, 1997-2007)..... 153

Carte 5.1 Provinces espagnoles d’arrivée des Colombiens (source : INE, EVR 1998-2007, *Padrón* 1998-2007) 191

Carte 6.1 : Pays de résidence de la famille des Colombiens installés en Espagne 240

Carte 6.2 Distribution des séjours de plus de quatorze nuits effectués en 2011 par des Colombiens installés en Espagne selon le pays de séjour (source : INE, Recensement espagnol 2011) 251

Carte 7.1 Contributions des pays tiers à l’immigration colombienne en Espagne (source : INE, EVR 2008-2014) 281

Carte 7.2 Provinces espagnoles d’arrivée des Colombiens (source : INE, EVR 2007-2013, Padrón 2007-2013)..... 283

Carte 7.3 Destinations des ré-émigrations colombiennes depuis l'Espagne (source : INE, EVR 2005-2012)..... 292

Carte 8.1 L’anisotropie du processus de ramification à l’échelle mondiale (source : INE, EVR 2008-2014, ENI 2007)..... 320

Carte 8.2 L’anisotropie du processus de ramification à l’échelle européenne (source : INE, EVR 2008-2014, ENI 2007)..... 322

Liste des encadrés

Encadré 1.1 La migration comme mouvement de particules mues par des forces 25
Encadré 1.1 La migration comme mouvement de particules mues par des forces (suite) 26
Encadré 1.2 Le principe de causalité non-déterministe 31
Encadré 1.3 Un espace anisotrope fait d'opportunités 32
Encadré 1.4 *A* « *moving pattern of his own* » : à chaque individu son espace des possibles 33
Encadré 1.4 *A* « *moving pattern of his own* » : à chaque individu son espace des possibles (suite) 34
Encadré 1.5 In-order-to motive et because-motive 36
Encadré 1.6 L'exceptionnel normal 36
Encadré 1.7 Les différents effets de composition sur la structure selon Raymond Boudon (Boudon et Bourricaud 1982, p. 19). 37
Encadré 1.8 Le concept d'émergence 42
Encadré 1.9 L'auto-organisation 42
Encadré 1.10 Le système de villes comme auto-organisation 46
Encadré 1.11 Morphogenèse 48
Encadré 2.1 Comment se représenter l'appartenance spatiale des individus ? 64
Encadré 2.2 Les différents lieux du système résidentiel familial reliés par des circulations 69
Encadré 3.1 Les migrations internationales et l'analyse des dynamiques urbaines 103
Encadré 3.2 L'attractivité exercée par les villes et les pays sur Viterbo (Source : DANE, Censo 2005) 119
Encadré 4.1 Un exemple de migration colombienne du Venezuela vers l'Europe (Source : terrain exploratoire 2014) 152
Encadré 4.2 Un exemple de migration bogotaine de la Belgique vers l'Espagne 155
(Source : terrain exploratoire 2014) 155
Encadré 4.3 Un exemple de migration familiale « échelonnée » dans le temps (source : Echeverri Buriticá 2014, p. 15) 165
Encadré 4.4 Un exemple de femme « pionnière » (source : *Ibid.*, p. 10) 166
Encadré 4.5 Quels emplois occupaient les migrants en Colombie ? (source : Actis 2009, p. 158‑159) 169
Encadré 4.6 Des exemples d'aventurières (source : Restrepo Vélez 2006, p. 36‑37) 174
Encadré 4.7 Un exemple de parcours initié suite à une persécution à caractère politique 175
Encadré 4.8 Deux exemples de migration suite à des violences homophobes (source : Bazurto Botero 2015, p. 134; Semana.com 2010). 176
Encadré 5.1 Indice de Gini 188
Encadré 5.2 Les pratiques d'hébergement et de cohabitation avec des liens faibles pour les migrants originaires de la région caféière (source : Gincel 2007, p. 36‑37) 207

Encadré 5.3 Un exemple d'insertion résidentielle sans hébergement par des liens faibles (source : terrain exploratoire 2014)..... 208

Encadré 5.4 Le large spectre du *care*..... 213

Encadré 5.5 Le réseau migratoire conduit-il les Colombiens à travailler dans les niches professionnelles de la construction et du *care* ? Revue des situations dans les différents pôles du système migratoire..... 222

Encadré 6.1 A quoi sert l'argent envoyé par les migrants en Colombie ? (source : d'après Cordoba 2014 p.vi; Bedoya Rangel et Jáuregui Díaz 2016)..... 253

Encadré 7.2 La représentation « classique » du turning point (Tiré d' Abbott 2009, p. 15‑21). 274

Encadré 7.3 Le calcul des taux démographiques à partir des données du *Padrón* 275

Encadré 7.3 (suite) Le calcul des taux démographiques à partir des données du *Padrón* 276

Encadré 7.4 L'attrait pour Barcelone, un exemple des recompositions spatiales des arrivées au profit des grandes métropoles (source : INE, EVR, 1998-2014)..... 285

Encadré 7.5 Des exemples de projet de retour et de ré-émigration (source : Echeverri Buriticá 2014, p. 20)..... 289

Encadré 7.6 Des exemples de projet d'immobilité en Espagne (Escobar Blanco 2016, p. 205) 294

Liste des tableaux

Tableau 2.1 Typologie des secteurs d'activité agrégés à partir des secteurs d'activités détaillées (Source : INE, ENI 2007) 72

Tableau 2.2 Exemple de réponse au questionnaire du recensement colombien à partir du cas de Pablo 73

Tableau 2.3 Synthèse des bases de données quantitatives mobilisées 77

Tableau 2.4 Distribution des bases de données selon le chapitre de leur emploi et les traitements effectués 78

Tableau 3.1 Estimations de la population née en Colombie vivant à l'étranger (Source : Garay Salamanca et Medina Villegas 2007 p. 32 à partir des données des recensements colombiens) ... 88

Tableau 3.2 Population de migrants internes et de non-migrants dans les quatre principaux municipes colombiens (Source : DANE, Censo 2005) 108

Tableau 3.3 Part des quatre métropoles parmi les origines des migrants internationaux (Source : DANE, Censo 2005) 115

Tableau 3.4 Composition des classes de la typologie issue de la CAH (Source : DANE, Censo 2005) 122

Tableau 3.5 Proportions et effectifs en millions d'habitants de la population résidente en Espagne née à l'étranger (Source : INE, Padrón 1996-2006) 127

Tableau 3.6 Répartition de la population résidente en Espagne née l'étranger par continent de naissance selon l'année (Source : INE, Padrón 1996-2006) 129

Tableau 4.1 Régression logistique sur le fait d'avoir effectué un parcours en dehors du couple migratoire (Source : INE, ENI 2007, champ : Colombiens, effectifs concernés : 1031) 145

Tableau 4.2 L'évolution des ressources spatiales des migrants selon la période d'arrivée 161

(Source : ENI, 2007, champ 1 : Colombiens n'ayant aucune expérience migratoire préalable ; champ 2 : Colombiens ayant résidé au moins une fois hors couple migratoire) 161

Tableau 4.3 Régression logistique sur le fait d'avoir de la famille nucléaire ou de la fratrie en Espagne par rapport au fait de ne pas en avoir au moment de migrer (Source : INE, ENI 2007, champ : Colombiens n'ayant aucune expérience migratoire préalable, effectifs concernés : 921) 164

Tableau 5.1 Caractéristiques du logement des Colombiens vivant en Espagne au moment de l'enquête (source : INE, ENI 2007) 196

Tableau 5.2 Caractéristiques du premier logement des Colombiens lors de l'arrivée en Espagne (source : INE, ENI 2007) 197

Tableau 5.3 Régression logistique polytomique sur le fait de résider autrement qu'en famille nucléaire formée (Source : INE, ENI 2007, 1031 Colombiens) 204

Tableau 5.4 Régression logistique sur le fait d'avoir eu recours au réseau proche pour se procurer un emploi (champ : les migrants ayant eu un emploi en Espagne et déclaré un mode d'accès au premier emploi. N=9453 personnes, Source : INE, ENI, 2007) 218

Tableau 5.5 Régression logistique sur le fait d'avoir eu recours au réseau proche pour se procurer un emploi (champ : les migrants colombiens ayant eu un emploi en Espagne et déclaré un mode d'accès au premier emploi. N=931 personnes, Source : INE, ENI, 2007) 220

Tableau 5.6 Résultats des tests de Khi-2 (source : INE, ENI, 2007) 224

Tableau 6.1 : Répartition des lieux de résidence des membres de la famille des migrants colombiens en Espagne selon la nature du lien familial (source : ENI 2007) 237

Tableau 6.2 : Répartition des lieux de résidence des membres de la famille des migrants colombiens en Espagne selon le sexe et la nature du lien familial (source : INE, ENI 2007) 242

Tableau 6.3 : Répartition des lieux de résidence des membres de la famille des migrants colombiens en Espagne selon le niveau d'études et la nature du lien familial (source : INE, ENI 2007) 243

Tableau 6.4 : Répartition des lieux de résidence des membres de la famille des migrants colombiens en Espagne selon la nature du lien familial et l'année d'arrivée (source : ENI, 2007) 246

Tableau 6.6 Régression logistique sur le fait de communiquer régulièrement (au moins toutes les semaines) avec la Colombie lorsque on a de la famille nucléaire ou de la fratrie dans ce pays par rapport au fait de ne pas communiquer régulièrement avec elle (ENI 2007, champ : Colombiens ayant au moins un membre de leur famille nucléaire ou de leur fratrie résidant en Colombie, effectifs concernés : 919) 249

Tableau 6.8 Régression logistique sur le fait d'envoyer régulièrement de l'argent à au moins un membre de la famille nucléaire ou de la fratrie résidant à l'étranger (soit en Colombie, soit dans un pays tiers) par rapport au fait de ne pas envoyer de l'argent bien qu'un membre de la famille nucléaire ou des frères et sœurs résident à l'étranger (source : INE, ENI 2007, champ : Colombiens ayant au moins un membre de leur famille nucléaire ou de leur fratrie résidant à l'étranger, soit en Colombie, soit dans un pays tiers, effectifs concernés : 937) 254

Tableau 6.9 Montants des remises envoyées selon le niveau d'étude (Source : INE, ENI 2007) 255

Encadré 7.1 Mesurer les départs des migrants à partir des statistiques de changements résidentiels, précautions méthodologiques (d'après Larramona 2013b; Recaño Valverde et Jáuregui Díaz 2014; Sierra-Paycha 2016e) 272

Tableau 7.1 Répartition des sorties du registres selon la connaissance de la destination pour différents pays de naissance (source : INE, EVR 2002-2014) 272

Tableau 7.2 Destinations des migrants colombiens quittant l'Espagne avant et après la crise (source : INE, EVR 2005-2012) 291

Tableau 7.3 Régression logistique sur les probabilités de ré-émigrer au lieu de retourner (source : INE, EVR 2005-2012) 299

Tableau 8.1 Répartition des différentes appartenances spatiales des migrants selon leur projet migratoire (source : INE, ENI 2007 ; champ : ensemble des enquêtés de l'ENI) 309

Tableau 8.2 Répartition des différents projets migratoires selon les appartenances spatiales des individus (source : INE, ENI 2007, champ : ensemble des enquêtés de l'ENI) 310

Tableau 8.3 Significativité de l'effet global des variables sur les quatre modalités de la variable «projet migratoire à cinq ans » (source : INE, ENI 2007, champ : ensemble des enquêtés) 312

Tableau 8.7 Résultats de la régression logistique polytomique sur les projets migratoires à cinq ans relativement au projet de rester en Espagne (source : INE, ENI 2007 ; champ : ensemble des migrants vivant en Espagne) 313

Tableau 1 Distribution des personnes nées en Colombie selon leur pays de résidence en 2011 (source : EUROSTAT, Census Hub)..... 337

Liste des annexes

Annexe 1 Tableau des personnes enquêtées durant le terrain exploratoire en 2014..... 340

Annexe 1 Tableau des personnes enquêtées durant le terrain exploratoire en 2014 (suite)..... 341

Annexe 2 Carte administrative de la Colombie (source : http://espanol.mapsofworld.com)..... 342

Annexe 3 Carte administrative de l'Espagne (source : www.saberespractico.com)..... 343

Annexe 4 Regroupement des secteurs d'activité à partir des modalités de l'ENI et de ceux du recensement 2011..... 344

Liste des sigles

AUC : *Autodefensas Unidas de Colombia*

CAH : Classification ascendante hiérarchique

CAN : *Comunidad Andina de Naciones*

CELADE : *Centro Latinoamericano y Caribeño de demografía*

CEPAL : *Comisión Económica para América Latina y el Caribe*

CIE : *Centro de Internamiento de Extranjeros*

DANE : *Departamento Administrativo Nacional de Estadística* (Colombie)

ELN : *Ejercito de Liberación Nacional*

ENI : *Encuesta Nacional de Inmigrantes*

EVR : *Estadística de Variaciones Residenciales*

EUROSTAT : *European Statistical System*

FARC : *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*

INE : *Instituto Nacional de Estadísticas* (Espagne)

INED : Institut National d'Études Démographiques (France)

IDUP : Institut de Démographie de l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (France)

M-19 : Movimiento 19 de Abril

ONG : Organisation non gouvernementale

PIB : Produit Intérieur Brut

UE : Union Européenne

UNASUR : *Unión de Naciones Suramericanas*

Liens internet pour accéder aux bases de données

Departamento Administrativo Nacional de Estadística (Colombie):

→Recensement de la population 2005

http://systema59.dane.gov.co/cgibin/RpWebEngine.exe/PortalAction?BASE=CG2005BASICO

Registraduría Nacional del Estado Civil de Colombia :

→Nombre de votants aux élections présidentielles de 2014 dans les consulats à l'étranger
http://www.colombia.com/elecciones/2014/presidenciales/resultados/segunda-vuelta/?D=88

Instituto Nacional de Estadística :

→Recensement de la population 1991
http://www.ine.es/censo91/es/seleccion_ambito.jsp

→Recensement de la population 2001
http://www.ine.es/censo/es/inicio.jsp

→Recensement de la population 2011
http://www.ine.es/censos2011_datos/cen11_datos_microdatos.htm

→*Estadística del Padrón continuo 1996-2014*
http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736177012&menu=resultados&idp=1254734710990

→*Estadística de Variaciones Residenciales 1988-2014*
http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736177013&menu=resultados&secc=1254736195469&idp=1254734710990

→*Encuesta Nacional de Inmigrantes*
http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736177005&menu=resultados&secc=1254736195389&idp=1254735573002

Institut national de la statistique et des études économiques (France) :
→ Recensement de la population
https://www.insee.fr/fr/information/2383215

European Statistical System :
→ *Census hub*
https://ec.europa.eu/CensusHub2/query.do?step=selectHyperCube&qhc=false

Banque mondiale :
→ Données macroéconomiques
http://databank.banquemondiale.org/data/home.aspx

(Liens valides au 1er mai 2017).

English abstract

Morphogenesis of a migration system

Emergence(s), Development(s), Transformation(s) of the Colombia-Spain migration system (1988-2014)

In 1991, 9 343 people born in Colombia were living in Spain. In 2011, this figure increased to 118 148 and reached 379 400 in 2011[209]. From 1998 to 2014, the Spanish Statistics Authority Board recorded the arrival of 457 000 Colombians[210] in comparison with 130 000 departures of Colombians from the country were registered[211] between 2002 and 2014.

The aim of this thesis is to analyze the arrival and departure patterns of Colombians in Spain, not relying on simplifying analytical frameworks based on reasonings in terms of attractive and repulsive factors (Ravenstein 1885; Lee 1966) or gravitational attraction phenomena (Zipf 1946). These macro-analytic models that focus more on structural determinisms rather than taking into account the individual's mobility in its full complexity (Dureau et Hily 2009), seem to reduce the latter to the state of a particle moving from one country to the other as would a body attracted by a mass (Rosental 1999) whereas this study aspires to analyse the movement of more than half a million migrants from Colombia to Spain and from Spain to other horizons, describing these phenomena on an individual scale (Courgeau and Lelièvre 1990).

We view the macro dynamical structure of the Colombian migration system in Spain as issuing from the micro dynamics which generated and reconfigured it. We analyse its emergence at the end of the 1990's, its developments from 2000 to 2007, as well as the transformations observed since the 2008 crisis. Rather than treating migration paths independently of each other, this thesis discloses intelligible processes that relate them to each other, given that these are observable on a meso-social scale. In presenting how pioneering migrants built up the migration system, we show how, once expanded, the Spanish pole of the migration system structured the migration trails of future migrants through a feed-back effect.This thesis therefore implicitly questions the migrants' respective contributions to structuring the migration system and conversely the role of the system in structuring individual migration trails.

Using a system of multiscale observations- integrating macroscopic (census data, population registers) and individual microdata (*Encuesta Nacional de Inmigrantes* 2007)- combined with a multisited data base (Colombian and Spanish sources), led us to a reflection on the "morphogenesis" of a specific migration system, and a confrontation of the empirical input with proposals made in major foundational works in migration studies continually mentioned and discussed throughout this manuscript, such as works by Ernst Georg Ravenstein, Andrew Abbott or Torsten Hägerstrand.

The aim of the first part is to provide the reader with a conceptual and methodological framework, which enables us to analyse and observe how a contemporary migration system can evolve. We first show how macro-analytic models fail to account for both the course of a specific trajectory and the relations of trajectories with each other, after which we aim at consolidating the notion of

[209] According to the Spanish census of 1991, 2001 and 2011.
[210] Unless otherwise stated, by Colombian, we understand a person born in Colombia. According to the birthright in force in Colombia, any person born in Colombia benefits from the Colombian nationality.
[211] Flows are measured in terms of Spanish statistical data for residential changes.

"migration system" (Mabogunje 1970; Fawcett 1989; Kritz, Lim and Zlotnik 1992) with reference to the "self-organizing" hypothesis of the theory of Systems (Pumain, Sanders and Saint-Julien 1989; Thiétart 2000; Dauphiné 2003). A presentation of the methodological apparatus reveals how one can use quantitative data for the study of the developmemt of the Colombian migration system in Spain from 1998 to 2014, taking into account the structural effects and the complexity of individual trajectories.

The second part is dedicated to the emergence of the Colombian migration system in Spain. It describes the stage of its development before the Spanish pole appeared and questions the demographic, economic and urban contexts that might have encouraged the search for better opportunities elsewhere. There is no doubt that the arrival of Colombians can be interpreted in the light of the local structures and economic situations of the two countries at the time. The analysis of spatial resources various groups of migrants were able to access at the time of their departure and that of their former life paths also reveals how adventurous the migration plans of these pioneers were when they left for a new life in Spain.

The third part questions the development mechanisms of the system by discussing the Colombians' geographic implantation, their positions in various professional sectors, as well as the migration population flow, the flow of goods, money, ideas and representations transiting from Spain to Colombia, generated by the presence of Colombians in Spain. The Colombians' arrival patterns in certain provinces where they settled to live, and the specific types of professional sectors they entered, are analysed in the light of interactions between newcomers and readily installed migrants. The patterns produced by the migrants that led to the various population movements, are investigated in the light of solidarities and family residence geographic patterns.

The last part aims at shedding light on the transformations of the Colombian migration system since 2008. The real estate and financial crisis is viewed as a "bifurcation" point (Prigogine 1997; Abbott 2009), as can be seen from the various evolution curves showing Colombian mobility to/in/from Spain. Focus is specifically drawn to the migration system's "ramification" processes, resulting from the departure of Colombians living in Spain towards a third country. The spatial resources which migrants had access to in 2007, seem to have had an important impact on their ability to project themselves outside Spain. A close look at the destinations of the departing Colombians in terms of spatial resources locations reveals the "anisotropy" of the different migration patterns.

Resumen en español

Morfogenésis de un sistema migratorio
Emergencia(s), desarrollo(s), transformacion(es) del sistema migratorio
Colombia-España (1988-2014)

En el año 1991, 9 343 personas nacidas en Colombia vivían en España. En 2001, se sumaban 118 148 hasta llegar a 379 400 en 2011[212]. Entre 1998 y 2014, la oficina pública de estadísticas españolas registró la llegada de 457 000 colombianos[213] mientras que se contabilizaron[214] 130 000 salidas de colombianos de España entre el 2002 y el 2014.

Esta tesis tiene como propósito cuestionar la llegada de colombianos a la península ibérica así como tambíen su partida, alejándose de los marcos analíticos simplificadores tales como los razonamientos en términos de factores de atracción y de repulsión (Ravenstein 1885 ; Lee 1966) o también de atracción por la fuerza de la gravedad (Zipf 1946). Los modelos macro-analíticos que se centran en los determinismos estructurales, parecen reducir los individuos a partículas moviéndose de un país a otro como cuerpos sometidos a la atracción de masas (Rosental 1999) en vez de considerar la movilidad de los individuos en toda su complejidad (Dureau y Hily 2009). Al contrario, el presente trabajo aspira a mostrar el despliegue de más de medio millón de migrantes, desde Colombia hacia España y desde España hacia otros horizontes, con el fin de describir estos procesos a una escala individual (Courgeau y Lelièvre 1990).

Mediante la reconstitución de esta macro-forma a partir de las micro dinámicas que la produjeron y reconfiguraron, aquí se estudian las dinámicas que condujeron a la emergencia del sistema migratorio colombiano en España al final de los años noventa, a su desarrollo entre los años 2000 y 2007 así como las transformaciones que se observan desde la crisis del 2008.Esta tesis dista mucho de aislar los recorridos migratorios los unos de los otros, al contrario, los relaciona entre ellos mediante procesos que son inteligibles por ser observables a una escala meso-social. Se pretende a la vez presentar como migrantes pioneros diseñaron el sistema migratorio y como una vez éste desarrollado, el polo español del campo migratorio estructuró los recorridos de los futuros migrantes por un efecto de « retroalimentación ». Por lo tanto, en filigrana esta tesis cuestiona las contribuciones diferenciadas de migrantes a la estructuración del sistema migratorio y a su vez, el papel del sistema en la estructuración de los recorridos migratorios de los individuos.

Recurrir a un sistema de observación multiescala, articulando datos de tipo macroscópico (datos censales, registros de población) y microdatos individuales (Encuesta Nacional de Inmigrantes 2007) así como multisitio (fuentes colombianas y españolas), permitió enriquecer una reflexión sobre la morfogénesis de un sistema migratorio particular y confrontar este aporte empírico con las hipótesis de grandes trabajos precursores de los estudios migratorios. Los cuatros capítulos de este manuscrito se refieren a tales trabajos y los discuten de manera amplia, como por ejemplo los de Ernst Georg Ravenstein, Andrew Abbott o de Torsten Hägerstrand.

[212] Según los datos del censo español del 1991, 2001 y 2011
[213] Salvo que se especifique lo contrario, un colombiano se refiere a una persona nacida en Colombia. Según el derecho del suelo vigente en Colombia, toda persona nacida allá, se beneficia de la nacionalidad colombiana.
[214] Flujos medidos mediante la estadística de cambios residenciales.

El objetivo de la primera parte es presentar al lector un dispositivo conceptual y metodológico que permita analizar y observar la evolución de un sistema migratorio contemporáneo. Una vez haya demostrado la incapacidad de los modelos macroeconómicos a entender el despliegue de una trayectoria específica y la necesidad de articular las trayectorias entre ellas, se intenta consolidar la noción de «sistema migratorio» (Mabogunje 1970; Fawcett 1989; Kritz, Lim y Zlotnik 1992) retomando la hipótesis de auto-organización de la teoría de sistemas (Pumain, Sanders y Saint-Julien 1989; Thiétart 2000; Dauphiné 2003).La presentación del dispositivo metodológico revela cómo la mobilización simultánea de un conjunto de fuentes cuantitativas permite observar la evolución del sistema migratorio colombiano que se desarolló en España entre 1988 y 2014, sin dejar de considerar los efectos de estructura ni tampoco la complejidad de las trayectorias individuales.

La segunda parte se dedica a la emergencia del sistema migratorio colombiano en España. Muestra como se encontraba el sistema antes de que apareciera el polo español y cuestiona los contextos demográficos, económicos, políticos y urbanos que hayan podido favorecer la búsqueda de mejores oportunidades de vida en otras partes del mundo. No hay duda que la llegada de colombianos se pueda interpretar mediante las estructuras y las coyunturas de ambos países. Sin embargo, el análisis de los recursos espaciales al alcance de las distintas olas de migrantes en el momento de su salida así como también de sus recorridos anteriores, revela lo «aventurero» que eran los proyectos migratorios de los pioneros cuando salieron por primera vez hacia España.

La tercera parte cuestiona los procesos de desarrollo del sistema, presentando la implantación geográfica, la posición de los colombianos según los distintos sectores profesionales, así como los flujos de personas, de bienes, financieros, flujos de ideas y de representaciones generadas por la presencia de colombianos en España y que transitan desde España hacia Colombia. Se analizan la estructuración de las llegadas de colombianos a ciertas provicias de inserción residencial y de ciertos sectores de actividad específicos mediante las interacciones entre recién llegados y migrantes ya instalados. En cambio, la producción de los distintos flujos de migrantes se analiza bajo el ángulo de las solidaridades y geografías residenciales familiales.

La última parte arroja luz sobre las transformaciones del sistema migratorio desde el 2008. Se analiza la crisis inmobiliaria y financiera como un punto «de bifurcación» (Prigogine 1997; Abbott 2009), que se percibe al examinar las distintas curvas de tendencias que describen la movilidad de los colombianos hacia/en/desde Espana. Se focaliza en los procesos de « ramificación » del sistema migratorio, por la salida de colombianos que residen en España hacia un tercer país. Los recursos espaciales de los cuales disponen los migrantes en el 2007 parecen tener un impacto grande sobre su capacidad de proyectarse fuera de España. Una lectura de los destinos de salida en función de la localización de los recursos espaciales revela la «anisotropía » de los distintos sistemas migratorios.

Table des matières

Sommaire 5
Remerciements 7
Introduction générale 9
Genèse d’un projet de recherche et itinérances du terrain exploratoire : du métro Père Lachaise à Bogota 9
Réinterroger un objet connu à l’échelle du système migratoire 10
Comprendre la stabilité et le changement de la distribution d’une population dans l’espace géographique dans un contexte de non-régulation institutionnelle des flux migratoires. 12
Présentation du plan de thèse 14
Partie 1 : Analyser et observer l'évolution d’un système migratoire contemporain 19
Introduction de la première partie 19
Chapitre 1 : Articuler l'échelle individuelle et l'échelle macroscopique dans l’étude des migrations 21
Introduction 21
1.1 De la trajectoire individuelle d’un migrant… 23
1.1.1 ¿ Caminante, hay un solo camino ? 23
1.1.2 Caminante, no hay camino, hay varios caminos… 27
1.1.3 …se hace camino al andar 35
1.1.4 ¿Y los otros caminos ? 36
1.2 …à la morphogenèse d’une population colombienne en Espagne 38
1.2.1 La trajectoire morphologique du champ migratoire colombien 38
1.2.2 Du champ migratoire au système migratoire : le rendez-vous manqué entre l'analyse des migrations internationales et l'auto-organisation 43
1.2.3 Pour une analyse morphogénétique des systèmes migratoires 45
Conclusion 49
Chapitre 2 : Observer l'évolution du système migratoire à partir de sources quantitatives espagnoles et colombiennes 51
Introduction 51
2.1 Étudier les flux d’immigration, d’émigration, de migration interne à partir des statistiques espagnoles des changements résidentiels 53
2.2 Connaître les municipes d’origine des émigrés colombiens d’après le recensement colombien de 2005 56
2.3 Le recensement espagnol de 2011, outil de mesure partielle des mobilités spatiales 60
2.4 Saisir les parcours migratoires dans toute leur complexité à l’aide de L’Enquête Nationale sur les Immigrants de 2007 63

2.5 Un système d'investigation permettant d'analyser la morphogenèse du système migratoire colombien en Espagne à plusieurs échelles 73
2.6 Synthèse des sources de données quantitatives mobilisées 76
Conclusion 79
Conclusion de la première partie 80
Partie 2 : Émergence(s) du système migratoire colombien en Espagne 83
Introduction de la deuxième partie 83
Chapitre 3 : La polarisation des flux migratoires colombiens par l'Espagne autour de l'an 2000 85
Introduction 85
3.1 Le contexte démographique colombien : transition démographique et émigration multipolaire 86
3.2 Quelques « facteurs d'expulsion » en Colombie 92
3.2.1 Un contexte politique très mouvementé marqué par… 94
3.2.2…l'intensification d'un conflit armé multiforme et multi-acteurs 95
3.2.3 Une économie de pays en voie développement troublée par des crises. 99
3.3 La multipolarité du système migratoire colombien : l'armature urbaine en héritage 102
3.3.1 Quatre villes de plus d'un million d'habitants : un réseau urbain anciennement quadricéphale 105
3.3.2 Des bassins migratoires internes bien circonscrits mais en expansion 107
3.3.3 Les lieux d'origine des migrants internationaux : une prédominance des métropoles masquant des spécificités territoriales 114
3.3.4.Un fonctionnement des destinations migratoires par dyades ? 119
3.4. Le contexte espagnol : croissance économique et politique migratoire avenante, des facteurs d'attraction 126
3.4.1 Un contexte démographique marqué la faible natalité et le « boom » migratoire .. 126
3.4.2 Une démocratie libérale à l'épreuve de l'intégration européenne 131
3.4.3 Des crises post-franquistes à la croissance des années 2000 : un contexte socio-économique très mouvementé 132
Conclusion 136
Chapitre 4 : L'Espagne dans les projets migratoires des Colombiens 139
Introduction 139
4.1 La diversité des parcours migratoires colombiens précédant l'installation en Espagne : une variation selon l' « âge » du système migratoire 141
4.1.1 Une diversité des origines départementales en Colombie avant les migrations depuis la région caféière ? 141
4.1.2 Quelles expériences migratoires internationales avant l'installation en Espagne ? 143

4.1.3 Une contribution des autres pays du champ migratoire au peuplement de l'Espagne changeante au fil des années 150
4.2 L'horizon des migrants avant leur arrivée en Espagne 157
4.2.1 Quelles ressources spatiales pour migrer ? 157
4.2.2 Les liens de parenté avec les personnes ayant influencé la décision de migrer en Espagne 159
4.2.3 Les liens de parenté avec un éventuel contact en Espagne 162
4.2.4 La famille nucléaire et la fratrie comme ressource spatiale 163
4.3 L'hétérogénéité des motifs des migrations : une motivation économique prédominante au sein de projets migratoires plurimotivés 168
Conclusion 179
Conclusion de la deuxième partie 181
Partie 3 : Développement(s) du système migratoire 183
Introduction de la troisième partie 183
Chapitre 5 : La structuration résidentielle et professionnelle du champ migratoire en Espagne 185
Introduction 185
5.1 La structuration d'une géographie du champ migratoire colombien en Espagne 187
5.1.1 Une concentration des arrivées colombiennes dans quatre foyers bien déterminés… 187
5.1.2 …Avec une « diffusion » progressive par contiguïté spatiale ? 190
5.2 L'hypothèse du réseau migratoire : une cohabitation avec des liens faibles au début de l'étape migratoire 194
5.2.1 Les conditions de logement des Colombiens en Espagne 195
5.2.2 La diversité des relations avec les corésidents : famille proche, famille élargie et entourage non familial 197
5.2.3 L'insertion résidentielle par la famille élargie et l'entourage non familial 200
5.2.4 La corésidence avec la famille élargie et l'entourage non familial, une pratique variable selon les migrants 203
5.2.5 Du micro au macro : quels effets des pratiques résidentielles sur l'organisation du champ migratoire ? 206
5.3 La structuration des champs migratoires en « niches professionnelles » 209
5.4 Le recours au réseau pour trouver l'emploi et l'entrée dans la « niche » 215
5.4.1 La prégnance du réseau parmi les différentes voies d'accès à l'emploi 215
5.4.2 Un recours au réseau personnel plus important pour les personnes faiblement dotées en autres capitaux 216
5.4.3 Du micro au macro : réseau personnel et spécialisations professionnelles des champs migratoires 221

Conclusion 227
Chapitre 6 : Les dynamiques familiales au cœur du développement du système migratoire .. 229
Introduction 229
6.1 Dimension(s) de la famille colombienne 231
6.2 Géographies familiales en migration : de la corésidence au « transnational » 236
6.2.1 Une localisation résidentielle de la famille variable selon la nature des liens familiaux et l'âge du migrant. 236
6.2.2 Des espaces résidentiels familiaux décrivant la diversité des destinations migratoires colombiennes 238
6.2.3 Vivre ou ne pas vivre avec ses enfants et son conjoint : un enjeu socio-économique et genré 240
6.2.4 À terme, la famille se réunit en Espagne 245
6.3. Faire famille à distance : la famille au cœur des flux transnationaux 247
6.3.1 Maintenir le contact à distance avec la famille en Colombie 247
6.3.2 Se déplacer personnellement entre l'Espagne et la Colombie 250
6.3.3 Envoyer de l'argent à ses proches 252
6.3.4 Interagir à distance : un moment caractérisé du parcours migratoire 256
Conclusion 258
Conclusion de la troisième partie 260
Partie 4 : Transformation(s) du système migratoire 263
Introduction de la quatrième partie 263
Chapitre 7 : Les recompositions socio-spatiales depuis la crise 265
Introduction 265
7.1 Contexte de crise et migrations en Espagne 267
7.1.1 Les effets socio-économiques à la suite de la crise 267
7.1.2 Une incitation au départ par les politiques migratoires 268
7.1.3 Les dynamiques migratoires en Espagne à la suite de la crise 269
7.2 Les recompositions spatiales du système migratoire colombien : un processus de ramification 273
7.2.1 D'où viennent les nouvelles immigrations et où s'implantent-t-elles ? 280
7.2.2 Quels sont les lieux de départ et d'arrivée des migrations inter municipales ? 286
7.2.3 Quelles destinations au départ d'Espagne ? 288
7.3 Les recompositions sociodémographiques des flux 295
Conclusion 301
Chapitre 8 : Une lecture de la « directionnalité » des flux migratoires à l'aune des ressources spatiales 303
Introduction 303

8.1 Retour et ré-émigration, une alternative produite par un problème d'échelle 305
8.1.1 La diversité des appartenances spatiales des individus : un héritage de la géographie résidentielle des proches et du parcours migratoire antérieur 306
8.1.1 Réinterroger retours et ré-émigrations dans un espace plus complexe que la dyade lieu de naissance/lieu de résidence 308
8.2 Les ressources spatiales ont-elles un effet dans les intentions de départ à la veille de la crise ? 311
8.3 Une comparaison des localisations des ressources spatiales des migrants et des destinations des ré-émigrations 316
Conclusion 325
Conclusion de la quatrième partie 327
Conclusion générale 329
Apports et limites de la méthodologie employée 329
Apports empiriques sur la Colombie et l'Espagne 331
Apports théoriques 332
Les perspectives possibles pour le système migratoire colombien après 2017 337
Annexes 340
Bibliographie et références 346
Liste des figures 366
Liste des cartes 369
Liste des encadrés 371
Liste des tableaux 373
Liste des annexes 376
Liste des sigles 377
Liens internet pour accéder aux bases de données 378
English abstract 379
Resumen en español 381
Table des matières 383